



CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

# Compte rendu officiel

## D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire

p. 03-06

Nouvelles lois

p. 07-11

Séances publiques

p. 11-98

Questions au Gouvernement

p. 98-99

2021-2022

# NO 11

CHAMBRE  
DÉPUTÉS



## Sommaire

Actualité parlementaire ..... p. 03-06

Nouvelles lois ..... p. 07-11

Séances ..... p. 11-98

32<sup>e</sup> séance du mardi 8 février 2022 ..... p. 11-40

33<sup>e</sup> séance du mercredi 9 février 2022 ..... p. 40-72

34<sup>e</sup> séance du jeudi 10 février 2022 ..... p. 72-98

Questions au Gouvernement ..... p. 98-99

## Chambre des Députés

### Compte rendu officiel

#### Contenu rédactionnel :

Chambre des Députés  
23, rue du Marché-aux-Herbes  
L-1728 Luxembourg  
Tél. 466 966-1

#### Impression :

Imprimerie Heintz  
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

#### Date d'impression :

26/10/2022

#### Concept et layout :

brain&more  
agence en communication,  
Luxembourg





## Bilan de la session parlementaire 2021-2022

# 12 mois marqués par des événements exceptionnels



*de gauche à droite : M. Laurent Scheeck, Secrétaire général, M. Fernand Etgen, Président, M. Gilles Baum, membre de la Conférence des Présidents de la Chambre*

Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a présenté le bilan de la session parlementaire 2021-2022 à l'occasion d'une conférence de presse le 10 octobre 2022.

La session parlementaire qui vient de se terminer a été marquée par beaucoup d'événements hors du commun. Tout d'abord, par le déplacement de la Chambre, qui, après avoir siégé au Cercle municipal pendant 18 mois en raison des restrictions sanitaires, est revenue à son siège historique au « Krautmaart ».

Le retour de la guerre sur le continent européen a également marqué l'actualité parlementaire, culminant par l'intervention du Président ukrainien, M. Volodymyr Zelensky, en séance publique par visio-

conférence. À cette occasion, « la Chambre des Députés a émis un signal sans équivoque en tant qu'institution démocratique », a affirmé M. Etgen, avant d'ajouter que « le drapeau ukrainien continuera à flotter devant la Chambre des Députés ».

### Chiffres-clés de la session 2021-2022

En ce qui concerne le travail parlementaire, le Président de la Chambre des Députés a souligné que le travail des députés a pratiquement doublé en quelques années si l'on observe le nombre d'interpellations, d'heures d'actualité, de débats et de questions parlementaires. En ce qui concerne les séances, elles ont été au nombre de 72 pendant la session 2021-2022 et ont atteint les 300 heures, proche du niveau record de 315 heures de la session parlementaire 2020-2021.

Les pétitions continuent à être un instrument de participation citoyenne populaire, avec des chiffres en nette progression. Ainsi, quelque 388 pétitions publiques ont été introduites et 12 débats publics ont été organisés avec les pétitionnaires dont les pétitions ont atteint le seuil de signatures nécessaires.

### Constitution, éducation à la citoyenneté et digitalisation de la Chambre

Parmi les nombreux dossiers qui ont été traités par la Chambre des Députés, M. le Président a cité les quatre propositions de révision de la Constitution (Justice ; Organisation de l'État, monarchie et Gouvernement ; Droits et libertés ; Chambre des Députés et Conseil d'État) adoptées par un premier vote constitutionnel en séance publique.

La Chambre des Députés s'est par ailleurs dotée d'une Cellule scientifique et d'un Service légistique, afin de donner au Parlement les moyens de mieux atteindre ses objectifs en renforçant les outils sur lesquels les députés peuvent s'appuyer pour remplir leurs missions au service des citoyens.

Elle a également renforcé son partenariat avec le « Zentrum fir politesch Bildung » (ZpB), notamment par le biais de l'organisation itinérante « Viele wat mir sinn » qui se rendra dans les écoles du pays, et d'une nouvelle offre d'activités éducatives #Meng-Chamber.

La conférence de presse a également été l'occasion pour le Président de la Chambre des Députés de dévoiler le nouveau site Internet chd.lu, dont l'objectif est de mieux répondre aux besoins de ses différentes catégories d'utilisateurs (citoyens, députés, experts, journalistes, etc.).

Le nouveau site a été conçu afin de s'adapter aux modes d'utilisation actuels (tablettes, téléphones, etc.), a précisé M. Fernand Etgen.

Par la même occasion, il a présenté le nouveau « Chamberblietchen », qui est désormais proposé gratuitement sur abonnement en version papier de même qu'en version électronique via chd.lu ou abocro@chd.lu.

M. le Président a souligné la volonté du Parlement de renforcer sa présence digitale, notamment avec une politique « Open Data » qui vise à mettre les données parlementaires à disposition du grand public par le biais du Portail Open Data.

## Visite officielle de la Maréchale de la Diète de la République de Pologne

# Guerre en Ukraine et réforme judiciaire en Pologne

« La guerre d'agression contre l'Ukraine est absolument illégitime. » C'est avec ces mots que le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a fermement condamné les attaques russes en Ukraine du 10 octobre 2022. Cette déclaration a été faite à l'occasion d'une entrevue avec la Maréchale de la Diète de la République de Pologne, Mme Elżbieta Witek, en visite officielle à la Chambre des Députés le même jour. « Il n'y a pas de raison valable qui puisse justifier l'agression contre un pays souverain, contre un peuple libre », a déclaré M. Etgen.

Mme Witek a expliqué devant les députés luxembourgeois que le Parlement polonais a exigé que le conflit en Ukraine soit qualifié de génocide. Elle a réclamé une action concertée des pays de l'Union européenne visant à arrêter les attaques russes contre l'Ukraine. La Présidente du Parlement polonais a appelé à la vigilance devant cette « menace mortelle venant de l'est ».

D'autres sujets ont été abordés lors de l'échange de vues, notamment les ressources énergétiques et la sécurité alimentaire des pays d'Afrique.

### La réforme judiciaire en Pologne

Les députés luxembourgeois se sont renseignés sur le différend opposant la Commission européenne et

la Pologne sur la réforme judiciaire polonaise ainsi que l'indépendance des juges. Mme Elżbieta Witek a expliqué que la réforme de la justice était conforme à la Constitution polonaise, même si la Commission européenne la considère comme n'étant pas conforme à l'État de droit. « Nous ne faisons rien qui soit contraire aux dispositions européennes », a affirmé la Maréchale de la Diète de Pologne.

L'indépendance des juges et la problématique de l'ingérence ont dominé les discussions. Certains députés luxembourgeois ont souligné que les personnalités politiques n'ont pas le droit de compromettre cette indépendance.



*de gauche à droite : Mme Ewa Szymańska, membre de la Commission des affaires étrangères, M. Dariusz Joński, Président du groupe d'amitié parlementaire Sejm - Chambre des Députés, Mme Elżbieta Witek, Maréchale de la Diète de la République de Pologne, M. Piotr Polak, Vice-Président et membre de la Commission des affaires de l'Union européenne, M. Fernand Etgen, Président de la Chambre des Députés*

## Présentation du projet de budget 2023

# « Un budget de crise »

« Ceci est un budget de crise. » C'est le constat que la Ministre des Finances, Mme Yuriko Backes, a fait lors de la présentation des chiffres-clés du projet de budget 2023 le 12 octobre 2022 devant l'ensemble des députés.

Le projet de budget prévoit un déficit de l'État central à hauteur de 2,8 milliards d'euros selon le système européen des comptes « SEC 2010 » et de 2,6 milliards d'euros selon les normes comptables nationales. Le solde de l'administration publique (sans les communes et la sécurité sociale) s'élève à 1,8 milliards d'euros.

### Un endettement à la hausse

En ce qui concerne la dette publique, la Ministre des Finances a annoncé qu'elle connaîtra une évolution croissante. Si elle est de 24,6 % du PIB en 2022, elle devrait atteindre 26,3 % l'année prochaine et 29,5 % en 2026. Mme Backes a souligné que le plafond de 30 % (une limite symbolique que s'est fixée le Gouvernement) ne sera pas dépassé d'ici la fin de la programmation financière pluriannuelle.

Le Gouvernement poursuit sa politique d'investissements : ceux-ci devraient ainsi atteindre quelque 3,8 milliards d'euros en 2023, soit une hausse de 600 millions d'euros par rapport à 2022). Face aux députés, la Ministre des Finances a souligné qu'il n'y avait pas de marge de manœuvre pour une réforme fiscale.

### Dépôt de deux projets de loi

Lors de la cérémonie traditionnelle, la Ministre des Finances a déposé symboliquement le projet de budget 2023 entre les mains du Président de la

Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, et du Président de la Commission des Finances et du Budget, M. André Bauler, qui l'a ensuite confié au rapporteur, M. Max Hahn. Le député du DP chapeautera cette année les travaux parlementaires sur le budget.

Le projet de budget se compose des projets de loi n° 8080 concernant le budget 2023 et n° 8081 concernant la programmation pluriannuelle pour la période entre 2022 et 2026.



Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, M. Fernand Etgen, Président de la Chambre, M. André Bauler, Président de la Commission des Finances et du Budget, M. Max Hahn, rapporteur du projet de budget (de gauche à droite)

Le budget est la loi qui établit et autorise l'ensemble des recettes et des dépenses prévisionnelles de l'État pendant une année. Il s'agit en quelque sorte d'un « acte d'autorisation » qui est établi selon toutes les règles de la procédure législative en cas d'initiative gouvernementale.

Le rapporteur du projet de loi chapeaute les travaux liés au budget au sein des différentes commissions parlementaires. Dans le cadre de ces travaux,

les membres de la Commission des Finances et du Budget ont une série d'échanges de vues avec des acteurs externes tandis que les autres commissions parlementaires sont amenées à examiner les points budgétaires qui les concernent.

Le débat et le vote sur les projets de loi n° 8080 et n° 8081 auront prévisiblement lieu en séance plénière à la mi-décembre.

## Visite de Handicap International à la Chambre des Députés

# « Engagement humanitaire inlassable et exemplaire »



Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, entouré d'une délégation de Handicap International

C'est à l'occasion de la nouvelle édition de la campagne « Pyramide de chaussures », dédiée à la lutte contre les bombardements en zones peuplées, que le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a accueilli une délégation de Handicap International.

Lors d'un échange de vues, Mme Olga Savchenko, membre de l'équipe « Programme Urgence Ukraine », a livré son témoignage sur le travail de soutien qu'elle mène avec son équipe dans les zones touchées par la guerre en Ukraine. Outre la réhabilitation physique et le support psychologique, l'éducation aux risques pour apprendre aux enfants et aux adultes à se protéger et à éviter les accidents liés aux armes explosives est un facteur important de prévention. Elle a égale-

ment remercié le Grand-Duché de Luxembourg et l'Union européenne pour leur soutien et leur accueil des nombreux réfugiés ukrainiens.

Le Président de la Chambre des Députés a assuré que le Luxembourg continuera à soutenir le peuple ukrainien dans la lutte contre une guerre absurde et injuste et a félicité Handicap International pour son engagement inlassable et exemplaire au cœur de l'action humanitaire.

Les représentants de Handicap International ont par ailleurs annoncé qu'un accord international pour protéger les civils contre les armes explosives sera signé le 18 novembre prochain à Dublin.



## Hommage à Mme Viviane Reding et assermentation de Mme Elisabeth Margue



*Mme Viviane Reding à l'occasion de l'hommage rendu par la Chambre des Députés*

Au 1<sup>er</sup> octobre 2022, la députée du CSV, Mme Viviane Reding, a démissionné en tant que membre de la Chambre des Députés. L'ancienne Commissaire européenne, qui a été active dans la politique nationale et européenne pendant une quarantaine d'années, avait été réélue à la Chambre des Députés en 2018. Les députés ont rendu hommage à Mme Viviane Reding lors de la séance d'ouverture de la session parlementaire 2022-2023, au cours de laquelle un titre honorifique lui a été octroyé.



*Mme Elisabeth Margue lors de sa prestation de serment en tant que députée*

La députée sortante a été remplacée par Mme Elisabeth Margue. La jeune avocate de 32 ans et coprésidente du parti CSV était sortie huitième lors des élections législatives en 2018 dans la circonscription Centre. Elle siège également au Conseil communal de la Ville de Luxembourg.

L'assermentation a eu lieu au début de la séance d'ouverture de la nouvelle session parlementaire, le 11 octobre 2022.

## Nationale Commemorationsdag



*Zeremonie beim Nationalmonument vun der Lëtzebuurger Solidaritéit*

80 Joer nodeem de Gauleiter Gustav Simon den Déngscht vu jonke Lëtzebuurger an der Wehrmacht obligatoresch gemaach hat, dat heescht, d'Zwangsrekrutierung ugefaangen hat, gouf den 9. Oktober un déi däischer Zäit geduecht.

De Chamberpresident Fernand Etgen huet moies un den Zeremonie beim Nationalmonument vun der Lëtzebuurger Solidaritéit, beim Memorial vun der Shoah, bei der Gëlle Fra, op der Hollerecher Gare a beim Hinzertzer Kräiz deelgeholl, wou hien ënner anerem Blummen niddergeluecht huet. Mat dobäi waren den Här François Benoy, den Här Fernand Kartheiser, d'Madamm Octavie Modert, d'Madamm Lydie Polfer, den Här Gilles Roth, den Här Marc Spautz an Här Claude Wiseler, Deputéiert, den Här Jean Spautz, Éierepresident, den Här Laurent Scheeck, Generalsekretär vun der Chamber, souwéi den Här Charles Goerens an d'Madamm Isabel Wiseler-Lima, Europadeputéiert.

Nomëttes war den Här Etgen am Lycée du Nord fir d'Gedenkfeier vum historesche Generalstreik, deen den 31. August 1942 vu Woltz ausgaangen ass. De Chamberpresident huet a senger Ried déi russesch Aggressioun géint d'Ukrain als historeschen, trageschen an onverständleche Feeler bezeecht an ënnerstrach, wéi wichteg et ass, „eis fir Gerechtegheet, Fräiheet an Demokratie anzesetzen“.

Als Nokrichsgeneratiounen ass et „eis Pflicht, fir Nee ze soen zu simplisteschen, populisteschen a geféierlechen Aussoen, zu Ligen, Hetz a Fake“, esou nach den Här Etgen.



© Marc Schmitz / Lycée du Nord Wiltz

*Zeremonie am Lycée du Nord vu Woltz*

Un dëser Gedenkfeier hunn och d'Madamm Stéphanie Empain, den Här Jeff Engelen an d'Madamm Carole Hartmann, Deputéiert, den Här Laurent Scheeck, Generalsekretär vun der Chamber, an den Här Christophe Hansen, Europadeputéierten, deelgeholl.



*Gruppenfoto vun de Riedner, de Membere vum Comité pour la Mémoire de la Deuxième Guerre mondiale, de Membere vum Gemengerot vun der Stad Woltz a vun de Verrieder a Schüler vum Lycée du Nord*

Visite d'une délégation du Conseil national de la République d'Autriche

## La neutralité de l'Autriche dans le contexte de la crise ukrainienne



Les députés membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes entourés de leurs homologues autrichiens

Le principe de la neutralité de l'Autriche ainsi que les défis de la crise en Ukraine étaient au cœur d'un échange de vues le 6 octobre 2022 entre les députés luxembourgeois membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile et les députés de la

Sous-commission des Affaires européennes du Conseil national de la République d'Autriche.

Suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie et à l'adhésion de la Suède et de la Finlande à l'OTAN, la neutralité de l'Autriche est de nouveau au cœur des débats. Pour elle, la question de sa neutralité n'est

pas remise en question, car le pays a une histoire différente de celle de la Suède et de la Finlande, a expliqué le chef de la délégation autrichienne, Dr Reinhold Lopatka.

Un autre sujet évoqué lors de l'entrevue était la crise énergétique ainsi que le futur de l'énergie nucléaire. Le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, M. Yves Cruchten, a souligné que le Luxembourg et l'Autriche partagent la même position dans la question du nucléaire. En outre, il a précisé que le Grand-Duché est en train de se préparer pour se joindre à une action juridique, initiée par l'Autriche, suite à la décision du Parlement européen d'intégrer l'énergie nucléaire et le gaz naturel à la liste des activités économiques durables sur le plan environnemental couvertes par la taxonomie de l'Union européenne.

Finalement, les parlementaires luxembourgeois et autrichiens se sont réjouis des échanges réguliers entre les deux pays. En effet, au début du mois de septembre, une délégation du Conseil fédéral d'Autriche était en visite de travail à la Chambre des Députés.

## Le Président de la Chambre des Députés a reçu...



... S. E. M. Dieudonné R. Sebashongore, Ambassadeur de la République du Rwanda



... S. E. M. Hua Ning, Ambassadeur de la République populaire de Chine

## L'Administration parlementaire recrute :

- un **Process Manager/Analyste de processus (m/f)** au sein du service gestion des connaissances dans le groupe de traitement A1  
poste à pourvoir soit par un changement d'administration (réf. M00022174), soit par le recrutement d'un fonctionnaire stagiaire (réf. F00022172)
- un **Secrétaire-administrateur de commissions parlementaires (m/f)** au sein du service des commissions dans le groupe de traitement A1  
poste à pourvoir par le recrutement d'un fonctionnaire stagiaire (réf. F00022226)

En cas d'intérêt, veuillez vous référer aux liens suivants :

Changement d'administration : <https://govjobs.public.lu/fr/postuler/mobilite-interne/changement-administration.html>



Fonctionnaire stagiaire : <https://govjobs.public.lu/fr/postuler/postes-ouverts/postes-vacants.html>





## Fonds culturel national

**7473 - Projet de loi relative au patrimoine culturel et modifiant : 1° la loi modifiée du 4 mars 1982 a) portant création d'un Fonds culturel national ; b) modifiant et complétant les dispositions fiscales tendant à promouvoir le mécénat et la philanthropie ; 2° la loi modifiée du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État ; 3° la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ; 4° la loi du 17 août 2018 relative à l'archivage**

Le présent projet de loi a pour but de fournir un cadre légal au patrimoine culturel dans sa globalité en y prévoyant à la fois des dispositions relatives au patrimoine archéologique, architectural, mobilier et immatériel.

Selon la Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur la valeur du patrimoine culturel pour la société, faite à Faro, le 27 octobre 2005 et approuvée par le Luxembourg par la loi du 12 mars 2011 (ci-après la Convention de Faro), le patrimoine culturel rassemble toutes les ressources héritées du passé et ce sous toutes ses formes et tous ses aspects à la fois tangibles et intangibles. Ainsi sont notamment inclus : les monuments, les sites, les paysages, les savoir-faire et les expressions de la créativité humaine, ainsi que les collections conservées et gérées par des organismes publics et privés, les musées, les bibliothèques et les archives. Il en découle que le patrimoine culturel reflète l'histoire et l'identité partagées et les valeurs très diverses qui y sont attachées et constitue en tant que tel un facteur majeur pour la cohésion sociale.

Le patrimoine culturel ainsi défini correspond à l'héritage qui nous a été légué et qu'il nous appartient de prendre en compte dans nos politiques de développement durable en vue de sa transmission en état intact voire augmenté aux générations futures. Dans cette optique, le projet de loi répond à la nécessité de mettre en place un cadre législatif adéquat. Pour ce faire, il poursuit un triple objectif, à savoir :

- regrouper en un seul texte les dispositions relatives au patrimoine culturel qui englobe le patrimoine architectural, le patrimoine archéologique, le patrimoine mobilier et le patrimoine immatériel ;
- mettre en œuvre les dispositions des textes internationaux ratifiés par le Luxembourg ainsi que des textes européens en la matière du patrimoine culturel ;
- moderniser certaines règles relatives à la conservation et à la protection du patrimoine culturel.

Il s'agit d'un effort de modernisation et de codification de la législation existante et ce à la lumière des textes européens et internationaux.

Le projet de loi traite en premier lieu du patrimoine archéologique pour lequel, suite à la ratification par le Luxembourg de la Convention pour la protection du patrimoine archéologique ouverte à la signature à la Valette le 16 janvier 1992 et approuvée par le Luxembourg par la loi du 7 décembre 2016, le principe de l'« archéologie préventive » se voit légalement consacré. Le but de l'archéologie préventive est de protéger les vestiges archéologiques menacés par la multiplication des grands travaux d'aménagement, des risques naturels ou des fouilles clandestines et d'offrir aux aménageurs une plus grande prévisibilité et sécurité dans le cadre de travaux envisagés.

Le régime ainsi mis en place se substitue à la situation actuelle où, en cas de découverte fortuite lors de travaux d'aménagement, un arrêt de chantier doit être mis en place afin d'effectuer les opérations archéologiques nécessaires. Dans cet ordre d'idées, le projet de loi prévoit que les terrains se situant dans une zone d'observation archéologique doivent être soumis pour évaluation et que des opérations d'archéologie préventive (sondages ou fouilles) peuvent alors être prescrites. Néanmoins, une série de garde-fous sont prévus afin que la charge administrative ne soit pas trop importante. Ainsi, en sous-zone à la zone d'observation archéologique, des projets de moindre envergure sont dispensés d'évaluation archéologique. De même, sont prévus l'encadrement des opérations archéologiques dans des délais précis et la suspension pendant les opérations archéologiques des délais contractuels auxquels les aménageurs sont liés.

Tout comme pour le patrimoine architectural et immatériel, l'élaboration et la tenue d'un inventaire du patrimoine archéologique font aussi partie des nouvelles prescriptions légales. En ce qui concerne le volet institutionnel, la loi en projet prévoit l'attribution du statut d'Institut culturel de l'État au Centre national de recherche archéologique, dont le statut et les missions ont par conséquent été revus. Suite aux travaux en commission parlementaire, le CNRA se voit d'ailleurs attribuer la nouvelle dénomination « Institut national de recherches archéologiques ».

En deuxième lieu, le projet de loi traite du patrimoine architectural où certaines nouveautés sont également introduites et ce suite aux ratifications par le Luxembourg de la Convention concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel, adoptée lors de la conférence générale de l'Organisation des Nations

Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture, réunie à Paris du 17 au 21 novembre 1972 et de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine architectural en Europe, signée à Grenade le 3 octobre 1985. Ainsi, la définition retenue pour le patrimoine architectural englobe non seulement les réalisations architecturales et les sites, mais aussi les ensembles architecturaux. Une novation apportée par le projet de loi constitue en l'élaboration à l'aide de critères scientifiques d'un inventaire du patrimoine architectural. Le projet de loi vise une simplification procédurale en prévoyant une procédure unique qui est le classement (et ce peu importe que le propriétaire soit l'État ou une personne privée).

Dorénavant, le classement comme patrimoine culturel national du patrimoine architectural et la création de secteurs protégés interviendront par le biais de règlements grand-ducaux commune par commune. Ainsi, la procédure de protection a subi un « changement de paradigme » en ce que les immeubles ne sont plus protégés un par un par un arrêté du ministre (ou du Conseil de Gouvernement) et ce en fonction notamment des demandes de particuliers mais par règlement grand-ducal commune par commune et ce sur base de l'inventaire scientifique effectué. Par l'instauration de ce régime et par la suppression de l'inventaire supplémentaire, le projet de loi entend mettre en place une protection plus cohérente conférant davantage de sécurité et de prévisibilité juridiques à toutes les parties concernées. Une procédure similaire existe d'ailleurs pour les zones protégées d'intérêt national figurant dans la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. Des secteurs protégés d'intérêt national peuvent également être déterminés, ayant comme objectif de protéger et de mettre en valeur les alentours d'un ou de plusieurs biens immeubles classés comme patrimoine culturel national. En sus de vouloir conférer une plus grande cohérence à la protection, le projet de loi entend aussi mettre en place un régime où tous les ressorts ministériels concernés, les communes et leurs habitants ainsi que les propriétaires des biens immeubles (via la procédure d'« enquête publique ») sont impliqués. Par ailleurs, un régime transitoire moyennant un système de « filet de sécurité » est instauré pendant la période de finalisation de l'inventaire scientifique, le but étant de ne pas perdre les immeubles d'une grande valeur patrimoniale durant la mise en œuvre du nouveau régime de protection.

Ainsi, pendant une période de dix ans après la mise en vigueur de la loi en projet, le propriétaire d'un immeuble retenu au jour de l'entrée en vigueur de la loi comme construction à conserver par un plan d'aménagement général d'une commune, sera tenu d'informer le ministre de tout projet de destruction, totale ou partielle, et de dégradation de l'immeuble, cela au plus tard au moment de l'introduction de la demande de l'autorisation de construire. Le ministre aura ainsi, s'il l'estime nécessaire, la possibilité d'initier une procédure de classement. Le dernier changement quant au patrimoine architectural qu'il convient de noter ici est la transformation du Service des sites et monuments nationaux (ci-après le SSMN) en Institut national du patrimoine architectural (INPA), dont les attributions légales sont modifiées en fonction des nouveautés apportées par la loi en projet.

En troisième lieu, le projet de loi prévoit une simplification de la procédure de classement du patrimoine mobilier, ainsi que l'introduction d'un véritable régime de circulation des biens culturels. De ce fait, il remplace une législation lacunaire et désuète actuelle. L'effort de modernisation a paru nécessaire face à la double réalité d'un marché de l'art mondial en plein essor et d'une menace croissante du trafic illicite de biens culturels provenant de zones de conflit ou de fouilles clandestines. Le nouveau régime tient également compte de plusieurs textes européens et internationaux en la matière. La principale nouveauté consiste en l'introduction d'un certificat de transfert pour certaines catégories de biens culturels. Ce certificat ne peut être refusé qu'aux biens culturels classés comme patrimoine culturel national. Par ailleurs, l'importation d'un bien culturel ayant illicitement quitté son territoire d'origine (sans certificat d'exportation de cet État notamment) est interdite. Un régime de restitution des biens culturels ayant illicitement quitté le territoire d'un État membre de l'Union européenne ou ayant quitté illicitement le territoire d'un État partie à la Convention Unesco ou d'un État partie à la Convention de la Haye est également prévu. Finalement, les garanties d'État et les garanties de restitution se voient attribuer un cadre légal.

Quatrièmement, en ce qui concerne le patrimoine immatériel, le projet de loi entend donner une consécration légale à cette partie importante du patrimoine culturel qui englobe entre autres les traditions (comme la Schueberfouer ou l'Emaischen) et les savoirs faire. Dans ce contexte, l'établissement d'un inventaire ainsi que d'une liste représentative nationale du patrimoine immatériel est prévu.

Alors que la loi de 1983 sur la conservation et la protection des sites et monuments nationaux a pu bien servir, avec notamment le doublement au cours des dix dernières années du nombre des immeubles et objets protégés en tant que patrimoine national, et comme suite à l'échec de la modernisation de ce texte par le projet de loi n° 4715 il y a une dizaine d'années, le présent projet de loi propose ainsi d'apporter plus d'efficacité et plus de cohérence dans l'action des pouvoirs publics. Le rôle de l'État est celui de veiller à la conservation du patrimoine culturel

majeur pour notre pays et qui doit présenter un intérêt public national de sauvegarde. Les communes garderont leurs compétences et responsabilités en la matière, cela dans le repérage et la protection du patrimoine architectural représentant un intérêt local de protection pour lesquels la loi concernant l'aménagement communal a tracé le cadre juridique.

Enfin, la loi en projet permet au Luxembourg de rattraper un retard par rapport aux pays voisins. Aussi, la dernière loi de protection du patrimoine culturel en République fédérale d'Allemagne (Kultururgutschutzgesetz) remonte à 2016 alors qu'en France, les dernières modifications substantielles du Code du Patrimoine datent des années 2016 et 2021. Avec la loi du 17 août 2018 sur l'archivage et le Plan de développement culturel, le présent projet de loi constitue l'une des principales initiatives en matière de politique culturelle au Grand-Duché ces dernières années.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture, le 30/08/2019  
Rapporteuse : Mme Djuna Bernard

Travaux de la Commission de la Culture  
(Présidente : Mme Djuna Bernard) :

- 03/10/2019 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi
- 05/10/2020 Examen de l'avis du Conseil d'État  
Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
- 07/12/2020 Adoption d'une série d'amendements
- 13/01/2022 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État  
Présentation des projets de règlement grand-ducal afférents
- 27/01/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 10/02/2022

Loi du 25 février 2022

Mémorial A : 2022, n° 80, page 3

## Organismes de placement collectif

**7774 - Projet de loi portant modification de : 1° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ; 2° la loi modifiée du 17 avril 2018 relative aux documents d'informations clés relatifs aux produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance ; 3° la loi du 16 juillet 2019 portant mise en œuvre des règlements EuVECA, EuSEF, MMF, ELTIF et Titrisation STS**

**en vue de la transposition de la directive (UE) 2021/2261 du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2021 modifiant la directive 2009/65/CE en ce qui concerne l'utilisation de documents d'informations clés par les sociétés de gestion d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), et de la mise en œuvre : 1° du règlement (UE) 2019/1238 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 relatif à un produit paneuropéen d'épargne-retraite individuelle (PEPP) ; 2° du règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers ; 3° du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 ; 4° du règlement (UE) 2021/557 du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2021 modifiant le règlement (UE) 2017/2402 créant un cadre général pour la titrisation ainsi qu'un cadre spécifique pour les titrisations simples, transparentes et standardisées, afin de favoriser la reprise après la crise liée à la Covid-19 ; 5° du règlement (UE) 2021/2259 du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2021 modifiant le règlement (UE) 1286/2014 en vue de proroger le régime transitoire appliqué aux sociétés de gestion, aux sociétés d'investissement et aux personnes qui fournissent des conseils au sujet des parts d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) et d'OPCVM non coordonnés ou qui vendent ces parts**

Le projet de loi n° 7428 vise à approuver le protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, additionnel à la Convention contre la criminalité transnationale organisée, adopté par la résolution A/RES/55/25 de l'Assemblée générale des Nations Unies le 31 mai 2001, ci-après désigné comme « le protocole ».

Le projet de loi sous rubrique vise à transposer la directive (UE) 2021/2261 du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2021 modifiant la directive 2009/65/CE en ce qui concerne l'utilisation de documents d'informations clés par les sociétés de gestion d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM).

La loi en projet vise également à mettre en œuvre le règlement (UE) 2019/1238, le règlement (UE) 2019/2088, le règlement (UE) 2020/852, le règlement (UE) 2021/557 et le règlement (UE) 2021/2259.

Le règlement (UE) 2019/1238 vise à harmoniser le marché européen des produits d'épargne-retraite individuelle en introduisant un nouveau produit d'épargne-retraite européen, nommé « produit paneuropéen d'épargne-retraite individuelle » ou « PEPP ». Le PEPP est un produit de retraite complémentaire individuel réglementé, facultatif, avec une portabilité élevée au sein de l'Union européenne.

Le règlement (UE) 2019/1238 définit entre autres les informations à communiquer au client, les exigences en matière de conseil obligatoire, les options d'investissement pour les épargnants (ainsi que les modalités de changement d'option), les conditions en matière de portabilité du produit (en cas de changement de résidence) et les conditions relatives à la phase de versement.

Le règlement (UE) 2019/2088 établit des règles harmonisées s'appliquant aux acteurs des marchés financiers et conseillers financiers, relatives à la transparence en ce qui concerne l'intégration des risques en matière de durabilité et la prise en compte des incidences négatives en matière de durabilité dans leurs processus. En outre, le règlement (UE) 2019/2088 définit les obligations relatives à la fourniture d'informations en matière de durabilité pour ce qui est des produits financiers.

Le règlement (UE) 2020/852 détermine les critères selon lesquels une activité économique est durable sur le plan environnemental aux fins d'établir le degré de durabilité environnementale d'un investissement.

La Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) et le Commissariat aux assurances (CAA) sont désignés comme autorités compétentes chargées de veiller à l'application des règlements (UE) 2019/1238, 2019/2088 et 2020/852. La CSSF et le CAA se trouvent également investis des pouvoirs de surveillance et d'enquête nécessaires à l'exercice de leurs nouvelles fonctions ainsi que du pouvoir d'infliger les sanctions et autres mesures administratives.

Le règlement (UE) 2021/557 modifie la législation relative à la titrisation afin de favoriser la reprise économique dans le contexte de la pandémie de Covid-19. Le projet de loi se contente ici d'opérationnaliser une disposition ponctuelle relative aux sanctions administratives.

La directive (UE) 2021/2261 apporte des modifications concernant l'utilisation de documents d'informations clés par les sociétés de gestion d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) et le règlement (UE) 2021/2259 vise à proroger d'un an le régime transitoire appliqué aux sociétés de gestion, aux sociétés d'investissement et aux personnes qui fournissent des conseils au sujet des parts d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) et d'OPCVM non coordonnés ou qui vendent ces parts. Il s'agit d'éviter que les sociétés de gestion, les sociétés d'investissement et les personnes qui fournissent des conseils sur des parts d'OPCVM soient obligés de fournir deux documents d'informations clés pour le même produit. À cette fin, le projet de loi introduit un nouvel article 163-1 dans la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif et étend la disposition transitoire figurant dans la loi modifiée du 17 avril 2018 relative aux documents d'informations clés relatifs aux produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 03/03/2021  
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget  
(Président : M. André Bauler) :

- 31/05/2021 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi
- 10/01/2022 Examen de l'avis du Conseil d'État  
Présentation et adoption d'une série d'amendements
- 31/01/2022 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État  
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 09/02/2022

Loi du 25 février 2022

Mémorial A : 2022, n° 82, page 1



## Titrisation et « crowdfunding »

**7825 - Projet de loi portant 1° modification de la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation et portant modification de - la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier - la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier - la loi du 27 juillet 2003 sur le trust et les contrats fiduciaires - la loi modifiée du 4 décembre 1967 relative à l'impôt sur le revenu - la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune - la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ; 2° modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ; 3° modification de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises ; 4° modification de la loi du 16 juillet 2019 portant mise en œuvre des règlements EuVECA, EuSEF, MMF, ELTIF et Titrisation STS ; 5° mise en œuvre du règlement (UE) 2020/1503 du Parlement européen et du Conseil du 7 octobre 2020 relatif aux prestataires européens de services de financement participatif pour les entrepreneurs, et modifiant le règlement (UE) 2017/1129 et la directive (UE) 2019/1937**

Le projet de loi sous rubrique a pour objet, d'une part, de modifier la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation. D'autre part, le projet de loi vise à mettre en œuvre le règlement (UE) 2020/1503 du Parlement européen et du Conseil du 7 octobre 2020 relatif aux prestataires européens de services de financement participatif pour les entrepreneurs. La finalité des modifications opérées est de clarifier davantage le cadre légal existant et de l'adapter aux exigences actuelles du marché de la titrisation, tout en mettant en place des garanties supplémentaires pour les investisseurs. La loi en projet donne, entre autres, aux organismes de titrisation davantage de choix en termes de formes juridiques de société qui peuvent être adoptées et élargit la gamme de moyens de financement à la disposition de l'organisme de titrisation. Ensuite, le projet de loi opérationnalise le règlement (UE) 2020/1503 qui porte sur les services de financement participatif, dénommés en anglais « crowdfunding services ». Ce règlement européen établit des exigences uniformes pour le fonctionnement, l'organisation, l'agrément et la surveillance des prestataires de services de financement participatif ainsi que pour l'exploitation des plates-formes de financement participatif. L'objectif du financement participatif est de faciliter l'accès, notamment pour les petites et moyennes entreprises et les start-up, à des formes alternatives de financement et d'élargir les possibilités d'investissement pour les investisseurs dans un cadre plus sûr et harmonisé.

Le projet de loi sous rubrique a pour objet, d'une part, de modifier la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation. D'autre part, le projet de loi vise à mettre en œuvre le règlement (UE) 2020/1503 du Parlement européen et du Conseil du 7 octobre 2020 relatif aux prestataires européens de services de financement participatif pour les entrepreneurs. La finalité des modifications opérées est de clarifier davantage le cadre légal existant et de l'adapter aux exigences actuelles du marché de la titrisation, tout en mettant en place des garanties supplémentaires pour les investisseurs. La loi en projet donne, entre autres, aux organismes de titrisation davantage de choix en termes de formes juridiques de société qui peuvent être adoptées et élargit la gamme de moyens de financement à la disposition de l'organisme de titrisation. Ensuite, le projet de loi opérationnalise le règlement (UE) 2020/1503 qui porte sur les services de financement participatif, dénommés en anglais « crowdfunding services ». Ce règlement européen établit des exigences uniformes pour le fonctionnement, l'organisation, l'agrément et la surveillance des prestataires de services de financement participatif ainsi que pour l'exploitation des plates-formes de financement participatif. L'objectif du financement participatif est de faciliter l'accès, notamment pour les petites et moyennes entreprises et les start-up, à des formes alternatives de financement et d'élargir les possibilités d'investissement pour les investisseurs dans un cadre plus sûr et harmonisé.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 21/05/2021

Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président : M. André Bauler) :

04/10/2021 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

24/01/2022 Examen de l'avis du Conseil d'État

31/01/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 09/02/2022

Loi du 25 février 2022

Mémorial A : 2022, n° 84, page 1

## Approbation de l'Accord relatif à Eurocontrol

**7853 - Projet de loi portant approbation de l'Accord, fait à Bruxelles, le 17 décembre 2020, amendant l'Accord relatif à la fourniture et à l'exploitation d'installations et des services de la circulation aérienne par Eurocontrol au Centre de contrôle régional de Maastricht, signé le 25 novembre 1986**

La loi en projet vise à approuver l'Accord, fait à Bruxelles, le 17 décembre 2020, amendant l'Accord relatif à la fourniture et à l'exploitation d'installations et des services de la circulation aérienne par Eurocontrol au Centre de contrôle régional de Maastricht, signé le 25 novembre 1986.

L'Organisation européenne pour la sécurité de la navigation aérienne – dénommée Eurocontrol – a été fondée par la Convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne « Eurocontrol » du 13 décembre 1960, avec comme ambition d'unifier la gestion du trafic aérien. Fondée à l'origine par six États (Allemagne, Benelux, France et Royaume-Uni), elle réunit désormais 41 États membres, 2 États associés (Israël, Maroc) et 19 États partenaires, et se répartit sur quatre sites (Bruxelles, Luxembourg, Brétigny-sur-Orge et Maastricht) avec Bruxelles comme siège principal. Ses organes sont le Comité permanent, le Conseil provisoire et l'Agence en tant qu'organe exécutif.

En 1986, par un traité multilatéral conclu entre la Belgique, les Pays-Bas, l'Allemagne, le Luxembourg et Eurocontrol, ces quatre États membres ont confié à Eurocontrol la tâche d'assurer la fourniture et l'exploitation des installations et services de route de la navigation aérienne dans leur espace. Tout en disposant que les quatre États susmentionnés conservent leurs compétences et obligations réglementaires en matière d'espace aérien au-dessus de leurs territoires respectifs, l'Accord de Maastricht de 1986 a confié à Eurocontrol la fourniture et l'exploitation des installations et services de trafic aérien en route via le centre de Maastricht pour les vols dans l'espace aérien supérieur. L'Accord prévoyait également que les coûts d'investissement et de fonctionnement du Centre de Maastricht seraient financés par les quatre États, tandis que tous les autres coûts, tels que les coûts de soutien fournis par d'autres services de l'Agence et les autres coûts de soutien, seraient supportés par Eurocontrol, c'est-à-dire par tous les États membres d'Eurocontrol.

En termes de fonctionnement, l'agence d'Eurocontrol définit les mesures opérationnelles et techniques nécessaires à l'exploitation des services de circulation aérienne ainsi que les dotations budgétaires correspondantes et le directeur général d'Eurocontrol assure actuellement la gestion courante de l'exploitation des services de la circulation aérienne, y compris les moyens en personnel et matériel.

La question de la répartition des coûts du Centre de contrôle régional de Maastricht entre tous les États membres d'Eurocontrol et les quatre États membres de l'Accord de Maastricht a conduit en 2020 à une modification de l'Accord de Maastricht par l'accord visé par le présent projet de loi : l'« Accord fait à Bruxelles, le 17 décembre 2020, amendant l'Accord relatif à la fourniture et à l'exploitation d'installations et des services de la circulation aérienne par Eurocontrol au Centre de contrôle régional de Maastricht, signé le 25 novembre 1986 », ci-après « l'Accord modificatif ».

Afin de continuer à garantir la réalisation d'un équilibre durable entre les intérêts des quatre États et ceux des autres États membres d'Eurocontrol, l'Accord modificatif transfère certains coûts relatifs au centre – jusqu'ici inscrits au budget d'Eurocontrol – vers le budget dédié au centre. En contrepartie, le centre se voit conférer une plus grande autonomie. Les pouvoirs de direction de l'agence d'Eurocontrol se trouvent conférés directement au centre de contrôle, respectivement au directeur du centre, qui devient ainsi un directeur général à part entière.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 02/07/2021

Rapporteuse : Mme Chantal Gary

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux Publics

(Présidente : Mme Chantal Gary) :

06/01/2022 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

03/02/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 10/02/2022

Loi du 11 mars 2022

Mémorial A : 2022, n° 131, page 1

## Indices de référence

### 7861 - Projet de loi portant modification de la loi du 17 avril 2018 relative aux indices de référence

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de mettre en œuvre trois règlements du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (UE) 2016/1011 concernant les indices utilisés comme indices de référence dans le cadre d'instruments et de contrats financiers ou pour mesurer la performance de fonds d'investissement. Le règlement (UE) 2016/1011 est mis en œuvre en droit luxembourgeois par la loi du 17 avril 2018 relative aux indices de référence.

Au vu de la discontinuation du taux interbancaire offert à Londres (LIBOR) et afin d'établir un cadre pour la cessation ou l'abandon ordonné des indices de référence au sein de l'Union européenne, il y a lieu d'adapter la législation afférente afin de minimiser les insécurités juridiques dans ce contexte. Les modifications apportées par le règlement (UE) 2021/168 au règlement (UE) 2016/1011 permettent donc de maximiser la stabilité financière en faisant en sorte qu'un taux de remplacement légal puisse être mis en place avant la cessation ou l'abandon ordonné d'un indice de référence « d'importance critique ».

L'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF) est chargée de la surveillance directe des indices de référence les plus importants et de leurs administrateurs. De plus, l'AEMF devient l'instance en charge de reconnaître les administrateurs d'indices de référence situés dans des pays tiers. Ces dispositions figurent à l'article 5 du règlement (UE) 2019/2175 et entrent en vigueur, de manière rétroactive, le 1<sup>er</sup> janvier 2022. La mise en œuvre du règlement (UE) 2019/2175 nécessite des modifications de la loi du 17 avril 2018 relative aux indices de référence.

La loi en projet vise également à élargir le champ des sanctions à l'article 4 de la loi précitée du 17 avril 2018, tel que prévu par le règlement (UE) 2019/2089.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 22/07/2021

Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président : M. André Bauler) :

04/10/2021 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

10/01/2022 Examen de l'avis du Conseil d'État

31/01/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 09/02/2022

Loi du 25 février 2022

Mémorial A : 2022, n° 83, page 1

## Création d'un Observatoire national

### 7893 - Projet de loi portant modification : 1° de la loi du 13 mars 2018 portant création d'un Observatoire national de la qualité scolaire ; 2° de l'article 6 de la loi modifiée du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves ; 3° de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse

En 2008, le Gouvernement avait créé un « Observatoire de la jeunesse » pour répondre au besoin croissant en informations et en données statistiques sur les conditions de vie des jeunes. D'après les dispositions de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse, cet Observatoire avait comme mission « de préparer, de coordonner et d'initier des enquêtes, des avis, des analyses, des études, des rapports sur les différents aspects de la situation des enfants et des jeunes au Luxembourg ».

En 2013, la fusion du département de l'Éducation nationale, chargé de l'éducation formelle, avec celui de l'enfance et de la jeunesse, chargé de l'éducation non formelle, dans le cadre de la création du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, a permis de rassembler les deux ordres d'éducation sous un même toit et de promouvoir une politique centrée sur l'enfant. L'objectif de cette fusion était de fournir une vue plus globale sur les différents systèmes qui

agissent sur le bien-être des enfants et des jeunes et de garantir ainsi la cohérence des efforts politiques dans le domaine de l'enfance et de la jeunesse.

Dans cet ordre d'idées, les missions de l'Observatoire de la jeunesse ont été étendues à un deuxième groupe cible, à savoir les enfants. Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 24 avril 2016 portant modification de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse, il porte ainsi le nom « Observatoire de l'enfance et de la jeunesse ».

L'Observatoire national de la qualité scolaire, créé en 2018, porte un regard externe et systémique sur le fonctionnement du système éducatif aux niveaux de la politique éducative, des administrations et services ministériels et de l'organisation et le fonctionnement des établissements scolaires, afin de promouvoir le développement de la qualité scolaire au Luxembourg, et élabore des recommandations à l'adresse du Gouvernement et de la Chambre des Députés.

Avec l'Observatoire de l'enfance et de la jeunesse et l'Observatoire national de la qualité scolaire, il existe aujourd'hui deux observatoires sous le toit du Ministère qui collectent des informations concernant la situation des enfants et des jeunes ainsi que sur les forces et faiblesses de notre système éducatif.

Afin de faciliter la collaboration entre les domaines de l'enfance, de la jeunesse et de la qualité scolaire, le présent projet de loi propose de rassembler les deux Observatoires dans une structure unique, appelée « Observatoire national de l'enfance, de la jeunesse et de la qualité scolaire ».

Le nouvel Observatoire comprendra deux sections :

- la section « enfance et jeunesse », responsable de l'analyse de la situation des enfants et des jeunes au Luxembourg, fondée sur une approche globale, centrée sur l'enfant ou le jeune, et de l'évaluation des systèmes agissant sur eux, relevant prioritairement du domaine socio-éducatif ou d'autres domaines de l'enfance et de la jeunesse ;
- la section « qualité scolaire », responsable de l'évaluation systémique de la qualité de l'enseignement dispensé dans le système éducatif afin de promouvoir le développement de la qualité scolaire au Luxembourg.

L'objectif de cette fusion est de rapprocher le domaine de l'éducation formelle et celui de l'éducation non formelle pour encourager la mise en œuvre d'une politique transversale relative à l'enfance et la jeunesse centrée sur la situation de vie des enfants et des jeunes et basée sur les droits de l'enfant. La création d'une structure unique permet de faciliter l'échange régulier sur les thèmes communs et les transitions entre l'éducation formelle et non formelle et de contribuer ainsi à une meilleure efficacité de travail. Par ailleurs, cette fusion permet de gagner en efficacité par le partage de certaines ressources administratives et communicationnelles.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 01/10/2021

Rapporteur : M. Claude Lamberty

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

(Président : M. Gilles Baum) :

26/01/2022 Présentation du projet de loi

Désignation d'un rapporteur

Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation d'une série d'amendements

02/02/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 09/02/2022

Loi du 16 mars 2022

Mémorial A : 2022, n° 136, page 1

## Aide de relance et aide aux coûts non couverts

### 7935 - Projet de loi portant modification de : 1° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises ; 2° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une nouvelle aide de relance

Le présent projet de loi a pour objet de prolonger, pour une durée de deux mois, la nouvelle aide de relance et l'aide aux coûts non couverts en faveur des entreprises dont l'activité reste impactée par la situation pandémique et les mesures sanitaires.



Le projet prévoit que les entreprises de vente de voitures neuves dont l'activité est impactée à cause de longs délais dans la chaîne d'approvisionnement de pièces automobiles suite à la pandémie Covid-19 sont éligibles pour les mois de janvier et février 2022.

Concernant la nouvelle aide de relance, les montants versés pour les mois de janvier et février 2022 restent inchangés par rapport à décembre 2021, c'est-à-dire ils restent fixés à 1.250 euros par travailleur indépendant et par salarié en activité et à 250 euros par salarié au chômage partiel complet.

Concernant l'aide aux coûts non couverts, 100 % des charges d'exploitation pourront être prises en compte pour le calcul des coûts non couverts pour les mois de décembre 2021, janvier et février 2022. Les montants maximums restent inchangés par rapport à décembre 2021.

Les demandes d'aides pour les mois de juillet à décembre 2021 et pour les mois de janvier et février 2022 devront être effectuées au plus tard le 15 mai 2022 et la date-limite pour l'octroi desdites aides est fixée au 30 juin 2022.

Dépôt par M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, le 21/12/2021  
Rapporteuse : Mme Simone Beissel

Travaux de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme

(Présidente : Mme Simone Beissel) :

01/02/2022 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen d'une série d'amendements gouvernementaux et de l'avis du Conseil d'État

08/02/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 10/02/2022

Loi du 11 février 2022

Mémorial A : 2022, n° 54, page 1

## 31<sup>e</sup> séance

mardi 25 janvier 2022

Édition spéciale sur la proposition de révision de la Constitution n° 7700 concernant l'organisation de l'État, la monarchie, le Gouvernement, les communautés religieuses et les communes



## 32<sup>e</sup> séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

### Sommaire

<b>1. Ouverture de la séance publique</b> .....	<b>p. 12</b>
M. Fernand Etgen, Président	
<b>2. Communications</b> .....	<b>p. 12</b>
M. Fernand Etgen, Président	
<b>3. Ordre du jour</b> .....	<b>p. 13</b>
M. Fernand Etgen, Président	
<b>4. Changements de composition de commissions parlementaires</b> ....	<b>p. 13</b>
M. Fernand Etgen, Président	
<b>5. Dépôt d'une résolution par M. Marc Goergen</b> .....	<b>p. 13</b>
Exposé : M. Marc Goergen	
<b>6. Heure de questions au Gouvernement</b> .....	<b>p. 13</b>
<b>Question n° 282 du 8 février 2022 de Mme Viviane Reding relative aux intérêts du Luxembourg au sein du Conseil européen, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État</b> .....	
<b>p. 13</b>	
Mme Viviane Reding   M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État   Mme Viviane Reding (interventions de M. Gilles Roth)   M. le Premier Ministre Xavier Bettel	
<b>Question n° 283 du 7 février 2022 de M. Max Hahn relative au bilan des objectifs climatiques sectoriels pour l'année 2021, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable</b> .....	
<b>p. 14</b>	
M. Max Hahn   Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable	
<b>Question n° 284 du 8 février 2022 de M. Marc Goergen relative à la participation luxembourgeoise à l'opération de maintien de la paix MINUSMA au Mali, adressée à M. le Ministre de la Défense</b> .....	
<b>p. 15</b>	
M. Marc Goergen   M. François Bausch, Ministre de la Défense	
<b>Question n° 285 du 7 février 2022 de Mme Tess Burton relative à l'introduction d'une taxe de séjour dans la région du Müllerthal, adressée à M. le Ministre du Tourisme</b> .....	
<b>p. 15</b>	
Mme Tess Burton   M. Lex Delles, Ministre du Tourisme	
<b>Question n° 286 du 8 février 2022 de M. Marc Spautz relative au « certificat Covid numérique de l'UE » et à la reconnaissance au niveau international, adressée à Mme la Ministre de la Santé</b> .....	
<b>p. 16</b>	
M. Marc Spautz (dépôt d'un document)   Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé	

<b>Question n° 287 du 8 février 2022 de Mme Josée Lorsché relative aux mesures de compensation prévues dans le cadre du projet de l'extension de l'autoroute A3 à 2x3 voies, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics</b> .....	<b>p. 17</b>
Mme Josée Lorsché   M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics	
<b>Question n° 288 du 8 février 2022 de M. Laurent Mosar relative à la réforme de la loi communale, adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur</b> .....	<b>p. 17</b>
M. Laurent Mosar   Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur	
<b>Question n° 289 du 8 février 2022 de M. Claude Lamberty relative à la carrière civile pour les sportifs de haut niveau, adressée à M. le Ministre des Sports</b> .....	<b>p. 18</b>
M. Claude Lamberty   M. Georges Engel, Ministre des Sports	
<b>Question n° 290 du 8 février 2022 de Mme Diane Adehm relative aux affiches de campagne de M. Zemmour, candidat à la présidentielle 2022, collées sur les panneaux d'affichage de l'École européenne, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse</b> .....	<b>p. 19</b>
Mme Diane Adehm (intervention de M. Fernand Kartheiser)   M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse	
<b>Question n° 291 du 8 février 2022 de M. Carlo Weber relative à la mise en œuvre du contournement de proximité à Ettelbruck, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics</b> .....	<b>p. 19</b>
M. Carlo Weber   M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics	
<b>Question n° 292 du 8 février 2022 de M. André Bauler relative à d'éventuels retards en matière d'interventions chirurgicales et de traitements dus aux conséquences de la pandémie, adressée à Mme la Ministre de la Santé</b> .....	<b>p. 20</b>
M. André Bauler   Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé	
<b>7. Ordre du jour (suite)</b> .....	<b>p. 20</b>
M. Fernand Etgen, Président	
<b>8. Question écrite n° 5454 de Mme. Martine Hansen relative au taux de vaccination des professionnels de la santé</b> .....	<b>p. 20</b>
Mme Martine Hansen   Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé   Mme Martine Hansen   Mme la Ministre Paulette Lenert	

**9. Heure d'actualité du groupe politique DP sur le rôle de l'OTAN dans la crise actuelle avec la Russie** ..... p. 21  
 Exposé : M. Gusty Graas  
 Débat : M. Jean-Marie Halsdorf | Mme Lydia Mutsch | Mme Djuna Bernard | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement

**10. Ordre du jour (suite)** ..... p. 25  
 M. Fernand Etgen, Président

**11. Question élargie n° 127 de M. Claude Wiseler sur le conflit Ukraine-Russie** ..... p. 25  
 M. Claude Wiseler

**12. Heure d'actualité du groupe politique DP sur le rôle de l'OTAN dans la crise actuelle avec la Russie (suite)**  
**Question élargie n° 127 de M. Claude Wiseler sur le conflit Ukraine-Russie** ..... p. 26  
 Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

**13. Interpellation de M. Marc Hansen sur la médecine environnementale** ..... p. 28  
 Exposé : M. Marc Hansen  
 Débat : M. Jean-Marie Halsdorf | Mme Carole Hartmann | Mme Cécile Hemmen | M. Jeff Engelen | Mme Nathalie Oberweis (intervention de M. Fernand Kartheiser) | M. Sven Clement  
 Prise de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

**14. Résolution de M. Marc Goergen relative à l'installation de distributeurs de produits hygiéniques dans les toilettes de tous les bâtiments de la Chambre des Députés** ..... p. 40  
 M. Gilles Baum | M. Marc Goergen  
 Vote sur le renvoi de la résolution au Bureau

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; Mme Paulette Lenert, M. François Bausch, Vice-Premiers Ministres ; M. Jean Asselborn, M. Claude Meisch, Mme Carole Dieschbourg, Mme Taina Bofferding, M. Lex Delles, M. Claude Haagen et M. Georges Engel, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Fernand Etgen**, Président | Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

**M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État | Nee, Här President, dat ass net de Fall.

## 2. Communications

**M. Fernand Etgen**, Président | D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Sou wéi dat am Chambersreglement virgesinn ass, wollt ech follgend Kommunikatioun un d'Chamber maachen: Den 1. Februar 2022 huet de President vum Staatsrot matgedeelt, datt de Poste vum Staatsconseiller vum Här Charles Lampers vakant ginn ass. Esou wéi et festgehalen ass am Gesetz vum 16. Juni 2017 iwwert d'Organisatioun vum Staatsrot an an den Artikelen 116 bis 127 vum Chambersreglement, ass d'Chamber dozou opgeruff, e Kandidat fir de Poste vum Staatsconseiller ze bezeechen. Interessente kënnen hir Kandidatur per Bréif un de Chamberspresident riichten, an dat bis spéitstens den 1. Mäerz 2022. Den Datum vum Poststempel ass maassgebend.

Mat der Kandidatur ass e Liewenslaf mat deenen néidege Pabeieren anzerechen, déi beleeeën, datt d'Konditiounen aus dem Gesetz erfüllt sinn. Dat heescht, éischtens d'Lëtzebuurger Nationalitéit ze hunn, zweetens am Besëtz vun den zivillen an de politesche Rechter ze sinn, drëttens am Grand-Duché ze residéieren, véiertens den Alter vun 30 Joer erreicht ze hunn.

Esou wéi den Artikel 6 vum Gesetz vum 16. Juni 2017 iwwert d'Organisatioun vum Staatsrot et virgesäit, huet eis de Staatsrot follgend zwee Profiller matgedeelt, déi d'Chamber an hirem Choix leede sollen: éischtens e Jurist mat enger Spezialisatioun am Droit communal, der Gemengenorganisatioun an an der

Fonction publique vun de Gemengen, zweetens e Jurist mat enger Spezialisatioun am Droit administratif an am Fonctionnement vun den Institutiounen.

Et ass ze bemierken, datt den Artikel 7 vum Gesetz vum 16. Juni 2017 iwwert d'Organisatioun vum Staatsrot an den Artikel 122 vum Chambersreglement virgesinn, datt beim Choix vum Kandidat an der ëffentlecher Sitzung d'Chamber soll drop oppassen, datt d'Zesummesetzung vum Staatsrot déi vun de Parteien an der Chamber soll widderspigelen, ënnert der Konditioun, datt déi jeeweileg Parteie bei deenen zwou leschte Legislativwalen op d'mannst dräi Sëtzer kritt hunn.

Ech erënneren Iech drun, datt all Deputéierten d'Recht huet, innerhalb vun der festgesater Frist een oder e puer Kandidaten ze proposéieren. An deem Fall ass eng Pièce bäuseleeeën, déi d'Averständnis vum Kandidat beweist. Dës Kommunikatioun gëtt och als Avis officiel an der Press verëffentlecht.

### Communications du Président - séance publique du 8 février 2022

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

7957 - *Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Principauté de Monaco concernant l'hébergement de données et de systèmes d'information, fait à Luxembourg, le 15 juillet 2021*

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 25/01/2022

7958 - *Projet de loi relative à l'accès et à la formation des professions d'avocat à la Cour, de notaire et d'huissier de justice et modifiant :*

- 1) la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice et
- 2) la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 27/01/2022

7959 - *Projet de loi portant organisation de l'assistance judiciaire et portant abrogation de l'article 37-1 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat*

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 27/01/2022

7960 - *Projet de loi portant règlement des conflits d'attribution et portant modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour Constitutionnelle*

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 27/01/2022

7961 - *Projet de loi modifiant :*  
 1° la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises ;  
 2° la loi modifiée du 13 janvier 2019 instituant un Registre des bénéficiaires effectifs

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 27/01/2022

7963 - *Projet de loi relatif aux commandes publiques d'œuvres artistiques et portant modification de la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics*

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture, le 02/02/2022

7964 - *Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19*

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 07/02/2022

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :  
 2211 - *Demande de pétition publique : Gegen die Spaltung der Gesellschaft vonseiten der Regierung durch die Einführung einer partiellen Impfpflicht*

Dépôt : Alfred Groff, le 24/01/2022

2212 - *Demande de pétition publique : Gas- a Stroum-präiserhéijung, TVA erfsetzen oder aner Mesuren a Plaz setzen*

Dépôt : Daniel Wiseler, le 25/01/2022

2213 - *Demande de pétition publique : Levée de la restriction horaire de 23 heures pour l'Horesca et les fêtes*  
 Dépôt : Gabriel Fersino, le 26/01/2022

2214 - *Demande de pétition publique : Le lycée commence à 9 heures au lieu de 8 heures*

Dépôt : Lejla Selimović, le 26/01/2022



2215 - Demande de pétition publique : Pour un traitement équitable du statut des assistants parentaux

Dépôt : Victoriya Pop, le 26/01/2022

2216 - Demande de pétition publique : Petition, damit die GSO-Klassen in Zukunft in den Fächern COMON (Geschichte und Geografie) und EDCT auf Deutsch antworten können, sowohl in Prüfungen wie auch im Unterricht

Dépôt : Ludovic Geraud, le 27/01/2022

2217 - Demande de pétition publique : Gratuité du parking au Luxembourg pour les soins à domicile luxembourgeois

Dépôt : Anastassia Boutorova, le 28/01/2022

2218 - Demande de pétition publique : Obligation pour tous les piétons qui se baladent le soir d'être visibles avec un gilet réfléchissant

Dépôt : Dominique Van Reusel, le 29/01/2022

2219 - Demande de pétition publique : Rectification de l'âge de la retraite

Dépôt : João Monteiro Dias, le 29/01/2022

2220 - Demande de pétition publique : Begleitpersonen sollen beim Arzt- oder Krankenhausbesuch erlaubt werden

Dépôt : Manuel Villwock, le 31/01/2022

2221 - Demande de pétition publique : Récktrëtt vum Premier Xavier Bettel

Dépôt : Jean Gustave Kill, le 01/02/2022

2222 - Demande de pétition publique : Non aux vaccins obligatoires

Dépôt : Fabien Bolzan, le 02/02/2022

2223 - Demande de pétition publique : Droit d'accès au marché de travail direct pour le conjoint qui vient d'effectuer son arrivée au territoire du Grand-Duché de manière régulière

Dépôt : Hmad Kemmouch, le 02/02/2022

2224 - Demande de pétition publique : Sexualité dans l'âge - une nouvelle perspective, un nouveau regard / Sexualität im Alter - eine neue Perspektive, eine neue Sichtweise / Sexuality in the age - a new perspective, a new point of view

Dépôt : Joël Gangolf, le 02/02/2022

2225 - Demande de pétition publique : Permettre un test de la langue française ou allemande comme critère d'obtention de la nationalité luxembourgeoise

Dépôt : Ana Arizanovic, le 04/02/2022

2226 - Demande de pétition publique : Fräi wielbaren Demonstratiounskorridor

Dépôt : Andy Weber, le 06/02/2022

4) Par courrier du 1<sup>er</sup> février 2022, M. le Président du Conseil d'État a informé M. le Président de la Chambre des Députés que le mandat de M. Charles Lampers, conseiller d'État, est devenu vacant.

La loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État et les dispositions des articles 116 à 127 du Règlement de la Chambre des Députés prévoient que la Chambre des Députés est appelée à désigner un candidat pour le poste de conseiller d'État devenu vacant.

Les personnes intéressées peuvent adresser une candidature par simple lettre au Président de la Chambre des Députés, 23, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg, jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 2022, le cachet de la poste faisant foi.

Les candidatures doivent être accompagnées de notices biographiques et de toutes pièces utiles indiquant que les qualifications et les conditions prévues par la législation applicable sont remplies, à savoir :

- 1) Être de nationalité luxembourgeoise (copie de la carte d'identité) ;
- 2) Jouir des droits civils et politiques (extrait du casier judiciaire et certificat d'inscription aux listes électorales) ;
- 3) Résider au Grand-Duché de Luxembourg (certificat de résidence) ; et
- 4) Être âgé de trente ans accomplis (extrait de l'acte de naissance).

Conformément à l'article 6 de la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État, le Conseil d'État a proposé deux profils de candidats, destinés à guider la Chambre des Députés dans son choix. Ces profils se présentent comme suit :

- 1) un juriste spécialisé en droit communal, organisation communale et fonction publique communale ;
- 2) un juriste spécialisé en droit administratif et fonctionnement des institutions.

Il y a lieu de noter que l'article 7 de la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État et l'article 122 du Règlement de la Chambre des Députés prévoient que lors de la désignation du candidat en séance publique, la Chambre des Députés devra veiller à ce que la composition du Conseil d'État tienne compte des partis politiques représentés à la Chambre des Députés à condition d'avoir obtenu au moins trois sièges au cours de chacune des deux dernières élections législatives.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

### 3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn. Op Ufro vun der Regierung gëtt proposéiert, d'Aktualitéitsstonn iwwert de Besëtz an d'Retentioun vu Bauterrain, déi d'Sensibilitéit vun déi Lékn ugefrot huet an déi um Ordre du jour vu muer, dem 9. Februar, virgesi war, vum Ordre du jour erofzehuelen. Ass d'Chamber mat deem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

### 4. Changements de composition de commissions parlementaires

Wat d'Zusammensetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, hunn ech folgend Ofännerunge matgedeelt kritt:

An der Commission des Pétitions ersetzt den Här Jean-Paul Schaaf den Här Emile Eicher.

A schliisslech: An der Commission de la Culture ersetzt den Här Emile Eicher den Här Jean-Paul Schaaf.

Gëtt et iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Ech gesinn, datt dat net de Fall ass. Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

### 5. Dépôt d'une résolution par M. Marc Goergen

Da géif ech d'Wuert un den Här Marc Goergen gi fir den Depot vun enger Resoloutioun.

**Exposé**

**M. Marc Goergen** (Piraten), auteur | Merci, Här President. Bekanntlech war virun e puer Méint eng

Petitoun hei an der Chamber, an där et em d'Mens-truatioun gaangen ass, déi den Tabu gebrach huet, wou ganz positiv war, dass mer hei am Haus driwwer geschwat hunn. A lescht Woch war elo eng Kommissioun, an där mer mat den eenzele Ministären driwwer geschwat hunn, wat fir Méiglechkeeten et gëtt, fir do virun allem d'Fraen ze ënnerstëtzen. An dofir hu mer haut eng Resoloutioun matbruecht, fir dass d'Chamber soll alleguerten hir Toilette virbildlech mat deenen Hygiènesartikelen ausstatten a soumat e Virbild si fir alleguerten d'Firmen hei am Land.

#### Résolution

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

- dass d'Mini-Entreprise „Struggirls“ aus dem Wolzerlycée déi flott Initiativ gestart huet, fir Apparater mat gratisse Binden an Tamponen an Toiletten ze installéieren, wou dann all Persoun sech dat kann huelen, wat se brauch;

- dass d'Gemenge Walfer a Stad schonn Apparater mat Hygiènesproduiten op öffentlechen Toiletten installéiert hunn;

- dass den Educatiounsministère Interessi gewisen huet, fir a 37 Lycéeën esou Apparater ze installéieren;

- dass d'Chamber hei sollt eng Virbildfunktoun fir aner Patronen am Land anhuelen.

Aus dëse Grënn decidéiert d'Chamber vun den Deputéierten:

- an all de Gebaier vun der Chamber Apparater mat Hygiènesproduiten an den Toiletten ze installéieren.

(s.) Marc Goergen, Sven Clement.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Goergen.

### 6. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung.

Als Éischt hu mer d'Fro Nummer 282 vun der Madamm Viviane Reding un den Här Premier- a Staatsminister iwwert d'Interesse vu Lëtzebuerg am Conseil européen. Madamm Viviane Reding, Dir hutt d'Wuert.

**- Question n° 282 du 8 février 2022 de Mme Viviane Reding relative aux intérêts du Luxembourg au sein du Conseil européen, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État**

**Mme Viviane Reding** (CSV) | Merci, Här President. Lëtzebuerg ass bekanntlech eng wichteg Europa-haaptstad a mat der Cour de justice, der Cour des comptes, der BEI an anere si mer dat och de facto an et hu Generatiounen vu Premierministären a Politiker derfir gesuergt, datt dat esou ass an datt dat esou bleift.

Do, wou et schwierig ass, ass bei der Relatioun zwëschen Lëtzebuerg an der Europäescher Kommissioun, well do ginn nämlech d'Konditiounen, déi festgeluecht sinn am Accord du siège, net bäibehale vusäite vun der Kommissioun. Et happert also ganz zolidd an et ass eng Gefor, datt d'Zukunft vun der Europahaaptstad a Saache Kommissiounssëtz a Gefor geréit.

Vertikal gesi sinn et d'Kommissiounspolitiker, d'Kommissiounsagenten an Administrateuren hei zu Lëtzebuerg, déi dofir gesuergt hunn, datt déi Institutiounen, déi zu Lëtzebuerg waren, zolidd waren – och fir d'Zukunft – an eng zolidd Politik fir Europa gemaach hunn.

Elo ass et esou, datt am Gesondheessektor déi nei Institutioun HERA zu Bréissel ass an d'Institutioun do no Direction C (veuillez lire: Décision C) zu Lëtzebuerg

ausgehielegt gëtt. Elo ass et esou, datt am Digitalberäich de Management zu Bréissel sëtzt. Amplaz datt sollen dräi Direkteren zu Lëtzebuerg sëtzen, sëtzen der null hei.

Meng Fro: Wat mécht de Premierminister, fir derfir ze suerge bei der Kommissiounsspëtz, mat deem se jo reegerecht zesummesëtzen, datt dat geännert gëtt, datt dat net esou bleift? Mat wat fir engem Resultat?

Mir gesi just, datt et Joer fir Joer bierga geet. A firwat ass dat esou och am grouse Sënn? Ma dat ass en horizontale Problem, well nämlech déi héichqualifizéiert Beamten, déi zu Bréissel sëtzen, iwwerhaapt net méi wëllen op Lëtzebuerg kommen, well de Pouvoir d'achat hei zu Lëtzebuerg vill méi niddreg ass wéi zu Bréissel, an zwar am zweestellige Beräich.

Déi talentéiert Leit, déi mer also géifen hei brauchen, fir de Siège virunzeféieren, kommen net méi heihinner. An dofir gesi mer dat och zum Beispill beim Procureur européen, deen net méi déi néideg Leit féint, fir heihinnerzecommen.

Et ginn awer aner Institutiounen hei zu Lëtzebuerg, déi reagéiert hunn: d'NATO, d'EFTA. D'Kommissioun selwer awer wëllt de Coefficient correcteur net änneren. Här Staatsminister, Dir sidd gefuerdert!

*(Exclamations)*

Wat maacht Der zu Bréissel mat der Presidentin vun der Kommissioun, fir datt dat dote geännert gëtt a fir datt mer och an deenen nächste Generatiounen nach eng staark Kommissioun hei zu Lëtzebuerg hunn an datt se net wéi elo komplett ausgehielegt gëtt?

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Reding. Den Här Premier- a Staatsminister huet d'Wuert.

**M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, ech war e bëssen iwwerrascht, wéi ech d'Fro gestallt kritt hunn, well do steet drop „concernant les intérêts du Luxembourg au sein du Conseil européen“. Tatsächlech: Wann d'Madamm Reding méi prezis, a mir hunn och probéiert, iwwer Iech jo méi Informatiounen ze kréien, ... gewosst hätt, dass et d'Question de siège wier, da misst ... Ech weess net, ob dat net gewosst ass, mee den Här Asselborn ass responsabel fir d'Question de siège an déi Froen.

**Une voix** | O!

**Une autre voix** | Eh bien, jo.

**M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État | Jo, dat ass esou. Dat steet an der Regierungserklärung dran. Dat heescht – dat kënnt Der och nokucke bei de Kompetenzen –, dass den Här Asselborn zoustänneg ass fir de Siège.

Ech kann Iech just soen, dass den Här Asselborn an ech selwer ... Et gëtt jo och en Accord „Georgieva-Asselborn“ – dee jo och bekannt misst si bei der Madamm Reding, déi jo laang genuch an der Kommissioun war –, deen eeben och eng Rëtsch vu Plazen hei zu Lëtzebuerg festleest. Et ass tatsächlech ëmmer eng Diskussioun gewiescht iwwert den Differential. Dat weess och d'Madamm Reding als viiregt, jo, éischt Vizepresidentin vun der Kommissioun, woubäi jo awer d'Kommissioun net bereet war, och verschidde Saachen ze klären, woubäi och Demandë si vun europäesche Gewerkschaften.

Ech wier just frou, Här President, wann Der gären hätt, dass d'Regierung och ka seriö op Froen äntwären, wa mer och wéissten, ëm wat et geet, amplaz einfach drageschriwwen ze kréien „intérêts du Luxembourg au sein du Conseil européen“. Wéi gesot, ech sinn hei net kompetent, fir déi Froen zu de

Plaze vun der Kommissioun kënnen ze beäntweren. Ech fannen et schued.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Premierminister. An ech kann och nëmmen ënnersträchen, datt et och fir d'Presidence immens wichteg ass, wat den Objet vun der Fro ass. Da kënnen mer op d'mannst am Fong geholl ëmmer erëm kontrolléieren, ob den Destinataire u sech och deen ass, un deen d'Fro geriicht ass, fir och wéinstens dat kënnen ze iwwerpréieren.

**Mme Viviane Reding** (CSV) | Här President.

**M. Fernand Etgen**, Président | Mir kommen elo zur Fro Nummer 283 vum Här Max Hahn.

**Plusieurs voix** | Här President.

**M. Fernand Etgen**, Président | Mir sinn an engem Zenario dran, an deem et keng Parole après ministre gëtt.

**M. Gilles Roth** (CSV) | D'Madamm Reding ass ugeschwat ginn.

**Mme Viviane Reding** (CSV) | Här President, nee, ech wende mech un Iech.

**M. Gilles Roth** (CSV) | Eng Motion d'ordre.

**Mme Viviane Reding** (CSV) | Well Dir hutt wierklech hei gesot, datt mir missten der Regierung erklären, wat mir dann eigentlech wëllen.

Ech hunn hei de Premierminister gefrot, wat deen diskutéiert mat der Presidentin vun der Kommissioun, fir datt d'Kommissioun soll anescht agéieren. Dat ass eng Responsabilitéit gewiescht vun alle Premierministere virdrun. An anscheinend gesäit de Premierminister vun haut déi Responsabilitéit net méi!

*(Brouhaha)*

**M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État | Just, Här President, fir ze prezisieren ...

**M. Fernand Etgen**, Président | Den Här Premierminister.

**M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État | Op der Fro vun der Madamm Reding steet: „les intérêts du Luxembourg au sein du Conseil européen“. Ech hat gemengt, si hätt vun der Kommissioun geschwat. Ech misst och vläicht eng Kéier erklären, dass de Conseil net d'Kommissioun ass.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Mir kommen elo zur Fro Nummer 283 vum Här Max Hahn un d'Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung iwwert de Bilan vun de sektorielle Klimaziler vun 2021. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

**- Question n° 283 du 7 février 2022 de M. Max Hahn relative au bilan des objectifs climatiques sectoriels pour l'année 2021, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable**

**M. Max Hahn** (DP) | Merci, Här President. D'Klimagesetz vum Dezember 2020 definéiert d'Klimaziler bis 2030. E Règlement grand-ducal vum Juli 2021 hält dann nach déi spezifesche Ziler fir déi fënnf verschidde Secteure fest. 2021 war deemno déi éischt Period, an där ee konnt kucken, ob d'Ziler erfëllt goufen oder net, quitte dass dat natierlech nach ka vun deem enge Secteur op deen aneren dann iwwerdroe respektiv kompenséiert ginn.

An deem Kader wollt ech der Madamm Ministesch folgend Fro stellen: Ass se schonn à même, fir en éischte Bilan vun 2021 an deem heite Beräich ze zéien? Wann net, wéini schätzt se, dass dat de Fall kéint sinn? Wa jo, wéi gesäit et aus an deenen eenzele

Secteuren? Ass och scho vläicht ugeduecht, déi eng oder aner Kompensatiounen an deem heite Beräich ze maachen? Wa jo, wéi eng wieren dat?

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Hahn. D'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, d'Madamm Carole Dieschbourg, huet d'Wuert.

**Mme Carole Dieschbourg**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Här President, merci dem Deputéierte Max Hahn fir déi dote Froen. In der Tat, dat ass eng wichteg Fro, wéi mer eebe bei de Klimaziler zu Lëtzebuerg weiderkommen. An da verweisen ech eeben op dee selwechte Projet vum Règlement, dee jo ënnerwee ass, an deem d'Secteursziler drastinn. Do ass kloer festgehalten, datt den éischte provisoiresche Bilan ëmmer den 31. Juli vun deem Joer drop gemaach gëtt. Dat heescht, aktuell ass et nach ze fréi, fir dat dote kënnen am Februar elo ze soen, well och nach net all d'Donnéen, och net vum Statec an esou, virleien. Et geet jo hei drëm, dass mer prezis sinn, well all Secteur seng Ziler kritt huet.

En definitive Bilan, an deem dann alles arrétéiert ass, gëtt dann ëmmer dat Joer drop gemaach, de 15. Mäerz, soudass ech elo, wann ech Iech e puer Explikatiounen ka ginn, géif op d'Joer 2020 verweisen, an deem mer jo e Reduktionsziler erreecht hu vun 22 %. Gereecht ab 2005 hu mer misse 20 % errechen. Dat heescht, mir hunn eist Klimazil fir 2020 erreecht.

A wann ech dann nach weider kucken, well Der awer no de Secteure gefrot hutt, da gesi mer, dass déi gréisste Resultater am Beräich vum Transport am Joer 2020 gemaach gi waren. Do hate mer 33 % Reduktioun. Pour mémoire: Bei de sektorielle Klimaziler mussen mer 57 % an deem Beräich - dat ass dee Beräich, an deem mer am meeschten Effort mussen maachen - errechen.

Am Beräich vun Industrie-, Bau- an ekonomeschen Acteure si mer éischer an engem Plus vun 10 %. Do mussen mer eis also nach méi ustrengen, geneesou wéi och an der Landwirtschaft. Dat ass dee Secteur, an deem mer insgesamt just 20 % Reduktioun hunn. Och do verzeche mer éischer e Plus, soudass mer wäerten an deenen eenzele Secteure kucken, Zousazmesuren ze ergreifen. Dat eent ass jo, dass ee kann e bësse verschiben, well mer eis allgemengt Zil, wéi ech gesot hunn, 2020 erreecht hunn.

Mee et gëllt awer och, dass an all Secteur nach eng Kéier en Effort gemaach gëtt, fir pro Secteur Ziler ze errechen, soudass mer sécherlech wäerte mat deenen eenzelen Acteuren, déi mer jo och am Klimagesetz drastoen hunn, mam Comité interministériel, mat der Plattform, déi d'Realisatioun begleet, an och mat dem wëssenschaftleche Bäiro, driwwer schwätzen, mat an deenen eenzele Beräicher elo vu Resultater kënnt, fir d'éischt emol fir d'Joer 2020, an deem mer d'Gesamtziler erreecht hunn, awer wou mer an deenen eenzele Beräicher, wéi zum Beispill am Beräich vun der Landwirtschaft, awer och am Beräich vun Economie, Bau kucken, wéi mer do nach kënnen en Hoff noleeën.

Dat selwecht gëllt d'ailleurs och fir de Beräich vun de Kläranlagenoffäll. Do hu mer eng ganz Rei vu Gesetzer, déi ënnerwee sinn, déi dann hoffentlech eeben och an deenen nächste Folgejoren hir Resultater wäerte bréngen.

An domadder soen ech Iech Merci fir d'Fro an da géif ech soen, fir de Bilan, deen éischte provisoireschen, gesi mer eis dann Enn Juli. Do kënnen mer Iech eng Guidance ginn, wéi d'Joer 2021 ausgesäit.

Merci.



**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Dieschbourg.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 284 vum Här Marc Goergen un de Verdeedegungsminister iwwert d'Lëtzebuurger Bedeelegung un der Friddensmissioun MINUSMA am Mali. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

**- Question n° 284 du 8 février 2022 de M. Marc Goergen relative à la participation luxembourgeoise à l'opération de maintien de la paix MINUSMA au Mali, adressée à M. le Ministre de la Défense**

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Ech stellen haut dem Här Bausch eng Fro ronderëm eis Missioun am Mali, well et do rezent jo ganz nei Entwécklung gëtt. Sécherlecht hutt Der dat och selwer matkritt, dass am däitsche Bundestag d'Meeung am Moment éischer ass: „eher gehen als bleiben“. Esou huet hir Wehrbeauftragte gesot am Bundestag: „Ich mache mir tatsächlich jeden Tag mehr Sorgen um die Soldatinnen und Soldaten, die im Einsatz in Mali sind.“ Dat kënnt doduerjer, dass do ënnen nach ëmmer Wale verhënnert gi sinn.

Dat heescht, déi Regierung, déi elo do ënnen um Pouvoir ass, verhënnert, dass demokratesch Wale solle stattfannen. Doropshin ass de franséischen Ambassadeur aus dem Land verwise ginn. Eis Truppen, d'UN-Truppen, hunn e Fluchverbuett kritt. A wéi jo och sécherlech jidderengem och hei bekannt ass, sinn do ënnen och russesch Söldner an Zwëschenzäit deelweis am Opdrag vum der Regierung vum Mali am Asaz. An deementsprechend si Frankräich an Däitschland am Moment ganz kritesch agestallt, wat dat Mandat ubelaangt.

An do wollt ech eis Regierung da froen, wat elo mat deenen neisten Entwécklungen ... - well et ass jo net näischt, wann en Ambassadeur vum engem Partnerstaat, souguer dem Leader, aus dem Land verwise gëtt a wann do Fluchverbuetszone fir d'UN opgestallt ginn a keng demokratesch Walen zustane kommen -, wéi dann eis Regierung zum Mali-Asaz steet, wou jo awer och Zaldoten aus Lëtzebuerg am Asaz sinn.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Goergen. Den Här Verdeedegungsminister François Bausch huet d'Wuert.

**M. François Bausch**, Ministre de la Défense | Merci, Här President. An och merci dem Här Goergen fir d'Fro, déi mer d'Geleeënheet gëtt, fir e bësse kloerzestellen, ëm wat fir eng Missiounen dat et sech do handelt, an och, wat emol fir d'éischt den Ënnerscheid ass zwëschen deenen zwou Missiounen, déi mer am Mali hunn.

MINUSMA, dat ass UNO an dat ass eng Missioun, déi doranner besteet, dass UNO-, also Blohelmzaldoten, am Mali sinn, fir d'Zivillbevölkerung ze protegéieren, fir datt vu kenger Säit Aktiounen gestart gi par rapport zu der Zivillbevölkerung.

An der MINUSMA-Missioun sinn allméiglech Zaldote vum der ganzer Welt dran, Blohelmzaldote vum der ganzer Welt, dorënner zwee Lëtzebuurger, déi awer nëmmen an de Campe baséiert sinn. Dat heescht, déi hunn als Haaptfonctioun, dass d'UNO d'Telekommunikationsmëttel garantéiert kritt, wa se sech deplacéiert, also d'Zaldoten, wa se sech deplacéieren, dass d'Campe matenee verbonne sinn, well am Mali, kënnt Der Iech virstellen, ass d'Telekommunikationsinfrastruktur éischters net esou wéi bei eis an zweetens gëtt déi natierlech besonnesch gär vum Terroristen zerstéiert, fir dass d'Truppen net matenee kënnen kommunikéieren.

Or, fir d'Sécherheet vun den Zaldoten an och doriwwe eraus vum der Zivillbevölkerung ass d'Kommunikatioun extrem wichteg. An eis zwee Zaldoten, déi garantéieren dat. Mir kréien och vill Luef an der UNO fir déi Missioun, déi mer do maachen. Also, wéi gesot, dass eng Missioun, déi ausschliisslech duerfir do ass, fir d'Zivillbevölkerung ze protegéieren. Déi intervenéieren och guer net am Konflikt tëschen den Terroristen an der malescher Arméi oder soss iergendeppes.

Dann hu mer natierlech niewendrun d'EUTM. Dat ass eng europäesch Missioun. An och dat ass éischer eng zivill Missioun. Dat heescht, déi intervenéieren och net am Konflikt. Déi si just derfir do - déi Zaldote vum den eenzele Memberstaaten aus der Europäescher Unioun, donc och Lëtzebuerg -, fir Zaldoten aus dem Mali auszebilden. Dat heescht, déi hunn iwwerhaupt keng Konfliktaktioun.

Déi sinn och guer net befuugt, dass ze maachen. Bon, natierlech, wa se do mat malischen Zaldoten trainéieren, versiche se, dass ze protegéieren. An eis Zaldoten zum Beispill si virun allem do, fir mat den Droneprogrammer, déi mer hunn - wou mer jo entre-temps eng grouss Expertis hunn -, ze schaffen, fir dass d'Dronen da ronderëm fléien an d'Gebitt iwwerwaache fir ze kucken, ob net iergendeppes geplangt ass par rapport zu deenen Trainingsunitéiten, déi do sinn. Also och ganz kloer eng defensiv Missioun, déi si guer net berechtigt, fir sech am Konflikt anzeméschen.

Da muss een och oppassen, déi eenzel Lännner, déi am Mali aktiv sinn, do gëtt et grouss Ënnerscheeder. D'Fransouse waren natierlech bedeelegt un der EUTM a sinn och an der MINUSMA. Mee d'Fransousen hunn och nach eegen offensiv Missiounen gehat, d'Opération Barkhane zum Beispill, dass war kloer eng Interventioun am Konflikt selwer, dee war gréisstendeels am Norde vum Mali. Do hunn d'Fransousen och elo decidéiert, sech bei eenzelnen Operatiounen, déi si haten, dorënner Barkhane, déi méi offensiv war, zrëckzézéien. D'Fransousen hu par contre nach ëmmer bekräftegt, dass se am Moment an der EUTM bleiwen. An de Moment huet och kee Land an der Europäescher Unioun gesot, dass et sech wéilt aus där Missioun erauszéien.

Et ass och esou, dass bis elo d'Koordinatioun op europäeschem Niveau tëschen deenen eenzelnen Natiounen par rapport zu där doter Missioun glécklecherweis gutt leeft. An et ass och esou, dass an deem leschten Défenseconseil kloer d'Bereitschaft gewise ginn ass vun all deenen, déi do engagéiert sinn, dass, wa sollt decidéiert ginn - an ech betounen, sollt decidéiert ginn -, sech erauszezéien, dass natierlech geuerdent a geschlosse gemaach gëtt, dass heescht, dass kee Land en Alleingang mécht, weeder Däitschland nach Frankräich nach soss e Land. Duerfir dierf een net ëmmer déi Noriichten, déi do komme wéi: „D'Fransousen zéie sech hei zrëck, anerer do“, verwiessele mat deem, wat do an deenen eenzelne Missiounen geschitt. Dass ass ganz ënnerschiddlech.

Op alle Fall ass et kloer, dass bei der EUTM-Missioun d'EU Lännner dat zesammen decidéieren. Bei der MINUSMA ass et an der UNO, wou d'Decisioun muss falen. Do ass dat de Moment iwwerhaupt nach keen Thema, well do geet et, wéi gesot, ëm de Schutz vun der Zivillbevölkerung. Dass gesot, ass d'Situatioun natierlech ëmmer komplizéiert am Land, dass ass gewost. Mee et muss een awer och wëssen, dass d'Alternativ net ka si fir ze soen: „Elo gi mir einfach do eraus an da war et dat!“

Et ass awer och grad esou kloer, dass hunn ech scho méi wéi eng Kéier an Interviewen gesot, dass et fir mech net ka sinn, an dat stéiert mech, dass keng Wale

stattfannen. Dass stéiert mech natierlech och ongeheierlech wéi déi meeschte Lännner. Mee wat mech de Moment kurzfristeg à ce stade am meeschte stéiert, dass ass, dass Mercenairestruppen am Norde sinn, déi jo awer nu wierklech net grad déi nammlechte eethesch an deontologesch Valeure vermëttelen wéi déi, déi mir un d'malisch Zaldote vermëttelen, dass déi do present sinn. An et ass och kloer fir déi meeschte Lännner, fir net ze soe fir d'ganz Europäesch Unioun, dass mat deenen net kann zesummegegeschaff ginn.

Mee, wéi gesot, dass gëtt de Moment vu Woch zu Woch nei bewäert. Et si permanent Diskussiounen. Et gëtt och Drock gemaach op d'Junta. Gëschter oder virgëschter nach huet d'Europäesch Unioun decidéiert, Sanktiounen ze huele géint fënnf Membere vun der Militärjunta an do si weider Saachen an der Planung. Do lafen och nach dauernd Gespréicher. Den Haut-représentant war elo nach kierzlech do. An déi däitsch Verteidigungsministesch wäert elo an der zweeter Woch Februar warscheinlech och dohinner fueren, fir do nach Gespréicher ze féieren.

Ech hunn déi Rees, déi ech sollt maachen, zrëckgestallt, well dat wier zu engem Zäitpunkt gewiescht, wou dat komplett onkloer war. Mee ech hu se net definitiv annulléiert, se ass „postponed“, also se ass verluecht, an et ass ganz probabel, dass ech och elo eng Kéier wäert bei eis Zaldoten dorower goen.

Mee, wéi gesot, alles dat, wéi d'Situatioun evoluéiert, gëtt all Moment nei evaluéiert Op alle Fall soen ech Iech eent: Et kann net d'Léisung sinn, d'Sahelzon hirem Schicksal selwer ze iwwerloossen, well éischters iwwerhuelen dann do anerer relativ séier, an zweetens huet dat fir Europa Konsequenzen, déi zimmlech dramatesch sinn. Déi wäerte mer dann och ganz séier ze spiere kréien. Duerfir si mir a permanentem Kontakt mat eisen Zaldoten, mee och mat eise Partnerlänner, fir d'Situatioun ëmmer erëm nei ze evaluéieren.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Här Bausch, Dir musst esou lues zum Schluss kommen.

**M. François Bausch**, Ministre de la Défense | Ech si fäerdeg.

**M. Fernand Etgen**, Président | Fein. Merci.

Da komme mer elo zur Fro Nummer 285 vum der Madamm Tess Burton un de Minister fir Tourismus iwwert d'Aféiere vun enger Tourismustax am Mëllerdall. Madamm Burton, Dir hutt d'Wuert.

**- Question n° 285 du 7 février 2022 de Mme Tess Burton relative à l'introduction d'une taxe de séjour dans la région du Müllerthal, adressée à M. le Ministre du Tourisme**

**Mme Tess Burton** (LSAP) | Merci, Här President. Gudde Mëtteg alleguer. Gudde Mëtteg, Här Minister Delles. Een Euro pro Iwweruechtung soll all Tourist deemnächst als Taxe de séjour zousätzlech bezuelen, wann en am Mëllerdall Vakanz mécht. Eng Touristesteier, wéi ee se aus dem Ausland scho kennt, soll also elo och an der klenger Lëtzebuurger Schwäiz agefouert ginn. Dass ass op d'mannst emol de Wunsch vum ORT, dem Office régional du tourisme.

Eng 300.000 Euro pro Joer géife sech domadder an där Region erwaart ginn. Mat der Stad Iechternach huet rezent déi éischt Gemeng aus där flotter Region dëser Tax zougestëmmt. An deem Kontext wollt ech de Minister eebe froen, wéi hien als zoustännege Minister fir den Tourismus zu der Iddi vun esou enger Tax steet. Weess de Minister och, ob all d'Gemengen aus der Region Mëllerdall dëser Tax

zoustëmme wäerten? A gouf et eventuell am Virfeld eng Demande aus där betreffener Regioun, fir méi Sue vum Ministère ze kréien, fir esou hir verschidde Projete realiséieren ze kënnen? A weess och de Minister, ob aner Regiounen Änlechtes wëlles hunn? Wa jo, wéi eng Regiounen sinn dat?

An ofschléissend, Här Minister, wollt ech och nofroen, ob weider Projete vun der Regierung an awer och aus dem Plan quinquennal de tourisme geplangt sinn, fir dës esou wichteg Touristeregion zu Lëtzebuerg ze stäerken.

An domadder géif ech Iech scho Merci soe fir Är Äntwerten.

**M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Burton.** Den Här Tourismusminister Lex Delles ass prett. Här Delles, Dir hutt d'Wuert.

**M. Lex Delles, Ministre du Tourisme | Merci villmools, merci villmools, Madamm Burton,** fir déi Fro. Ob eng Taxe de séjour Sënn mécht oder net, muss all Gemeng fir sech decidéieren, well et ass natierlech d'Autonomie communale, déi do spillt.

Ech weess, dass den ORT, besonnesch ënnert dem President vum ORT Mëllerdall, d'Initiativ geholl huet, fir dat ze proposéieren. Ech weess awer och, dass et natierlech keen Accord an alle Gemengen gëtt, fir dat ze maachen. Dat heescht, fir op Är Fro ze äntwerten: Nee, mengen Informatiounen no wäert net all Gemeng mat op dee Wee goen, fir eng Tax anzeféieren.

Dir hutt och gefrot, wéi meng perséinlech Meenung dozou ass. Ech mengen, dat ass jo dann d'Fro vun der nationaler Taxe de séjour. Déi kënn fir mech net a Fro, besonnesch net zu dësem Moment. Mir wëssen, dass an dësen Zäiten grad d'Hotellerie et ganz schwéier huet, soudass menger Meenung no net de Moment ass fir zousätzlech Taxen op nationalem Niveau. Well dat ass eng Steier, déi géif agefouert ginn, déi menger Meenung no net soll kommen.

Well Der geschwat hutt iwwert d'Finanzementer vun den ORTen, hunn ech e bëssen d'Zuele beienee gesicht, wéi d'Evolutioun ass vun der Mise, déi an eng ORT-ASBL geet.

D'ORTE sinn ASBLen, wou dräi eenzel Acteuren erabzuelen. Dat sinn op där enger Säit d'Gemengen, déi zweet Part ass de Privatsecteur an déi drëtt Part ass de Staat.

Do gesäit een, datt den ORT Mëllerdall zum Beispill 2022 eng Enveloppe vu knapp 440.000 Euro krut an nach eng Kéier d'Méiglechkeet hutt, fir mat ronn 50.000 Euro iwwer Projeten nach eng Kéier kofinanzéiert ze ginn. Dat sinn 18,69 % méi wéi 2018. Den ORT Musel an den ORT Éislek kréie ronn 360.000 Euro an hunn och allen zwee d'Méiglechkeet, nach zweemol 50.000 Euro ze kréien, wa se Projeten eragin. Dat ass fir den ORT Musel e Plus vun 48,8 respektiv fir den ORT Éislek e Plus vu 17,36 % par rapport zu 2018. Den ORT Süden an den ORT Guttland kréien dëst Joer knapp 240.000 Euro plus och nach eng Kéier, wa se Projeten erareeche, zweemol 50.000 Euro, déi se méiglecherweis kënnen kréien. Dat si 26 % méi fir de Süde respektiv e Plus vun 122,72 % par rapport zu 2018.

Déi grouss Differenzen, déi et hei gëtt mat de Plussen, loosse sech gréisstendeels ganz einfach erkläre duerch d'Iwwerleeung, dass eeben den ORT Guttland zum Beispill vill méi rezent kreéiert ginn ass, soudass deen nach an der Phas ass, wou e sech opbaut.

2020 hu mer decidéiert, dass d'Konventiounen géife geännert ginn, well eebe grad do sinn och - fir op Är Fro ze äntwerten - Froen opkomm, wéi et mat de

Finanzementer wier, well nämlech an de Konventiounen eng Deckelung vun de Paie war. Déi ass erausgeholl ginn, an zwar op Nofro vun den ORTen, déi wollten déi net méi iwwer Konventiounen - Barème vum Staat - gedeckelt hunn. Dat ass dann och erausgeholl ginn. A si kruten, wéi dat gestrach ginn ass, och d'Méiglechkeet, dass se net méi en Dekont um Schluss vum Joer gemaach kritt hunn, wou se da keng Sue krute fir Krankeschäiner a Congé- parentallen an esou weider, déi sinn dann net méi ofgezu ginn. Dat heescht, och doriwier hu se d'Méiglechkeet, fir méi Suen ze kréien. An natierlech, iwwert de Plan quinquennal, Dir hutt en ugeschwat, kréien d'ORTen d'Méiglechkeet, fir fir alles, wat Digitaliséierung ass, bis zu 70 % vum Staat subventionéiert ze ginn.

Ech schwätze guer net vun där ganzer Aarbecht, déi zesumme mat LFT (ndlr: Luxembourg for Tourism) gemaach gëtt fir Layouten an esou weider, déi d'ORTen, also d'ganz Regiounen, déi wichteg sinn am Tourismus hei zu Lëtzebuerg, och dann zur Verfügung gestallt kréien.

Natierlech ass de Staat de gréisste Contributeur vun den ORTen. Mir schwätze vun tëschent 35 a 60 % vum Gesamtbudget vun den ORTen, déi de Staat un eng ASBL ORT bezillt.

Ech wëll awer och soen, dass mer den ORTen alleguerten d'Offer gemaach hunn, hiert Personal an d'Funktionskäschten integral vun LFT iwwerholl ze kréien, fir dass eebe grad déi Suen, déi an der Regioun sinn, déi also aus der Regioun kommen, och an der Regioun bleiwen, fir Projete geziilt kënnen ze realiséieren.

D'Mataarbechter bleiwen an deem Fall och ganz konkret an der Regioun. Mir hunn ee Pilotprojet, deen uleeft, dat ass den ORT Norden. Do ass et ganz kloer. D'Personal schafft duerno fir den LFT, mee bleift weiderhin an der Regioun, fir um Terrain kënnen Projeten ze developpéieren, wat den ORT-ASBLen och d'Méiglechkeet gëtt, vill méi Liquiditéiten ze hunn, fir Projeten am Sënn vum Tourismus an der Regioun kënnen ze realiséieren.

Op där anerer Säit ass déi Kollaboratioun mam LFT, dass d'Personal do schafft, och e ganz wichtige Deel, fir dass mer méi eng Kohärenz a méi en enkt Zesummeschaffen hunn tëschent - ech si bal fäerdeg, Här President -, tëschent national dem LFT op där enger Säit an natierlech och de Regiounen an den ORTen.

Merci villmools.

**M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Delles.**

Mir kommen dann elo zur Fro Nummer 286 vum Här Marc Spautz un d'Madamm Gesondheetsministesch iwwert den digitalen europäesche Covidcertificat a seng Unerkennung op internationalem Niveau. Här Marc Spautz, Dir hutt d'Wuert.

**- Question n° 286 du 8 février 2022 de M. Marc Spautz relative au « certificat Covid numérique de l'UE » et à la reconnaissance au niveau international, adressée à Mme la Ministre de la Santé**

**M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President.** Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, meng Fro un d'Gesondheetsministesch geet, wéi Der et scho gesot hutt, iwwert de Certificat vum Impfen, an dat virun allem am internationale Kader.

Ech selwer hunn d'lescht Woch, genauou wéi meng Kofraktiounspresidentin, d'Madamm Hansen, an och mäi Kolleg, de Max Hengel, Froen un d'Madamm Minister an deem Kontext gestallt gehat, wat de Certificat vun Johnson ubelaangt respektiv

d'Impfung vum Johnson. Mir hunn och gesot kritt, dass alles gereegelt wier, och am Kader vum 3/1.

Mir hunn awer elo eppes Neits, nämlech de 4/1, Certificaten, déi ausgestallt ginn, wou 4/1 drop steet. Wann d'Leit déi iergendwou weisen - op alle Fall an engem gréisseren Nopeschland, Däitschland genannt - an domadder opgetratt sinn, krute se gesot, 4/1 géife si net kennen a 4/1 géif et net ginn.

Ech weisen et nach eng Kéier ganz grouss: 4/1. An, Här President, ech hunn Iech och eng Kopie gemaach, fir dass Der et selwer gesitt, ...

*(M. Spautz fait le dépôt d'un document.)*

**M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Spautz.**

**M. Marc Spautz (CSV) | ...** datt 4/1 do drop steet. An do stelle sech elo ganz vill Froen. Et si jo och elo ganz vill Leit, déi d'Chance hunn, d'nächst Woch an d'Vekand ze goen, déi an där Situatioun sinn. Déi sinn hei zu Lëtzebuerg an engem Impfzenter geimpft ginn, no Johnson, well jo do gesot ginn ass, et misst nach eng Kéier nogeimpft ginn. Wat ech och guer net contestéieren!

Mee da kréie se e Certificat mat 4/1. Et muss een awer wëssen, dass um internationale Marché - op alle Fall bis elo! - nach néierens een eppes vu 4/1 héieren hat. A wann Der zum Beispill plazeweis an Däitschland eragitt, musst Der net nëmmen Äre Code weisen, mee déi kucken och gären, ob 3/3 drop steet. An da steet op eemol 4/1 do, an da kommen d'Leit net méi eran!

Dofir meng Fro: Wat ass lass mat deem 4/1? Wat ass do d'Virgoensweis? Wat sollen d'Leit elo maachen, fir no Méiglechkeet awer e Certificat ze kréien, deen och an deenen anere Länner respektéiert gëtt? Sinn do schon Diskussiounen gefouert gi mat den Nopeschlänner, fir dat awer gekläert ze kréien, am Interesse vun alleguerten deene Leit, déi esou e Certificat ausgestallt kritt hunn?

Villmools merci.

**Plusieurs voix | Très bien!**

**M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Spautz.** D'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert huet d'Wuert.

**Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Merci, Här President.** Virop hätt ech et begréisst ze wëssen, ëm wat et sech handelt bei där Fro. Wann ech dee Certificat gesinn hätt, misst ech dat elo net esou ganz spontan hei maachen.

*(Brouhaha)*

Wat ass de 4/1? De 4/1 ass am Fong konform zu deem rezentsten Acte délégué vun der Kommissioun, dee geholl ginn ass, wou d'Virgab gi gëtt, wéi enregistréiert soll gi fir déi Leit, déi immunodepriméiert sinn. Dir wësst, dass hei am Land - wéi och an deenen anere Länner - et recommandéiert ass, fir spezifesch bei immunodepriméierte Leit eng véiert Impfung ze maachen. A fir dass dat harmonesch ofleef an der Unioun, ass eng Virgab komm, iwwer e sougenanntene „acte délégué“, dee Lëtzebuerg selbstverständlech direkt ëmsetzt. Wann dat an anere Länner nach net ëmgesat ass, dann ass dat regrettable. Mir hunn eis Aufgaben do gemaacht. An asoufern sinn déi Certificate konform zu deem, wat de leschte Stand der Dinge fir déi dote Saachen ass.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Lenert.**

Mir kommen dann elo zur Fro Nummer 287 vun der Madamm Josée Lorsché un de Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbecht iwwert d'Kompensatiounsmesuren,



déi am Kader vun den Aarbechten op der A3-Autobunn virgesi sinn. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

**- Question n° 287 du 8 février 2022 de Mme Josée Lorsché relative aux mesures de compensation prévues dans le cadre du projet de l'extension de l'autoroute A3 à 2x3 voies, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics**

**Mme Josée Lorsché** (déi gréng) | Merci, Här President. Här Minister, jo, meng Fro riicht sech un Iech. Et geet em den Ausbau vun der A3 vum Gaaspe-recher Kräiz a Richtung Diddeleng, wou d'Ponts et chaussées rezent e Pressecommuniqué erausginn hunn, dass d'Aarbechten de 26. Januar géifen ufänken. Dat ass och tel quel de Fall. D'Zil ass bekannt. Et geet jo drëms, d'Autobun ze sekuriséiere respektiv ronderëm d'Aire de Berchem méi Sekuritéit ze schafen an och op den Op- an Afaarten, mee haaptsächlech awer och - an dat geet zréck op eng Motioun -, fir déi drëtt Spuer fir de Bustrafick an de Covoiturage ze reservéieren, wat jo positiv ass, fir den Transport en commun ze férdere, wat derzou féiert, dass d'Bussen dann op där Streck net méi wäerten am Stau stoen.

Den negativen Impakt ass natierlech bei all Bauprojet deen, dass Hecken, Beem a Liewensraim zerstéiert ginn, notament um Bord vun der A3, déi jo schonn do ass. An do gesäit een och schonn, dass Ofholzung de Moment stattfannen. Dat féiert mech dann éisch-tens zu der Fro, wéi déi konkret Kompenséierungs-moosnamen fir de Projet dann ausgesinn. A wéini gi se duerchgefouert? Wat ass den Zäitpunkt vun deene Kompenséierungen?

A wann Der mer dann nach eng Zousazfro erlaabt, déi och zréckgeet op eng Motioun, déi mer beim Vott vum Projet de loi hei deposéiert hunn. Déi bezitt sech op de Lärmschutz op der ganzer Streck. Wat ass do genau virgesinn? An ass garantéiert, dass deen dann och esou wäit wéi méiglech gebaut gëtt? Wéi wäit wäert deen entstoen?

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Madamm Lorsché. Den Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten, den Här François Bausch, huet d'Wuert.

**M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President, an och merci der Madamm Lorsché fir hir Froen. De Gesamtbilan bei der A3, also de Gesamtekobilan bei der A3, dee mer musse kompenséieren, entsprécht 7 Milliounen Biotopwäertpunkten. Dat seet Iech elo net schreck-lech vill. Duerfir wäert ech Iech elo e bëssen am Detail soen, wat dat alles beinhalt a wat och schonn amgang ass respektiv realiséiert ginn ass, wéi dat sech och gehéiert, wann een esou e Projet ufänkt. Well d'Kompensatiounsmesurë musse jo amgang sinn a gläichzäiteg gemaach ginn, wann de Bau vun engem Projet leeft.

Am Gesetz waren 10,5 Milliounen Euro fir Kompensatiounsmesurë virgesinn. Do derbäi kommen awer nach eng Kéier 13,3 Milliounen Euro fir Wëldebrécken, déi gebaut ginn. Eng ass schonn esou gutt wéi fäerdeg gebaut. An hei wëll ech och drop hiweisen, dass mer am Kader vun dem Ausbau vun der A3 eppes nohuelen. Do gesitt Der, wéi net nëmmen d'Traditiounen, mee och d'Gesetz an d'Reegele geännert hunn a wat deemools vergiess ginn ass, wéi déi eigentlech A3 gebaut ginn ass. D'A3, dat ass jo ratsch en Aschnëtt gewiescht an d'Landschaft an dat huet am Fong zwou Regione vunenee getrennt, soudatt de Wëld Austausch vun engem Säit zur anerem Säit gier net méi méiglech war. An et ass guer keng Wëldebréck gebaut ginn, also et ass keng ginn, et gëtt och haut nach keng. Déi éischt, déi elo gebaut ginn ass, déi ass nach net grad ganz fäerdeg, mee déi ass am Bau.

Also, wéi gesot, zwou Wëldebrécken, dont eng, an dat ass déi, déi am Bau ass, déi mer och zu 50 % zesumme mat der CFL maachen, well mir hu jo och nach d'Eisebunnstreck, déi nei Streck, déi gebaut ginn ass niendrun. Och déi ass en Agrëff an do deelen d'Ponts et chaussées sech 50 % vun de Fraisen fir déi eng Wëldebréck. An dat ass och déi, déi Der scho kënnt de Moment am Bau gesinn, also déi ass schonn zimlech fäerdeg gebaut.

An da kënnt eppes, wat jo fir vill Gespréich gesuergt huet och an der leschter Zäit, dat ass dat klengt Déierchen, wat do an der Géigend vill ronderëm krabbelt, dat ass déi sougenannten „Hieselmaus“, déi do ganz aktiv ass an där Géigend. An do sinn eng Rei Kompensatiounsmesurë fir d'Hieselmaus scho realiséiert. Ënner anerem sinn 180 Niohoirë gebaut ginn, fir dass déi Déierchen kënnen do weider existéieren. An et sinn och scho 5,6 Hektar Hecken zu Izeg ugeplanz ginn, och am Sënn vun de Kompensatiouns-mesuren, fir dass dat Ganzt fonctionéiert. Dat heescht, d'Wëldebréck, d'Niohoirë fir d'Hieselmaus, d'Hecken, déi scho gesat sinn, dat ass also een Deel vun de Kompensatiouns-mesuren, dat ass och deen, dee gebraucht ginn ass, - ech kommen nach zréck op déi zwee Lousen -, fir do, wou scho geschafft gëtt, ze kompenséieren.

Da kënnt nach derbäi - d'Madamm Lorsché huet och nach nom Lärmschutz gefrot -, dass nach eng Kéier 20 Milliounen Euro am Projet virgesi si fir de Lärmschutz. Do gëtt och eppes nogeholl, wat an der Zäit verpasst ginn ass, wëll ech och hei ënnersträichen. Et ass esou, dass eng 5,6 Kilometer laang Lärmschutzwand gebaut gëtt, haaptsächlech laanscht déi Gemeng, déi der Madamm Lorsché besonnesch um Häerz läit, awer net nëmmen, et geet souguer weider bis Richtung Bierchem.

An da sinn nach eng Kéier 6 Milliounen virgesi fir eppes, wat vläicht méi indirekt mat der A3 ze dinn huet, an awer. Dat ass nämlech d'Mobilitéit douce. Dir wësst, et gëtt en Expressvëloswee vu Beetebuerg an d'Stad gebaut. An deen ass schonn zum ganz groussen Deel a vun der CFL elo matgebaut ginn. Dee wäerte mer och an deenen nächsten zwee Joer kënne ganz fäerdeg realiséieren.

Autorisatioune fir zwielf Kilometer si beim Environnement ugefrot ginn. Wéi gesot, an deenen zwielf Kilometer sinn déi siwe Milliounen Biotopwäertpunkten an alles dat, wat ech Iech elo opgezielt hunn, dran.

Dat gëtt a Louse gebaut. An natierlech musse mer alles realiséieren, wa mer erëm e Lous ufänken. Zweek Louse sinn elo autoriséiert. Dat eent ass de Lous A. Dee geet vum Croix de Gasperich op d'Aire de Berchem. Dat sinn déi Mesuren, déi ech Iech elo virdrun opgezielt hunn, déi mer scho gemaach hunn, déi entsprechen deem.

An da kënnt nach de Lous E1. Do sinn e bësse méi kleng Kompensatiouns-mesuren, déi musse gemaach ginn, fir eng aner Kompensatiouns-mesur, nämlech eng Wëldebréck, kënnen ze bauen. Fir d'Bréck selwer musse mer erëm Agrëffer maachen. Fir dass mer déi kënne maachen, ass d'Lous E1 do, fir dass dee Passage à faune, deen ech virdu genannt hunn, ka gebaut ginn.

Also, alles an allem maache mer dat genau, wéi et virgesinn ass. Déi aner Autorisatioune kréie mer natierlech au fur et à mesure, wéi d'Lousen ugefaange ginn. An da gi selbsterständlech déi Kompensatiouns-mesuren, déi virgesi sinn, och gemaach.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Bausch.

Da komme mer elo un d'Fro Nummer 288 vum Här Laurent Mosar un d'Madamm Inneministesesch iwwert d'Reform vum Gemeengegesetz. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

**- Question n° 288 du 8 février 2022 de M. Laurent Mosar relative à la réforme de la loi communale, adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur**

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech wollt eng Fro un d'Madamm Inneministesesch stellen. Si schafft anscheinend un enger Reform vum Gemeengegesetz, wat eng wichteg Reform ass, déi och onbedéngt noutwendeg ass. Anscheinend wär do och schonn en Avant-projet de loi ausgeschafft ginn, deen och scho mat enger Rei vu Leit diskutéiert gi wier.

Fir d'éischt wollt ech do soen, dass ech e bësse bedauern, dass deen net och schonn op deem Niveau eng Kéier an der zoustänneger Kommissioun diskutéiert ginn ass. Well wann et den Avant-projet ass, fannen ech, dass et scho wichteg ass, och eng Kéier do déi zoustänneg Kommissioun zesammen-zeruffen.

**Une voix** | Dat maache mer!

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Et geet a sech drëm, dass hei d'Gouvernance vun de Gemengen, d'Exekutiv vun de Gemengen, soll reorganiséiert ginn. An deen Avant-projet huet dann och scho fir e bësselche Wellen dobause gesuergt, notament bei de Gewerkschaften, well och hei d'Gemengesekretären eigentlech géifen eng total aner Basis kréien.

Dofir wollt ech haut eigentlech eng Rei Froen un d'Madamm Inneministesesch stellen. Fir d'alleréischt, ass dat esou, Madamm Ministesch, dass Der hei en Avant-projet de loi deposéiert hutt? Zweetens, wéini gitt Der dervun aus, dass do de Projet de loi kënnt? Drëtens, ass deen Avant-projet elo scho plus ou moins definitiv oder gëtt deen awer och elo nach eng Kéier iwwerschaft an och nach eng Kéier mat de concernéierte Kreesser diskutéiert?

Ech soen Iech Merci fir Är Äntwerten.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Mosar. D'Inneministesesch, d'Madamm Taina Bofferding, huet d'Wuert.

**Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur | Här President, fir d'éischt wëllt ech dem Här Mosar Merci soe fir d'Fro, well dat einfach d'Geleeënheet gëtt, fir drop anzugehen. Ech si ganz bei Iech, wann Der sot, dass et wichteg ass, dass mer eng Refonte vum Gemeengegesetz kréien an et eeben och, jo, un déi haiteg Besoinen, déi d'Gemengen hunn, kënnen adaptéieren. Dofir hunn ech jo och deen Opdrag aus dem Koalitionsaccord, fir d'Gesetz vun 1988 op de Leescht ze huelen.

„Matenee fir eng modern Gemeng“, dat ass och elo net nëmmen de Slogan vun där Reform, déi mer lancéiert hunn, mee den Numm ass bei eis Programm, esou wéi ech ëmmer gesot hunn: Et ass eng Reform fir d'Gemengen, an déi schaffen ech och zesumme mat de Gemengen aus.

Meng Approche, an dat wëll ech awer nach preziséieren, war elo déi lescht dräi Joer - dat heescht vun Ufank un, wou ech d'Mandat hunn -, nozelauschteren an all dat ze liesen, wat u mech erugedroe ginn ass, dat souwuel viesäite vun den 102 Gemengen, awer och vun de Syndicaten. Well et geet jo drëms, dass mer hei e Kader kréien, dee kloer ass, deen zäit-geméiss ass, dee modern ass a wou da jidderee sech mat sengen eenzelne Besoinen dran erëmfënnt.

Mir haten, an dat wëll ech och nach soen, iwwer 6.000 Leit, déi participéiert hunn. Ech mengen, och dat schwätzt fir déi Approche, déi mer gewiilt hunn, ...

**Une voix** | Très bien!

**Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur | ... fir eeben d'Leit mat anzebannen.

Mee u verschiddene Punkte schaffe mer, niewent dem Volet, fir iwwerhaupt emol d'lokal Mandat attraktiv ze gestalten, well och wa mer e moderne Kader hunn, mussen mer jo nach Leit hunn, déi och gewiilt sinn, an d'Politik ze goen.

Hei sinn d'Stéchwierder de Congé politique, de Statut social, d'Responsabilité pénale, an och de Code de déontologie, dee mer jo wëllen aféieren. An ee Volet, wou mer ganz spezifesch och am Moment dru schaffen - an Dir hutt e schonn ugedeit -, dat ass deen iwwer eng modern Verwaltungsstruktur an eng méi performant Personalgestioun.

Firwat schaffe mer heirunner? Ma ganz einfach: Nodeems mer elo scho Reforme bei der Formatioun an och beim Rekrutement gemaach hunn, ass dat hei elo deen nächste Schrëtt, dee mer ugin. A virun allem sinn et Äntwerten op déi Besoinen, déi formuléiert goufen, déi an all deene Workshoppen ëmmer erëm zum Ausdrock bruecht ginn. A wéi mer d'Analys gemaach hunn, hu mer gesinn hunn, dass mer eis nach u Gesetzer orientéieren, déi op 1843 zrëckginn. Dir hutt richteg héieren: 1843!

*(Interruption)*

Ech mengen, dat ass Grond genuch, fir déi Reform hei unzegoen.

Bon, d'Zäit erlaabt et elo net, méi an d'Detailer eranzegoen. Mee trotzdem wëll ech nach eng Kéier soen, datt et wichteg ass, dass mer eeben déi Reform do hibréien, an dass et och drëms geet, d'Gemengen an d'Syndicaten ze ënnerstëtzen, se ze stäerken an hirer Autonomie, se awer och kënne weider ze professionaliséieren. Dofir ass et elo eisen Challenge, eeben e Kader ze ginn, deen déi néideg Flexibilitéit zouléist.

Den Avant-projet de loi hutt Der elo e puermol ugeschwat. Ben, ech wëll Iech soen, dass ech nach net grad esou wäit sinn. Mir sinn amgaangen, un deenen Texter ze schaffen. Dobäi si mer awer och amgaangen, weider ze consultéieren. An ech bleiwen do menger Linn trei, wéi ech virdu gesot hunn: Dat geet just nëmme mateneen - mat de Gemengen, mat de Syndicaten!

Mir hunn der scho ganz vill gesinn, well et mer eebe wichteg ass, déi Concernéiert - souwuel, jo, säitens Patronat, d'Gemengen, awer och d'Personal selwer - mat anzebannen. Dofir hu mer déi Consultatiounen. Net méi spéit wéi de Moie war nach eng Gewerkschaft bei eis. Ech sinn och ganz zouversichtlech, dass mer eis do och wäerten eens ginn an dass mer, wéi gesot, déi Reform hibréien.

Ech verweisen och hei drop hin, dass mer jo schonn een Deel souwäit an der Pipeline hunn, dat ass dee vun der Reform vun der Tutelle administrative. Ech mengen, do hunn ech och ganz kloer gewisen, dass ech determinéiert sinn, hei de Gemengen entgéintzekommen. Mir hunn hei direkt Neel mat Käpp gemaach. An der zoustänneger Chamberskommission waren nach rezent Amendementer geholl ginn, an dat unanime, soudass ech hoffen, dass mer och an deem konstruktiven Esprit hei kënne weiderschaffen an dass mer och de Rescht vun der Reform unanime esou kënne zesammen duerchgoen.

An natierlech, wann ech prett sinn, fir en ze deposéieren, da gött och d'Chamber mat agebonnen. Mee wéi gesot, meng Approche ass, fir d'Leit ze consultéieren, ...

*(Interruption)*

... dat wëll ech elo gären ee Schrëtt nom anere maachen. Ech weess, dat dauert e bëssen. Ech fannen awer nach ëmmer, dass dat déi richteg Approche ass. Dofir ass am Moment nach net vun Amendementer ze schwätzen. Mee wann et esou wäit ass, da selbstverständlech och zesumme mat der Chamber.

Mee loosst eis elo emol hei, wéi gesot, an deem konstruktiven Esprit en Text op den Dësch leeën an dann deposéieren! An da mécht dat alles säi Wee. An, wéi gesot, bei der Tutelle administrative si mer eis eens ginn an dann hoffen ech och, dass mer eis beim Rescht eens ginn.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools der Madamm Inneministeschen.

Da kéime mer elo zur Fro Nummer 289 vum Här Claude Lamberty un de Sportsminister iwwer d'Zivillkarrière vu Sportler op héijem Niveau. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

**- Question n° 289 du 8 février 2022 de M. Claude Lamberty relative à la carrière civile pour les sportifs de haut niveau, adressée à M. le Ministre des Sports**

**M. Claude Lamberty** (DP) | Jo, merci, Här President. Grad op engem Dag, wann ech op ...

*(Brouhaha)*

**M. Fernand Etgen**, Président | Hei, wannechgelift, et wier gutt, wann et e bësse méi roueg am Sall wier - op béide Säiten!

**Plusieurs voix** | A!

*(Brouhaha)*

**M. Claude Lamberty** (DP) | Elo gött awer net gestriden heibannen, ne!

**M. Fernand Etgen**, Président | Här Lamberty, Dir hutt elo d'Wuert.

**M. Claude Lamberty** (DP) | Ech wollt soen: Grad op engem Dag, wann ech op d'Tribün kucken an ech gesi Jonker heibannen, ...

*(Interruptions)*

**Une voix** | Dir heescht net „Här Lamberty“.

**M. Claude Lamberty** (DP) | ... well meng Fro dréit sech och ëm Jonker, jonk Talenter am Sport - väicht ass jo deen een oder aneren douewen, deen och e jonkt Talent am Sport ass - an ëm deenen hir Perspektiven. An ech war elo grad bei deen neie Sportsminister. Et ass seng éischt mëndlech Fro, déi en dann als Sportsminister oder iwwerhaupt als Minister ka beäntweren. Dofir sinn ech da ganz gespaant.

Et ass esou, wéi ech gesot hunn, et geet ëm d'sportlech Perspektiv vun deene jonken Talenter, wou sech dann déi jonk Sportler ganz oft d'Fro stellen zu engem gewëssene Moment: „Wéi geet mäi Parcours weider? Wat kann ech maachen, fir dass mäi sportleche Parcours vläicht och eng gewëssen Ofsécherung krit?“ Well et gött jo net jiddwereen als Superstar gebuer an en ass sécher, dass en och mat där engter oder anerer Trophäe ganz vill Sue ka verdéngen, wéi een dat heiansdo géif mengen, wann een de Spëtzesport verfollegt.

Mee et gött ganz vill Talenter, déi eeben op hirem Wee no uewe gebremst ginn. An do ass et dann, mengen

ech, ganz wichteg, dass een och eng Ofsécherung huet, besonnesch als Jonken, wann een dann eng Perspektiv wëllt hunn. Dat féint een natierlech nach méi oft am Individualsport wéi am Ekippesport.

Et geet u sech drëm: Trauen ech mech als jonke Sportler, als Talent, fir dee Wee anzuschloen, fir mäi Sport kënne mat mengem Liewensprojet ze verbanne?

Wat hu mer bis haut? E ganz positive Projet ass dee vun der Section d'élite an der Arméi. Dat ass e Wee, dee ganz vill Sportler an der Vergaangenheet gaange sinn, deen och elo nach vill Sportler ginn. Aktuell vläicht e Christine Majerus an och e Sarah De Nutte, déi vläicht déi bekanntste Gesichter oder mat déi bekanntste Gesichter sinn, déi och ganz oft Lëtzebueg op den Olympiaden oder op soss internationale Rencontré verrieden an do den Ambassadeur sinn.

An do ass eebe meng Fro, well ech mat vill Freed dem Sportsminister säin Interview gelies hunn, wou hie seet, niewent där Karriär an der Arméi kéint ee sech virstellen, och eng zivill Karriär opzebauen, dat heescht, aner Perspektiven nach fir déi jonk Sportler ze bidden. Wat ech ganz, ganz positiv fannen, wat ech och nëmme kann ënnerstëtzen.

Dofir meng Fro: Wat ass do vläicht méi konkreet scho geplangt? Gött et Virbiller am Ausland, wou mer eis wëllen drun orientéieren? Ass do e Projet och mam Comité olympique zesumme geplangt, wéi mer do deene jonken Talenter kënnen eng Perspektiv bidden? Am Endeffekt ass et einfach wichteg fir d'Zukunft vun de Sportler, awer och vun de Federatiounen, an am ganz groussen Endeffekt fir d'Ambassadeuren, déi d'Sportler an eiser Welt sinn.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Lamberty. Den Här Sportsminister Georges Engel huet d'Wuert.

**M. Georges Engel**, Ministre des Sports | Merci, Här President. Merci och dem Claude Lamberty, als Deputéierten, awer virun allem och als President vun enger ganz grousser Federatioun, der Tennisfederatioun, fir déi Fro. En huet vun „Ofsécherung“ geschwat, en huet vu „sech traue“ geschwat an en huet virun allem och vun engem Erfollegmodell geschwat, deen déi Elitesportlersektioun an der Arméi ass.

Effektiv ass dat e Sujet, dee mech interpelléiert, an et ass och e Sujet, un deem ech probéieren, an dëser Legislaturperiod - déi Zäit, déi mer nach bleift - ze schaffen. An et ass ee vu menge prioritäre Sujeten. Sportförderung iwwerhaupt ass en Thema, wat mer ganz wichteg ass, net nëmme um Niveau vun den Elitesportler, mee am Allgemengen, och am Breedsport. Et ass och ganz vill an de leschte Joren hei geschitt.

Ech wëilt mer hei an deem Kontext eeben erlaben, de Regierungsprogramm ze zitieren, dee Follgendes seet, an den Ufank, dee maachen ech éischer frei, net textuell. Et geet do ëm d'Modalitéiten an ëm d'Krittären, wéi ee kann Elitesportler an der Arméi ginn. Déi sollen iwwerkuckt ginn an adaptéiert ginn an un d'Gegebenheete vun der Zäit ugepasst ginn, notamment och, wat d'Adhesioun vun deene Sportler vun héijem Niveau ugeet, fir no der Instruction de base, déi se an der Arméi mussen maachen, och kënnen universitär Studien ze maachen. Esou steet et am Regierungsprogramm.

An da kënt dee Saz, deen den Här Lamberty wäert méi speziell interesséieren, nämlech deen: « Pour ceux ne souhaitant pas intégrer l'armée, une filière parallèle », an dann - a Klammeren - Zivildienst, service



civique d'au moins 3 mois - Klammer zou - « sera analysée. »

Wat d'Elittesportsektioun vun der Arméi ubelaangt, do sinn déi Elementer am Projet de loi 7880, deen de Verteidigungsminister, de François Bausch, de 7. September hei deposéiert huet, mat dran enthalen an dee wäert Der dann a kierzester Zäit oder an nächster Zäit eng Kéier an der Kommissioun diskutéieren.

Wat awer d'zivil Karriär, déi de Claude Lamberty elo ugeschwat huet, fir Spëtzesportler ubelaangt, déi net kënnen oder net wëllen an d'Arméi goen - och där Leit gëtt et jo, an dat ass deemno och hiert gutt Recht -, do sinn Iwwerleeungen amgaangen.

Mir sinn awer wierklech eréischt am Stadion vun den Iwwerleeungen. Mir sinn eréischt am Stadion vum Ausloten, wat fir Mëglechkeeten et do gëtt, a kucken am Ausland, wéi eng Modeller et do gëtt. Mir kucken eis natierlech eis Nopeschlänner un, wou et eventuell esou Modeller gëtt, déi ee kéint, ech wëll net soe kopéieren, mee wou een awer kéint Elementer fir Lëtzebuerg mat iwwerhuelen.

An da wäerte mer natierlech och déi néideg Acteuren, déi an deem Beräich do aktiv sinn, mat an d'Boot huelen. Mir wäerten de Conseil supérieur des sports befragen. Mir wäerten och den COSL hei mat an d'Boot eranhuelen. Mee et ass kloer: Fir am Moment konkret Pläng hei schonn ze soen, dofir ass et nach ze fréi. Ech géif Iech dann, soubal ech do méi weess, och au courant halen.

Merci.

**M. Fernand Etgen, Président |** Merci villmoos, Här Engel.

Als nächst hu mer d'Fro Nummer 290 vun der Madamm Diane Aehm un den Educatiounsminister iwwert d'Affichë vum franséische Presidentschaftskandidat Éric Zemmour, déi an der Europaschoul affichéiert goufen. Madamm Aehm, Dir hutt d'Wuert.

**- Question n° 290 du 8 février 2022 de Mme Diane Aehm relative aux affiches de campagne de M. Zemmour, candidat à la présidentielle 2022, collées sur les panneaux d'affichage de l'École européenne, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

**Mme Diane Aehm (CSV) |** Jo, merci, Här President. D'lescht Woch war hei an der Lëtzebuurger Press e klengen Artikel ze liesen, dass an enger Europaschoul hei am Land zwou Affichë gehaangen hu vum Éric Zemmour, franséische Presidentschaftskandidat fir de Rassemblement national.

Virum Hannergrond vun dësem Zeitungsartikel wëllt ech gäre vum ...

**M. Fernand Kartheiser (ADR) |** Net de Rassemblement.

**Mme Diane Aehm (CSV) |** Gelif? Wat gelif! Et ass d'Extrême rechts, Här Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser (ADR) |** Dir hutt gesot Rassemblement national.

**Mme Diane Aehm (CSV) |** Ech hu mech geiert, pardon. Et ass d'Extrême droite, op franséisch, da si mer eis eens.

Virum dësem Hannergrond a wëssend dass de Minister net direkt zoustänneg ass fir d'Europaschoulen hei am Land, wëllt ech awer trotzdem folgend Froen un de Minister stellen:

Wéi hält et sech bei eis am Land mat politesche Parteien an de Schoulen? Däerfe politesche Parteien Affichen ophänken, jo oder neen? Däerfe Flyeren ausgedeelt ginn, jo oder neen?

Ginn et do Consigné vum Ministère un d'Schoulen? Sinn déi Consigné schrëftlech gehalen?

Wien decidéiert, wéi eng Politiker däerfen an d'Schoule goen, fir mat Schüler iwwer verschidden Theemen ze schwätzen?

A schlussendlech wëllt ech och wëssen: Wéi gëtt kontrolléiert, ob déi Consigné vum Ministère da gegebenefalls agehale ginn?

Merci.

**M. Fernand Etgen, Président |** Merci, Madamm Aehm. Den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend, den Här Claude Meisch, huet d'Wuert.

**M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse |** Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wéi d'Madamm Aehm scho richteg gesot huet, kann ech nun näischt zu deem Virfall soen, datt do Affichen an enger vun eisen Europaschoulen, nämlech där zu Mamer, opgetaucht sinn. Mir hunn awer do nogefrot. Déi Affichë waren natierlech net uerdnungsgeméiss do opgehaange ginn a sinn dunn och erëm eng Kéier erofkomm, well d'Europaschoulen, esou wéi eis Schoulen d'ailleurs och, op strikt politesche Neutralitéit pochen, awer op där anerer Säit och insistéieren, datt d'politesch Bildung ganz groussgeschriwwé gëtt an eng grouss Bedeitung huet an der Schoul.

An natierlech muss een do dacks och den Equilibre fannen. Natierlech kann een iwwer politesche Bildung nëmme gutt eppes maachen, wann een och mat Politiker vun ënnerschiddleche Parteien an domadder awer och wierklech vum ganze Parteiesspektrum dann och zesummen emol eppes ka maachen. Dat ass och an de Schoule Politik fir unzepakten. Dat ass an de Schoulen och ganz konkret de Schüler gewisen, wat d'Politiker soen.

Duerfir wëlle mer schonn och d'Presenz vu Politiker an de Schoulen hunn, mee natierlech muss et politesche neutral sinn an et muss equilibréiert sinn; net equilibréiert onbedéngt pro Veranstaltung, mee equilibréiert an der Durée, soudatt do eigentlech dann och all politesche Couleur méi oder manner soll zur Geltung kommen an domadder och de Schüler de politesche Spektrum ka gewise ginn.

Wat awer och nach eng Kéier kloer ass, dat ass op där anerer Säit, datt d'Schoulen als solch natierlech absolut neutral solle sinn. Net nëmme, datt d'Zomm vun hiren Aktivitéite politesche neutral soll sinn, mee d'Schoul selwer, an natierlech och hir Representanten - dat heescht, d'Direktioun, aner Mataarbechter, och d'Enseignanten an och d'Educatoren - solle politesche neutral sinn a sech all Äusserunge politescher Natur do enthalen.

Woubäi dat natierlech ëmmer ganz schwierig ass, well op där enger Säit wëllt een iwwer Politik schwätzen an den Enseignant oder en anere Professionelle muss dat natierlech och animéieren. Mee en ass dee Moment am Rôle vun engem Enseignant, a sengem professionelle Rôle, an net an deem, fir seng privat Meenung do kënnen matzedeele oder eventuell och Propaganda ze maachen.

Dat sinn déi Instruktiounen, déi mer ëmmer nees och ënnersträichen. Ëmmer nees kréie mer och an eise Schoulen, an eise Lycéeën, Froen an deem dote Sënn, an déi Messagë gi mer mëndlech, awer och schrëftlech an Instruktiounen un eis Lycéeën. Mir kucken eis natierlech och regelméissig un, wat fir eng Aktivitéiten da wou stattfannen. Mir si keng bekannt hei zu Lëtzebuerg an eise Schoulen, wou mir direkt de Contrôle hunn, wou mer gréisser Bedenke gehat hätten.

An nach eng Kéier: Ech denken, dass deen Zeitungsartikel, op deen Der Iech do referéiert hutt, och sécherlech net problematesch war. Well wëll Aktiounen, an dat dote schéngt mer eng wëll Aktioun gewiescht ze sinn, déi gëtt et ëmmer erëm a si sécherlech net toleréiert gewiescht vun der Autoritéit vun där Schoul. A souwäit ech informéiert sinn, huet d'Autoritéit vun der Schoul, d'Direktioun, och ganz schnell ordonnéiert, fir déi Affiche erfrohuelen.

**M. Fernand Etgen, Président |** Merci, Här Meisch.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 291 vum Här Carlo Weber un de Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten iwwert d'Ëmsetzung vun den Aarbechten um Ettelbrécker Contournement. Här Weber, Dir hutt d'Wuert.

**- Question n° 291 du 8 février 2022 de M. Carlo Weber relative à la mise en œuvre du contournement de proximité à Ettelbruck, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics**

**M. Carlo Weber (LSAP) |** Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech stellen dem Här Bausch Froe betreffend d'Verkéiserssituatioun an a ronderëm Ettelbréck.

Op der Haaptstrooss, op der N15 vu Feelen duerch Ettelbréck erop op d'A7 op d'Autobunn, do quäle sech all Dag iwwer 15.000 Camionnetten, Busser, Autoen, Schwéiertransporter. An eigentlech ass de Rond-point net zougelooss fir Schwéiertransporter, well den Duerchmiesser ass einfach ze kleng. Et ass net einfach, mat Schwéiertransporter derduerchzufueren. Dat verbonne mat alldeeglechem Stau an héijen Ofgasemissionswäerter bedeit keng angeneem Liewensqualität, ech denken hei speziell un d'Awunner vun Ettelbréck a ronderëm.

Stau bedeit och fir déi eenzel Betriber vun douewen een enormen Zäit- a finanzielle Verloscht, well déi Zäit, wou d'Jongen an de Camionnetten hänken an am Stau net virukommen, bedeit en enormen Zäit- a finanzielle Verloscht.

D'Mobilitéitskonzept 2035, an den Informatiounsversammlungen, fannen ech perséinlech, gouf e ganz flotte Projet presentéiert: den Ettelbrécker Contournement op enger Längt vun 2,8 Kilometer, dovunner virgesinn 65 % Tunnel an 30 % Brécken. De Verkéier géif deemno am Ettelbrécker Zentrum entlaascht ginn an an Direktioun Bierden, Schieren, Feelen a bei d'Lycéeën a bei d'Klinick vun Ettelbréck dirigéiert ginn.

An deem Sënn wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten dozou folgend Froe stellen: Ginn déi Planungen an Etüden an déi Richtung virugefouert? Wa jo, wéi wäit ass d'Stroossebauverwaltung mam Avant-projet sommaire? Weini kann een eventuell hei mat engem Gesetzesprojet rechnen?

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen, Président |** Merci villmoos, Här Weber. Den Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten, den Här François Bausch, huet d'Wuert.

**M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics |** Merci, Här President, a merci och dem Här Weber fir déi Froen. De ganze Projet Nordstad, also d'Verkéiserskonzept Nordstad, dat mer d'lescht Joer virgestallt hunn, dat ass en Deel scho vum Plan national de mobilité 2035. Et ass virgesinn, datt dee gesamte Plang Enn Abrëll an de Regierungsrat geet. Da wäert ech deen och effentlech virstellen, selbstverständlech och der Chamber. An da wäerte mer och nach eng Kéier en Tour maachen duerch d'ganz Land, fir de Bierger dat alles virstellen.

Wat elo d'Nordstad ubelaangt, si siwe Schlüsselelementer do dran. Fir d'éischt ass et emol wichteg ze betounen, datt dat Ganzt nëmme fonctionéiert, wann déi siwe Schlüsselelementer och alleguete gebaut ginn. Dat heescht, do schon emol e ganz kloere Jo vun der Regierung, do steet d'Regierung voll derhanert.

Een Deel vun de Projeten ass och am PSC schon ageschriwwen, een Deel wäert nach ageschriwwen ginn, well et si jo eng Rei nei Saachen derbäi. An Dir hutt scho matkritt, de Plan national de mobilité 2035, dat ass den Zäthorizont, wou alles soll realiséiert ginn, wat Der an deem Plang wäert erëmfannen, deen am Abrëll wäert presentéiert ginn, donc dann och déi Saachen hei alleguer, dat heescht, déi siwe Schlüsselelementer.

De Moment ass d'Stroossebauverwaltung amgaangen, un den Detailler ze schaffen, also um APS ze schaffen. Dat wäert awer nach eng Zäit daueren, well Dir kënt Iech virstellen, do sinn elo eng Rei Viraarbechte gemaach ginn, Buerungen an esou weider, fir déi Tunnellen ze kucken, am Kontext vum Contournement selwer. Do sinn och nach eng Rei Terrainsfroen, déi sech stellen. Mir sinn am Gespréich mat der Gemeng Ettelbréck, haaptsächlech fir do, wou Der zu Waarken erauskommt op där anerer Säit Richtung Spidol. Do mussen eng Rei Émdispositiounen gemaach gi vun der Gemeng, wou awer d'Gemeng dermat averstanen ass, fir mat eis op dee Wee ze goen.

Also, wéi gesot, et ass elo am Moment nach ze fréi, fir prezis ze soe vun hei bis 2035, wat fir eng vun deene siwen Elementer a wéi engem Joer fäerdeg sinn. Dat, géif ech soen, wäert awer nach gären ee bis zwee Joer daueren, mindestens bis den APS ofgeschloss ass. An da kënne mer och erëischt e genauen Timing gesinn.

Mee et ass kloer: Dat doten - dat ganz Konzept mat deene siwen Elementer, mat ënner anerem och dem Contournement - ass extreem wichteg, wa mer d'Nordstad wëllen entlaaschte vum Verkéier, mee hir och eng Perspektiv wëlle bidden, sougutt fir d'Bevölkerung wéi och ekonomesch gesinn. D'Regierung ass ganz kloer bereet, dat ze maachen.

Ech wäert och nach an der nächster Zäit eng Kéier an d'Budgetkontrollkommission mussen goe wéinst der Gare Ettelbréck, do hu mer och nach Saachen, déi mer zousätzlech wëlle maachen. Do si jo schon Aarbechten amgaang. Also, et muss ee jo gesinn, datt dee ganzen Émbau vun der Gare Ettelbréck an och vun der N7, déi jo do an de Buedem geluecht gëtt, jo och schon en Deel vun deem ganze Konzept sinn. Wéi gesot, de Wëllen ass do dofir! An ech si perséinlech iwwerzeugt, datt dee ganze Projet eng immens Chance ass fir d'Nordstad.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Bausch.

Mir kommen dann elo zur Fro Nummer 292 vum Här André Bauler un d'Gesondheitsministesch iwwer méiglech Retarde bei chirurgischen Interventiounen an Traitementer wéinst der Covid-19-Pandemie. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

**- Question n° 292 du 8 février 2022 de M. André Bauler relative à d'éventuels retards en matière d'interventions chirurgicales et de traitements dus aux conséquences de la pandémie, adressée à Mme la Ministre de la Santé**

**M. André Bauler** (DP) | Merci, Här President. Duerch d'Pandemie hunn zanter Mëtt 2020 eng ganz Rei vun Operatiounen an Traitementer an de Klinicken, déi net onbedéngt esou dréngend waren, no hanne misse

geréckelt ginn, sief et, well et u Personal gefeelt huet oder well eeben d'Intensivstatiounen mat Momenter ze staark beluecht waren an dowéinst eng Reserv nach huet misse geséichert ginn.

Nach am Hierscht d'lescht Joer - 2021 also - hunn Operatiounen missen nach e puermol no hanne verréckelt ginn. Et ass kloer, datt eng Rei Patienten, déi zum Beispill Kriibs hunn an hu missen operéiert ginn, duerch déi ufalend Waardezäiten Angscht haten a sech gefillt hunn, wéi wa se op gliddege Kuele séizen.

Duerfir meng Froen un d'Madamm Gesondheitsministesch: Wéi ass de Moment d'Situatioun an eise Klinicken? Ass et eventuell méiglech, fir de Réckstand bei de chirurgischen an anereren Interventiounen ze quantifizéieren? Huet d'Situatioun sech am Verglach zu 2021 an 2020 verbessert? A wat fir engem Mooss hunn d'Klinicken ënnereneen zesumme geschafft, fir eventuell dese Réckstand kënnen opzeschaffen, andeems déi eng déi aner punktuell entlaascht huet?

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Bauler. D'Madamm Gesondheitsministesch Paulette Lenert huet d'Wuert.

**Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | Merci, Här President. An och merci fir dës Fro. Et ass eppes, wat eis vill beschäftegt, wat eis vill Suerge mécht déi ganz Pandemie iwwer. Ech géif dofir och gären eng Kéier virop ënnersträichen, institutionell gesinn, dass eis véier Akutspideeler, déi Enormes leeschten an dëser Kris, vum Prinzip hier privatrechtlech gefouert sinn an deemeng eng Autonomie an hirer Gestioung hunn.

Déi Zesummenaarbecht, déi mer hunn am Kontext vun der Kris, ass op fräiwëlleger Basis, wou si sech ganz vill engagéieren a mat eis zesummeschaffen. Mee de Prinzip ass hei zu Lëtzebuerg, dass och d'Spidolsmedezinn privatrechtlech ass - souguer an den Etablissement-publiken. Dat ass den ausdréckleche Wonsch vun dësem Haus gewiescht säit de 70er-Joren.

De Kader fir hir Gestioung ass fixéiert duerch d'Spidolsgesetz an d'Autorisation de service, déi dann doropshin erdeelt gëtt. Deemno huet och de Gesondheitsministesch keen direkten Afloss dorobber, wéi déi verschidde Spideeler hir Aktivitéiten organiséieren. Dat, wat mer hunn, ass de reegelméisseg Echange mat hinnen an eng Rei Informatiounen. Mee et ass net, wéi wann et Verwaltungen vun ons wäeren, wou ech Iech kéint konkret Zuele liwweren.

D'Cellule de crise vun de Spideeler an d'Spideeler an d'FHL, zesumme mam Commissaire aux hôpitaux - déi sinn do dranner vertraueden - maachen all Woch de Point iwwer d'Situatioun. Dat ass déi ganz Kris iwwer schon esou, dëst am Zesummenhang mat Covid. A si berode sech och doruwwer, a wat fir enger Phas vum Plan de montée en charge mer sinn.

Dir wësst, dass mer dee Plan de montée en charge hu säit Ufank der Kris, wou e Konsensus fonnt ginn ass, ab wéi enger Beleeung een a wéi eng Phas eriwuergeet. Dat ass och deels mat finanzielle Supplemente verknäppt. Doruwwer gëtt sech ëmmer beroden. Dat ass net eng reng mathematesch Rechnung. Mir observéieren datt ëmmer iwwer eng, zwou Wochen an da gëtt gemeinsam festgehalten, wann e Changement de phase ass. Dat gëtt dann an der Cellule de crise definéiert.

Zurzäit befanne mer eis an deene véier Akuthaiser an der Phas 3 vum Plan de montée en charge. Deemno sinn effektiv am Moment Deprogrammatiounen vun net urgenten Interventiounen méiglech. Et géllt awer ze ënnersträichen, datt eng Deprogrammatioun just fir net urgent Interventiounen gemaach gëtt. Urgent Interventiounen sinn net verréckelt ginn, fir kengem

Patient seng Chancen an iergendenger Weis ze kompromettéieren.

Da géif ech och gären ënnersträichen, dass de Conseil scientifique Richtlinnen/Recommandatiounen ausgeschafft huet fir de Fall, wou esou eppes néideg wier. Dat ass awer am Moment net de Fall. Laut eisen Informatiounen ass et aktuell och esou, dass keng grouss Réckstänn vun net urgenten Interventiounen gi sinn.

Wéi an där urgenter parlamentarescher Ufro Nummer 5625 rezent erkläert gouf, war eng spezifesch Situatioun d'lescht Woch am CHEM. Dës war awer net op eng héich Unzuel spezifesch vu Covidpatienten zréckzeféieren, mee villméi op, engersäits, eng Rei Clustere mat infektiöse Patienten an och punktueller Personal-mangel, deen awer bedéngt war, wéi mer et och op anere Plaze kennen, duerch Isolementer, Quarantänen a Congés pour raisons familiales, déi zesummegefall sinn.

Dat ass eppes, wat mer vill héiere vun de Spideeler, och dat laascht do op der Organisatioun, dat därfer een net aus den Ae verléieren, an dat huet heiansdo och zu Ofsoe geféiert.

Ech hunn och bei deem leschten Echange, deen ech mat de Spideeler hat, gesot kritt, dass d'Leit dat net ëmmer verstinn. Dat ass och ermiddend iwwer eng ganz Zäit. Mee dat ass eng Situatioun, déi och an de Spideeler net ausbleift, dass eebe wéinst Personal-mangel Rendez-vousen mussen ofgesot ginn oder verluecht ginn. Wéi gesot, fir urgent Saachen, do ass eisen Informatiounen no am Moment keng Problematik, dass esou eppes misst ofgesot ginn.

De Plan de montée en charge war 2020 schon en place an och 2021, am selwichte Mooss, dëst an Zesummenaarbecht tëscht de Spideeler. En huet ganz gutt fonctionéiert. An dese Plang gesäit och effektiv vir, dass Verschibunge kënnen sinn, jee no Phas. Wa bei engem Spidol elo schon de Seuil erreecht ass fir e Switch vun enger Phas, an an anere Spideeler nach net, da ginn d'Patienten transferéiert oder schon am Ufank - do schaffe se och enk mam CGDIS zesummen - eventuell direkt an en anert Spidol gefouert, wou de Seuil nach net esou wäit erop ass. Dat leeft, dat ass an de leschte Wochen awer ganz begrenzt gewiescht, hu mer gesot kritt, datt eeben och, well am Moment generell manner Hospitalisatiounen vu covidpositive Leit ze verzeche sinn.

D'Zuel vun de Coronainfizéierten, déi wéinst anere Pathologien am Spidol leien, ass am Moment natierlech och relativ héich an dofir fällt nach emmer vill personellen Opwand un. D'Situatioun ass stabiliséiert, kann ee soen. Richteg entspaant ass se net, se ass stabiliséiert a mir hoffen, dass dat sech an deenen nächste Wochen a Méint elo erëm normaliséiert.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools der Madamm Gesondheitsministesch. Domat wiere mer um Enn vun der Heure de questions ukomm.

## 7. Ordre du jour (suite)

Mir kéimen dann zur Fro Nummer 5454. Dat war eng Fro, wou den Délai de réponse dépasséiert ginn ass. An da géif ech der Madamm Martine Hansen d'Wuert ginn.

## 8. Question écrite n° 5454 de Mme Martine Hansen relative au taux de vaccination des professionnels de la santé

**Mme Martine Hansen** (CSV) | Merci, Här President. Ech hunn zwar mëttlerweil eng schrëftlech Äntwert



kritt, mee déi schréfftlech Äntwert ass just keng Äntwert op meng Fro. Duerfir stellen ech d'Fro nach eng Kéier.

D'Regierung huet u sech eng sektoriell Impfflicht an Aussicht gestallt an an deem Kontext hat ech follgend Froen: Huet d'Regierung aktuell Zuelen zum Taux de vaccination beim Personal am Gesondheetsa-Flegeberäich? Wann neen, ass et net méiglech, duerch déi Leit, déi sech jo nach net impfe gelooss hunn - déi musse sech jo teste loosse - den Impftaux anzeschätzen? A ginn et Ënnerscheeder tëscht den eenzelne Gruppen an Haiser?

Ech krut just geäntwert, do kéim iergendwann elo eng Kéier en Dokument opgrond vun där Motioun eraus, déi d'Majoritéit ofstëmme gelooss huet am Kader vun der Impfflicht. Mee dat ass awer keng Äntwert op meng Fro an ech hätt gären eng Äntwert op meng Fro. Merci, Här President.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, Madamm Hansen. An d'Wuert kritt d'Madamm Gesondheetsministesch, d'Madamm Paulette Lenert.

**Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé** | Jo, a wéi engem Modell si mer elo, Här President?

**M. Fernand Etgen, Président** | Mir sinn an deem Modell, wou mer eng Fro hunn, wou den Delai de réponse depasséiert ass, an dann däerf de Frosteller dës Fro an der éischter öffentlecher Sëtzung stellen.

**Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé** | Also d'Fro ass schréfftlech beäntwert. Déi ass elo erakomm, eier d'Heure de questions eriwuer war. Ech kann awer gären op Är Fro agoen. Mir sinn effektiv amgaangen, dat opzerebereeden, wat mer vun Zuelematerial hunn.

Zu Ärer Fro, ob ee kann opgrond vun den Tester Schätzung maachen: Dat kann een an enger viregter Phas maachen, do hu mer och schon emol esou Froe beäntwert. Elo säit enger Zäit affichéiert de Code jo gréng, dat heescht, et si wéineg Tester sur place. Do hu mer keng fiabel Zuelen.

Generell ass et och schwieereg mat den Zuelen. Mir sinn amgaangen, dat iergendwéi esou gutt et geet zesummenstellen, mee et feelen natierlech déi Leit, déi am Ausland geimpft gi sinn, wat am Gesondheetsa-Fleegeseक्टर e groussen Impakt huet. Mir hunn ëmmer nëmme eis Donnéeën, déi mer kënnen ginn. Dat wäert net 100 % zefriddestellend sinn, wat mer do wäerte liwwere kënnen.

Wéi gesot, bei der Motioun ass et jo dréms gaangen, effektiv dat doten Zuelematerial zesummenzeschreiwen. An do kritt Der dat, wat mer zousätzlech hunn zu deem, wat mir do disponibel hunn, gäre geliiwert, mee mir hu keng Vue op ...

Ech géif och nach dat ënnersträichen, wat ech elo just gesot hunn: Ech mengen, déi Haiser si privat geféiert, souwuel am Gesondheetssektor wéi och am Fleegeseक्टर. Mir hu keng zentral Donnéeën iwwert d'Testen, déi sur place gemaach ginn. Mir hu vill zentral Donnéeën an dëser Kris, d'ailleurs weesentlech méi wéi aner Länner, wann Der dat vergläicht, mee déi dote kënnen mer esou net liwweren.

Mir sinn natierlech selwer extreem dorunner interesséiert, dat esou gutt wéi méiglech zesummenzékriegen, a mir sinn och amgaangen, dat ze maachen, fir där Motioun gerecht ginn ze kënnen, déi hei an der Chamber zréckbehalte ginn ass.

**Mme Martine Hansen (CSV)** | Här President.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci, Madamm Ministesch. Mir sinn an engem Szenario dran, wou am Fong geholl keng Fro méi no der Äntwert däerf gestallt ginn!

**Mme Martine Hansen (CSV)** | Ech wëll just soen, ech schwätzen net zur Motioun, mee ech hunn eng Fro an ech hunn nach ëmmer keng Äntwert op d'Fro. An ech hunn déi Fro awer de 4. Januar gestallt an ech mengen, wann een de 4. Januar probéiert gehat hätt, se ze beäntwerten, da wär elo eng Äntwert do. Ech stelle se dann nach eng Kéier.

**M. Fernand Etgen, Président** | D'Madamm Ministesch nach eng Kéier.

**Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé** | Jo, Här President, ech wëll just ënnersträichen, well dat vläicht net jidderengem bewosst ass: Mir loosse déi Froen do net leien, fir am leschte Moment Äntwerten ze ginn. Dat dote si Saachen, déi eis selwer extreem interesséieren, genau sou vill wéi Iech. An ech kann Iech garantéieren, dass eis Leit do intensiv drop schaffen, esouguer onofhängeg dovunner, ob hei eng Fro gestallt gi wär oder net. Mir liwweren Iech dat, wat mer kënnen, an deenen Delaien, wou et machbar ass.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools der Madamm Gesondheetsministesch. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss.

## 9. Heure d'actualité du groupe politique DP sur le rôle de l'OTAN dans la crise actuelle avec la Russie

D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert de Rôle vun der NATO an der aktueller Kris mat Russland, déi vun der DP-Fraktioun ugefrot ginn ass. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Gusty Graas als Verrieder vun der DP-Fraktioun. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

### Exposé

**M. Gusty Graas (DP)** | Merci, Här President. Am Abrëll 1949 gouf vun zwielef Länner d'NATO gegrënnt. Dorënner war och Lëtzebuerg. Haut zielt d'NATO 30 Memberstaaten. De leschte Staat, deen der NATO bäigetrueden ass, dat ass Nordmazedonien. Dat war am Joer 2020.

Et muss een hei direkt emol ënnersträichen, dat d'NATO eng Verdeedegungsgemeinschaft ass an net eng Gemeinschaft, déi als primäart Zil huet, Kricher offensiv ze féieren. Just wann all diplomatesch Efforten echouéieren, dann ass ze verstoen, dat vläicht aner Interventiounen kommen.

Ech muss natierlech direkt an deem Kontext hei op den Artikel 5 vun dem Ofkommen vu Washington hiweisen, wou ganz kloer drasteet, dat, wann e Memberstaat militäresch attackéiert gëtt, et dann eng Verpflichtung vun der NATO ass, fir deem Staat dann déi néideg Sécherheet ze garantéieren an en och hëllefen ze verdeedegen. Natierlech muss dat alles op Basis vum Artikel 51 vun de Vereenten Natiounen legitim iwwert d'Bün goen.

Ech mengen, no dem Kale Krich an der Opléisung vun der Sowjetunioun gouf 1997 dunn och de Grënnungsakt zwëschent der NATO a Russland ënnerschriwwen an den 28. Mee 2002 gouf jo dunn och den NATO-Russland-Conseil agesat. Dee gouf awer schon am August 2008 suspendéiert, eeben och wéinst der Kris a Georgien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi lescht Woche gouf et jo - leider, muss ee soen - erëm gréisser Spannung mat Russland. Dat ass u sech awer keen neie Phenomeen. Wa mer déi lescht Joerzénge e besse Revue passéiere loosse, da fënnt ee ganz séier eraus, dat et ëmmer erëm nei Evenementer gouf, déi

dozou gefouert hunn. Ech wëll zum Beispill hei un de Mäerz 2014 erënnere, wéi Russland d'Krim illegal annexéiert huet.

Da muss een och soen, dat natierlech d'Kooperatioun zwëschent Russland an der NATO dorënner gelidden huet an dat se och dee Moment erëm suspendéiert gouf. Zwar huet d'Kooperatioun ëmmer erëm funktionéiert, mee awer net esou, wéi dat soll sinn.

Da muss een och feststellen, wann een e bëssen zréckkuckt, dat Russland an deene leschte Joreng Rei Valeuren, déi fir eis wichteg sinn, violéiert huet. Ech ginn zum Beispill op de Conseil de partenariat euro-atlantique vun 1997 an, wou Russland och net ëmmer d'Reegele respektéiert huet, den Acte fondateur Russland-NATO an och d'Deklaratioun vu Roum vun 2002.

Et kumt dann esou wäit, dat am Oktober 2021 d'NATO souguer aacht Leit vum russesche Geheimdénsgsch hir Accreditioun entzunn huet, a si hunn dunn och d'Zuel vun de russeschen Diplomate reduzéiert. Natierlech huet Russland dunn och reagéiert a gefrot, dat zu Moskau den Informationsbüro vun der NATO zouge-maach soll ginn.

Et sinn och eng Rei aner Ursachen, déi derzou bäigedroen hunn, dat d'Relatioun zwëschent der NATO a Russland an deene leschte Méint respektiv Jore sech alles aneschters wéi verbessert huet. Ech verweisen hei zum Beispill op de Rôle vu Russland a Syrien, d'Verletzung vum Vertrag iwwert d'Mëttelstreckerakéiten am Dezember 2018 oder den Netrespekt vun den Ofmaachunge vum Traité „Open Skies“ am Juni 2021.

Et ass awer net nëmme d'Situatioun um Niveau vun der Ukrain, op déi ech selbstverständlech nach kuerz wäert hei zréckkommen, déi fir Spannung suergt, mee et muss een och nach op Georgien oder Moldawien hiweisen, Stéchwieder: Südossetien oder Transnistrien. Dat huet natierlech och derzou bäigedroen, dat d'Stabilitéit an der euroatlantescher Zon méi fragill ginn ass.

Eng Affär, déi zënter Jore, kann ee soen, och ëmmer erëm op d'Tapéit kënn, dat ass d'Affär vum Alexei Nawalny. Ech wëll drop hiweisen, dat dat net méi spéit wéi d'lescht Woch och an der Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe een Haapttheema war. Iwwer-gens ass och d'Memberschaft vu Russland am Conseil de l'Europe an deene leschte Jore ëmmer erëm a Fro gestallt ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et sinn natierlech virun allem déi Menacen, déi an deene leschte Méint vu Russland géint d'Ukraine ausgeschwat goufen, déi eis elo de Moment ganz vill beschäftegen. Et kann ee roueg soen, dat et an deene leschten 20 Joer am Fong geholl nach ni zu esou enger, dach, Eskalatioun an der Relatioun zwëschent der NATO a Russland komm ass wéi bei dësem Thema.

Natierlech ass et net richtig, fir elo ze vill a Panik ze verfallen, an awer muss een d'Situatioun eescht huelen an d'Experte gi jo awer dervun aus, dat eng Interventioun vu Russland an der Ukrain nach ëmmer net auszuschléissen ass.

Et däerf een net vergiessen, dat d'Russen elo zousätzlech Truppe ronderëm d'ukrainesch Grenz stationéiert hunn. Ech verweisen hei op den amerikanesche Geheimdénsgsch, deen net méi spéit wéi vir-geschter gesot huet, de Moment géif een bei 100.000 bis 110.000 Zaldote leien, dat géif 70 % vum Dispositiv ausmaachen, deen néideg wär, fir eng Attack an der Ukrain ze lancéieren. Da sinn och eng Rei militäresch Übung vum de Russe laanscht den NATO-Memberstaaten hire Grenzen, déi engem natierlech och ze denke ginn, a virun allem och d'Verletzung

vum Loftraum vun der Allianz duerch russesch Fligeren.

Sécher hunn déi aggressiv Aktiounen vun de Russen och derzou bäigedroen, datt d'Sécherheitsuordnung an Europa muss iwwerduecht ginn. D'NATO an de Westen hu selbstverständlech reagéiert - zu Recht -, sief dat duerch Waffeliwwerungen an d'Ukrain, sief dat awer och, datt Groussbritannien zum Beispill elo säi Kontingent an der Regioun erhéicht huet, Schweden d'Truppen op senger Insel Gotland elo verstärkt huet an och d'USA jo 3.000 zousätzlech Zaldoten an Europa geschéckt hunn.

Et muss een och drop hiweisen, datt natierlech zwéischent der Ukrain an der NATO zënter 1990 schonn eng Rei Relatiounen bestinn. D'Allianz huet sech ëmmer fir eng onofhängeg a stabil Ukrain ausgeschwat, an zu Bukarest gouf souguer 2008 decidéiert, fir eng eventuell Memberschaft vun der Ukrain an der NATO ze examinéieren.

Natierlech kouw awer och elo kloer zum Ausdruck, datt, wann et zu enger russescher Attack kéim, dann awer och Konsequenzen op Russland duerkéimen. Et hunn natierlech elo an deene leschte Wochen a Méint eng Rei Gespréicher op allerhéchstem Niveau stattfonnt. Dat ass och ganz richteg an ech wëll dat hei ënnersträchen! Fir dee ganze Konflikt ze schwächen, ass et virun allem ee Kanal, deen och an Zukunft nach ëmmer muss gefleegt ginn, an dat ass dee vun der Diplomatie!

**Une voix** | Très bien!

**M. Gusty Graas (DP)** | An ech mengen, och meng Partei seet dat ganz kloer, mir sinn der Meenung, datt all d'Méiglechkeete mussen ausgenotzt ginn, fir do ze intervenéieren. An dach muss een awer soen, datt bis elo d'Situatioun sech an deem Sënn nach net ofgeschwächt huet. Och wa gëschter de franséische President, den Här Macron, beim Här Putin war an do jo anscheinend gewëssen Ouverturë da gemaach goufen, muss een awer trotzdem nach ëmmer virsichteg sinn.

Ech wëll och hei an deem Kontext op d'Minsker Accordes vum 15. Februar 2015 hiweisen, déi jo u sech deemools e bësselchen d'Léisung waren, fir de Konflikt ze entschärfen. Mee och déi sinn net agehale ginn. An d'Fro ass och elo erlaabt, ob net am Fong geholl déi Minsker Accorden do iwwerschafft misste ginn.

Wann een natierlech d'Politik vu Russland elo hei analyséiert, da muss een dat och e bëssen aus engem historesche Bléck zerréien. Natierlech war Russland fréier en imposant Zerräich, dat no der Revolutioun vun 1917 dunn en Zesummeschluss vu 15 Republicke ginn ass, deen awer 1990 auserneegefall ass, an et ass ze verstoen, datt d'Russen elo net wëllen hunn, datt an deene fréiere Republicken sech elo ëmmer méi westlech Aflëss bemierkbar maachen, virun allem awer och, datt d'NATO sech do méi engagéiert.

Ech muss awer soen, ech hunn et awer relativ erstaunlech fonnt, datt Russland hei op eemol gär eng schréfflech Zouso vun der NATO hätt, fir datt do keng weider Initiative géife geholl ginn, fir eng fréier Sowjetrepublik an d'NATO eranzekréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat bedeit dann elo déi ganz Kris hei fir d'Zukunft vun der NATO? Brauche mer eng méi staark NATO an Zukunft? Ech mengen, dat si Froen, déi hei musse gestallt ginn. Eng Fro, déi zousätzlech muss gestallt ginn, ass: Wéi ass d'Relatioun ze gesinn zwéischent der NATO an der Europäescher Unioun? Brauch d'Europäesch Unioun eng Arméi? Muss se méi enk zesummeschaffe mat der NATO?

Ech mengen, d'franséisch Presidence wäert jo do elo kënnen eng Rei Äntwerte ginn. Den Här Macron huet sech jo an deem Sënn schonn e puermol geäussert, wat zwar e bëssen - wéi soll ech soen - awer liicht erstaunlech ass, well grad Frankräich 1954 d'Ursach war, firwat keng europäesch Arméi geschafe ginn ass.

Wat awer och wichtig ass: Mir brauchen och eng staark Relatioun mat den USA. Europa ass op eng transatlantesch Relatioun ugewisen.

An da si mer natierlech ganz séier och beim Finanzement vun der NATO. Ech mengen, den Här Trump huet ëmmer geschwat vun enger obsoleteer NATO. Den Här Macron huet emol eng Kéier gesot, se wier gehierdout.

Wat wichtig ass, dat ass, datt een hir awer muss och déi finanziell Moyene ginn. Mir Lëtzebuerger stinn do mat 0,7 % vum PIB net onbedéngt schrecklech gutt do. Et sinn also ouni Zweifel och do nach gewëssen Efforten ze maachen.

Da stellt sech natierlech och déi weesentlech Fro vun der Erweiderung vun der NATO. Ech mengen, et ass ganz kloer, datt, wann elo géif e Schrëtt a Richtung Ukrain gemaach ginn, dat eng zousätzlech Provokatioun fir Russland wier, deem si mer eis och bewusst. Ech wëll awer drop hiweisen, datt zum Beispill den Här Andrij Jermak, dat ass den Haaptconseiller vum President Selenskyj, an engem „Figaro“-Interview vum 13. Januar gesot huet: « Nous avons pris la direction de l'Alliance atlantique et nous méritons d'y entrer. » Dat ass also eng ganz kloer Ausso: D'Ukrain wëllt an d'NATO kommen!

Da muss een awer och drop hiweisen, datt d'Schlussakte vun Helsinki vun 1975 respektiv d'Paräisser Charta vun 1990 deemools ganz kloer festgehalten hunn, datt all Land eng Souveränitéit huet an datt all Land och kann decidéieren, wat fir engem Bündnis et wëllt bäitrieden.

Déi ganz Diskussioun bréngt natierlech mat sech, datt aner Länner sech och Gedanke maachen, fir eventuell e Bäitritt an d'NATO ze envisagéieren. Ech schwätzen zum Beispill hei vu Finnland, wat jo de Moment net Member vun der NATO ass. Mee de President, den Här Sauli Niinistö, huet elo an engem „Zeit“-Interview den 20. Januar gesot, datt hie sech awer kéint virstellen, datt och säi Land géif an d'NATO kommen. A mir wësse jo, datt dat eng Verstärkung vun der Ostflank géif bedeuten an datt dat zousätzlech och nach géif Spannunge mat sech bréngen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'NATO schafft jo de Moment och un engem neie strateegesche Konzept. Dat lescht staamt aus dem Joer 2010. Ech mengen, et ass eng ganz wichteg Entwécklung, déi do amgang ass. Do si wichteg Reflexiounen, déi gemaach ginn, an ech mengen, datt och eng Lëtzebuerger Regierung respektiv eng Lëtzebuerger Chamber soll do un dee Prozess do an Zukunft méi associéiert ginn.

Ofschléissend ass op alle Fall hei ze soen, an ech mengen, et ass fir mech a meng Partei ganz kloer: Mir brauchen eng staark NATO! Grad des Krisis beweist dat. Mir wëllen natierlech net erëm a Richtung vun engem neie Kale Krich goen, mee d'NATO ass ouni Zweifel de Garant fir Fridden an Europa! An ech woe souguer hei ze behaupten, wa virum Zweete Weltkrich esou eng Gemeinschaft bestanen hätt, da weess een net, ob deen Zweete Weltkrich mat deene katastrophale Konsequenze géendegt hätt, wéi dat nun eemol d'Tatsach war. Jiddefalls beweist des Kris, datt mer op deem Niveau nach méi no beienee musse réckelen.

An an deem Sënn soen ech Iech och Merci fir d'Opmierksamkeet.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmoos, Här Graas.

An éischten ageschriwwene Riedner ass den honorebelen Här Jean-Marie Halsdorf. Här Halsdorf, Dir hutt d'Wuert.

**Débat**

**M. Jean-Marie Halsdorf (CSV)** | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'alleréisch wollt ech dem Gusty Graas Merci soen, dass en effektiv d'Initiativ geholl huet, fir haut eng Heure d'actualité ze maachen, well an der d'Ukrain-Kris, do steet d'NATO am Fokus. Mee ech mengen och, Här Minister, dass et déi gréissten Erausforderung vun der transatlantescher Allianz zënter Joren ass, vläicht souguer zënter Joerzénngen.

Ech kann et och esou soen: D'Ukrain, déi kuckt no Westeuropa, no engem westleche Gesellschaftsmodell, a se ass an enger konflikтуeller Situatioun mat Russland, well Russland dëst Land nach ëmmer als säi Virgärtchen ugesäit. An d'NATO, dat ass gewosst, ass eng Wäertergemeinschaft. Déi Wäerter si mat engem Solidaritéitsgedanke verknäppt. Den Artikel 5 gëtt jo deene Staaten Garantien, déi aggresséiert ginn, wann hir Fräiheet bedrot ass.

D'Initiativ, d'NATO ze grënnen, den Här Graas huet dat elo grad ugeschwat, 1949, déi war och de Garant fir Fridden a Wäerter an der westlecher Welt par rapport zum Rescht vun der Welt, well deemools war et praktesch eng bilateral Welt: de Weste géint Russland. An nom Mauerfall, dat wëll ech och emol hei eng Kéier soen, si souguer Zäite komm, wou d'Existenz vun der NATO hannerfrot ginn ass! An och 2002, wéi den NATO-Conseil geschafe gouf, wou d'Zesummenaarbecht an d'Sécherheet um Programm stoungen, si Froen opkomm. An effektiv, den Här Graas huet dat och gesot, déi intern Diskussiounen iwwer eng nei Ausrichtung, en neit strateegescht Konzept 2010, dat war e Schrëtt, do hat d'Madamm Albricht de Lead. An deemools ass gesot ginn, d'Sécherheet soll weider e Schlëselelement sinn, mee et gouf och festgehalten, datt d'NATO hir Objektivtëit nëmmer erreche kéint duerch en dynameschen Engagement mat Länner, déi net an der NATO sinn. An dat huet zu neie Polariséierungen, zu neien Allianzen an am Fong och zu méi Länner, déi an d'Allianz komm sinn, gefouert.

An dat huet Repercussiounen, an ech mengen, d'Ukrain-Kris ass eng dovun. Mir stellen eis all d'Fro: Wéi soll et weidergoen a wat ass d'Roll vun der NATO?

Fakt ass: D'Staaten an Osteuropa kucken d'NATO duerch hire Brëll an dësen huet aner Detailler wéi déi klassesch westeuropäesch Länner. An d'NATO ass de Garant, dat ass kloer, fir Rechtsstaat, Mënscherechter, Fräiheet, Fridden a Sécherheet. Et ass e Fundament vun der Opklärung an net vun der Ennerdréckung vum Mënsch. Russland a China gesinn dat natierlech anescht. Si beruffe sech ëmmer op d'Souveränitéit, fir international Spillregelen net onbedéngt mussen anzehalen. Fir si sinn hir Souveränitéit, Sécherheet an Interessen den Haaptmotto, géif ech bal soen.

An d'Osterweiderung vun der NATO weist justement de Leit dohannen, wéi gutt et am Fong geholl am Westen ass. An d'fir hu mer déi ganz Situatioun. A wat den Här Graas och gesot huet, 2008 huet d'Ukrain eng NATO-Memberschaft an Aussicht gestallt kritt. A mir wëssen, och Georgien a Weißrussland sinn zwee aner Länner, déi en änlechen Dram dreemen. An d'Russen op där anerer Säit soen: „Dat geet net, d'NATO muss aus deenen Ostbündnis-Staaten do erausgoen.“ Der



gesitt also, et ass vill Hin an Hier an d'politesch Reaktioun sinn och ganz divergent a ganz problematesch.

D'NATO seet duerch hire Generalsekretär, si wiere solidaresch mat de Länner, mat de Leit. An d'Pole beruffe sech och op den Artikel 5 vum NATO-Vertrag a wëllen Hëllef beim Problem vun den Dausende Migranten aus Wäissrussland. Do braut sech effektiv eppes zesummen. An ech stelle mer wierklech d'Fro, ob d'NATO, esou, wéi se haut opgestallt ass, och politesch, deenen Erausforderungen iwwerhaupt Rechnung kann droen. Well mir hätte jo all gär, dass d'NATO eng féierend Roll soll spillen, politesch a militäresch, mee se ass nach iergendwéi an enger Identitéitskris. An Europa, dat ass ganz kloer, muss sech militäresch emanzipéieren.

An do wëll ech grad justement zrëckkucken op en Aarbechtsgrupp, deen den NATO-Generalsekretär an d'Liewe geruff huet an deen am Dezember 2020 Analysen a Suggestiounen gemaach huet iwwer NATO 2030. An do sti Saachen dran, wou ech mer Froe stellen. Ech liesen der e puer vir.

Dat transatlantescht Bündnis muss sech stärken. Ok.

Déi politesch Dimensioun vun der NATO muss ugepasst ginn, fir d'Funktionsfäegkeet ze halen an och d'Relevanz vun all Memberstaat ze garantéieren. An der Rei.

Dat strateegesch Konzept vun 2010 muss aktualiséiert ginn an deenen neie strateegesche Realitéiten ugepasst ginn.

Ofschreckung an Dialog mat Russland solle weider gëllen. Rüstungskontroll a Risikoreduzierung solle verhandelt ginn an et soll och iwwer e Wee vun engem Mateneen am Fridden diskutéiert ginn. Alles ok.

En aneren: D'NATO soll eng zentral koordinéierend Institutioun gi beim Austausch vun Informatiounen an alle Beräicher, wou déi nei disruptiv Technologien, d'EDTen, eng Roll an der Sécherheet spillen. Ok.

Mee da kommen zwou Saachen, do maachen ech mer Gedanken, Här Ausseminister. Do gëtt gesot: „Die Verbündeten sollten sich bemühen, dafür zu sorgen, dass ihre nationale Politik der Linie der von der NATO entwickelten Politik folgt.“ Dat ass eng Ausso, déi ass net schlecht.

An déi hannendrun ass grad esou: „Die NATO und die EU sollten sich bemühen, Vertrauen und Verständnis auf höchster Ebene neu zu beleben.“ Do stellen ech mer och eng Fro.

An da kënn hannendrun: „Die Politik der offenen Tür der NATO sollte weiterverfolgt und neu belebt werden. Die NATO sollte die Partnerschaften mit der Ukraine und mit Georgien ausweiten und stärken, versuchen, das Engagement mit Bosnien und Herzegowina zu erhöhen und der Destabilisierung im Westlichen Balkan entgegenzutreten.“

Et sinn also ganz vill Hausaufgaben. A Fakt ass, dass mer haut schon eng Zesummenaarbecht vu Länner hunn an der EU iwwer Pooling and Sharing, an der NATO iwwer Smart Defense. Mee et si keng Prioritéiten do. Déi militäresch Ressourcë misste besser genotzt ginn. Et ass vill Potenzial do an et misst och méi Geld an d'NATO gestach ginn, fir dass se méi performant gëtt. An et ass kloer, déi europäesch Arméi ass fir mech eng Iddi, déi nach ëmmer muss realiséiert ginn. Well mir brauchen op eisem europäesche Kontinent en EU-Bündnis, dat fonctionéiert, dat staark ass nieft der NATO, mat der NATO an och iwwer d'NATO. Esou kréie mer eng nei Fräiheet an eng nei Stabilitéit hei an Europa.

A fir mech kann Europa nëmme mat der NATO, géif ech bal soen, wou kloer strateegesch a militäresch Virgabe sinn, liewen. An an der Ukrain-Kris brauche mer am Fong geholl e politesch a militäresch Bündnis mat militärescher Solidaritéit mat Mëttel- an Osteuropa, soss geet et net. A mer mussen déi Suggestiounen - liest dat no! - vun 2030 onbedéngt a Rechnung huelen, well soss geet et schif.

Zum Schluss wollt ech soen, Här President: Wann et d'NATO net géif ginn, da misst et haut iergendwéi e Gremium ginn, deen d'selwecht géif fonctionéieren, well mir brauchen eng NATO, déi nei denkt, déi fit ass, déi déi geopolitesch Landschaft a virun allem d'Interesse vun eise Bierger an de Mëttelpunkt stellt, soss komme mer net weider.

Wa mer eis gutt uleeën, mengen ech, kréie mer méi an net manner Sécherheet. A mir mussen alles drusetzen, ganz éierlech, dass mer nëmme kee Krich kréien. Dat ass am Fong geholl den A an O. D'Diplomatie muss hei sech esou asetzen, dass dat net geschitt. An iwwerhaupt, géif ech soen, ass Lëtzebuerg och duerch seng Sécherheits- an Aussepolitik gefrot, vläicht méi wéi op anere Plazen.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Halsdorf. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Lydia Mutsch. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Lydia Mutsch** (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat sinn d'Originne vum Ukrain-Konflikt? Kann d'NATO zur Léisung vun deem Konflikt bäidroen? A wéi kann e Krich verhënnert ginn?

Dem Gusty Graas e ganz grouse Merci fir dës Heure d'actualité, déi eis d'Geleeënheet gëtt, fir iwwer déi wichteg Froen ze debattéieren.

Bei där aktueller Kris gëtt et en Déja-vu. D'Annexioun vun der Krim hu mer nach net verdaut an esou wéi deemools leien d'Léisungen net prett um Dësch. Tatsach ass, dass hei e souveräne Staat, flächeméisseg dat zweetgréisst Land um europäesche Kontinent hanner Russland, a senger territorialer Integritéit op en Neits menacéiert ass. Mat iwwer 100.000 russeschen Zaldoten, déi un hire Grenze stationéiert sinn, a mat där elo scho ganz kritescher Situatioun an den occupéierten Ostregiounen ass déi Gefor gräifbar an akut.

Déi europäesch Staatschefen telefonéieren een nom anere mam russesche Staatschef. D'Ukrainer froe Waffen. D'Amerikaner schécken Truppen a stocken hir Arméipresenz op. D'NATO ass an héchster Alarmbereitschaft a muss matten an där heikeler Phas och nach en neie Generalsekretär sichen. An d'EU-Partner probéieren, eng gemeinsam Positioun op d'Been ze stellen a sech net auserneendividéieren ze loossen.

Här President, mir duerchliewen am Moment eng global Sécherheitskris, wéi d'Welt der zënter dem Enn vum Kale Krich nach net vill erlieft huet. Mir hunn nees bal wéi fréier zwee Lageren, déi sech géigeniwwer stinn: deen amerikanesch-europäesche Block mat der NATO als verlängerten Aarm an de russesche Block mat engem President, deen de Status vun enger Groussmuecht nees ustriift an alles drusetzt, fir säin Aflossberäich an Osteuropa auszedeeenen. Stéchwuert: russesch-georgesche Krich 2008 a Krim 2014.

D'Ukrain ass, genee wéi Georgien, e Partner, mee kee Member vun der NATO. Alle béid krute se awer eng zukünfteg Memberschaft an Aussicht gestallt. Nach si se dat awer net, wat konkret bedeit, dass och bei enger Invasioun an der Ukrain de Prinzip vun der

kollektiver Defense laut Artikel 5 net ausgeléist géif ginn.

Fakt ass, Russland empfënnt d'NATO-Osterweiderung als Menace a verlaangt den Ofzuch vun den NATO-Stützpunkter an Osteuropa an den Ofbroch vun de Verhandlung mat neie Memberen. Fir d'NATO ass dat natierlech en No-Go an et ass och net kompatibel mat hirer Open Door Policy a mat hire Grondprinzipien, dorënner och d'Recht vun all Land op Selbstbestimmung. Keng Säit gëtt no an dofir sinn d'Verhandlungen och elo e bëssen an der Sakgaass.

Wat d'Zukunft vun der NATO ugeet, esou dierf dës Kris d'Errungenshafte vun de leschte Joren net a Fro stellen. Während der Covidkris, bei natierlechen an humanitäre Katastrophe steet d'NATO der Bevëlkerung zur Säit, gëtt logistesche a sanitär Hëllefstellung. Si trëtt a fir d'Verdeedegung vun den demokratesche Grondwäerter, fir den État de droit a fir déi Fräiheet, wéi mir se och hei zu Lëtzebuerg verstinn. A genee dofir fokusséiert se sech op déi demokratesch Resilienz vun hire Partner a vun hire Memberen.

De President vum NATO-Parlament huet an deem Zesummenhang d'Grënnung vun engem Center for Democratic Resilience ugekënnegt, wat mir als LSAP ausdrëcklech begrëissen.

Mat der Initiativ NATO 2030 stinn d'NATO-Memberen zesumme méi staark do, gi méi resilient a kënnen Krise besser bewältigen. Ob dat elo scho bei der Ukrain-Kris hëlleft, woen ech awer ze bezweifelen. Jo, fir dass déi europäesch Partner als eng aussepolitisch Entitéit eescht geholl ginn, mussen mir mat enger Stëmm schwätzen.

Als LSAP si mir fir eng Verdéiwung vun der europäescher Integrität am Verdeedegungs- a Sécherheitsberäich. Eng europäesch Sécherheitsstruktur kéint complementaire zu bestoende Strukturen an internationale Bündnisser fonctionéieren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och wa momentan e Kompromëss respektiv eng friddlech Léisung mat Russland schwéier virstellbar ass, mussen déi demokratesch an déi diplomatesch Kanäl all opleiwen a genotzt ginn. Den Dialog muss weidergoen, fir zu enger friddlecher Léisung ze kommen. Béid Säite mussen bereet sinn, Waasser an hire Wäin ze schëdden. Krich ass keng Optioun!

**Une voix** | Très bien!

**Mme Lydia Mutsch** (LSAP) | All Formater mussen méiglech bleiwen, sief et bilateral Gespréicher oder Konstellatiounen am sougenannten „Normandie-Format“, Diskussiounen an der OSCE oder déi entaméiert Neioplage vum NATO-Russland-Rot.

Iwwerengs hat déi Lëtzebuerger Delegatioun am NATO-Parlament am Kader vun hirer Kontributioun zur NATO-2030-Strategie eng Reaktivéierung vum NATO-Russland-Rot gefuerdert. An dofir begrëisse mir, dass dës Aarbechten och nees opgeholl goufen.

Et féiert eebe kee Wee derlaanscht, fir sech méi heefeg op Aenhéicht mat Russland ze begéien, sech un e gemeinsamen Dësch ze setzen an d'Eskalatiounsschrauf zesummen zrëckzedréien. Matenee schwätzen an een deem aneren nolauschten ass a bleibt d'Grundlag fir all Léisung, allgemeng, fir déi zukünfteg Sécherheitskooperatioun an och fir den Ukrain-Konflikt.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Madamm Mutsch. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Djuna Bernard** (déi gréng) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'alleréischte wëll ech menger Frëndin, dem Stéphanie Empain, eng ganz guut Besserung vun dëser Plaz aus wënschen. Ech halen haut fir hat seng Ried.

Da wëll ech mech a puncto Mercien awer och direkt menge Virriedner uschlëssen an dem Här Graas e grouse Merci soen, dass en d'Initiativ fir dës wichtige Heure d'actualité geholl huet. An effektiv ass eleng de Werdegang vun dëser Demande schonn zimmlech aussagekräfter. Dës Demande war eng éischte Kéier am Oktober gestallt ginn. Mee well se net direkt op den Ordre du jour vun der Plenièrë komm ass, huet se duerno zweemol missen ëmformuléiert ginn, well d'Evenementer sech entre-temps iwwerschoen hunn.

Wou am Oktober nach de Schwéierpunkt op d'Stabilitéit vun der Allianz no den Evenementer am Afghanistan geluecht ginn ass, koom et kuerz drop zu den Spannunger mat Belarus, soudass sech d'Fro vun der Roll vun der NATO nach emol an engem ganz anere Liicht gestallt huet. Entre-temps si mer mat weideren, ganz besuergneserregenden Entwécklungen op der ukrainescher Grenz konfrontéiert, soudass d'Diskussioun nach emol eng weider Dréiung kritt huet.

A wa mir eis haut heizou positionéieren, wéi mir d'Zukunft vun der NATO gesinn, da mussen mer feststellen, dass déi rezent Evolutiounen un der ukrainescher Grenz mat Sécherheet och en Impakt op dës Diskussioun hunn. Op jidde Fall si mer iwwerzeugt, dass déi aktuell Situatioun d'Daseinsberechtigung vun der NATO an eisem Sécherheitsgefüge däitlech ënnersträicht.

Virun e puer Joer ass d'NATO vum President Macron nach als gehierdout bezechent ginn. An och nom Afghanistan-Debakel stounge ganz vill Froen am Raum, wat d'NATO an hiert Fonctionnement ubelaangt huet.

Dës Evolutiounen hunn och op EU-Niveau d'Diskussiounen iwwer eng méi autonom EU-Defense erëm ugekuerbelt, zum Deel och, well bei deem engen oder aneren Zweifelen iwwert d'Zouverlässigkeit vun der NATO opkomm sinn. An dofir ass et guut, dass mer deen Exercice haut maachen an eis Gedanken iwwert d'Zukunft vun der NATO maachen.

An do si mer dann och ganz schnell bei der Fro vun der NATO-Erweiterung. Déi dach awer gewote russesch Fuerderungen, ënner anerem no Sécherheitsgarantien, dass d'NATO sech net weider Richtung Osten erweideren dierft, hu jo am Fong d'Fro vun der eventueller NATO-Erweiterung iwwerhaupt erëm ugekuerbelt. Et ass och déi aktuell russesch Politik an aggressiv Haltung, déi Länner wéi Finnland oder Schweden elo méi no un d'NATO bréngen, well se sech vu Russland bedrot fillen.

Natierlech ass et wichtig, dass den Dialog mat Russland gesicht gëtt an d'Gespréichskanal oprechterhale ginn. An natierlech dierfen och déi russesch Sécherheitsinteressen net negligéiert ginn. Mee mir müssen awer genausou däitlech maachen, dass och deenen aneren hir Sécherheitsinteresse wichtig sinn, well jiddwer souveräänt Land soll d'Recht hunn, säi Bündnis ze wielen, virausgesinn d'Konditiounen dofir stëmmen.

Virun allem mussen mer haut festhalen, dass et jo och Grënn gëtt, wéisou d'Ukrain haut kee Member vun der NATO ass. Den Haaptgrond heifir ass jo, dass d'NATO-Länner sech duerchaus bewusst sinn, dass et och eng Provokation a Richtung Russland géif duerstellen. An trotzdem steet Russland haut mat wäit iwwer 100.000 Mann un der ukrainescher Grenz an huet bis zu de Blutkonserven, déi erbäibuecht gi sinn, schonn alles an place gesat, wat ee fir e richtige Militärsaz brauch.

Wat un der ukrainescher Grenz en place gesat ginn ass, dat huet absolutt näischt mat Selbstverteidigung ze dinn, mee et ass eng bewossten Aggressioun, déi vu Russland ausgeet. An dorop mussen mer eng Äntwert fannen. An déi Äntwert, dat huet sech awer elo erëm gewisen, ass net op EU-Niveau ze fannen. De Putin wëllt net emol mat der EU schwätzen, well mir vun him net als relevante politeschen Acteur ugesi ginn.

An ausserdeem dierft mir och net driwwer ewechkucken, dass, wann et eescht gëtt, da virun allem déi osteuropäesch Länner eng staark Tendenz hunn, sech Richtung NATO ze wannen an net Richtung EU.

Déi aktuell Situatioun féiert eis jiddefalls kloer virun Aen, dass mer net laanscht eng NATO kommen. Dat heescht net, dass mer eis Ustrengungen op EU-Niveau, fir eng méi autonom EU-Defense opzebauen, solle fale loossen. Au contraire. D'EU soll méi enk am Defenseberäich zesummeschaffen. Se soll sech och hir Capacitéit ginn, fir an deene Situatiounen kënnen aktiv ze sinn, an deenen d'NATO net wëllt oder net kann aktiv ginn. Mee Zäite wéi déi vun haut weisen, dass mer eng staark Allianz brauchen, déi och op Wäerter baséiert an déi däitlech weist, dass se bereet ass, fir dës Wäerter anzestoen. D'NATO ass nun emol dat bescht Verteidigungsbündnis, dat mer hunn. An et ass aktuell och genee dës NATO, déi duerch hir Presenz an hir kloer Messagen de Präis, dee Russland fir eng militäresch Interventioun misst bezuelen, ganz héich dreift. Dobäi geet et natierlech net drëms, d'Diplomatie ausse vir ze loossen.

Déi däitsch gréng Ausseministesche Annalena Baerbock mécht et do u sech ganz guut. Si sicht ganz aktiv Gespréicher sur place a setzt ganz vill op déi diplomatesch Efforten. Gläichzäitig mécht si awer och un der Sait vun der NATO onmëssverständlech kloer, dass d'Souveränitéit vun der Ukrain net verhandelbar ass.

Leider kann een an esou kuerzer Zäit net immens differenzéiert un esou e komplexe Sujet erugeen. Mee wa mer eppes wëllen als Konkusioun festhalen, dann ass et, dass dës Kris d'Daseinsberechtigung vun der NATO ënnersträicht, hir souguer vläicht e kleng Comeback bescheert. Mee wa mir wëllen, dass d'NATO weiderhin hirem Rôle ka gerecht ginn, da müssen d'Alliéiert sech weiderhi verstärkt un de Konkusiounen aus dem Groupe de réflexion vum November 2020 orientéieren. An do spillt och déi politesch Kohäsioun eng wichtige Roll, wa mir dës dissuasive Rôle vun der NATO wëllen héichhalten a wa mir hir wëllen déi néideg Méiglechkeete ginn, fir sech allen Erausforderungen vun haut gläichzäitig ze stellen.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmoos, Madamm Bernard. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den Här Graas huet d'Initiativ geholl fir déi Diskussioun haut. Dofir och vun eiser Sait e grouse Merci, fir deen aktuelle Sujet hei kënnen ze thematiséieren.

Mir bekennen eis als ADR zu der Mitgliedschaft vun eisem Land an der NATO. Si betount dobäi besonnesch, datt d'NATO eng Verdeedegungsallianz ass a muss bleiwen.

Fir d'ADR huet d'Sécherheet vun den zentral- an osteuropäesche Memberstaate vun der NATO, wéi zum Beispill Polen an déi baltesch Staaten, eng héich Prioritéit a kann net a Fro gestallt ginn. Eis Solidaritéit

am Fall vun engem Ugrëff op e Memberstaat vun der westlecher Allianz steet net zur Debatt. Dee selwechte Schutz gëllt awer net fir Staaten, déi net Member an der NATO sinn.

Am Abléck gesi mir eng schwieereg an instabil Situation an der Ukrain selwer wéi och u verschiddene vun hire Grenzen. Eis Prioritéit muss dobäi d'Sécherung vum Fridde mat diplomatesche Mëttele sinn. Eng wichtige Roll spillt dobäi niewent anere Staaten an der Ukrain selwer och déi russesch Federatioun. Déi bilateral Relatiounen vun eisem Land mat der russescher Federatioun ware mat Ausnam vun der Zäit vum Kale Krich traditionell frëndschafleech. Am 19. Joerhonnert war Russland en Architekt an e Garant vun der Lëtzebuerger Onofhängegkeet. Russesch Zaldote waren am Éischte wéi am Zweete Weltkrich op eiser Sait. No der Oktoberrevolusioun huet Lëtzebuerg ville Russe Schutz gebueden. Haut hu mir eng grouss russeschsproocheg Communautéit hei am Land, déi wëllkomm ass an eisem Land wäertvoll Déngschter leescht. D'ADR wëllt déi laang a frëndschafleech Relatiounen mat Russland weider verstärken a verdéiwen.

An deem Gebitt, dat fréier zu der Sowjetunioun gehéiert huet, besti vill Konflikter. Änlech wéi nom Zesummebroch vun der Habsburger Monarchie oder dem fréiere Jugoslawie sinn déi Konflikter dacks net exklusiv als international Konflikter am juristesche Sënn ze analyséieren, mee och historiesch als Konsequenz vum Zesummebroch vun engem grouse Räich. Et si postsowjetesch Konflikter. Dës Konflikter hunn territorial, sécherheitspolitesch, ethneshch an ekonomesch Dimensionen. Déi aktuell Spannungen an a ronderëm d'Ukrain gehéiere mat dozou.

Eisen Usaz ass ganz sécher net deen, fir d'Analys ze vereinfachen an op Basis vun engem postuléierte russeschen Expansionismus ze rasonéieren. Mir gesinn deen net a géifen deen och genesou mann akzeptéieren, wéi mir op eiser Sait eng aggressiv Politik géintwuer Russland géifen ënnerstëtzen.

Eis Strategie ass och net, fir Russland ze encercléieren, wéi anerer dat zënter Laangem wëlle maachen. Eise Wunsch ass et, a Russland e Partner ze fannen, mat deem mir zesummen eng méi grouss Stabilitéit an Europa an op dëser Welt kënnen errechen.

Mir wëlle Russland net an eng Allianz mat China driewen, mee seng europäesch Identitéit, Roll a Verantwortung unerkennen. An deem Effort mussen mir eis Sécherheet an déi vun eisen Alliéierte schützen, awer mir dierfen och keng Schrëtt setzen, déi ëmgedréit d'Sécherheet vu Russland kéinten a Gefor bréngen. Eng Sécherheitsarchitektur fir Europa ass e Mateneen, kee Géinteneen. Mir brauchen op alle Säiten Diplomatie, Versteesdemech a Kompromëssbereitschaft. Dëst gëllt och, wa mir iwwert d'Zukunft an eng eventuell Expansioun vun der NATO schwätzen. Mir hunn an den 90er-Jore vill Chancë mat Russland verpasst. An et wär schéin, wa mir net ëmmer déi selwecht Feeler géife widerhuelen.

De Westen huet Russland dacks humiliéiert. Mir awer wëlle Russland déi Plaz zouerkennen, déi him zoukënn, och an den internationale Gremien, wéi zum Beispill dem G8. Mir wëllen net vu méi Sanktiounen schwätzen, mee am Géigendeel vun hirem Ophiewen. Sanktiounen géint Russland schueden net nëmmen ekonomesch hinne wéi och eis, se schueden och der demokratescher Entwécklung vun der russescher Gesellschaft.

Sanktiounen sinn an dësem Fall net nëmmen ineffizient, si si kontraproduktiv. Mir kënnen ganz guut eng géigesäitig Ofhängegkeet am ekonomesche Beräich envisagéieren, fair an intensiv Handelsbeziungen,



well dat eng sënnvoll Vertrauens- a Friddenspolitik ass. Dat gëllt och am Energieberäich.

Eng Entspannung vun der Situatioun an der Ukrain verlaangt eng Ëmsetzung vun de Minsker Ofkommen. Déi éischt Verantwortung dofir läit bei der Regierung zu Kiew, déi an där Hisiicht nach vill ze leeschten huet. Mir fuerdere si op, hire Verpflichtungen nozekommen. Mir fuerdere Russland op, senger Verantwortung fir de Fridde gerecht ze ginn. A mir fuerderen d'NATO op, fir vun engem real existéierenden, wann och net affichéiertem Konfrontationskurs géint Russland op e friddlech Matenee mat Russland ëmschalten. Dat ass dee Wee, deen an dëser Situatioun dee richtegen ass.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, Här Kartheiser. An da wier et un där honorabeler Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk)** | Jo, villmools merci, Här President. Merci och dem Här Graas fir dës Initiativ, eng ganz interessant Debatt. Eis Sympathie fir déi politesch Féierung zu Moskau ass ganz limitéiert. De Wladimir Putin ass e rietsnationalistesch Autokrat, deen innepolitesch zimmlech ënner Drock steet an dofir aussepolitesch mam Feier spillt.

Déi vëlkerrechtswiddreg Annexioun vun der Krim ass kee Kavaléiersdelikt, genesou wéineg wéi déi De-facto-Annexioun vun der Ostukrain. Ofgesinn dovunner spillt Moskau jo och an anere Beräicher a Géigenden eng ganz zweifelhaft Roll.

Mee et kënt een net laanscht de Constat, dass d'Roll vun der NATO an deem aktuelle Konflikt och ganz problematesch ass, dass d'Ukrain aus der Siicht vu Moskau eng zentral geostrateegesch Bedeitung huet. Dat ass net eréischt säit gëschter bekannt. Wann een dann der Ukrain de Status als NATO-Partnerland gëtt, gemeinsam Militärmanöveren ofhält a Waffeliwwerungen organiséiert, dann hält een eng muskléiert Äntwert vu Moskau eigentlech a Kaf.

Ech soen net, dass ech déi russesch Reaktioun gutt fannen, dass ech se géif entschëllegen oder iergendwéi géif acceptéieren, mee si war virauszegesinn a si wär vermeidbar gewiescht. Si gouf virausgesinn an ass wësentelech a Kaf geholl ginn. D'NATO ass, wéi esou oft, fir eis net Deel vun der Léisung, mee Deel vum Problem!

Déi Haaptursach vum Konflikt ass d'Feele vun enger gemeinsamer Sécherheitsarchitektur fir Osteuropa, eng Architektur, déi de legitime Sécherheitsinteresse vun alle Länner entsprécht. An do muss ee sech d'Fro stellen, awéifern déi europäesch Interessien a Virstellungen iwwerhaupt mat deene vu Washington openeen ofgestëmmt kënnen ginn.

D'NATO gëtt - an dat ass kee Geheimnis - vun den USA als Vehikel fir hir eege politesch Ziler benotzt an dat erschwéiert d'Sich no nohaltege Léisungen. D'Europäer solle sech deem emol bewosst ginn, och grad an deenen ëstlechen EU-Memberstaaten.

Wat bleift, ass déi berouegend Feststellung, dass zwar vill Acteuren an den aktuelle Krisen Interêt um Säbelrasselen hunn, net awer un enger handfester militärescher Konfrontation. Wann net grad e gréisseren Accident geschitt, wäert sech dann hoffentlech déi ganz Opreegung virausiichtlech erëm an e puer Woche leeën. An deem Sënn sollen all déi Bedeelegt emol vun hirem héije Päerd erofklammen a verbal ofrësten, amplaz nach ëmmer méi Ueleg op d'Feier ze geheien. D'Beméiung vun der däitscher an der franséischer Diplomatie fir ze vermëttelen an ze deeskaléiere muss een iwwregens an deem Kontext ausdrécklech begrëssen.

Duerno muss een dann emol endlech déi strukturell Ursachen op diplomateschem Wee ugoen an do brauche mer méi Pragmatismus a manner Dogmatismus. Schnell an einfach Léisunge ginn et an där Fro net. Mee d'Ukrain kann een och als Bréck gesinn tëschent Europa a Russland, amplaz just als Front a Pufferstaat. D'Europäer géife gutt drun doen, dat emol proaktiv an d'Hand ze huelen, amplaz ëmmer just hannert den Evenementer hierzelafen, wann d'Haus grad um brennen ass. A si sollte mol probéieren, endlech e gemeinsamen Nenner ze fannen, well aktuell mécht d'EU genee dat, wat de Wladimir Putin bezweckt: Si ass zerstridden an dofir inexistent!

Merci fir d'Nolasschteren.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, Madamm Oberweis. A leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement.

**M. Sven Clement (Piraten)** | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, och ech wëll natierlech als Éischt dem Gusty Graas Merci soe fir d'Ufro vun dëser Aktualitéitsstonn, déi jo e bësse Reformulatiounen gebraucht huet, bis se da schlussendlech um Ordre du jour stoung, wat och e bessen der Entwécklung vun der Situatioun geschëllt war, wéi d'Kolleegin Djuna Bernard virdu schon erzielt huet.

Ech sinn - an ech mengen, do sinn ech net aleng, wann ech meng Virriednerinnen a Virriedner nogelauschtert hunn - dach beonrouegt iwwert d'Nouvelen, déi mer vun der ukrainescher Grenz héieren.

De russesche President test hei fir d'widerhuelte Kéier d'Grenze vun deem, wat Europa an d'USA akzeptéieren, dat offiziell, well hien an engem Uschloss vun der Ukrain un d'NATO eng Gefor fir Russland gesäit, en Uschloss, deen am leschten hallwe Joer net Thema war, an dat weist kloer, dass Russland hei keng Truppen deplacéiert weinst Verhandlungen tëscht der Ukrain an der NATO. De President Putin huet hei ganz aner Interessien, déi e spille léisst.

An och wann d'Land sech ëm eng Memberschaft géif beméien, huet et d'Recht dozou, sech an deenen internationalen Organisatiounen ze engagéieren, wou et wëllt. Ech mengen, dat war mat der OSZE-Deklaratioun vun Helsinki méi wéi kloer.

D'Ukrain dierf Member bei der NATO ginn, wa se d'Krittären erfëllt an dat wëllt. Soulaang et awer esou ass, dass d'Ukrain net Member an der NATO ass, huet d'NATO net d'Recht, fir elo an dëst Polverfaass intervenéieren ze goen. Et handelt sech net ëm e Bündnisfall, do si mer eis all eens. Do huet d'NATO als Organisatioun einfach kee Recht fir ze intervenéieren, mee d'Memberstaate kënnen d'Ukrain awer ënnerstëtzen.

Mir Piraten sinn der Meenung, dass eng militäresch Interventioun zu dësem Zäitpunkt vun iergendengem Partner, ob dat elo England oder d'USA oder soss een ass, net de richtige Wee ass. Et muss zu dësem Zäitpunkt nach ëmmer op Deeskalatioun gesat ginn! D'Gesprécher mussen kënnen weiderlafen.

Gläichzäiteg mussen d'EU-Memberstaaten awer d'Recht hunn, fir hei Material an d'Ukrain ze schécken, fir si ze ënnerstëtzen, si ze preparéieren. A jo, dorënner falen och Waffen. Hei huet Russland einfach kee Matsproocherecht! Mir hu jo och kee Matsproocherecht drun, wa Russland seng Truppen iergendwou hi verleet. Wann en EU-Staat wëllt d'Ukrain ënnerstëtzen, da soll dee Staat dat maachen! Sou wéi Russland d'Recht huet, fir virun Irland Übung mat senger Marinne ze maachen, ...

**Une voix** | Très bien!

**M. Sven Clement (Piraten)** | ... esou huet och all EU-Staat d'Recht, fir der Ukrain materiell Ënnerstëtzung zoukommen ze loosse.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Sven Clement (Piraten)** | Et gëtt Zäit, dass mir Russland erëm gewësse Limiten an d'Gediechtnes ruffen.

**Une voix** | Ganz gutt!

**M. Sven Clement (Piraten)** | Säit ronn zéng Joer ass de President Putin amgaangen, à la Salamitaktik sech Scheif fir Scheif d'Ukrain anzeverleiwene. D'territorial Integritéit, déi u sech an internationalen Traitée vun dësem Land verankert ass, ass einfach net méi ginn: Donbass, Krim, fir nëmmen déi Headlines ze nennen. Mir wëssen net, wat e sech schlussendlech genau vun dëser neier Konfrontatioun erhofft. Egal, wat et sollt sinn, d'Ukrain ass keen a wäert ni méi en Deel vu Russland ginn. D'Zäite vum „Kiewer Rus“, wou Kiew d'Hauptstad vun engem Groussräich war, si laang eriwwer. D'Grenze vun der Ukrain sinn déi, déi d'UNO unerkennt.

Och mussen mir als EU kloer Grenze setzen, wann et drëms geet, dass de russesche President e Konflikt instrumentaliséiert, fir vun interne Problemer ofzelenken oder d'Energiepräisser an der EU kënschlech no uewen ze drécken. Mir dierfen als Memberstaaten net 27 verschidde Meenunge verrieden an eis scho guer net wéi Ungarn elo op d'Säit vum Provokateur Putin stellen.

Här President, mir Piraten gleewen, dass d'EU sech kloer muss fir Sanktiounen par rapport zu Russland ausschwätzen, Sanktiounen, déi wéi kënnen doen. Länner, déi der Ukrain Material wëllen zoukomme loosse, sollen dëst maachen. Wa Lëtzebuerg wëllt Material schécken, da géif dat eis Ënnerstëtzung fannen.

Mir Piraten sinn awer kloer géint eng Interventioun um Buedem oder an der Loft vun der Ukrain. Et ass nach net ze spéit, fir d'Situatioun ze deeskaléieren, och wa Russland scho säit zéng Joer un de Grenze vun der Ukrain knabbert. Esou muss et hei awer elo net zu engem oppene Konflikt kommen, deen herno e ganz Land entweeder verschléckt oder weider spléckt. Mir brauchen eng friddlech Léisung an et wär gutt - an ech mengen, do huet d'Nathalie Oberweis virdrun dat richtegt Wuert fonnt -, wa béid Säite géife vun hirem héije Päerd erofklammen a vläicht nach eng Kéier op Aenhéicht géife probéieren, dat doten aus der Welt ze schafen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci, Här Clement.

## 10. Ordre du jour (suite)

Ier ech der Regierung d'Wuert ginn, kéime mer elo zur erweiterter Fro Nummer 127 vum Här Claude Wiseler iwwert de Konflikt tëschent der Ukrain a Russland. An da kann d'Regierung duerno zesummen op déi zwee Punkten äntwerten.

## 11. Question élargie n° 127 de M. Claude Wiseler sur le conflit Ukraine-Russie

Här Claude Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

**M. Claude Wiseler (CSV)** | Merci, Här President. Wéi scho verschidde Virriedner et gesot hunn, kenne mer säit dem Fall vun der Mauer keng esou ugespaant Situatioun méi an Europa, wéi mer se momentan gesinn. Dat klengst Feelverhalen, dee geréngsten Iertum, deen hei geschitt, kann zu enger fataler Eskalatioun féieren.

Am markantste fir mech ass awer, datt mir an Europa erëm ukomm sinn op engem Punkt, wou d'Bereetschaft, fir Gewalt unzewennnen, omnipresent ass. Dat war laang Joren net méi de Fall. D'Bereetschaft huet 2014 ugefaangen, wéi Russland d'Krim besat huet, a fir déi Bereetschaft ass an eisen Ae ganz kloer de President Putin verantwortlech.

Vill politesch Verantwortlech froe sech: Wat wëllt de russesche President mat all deenen Aktiounen, déi e momentan amgaangen ass ze maachen? Wëllt en e militärescht Amarschéieren an d'Ukrain? Oder wëllt en en Drock produzéieren, fir d'Ukrain politesch ze destabiliséieren an definitiv zur Pufferzon ze maachen ënner russescher Influenz? Oder wëllt en op där anerer Säit d'NATO provozéieren an domat och e wéineg destabiliséieren? Oder wëllt en aus innepolitesche Grënn ganz einfach Stärkt beweisen a sech an d'Mëtt vun der Aktualitéit eraschwätzen.

Ech ka mech erënneren, 2014 stoung eisen haitegen an deemolegen Ausseminister, den Här Asselborn, op der Maidan-Plaz mat enger Rei anereren Ausseministere zu Kiew an huet u sech geworbe fir d'FTA-Ofkommes, sengerzäit eng Unnäherung vun der Ukrain zur NATO a géint d'Janukowitsch-Regierung.

Haut, muss ech soen, sinn dat ganz aner Téin, déi kommen, an, dat am Kapp, hunn ech am Fong, well ech jo eng Question élargie hei froen, dräi, véier zentral Froen un den Ausseminister ze stellen.

Déi éischt ass: Russland huet jo dräi Fuerderungen, éischters d'Neutralitéit vun der Ukrain an de Schluss vum NATO-Elargissement, dann d'Ofzëie vun offensive Waffen aus alle fréieren Oststaaten an dann zréck op d'Grenze vun 1997 ze goen. Ech wollt am Fong do och eng kloer Positioun vun der Lëtzebuurger Regierung zu deene russesche Fuerderungen hei héieren.

Zweet Fro: Wann ech d'Analys vun der Situatioun maachen, da gesinn ech Russland op där enger Säit mat enger ganz kloer Zilsetzung an Aktionsfräiheet, op där anerer Säit hunn ech awer d'Impressioun, datt d'Reaktioun bei den NATO-Staaten heiansdo e bësse konfus ass, datt op där enger Säit d'USA a Groussbritannien nei Truppen dohinnerschécken, aner Länner maachen dat net oder wiere sech dogéint. Ech gesinn och nach déi penibel Diskussioun iwwert d'Waffeverkeef, notament souguer Defensivwaffen, wou Däitschland dat refuséiert a just 5.000 Helmer dohinner schéckt als Hëllef fir d'Ukrain. Alles dat gëtt jo e fuerchtbaart Bild vun eis of!

An ech gesinn och déi sëllege Pilgerfaarten op Moskau vun deenen engen a vun deenen anereren, déi, denken ech, net ofgeschwat sinn, leider net ofgeschwat sinn, oder déi Telefonsdiplomatie, wou jiddwereen Eenzelnen dann dem President Putin urifft, wéi wann dat hie géif impressionéieren. Souguer eise Premierminister, den Här Bettel, hat viru Kuerzem en Telefonsgespréich mam Här Putin.

Ech wëll am Fong do froen: Awéifern sinn déi Diskussiounen, inklusiv déi vun der Lëtzebuurger Regierung, ofgesprach an enger europäescher Koordination? Wat sinn d'Resultater dovunner a wat ass gesot ginn? Wat ass am Fong probéiert ginn ze errechen?

An dann, wann ech déi lescht Initiativ vum Här Macron gëschter kucken, wou ee schonn d'Resultater ka positiv fannen, ass awer meng Fro, ob dat eng Initiativ war am Numm vun der EU oder eng franséisch Initiativ. War se koordinéiert an ofgeschwat mat deenen anereren europäeschen Ausseministere? An zousätzlech dann eng Parallellfro: Wat ass dann d'Roll vun der Europäescher Unioun an där ganzer Ugeleeënheet hei? Wou ass d'Kommissioun? Wou ass

den Auslandsbeauftragte vun der Kommissioun an deser Diskussioun, wou ass de President vum Conseil? Déi misste menger Meenung no awer eng weesentlech Roll an deenen Diskussiounen, an deenen Negociatiounen hunn.

Ech hunn heiansdo d'Impressioun, datt Russland net wëllt mat Europa schwätzen, oder, wéi den Här Lawrow et seet, just als eenzege Partner entweeder d'USA op där enger Säit oder d'NATO oder dann déi eenzel Länner eraushëlt a refuséiert, mat der Europäescher Unioun als Institutioun ze schwätzen. Do fannen ech awer, datt déi europäesch Ausseministere sech kloer an d'äitlech missten als Ensembl ginn, well mer soss kee Gewicht hunn, wa mer et eenzel maachen. Och do wëll ech dem Här Asselborn, eise Ausseminister, seng Impressioun a seng Kommentaren zu där doter Problematik.

Mäin drëtter Punkt ass d'Fro, wann d'Deeskalatioun, hannert där mer alleguete stinn, näischt gëtt a wa Sanktiounen noutwendeg wäeren, wéi hei d'Positioun vu Lëtzebuerg ass, wëssend, datt haut schonn, säit der Crimée, massiv Sanktiounen géint Russland ausgeschwat ginn, ob dat en Embargo op Waffen, op Pétrolequivalenten oder d'Beschränkung vu Kapitalmäert ass. Dat hu mer schonn haut. Wat ass déi nächst Serie vu Moosnamen? A wat sinn haaptsächlech dann d'Konsequenzen op d'Finanzplaz? Ass dat evaluéiert ginn? Droer mir et mat? A welleche Präis si mer bereet, dofir ze bezuelen, wann déi nächst Sanktiounen kommen?

A mäi véierter Punkt: Déi Impressioun, déi ech hunn ass, datt sech bei der Reflexioun vun den europäesche Länner vun der EU alles konzentréiert op de Problem Ukrain, obwuel mer heiansdo Negociatiounen mat de Russe féieren, ouni mat der Ukrain ze schwätzen an deelweis iwwert d'Ukrain ewechfueren.

Ech gesinn awer op där anerer Säit, datt Russland wäit iwwert d'Ukrain e weesentlech méi grousst Bild gesäit, andeems et u sech och Diskussiounen féiert, sech aner Liéierter siche geet, Diskussiounen mat China féiert, souguer Diskussiounen mat Indie féiert, an datt béid Länner sech och äusseren an offiziell unerkennen, datt se déi legitim Interesse vu Russland an deemem Konflikt hei gesinn. Wéi ass d'Aschätzung vum Ausseminister zu där doter Allianzfindung, déi d'Russe maachen? Awéiwäit ass eis respektiv déi europäesch Diplomatie och amgaangen, iwwert déi direkt Konfliktlänner eraus ze probéieren, déi Aktioun vun der Europäescher Unioun no baussen ze explizéieren, fir aner Blockbildungen am Virus ze vermeiden a fir eis och als Europäer eng aner Plaz ze ginn?

Merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, Här Wiseler.

## 12. Heure d'actualité du groupe politique DP sur le rôle de l'OTAN dans la crise actuelle avec la Russie (suite)

### Question élargie n° 127 de M. Claude Wiseler sur le conflit Ukraine-Russie

An elo huet d'Regierung d'Wuert, den Här Ausseminister Jean Asselborn. Här Asselborn, Dir hutt d'Wuert.

#### Prise de position du Gouvernement

**M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes** | Merci, Monsieur le Président.

**Plusieurs voix** | O!

**M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes** | Also, Här President, merci och fir

d'éischt dem Gusty Graas fir déi Initiativ, déi e geholl huet, selbstverständlech awer och dem Claude Wiseler, fir méi prezis dann a senger Interventioun effektiv op déi Kris ze kommen. A merci jidderengem, dee sech hei zu Wuert gemellt huet. An ech hunn de Mëtteg och ganz oprichteg nogelauschtert an och dobäi geléiert.

Ech versichen elo, mech e wéineg aus menger Siicht net eleng op d'NATO ze konzentréieren, mee op dee potenzielle Konflikt, dee kéint zu engem ganz schlimme Krich ausarten, a kucken e wéineg aus der Siicht vun engem europäeschen Ausseminister, deen an der NATO ass, an der Europäescher Unioun ass, an der OSZE ass, wéi een d'Saach gesäit.

Mir haten iwwregens zwou Reunionen an der Kommissioun, an dat waren, mengen ech, gutt Reunionen, wou ech konnt informéieren, mee wou mer och en Debat driwwer haten. An ech mengen, esou soll et jo och sinn, zemools an esou enger Kris wéi där hei, dass do net eng Regierung eleng steet, keen Ausseminister eleng steet, mee dass och d'Parlament mat impléiert ass.

Also d'Fro, déi de Gusty Graas jo gestallt huet, ass: Wat fir eng Roll spillt d'NATO an deser Kris? Dat ass dat, wat ech gelies hat. A wat kéint d'NATO derzou bäidroen, fir eng Léisung ze fannen?

Bon, Dir kennt alleguerten den Historique. Aus russescher Siicht seet jo de President Putin, säi Standpunkt wier deen, dass d'Erweiterung vun der NATO déi russesch Sécherheet géif a Fro stellen. Dat ass den Ausgangspunkt vu russescher Säit, an d'Russe schwätze jo och dovun an engem Bréif vum Sergej Lawrow, vun hirem Ausseminister, un alleguerten d'europäesch Ausseministere, dee mer virun e puer Deeg kritt hunn - dat ass och beim NATO-Russland-Rot d'Haaptwuert gewiescht -, nämlech d'Indivisibilitéit vun der Sécherheet an Europa.

Et ass hei net evoquéiert gi vun Iech, mee dat ass de sprangende Punkt, wat Russland als Argument hëlt, d'Indivisibilitéit, wéi si et gesinn, vun der Sécherheet an Europa. Dat heescht, d'Sécherheet vun deem engen ass net ze trenne vun der Sécherheet vun deem anereren, aus hirer Siicht.

Nun, aus menger Siicht elo: De Prinzip vun der Indivisibilitéit vun der Sécherheet, dee steet effektiv an dem Schlussakt vun Helsinki vun 1975. Dir wësst, dass do nach d'Sowjetunioun bestanen huet, och an der Charta vu Paräis vun der OSZE - dat war nom Fall vun der Mauer 1990 - iwwert d'Sécherheet an Europa. Mir sinn eis mat Russland, dat ass de sprangende Punkt, net eens doriwwer, wéi dee Prinzip konkret um Terrain ausgesäit.

D'NATO - ech kann dat hei och nëmme widderhuelen am Numm vun der Regierung, wat jo och praktesch jidder Deputéierte gesot huet - ass eng defensiv Allianz mam Slogan, also mam Gewicht op „defensiv“. D'NATO stellt also aus där Siicht keng Gefor fir iergendeen duer, och net fir Russland. D'NATO wäert och ni, dat kann ech mer net virstellen, Russland jee eng kéier ugräifen. Och d'Ukrain wäert Russland net ugräifen. Also, ech mengen, dass d'Existenz vun der NATO net contraire ass zu deem Prinzip vun der Indivisibilitéit vun der Sécherheet an Europa. Eis Sécherheet beanträchtegt d'Sécherheet vu Russland net.

D'russesch Interpretatioun ass, wéi Der wësst, eng aner. Fir de President Putin, an dat mécht et ganz komplex, ass d'russesch Sécherheet net ginn, wann d'NATO bis ze massiv un d'russesch Grenze reecht.

Russland hätt eigentlech gären, an dat hu mer an de leschten zéng Joer gespuert, vläicht souguer



doriwwer eraus, eng Pufferzon, eng „zone tampon“ tëschent der NATO a Russland. Mee ech mengen, am 21. Joerhonnert, dat heescht dräi Joerzénge nom Enn vun Kale Krich, sinn esou Influenzzonen absolutt net méi zäitgeméis.

Russland hält och gären eng Garantie vun der NATO, dass d'Ukrain nimools wäert Member gi vun der NATO. Dat ass net akzeptabel! Et ass net denkbar, dass Russland géif de Länner a sengem Westen diktéieren, wéi si hir Alliéierter, dat heescht also hir Zukunft an der Aussepolitik, wielen. Dat maache mir jo och net am Weste par rapport zum Osten an zu Russland.

Hei muss een och a mengen Aen e puer Prinzippien, kloer Prinzippie widderhuelen. An deene fundamentalen Dokumenter vun der OSZE, déi ech genannt hunn, steet och, dass d'Grenzen net kënnen an net dierfe mat Gewalt verännert ginn - e wichtege Prinzip -, dass keng Gewalt dierf ugedreet ginn an dass d'Völker alleguerten d'Recht hunn op Selbstbestimmung an dass all Land d'Fräiheet huet, fir seng Allianzen däerfen ze wielen. Dat si Prinzippien, déi och fir d'Russe misste gellen.

Et ass also net verwonnerlech, dass déi NATO-Länner, déi u Russland grenzen, dat heescht d'baltesch Länner, d'Länner, déi am Oste si vun der Europäescher Unioun, laang eng zimmlech elle Geschicht hate mat deem, wat déizäit d'Sowjetunioun war. Russland gesi se anescht wéi mir, och haut. Duerfir huet d'NATO och elo eng Presenz an deene Länner eigentlech als Berouegung geliwert fir ze weisen, dass mer prett wieren, defensiv ze handelen, wa misst gehandelt ginn, wat, hoffen ech, ni néideg ass, a fir dann eeben d'Alliéiert ze verteidegen.

Lëtzebuerg ass jo an deem Kontext do, wéi Der wësst, och a Litau present mat Truppen, a verschidden Alliéiert hu jo rezent, wéi Der wësst, decidéiert, hir Presenzen ze verstärken. Och d'Amerikaner hunn dat gemaach mat 3.000 Zaldoten an Däitschland an a Polen, d'Fransousen a Rumänien, wou do e Projet besteet an esou weider.

Nun, fir och op dem Här Wiseler seng Froen indirekt mat anzegoen, et kann een dat jo net alles do zerplécken, mee ech mengen soen ze dierfen, aus menger Siicht, dass de President Macron Recht huet, wann e seet, dass et keng Sécherheet an Europa gëtt, wann net Russland och Sécherheet huet. An ech mengen och, Här Wiseler, soen ze dierfen - a Frankräich huet d'Presidence vun der Europäescher Unioun -, dass alles, wat gemaach ginn ass gëschter zu Moskau an haut zu Washington an zu Kiew an dann erëm zu Berlin, dat ass schonn eng koordinéiert Approche, déi mer als Europäesch Unioun do hunn.

D'NATO huet an deem Dialog mat Russland selbstverständlech eng immens grouss Roll ze spillen. D'NATO huet parallel zu den USA jo och e Brëif u Russland geschéckt, e Brëif, well et schrëftlech gefrot ginn ass vu Russland, wou Theemen dra sinn, iwwert déi d'NATO a Russland sech missten eigentlech kënnen ënnerhalen. Dat géif een dann Diplomatie nennen.

Do geet et ëm d'Truppenopstellung, et geet ëm Transparenz, et geet ëm Militärmanöveren, et geet ëm d'Zusammenarbecht am Beräich vun der Ofrüstung, wat immens wichtege wier, dass d'Rakéiten, déi op deenen zwou Säite stinn, kéintlen ofgebaut ginn, d'Kontroll vun de Waffen also. All dat ass vun der NATO och Russland uegebuede ginn.

Mir hunn och den NATO-Russland-Röt. Deen ass jo eigentlech gegrennt ginn 1997, fir déi Verkrampfung, déi et ginn ass tëschent der NATO a selbstverständlech der Sowjetunioun, herno da Russland, net

opkommen ze loosser. An do ass gesot ginn: Elo maache mer ee Conseil, den NRC, den NATO-Russland-Conseil, an deen ass do, fir dass d'NATO a Russland sech kënnen zesummesetzen a kucken, fir Weeër ze fannen, wéi se kënnen éischtens emol laanschte-neekommen, net een deem aneren absolutt kee Vertraue méi schenken, an och kucken, wéi se kënnen an der Welt den Desarmement virubrénge.

Mir hate jo elo eng Reunion vum NATO-Russland-Rot am Januar, wat gutt war. Dat war zwar net um ministeriellen Niveau, et war um Niveau vun dem Militär. Mee ëmmerhin, en huet stattfonnt. A mir hoffe souguer, dass deen NATO-Russland-Rot sech ka widderhuelen. Dat wier immens wichtege. An an deem NATO-Russland-Rot kéint een iwwer all déi Saache schwätzen, fir nees Vertrauen opzubauen.

Et ass also eng Hand gerecht gi souwuel vun den Amerikaner wéi vun der NATO a selbstverständlech och vun der Europäescher Unioun, ouni natierlech Prinzippie kënnen opzegi wéi d'Souveränitéit vun engem Land an d'Sécherheet vun de Grenzen.

Ech wéilt och vläicht nach soen, an der Europäescher Unioun, do sinn ech net mat deenen d'accord, déi soen, mir géifen do duerjenanergoen. Dat ass net oft de Fall, dass mer net duerjenanergi wéi d'Hénger, mee hei ass et de Fall. An et gëtt natierlech Nuancen an de Positionen tëschent den ëstleche Länner, de südleche Länner, den nördleche Länner an deenen an der Mëtt, déi gëtt et.

Mee ech wéll soen, dass awer heiranner a groussen Zich keen, och net den Orbán, sech et geleeht huet, fir op eng aner Säit ze sprangen. Déi Koordinatioun, déi mer haten um europäeschen Niveau als Ausseministernen, an och mat den Amerikaner, déi war, wéi ech et géif gesinn op jidde Fall, net optimal, net feelerfräi, mee déi war awer extreem gutt, wann een un aner Geleeenheeten denkt.

Dee wichtege Kanal vum Dialog, meng ech, ass effektiv deen, dat musse mer esou gesinn, tëschent den Amerikaner an de Russen. Heiansdo huet ee souguer d'Gefill, wann een dosëtzt, dass d'Ukrain fir de President Putin eigentlech nëmme just eng Ausried ass, fir Moskau erëm op Aenhéicht vun den Amerikaner ze bréngen. An dat muss een also gesinn, dat ass e psychologeschen Effekt, deen een net dierf negligéieren.

Èe vun de Schlüsselen ass natierlech bei den Amerikaner. Mee - an do sinn ech och, mengen ech, mat Iech alleguerten d'accord - et kann net sinn, dass diskutéiert gëtt iwwer eis Käpp ewech, tëschent den Amerikaner an de Russen, iwwert d'Sécherheet an Europa! An dat ass gesot ginn, an duerfir mengen ech, déi Initiativen elo, déi geholl gi si vun de Fransousen a vun deenen Däitschen a vun aneren, dass déi sech an dee Kontext do erastellen.

Gëschter, wéi Der dat alleguerte wësst, war de President Macron zu Moskau, haut zu Kiew, dann den Owend zu Berlin. De Bundeskanzler war zu Washington, haut erëm zu Berlin, wou se sech et treffe mam polnesche President. Also, dat ass schonn eppes, géif ech soen. Ech sinn elo keen naiven an och keen totalen Optimist, mee et schéngt awer, wéi wann Argumenter géife gräifen, dass et Unzeeche gëtt, fir aus dem Tunnel erauszekommen, an dass et eebe keng militäresch Interventioun gëtt. Dat ass jo dat allerhéchsten Zil, wat mer hunn, souwuel an der NATO wéi an der Europäescher Unioun wéi natierlech och an der OSZE an an all deene Formatiounen, déi do matschaffen.

Vläicht nach eppes, wat wichtege ass, wat och den Här Wiseler indirekt ugeschwat huet, dat ass d'Normandie-Format. Et war de Frank-Walter Steinmeier, deen

deemools, wéi mer an der Normandie waren, dat Format do an d'Liewe geruff huet, dat heescht, déi Däitsch, d'Fransousen, d'Ukrainer an d'Russen. Dat huet am Ufank och fonctionéiert, mee dat läit brooch, ausser dass elo zwou Reunionen waren, eng zu Paräis an eng zu Berlin. Do gi grouss Efforte gemaach, fir dat erëm un d'Goen ze kréien.

Ech wéll Iech allerdéngs soen, wa mer vu Minsker Verträge schwätzen, do gëtt et eigentlech véier Hauptpunkten, déi mer ëmmer mussen am Kapp hunn. Deen éischte Punkt ass deen, dass gesot ginn ass: All d'Waffen - all! - musse verschwannen, op där enger Säit an op där anerer Säit am Donbass. D'Waffe mussen ewech! Bon, do seet eng vun de Parteien, déi Russland heescht: „Mir hu guer keng Waffen do, also kënnen mer keng ewechhuelen.“ Mee Dir wësst, dass et zënter 2014 iwwer 12.000, oder 15.000, Doudeger gëtt. Do gëtt mat décke Waffe geschoss. Ech hat d'Geleeenheet, fir zweemol op där Grenz ze sinn.

Also wann d'Waffen ewech wieren, da kéim een un den zweeten Akt. Dat heescht, dass dann d'Ukrain misst e Gesetz maachen, eeben e speziell Gesetz fir de Statut vun de Regiounen Donezk a Lugansk. Mee do soen d'Ukrainer: „Esou laang, wéi russesch Waffen do sinn, maache mer dat Gesetz net!“ Also geet et net nëmme ëm d'Punkten, mee et geet ëm d'Preséance vun deene Punkten. Dat ass dee schwéiersten Deel dovunner.

An dann als Drëtt soll e Gesetz kommen iwwer lokal Walen.

An dann als véierte Punkt: Den Dag vun deene lokale Walen - wann dat beschloss ass -, da soll d'Ukrain erëm d'Kontroll vun der Grenz kréien. Dat ass d'Trame, déi deemools zu Minsk fixéiert ginn ass, mat anere Saachen derbäi.

Bien, mir kennen also, géif ech mengen, de Problem a mir kënnen weening Hoffnung hunn, dass et net zu engem Krich kënn. Ech mengen, dass och an der OSZE - dat dierf een net vergiessen - ganz vill Efforte gemaach ginn. Haut de Mëttege, wou mer elo hei schwätzen - a Polen huet d'Presidence vun der OSZE -, do gëtt versicht, fir en neien Debat, nei Efforten ze maachen iwwert déi Sécherheitsarchitecture an der Europäescher Unioun. Ech hoffen, dass Russland do och matmécht, well d'OSZE ass jo e perfekte Kader, well d'Amerikaner an d'Russen och do derbäi si mat den Europäer a villen aneren. Also ech mengen, d'OSZE dierf een net aus dem Bléckwénkel verléieren. Et sinn net nëmme d'Europäesch Unioun, d'Amerikaner an d'NATO, mee dat hei ass och eng ganz wichtege Organisatioun.

D'Situatioun um Terrain awer, Här President, déi bleift ugespaant, bedenklech. Ech si kee Frënd vun de Geheimdéngschter, do muss een extreem oppassen, mee et kéint sinn, dass bis zu 150.000 Zaldoten am Weste vu Russland stinn. Dat sinn Zuelen, déi zirkuléieren och an eisen offizielle Reunionen. A virun allem, wat net gutt ass, dat ass dat Material, wat do steet, dat ass scho Material, net fir sech ze verteidegen, mee fir een aneren unzegräifen. An dat ass e Punkt, wou Russland, mengen ech, misst en Effort maache fir ze weisen, dass se gudde Wëlles wieren, fir dat ze maachen, wat se soen. Si soen all Woch dräimol, Russland, de Kreml an den Här Putin: „Mir gräifen d'Ukrain net un!“

Et wier och wichtege, an de President Macron huet dat jo och gëschter ugeschnidde mam President Putin, dass déi 30.000 Truppen (veuillez lire: 30.000 Zaldoten), déi a Wäissrussland stinn, wou gesot gëtt, et wier e Manöver, esou séier wéi méiglech géifen ofgezu ginn. Dat wier en Zeechen, dass effektiv och erëm Vertraue kéint opgebaut ginn.

D'Sanktiounen, also, Dir verstitt, an dat ass net nëmmen hei zu Lëtzebuerg esou, mir hunn eis effektiv jo eng gewësse Strategie ginn, souwuel an der Europäescher Unioun wéi och op anere Plaze mat den Amerikaner, dass effektiv Honnerte Leit u Sanktiounen schaffen. An all Land vun der Europäescher Unioun gëtt dru geschafft an och vläicht doriwwer eraus an anere Regiounen vun der Welt, wou matgehollt gëtt. Dat gëtt e Pak, dee massiv ass. Dir wësst, dass Sanktiounen en Instrument sinn aus der Geschierkëscht vun der Diplomatie, fir zum Beispill militäresch Interventiounen ze verhënneren.

Här Wiseler, Lëtzebuerg ass net hei mat der Rechemaschinn amgaangen ze kucken, ob mer matmaachen oder net. All Land huet do matzemaachen an ech mengen, et ass evident, déi normalste Solidaritéit vun der Welt. Finanzplazen, ech hunn dat scho gesot, si Finanzplazen, och dann dee Moment, mee et gëtt jo ausser de Finanzen och nach aner Voleten, denkt drun: de finanzielle Volet, de wirtschaftleche Volet, den diplomatesche Volet.

Dee Volet, deen natierlech ganz staark am Mëtelpunkt steet, ass dee vun Nord Stream 2. Dir wësst, dat ass e Milliardenprojet, deen decidéiert ginn ass am Kontext vum Austrëtt vun Däitschland aus der Atomenergie, fir dann an enger Iwwergangszäit, an enger Transitiounszäit, Gas ze hunn. Dat ass déi offiziell Erklärung dovunner.

Mee wann Der mech frot, a wat ech och vun däitscher Säit héieren: Wann eng militäresch Interventioun geschitt, da fléisst kee Gas duerch déi Leitung!

Duerfir fir ofzeschlëssen, Här President, géif ech nach eng Kéier soen: Wat mer wëllen an der NATO, an der Europäescher Unioun, als Europäer, a wou Lëtzebuerg ganz staark, esou gutt et kann, versicht matzehëllefen, dat ass, dass eng militäresch Interventioun an der Ukrain verhënnert gëtt. Dat ass den Haaptpunkt.

Dat Zweet, dat ass, dass, wann een d'Deeskalatioun fäerdegbréngt, een d'Sécherheetsbedenke vu Russland net ekartéiert, mee dass een déi seriö hëlt an dass een e Gespréich ubitt, en Dialog ubitt mat der NATO, mat der Europäescher Unioun a mat den Amerikaner selbstverständlech. De President Biden huet dat geschéit gemaach, wéi e schonn am éischte Gespréich mam President Putin gesot huet: „Ech si bereet, Iech nozelauschteren.“ Mir sinn och bereet nozelauschteren an der NATO. Dat muss esou sinn! An dass een dann um Dësch zesumme versicht, an engem Prozess, dee méintelaang kann daueren, fir dann eng aner Sécherheetsarchitektur hinzekréien, déi méi Vertraue gëtt, selbstverständlech op deenen zwou Säiten. Mee et kann een a mengen Aen net higoen a soen: „Hei ass meng Proposition. Wann déi der net passt, da schéissen ech!“ Ech mengen, dat muss vum Dësch sinn.

An dann, wéi ech gesot hunn: D'Prinzipie vun der Inviolabilitéit vun de Grenze vun engem Land an d'Souveränitéit, déi sinn net verhandelbar, domadder kann een net spillen!

Vläicht fir ofzeschlëssen, mee do si mer natierlech total aus dem Kader dovun, wat den Här Wiseler gefrot huet zu Russland, China, Indien: Mir wëssen hoerenee, dass mer an der Europäescher Unioun mat China jo virun engem Joer Sanktiounen decidéiert hunn. Dat war déi éischte Kéier zënter dem Konflikt vun der Tiananmen-Plaz vun 1989. Do ass e Waffenembargo decidéiert gi géint China. Also, et ass déi éischte Kéier, dass mer Sanktiounen decidéiert hunn. Dir wësst, wéi dorobber reagéiert ginn ass, déi ganz Protection des investissements läit flaach. Ech ka mer och net virstellen, dass d'Europaparlament ganz séier dorobber zréckkënn.

Europa huet also reagéiert, huet also gewisen, dass d'Mënscherechtsfro a China eng Fro ass, wou mer net einfach driwwer eweckkucken. Mat Russland hu mer versicht, wierklech och am Kader vun all deene Violatiounen vun de Mënscherechter, déi geschitt sinn, prezis Sanktiounen ze decidéieren. Och dat ass gemaach ginn. Allerdéngs, loosse mer soen, wann een elo kuckt, wat d'Resultat dovunner ka sinn, ass et dat, dass een ëmmer méi an eng Welt erakënn, wou ee grouss Divergenzen huet tëscht den Amerikaner an de Chinese fir alles, wat Wirtschaft ugeet.

Mir riskéieren do, dass d'Welthandelsorganisatioun an zwee gespléckt gëtt, dass et déi eng Saach de Camp vu China gëtt, déi aner Säit de Camp vun Amerika, déi net méi openeen zouginn, wat dramatesch géif gi fir d'Ekonomie op der Welt. A wann ech soe fir d'Ekonomie, dann ass dat och alles, wat domadder zesummenhänkt um soziale Plang.

An op déi aner Manéier gesi mer jo och ëmmer méi - dat hu mer an deene leschten Deeg nach gesinn -, dass China a Russland eigentlech eng Allianz hu géint - wann ech dat esou dierf soen - déi westlech Welt, mat de Konsequenzen, déi dat natierlech och mat sech bréngt.

Voilà. Ech hu probéiert, fir Iech konkreet ze äntwerten op déi eng Froen, op déi aner, déi méi grouss Froen, do komme mer nach eng Kéier drop zréck. Mee ech hu mäi Bescht ginn, fir dass Der vläicht verstanen hutt, wat ech wollt soen.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci dem Här Ausseminister Jean Asselborn. Dese Punkt ass elo ofgeschloss.

### 13. Interpellation de M. Marc Hansen sur la médecine environnementale

De leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtten ass d'Interpellatioun vum Här Marc Hansen iwwert d'Ëmweltmedezinn. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Jean-Marie Halsdorf, d'Madamm Carole Hartmann, d'Madamm Cécile Hemmen, den Här Jeff Engelen, d'Madamm Nathalie Oberweis an de Sven Clement. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Marc Hansen.

#### Exposé

**M. Marc Hansen** (déi gréng), interpellateur | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, laang Zäit ass de Bläi aus de réimesche Waasserleitungen als e méigleche Grond vum Ënnergang vum Réimesche Räich konservéiert ginn. Dës populär Theorie, dass duerch massiv Vergëftungerscheinungen d'Reimer souwuel kierperlech wéi och psychologesch esou grouss Schied dovunner gedroen hätten, dass d'Keeserräich net méi ze regéiere war, huet sech mëttlerweil als ze simplistes, erausgestallt. Nei Erkenntnisser weisen nämlech, dass de Bläi selwer héchstwahrscheinlech keen Afloss op d'Gesondheet vun de Réimer hat, awer wuel dat am Bläi enthaltent Halbleitend Antimonium, dat schonn a kleng Quantitéiten extreem totesch ass an Duerchfall, Erbriechen, Liewer-, Nieren- an Häerzschied ka provozéieren.

Ob doduerch d'Reimescht Räich ënnergaangen ass, sief dohigestallt. Fakt ass awer, dass et krankmaachend Ëmweltgëfter net eréischt zanter der Industrialisierung gëtt, och wa se zanterhier vill méi heefeg optauchen. E gudd Baubiolog hält de Réimer also duerchaus vill Misär kënnen erspueren.

Här President, haut ass et jiddefalls onëmstridden, dass d'Problematik vun den Ëmweltafloss op d'Gesondheet vun de Mënschen immens breet gefächert ass. Esou gëtt et Krankheeten, déi eng

kloer Source hunn, wéi zum Beispill d'Seveso-Krankheet duerch Dioxin, d'Itai-Itai-Krankheet duerch Kadmium, d'Minamata-Erkrankung duerch de Quecksëlwer, awer och Effeten op d'Gesondheet duerch Radioaktivitéit no Atomreakteronglëcker wéi Tschernobyl oder Fukushima.

Mee d'Sourcë vun Ëmweltkrankheete sinn net ëmmer Katastrophen. Déi manner siichtbar, déi awer ëmmer méi Leit krank maachen, si verstoppte Stoffe, deene mir alleguer am Alldag begéinen. Ëmweltgëfter kënnen eng Roll als Cofacteur bei Kriibs, Longenerkrankungen, Häerz- a Kreeslafproblemer, Allergien a villen anere Krankheitsbiller spillen.

Offt ass et d'Resultat vu komplexen Interaktiounen tëschent verschiddene Belaachtungen an der individueller Empfänglecheit vun deenen eenzelne Mënschen. Duerfir ass d'Ëmweltmedezinn och eng ganz personaliséiert Medezinn.

Dir Dammen an Hären, laut WHO ass e groussen Impakt vun der Ëmwelt op d'Gesondheet vun de Leit duerch vill Studie bewisen. Eng aktualiséiert Analys vun 2016, „Preventing disease through healthy environments. A global assessment of the burden of disease from environmental risks“, weist, dass 24 % vun den Doudesfäll weltwäit an 28 % bei de Kanner ënner fënnf Joer op verännerbar Ëmweltfacturen zréckzeféiere sinn.

Ëmweltrisikofacturen wéi Loft-, Waasser- a Buedemverschmutzung, Expositioun vu cheemesche Substanzen, Klimawandel oder Stralung favoriséieren méi wéi 100 bekannte Krankheeten oder Traumatismen. Beim Kriibs estiméiert d'WHO, dass d'Unzuel vun neien ëmweltbedéngte Fäll an den nächsten zwéi Joerzéngegen em 70 % kéint steigen. Och wann d'Cancerogenitéit vun den Ëmweltfacturen schwéier ze bestëmmen ass, hält d'WHO eng Klassifizierung a jour an estiméiert, dass een dës nei Fäll vu Kriibs duerch Preventiounsmoosnamen an eng Reduktioun vun der Expositioun em 30 bis 50 % kéint reduzéieren.

E stabillt Klima, propper Loft, Waasser an Ofwaasser, gutt Hygiène, sécher Notzung vu Chemikalien, Schutz viru Stralung, gesond a sécher Aarbechtsplazen, gesond landwirtschaftlech Praktiken, sécher Liewensmëttel, Stied mat engem gudden baubiologeschen Ëmfeld an eng konservéiert Natur sinn alles Viraussetzung fir eng gutt Gesondheet.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Ëmweltmedezinn huet awer och sozial Aspekter a gehéiert an de Gesamtkontext vun engem solidaresche Gesondheetssystem. Dat heescht, se muss fir jiddereen zougänglech sinn, net just fir Leit, déi sech eng adequat Prise en charge kënnen leeschten, well oft sinn et grad déi, déi dës finanziell Méiglecheiten net hunn, déi an engem Ëmfeld liewen oder schaffen, an deem se potenzielle Krankmaacher ausgesat sinn.

En niddregt Akommes begënschtegt oft och eng Ernährung, déi präiswäert an duerfir dacks industriell ass, also mat Zousatzstoffe, an deemno och krank ka maachen, wéi e rezente Bericht vun der franséischer Assemblée nationale weist, deen zur Konkusioun kënn, dass Nitrit-Salzer an der Charcuterie dowéinst verbuede gehéieren. Ech hunn an deem Zesummenhang och eng entsprechend parlamentaresch Fro un Iech, Madamm Ministesch, gestallt.

Dëst ass just ee Beispill ënner Honnerte vu krankmaachende Substanzen, déi sech an eisem Alldag verstoppen. Och global gesi ginn et Ongläicheiten virun den Ëmweltgëfter. Fir Médecins du Monde ass d'Ëmwelt ee vun de Parametere, déi sozial Ongläicheiten an der Gesondheet generéieren. Dacks sinn et déi vulnerabel Bevëlkerungsschichten an déi sozial benodelegt Mënschen, déi am meeschten ënnert den Ëmweltnuisancé



leiden. Médecins du Monde begleet déi betrafte Populatiounen, fir den Impakt op hir Gesondheet ze reduzéieren. Parallell dozou insistéiere si drop, fir d'sanitär Bedingungen ze verbesseren, den Zougang zu propprem Waasser ze féerden oder den Ursprung vun der Toxizitéit ze verbidden.

Mee vu wéi ville Betreffene schwätze mer iwwerhaapt? Den däitsche Berufsverband vun den Ëmweltmedezinner schätzt, datt 5 % vun der Bevëlkerung an der EU vun Ëmweltmedezinneschen Erkrankungen betraff sinn. An 0,5 %, dat heescht plus/minus 3.200 Persounen zu Lëtzebuerg, wärend souguer vun enger ausgeprägter Chemikalienempfindlechkeet betraff, soudatt se deeglech Symptomer hätten.

An enger Studie aus dem Ontario a Kanada, „Final report of the task force on environmental health“, ass festgestallt ginn, datt 6 vun 100 Persounen iwwer zwielef Joer op d'mannst vun enger Ëmweltpathologie wéi myalgisch Enzephalomyelitis, chronesch Erschöpfungssyndrom, Fibromyalgie, Ëmweltempfindlechkeet oder multipel Chemikaliensensitivitéit betraff sinn.

Trotz der grousser Unzuel vu Betreffene sinn dës komplex chronesch Krankheeten net genuch unerkannt, erfuerscht, verstanen a behandelt ginn.

**Une voix | Très bien!**

**M. Marc Hansen** (déi gréng), interpellateur | Oft feelt et u Wëssen, Ressourcen an Ënnerstützung, déi fir d'Betreiung vun deene Persounen néideg wäeren. An an de meeschte Fäll ass déi ugebuede Betreiung fir d'Patienten an hir Famill net hëllefbräich. Et ass awer eng immens Belaaschtung, wann ee sech permanent schlecht fillt an net onbedéngt weess, firwat.

Här President, och wann d'Ëmweltmedezinn sech eréischt an de leschte Joerzénge esou richteg developpéiert huet, gëtt et awer scho ganz laang Behandlungen fir Patienten, déi Krankheeten hunn, déi duerch de reegelméisseg Kontakt mat Polluanten zustane kumm sinn.

Kueren um Mier oder an de Bierger si schonn zanter Joerhonnerten eng Méiglechkeet, fir Polluanten oder Allergeenen aus de Féiss ze kommen an dem Kierper ze erlaben ze recuperéieren a sech ze entgëften. Deemoos waren dat déi éischt „clean units“. Haut sinn och dës Plazen net méi fräi vun unerwünschten Ëmweltaflëss.

Déi modern Ëmweltmedezinn, wéi mer se haut kennen, huet hiren Ursprung an den 1980er-Joren. Eng vun den Haaptwurzelen hat se an der Ëmweltbewegung a war eng Reaktioun op d'Veronsécherung vu breeden Deeler der Bevëlkerung duerch spéit erkannte Gesondheetseffekter opgrond vun Ëmweltverännerungen, Produktiounsweisen oder Konsumverhalten, déi virdrun als onbedenklech agestuift gi waren.

Déi doraus gewonnen Erkenntnisser an doduerch gesteigert Sensibilitéit fir d'Follge vun anscheinend klengen Ëmweltbelaaschtungen hunn zu enger Neibewäertung gefouert. D'Ëmweltmedezinn vun haut ass en interdisziplinäert Fachgebitt, dat sech mat der Erfuerschung, Erkennung, Behandlung a Preventioun vun Ëmweltbedéngten an Ëmweltassoziierte Gesondheitsstéierunge befaasst. Si beschäftegt sech mam Afloss vun Ëmweltfacteuren op d'Gesondheet vun eenzelne Persounen grad wéi op d'Gesellschaft am Allgemengen.

D'Ëmweltmedezinn baséiert op dem Ursach-Wirkung-Prinzip tëschent dem Ëmfeld an der mënschlecher Gesondheet. Déi exogene Facteuren, déi Ëmweltmedezinnesch Krankheitsbiller verursaachen, grad wéi hir Quellen, kënnen ganz ënnerschiddlech

sinn. 70-80 % vun de Patienten an Ëmweltmedezinnescher Praxe sinn a Kontakt mat Bannerraumschuedstoffer a -reizstoffer. Hei gëtt et dräi Haaptsubstanzgruppen: cheemesch Stoffe wéi Asbest, Schwéiermetaller, chlororganesch Verbindungen, Noxen, Planzeschutzmittelen oder Perturbateuren endocrinien, physikalesch Aflëss wéi Kaméidi oder elektromagnétesch Felder a biologesch Facteuren wéi Pollen, Schimmelpilz oder Zecken, déi Borreliose kënnen iwwerdroen.

D'Ëmweltmedezinn, déi als Zil huet, datt d'Leit net krank ginn, respektiv datt déi, déi krank sinn, erëm gesond ginn, deelt sech an zwee Beräicher op: déi primär Ëmweltmedezinn an déi klinesch Ëmweltmedezinn.

D'primär Ëmweltmedezinn ass éischer preventiv an epidemiologesch orientéiert an huet Liene mat der Aarbechtsmedezinn an der Hygiène. Et geet drëms, Ëmweltgéifter op e Minimum ze reduzéieren respektiv ze eliminéieren, fir datt se net méi kënnen schueden. Et geet ëm Geforevermeidung, Risikoeerkennung a Risikoofwier.

Dat ass net nëmme d'Aufgab vun enger Santé, mee den Ëmweltministère, d'Agrikultur an de Verbraucherschutz sinn zum Beispill och betraff. Duerfir ass et och esou wichteg, datt mer eis ambitiéis Waasser-, Loft- a Buedeschutzgesetzter ginn.

D'klinesch Ëmweltmedezinn ëmfaasst déi individuell medezinnesch Versuergung vun Eenzelpersounen mat Gesondheitsbeschwerden a medezinneschen Analysen, déi op Ëmweltfacteuren zrëckgefouert kënnen ginn. Dobäi mussen souwuel déi individuell Empfindlechkeet vun de Betreffene wéi och déi besonnesch Eegeschafte vu komplexen Aflëss berücksichtegt ginn. Dat heescht, datt all Persoun anescht op Ëmweltaflëss reagéiert. Eng optimal Ëmweltmedezinnesch Berodung ass also nëmme mat enger multidisziplinärer Ekip méiglech, déi och am Austausch mam Patient steet.

Dir Dammen an Hären, aus all dese Grënn hu sech déi gréng och de Kampf géint déi verstoppte Krankmaacher an eisem Alldag an d'Behandlung vu Betreffene schonn ëmmer op de Fändel geschriwwen.

**Une voix | Très bien!**

**M. Marc Hansen** (déi gréng), interpellateur | Dëst kann een an eise Walprogrammer, parlamentaresche Froen a Rieden an Artikelen zum Thema Ëmweltmedezinn noliesen.

Fir de Punkt ze maachen, wou Lëtzebuerg haut no ville Jore steet, mee och fir gewuer ze ginn, wéi et konkret weidergeet, hunn ech dës Interpellatioun mat der Ënnerstützung vun der grénger Fraktioun ugefrot.

De Wee an de Regierungsprogramm huet d'Ëmweltmedezinn 2004 gepackt, wéi e Service national de la médecine de l'environnement sollt geschaaft ginn. 2009 stoung dunn am Koalitionsaccord vun CSV an LSAP, datt d'Initiativen an d'Aktivitéite solle weidergefouert ginn. Mat der Participatioun vun deene Grëngen ass et dunn 2013 méi a Richtung Gesamtkonzept gaangen.

De Service national de médecine de l'environnement sollt mat de Servicer vun der Aarbechtsmedezinn, dem Laboratoire national de santé, dem Centre de recherche publique an der Ëmweltambulanz zesummeschaffen. An de Service vun der Ëmweltmedezinn sollt an d'Division de la sécurité du travail integréiert ginn, den haitege Service de la santé au travail et de l'environnement.

Am Koalitionsaccord vun 2018 ass du prezisiéiert ginn, datt d'Ëmweltmedezinn soll duerch eng ambulante

stationär Offer vu klinesch Ëmweltmedezinn am Spidol komplettéiert ginn, fir d'Patienten mat schwéiere Verleef an engem schuedstofffräiem Ëmfeld, deene sougenannte „clean units“, kënnen ze betrieien.

D'Ëmweltklinik gouf och schonn am Plan hospitalier vun 2018 festgehalten.

Do dernieft hält deen aktuelle Koalitionsaccord och fest, datt fir déi nei Therapieméiglechkeeten eng Nomenclature, Tariffer an hir Remboursementer festgeluecht solle ginn.

Ausserdeem ass virgesinn, datt d'Analysen, fir déi cheemesch, mikrobiologesch an elektromagnétesch Polluanten ze detektéieren, mussen erëmbezuelt ginn. Nëmme esou ka garantéiert ginn, datt net just Leit mat engem décke Portmonni et sech kënnen leeschten, vun engem Ëmweltmedezinner behandelt ze ginn.

Natierlech gëtt an der Ëmweltmedezinn och gutt forméiert Personal gebraucht. Dofir ass et wichteg, zu Lëtzebuerg eng Basisformatioun an eng Formation continue opzebauen.

Schlussendlech, fir all d'Aspekter vun der Ëmweltmedezinn kënnen ze regroupéieren, soll eng interministeriell Plattform gegrënnt ginn, wou d'Ministere vun der Santé, vun der Sécurité sociale, dem Travail, der Ëmwelt an der Landwirtschaft eng national Strategie en matière de santé environnementale sollen ausschaffen.

Dir gesitt, laut dem aktuelle Koalitionsaccord soll d'Ëmweltmedezinn systematesch vun der Basis hier opgebaut a weiderentwéckelt ginn. Allerdéngs ass et mir a menger Fraktioun net ganz kloer, a wéi eng Richtung et geet. Ier ech dorop aginn, wéilt ech awer fir d'éischt e Bléck no hanner geheien an op d'Situatioun agoen, wéi se sech zu Lëtzebuerg stellt.

Scho Mëtt den 90er-Joren huet d'Politik ugefaangen, sech méi systematesch Gedanken iwwert d'Ëmweltaflëss op d'Gesondheet vun Mënsch ze maachen an éischt Mesuré geholl. Esou ass 1994 de Service de la médecine de l'environnement gegrënnt ginn.

Enn den 90er-Joren ass am LNS de Service surveillance biologique et hygiène de l'air gegrënnt ginn, deen haut Service de surveillance biologique et hygiène du milieu heescht an dee sech op d'Detektatioun vun Elementer a cheemesche Stoffe am Haushalt konzentréiert.

Am Joer 2000/2001 gouf Formatioun an der Ëmweltmedezinn ugebueden, wou 25 Persounen drun deelgeholl hunn. Leider war dës Formatioun eemoleg. Vill Leit, déi deemoos d'Formatioun gemaach hunn, exercéieren haut net méi. Hei stellt sech d'Fro, firwat dës Formatioun net reegelméisseg ugebuede ginn ass an ob mat den Absolventen e Suivi gemaach gouf, fir d'Pertinenz vun der Formatiounsinhalt op hir Aarbecht mat de Patienten ze evaluéieren.

An 2015 ass de Service de la médecine de l'environnement an d'Division du travail an der Division de la santé au travail et de l'environnement zesummegeleecht ginn. Zesumme mam LNS forméieren déi zwee e wichtegen Outil, fir d'Pollutioun innerhalb vu Gebaier ze analyséieren.

An de Betriber gi Bilane gemaach iwwert d'Expositioun vis-à-vis vu geféierleche Substanzen, mam Zil, de Risiko vu Berufskrankheeten ze minimiséieren. Et ginn awer och Analysen an de Privathaiser gemaach, wou de längere Kontakt mat Substanzen wéi Formaldehyd, Permethrin, Feierschutzmittelen, Phthalaten oder Schwéiermetaller zu Allergien, chronesch Irritatiounen oder anere Gesondheitsproblemer ka féieren.

An der Zesummenaarbecht mat anere Servicer ginn awer och d'Liewensmëttelen op de Mäert op Schwéiermetaller oder Allergene kontrolléiert. An d'Sich no Phthalaten an de Spillsaachen an anere Kannerartikelen erlaabt et, Kanner virun enger vun de grousser Quelle vu Perturbateuren endocriniens ze schützen.

De Regruppement vun all dësen Analysen am LNS erlaabt et, qualitativ héichwäerteg a standardiséiert Resultater ze kréien, mat deenen en Ëmweltpert oder en Dokter d'Quell vun der Pollutioun erausfanne kann.

D'Interpretatioun vun de Resultater ass awer alles anescht wéi einfach, well d'Konzentratioun vun de geféierleche Stoffen kleng ka sinn an d'Kausalitéit net ëmmer einfach hierzestellen ass.

Ee Projet, dee laang gutt funktionéiert huet, ass dee vun der Ëmweltambulanz aus dem Gesondheitsministère, déi bei Betriber, awer och bei Privatleit geet, wann e Verdacht op Ëmweltgéifer besteet. D'Privatpersounen kréien déi Analyse rembourséiert, wa se e Rezept vun engem Dokter dofir hunn.

No enger Visitt ginn dann zesumme mam LNS Analyse gemaach, dat souwuel am Haus wéi och bei de Leit. Leider stagnéiert d'Aktivitéit vun der Ëmweltambulanz oder ass souguer réckleefeg, wat wierklech bedauernswäert ass. Dëst geet aus der Äntwert vun der Ministesch op eng parlamentaresch Fro vu menger Fraktiounskolleegin Josée Lorsché a vu mir selwer ervir.

Bei de Privathaiser waren et 2017 206 Visitten, 2018 92, 2019 72 an 2020 37. 2021 si se elo op 51 Visitten. D'Erklärung fir dës Situatioun wär eng Baisse vum Personal am Service de l'environnement an eng Restrukturierung beim LNS. Leschten Informatiounen no ginn d'Analysen och net méi mat enger Interpretatioun un d'Leit weidergeleet, soudatt d'Leit an d'Dokteren zwar wëssen, wéi eng Substanz present ass, awer net méi wëssen, aus wéi engem Material bei de Leit am Haus dës kéint stamen.

Idealerweis misst e Spezialist a Banneraumschuedstoffsystematesch bei d'Leit heemgoe fir ze kucken, aus wéi engem Baumaterial an der Wunneng de problematesche Schuedstoff ka stamen, a Propose maachen, fir dës Baustoff am Idealfall ze ersetzen.

Wichtig wär awer och, datt déi, déi d'Analyse maachen, dat heescht d'Mataarbechter vun LNS, sech mat de Patienten austauschen, ier se d'Analyse maachen. Bei esou enger Anamnees kënnen nämlech wichtig Hiwaiser vun de Patientene kommen, déi de Choix vun den Analyse kënnen orientéieren.

Bei engem Gespréich mam LNS hu mer dann och erkläert kritt, datt si sech dëser Problematik bewosst sinn a wëllen Ännerungen an deem Sënn an hire Prozedure virhuelen. D'Fro, déi sech hei stellt, ass, ob geplangt ass, de Service de l'environnement personnel esou opzestocken, datt erëm méi Visitte vun der Ëmweltambulanz kënnen gemaach ginn an datt déi betrafft Leit erëm eng cibléiert Berodung kënnen kréien.

Dir Dammen an Hären, et gesäit een, datt zu Lëtzebuerg den Akzent haaptsächlech op d'Analys vun den Ëmweltgéifer geluecht ginn ass. D'Interpretatioun vun de Resultater, d'Diagnos an d'Traitement vun Ëmweltkrankheete bei eenzelne Leit si bis haut weineg vun Staat geférdert ginn, an dëst, obwuel 5 % vun der Bevëlkerung betraff sinn, an 0,5 % staark. déi gréng verstinn eigentlech net, firwat et an deem Dossier net virugeet.

D'Decisioun, datt d'Ëmweltklinik, wou och klimesch Ëmweltmedezinn soll praktizéiert ginn, soll an de CHEM kommen, ass scho Mëtt 2019 vun deemolege

Gesondheitsminister Étienne Schneider geholl ginn, deen deemools de Projet vum CHEM engem änleche Projet vun den Hôpitaux Robert Schuman virgezunn huet. Bis dat net Südspidol steet, soll e Provisorium um Site Nidderkuer entsto.

Um Internetsite vum CHEM konnt een dann och Enn 2019 noliesen, datt de Service vun der Ëmweltklinik op enger Surface vun 200 Meterkaree géif entstoe mat zwee „clean rooms“. Dat sinn Zëmmeren, déi géint all extern Aflëss, environmentaler grad ewéi elektromagnéitescher, ofgeschott sinn - souzesoe „baubiologesch neutral“.

Ausserdeem solle sechs Raim fir ambulant Consultatiounen, eng Salle d'attente, zwee multifunktionell Säll fir ambulant Traitement a weider therapeutesch an administrativ Raimlechkeeten entsto. Dat sollt Enn 2021 funktionsfäeg sinn, wat jo manifestement net de Fall ass.

An der Äntwert vum 24. Mäerz 2021 op d'parlamentaresch Fro Nummer 3705 vu menger Fraktiounskolleegin Josée Lorsché a vu mir zu der Entwécklung vun der Ëmweltmedezinn, wéi se am Koalitionsaccord festgehalten ass, hutt Dir, Madamm Ministesch, eis geäntwert, datt duerch d'Covidpandemie den initiale Planning, fir d'Ëmweltklinik Enn 2020 oder Mëtt 2021 zu Nidderkuer opzemaachen, net konnt respektéiert ginn, mee datt déi éischt Patienten Enn 2023 kéinten zu Nidderkuer empfaange ginn.

Aus där Äntwert goug och ervir, datt et nach net kloer ass, ob se soll an dat besteeënd Gebai kommen oder an eng nei gebauten Annex. Do wär nach eng Etüd d'implémentation ënnerwee.

Ausserdeem huet Dir eis an deem Kontext och informéiert, datt de CHEM vu Spezialisten aus der Ëmweltmedezinn a vun Associatiounen aus deem Beräich berode gëtt.

Da soll de CHEM och op d'Expertis vun engem internationale Spezialist zrëckgräifen, fir e medezinnesch Konzept op d'Been ze stellen, an e Baubiolog aus dem Ministère de l'Énergie soll de Projet „clean unit“ begleeden, wat d'Baumaterialie betrëfft.

Duerfir meng Fro un Iech, Madamm Ministesch, wou déi Étude d'implémentation drun ass an ob mer am Planning leien, datt mer d'Diere vun der Ëmweltklinik mat der „clean unit“ an engem kohärente Konzept fir klimesch Betreuung vun de Patienten Enn 2023 kënnen opmaachen.

No de rezenten Aussoe vum CHEM-Direkter am RTL-Journal schéngt mer hei jiddefalls Handlungsbedarf ze bestoen, well souwuel de stationären Ëmweltservice wéi déi ambulant Behandlungsméiglechkeete vum CHEM-Direkter a Fro gestallt ginn. Dëst ass erstaunlech, well et ass op Basis vun engem Projet vum CHEM, deen dës stationär an ambulant Servicer beinhalt, wou de CHEM de Service national de la médecine environnementale attribuéiert kritt huet.

En zweete Projet fir eng Ëmweltklinik war vum HRS agereecht ginn. Och dës Projet hat „clean rooms“ virgesi souwéi eng insgesamt baubiologesch neutral Bauweis vun ganze Service. Elo, wou de CHEM sech wëllt aus dem Projet zrëckzéien, wier et eventuell eng Alternativ, d'Ëmweltklinik dann awer um Kierchbiereg ze realiséieren.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll net falsch verstane ginn: déi gréng begrëssen et ausdrécklech, datt d'Ëmweltmedezinn zu Lëtzebuerg op breet Féiss soll gestallt a vun ennen erop organiséiert ginn. A mir kënnen allgemeng mam Konzept vum CHEM, am Zesummespill mat der Uni a mam LNS, averstane sinn, well dee souwuel d'Consultatioun vum Patient, d'Formatioun vum medezinneschen a Fleegepersonal

souwéi d'Recherche matenee verbënnt a fir d'Médecine environnementale e faktesbaséiert Kader schafft.

Et ass och gutt, datt ab Abrëll 2022 am CHEM Consultatiounen vu Spezialisten sollen ulafen. An et ass och wichtig, datt e Labo mat am Boot ass, deen an dës spezifeschen Analyse spezialiséiert ass.

D'Chance, datt d'Uni.lu och mat participéiert, garantiert d'Formatioun an d'Formation continue a bitt och d'Méiglechkeet, fir Fuerschung am Beräich vun der Ëmweltmedezinn ze bedriewen. Et brauch och e Réseau vun Dokteren an anere Professions de santé am Extrahospitalier-Beräich, déi eng gutt Ausbildung an der Ëmweltmedezinn hunn. An all déi aner sollen och op de Sujet sensibiliséiert ginn.

Als Verrieder vun der grénger Fraktioun kann ech awer schwéier novollzéien, firwat dëst Konzept net scho laang ausgeschafft ginn ass, well et ass jo net un zousätzlech Raimlechkeete gebonnen. Wéi ass et méiglech, datt zanter der Decisioun, datt d'Ëmweltklinik an de CHEM soll kommen, dat do net scho laang steet?! Dat, wat de CHEM, Uni.lu an den LNS elo presentéieren, hätt och schonn 2020 kënnen presentéiert a lancéiert ginn.

**Une voix | Très bien!**

**M. Marc Hansen** (déi gréng), interpellateur | Wat bei eis awer am meeschten Onverständnis ervirriff, ass, datt am Dossier Ëmweltklinik wichtig Zäit verluer gaangen ass an hir Realisatioun en tant que tel alt erëm a Fro gestallt gëtt. Ech muss soen, datt dës Entwécklung déi gréng extrem beonrouegt. Ech denken allerdéngs, net nëmmen eis!

Duerfir wëllt ech gär vun Iech, Madamm Gesondheitsministesch, wëssen, ob a wéini datt dës Infrastrukturen, déi am Koalitionsaccord stinn, dann iwwerhaapt realiséiert solle ginn an ob et schonn entsprecheend Kontakter mam CHEM a mam HRS goufen, fir iwwert déi rezent Revirementer ze schwätzen a wat d'Konklusiounen sinn, wann et der da scho gëtt.

E weidere Problem ass, datt et nach keng remboursabel Tariffer fir Analysen an Traitement zu Lëtzebuerg gëtt. Dëst ass problematesch, well dës oft deier sinn an domat just Leit, déi sech et leeschte kënnen, zur Verfügung stinn, wat de facto eng Zweeklassesmedezinn duerstellt an net dem solidaresche Gesondheitsmodell entsprécht, dee mir Gréng eis virstellen.

Duerfir wëllt ech dann och vun Iech wëssen, Madamm Ministesch, wéini mat enger Propos fir eng Nomenclature vum entsprecheende Groupe de travail ze rechnen ass, esou wéi dat an der Äntwert op eng parlamentaresch Fro mengersäits annoncéiert gouf.

Fir eng komplett, héich qualifizéiert a faktesbaséiert Ëmweltmedezinn zu Lëtzebuerg opzebauen, brauch et awer och eng gutt Formatioun a Fortbildung, an dat net nëmme bei de Medezinner, mee och beim Fleegepersonal. An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro goug rieds vun enger éischer Formationsronn am éischte Semester 2022. Duerfir meng Fro, ob deen Timing kann agehale ginn an ob gegebenefalls schonn Interessente sech konnten umellen. A wa jo, wéi vill?

Schlussendlech wëllt ech dann och nach wëssen, wéi et ëm d'Plateforme interministérielle steet, déi déi national Strategie an der Ëmweltmedezinn soll ausschaffen. Wéi ass den Experten hir Aschätzung zum Revirement an der Positioun vum CHEM?

Här President, Dir Dammen an Hären, ofschléissend wëllt ech soen, datt mer, esou wéi dat och am Koalitionsaccord festgehalten ass, d'Méiglechkeet an



och d'Moyenen hunn, fir zu Lëtzebuerg d'Ëmweltmedezinn an hirer Globalitéit weiderzëentwéckelen.

Den Extrahospitalier-Beräich muss hei déi éischt Ulafstell si fir Patiente mat Ëmweltkrankheeten. Wichtig ass, dass ee vun Ufank u richteg orientéiert gëtt an net vun Dokter zu Dokter muss lafen, ier een d'Méiglechkeet vun enger Ëmweltkrankheet an d'A fasst. Duerfir ass et extrem wichtig, dass d'Thematik vun der Ëmweltmedezinn net just fir interesséiert Gesondheitsberuffer do ass, mee méiglechst zur Grondausbildung soll gehéieren.

Wann de Patient méi déifgräifend Analysen an Traitementer brauch, ass et wichtig, en ambulante Service an engem Spidol ze hunn, wou de Patient en charge ka geholl ginn. A wann en duerch seng Krankheet net méi kann a sengem gewinnten Ëmfeld wunnen oder schaffen, brauch et eng Ëmweltklinik, déi baubiologisch neutral ass, wou de Patient kann ouni Ëmwelt-aflëss ënnersicht a behandelt ginn an och während enger längerer Zäit ka bleiwen.

déi gréng sinn ausserdeem der Meenung, dass d'Ëmweltmedezinn fir jidderee muss accessibel sinn. Duerfir ass et dréngend, dass sech mat de betraffene Gesondheitsberuffer zesummesat gëtt, fir eng Nomenclature, Tariffer an hir Remboursementer auszeschaffen an déi ze applizéieren, fir dass net nëmme déi Leit an de Genoss vun enger Ëmweltmedezinnescher Behandlung kommen, déi déi néideg Suen dofir hunn.

Zu engem Gesamtkonzept gehéiert, wéi gesot och, d'Formatioun, d'Fuerschung an e spezialiséierte Labo. Mat der Ëmweltklinik am CHEM, der Uni an dem Centre de recherche um Belval a mam LNS zu Dideleng hu mer all déi wichteg Acteure beieneen, fir kënnen zesumme mat den Ëmweltmedezinner aus dem Exhospitalier eng wëssenschaftlech baséiert Ëmweltmedezinn fir all eis Bierger zu Lëtzebuerg an - firwat net? - doriwuer eraus weiderzëentwéckelen. All Weiche si gestallt. Mir mussen den Zuch awer och zäitno un d'Rulle bréngen.

An deem Sënn soen ech Iech, Madam Ministesch, am Virus Merci fir Är Explikatiounen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Hansen.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Jean-Marie Halsdorf agedroen. Här Halsdorf, Dir hutt d'Wuert.

**Débat**

**M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV) | Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, fir d'alleréischte och e Merci un den Här Hansen, deen am Numm vun der grénger Fraktioun dës Interpellatioun iwwert d'Ëmweltmedezinn hei an der Chamber lancéiert huet.

Et ass net déi éischt Interpellatioun hei an deem Beräich, well wann ech zrëckkucken - ech wollt e kleng Réckbléck maachen -, gesinn ech, dass mer an den 90er-Joren oft iwwert d'Problematik an deem Haus hei geschwat hunn. A wéi och den Här Hansen et gesot huet, gouf 1994 de Service de médecine environnementale geschaaft, an dat selwecht Joer och d'Ëmweltambulanz. Dat war eng gutt Iddi deemools.

Et ass gesot ginn, déi missten dann d'Privat- an d'Aarbechtsplazen op Schuedstoff ënnersichen. An do huet mussen e Schreiwes vun Dokter do sinn, dann huet dat wonnerbar fonctionéiert. An deene Joren, ech mengen, dat huet den Här Hansen och gesot, ass och d'Ausbildung an der Ëmweltmedezinn lancéiert ginn.

A mir hunn dann och méi of hei an der Chamber, wéi gesot, vun Ëmweltgesondheetsschied geschwat. Ech ka mech un eng Kéier erënneren, et goung ëm d'chronesch Belaaschtung duerch Pollutioun an de Gebaier. Mir hunn hei iwwert de Kaméidi geschwat, deen do wär. An do misst eng Kaart opgestallt ginn, Point-noiren, wou dann dee meeschte Kaméidi ass.

Ech erënnere mech och gutt un eng Interpellatioun aus dem Joer 2001, also vu viru méi wéi 20 Joer, wou mer iwwert déi elektromagnéitesch Wellen, also den Elektromog, d'Héichspannungen, d'Héichfrequenzinstallatiounen, deemools den DECT-Telefon, d'GSM-Antennen an esou weider hei diskutéiert hunn.

An et ass ëmmer dat selwecht gesot ginn: „Mir mussen eppes maachen“, well déi kënnen allegueren, dat war dann den Tenor, „qui peuvent d'être cancérigène pour l'homme“. An d'OMS oder d'WHO - wéi ee se och wëllt nennen - huet deemools och schonn als Referenz gedéngt.

Wann ech haut zrëckkucken, an ech hunn dat zrëckgelies, wat do geschitt ass par rapport zu deenen 20 Joer, wat dann do realiséiert ginn ass, da muss ech soen: Et ass net alles esou komm, wéi mer dat gemengt hunn!

Et ass kloer, elektromagnéitesch Stralunge „peuvent être cancérigènes“, huet et jo geheescht. Haut heescht et souguer esou - an AKUT huet dat lancéiert, mengen ech, dat war virun een, zwee Joer -, dass d'Stralunge vun den Handyen a vum WLAN net nëmme verantwortlech fir gesondheetlech Problemer beim Mënsch wären, mee se wären och nach fir d'Insektstierwe mat responsabel. Si hu sech do op eng 80 wëssenschaftlech Etüde beruff. Mee anscheinend ass et awer esou, dass d'Däitsch Bundesamt fir Stralenschutz dat refutéiert a seet, dat wär alles net ganz kloer.

Bon, ech weess, et ass ëmmer viles kontrovers am Ëmweltberäich. An esou ass et och bei der Petitioun 1560, déi mer hei diskutéiert hunn am Abrëll 2020, wéi och de 5G direkt hei endgültig sollt gestoppt ginn. Deemools ass geschwat ginn, dass soll eng Kreatioun gemaach gi vu Zone-blanchen, dat heescht Zonen, wou d'Mënsche kënnen sinn a wou keen Telefon ass, keen Internetsreseau ass. Mee do gëtt och gesot, déi wëssenschaftlech Basis dofir wier relativ dénn!

Gutt. Ech weess, Ëmwelt-Mënsch, d'Interaktioun ass komplex. Awer eng Konstant ass ëmmer do, dat ass, dass d'WHO ëmmer als Referenz do ass. Dofir wollt ech och dann ufänken, andeem ech méi an den Detail eraginn, fir e puer Beispiller ze nenne vun Ëmweltkrankheeten, déi vun der WHO unerkannt sinn. Dat sinn zum Beispill: d'multipel Chemikaliensensibilitéit, de chronesch Middegkeetsyndrom, déi elektresch Hypersensibilitéit, déi sougenannt „building-related illnesses“, an dann och e „sick building syndrom“ oder d'Fibromyalgie.

Et gëtt also hei zu Lëtzebuerg en Existant an dem Spannungsfeld Mënsch-Ëmwelt-Ëmweltkrankheeten-Ëmweltmedezinn, an dee gëllt et ze analyséieren an ze verbessern. Dat, mengen ech, wëllt all Politiker. D'Politik huet a sech do en Instrument, fir dat ze maachen, dat ass eeben de Regierungsprogramm! Dofir wollt ech dann op e puer Punkte vum Regierungsprogramm agoen aus dësem Beräich.

Am Regierungsprogramm steet fir d'éischt emol d'Schafung vun engem Service national de médecine de l'environnement. Da steet dran, et solle spezialiséiert Formatiounen fir Doktere kommen, Tariffer fir vun der EU unerkannter Diagnosen an Therapien, gratis vum Dokter verschriwwen Schuedstoffanalysen, eng national Strategie zur Ëmweltgesondheet vun de Ministère fir Gesondheet, Schoul, Aarbecht, Ëmwelt a

Landwirtschaft. Dat si Punkten aus dem Regierungsprogramm.

Deen éischten, an dat ass deen, deen elo kontrovers diskutéiert gëtt, dat ass d'Schafung vun engem Service national de médecine de l'environnement. De stationären nationale Service vun der Ëmweltmedezinn soll an de CHEM kommen. An déi Ëmweltklinik - esou kann ee se och nennen - steet schonn effektiv e puer Legislaturperioden an de Koalitionsaccorden. Et gouf scho vill Gestreits, an et gëtt es haut jo dann nees.

Mee schliisslech ass se awer dann elo do gelant, wou am Fong geholl e laangjäreg Verfechter vun der Ëmweltmedezinn an och de Grënner vun AKUT, de Muck Huss, dat gefuerdert huet, zu Esch.

*(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)*

Mee elo ass et schonn nees mat enger Kontrovers lassgaangen iwwert d'Plaz. Dat sollt jo d'Südspidol sinn. Do huet, mengen ech, am Joer 2018 AKUT geschriwwen, dass d'Südspidol definitiv als Plaz fir d'Ëmweltklinik ongëeegent wier, well eng „clean unit“ duerch d'Proximitéit vun Autobunn, Stroossen an Tankstelle schwéier realisabel wär, an e Spadséiergang dobausse fir Patienten net méiglech. Fakt ass awer, dass d'Südspidol sollt d'Adress gi vun där Ëmweltklinik.

An Ufank 2019 - et ass elo grad schonn ugeschwat gi vum Här Hansen - gouf et ganz konkret, well do waren zwee Projete, déi agerecht goufen, well eng CHEM vun Esch an ee vum HRS Kierchbiereg. An och do ass et nees eng Kontrovers ginn, déi der och an der Press, och haut nach an der Zeitung konnt noliessen: D'Kandidatur vum HRS, dat war eng Unitéit vu 500 Meterkaree mat zwee stationäre Better an zweief ambulante Better an engem neie Gebai, dat elektromagnéitesch ofgeschiermt wier a wou d'Press selwer schreift, dat wier a sech besser wéi den originale Projet vum CHEM. Eech weess net, ob dat esou ass. Déi original Kandidatur, dat sinn zwee stationär Better mat sechs ambulante Better, an déi gouf dann och vum Minister zrëckbehalen.

De Minister Étienne Schneider huet nom Avis vun der CPH - ech mengen, deen huet misse kommen - déi zwee Projete gläichwäerteg betruecht an dunn huet hie sech fir de CHEM entscheet, well e gesot huet: „Am Gesetz vum Südspidol, do ass effektiv de Service de médecine de l'environnement integréiert.“ An en huet och gesot, dat wär méiglech, och wann d'Südspidol érischt kéim - deemools ass gesot ginn 2025/26, dat gesäit awer awer éischer no 2028/29 aus -, well eng Tëschelësung méiglech wär.

Bon, deemools ass och gesot ginn. „Dat do ass eng politesch Decisioun. Si hätten dat och kënnen an d'Stad setzen.“ Ech wëll net dorop agoen. Ech weess just, dass provisoersch sollt eng Unitéit fir Ëmweltmedezinn, déi sougenannt „clean unit“, an d'Nidderkuerer Spidol integréiert ginn, an engem Container. Se sollt och baubiologisch clean sinn an et sollten eebe keng elektromagnéitesch Stralen duerchkommen, keng cheemesch Ofgaser a keen Elektromog. D'Personal dierft keen Handy a keng Kosmetik mathuelen, an esou weider an esou fort. A laangfristeg dann, wéi gesot, Südspidol Horizont 2028/2029/2030.

Gutt. Dee Projet sollt - dat wollt ech och eng Kéier hei soen - iwwert de Gesondheitsministère an net iwwert d'Krankekeess finanzéiert ginn. A Stein des Anstoßes ass eeben elo, well dee fréiere CHEM-Generaldirekte elo dee Projet do 2019 lancéiert huet. Dee sollt dann Enn 2020, Ufank 2021 ufänke mat enger Ëmweltmedezinnitéit, also eng Gebailechkeet.

Gutt, richtig, et ass scho gesot ginn: Den Dokter Metz, deen neie CHEM-Direkte, huet e Projet virgeluecht,

wou en am Fong geholl de Schwéierpunkt net méi op déi stationär Struktur leet, mee op en nationaal medezinnescht Basiskonzept, an ech wollt och herno dorop agoen.

En zweete Punkt, deen ech am Regierungsprogramm fonnt hunn, ass: spezialiséiert Formatiounen fir Dokteren. Fakt ass, ech hat et scho gesot, déi historesch Ëmweltmedezinn ass an den 90er-Jore lancéiert ginn. An d'CSV/DP-Regierung hat déi Formatioun deemools agefouert. Mee, wann ech dat muss gleewen, wat de Roby Thill gesot huet, an hie praktizéiert jo esou Medezinn, seet hien, haut géifen nach déi wéinegst Dokteren, déi deemools ausgebild gi waren, dat nach maachen, well et sech net fir si rechent. Esou huet en et gesot. Dat heescht, et géif sech net fir si rechnen an d'Patienten missten dach nach dat meescht bezuelen, wat se misste rembourséiert kréien. Gutt.

Et schéngt och esou ze sinn, an ech hunn et emol gekuckt, dass och duerno net méi déi genannte Formatioun war - ech mengen, och den Här Hansen huet dat elo gesot -, déi war just eemol. An där spéiderer Koalitioun ass duerno näischt méi an deem Beräich geschitt. Dat schéngt also effektiv dann esou ze sinn.

Här President, Madamm Minister, kënnst Der eis do vläicht Zuele ginn, ob dat esou ass a wéi déi Situatioun do ass?

Gutt. Virun e puer Joer ass dann d'Association luxembourgeoise de médecine de l'environnement, d'ALMEN gegrënnt ginn. Hire President, de Roby Thill, praktizéiert jo an deem Beräich. Ech mengen, hie wär och e gudden Usprichpartner am Kader vun deem neie Konzept. Ech hat och gesinn an deem Communiqué, wien alles derbäi war zu Esch, wéi am Hierscht d'lescht Joer e Workshop war, do war hien och do derbäi. Ech mengen, dat ass eng gutt Saach. Ech mengen, esou Volete sinn och an deem Bestanddeel vum Konzept dran, dat heescht, de Volet „spezialiséiert Formatioun fir Dokteren“.

Een anere Punkt, deen ech fonnt hunn am Regierungsprogramm, sinn d'Tariffer fir vun der EU unerkannten Diagnosen an Therapien. Dat wäire jo dann notament déi sechs Pathologien, déi ech virdu genannt hunn. Dat mécht jo dann och Sënn, well wann et esou ass, wéi den Här Thill seet, dass, wa Spezialisten net méi géifen exercéieren, well et sech net géif fir si rechnen an d'Leit näischt géife bezuelt kréien, misst dee Moment, wa mer déi EU-unerkannten Diagnosen an Therapien um Dësch hunn, mengen ech, dat och rembourséiert gi vun der Krankekeess.

Da waren nach zwee Punkten, déi ech och gelies hunn. Gratis vum Dokter verschriwwen Schuedstoffanalysen, do ginn effektiv haut Verschiddener rembourséiert, anerer net. Ech mengen, den Amalgam zum Beispill gëtt net rembourséiert. An dann nach eng national Strategie zur Ëmweltgesondheet vum Ministère fir Gesondheet, Soziales, Aarbecht, Ëmwelt a Landwirtschaft.

Justement Stéchwuert „Analysen an national Strategie“. Do hunn ech och an engem „Reporter“-Artikel vun 2020 gelies, do gëtt thematiséiert, datt d'Ëmweltambulanz komplett veroléisst gëtt. Den Dokter Thill schwätzt souguer vun engem nach ni errechten Déifpunkt. Hie seet: „Et gi méintelaang Waardezäiten an den Effektiv vun där Ëmweltambulanz ass vu véier Persounen“, dat war am Joer 2012, „op nëmmen zwou Persounen méi erfogaangen am Joer 2020.“ Laut AKUT befënnst sech dorënner emol keen adequat forméierten Expert méi. An dobäi soll awer d'Ëmweltambulanz ronn 500 Ënnersichunge pro Joer duerchféieren.

Här President, ech wollt d'Madamm Minister froen, ob si Kenntnis huet vun där Situatioun an ob

d'Ëmweltambulanz Bestanddeel vun esou enger nationaler Strategie bleift an ob se sech eventuell un dat medezinnescht Konzept vum CHEM uleent.

Nach e puer aner Fakten an der Situation existante, déi an der Diskussioun matspillen, wou ech mer och Froe stellen. Ech hu gesinn um Guichet.lu, do steet de Service de la médecine de l'environnement. Awer déi Säit drënner, déi ass eidel. Do fënnst ee just d'Lokalisatioun. Dee Service ass op 3, route d'Arlon. Et si soss keng Detailer do. Dat fannen ech och net gutt.

Dann hunn ech gesinn, mir hunn de Conseil national pour la construction durable kritt. Dee gouf 2014 geschafen a krut laut AKUT 2018 en Aarbechtsgrupp fir Gesondheet. Hie sollt e Thinktank sinn, an 2014/2015 gouf dann och en éischten Aktiounsplang lancéiert. Do sollt nohalte gebaut ginn. An ech mengen, do géif jo och eng ëmweltmedezinnesch Komponent Sënn maachen duerch déi Materialien, déi benotzt ginn. Ginn déi a Betruecht geholl? A wéi ass dat mat deem Aarbechtsgrupp am Environnement? Wat ass do derbäi erauskomm?

Da wollt ech nach op e puer Punkten agoen, och vun AKUT nach eng Kéier, déi gesot huet, si hätten 2014 de Gesondheitsministère gefrot, fir e Label ze kréie fir Botzmëttelen. Si hätten dat virgeschloen an dat wier ofgeleent ginn. Ech fannen, dat ass eng interessant Initiativ, Här President. Ech mengen, ech kéint d'Madamm Minister nach eng Kéier froen: Firwat ass dës Initiativ dann eeben net ukomm?

Eng aner Kritik, déi ech och gelies hu vun AKUT: „Den Nohaltegkeetscertificat Lenoz vum Ministère fir Wunnungsbauguet net wäit genuch.“ Da schreiw se am selwechten Otemzuch: „De Kriibspiang geet net genuch op kriibserreegend Baustoffen an.“

An eng weider Kritik ass: D'Regierung huet Rauchmelder verdeelt, mee keng Monoxid-, also keng CO-Melder. CO. dat ass jo Monoxide de carbone. An do stierft ee jo, well si soen effektiv: „D'Doudesursaach bei engem Brand ass net d'Verbrennung, mee d'Vergëftung.“

Gutt. Ech kréie vläicht haut e puer Äntwerten dorop. Ech wollt dat awer hei nach emol opféieren a mengem Listing.

An da kommen ech och nach op de LIST ze schwätzen, well do gëtt et jo och e Groupe de recherche zum Sujet „environmental health“.

Ech huelen un, dass dat, wat do geschafft gëtt beim LIST, dass dat herno och wäert an dat neit medezinnescht Basiskonzept vum CHEM afléissen. An d'Madamm Minister ka mer och vläicht dorop eng Äntwert ginn, well dat neit Konzept werft effektiv Froen op.

Wann een awer déi Initiativ vum CHEM, fir fir d'éischt een nationaal Basiskonzept aus medezinnescher Siicht auszeschaffen, esou kuckt, mengen ech, da muss een dat verstoen. Well déi nei Demarche ass jo nëmme méiglech ginn, dat ass fir mech awer kloer, well eis Uni éischtens e Bachelor an deem Beräich proposéiert an zweetens, well de Laboratoire national de santé déi medezinnesch Kompetenz an der Médecine environnementale huet, an dat ass den Dokter An Van Nieuwenhuyse.

Dat heescht, dat sinn awer nei Momenter. Ech fannen et flott, mat deem Package do kann een eventuell spezifesch hei zu Lëtzebuerg e Lëtzebuurger Modell opstellen an et brauch een net méi, wat ëmmer an de Raum gestallt ginn ass, e Konzept aus dem Ausland op eist Land ze adaptéieren.

Doriwwer aus soll och an deem Communiqué, hunn ech gelies, eng holistesche Approche kommen, an net

nëmmen, wéi bis elo, ëmmer ganz oft nëmmen eng toxikologesch Approche an deem Beräich. Well do gëtt et effektiv vill Stressfacturen, ech mengen, den Här Hansen ass och drop agaan: cheemescher, physescher, biologescher an och psychosozialer.

Gutt. Also, dee Wee, deen de CHEM do wëllt aschloen, ass e schréttweise Wee, e „step by step“, eng Ëmsetzung, wou aus dem funktionelle medezinnesche Basiskonzept déi infrastrukturell Noutwendegkeete sech géifen erginn. An do gëtt et jo eng éischt Deadline an op déi mussen mer waarden. Dat ass de 15. Mee dëst Joer. Do soll dann e globaal Konzept opgestallt ginn, dat duerno dann den Aval vun der Madamm Minister kritt. An esou steet et och an deem Communiqué.

Ech wëll nach eng Kéier widderhuelen, ech hat et virdu kuerz gesot: Dës Approche huet sech jo erginn aus engem internationale Workshop, qui n'est pas rien. Ech mengen, do waren am November vill Leit do aus der Ëmweltmedezinn. De CHEM war do vertruede mat der Uni Lëtzebuerg a mam LNS. A si hunn all d'Force-viven invitéiert: de Ministère de la Santé, de Ministère de la Sécurité sociale, d'AMMD, AKUT, ALMEN, SCENTE, Lëtzebuurger, franséisch, belsch an däitsch Experten aus Aarbechts- an Ëmweltmedezinn. Déi hunn da mateneen diskutéiert, an doraus ass dann dat Konzept entstanden.

An effektiv schreiw se och an hirem Communiqué, datt soll eng Vernetzung komme vun der Ëmweltmedezinn duerch Erziéung a Formatioun vu Generalisten a Spezialisten. Dat ass emol een Element. An dann, wat wichteg ass fir mech, wéi ech dat gelies hunn: De Patient muss am Mëttelpunkt stoen, am medezinnesche Mëttelpunkt. Dat ass ganz wichteg!

An da steet och do dran, datt ambulant Consultatiounen sollen am CHEM staffannen an engem spezialiséierten Zentrum. Parallell soll d'Erziéung an d'Formatioun vu medezinneschem Personal vun eiser Uni.lu an Zesummenaarbecht mat internationaler Expertise gemaach ginn. A schliisslech gëtt déi wëssenschaftlech Recherche an engem europäeschen an internationale Kontext gemaach. Hei gëtt och e Projet lancéiert, deen de Laboratoire national de santé begleet.

Ech mengen, dat ass e Package, deen awer kohärent ass. Effektiv gëtt net vu stationär geschwat, mee do kommen ech nach eng Kéier drop zrëck. Mee wat se och nach wëlle maachen, dat hate mer ëmmer an dat soll och elo kommen, do gëtt et mengen ech, och e groussen Accord bei alle Spezialisten: E Certificat Ëmweltmedezinn fir Generaliste soll relancéiert ginn. An de Laboratoire national de santé paakt eng Hand u beim Opstelle vun engem Konzept, dat net nëmmen eng Nomenclature op allen Niveauen aféiert, mee och dee ganzen analytesche Volet an déi noutwendeg Moosnamen, déi mussen geholl ginn, reegelt.

Ech mengen, do hätte mer awer e gutt Konzept a mengen Aen. Ech kennen et nach net, mir ginn et jo dann am Mee gewuer. Mee dat schéngt mer awer gutt ze sinn. An ech mengen, et ass fir mech och kloer, dass do och strukturell Better an esou e Konzept gehéieren. Dat ass kloer. „Dat ass wéi den Amen am Gebiet“, géif de Spautze Jang soen. An déi sollen dann en fonction vun deem Konzept geschafe ginn. Ech mengen, dat ass eng kohärent Demarche, an et ass och de bon sens.

Duerfir, Här President, Madamm Minister, Dir hutt jo wuel Kenntnis vun dëser Demarche. Dir kënnst eis da vläicht soen, awéifern dës Demarche mat eisem Regierungsprogramm, deen ech elo grad opgefouert hunn, dann iwwereneestëmmt oder och vläicht net. An Dir kënnst eis och soen, awéifern déi Situation existante duerch dat dote verbessert gëtt. Ech kann



Tech just soen, datt d'Zil muss sinn, eng qualitativ héichwärtig Medezinn hei zu Lëtzebuerg ze maachen, och an der Ëmweltmedezinn.

Ech soen Tech Merci fir Är Opmierksamkeet.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci och. An déi nächst Riednerin ass d'Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

*(Brouhaha)*

**Mme Carole Hartmann** (DP) | Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Mënsch hält a villerlee Hisiicht Afloss op seng Ëmwelt. D'Habitater vun Déiere gi verklengert, vill Wunnraum oder soss Infrastrukture gi geschaf, limitéiert Ressourcë gi genotzt, wéi wa se illimitéiert wieren. Eis Liewensweis bréngt d'Natur aus der Balance. De Klimawandel ass ee Resultat dovunner.

D'Ëmwelt hält hirersäits awer och Afloss op de Mënsch, well mir ontrennbar mat hir verbonden an och vun hir ofhängeg sinn. A well vill negativ Facteuren duerch eist Verhalen an eisen Ëmgang mat der Natur provozéiert ginn, kënnen mir och eppes dorunner änneren a preventiv Mesuren ergräifen.

D'Ëmweltmedezinn kann an deem Kontext eng wichteg Roll iwwerhuelen. Ma wat genee versteet een ënner Ëmweltmedezinn? A wat ass den Ënnerschied zur Ëmweltgesondheet?

D'Ëmweltgesondheet bezitt sech op divers Facteuren, déi en Afloss op eis Liewensqualität an eis Gesundheet huelen, wéi zum Beispill d'Qualitéit vum Waasser, vun der Loft a vum Buedem, Pestiziden, Liichtverschmutzung a Kaméidi, Allergien an Ernährung. Den Term Ëmweltmedezinn, par contre, bezitt sech op déi diagnostesch Prise en charge an d'Behandlung vu Patienten, deenen hir Krankheeten a Symptomer op Ëmweltfacteuren zrëckzeféiere sinn.

D'Lienen tëschent Ëmwelt a Gesundheet si scho méi laang bekannt. Schon 1993 huet d'WHO e Konzeptpabeier dozou ausgeschafft. Zu Lëtzebuerg gouf och 1994 d'Ëmweltambulanz en place gesat. 2000 an 2001 gouf, ënnert dem deemolegen DP-Gesondheitsminister Carlo Wagner, och eng Weiterbildung an der Ëmweltmedezinn fir Dokterinnen ugebueden, déi sech duerno an der Association luxembourgeoise de médecine de l'environnement, kurz ALMEN, zesummegeschloss hunn.

2005 gouf dunn en Accord fonnt, fir e Service fir Ëmweltmedezinn op d'Been ze stellen, deen an de CHEM integréiert sollt ginn. Zanterhier gouf d'Ëmweltambulanz ausgebaut an et gouf bei der Divisioun fir Aarbechtsmedezinn e Service fir Ëmweltmedezinn kreéiert.

Et muss awer, Kolleeginnen a Kolleegen, nach vill méi geschéien, well de Sujet ass ganz akut. 2019 huet d'WHO estiméiert, datt 15 % bis 20 % vun all de Stierfäll an der Europäescher Unioun op Ëmweltfacteuren zrëckzeféiere sinn a schätzungsweis all fënneften Doud op Loftverschmutzung zrëckzeféiere wär. An och d'Pandemie, déi wuel an enger Zoonos hiren Ursprung huet, ass ee gutt Beispill dofir, wéi ugräifbar eis Gesundheet vun Ëmweltaflëss ass.

Den Impakt vun der Ëmwelt op eis Gesundheet gëtt ëmmer méi däitlech an et besteet dréngend Handlungsbedarf, fir adequat dorobber reagéieren ze kënnen.

Här President, et ass natierlech net nëmmen d'Loftverschmutzung eleng, déi eis krank maache kann. Mir müssen op eng ganz Rei vu Facteuren Uecht ginn, wa mir wëlle gesond bleiwen. Schimmel,

Konstruktionsmaterial wéi fréier zum Beispill den Asbest, Schwéiermetaller, Pestiziden an de Liewensmëttel si just e puer Beispiller vu Schuedstoffer, déi bei laanger Expositioun scho bei gerénger Quantitéit zu chronischen Erkrankungen féiere kënnen. Si kënnen och Cofacteur vun aneren Erkrankungen sinn, dorënner Kriibs, Longekrankheeten oder kardiovaskulär Krankheeten.

Eisen Immunsystem ass méi wéi jee engem permanente Stress ausgesat. Andeems e probéiert, op all déi extern Facteuren ze reagéieren, vun Zousätz an eise Liewensmëttel bis hin zur Verschmutzung vun eiser Ëmwelt, gëtt en iwwerreaktiv. Eist Ëmfeld huet sech a relativ kuerzer Zäit vill verännert. Eisen Immunsystem ka sech dorunner net séier genuch upassen a keng Toleranz opbauen. Dat féiert warscheinlech zu der Hausse vun Allergien an Autoimmunerkrankungen, déi zanter e puer Joerzëngten ze beobachte sinn.

*(Brouhaha)*

Natierlech ass och sou munches geschitt, fir de Gebrauch vu schiedleche Stoffen anzeschränken. Dozou gehéiert zum Beispill de Verbuet vum Pestizid Glyphosat, dee Lëtzebuerg als éischt Land agefouert huet, d'Sensibiliséierung zum Asaz vun Antibiotiquen an een nationale Plang vun 2019, mat deem den Asaz vun Amalgamme bei den Zännokteren soll ageschränkt ginn.

Obwuel d'Wëssenschaft sech net eens doriwwer ass, wéi schiedlech den Amalgam fir de Patient an och den Zännokter selwer ass, esou ass Lëtzebuerg awer op de Wee gaangen, den Asaz ze reduzéieren. Am Amalgam ass nämlech Quecksëlwer enthalen, dat fir de Mënsch géfteg ass. Virun allem bei der Entsuerung muss een dorobber Uecht ginn, datt den Offallproduit net an d'Ëmwelt geréit an esou nees Schued urichte kann.

Kolleeginnen a Kolleegen, de Mënsch huet ëmmer probéiert, d'Ëmwelt ze kontrolléieren an zu sengen Zwecker ze notzen. Dat huet eis sécherlech méi Confort bruecht. Eis Agrikultur ass esou performant, dass déi westlech Länner Honger net kennen. Mat Hëllef vun der Elektrizitéit hu mir d'Nuecht zum Dag gemaach. Fligere, Containerschëffer, Zich a Camionen transportéiere Wueren a Mënsche queesch duerch d'Welt. Mee dat alles huet awer och sai Präis! Ech schwätzen net nëmme vum Klimawandel, dee mir mat eisem Behuele verstärken. D'Pestiziden, déi mir asetzen, kontaminéieren eise Buedem, eist Waasser. Mir schueden domadder net eleng den Insekten an der Biodiversitéit, mee och eis selwer. D'Luuchten, déi eis Welt erhellen, kënnen en Impakt op eis Gesundheet hunn. Liicht, och kënschtlecht Liicht, kann d'Schlofhormon Melatonin beaflossen, wouduerch eise Schlofrhythmus gestéiert gëtt. Virun allem Leit, déi Schichte schaffen an och nuets permanenter Beliichtung ausgesat sinn, sinn dovunner betroff. Si leiden doduerch och méi heefeg ënner Häerz-Kreislaf-Erkrankungen, Diabetes oder Depressiounen.

Kaméidi huet natierlech genesou en Impakt op eise Schlof- oder Stress-Level. Laut engem Rapport vun der WHO vun 2011 gounge an Westeuropa ongeféier 1 Millioun gesond Liewensjore wéinst Lärmbelästegung verluer. Dat hänkt oft mat Haapttransportachsen wéi Autobunnen, Eisenbunnen oder Flughäfen zesammen. Op laang Dauer klëmmt duerch de Kaméidi net nëmmen de Stress, och Nervositéit, Aggressivitéit, Bluthéichdruck oder Konzentratiounsstéierung kënnen d'Konsequenz sinn.

Dëst sinn alles just e puer Beispiller, wéi eis Ëmwelt op eis Gesundheet awierke kann. Wa mir an der Gesondheitspolitik wierklech e Schrëtt no vir maache

wëllen, da muss mir der Ëmweltmedezinn och hei am Land eng méi grouss Bedeitung ginn. D'Ëmweltmedezinn versteet sech nämlech als kausal Medezinn a wëllt net nëmmen d'Symptomer behandelen, mee d'Ursaache vun dese Symptomer erkennen.

Ech hu scho gesot, dass och hei am Land verschidde Servicer am Beräich vun der Ëmweltmedezinn opgebaut goufen. Mee d'Ressourcë ginn de Moment nach net duer, fir groussflächeg kënnen genotzt ze ginn. D'Ëmweltambulanz ass do e Beispill. Dese Service kann ugefrot gi fir feststellen, ob op der Aarbechtsplaz oder bei enger Privatpersoun doheem Schuedstoffer festzestellen sinn. D'Miessunge sichen no Pilzen, géftege Gasen oder och Stralebelaaschtungen, déi d'Gesondheet beanträchtege kënnen.

Mee d'Ëmweltambulanz ass staark ënnerbesat, iwwerlaascht an oft op e puer Méint ausgebucht. Am Januar 2020 war nach eng Persoun fir desen Dëngscht responsabel, zesumme mat enger Sekretärin. An et brauch oft Méint, bis d'Resultater vun der Ëmweltambulanz do sinn. Mee eréischt, wa gewosst ass, wéi eng Schuedstoffer am Ëmfeld vun engem Patient ze fanne sinn, kann een eng Diagnos stellen a mat enger Behandlung ufänken.

Bis haut feelt et och un enger Unitéit fir Ëmweltmedezinn am Secteur hospitalier. Geplangt war et, des Unitéit an dat neit Südspidol ze integréieren, mee dozou kéint et, wéi scho gesot, elo vläicht guer net kommen. An der Tëschenzäit soll e Service fir Ëmweltmedezinn op de Site vum CHEM zu Nidderkuer kommen, mat e puer „clean units“, also Raim, déi fräi vun alle méiglechen, potenziell schiedlechen, Substanzen sinn. Grad an der Ëmweltmedezinn ass dat essenziell, fir de Patienten eng Erliichterung vun hire Symptomer ze erméiglechen.

Elo kënn et dann anscheinend anescht an et gëtt mol en ambulante Service fir Ëmweltmedezinn am CHEM opgebaut, wou Consultatiounen ugebuede ginn. Dat ass schéin a gutt, mee et entsprécht net der Virstellung, wéi et am Koalitionsaccord festgeluecht gouf. Do steet nämlech, dass d'Regierung sech engagéiere wäert, e stationäre Service wéi och eng ambulant Offer fir Ëmweltmedezinn hei am Land unzebidden.

Ech sinn och der Iwwerzeugung, dass et duerchaus berechtigt ass, e puer Better fir Ëmweltpatienten virzugesinn. Dat muss keng Dose sinn a se sinn an der Reegel och net fir Laangzäitopenthalter konzipéiert. Mee verschidde Patiente brauchen eng Plaz, wou si sech vu Substanzen, op déi hire Kierper negativ reagéiert an déi eis oft iwwerall am Alldag begéien, erhuele kënnen. Eng „clean unit“, déi fräi vu jeegleche Substanzen ass, op déi e Mënsch reagéiere kann, erfëllt genee desen Zweck. Geplangt war, datt de Service fir Ëmweltmedezinn zwee Akutbetter a sechs Dagesklinicksbetter kréich. Dat kléngt no net vill. Ma den Dokter Roby Thill, e Grënnungsmember vun der ALMEN, huet an engem Interview am „Lëtzebuerg Land“ 2019 geschat, datt 70 % bis 80 % vun de Patienten an der Ëmweltmedezinn keng stationär Behandlung néideg hätten. Dowéinst wieren och net onbedéngt vill Better néideg.

Et kann ee sech och d'Fro stellen, ob e Service fir Ëmweltmedezinn onbedéngt an engem Spidol muss ënnerbruecht ginn. Esou e Service kéint an eisen Aen och a Form vun enger méi klenger Struktur am Extrahospitalier ugebuede ginn. Wann déi nei Pläng vum Südspidol also keng Statioun fir Ëmweltmedezinn méi virgesinn, da sollt een eventuell driwwer nodenken, fir eng kleng extern Struktur ze schafen.

Den Dokter Metz, Direkter vum CHEM, begrënt seng Decisioun, keng Ëmweltklinik wëllen opbauen,

domadder, datt mir virun allem Gesondheetspersonal brauchen, dat iwwert dat néidegt ëmweltmedezinesch Wësse verfüügt. Dat ass och richteg. Better notzen natierlech näisch, wann een net dat néidegt Personal huet, fir sech ëm déi Patienten ze këmmen, déi an dese Better leien.

Dat huet och d'Pandemie gewisen. Mir brauche genuch Medezinner mat där néideger Formatioun an och Tariffer an der Nomenclature, déi ëmweltmedezinesch Akte virgesinn.

Trotzdeem schléisst menger Meenung no dat eent dat anert net aus. An d'ëmweltmedezinner vun der ALMEN an der SCENTE ASBL hunn och matgedeelt, datt si Patienten hunn, déi elo op eng „clean unit“ ugewise sinn.

Kolleeginnen a Kollegeen, ech hat am Ufank vu menger Ried schonn erwänt, datt am Joer 2000 eng éischt Weiterbildung fir Dokter an der ëmweltmedezinn uegebuede gouf. Dës Weiterbildung hat deemools 200 theoreetesch Stonnen a praktesch Stagen am Ausland ëmfaasst. Leider ass dës Offer net weider uegebuede ginn, wouduerch d'ëmweltmedezinn hei am Land net wierklech Fouss faasse kann. Dat hänkt natierlech och domadder zesummen, datt den ëmweltmedezinner hei am Land net offiziell unerkannt ass. Ech wäert op dese Punkt geschwënn nach agoen.

Wa mir d'ëmweltmedezinn am Land ausbaue wëllen, dann ass et evident, datt mir an der Matière gutt ausgebildete Dokter, Infirmieren an och Hiewanne brauchen. D'ëmweltambulanz, déi ech éinescht schonn ugeschwat hunn, funktionéiert jo grad dowéinst de Moment méi schlecht wéi recht, well et eebe just u qualifiziertem Personal mangelt.

De CHEM, den LNS an d'Uni.lu hunn an deem Kontext am November d'lescht Joer op e Workshop zur Médecine environnementale invitéiert. Eng zentral Konklusioun vun dësem Workshop war, an der Medezinn-Bachelor vun der Uni ab 2022 e Cours zu de „facteurs de risques environnementaux et professionnels“ ze integréieren. Ausserdeem solle Seminären zum selwechte Sujet fir Fachmedezinner an anert Gesondheetspersonal uegebuede ginn.

Als DP begrësse mir dës Initiativ an der Fait, datt d'Seminäre sech net op Dokter an eleng beschränken, mee op d'Gesondheetspersonal am Allgemengen.

Virun allem d'Allgemengmedezinner, déi fir de Patient ëmmer déi éischten Ulafstell sollte sinn, kéinte mat enger Formatioun an der ëmweltmedezinn e wichtege Pilier fir d'ëmweltmedezinn hei am Land duerstellen.

Här President, eng Formatioun ass, wéi gesot, wichtege, mee d'Patiente muss sech d'Behandlung bei den Dokter duerno an leeschte kënnen. Dat ass haut awer leider net oft de Fall, well fir vill Analysen, a fir d'ëmweltmedezinn am Allgemengen, keng Tariffer bei der CNS virgesi sinn. Dat läit, ënner anerem dorunner, datt d'ëmweltmedezinn net als eegestänneg Fach op der „liste des spécialités médicales“ hei am Land steet. Zu dësem Punkt kann d'Gesondheetsministesch eis vläicht soen, ob geplangt ass, fir d'ëmweltmedezinn an dës Lëscht opzehuelen, a wa jo, wéini dës geplangt ass.

Analysen, déi haut rembourséiert ginn, sinn déi, déi op Ordonnance vun der ëmweltambulanz duerchgefouert ginn. Souwuel bei de Leit doheem wéi och op der Aarbechtspolz kann en Dokter oder Aarbechtspartner eng Analys verschreiwen, fir entweeder d'Loftqualitéit, elektromagnéitesch Felder oder toxesch cheemesch Substanzen am Baumaterial oder an de Miwwelen ze ënnersichen.

Aner Analysen oder och Traitementer wéi Entgëftung kaschten ëmweltpatienten awer oft ganz vill

Suen. Mir schwätze vu minimum 100 bis 150 Euro pro Analys, wann net och vill méi. An déi gi meeschtens vu private Laboen duerchgefouert an, wéi gesot, vun der CNS net rembourséiert.

Wann Tariffer fir ëmweltmedezinesch Analysen an Traitementer agefouert sollte ginn, dann ass et och wichtege, den Zäitpand beim Dokter ze berücksichtigen. Eng ëmweltmedezinesch Behandlung mat enger kompletter Anamnees dauert nämlech an der Reegel minimum eng Stonn. Do kann een dann net vun deene selwechten Tariffer ausgoe wéi bei enger normaler Kontroll beim Hausdokter, déi héchstens 15 Minuten dauert. Ouni Unerkennung vum Aarbechtspand bleibt d'ëmweltmedezinn fir d'Dokteren dann onattraktiv, wat de Problem vum Personalmangel dee Moment net léist.

Kolleeginnen a Kollegeen, fir en ëmweltmedezinner ass et wichtege, net nëmmen d'Problemer ze behandelen, mee d'Ursaache vun dësen Problemer ze detektéieren. Dat ass deen effikaste Wee, fir déi richteg Diagnos ze stellen, déi bescht Behandlung ze fannen a schlussendlech ze evitéieren, datt een nees krank gëtt. Oft fanne sech schiedlech Substanzen am Haus, zum Beispill an de Miwwelen oder Teppacher. Gëtt dës net enger Analys festgestallt, dann hëllef et, dës Géigestänn auszetauschen, an d'Symptomer verschwannen oft vum selwen.

Och d'Ernährung ass e wichtege Facteur. Hautsdaags ernäre vill Leit sech zum Beispill net richteg, ob aus Zäitmangel oder aus finanzielle Grënn. Wann dem Kierper wichtege Nährstoffer feelen, da kann ee krank ginn. Oder et gëtt festgestallt, datt een e bestëmmt Liewensmëttel net gutt verdréit, et awer ni a Verbindung mat bestëmmte Symptomer bruecht huet. Hei kann eng Ernährungsberaterin hëlfe, déi gesondheetlech Problemer ze behiewen.

Mee mir hunn natierlech keng absolutt Kontroll iwwer eis ëmwelt a kënnen net komplett verhënnere, datt mir schiedegende Substanzen ausgesat sinn. Andeems mir awer dës Substanzen oder Factoren identifizéieren an erausfannen, wéi een Impakt se op eis Gesondheet hunn, kënnen mir léieren, besser domadder ëmzegoen an do usetzen, wou mir eppes ännere kënnen.

Duerch de Verbuet vu bestëmmte Substanzen oder Materialie kann de Staat säin Deel derzou bäidroen, fir d'Gesondheet vu senge Bierger ze schützen.

*(Brouhaha)*

Zanter 2001 ass zum Beispill d'Mise sur le marché vum Asbest hei am Land verbueden. An och den Asaz vu Glyphosat ass zu Lëtzebuerg säit dem 1. Januar 2021 net méi erlaabt. Dat si gutt Beispiller vum Principe de précaution, dee beseet, datt de Konsument schonn am Viraus viru geféierleche Produiten an Inhaltsstoffer muss geschützt ginn.

Kolleeginnen a Kollegeen, d'Gesondheet muss generell méi global gekuckt ginn. De Begrëff „one health“ ëmfaasst vill aner politesch Beräicher wéi d'Agrikultur, d'ëmwelt, de Konsumenteschutz an esou weider, déi en Afloss op eis Gesondheet hunn an aus dësem Grond bei der Gesondheetsversuergung mat berücksichtegt mussen ginn.

Am Koalitionsaccord huet d'Regierung sech och derfir ausgeschwat, eng national Strategie en matière de santé environnementale auszeschaffen, déi fënnf verschidde Ministèren abezéie soll. Dës Strategie soll séier finaliséiert ginn an ënner Ëmstänn kéint och en nationale Plang zur ëmweltmedezinn, wéi et der schonn an anere Länner gëtt, ausgeschafft ginn.

Dat spillt virun allem bei der Preventioun eng bedeiendend Roll. Niewent den allgemenge preventive

Moosnamen, wéi sech gesond ze ernären a genuch ze beweegen, mussen d'Liewensmëttelsécherheet, mee och d'Gesondheet vun de Planzen an Hiere séchergestallt ginn. An Europa kënnen mir houfreg sinn op eis héich Standarde bei der Liewensmëttelsécherheet. An et ginn och vill Efforte gemaach, fir de Gebrauch vun Antibiotika och am Veterinärberäich ze reduzéieren an esou der Antibiotikaresistenz entgéintzewirken, déi an Zukunft zu engem eeschthafte Problem kéint ginn.

Ech hat am Ufank vu menger Ried d'Santé environnementale schonn ugeschwat. D'Verbesserung vum Loft-, Waasser- a Buedemqualitéit souwéi de Schutz virun ze vill Kaméidi oder viru Liichtverschmutzung gehéiere geneesou zur Preventioun. Nieft dem Verbuet vum Glyphosat gëtt et nach weider positiv Beispiller. Laanscht vill Autobunnen oder Zuchstrecke gi Maueren als Lärmschutz opgebaut an am September 2020 gouf och en Aktionsplang géint de Kaméidi op den Autobunnen ausgeschafft. Zu dësem Sujet hat ech selwer och am Mäerz d'lescht Joer eng Question parlementaire gestallt, wou zougesechert gouf, dass op Plazen, wou den Ament nach kee Lärmschutz besteet, au fur et à mesure nogebessert soll ginn.

2016 ass zu Lëtzebuerg och eng Etüd zur Lichtverschmutzung duerchgefouert ginn. Et gouf festgestallt, datt 20 % vun de Gemengen hei am Land eis ëmwelt am Duerchschnitt mat enger „Leuchtdichte“ vun zwee Vollmounden oder méi belaschten. E Leetfuedem gouf ausgeschafft, dee verschidde Mesuren opweist, déi zu enger besserer Beliichtung am Ausseberäich bäidroen kënnen an esou den negativen Impakt op Mënsch an Déier reduzéieren.

Här President, d'ëmweltmedezinn muss ausgebaut ginn, fir de Patienten eng holistesche Gesondheetspolitik ze bidden, déi sech net op d'Behandlung vu Symptomer beschränkt, mee den Ursaachen op de Grond geet, och secteurwiwergreifend. Méi wéi jee muss mir d'Problemer un der Wuerzel paken, se fréi detektéieren an e besonnenesche Fokus op d'Preventioun setzen.

Ech rekapituléieren: Fir d'Demokratesch Partei schléisst eng ambulant Offer vun der ëmweltmedezinn net aus, datt och e puer Better an enger ëmweltklinik uegebuede ginn. A wann net am Südspidol, da kéint doriwuer nogeduecht ginn, wéi eng aner Plaz am Land sech dofir ubidde kéint. Am Kader vun der Debatt zum Virage ambulatoire wäert den Notze vu méi klengen, dezentrale Strukturen nach eng Kéier ugeschwat ginn. Dat bitt sech vläicht dann och fir d'ëmweltmedezinn un.

D'ëmweltambulanz muss dréngend personell opgestockt ginn, fir d'Waardezäiten ze verkierzen. Et sollt een och doriwuer nodenken, ob sech dese Service op ëmweltmedezinesch Analyse beschränke sollt, fir op alleréischter Plaz de Patienten ze hëlfe.

D'Formatioun ass ganz zentral. ëmweltpatiente presentéieren oft ganz komplex Krankheetsbiller, déi schwéier ze diagnostizéieren sinn. Dofir ass e spezifescht Fachwëssen néideg. Coursen an der ëmweltmedezinn op der Uni wéi och Seminäre fir aner Gesondheetsberuffer mussen vun elo u konsequent bäibehale ginn, fir datt sech dës Fachrichtung am Land etabléiere kann.

An deem Kontext ass och d'Unerkennung vum ëmweltmedezinner zentral, fir datt déi néidege Tariffer bei der CNS definéiert kënnen ginn. Ouni dës Tariffer, déi och den oft beträchtlechen Aarbechtspand vum Dokter widderspigele mussen, bleibt d'ëmweltmedezinn nämlech onattraktiv.

D'Sensibiliséierung vun den Hausdokteren a Patienten ass och e wichtege Punkt. Jiddere muss verstoen, wat



Ëmweltmedezinn ass a wat net. Homöopathie gehéiert zum Beispill net derzou. Wann den Hausdokter als éischten Ulafpunkt ëmweltmedezinnesch Kenntniser huet, dann ass dat natierlech och ideal. Wann net, da sollt den Hausdokter erkennen, wéini e säi Patient bei en Ëmweltmedezinner schécke soll. Dat bitt sech wuel besonnesch a Fäll un, wou de Patient méint- oder jorelaang mat Symptomer geplot ass, mee wou ni eng Ursaach identifizéiert gouf. D'Ëmweltmedezinn bitt schonn eng Plus-value doduerch, datt se de Leit oft soe kann, wat mat hinne lass ass. Dann ass hinnen d'Laascht vun der Ongewëssheet wéinstens scho vun de Schëllere geholl.

Am beschten ass eiser Gesondheet natierlech gehollef, wa mir méiglechst vill gesondheetsschiedlech Substanzen an aner Facteuren aus dem Wee raumen, éier se eis krank maachen. Dat entsprécht och der Approche vun der Ëmweltmedezinn, déi d'Ursaache vu Krankheete bekämpfe wëllt an net eleng d'Symptomer. Gesond ernären, genuch beweegen, e responsablen Ëmgang mat Antibiotiquen, eng Agrikultur, déi weiderhi Wäert op Biodiversitéit leet, Reduzéierung vun ze vill Kaméidi a Luucht: Den Handlungsspillraum ass grouss an d'Lëscht ass ganz laang. Mir kënnen u ganz ville Schrauwen dréien, fir eis Gesondheet ze schützen. D'Promotioun vun der Ëmweltmedezinn ass en éischte Schratt dofir.

Villmools merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci och. An nächst Riednerin ass d'Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Cécile Hemmen** (LSAP) | Merci, Här President, Kollegen, Kolleginnen, merci virun allem och menge Virriedner fir déi interessant Ausféierung ronderëm de ganze Volet vun der Ëmweltmedezinn.

No all deem, wat bis elo gesot ginn ass, ass mir wichteg, fir vun Ufank un ze ënnersträchen, wéi wichteg d'Ëmweltmedezinn och fir eis als LSAP ass. Et ass eng Thematik, déi an de leschte Joren ëmmer méi u Bedeutung gewonnen huet, an dat zu Recht!

An duerfir wëll ech och kloer soen, dass mir zum Opbau vun engem nationale Service fir Ëmweltmedezinn hei zu Lëtzebuerg stinn. Mee éier ee méi konkret kann dorop agoen, muss mer wëssen, vu wat mer schwätzen.

D'Ëmweltmedezinn ass laut der Definitioun vun der Europäescher Akademie fir Ëmweltmedezinn eng Disziplin, déi sech mam Afloss vun den Ëmweltfacteuren op déi individuell Gesondheet an op déi vun der Allgemengheet beschäftegt.

D'Weltgesundheitsorganisatioun schwätzt vu ronn 7 Milliounen Doudeger d'Joer eleng nënnen duerch d'Auswirkung vu Feinstëbsemissionen, an déi Europäesch Ëmweltagentur nennt de Chiffer vun 63.000 Doudeger eleng an Däitschland. Och chronesch Belaaschtungen duerch Schwéiermetaller, Elektromog, Pestiziden oder och geféierlech Chemikalie maachen deraart krank, dass se zur Schwächung vun Immunsystem féieren, mat allem, wat dat da mat sech bréngt, vun Allergië bis bei Nervekrankheeten an an an - et ass eng extreem laang Lëscht!

War et fréier den Amalgam, iwwert d'Plëmb an den Zänn, deen um Pranger stoung, oder d'Pestiziden, déi an der Natur versprézt goufen, esou huet de Spektrum vun de Schuedstoffer, déi en Afloss op d'Gesondheet hunn, sech am Laf vun de Joren onmoosseg erweidert. Ursaache kann een op viles zrëckféieren: nei Materialien, syntheetesche Stoffe, nei cheemesch Zesummesetzungen, jo, esouguer d'Klimaerwiermung, déi e Liewenswandel vun den

Insekte bewierkt, déi erëm vill verschidde bakteriell Krankheete provozéieren, kommen op d'Lëscht vun den Ursaachen.

Och d'Iwwerschwemmunge mat de ville Schied un de Wunnengen a soss Gebailechkeeten kënnen derzou féieren, dass zum Beispill Asbest fräigesat gëtt, dass sech iwwer Wochen a Méint nach Schimmelpilz bilt, an dass d'Gase vum Mazout, deen ausgelaf ass, och nach den Tablo vun den Ëmweltauswirkungen am Laf vun der Zäit erweideren.

Den Ëmweltfacteur, deen zum Onwuelsi bis hin zu der schwéier Krankheet féiert, ass meeschtens guer net einfach ze detektéieren. D'Krankheitsbild u sech ass ganz dacks speziell. An da verwonnert et och net, wann och emol lapidaresch vu psychosomatesche Stéierung rieds geet. Et heescht deemno fir de Betreffenen, ganz vill ronderëmzedokteren, bis seng Krankheet endlech en Numm huet, bis d'Originn bekannt ass a bis een de richtege Spezialist fonnt huet, fir en Traitement ze kréien.

Eis als LSAP ass et wichteg, dass déi Leit, déi un esou Krankheete leiden, esoch geholl ginn. Si dierfen net am Ree stoe gelooss ginn a mir wëllen och net, dass do eng Zwouklassemmedezinn geschafe gëtt, wou déi, déi sech et leeschte kënnen, op eege Fauscht an d'Ausland kënnen goen, fir eng Diagnos ze kréien an duerno dann och en adequaten Traitement.

Eng Diagnos a puncto Ëmweltkränkten berout nämlech op ville Facteuren. Mat enger eemoleger Bluttanalyse eleng ass et net gedoen! De Wee ass laang an d'Zäit vum Waarde verbessert den Zoustand vum Patient natierlech och net. An d'Vertrauen a säin Dokter spillt eng grouss Roll. Et geet net duer, ee vu villen aus der Statistik vun deene Kranken ze sinn, déi ënner engem Ëmweltfacteur leiden. Nee, de Patient, dee muss sech kënnen drop verloossen, dass hien et mat engem Medezinner ze dinn huet, deen e Fachwëssen huet, deen Kenntniser huet an am allerbeschte Fall och nach Experienz an deem Domän.

D'LSAP huet d'Wichtigkeet an de Seriö vun der Ëmweltmedezinn scho ganz, ganz laang erkannt an d'Projete a puncto Ëmweltmedezinn si vun eise jeeweilige Gesundheitsministreschen a Gesundheitsministeren ëmmer nees als wichteg Piliere definéiert ginn.

Op dëser Plaz muss een drop hiweisen, dass mer op nationalem Plang op en Departement vun der Médecine de l'environnement kënnen zrëckgräifen, an et läit mer och drunn, fir déi exzellente jorelaang gutt Zesummenaarbecht mam LNS ervirzehiewen. Grad an deem vasten Domän vun der Ëmweltmedezinn huet Lëtzebuerg net nëmme gutt Relatioun mam Ausland, mee fleegt awer och eng ganz enk Kollaboratioun mat auswärtigen Ëmweltservicer. Wann d'Krankheitsbiller dacks komplizéiert sinn, da kann ee roueg haart soen, dass och d'Ëmweltmedezinn e ganz komplizéierten an e ganz breetgefächerten Domän ass. Dat geet vun der Recherche iwwert d'Formatioun, wou et Kompetenzen a ganz, ganz ville Beräicher brauch, bis hin zu den Traitementen.

Nei Ëmweltfacteure bréngen nei Ëmweltschied an nei, bis dato net bekannte Symptomer. Spéitstens hei an och, fir an de preventiven Domän eranzekommen, spillt d'Recherche natierlech eng ganz grouss Roll.

All dës Iwwerleeungen, Här President, léif Komeroden, léif Komerodinnen, léif Kollegen, léif Kolleginnen, brénge mech zu engem kloere Bekenntnis, wat um Regierungssaccord berout, am Sënn vun enger professioneller Prise en charge vun de Patienten, déi un engem Ëmweltschied leiden. Esou wéi den Impakt vun den Ëmweltfacteuren am Laf vun der Zäit evoluéiert an

och am Hibleck op d'Auswirkungen dovunner op de mënschlechen Organismus, muss een natierlech de medezinnesche Volet och adaptéieren. En internationale Workshop zum Thema Ëmweltmedezinn gouf jo am November d'lescht Joer organiséiert vum CHEM mam LNS an der Uni Lëtzebuerg.

Den nächste Schrëtt heivunner ass d'Auswärtung an och d'Ausaarbechtung vun engem detailléierte Konzept, zesumme mat engem Conseil scientifique an och sämtleche wictegen a spezialiséierten Acteuren an deem Domän. Mir mussen Opschluss kréien, wéi eng Indiciounen a Krankheitsbiller en charge kënnen geholl ginn a wéi och de Parcours vum Patient soll ausgesinn.

Den zweete Schrëtt vun der Diagnos bis bei de Spezialist muss definéiert ginn an dat gëtt eis erëm eng Indicioun, wéi eng Besoine bestinn a puncto ambulanten an och stationäre Strukturen.

E weidere wictege Punkt ass déi enk Zesummenaarbecht mat der Uni Lëtzebuerg an dem LNS, fir sech u grouse Fuerschungsprojete ze bedeelegen. An och déi auslännesch Kollaboratioun muss weider bäibehalen a gegebenefalls och verbessert an intensivéiert ginn.

Vun engem gutt ausgeschaffte Konzept erwaarde mer eis och, dass de Besoin u medezinneschem Personal definéiert gëtt an dass eng Basisformatioun respektiv eng Formation continue misst virgesi ginn.

Et läit deemno op der Hand, datt den Opbau vun engem nationale Service vu Virdeel wier, fir sämtlech Kompetenzen ze bëndelen.

Vläicht nach e puer Wuert zur Preventioun, wou mer elo vill méi wäit si wéi nach virun e puer Joer. Ech denken do zum Beispill un den ILNAS, den Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services, deen zum Beispill d'Spillsaachen ënner d'Lupp hält a kuckt, ob déi net schiedlech si fir d'Kanner, oder, fir e rezent Beispill ze ginn, d'Decisioun, de Faarfstoff E171 ze verbidden, well net méi spéit ewéi de 25. Januar huet de Ministère vun der Protection des consommateurs matgedeelt, dass dëse Faarfstoff, deen aus Dioxyde de titane besteet, deen iwwregens fir déi schéi wäiss Faarf bei de Liewensmittelprodukter suergt, ab gëschter - also ab dem 7. - verbuede gouf, mat enger Transitionphas vu sechs Méint.

Natierlech dierf een och elo net naiv sinn a mengen, et géif een all problematesch Substanz verbuede kréien. Déi verschidde wirtschaftlech Acteure kënnen do ganz kreativ sinn an nei Substanze mir näischt dir näischt op de Maart bréngen. Duerfir muss ee vigilant bleiwen a weiderhi souwuel um Niveau vun der Preventioun wéi och vun der Ëmweltmedezinn investéieren.

Erlaabt mer awer, ganz zum Schluss nach op ee fir mech ganz wictege Punkt ze schwätzen ze kommen: d'Kommunikatioun a puncto Ëmweltschied an Ëmweltkrankheeten.

Et mierkt een, dass bei verschiddene Sujeten eng gewësse Skepsis ass, wat sanitär an och ëmwelttesch Theemen ubelaangt. Dat ass e gesellschaftleche Phenomeen, dee mir net ewechriede kënnen. Mee dat weist, dass zum Beispill den Impfstoff géint de Covid-19 eppes ass, wou d'Leit sech net richtig ze situéieren wëssen an deem se och net trauen. Dat weist sech och an aneren Domänen, zum Beispill d'Stéchwuert 5G oder awer Wandrieder. Och do ass et wichteg, d'Suerge vun de Leit esoch ze huelen.

An ech sinn der Iwwerzeugung, dass, wa mir een nationale Kompetenzzentrum fir Ëmweltmedezinn hunn, do

och esou Froe kënnen analyséiert a vun Experten traitéiert ginn, an dass do och Äntwerte kommen, déi dann net déi si vun de Politiker, déi mer da streideg gemaach kréien, mee vun Dokter an vu Chercheuren, vun de sougenannte „blouses blanches“, déi dann och vläicht deen een oder deen anere richteg iwwerzeegt kréien an egal wéi vill méi Iwwerzeegungskraaft hu wéi mir als Politiker.

Dir gesitt, et gött vill Grënn fir d'Erschafe vun engem Zentrum fir Ëmweltmedezinn, an dat wéi virgesinn um Standuert Esch. An d'LSAP encouragéiert eis Ministesch, fir de Suivi ze garantéieren, op Basis vun allen Erkenntnisser, déi hoffentlech an e guut Konzept vun den Experten a Spezialiste mataffléisse wäerten.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci och. An ech gesinn, den Här Engelen ass scho prett. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Ëmweltmedezinn ass e wichteg Thema, dat déi néideg Opmierksamkeet verdéngt. Dowéinst och vun eiser Säit e grouse Merci un den Här Marc Hansen fir dës Initiativ.

Et ass kee Geheimnis, dass sech eng intakt Ëmwelt positiv op d'Gesondheet vun Mënsch auswierkt. Schiedlech Aflëss aus der Ëmwelt kënnen do dergéint reegelrecht krank maachen.

D'Bewosstsinn duerfir ass déi lescht Jore staark gewuess an déi Diskussioun vun haut weist, dass mer eis deem Problem stelle mussen a wëllen.

Ganz vill ass och scho geschitt, fir d'Liewensqualität vun de Leit ze verbesseren an d'Ëmwelt ze schounen. D'Belaaschtung vun eiser Populatioun duerch de Kaméidi mam Verkéier, ma och duerch d'Schuedstoffer an der Loft, huet zu Lëtzebuerg ouni Zweifel an de leschte Joerzénge permanent zougeholl. Et wäert Iech net wonnere, dass d'ADR och doranner eng Konsequenz gesäit vun deem ze séieren an onkontrolléierte Wuesstum, dee mer dann hei unerkennen.

A relativ kuerzer Zäit huet d'Ëmweltbelaaschtung hei am Land iwwerproportional zougeholl. Mer kommen net no, fir déi Infrastrukturen ze bauen, déi mer am Fong geholl bräichten. Do derbäi kënn och, dass d'Géiftstoffe doheem, zum Beispill a Baumaterialien oder a Miwwelen oder a Spillsaachen, bei enger Rei vu Leit zu Krankheete kënnen féieren. Och am Gaart an am Hobby kënnen Gefere laueren, wéi zum Beispill d'Belaaschtung duerch Pestiziden, an dat selwecht géllt och am Beräich vun der Aarbecht.

Nei Theeme wéi méiglech Geforen duerch Elektromog komme lues a lues op a verdéngen et, ënnersicht ze ginn. A mengem fréiere Liewe war ech och emol esou Elektromog ausgesat, joerzéngetlaang, a mir hunn eis ëmmer gefrot, wat fir en Afloss deen Elektromog op eis Gesundheet sollt oder kéint hunn. Mir hunn awer néierewou en Usprichpartner fonnt, fir an deem Beräich mol opgekläert oder beroden ze ginn.

Iwwerdeem gött et an eisen Nopeschlänner scho méi laang ëmweltmedezinnesch Zentren. Eng deementspriedend Arichtung léisst hei zu Lëtzebuerg schonn 20 Joer op sech waarden. Den Aktiounsgrupp fir Ëmwelttoxikologie AKUT kritiséiert iwwerdeems scharf, dass och dës Regierung nach ëmmer net gewéllt ass, fir am Dossier Ëmweltklinik endlech aktiv ze ginn, an dat, obschon am Koalitiounsaccord vu Blo-Rout-Gréng esou eng Struktur virgesi war.

Den Opdrag duerfir goug un den Escher CHEM. Am Südspidol sollt eng 200 m<sup>2</sup> grouss Infrastruktur

entstoe mat gläich e puer speziellen Zëmmer fir schwéierkrank Ëmweltpatienten. Den neie Generaldirekter vun Escher Spidol huet awer déi lescht Woch an engem Presseinterview gesot, dass hie keng Ëmweltstatioun méi realiséiere wéilt an deemno keng esou eng Struktur méi géif plangen.

De fréiere Generaldirekter vun CHEM hat nach 2019 e fäerdege Projet fir d'Südspidol ausgeschafft, inklusiv enger Ëmweltklinik, déi fräi vu potenzielle Schuedstoffer sollt sinn, fir schwéierkrank Ëmweltpatienten net nach zousätzlech mussen ze belaaften.

Fir d'ASBL AKUT an d'Associatioun vun den Ëmweltmedezinner steet grad wéi och fir d'ADR fest, dass de Koalitiounsaccord vun 2018 an deem Punkt misst agehale ginn. Do steet op der Säit 90 geschriwwen, ech zitieren: „Das ambulante Umweltmedizinangebot wird auf stationärer Ebene durch einen nationalen Umweltmedizinischen Dienst gestärkt werden, sodass eine Behandlung der Patienten im Krankenhaus [...] gewährleistet werden kann.“

Mir fannen et net akzeptabel, dass fir déi aktuell Gesondheitsministesch dëse Projet keng Prioritéit méi soll hunn a si d'Responsabilitéit op de Generaldirekter vun CHEM dréckt. Duerfir hu mer eis gewonnert a mir wäeren u weideren Erklärungen vun der Madamm Gesondheitsminister interesséiert. „Wéllt och si keng Ëmweltklinik méi?“ ass d'Fro, déi ee sech muss stellen. Ass si d'accord mat engem alternative Fuerserkonzept, wou de Staatslabo an d'Uni Lëtzebuerg solle mat abezu ginn? Esou steet et awer net am Koalitiounsaccord.

Här President, eiser Meenung no ginn dann nach vill weider Jore verluer, wou betraffe Patienten hei keng spezifesch Hëllef kënnen kréien, an da mussen se sech fir deier Suen am Ausland behandle loosse.

D'ADR verlaangt, dass am Spidolwiesen eng spezialiséiert Ëmweltmedezinnesch Unitéit muss geschafe ginn. Dat neit Konzept vun Direkter vun Escher Spidol kann dozou komplementär sinn, awer kann esou eng Struktur net ersetzen.

Här President, mir wéilten d'Madamm Gesondheitsminister awer och nach un e weidert Versprieche aus dem Regierungsprogramm erënneren an dat ass, fir d'Preventioun an d'Fuerserkonzept an der Ëmweltmedezinn auszubauen, medezinnesch Formatiouns- a Weidbildungsofferen am Kader vun der klinscher Ëmweltmedezinn unzebidden an dann nach d'Schafe vun enger spezieller Ëmweltmedezinnescher Diagnostik, bei där d'Therapien duerch d'Sécurité sociale solle rembourséiert kënnen ginn.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Ma och vun all dëse Versprieche ass bis elo nach net vill ëmgesat ginn. Madamm Minister, mir fuerderen als ADR, dass keng eidel Versprieche solle gemaach ginn an dass d'Regierung déi Punkten endlech ëmsetzt. Ëmweltmedezinnesch Krankheete mussen endlech och an eisem Gesondheitssystem unerkannt ginn!

Ech weisen do op eng offiziell Studie aus Däitschland, déi beseet, dass an Däitschland 5 % vun de Krankheeten offiziell als Berufskrankheeten oder Ëmweltkrankheeten unerkannt sinn.

En zweete wichtege Chantier ass dee vun der Ëmweltambulanz. Hei mussen mer leider dee selwechte Constat maachen: Gambia hëlt dësen Dossier Ëmweltmedezinn net ganz eescht. Bei der Ëmweltambulanz handelt et sech ëm e wichtege Service vu kompetenten Experte ronderëm, déi bei Privatleit Analysen op Schuedstoffer maachen an duerno och déi néideg Recommendationen ginn. Och interesséiert Doktere kënnen sech hei gratis berode loosse.

Mee dat ass alles net wichtig. Bei der Madamm Lenert hire Virgänger huet dat alles keng gloriösch Roll gespilt. Ënnert der viregter Regierung ass d'Ëmweltambulanz tëschent de Joren 2013 an 2018 komplett restrukturéiert ginn a krut vill manner Moyene wéi virdrun, eppes, wat een och an den Zuele feststellt, déi am Kader vun enger parlamentarescher Fro op d'Tapéit komm sinn. Esou huet d'Ëmweltambulanz am Joer 2017 nach kënnen 206 Asätz a Privatstéit assuréieren. An de Betriber waren et der 62. Zejoert awer waren et bei de Privatleit nach just 51 an op der Aarbechtsplaz ganzer Z.

Dir gesitt also, wat fir en Engagement d'Gesondheitsministeren un den Dag leeën, wann et ëm d'Ëmweltmedezinn geet, an dat, zanter dass Blo-Rout-Gréng zanter 2013 um Pouvoir ass. Et goufe finanziell Mëttele agespuert, an dat um Bockel vun dekranken a betraffene Leit. Am Géigesaz zu Blo-Rout-Gréng ass fir d'ADR d'Ëmweltmedezinn wichtig a verdéngt et, ënnerstëtzt ze ginn.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci. Madamm Oberweis, et ass un Iech.

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Merci.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Dir hutt d'Wuert.

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Merci, Här President. Fir d'éischt dem Här Hansen e ganz grouse Merci fir dës Initiativ, fir dës Debatt, déi wierklech immens passionnant ass an immens wichtig an awer natierlech och immens komplex.

Här President, net jiddereen ass gläich virun der Gesundheet. Et ass net just eng Fro um Accès zum Gesondheitswiesen, mee et ass virun allem och eng Fro vun der Expositioun zu de Geforen. Mir sinn deene Geforen nämlech net gläich ausgesat an dat huet mat sozioekonomeschen Ongläichheeten ze dinn. Sozial Gerechtegkeet ass bei Wäitem déi bescht Viraussetzung, fir jidderengem e gesond Liewen ze erméiglechen. A wann d'Ongläichheete wuessen, si mer ëmmer méi ongläich virun der Gesundheet, a wat et eis all méi schlecht geet, och dat ass vu Wëssenschaftler beluecht.

Schlecht Wunnkonditiounen, schlecht Aarbechtskonditiounen, schlecht Léin, laang Trajeten, schlecht Essen, schlecht Bildung, schlecht Loft- a Waasserqualität, Stress a schlechten Zougang zu Gesondheitsservicer si keng individuell Facteuren, mee strukturell Froen an ënner anerem dorobber kuckt d'Ëmweltmedezinn.

Ëmweltmedezinn ass eng ursachenorientéiert Medezinn. Do, wou oft an der klasescher Medezinn vill op d'Symptomer gekuckt gött an och behandelt gött, geet d'Ëmweltmedezinn méi wäit. Ëmweltmedezinner ginn op d'Sich no den ëmweltbedéngten an ëmfeldbedéngten Ursache vun der Erkrankung. Si sinn dacks laang amgaang mat deem, wat si d'Anamnees nennen. D'Patienten um Ëmweltmedezinner leide meeschtens ënner chronesch Krankheeten an hunn eeben dacks ganz komplex Krankheitsbiller.

Kolleeginnen a Kolleegen, dat, wat mer hei diskutéieren, ass net ganz nei. Dass Stress zum Beispill en Impakt op d'Gesondheet huet, ass gewosst. Dass d'Loftqualität en Impakt op d'Gesondheet huet, ass gewosst. Mee wat hei nei ass, ass dee kategoreschen Usaz - de radikalen Usaz, hunn ech Loscht ze soen - vun der Ëmweltmedezinn, fir d'Ursache vun enger Erkrankung feststellen. Déi Ursache géllt et am direkten Ëmfeld ze sichen. Ëmweltmedezinner kucken



deemno op d'Wunnsituatioun, mee och op d'Aarbechtskonditiounen, an et gëtt awer virun allem och gekuckt, wéi belaauscht de Kierper vum Patient ass vun eventuelle Schwéiermetaller, Chemikalien oder och anere Schuedstoff.

Eis Wunnsituatioun beaflosst also largement eis Gesondheet, net nëmmen d'Materialien, mat deene gebaut gëtt, mee och Materialien a Substanzen an eisen Haiser a Wunnengen. Schlecht Isolierung vu Wunnengen an Haiser féiert zu Verschimmelung vun de Wänn a provoziert Otemkrankheeten. Dofir huet déi Lénk zum Beispill och eng Propos gemaach fir eng sozial gerecht Sanéierung vun Haiser a Wunnengen, wou de Staat d'Haaptverantwortung iwwerhëlt.

Et ass vun Historiker an Urbaniste bekannt, dass sech déi aarm Quartieren dacks ronderëm respektiv ëstlech vun Industrien ugesidelt hunn, well de Wand bekanntlech a Westeuropa 90 % vun der Zäit aus dem Weste kënnt an déi räich Quartiere meeschtens westlech an nördlech vun den Industrië sinn. Deemno sinn och haut nach déi chic Quartieren an deene meeschte Stied a Westeuropa do, wou d'Loft méi propper ass an do, wou manner Kaméidi ass, also dacks am Westen respektiv am Norde vun de Stied.

Vill Leit gi vun de Stied op d'Land wunnen, well se mengen, do wier d'Loft méi reng, mee dat ass eng Schimär. Néierens fléie méi Pestiziden duerch d'Loft wéi matten an enger Monokulturlandschaft, wéi mer se och zu Lëtzebuerg hunn.

Der WHO no - dat ass och virdu scho gesot ginn - stierwen all Joer 7 Milliounen Mënschen un de Follge vu Loftverschmutzung. Dat ass virun allem op d'Belaauschung duerch Feinstaub zréckzeféieren, vun Diesel, Verbrennungsmotoren, Kraaftwierker an awer och de Bremsen an de Pneuen. Also, maache mer eis näischt vir, och d'Elektroautoen, déi hei esou helleg sinn zu Lëtzebuerg, produziéieren Feinstaub!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Der europäescher Ëmweltagentur no wieren am Joer 2018 - och dee Chiffer ass scho genannt ginn - 63.000 Doudeger duerch Feinstaub eleng an Däitschland ze bekloun.

Kolleeginnen a Kolleegen, op der Aarbecht da maache mer eis och krank. Enger Etüd no hunn Aarbechter, déi um Bau an an der Industrie schaffen, tëscht véier a siwe Joer manner Liewenserwaardung. Si sinn dacks géftege Substanzen, Schwéiermetaller, Feinstaub an anere Chemikalien ausgesat, net ze schwätze vun hire schwéiere physeschen Aarbechtskonditiounen.

Déi aner, déi vläicht am Büro schaffen an net direkt toxesch Substanzen ausgesat sinn oder liewensgeféierleche Konditiounen, an deene se schaffen, sinn dacks Stress, Iwwerbelaauschung, héijen Erwaardungen u Leeschtung a Flexibilitéit, prekäre Kontrakter a Mobbing ausgesat. Mir mengen, dass och deene psychosoziale Risiken onbedéngt vill méi staark an der Aarbechtsmedezinn muss Rechnung gedroe ginn.

Dës Problemer an der Aarbechtswelt kënnen a sollen net individualiséiert an net medikaliséiert ginn. Si mussen als strukturelle Risikofacteur ugesinn an unerkannt ginn.

En Impakt op eis Gesondheet kann des Weideren een ze vill héije Konsum u Medikamenter hunn. D'Regierung huet och an deem Kontext am Moment eng Sensibiliséierungscampagne, wou drop opmierksam gemaach gëtt, fir net ze vill Antibiotika zou sech ze huelen, a mir begréissen dat ganz kloer.

En anere Facteur sinn déi endokrin Disruptoren. Si sinn a klenger Dosis schonn immens geféierlech an och vun hinnen ass scho rieds gaang virdrun. Et gëtt si a Kosmetika. Also, déi endokrin Disruptoren, dat si Stoffe, wéi zum Beispill Chemikalien, déi den hormonelle Fonctionnement stéieren.

Nieft der Kosmetika wieren zum Beispill Liewensmëttelverpackungen aus Plastik e weideren Träger vun esou Substanzen. Och si sinn omnipresent an eisem direkten Ëmfeld.

Schwéiermetaller dann: Mir sinn all belaauscht duerch Schwéiermetaller. Enger franséischer Etüd no wiere bal 100 % vun der Populatioun duerch Schwéiermetaller belaauscht. Mir sinn also all u sech vergëft, wann Der wëllt. Déi Schwéiermetaller an eisem Kierper bréngen Entzündungen mat sech an doduerjer komme chronesch Krankheitsbiller mat. Dat ass och virdu scho vun de Virriedner, mengen ech, genuch thematiséiert ginn. Als Beispill kann ech den Amalgam nennen. Amalgam, Dir wësst et, ass eng Mëschung vu verschiddene Schwéiermetaller, ënner anerem Quecksëlwer, deen immens géfteg ass. An anere Länner ass e verbueden, wéi zum Beispill a Japan an a Russland, an ech mengen, och a Schweden, wann ech mech net ieren.

D'Europäesch Kommissioun seet dann och: All Land brauch en Aktiounsplang, fir aus dem Amalgam erauszeklammen. A wann ech mech net ieren, och do - d'Madamm Ministesch ka mech herno gäre korrigéieren - huet Lëtzebuerg vir, bis 2030 erauszeklammen. Also wier et den Ament nach erlaabt. Also do si mir och kee Virreider a keen immens gutt Beispill.

E positiivt Beispill awer, an dat war gëschter an den Nouvelen, an ech mengen, et ass och scho virdrun ugeschwat ginn, ass, dass den Titandioxid oder den E171 elo verbuede gëtt am Iessen, souwäit ech verstanen hunn, well en eventuell genotoxesch wier, awer weiderhin erlaabt als Implantat am Mond, esou wéi ech et verstanen hunn. Och dat ass also eng gewëssen Inkohärenz.

Wat mer dann iessen, mécht eis och krank. Wéi belaauscht ass eist gesprézt Uebst a Geméis? Mir wëssen et! Industriell hiergestallte Liewensmëttel, an deenen all méiglech Zousatzstoffe sinn, fir se zum Beispill ze erhalen, maachen eis och krank op Dauer. Och do gëtt et Studien, déi weisen, dass dës Produkter Entzündungen an Diabetees mat sech bréngen.

Här President, wierklech Preventioun gëtt wéineg gemaach. Dat géif bedeuten, drastesch Moosnamen ze huelen. Preventioun heescht och verbidden, wéi et mam Glyphosat gemaach ginn ass. Wa mer géife wierklech de Principe de précaution unwennen, wéi mir et zum Beispill och an eiser alternativer Verfassungspropos stoen hunn, da géife mer vill méi wäit goen.

Wat mir zum Beispill géife maachen, hei just vläicht e puer ganz konkret Beispiller aus dem Alldag. Mir kéinten eng Véier-Deeg-Woch aféieren amplaz vun enger Fënnf-Deeg-Woch oder e Sechs-Stonnen-Dag; d'Tempolimitt an de Stied an an den Dierfer op 30 km/h normaliséieren amplaz vu 50 km/h an domat den Trafick berouegen an och doduerjer d'Ëmwelt, also d'Loftqualitéit verbesseren; an der Vermaartung, am Verkaf vun de Liewensmëttelen net déi biologesch Produiten an de Vierdergrond stellen, mee u sech déi belaauscht Liewensmëttelen negativ kennzeechen; an de Schoukantinne biologesch a lokaal/regionaalt Iessen a maximal eemol d'Woch Flesch. Dat sinn Iddien, wat ee kéint wierklech preventiv maachen, an net bis 2030 waarden, fir den Amalgam ze verbidden.

E puer weider Fuerderungen, wat d'Ëmweltmedezinn ugeet, et ass och virdu scho genannt gi vun de Virriedner: Mir brauche ganz kloer vill méi Donnéeën, mir mussen vill méi Recherche maachen. Och do, mengen ech, ass Konsens hei am Sall. Ëmweltmedezinner fannen nämlech ganz komplex a rar Krankheitsbiller, an déi mussen weider erfuerscht ginn.

Etüde soen, dass bis zu 10 % vun de Patienten Ëmweltpatienten sinn. Wann Der mat Ëmweltmedezinner schwätzt, dann erziele se Iech vu Patienten, déi vun Doktere bei si geschéckt ginn, déi net méi weider wëssen. Mir mussen eis Aen opmaache fir dës Realitéit, och wa se onbequeem ass. Dat si mer all deene Patientene schëlleg.

Mir brauchen e Spidol mat Better an enger „clean unit“. Mir sinn dovunner iwwerzeegt, genesou, wéi et am Koalitionsprogramm steet. Well verschidde Patientene mussen aus hirem Ëmfeld erausgeholl ginn a brauchen e sougenannten „Expositiounsstopp“. Si brauchen e propper Ëmfeld, wou se dann eeben aus hirem toxesch Ëmfeld erausgeholl ginn. Mir brauchen déi zwee, ambulante a stationär, an hei schwätzt een, mengen ech, net vu ville Better. Och dat soen d'Ëmweltmedezinner.

Et ass eigentlech eiser Meenung no e Skandal, an do kommen ech op déi rezent Nouvelen, dass eng eenzeg Persoun kann entscheiden, wat dann elo mat deem Projet vum Ëmweltspidol geschitt. Wann den Direkter vum CHEM d'Noutwendegkeet vun deene Better, vun där „clean unit“, net agesäit, dann ass hien eventuell net déi richteg Persoun oder de CHEM net déi richteg Plaz. Vlächcht muss d'Santésministesch dann en aneren Träger dofir fannen. An anscheinend gëtt et, esou hu mir et héieren, aner Kandidaten, déi interesséiert wieren.

**Une voix** | Et gëtt awer e Verwaltungsrot am CHEM!

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | An dee leschte Punkt wär, fir eventuell d'Analysen - och dat ass scho gesot ginn hei - ze rembourséieren, well mir wëssen, dass d'Analysen extrem deier sinn. Bis zu 1.000 Euro kascht eng Ëmweltbelaauschungsanalys. Do muss een am Moment 90 % aus senger eegener Täsch bezuelen. An och do, mengen ech, ass hei am Sall Konsens, dass een dat absolutt brauch.

Sou vill dozou. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteeren.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci och der Madamm Oberweis. Dat war eng Punktlandung. An d'Wuert geet da weider un de Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll et guer net verstoppen: Ech si keen Expert an där heiter Matière, ...

**Plusieurs voix** | Ou!

**M. Sven Clement** (Piraten) | ... mee éischter en aviséierten Amateur.

(Hilarité)

**Une voix** | Dir ënnerschézt Iech!

**M. Sven Clement** (Piraten) | Mir ginn et ...

(Hilarité)

Dir gesitt, och ech kann zouginn, datt ech ...

**Une voix** | A!

**M. Sven Clement** (Piraten) | ... mech nëmmen agelies hunn an en Dossier.

**Une voix** | O nee.

**Une autre voix** | Très bien!

**M. Sven Clement** (Piraten) | Mee komme mer zum Thema. Mir ginn et net gären zou, mee eis Aart a Weis ze liewen ass derbäi, eis ëmzebréngen. A ville Beräicher genéisse mer an eiser moderner Gesellschaft en enorme Confort, mee gläichzäiteg ass et genee dëse Confort, deen eis lues awer sécher krank mécht.

*(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)*

Mir hunn Essen am Iwwerfloss, mee och Herbiziden, Fungiziden, Pestiziden an eng gutt Portioun Antibiotika iesse mer net seele mat. Mir si mobil a kënnen all Eck vun der Welt bereesen, mee eis Mobilitéit generéiert esou vill CO<sub>2</sub> a Feinstaub, datt eis Otemweeër belascht ginn an de Weltklima sech verännert.

Mir kënnen alles bauen, wat eis an de Kapp kënn, an dat aus deene verschiddenste Materialien, mee och an eise Flëss an an de Mierer fanne mer ëmmer méi kleng a grouss Partikele vu genau dëse Materialien, déi do guer näischt ze sichen hunn an déi eis an d'Déieren- an d'Planzewelt krank maachen.

2019 sinn der Europäescher Ëmweltagence EEA no eleng an der EU iwwer 300.000 Mënschen an de Konsequenze vun enger ze héijer Feinstaubbelastung gestuerwen. D'Theema vun der Ëmweltmedezinn, an domat verbonnen d'Fro, wéi mer Patienten traitéiere kënnen, déi vun de villen Ëmweltgëfter krank ginn, mee och d'Fro, wéi mer esou Schuedstoffer nees aus eiser Ëmwelt erauskréien, sinn also vun extremer Bedeitung fir eis Zukunft.

An dofir soen ech de Kollege vun deene Gréngen och villmools Merci fir d'Ufroe vun dëser Interpellatioun an och fir den Exposé ganz am Ufank. Ech hunn eng ganz Rëtsch nei Wiederer kennegeléiert, déi ech ganz éierlech och hei net ka widerhuelen. Mee ech mengen, de Marc Hansen ass do och méi Expert wéi déi meescht vun eis heibannen.

D'Regierung huet an hirem Koalitionsaccord viles ugekënnegt am Beräich vun der Ëmweltmedezinn. An et ass wichteg, no dësen dräi Joer elo emol e Bilan ze maachen, wat scho gemaach gouf, wat nach geplangt ass a wou et eventuell Lücke gëtt.

Dee grouss Problem heibäi ass, datt mer op ganz wéineg, voire a verschiddene Beräicher op guer keng Etüden iwwer Lëtzebuerg aus dem Beräich vun der Ëmweltmedezinn zrëckgräife kënnen. Fir d'Ausland gëtt et zum Deel ganz ëmfaassend Etüden doriwwer, wéi vill Mikroplastik oder Schwéiermetaller an de Gewässer an an de Kierper vu Mënschen an Déieren ze fanne sinn. Wéi belascht sinn eis Liewensmëttel, eist Waasser, eis Loft a jo, och eise Kierper? Hu mer e Problem mat Eternitt op Scheierdiecher? Wéi vill Schuedstoffer stiechen ëmmer nach an de Mauere vun eise Gebaier? Ëm wéi eng Stoffer handelt et sech genee? A wéi gi mer se nees lass?

Äntwerten op dës Froen ze sichen an dann entsprechend Mesuren ze huele ka Liewe retten. En Ausbau vun de Formatiounen an der Recherche an dësem wichtige Domän ass dofir indispensabel an ech hoffen, datt d'Regierung haut och nach eng Rei Informatiounen dozou ka ginn, wéi si gedenkt, an dësem Beräich d'Fuerschung auszubauen.

Dat soll awer net heeschen, datt mer aktuell näischt maache kënnen a mol nach als Éischt drop waarde mussen, datt nach weider Etüde gemaach ginn. Vu ganz ville Stoffer wësse mer haut schon, datt se zum Beispill staark kribserreegend sinn oder aner schlëmm Krankheete verursaache kënnen. Den Dioxin gouf

genannt, den Amalgam gouf genannt, mir kënnen eng ganz Rëtsch Stoffer nennen.

Fakt ass: Mir brauche Strategien, wéi mer genau dës Stoffer lassginn. An do kënnen mer net méi waarden! Do mussen mer och net weider op Etüde waarden, Etüden, déi ëmmer erëm dat nämmlecht confirméieren, wat mer u sech haut scho wëssen!

Et geet also elo drëms, Weeër ze sichen, fir se aus eise Liewen ze verbannen. Eenzel Verbuetter, esou wichteg se och sinn, ginn do net méi duer. Natierlech ass et gutt, wa mer geféierlech Chemikalien, zum Beispill an der Landwirtschaft, reglementéieren, mee mir dierfen net vergiessen, datt dee Moment, wou de Verbuet kënn, eis Biedem oft awer scho jorelaang domadder traitéiert goufen.

Eleng duerch e Verbuet kritt een déi Stoffer oft net méi aus der Ëmwelt eraus. An dofir hält hir Wierkung op Mënsch, Déier an Ëmwelt och oft net mat deem Verbuet op. Do ass et wichteg opzeglären.

Ganz vill Leit si sech guer net bewosst, wat fir een Impakt hir Liewensëmwelt op hir Gesondheet huet, well se guer net wëssen, mat wat a wéi enge Stoffer se am Alldag iwwerhaapt a Kontakt kommen. Se bemierken dann eréischt, datt eppes net stëmmt, wa sech am Kierper op eemol esou chronesch Entzündungen oder aner Krankheete breetmaachen. Mee souguer dann ass et oft nach e wäite Wee, jo, e ganz wäite Wee bei ganz villen, bis eng richteg Diagnos steet. D'Anamnees ass heefeg net derfir ekippéiert, fir Ëmweltaflëss als éischten Aspekt ze kucken.

Vill ze heefeg kucke mer éischer an der Medezinn, fir d'Symptomer ze behandelen, wéi fir d'Ursaach ze fannen. Eng Entzündung, da kritt een eng Pëll, et kritt een e Medikament, et kritt ee gesot: „Huel eng Crème, da geet et der besser.“ A genau do setzt jo d'Ëmweltmedezinn un a genau do mussen mer d'Prise en charge verbessern, fir Persounen, déi ënner gewëssenen Ëmweltaflëss leiden, besser hëllefzen ze kënnen!

Dofir war jo och eigentlech d'Ëmweltklinik geplangt, mee - an dat hunn e puer Leit hei haut scho gesot - déi léisst op sech waarden. Ëmmer nees goufe Pläng gemaach, an dann awer nees verworf. A mëttlerweil gesäit et aus, wéi wann emol net déi puer Zëmmere géifen ëmweltmedezinnesch ëmgebaut ginn, geschweige dann e ganze Filillek an enger Klinik.

Hei hoffe mer, datt mer haut nach eng Kouéier weider Detailler kréien a vläicht méi positiv Nouvellé kréie wéi aus deene rezenten Téléesinterviewen.

Mir hoffen, gewuer ze ginn, bis wéini d'Patienten hei am Land net nëmmen ambulanz, mee och stationär kéinte behandelt ginn, an zwar am Beräich vun der Ëmweltmedezinn an net nëmmen am Beräich vun der Medezinn.

Wat ass aus den héijen Ziler aus dem Koalitionsaccord ginn? Wat bleift Rescht a wat wäert konkret ëmgesat ginn?

Nach besser wéi eng adequat stationär Behandlung ass et natierlech awer, d'Krankheet guer net opkommen ze loossen, ech sot et virun. Hei fält dann awer och d'Stéchwuert „Preventioun“ erëm. An domat mengen ech wierklech d'Preventioun vum Ausbriet vu gewësse Krankheeten an net just d'Fréierkennung.

Wa mer vu Preventioun vu Kribserkrankunge schwätzen zum Beispill, da geet et jo oft och dorëms, regelméisseg Routineanalysen ze maachen, fir d'Krankheete schon an engem ganz fréie Stadium ze erkennen, fir se dann, esou gutt et geet, behandelen ze kënnen.

Mee do geet et eigentlech jo manner drëm, enger Krankheet virzebeuge wéi dorëm, se fréi ze erkennen.

Natierlech sinn esou Routineënnersichunge wichteg a se rette ganz vill Liewen, mee mir kënnen awer nach méi maachen, wa mer nach e Schrëtt méi fréi ufänken an esou gutt et geet probéieren, déi Saachen ze vermeiden, déi Krankheeten iwwerhaapt eréischt ausléisen. An hei si mer dann nees bei deem wichtige Thema vun der Opklärung.

Wann d'Leit net wëssen, wat se sech mat gewëssenen Zousazstoffer a Liewensmëttel undinn, an net wëssen, wéi eng Materialien an hiren Haiser verbaut sinn, da kënnen se och net drop oppassen, sech gewëssene Stoffer net eréischt aussetzen. Dofir muss méi informéiert ginn. Dofir brauche mer méi Transparenz, wat d'Zousazstoffer a Liewensmëttelen ugeet, wat d'Bausubstanzen an eisen Immobilien ugeet, wat d'Belaaschtung vun eise Biedem ugeet.

An do ass jiddweree gefuerdert! Do ass eng ganz Fro vu Wäerter. Dat ass net nëmmen eng medezinnesch Fro - dat ass eng gesamtgesellschaftlech Verantwortung!

A well et gesamtgesellschaftlech ass, muss awer och d'Industrie mat u Bord geholl ginn. Jo, se muss gezwonge ginn, Verantwortung ze iwwerhuelen, andeems streng Riichtwäerter festgehalten an d'Depasementen dann och konsequent bestrooft ginn. Et kann net sinn, datt mer Riichtwäerter festsetzen an herno, wann dann en Depasement ass, ass dat ëmmer en „Eenzelfall“, „en dramateschen Accident“ Jo nee, dat geet net duer! Mir müssen, wann en Depasement stattfënn, dat dann och kënnen richteg sanktionéieren.

Amplaz d'Leit duerno medezinnesch behandelen ze müssen, sollte mer also kucken, datt d'Leit iwwerhaapt esou mann wéi méiglech krank ginn.

Mee wa mer dat Zil erreche wëllen, da mussen mer endlech ëmdeken. Da mussen mer ophalen, eis Biedem, eist Waasser, eis Loft an eise Kierper fir de vermeintleche Fortschrëtt ze vergëften. An da mussen mer den Ëmweltschutz endlech virun déi wirtschaftlech Interesse stellen.

Mir hu just ee Planéit a jidderee vun eis huet och just ee Kierper. Dofir mussen mer endlech besser op béid oppassen!

Ech soen Iech villmools Merci.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheitsministeresch Paulette Lenert.

### **Prise de position du Gouvernement**

**Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virop e grouss Merci fir deen ausféierlechen Echange. Ech si frou feststellen, dass e breeden - e ganz breeden! - Konsens hei am Raum ass iwwer d'Wichtigkeet vun der Ëmweltgesondheet an der Ëmweltmedezinn, déi dozou gehéiert, wann een dat och wëllt ëmsetzen.

D'Roll vun der Ëmwelt op eis Gesondheet, a béid Richtungen, fir eis krank ze maachen an och fir eis gesond ze erhalen, steet ausser Fro, och fir mech als Gesondheitsministerin. Ech géif dat gäre klären, ech hunn hei e puermol tëscht den Zeile geduecht ze verstoen, dat wär keng vu menge Prioritéiten. Dat ass weider näischt wéi de Beweis, dass hei Leit sinn, déi mech sécherlech net perséinlech kennen, soss géife se net op esou eng Iddi kommen. Dat ass eng vu menge grouss Prioritéiten! Dat ass e ganz staarkt perséinlech Uleies, aus diverse Grënn.



Ech kann Iech och bestätegen, dass mam Untrëtt vum neien Direkter zu Esch eng vu mengen éischte Froen un hie war, wéi et sech mat dësem Projet huet, well et fir mech net nëmmen eng politesch, mee och eng Häerzugesueleeënheet ass. Et huet deemools scho geheescht, hie wär net dorunner deesséiert, Esch wéilt dee Projet net méi - wéi Saachen oft gemengt a geduecht a gehéiert ginn!

Ech kann Iech confirméieren, dass meng Fro ganz kloer mat engem Jo fir dëse Projet beäntwert ginn ass. Ech hunn deen neien Direkter kennegeléiert, deen extreem begeeschert fir dëst Thema ass, deen dat eescht hält, deem et och eng Häerzugesueleeënheet ass an dee mer dat vun der éischter Stonn u confirméiert huet.

Ech kann also domadder bestätegen, dass dat näischt anescht wéi Rumeure sinn, dass Esch dorunner net méi interesséiert wär, dass den Dokter Metz dorunner net méi interesséiert wär. Deem ass net esou! Genau de Géigendeel ass de Fall. Den Dokter Metz huet sech ganz intensiv mat dësem Thema auserneegesat, soubal e säin Amt iwwerholl huet zu Esch, an och eng Rei Schrëtt ënnerholl, fir dass de Projet weiderkënn. An en huet doranner meng ganz Ënnerstëtzung! Ech géif dat gärën ënnersträchen.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | Mir hunn e Regierungsprogramm, deen eng Rei Prinzipie festgehalen huet. Déi sinn a kenger Hisiicht a Fro gestallt. A kenger Hisiicht! Dir hutt e puer Sätz am Regierungsprogramm stoen, déi wäerten ëmgesat ginn. Et ass genee an déi Richtung, wou geschaff gëtt. Et geet drëms, nieft der Offre ambulatoire, déi mer verstärkt wëllen hunn, och eng stationär opzebauen, dass dat schnell soll ugoen, mat deem, wat schnell kann ëmgesat ginn.

Dat fannen ech eng ganz saine Approche. Et ass genau dat, wat ech vum Dokter Metz héieren hunn, dass en amgaangen ass ze iwwerleeën, wéi mer ganz schnell kënnen déi ambulatoire Prise en charge organiséieren. An d'Konzept selwer - do kommen ech dro zréck -, dat ass an der Ausschaffung. Et kann een net anescht soen, wéi dass deem esou ass.

Da geet et och drëms, dat néidegt Wëssen op d'Been ze kréien. Et ass ugeschwat ginn. Mir hate punktuell Formatiounen. Elo geet et drëms, säithier mer eng Uni hei am Land hunn, fir wierklech zesumme mat dësen Acteuren eng zolidd Formatioun op d'Been ze kréien, fir déi do aflëssen ze loosse, wou et Sënn mécht - dat heescht an der Grondausbildung -, mee doniewent och ze kucken, wéi ee kann hei zu Lëtzebuerg och Exzellenz bidden, a mat deene richtegen Acteuren, déi mer entre-temps hunn, och do eppes opzebauen.

Da selvstverständlech d'Prise en charge. Dat ass eng Selvstverständlechkeet. Wa mer bis definéiert hunn, vu wéi engem Typ vu Patiente mer schwätzen, wat d'Prise en charge hei zu Lëtzebuerg wäert sinn, wat de Parcours wäert sinn, dann ass dat dat Normalst vun der Welt, dass een och eng Nomenclature do drop setzt an dass dat en charge soll geholl ginn.

Dofir, ech kann et net anescht soen, vu mir ass eng honnertprozenteg Ënnerstëtzung fir dëse Projet do! Am selwechte Sënn stinn ech och absolut hannert der Approche vum Dokter Metz, déi ech ganz strukturéiert fannen. Ech sinn erstaunt ze héieren, dass dat, wat iwwert d'Antenn gaangen ass, interpretéiert gëtt, wéi wann eng Persoun géif e Projet hei ofwimmelen. Dat ass absolut guer net de Fall!

Nach eng Kéier, fir drun ze erënneren: D'Autorisation ministérielle, den Zouschlag souzesoen, dass de CHEM dëse Projet soll kréien, dee geet zréck op November 2019, dat fir e Service hospitalier national de médecine environnementale. Dat steet nach ëmmer. Dat ass ergaangen opgrond vun engem Avis vun der Direction de la Santé, deen deem virausgaangen ass ëm e puer Méint.

Dann ass eng Demande komm am Juni 2021 fir den Délai d'exécution. Also, dat heescht, den Accord de principe war 2019. An da war eng Oplag do, bannent engem gewëssenen Delai mat engem detailléierte Konzept bei eis virstelleg ze ginn. Du koum effektiv eng Demande am Juni 2021, fir dësen Delai ze verlängeren.

Och do géif ech gärën drun erënneren: D'Joer 2021, et dierft eis allegueren nach an Erënnerung sinn, Dir wësst, wat do lass war. Dir wësst och, wat 2020 op eist Land hei agefall ass. Et ass absolut net esou, dass Gambia, wéi et gesot ginn ass, hei eppes géif ausbremsen.

Am Joer 2020 ass Lëtzebuerg, genau wéi Europa, genau wéi d'ganz Welt, vun enger Pandemie getraff ginn. A fir sämtlech Acteuren, déi do ronderëm implizéiert sinn, ass vun haut op muer, nieft hiner Agenda, nieft hiren normalen Attributiounen, déi schon net esou „ohne“ sinn a wou mer net ëmmer esou opgestallt waren, wéi ee sech et géif wënschen, eng ganz aner Aufgab ugefall. Mir hu mussen eng Pandemie geréieren, dat souwuel am Spidol wéi och bei eis an der Direction de la santé. Mir sinn zentralen Acteur an där Pandemie. Ech erënneren drun: Si ass och nach ëmmer net eriwuer. An déi bréngt mat sech, dass ganz vill vun eise Ressourcen op där Pandemie schaffen.

Deen Dossier hei hätte mer gare méi schnell weidergefuert. Dir hutt d'Plateforme interministérielle ugeschwat. Dat sinn alles Aarbechten, déi zréckgeschrauft gi sinn. An dat sinn net déi eenzeg Aarbechten. Ech verstopen dat absolut net! Mir fuere wierklech no de Prioritéiten. Dat, wat mir gestäipt kréien niewent der Pandemie, dat ass dat absolut Essenziell! Mee eis Ressourcë si gréisstendeels mat der Pandemie beschäftegt, genau wéi dat och an anere Länner de Fall ass.

Dat ass keng Situatioun, déi mir eis wënschen. Mir wieren déi éischt, déi frou wieren, wann deem net esou wier a wa mer kéinten eis Ressourcë verstärkt nees op eis Alldagsaarbecht setzen. Well do steet viles un an zwee Joer. Dat ass enorm! Dat ass eng enorm Zäit. Do ass viles ze kuerz komm. An ech mengen, ech brauch dat net ze erklären. Eigentlech, wann ee sech virun Ae féiert, vu wéi enge Jore mer hei schwätzen, wa gesot gëtt, dass vläicht e bësse manner gelaf ass bei enger Ëmweltambulanz, dass d'Plattformen net esou zesummekomm si wéi soss, dann, mengen ech, versteet een, firwat dass dat esou ass an net anescht konnt sinn.

*(Interruption)*

Ressourcen hu mer manner, dat stëmmt. Mir hunn eng ganz Rei Posten, déi net besat sinn. Dat verstopen ech Iech och net. Et ass net, wéi wa se net do wäeren. Et ass also net, dass net géif opgestockt ginn. Mir hu mëttlerweil am zweestellige Beräich Posten, wou mer net d'Leit fannen. Et si Leit, bon, Leit sinn an d'Pensioun gaangen, Leit hunn ons verlooss, sinn och an aner Ministère gaangen.

Ech brauch Iech net ze soen, dass et net dat Angeneemst ass, bei eis ze schaffen am Moment. Et sinn extreem laang Aarbechtsstonnen. Et ass kee flotte Kader am Moment. A mir hu wierklech

Schwieregkeeten, déi néideg Leit ze fannen. Mir hunn iwwer zéng Dokteren, déi mer sichen, déi mer net fannen am Moment. Alles dat si Problemer, mat deene mer mussen eens ginn, well d'Aarbecht ass net manner ginn. Au contraire! Mir hunn extreem vill Aarbecht, ënner anerer eebe pandemiedéngt. An och generell ass ganz vill ze maachen am Beräich vun der Santé.

Wou si mer also prozedural drun? Ben, mir waarden u sech op dat detailléiert Konzept, dat eis soll virgeluecht ginn. Et ass also net esou, dass den Direkter vum CHEM an eenger Responsabilitéit hei géif iwwert de Projet vun der Ëmweltmedezinn decidéieren. Guer net! En huet och eng Gouvernance iwwer sech.

Et ass e Spidol. Dat ass eng privatrechtlech geféiert Struktur - ech hat et virdu schon erwäant -, déi awer och en Organe de gouvernance huet. Déi huet e Conseil. Deen ass wuel, wéi dat hei zu Lëtzebuerg am Moment de Fall ass, relativ politesch besat. Mee trotzdem! An doriwwer hu mer Prozeduren. Wéi gesot, et ass eng Geneemegung do mat engem kloren Datum.

Bis de Mee - also Métt Mee - soll e Konzept virgeluecht ginn, en detailléiert Konzept, wéi déi Prise en charge soll ausgesinn, wéi dat soll ëmgesat ginn. An dat Konzept, dat mer da solle presentéiert kréien, do ass och eng Konditioun gewiescht, dass et begleet gëtt mat enger Convention de collaboration, mat engem kompetente Service aus dem Ausland, wou mer kënnen op gestanen Experienz zréckgräifen. Alles dat ass am Lafen.

Wann Der mech elo haut frot, wat ech vun deem Konzept halen, da kann ech Iech näischt anescht soe wéi: „Ech weess et net!“ Dat Konzept ass nach net virgeluecht ginn. Ech jugéieren net op Wieder, déi an enger Pressekonferenz oder virun engem Mikro gesot ginn. Ech kucken den Dossier. Wann den Dossier bei mir erakënn, da gëtt en analyséiert.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | An den Datum, fir deen Dossier ze kucken, d'Deadline, déi gesat ginn ass, ass de 15. Mee. Bis elo ass keng weider Verlängerung gefrot ginn. Wann dat sollt de Fall sinn, da wäert mer och dat analyséieren. Et kann een an dësen Zäiten eventuell och verstoen, dass dat méi Zäit brauch. Mee bis elo ass esou eng Demande op alle Fall bei mir net eragereecht ginn, soudass ech u sech op deen Datum waarden, fir dann ze gesinn, wat d'Konzept ass, dat virgeluecht gëtt, wat d'Iwwerleeunge sinn.

En attendant géif ech op alle Fall ganz staark déi Aart a Weis begrëissen, wéi virgaange ginn ass. Et ass schon erwänt ginn: Enn des Joers ass eng international Konferenz organiséiert gi vum CHEM, zesumme mam LNS, zesumme mat eiser Uni, fir sech mat dësem Thema ze befaassen. Do sinn net nëmmen Experten aus dem Ausland virstelleg gewiescht, mee och déi lokal Acteure konnte gehéiert ginn.

Dat ass esou, wéi ech mer erwaarden, dass soll geschaff ginn. Et ass dat, wat ech begrëissen, dass zesumme mat de Leit definéiert gëtt, wéi déi nächst Schrëtt solle sinn. Ech hu mer och, en vue vun haut vum Debat, erkläre gelooss, wat d'Iwwerleeunge sinn, wou se am Moment dru sinn.

Et geet elo drëms ze definéieren: Wéi e Patient viséiere mer? Wat ass den typesche Patient, dee mer wëlle behandelen an dësem Service? Wat soll säi Parcours de soins sinn? De Parcours de soins muss definéiert ginn. Dat gehéiert zu dem Concept détaillé.

An da sollen och natierlech déi verschidden Etappen definéiert ginn, déi zum Patient senger Anamnees féieren. Alles dat muss erstallt ginn.

Den Accord de principe, dat ass vill méi eppes Generales gewiescht. Hei ass elo wierklech Detailaarbecht ze liwweren. An déi Detailaarbecht ass amgaangen, erstallt ze ginn.

Donieft muss jo och gekuckt ginn, wéi eng Traitement gemaach ginn. An dann ass et mer - op alle Fall vu mengem Point de vue oder, wéi ech et gewinnt sinn ze schaffen - relativ allichtend, wann déi doten Aarbechte bis ofgeschloss sinn, dass een dann eréischt eng richteg Vue huet vun der Envergure: Geet déi Unzuel vu Better, déi am Raum steet, duer? Geet et net duer? Sinn et der genuch? Dofir muss ee jo fir d'éischt definéieren: Wéi e Patient wëlle mer do behandelen? Wéi ee Krankheitsbild wëlle mer do behandeln? Wat ass de Parcours de soins? Mat wem gëtt zesummeschafft?

Et ass op alle Fall zu kengem Moment gesot ginn - ech hunn dat och vu kengem héieren -, dass déi Better vum Dësch wäeren. Dat, wat an Ausiicht gestallt ginn ass, ass e schnellt Ufänken am ambulatorië Beräich. Mir zaubere jo elo net e Raum dohinner bannent engem Mount. Ech kann et och nëmme begréissen, dass hei Iwwerleeunge gemaach ginn, fir schnell unzefänken an dann eebe „step by step“ weiderzefueren an och ze evaluéieren, wat d'genau Besoine sinn, en fonction eebe vun deenen Detailler, déi elo erschafft wäerte ginn.

Ech kann also zu dësem Zäitpunkt net méi zu engem Projet soen, deen amgaangen ass ausgeschafft ze ginn. Ech bieden Iech, do ze respektéieren, dass déi Leit, déi dorobber schaffen, och d'Recht hunn, sech déi Zäit ze huelen, déi se gefrot hunn. Si hunn dat accordéiert kritt, bis de Mee kënnen dorobber ze schaffen.

Wann et bis esou wäit ass, da wäerte mir eis dat ukucken. Dat Konzept, dat virgeluecht gëtt, dat gëtt sécherlech net vum Dokter Metz aleng avaliséiert. Dat gëtt fir d'éischt och aviséiert vum Direkter vun der Santé; esou ass dat virgesi vum Gesetz, soudass do eng Etapp usteet, wou e Regard politique wäert drop kommen.

Ech wollt just nach - dat ass e puermol ugeschwat ginn - op eis Ëmweltambulanz agoen. Säit enger Zäit gëtt dës Aarbecht net méi vun där Ambulanz gemaach. Dat war e ganz gudder Start, dee mer haten, mee dat ass an eng aner Dimensioun eriwweergaangen. Dat gëtt haut vum LNS gemaach. Mir orientéiere Leit nach vläicht punktuell, mee d'Aarbecht selwer, fir déi Moossungen ze maache bei de Leit, gëtt vum LNS gemaach. Dat gëtt och iwwerholl, wann et op Preskriptioun vun engem Dokter ass.

Mee och do géif ech drop hiweisen, dass den LNS och en Acteur ass, dee ganz staark an der Kris mobiliséiert war. Et huet een d'Tendenz, immens schnell ze vergiessen, mierken ech. Mee och den LNS war nieft sengen normalen Aufgabe staark ënnerwee an de Schoulen, Dir erënnert Iech, déi ganz Testaktiounen an de Schoulen. An den Altersheemer sinn Demarché gemaach ginn, Actions coup de poing mat Testen.

Dat sinn alles Aufgaben, déi gestäipt gi sinn, deels mat bestënedem Personal, deels mat Opstockung, mee déi pandemiedéngt waren. An dass do déi aner Aufgabe mol mat Momenter ze kuerz komm sinn, dat ass inevitabel. Dofir stinn ech och ganz gäre riicht. Dat ass kee Geheimnis. Dat ass bei eis am Haus esou - et ass iwwerall esou!

Et huet ee sech mussen riichten no där Situatioun. An ech kann och absolutt net am Passé nach schwätzen! Mir mussen eis och elo nach riichten no der Situatioun. Et ass nach alles anescht wéi Normalitéit bei eis um Ordre du jour, an dat wäert nach eng Zäit daueren.

Voilà! Dat war et, wat ech zu dësem Projet wollt soen. Ech mengen, ech hu keng spezifesch Fro iwwersinn. Wann dat de Fall sollt sinn, dann ass bestëmmt een, dee sech zu Wuert mell.

Ech soen Iech Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, der Madamm Gesondheitsministesch. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss.

## 14. Résolution de M. Marc Goergen relative à l'installation de distributeurs de produits hygiéniques dans les toilettes de tous les bâtiments de la Chambre des Députés

*(Résolution déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 13 de ce compte rendu)*

Da kéime mer nach just zur Resolutioun, déi den Här Marc Goergen am Ufank vun der Sitzung deponéiert huet. Wie wëllt nach d'Wuert zu dëser Resolutioun ergräifen? Den Här Gilles Baum.

**M. Gilles Baum** (DP) | Merci, Här President. Ech proposéieren, dass mer déi Resolutioun hei an de Bureau vun der Chamber verweisen.

**M. Fernand Etgen**, Président | Wien d'accord ass, fir dës Resolutioun an de Bureau ze verweisen, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

*(Interruption par M. Marc Goergen)*

A, den Här Marc Goergen wëllt awer nach eppes soen.

**M. Marc Goergen** (Piraten), auteur | Jo. Merci. Also, ech si voll averstanen. Ech sinn averstanen, dass et an de Bureau geet. Et ass just: déi gréng haten nach gefrot, fir eng Ajoute ze maachen. Ech weess net, ob mer déi sollen nach direkt derbäi maachen, fir dass et och korrekt an de Bureau geet, oder net. Well déi gréng haten dat gefrot, an ech hat do direkt Jo gesot.

Merci.

**Vote sur le renvoi de la résolution au Bureau**

**M. Fernand Etgen**, Président | Wien ass d'accord, fir dës Resolutioun an de Bureau ze verweisen?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

*(La résolution de M. Marc Goergen est renvoyée au Bureau de la Chambre.)*

Domat si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

*(La séance publique est levée à 19.02 heures.)*

## 33<sup>e</sup> séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

### Sommaire

**1. Ouverture de la séance publique ..... p. 41**

M. Fernand Etgen, Président

**2. Dépôt d'une motion par M. Jeff Engelen ..... p. 41**

Exposé : M. Jeff Engelen

**3. 7893 - Projet de loi portant modification :**

**1° de la loi du 13 mars 2018 portant création d'un Observatoire national de la qualité scolaire ;**

**2° de l'article 6 de la loi modifiée du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves ;**

**3° de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse ..... p. 42**

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. Claude Lamberty

Discussion générale : M. Max Hengel | Mme Francine Closener | Mme Josée Lorsché | M. Fred Keup (intervention de M. Sven Clement) | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

**4. 7774 - Projet de loi portant modification de :**

**1° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;**

**2° la loi modifiée du 17 avril 2018 relative aux documents d'informations clés relatifs aux produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance ;**

**3° la loi du 16 juillet 2019 portant mise en œuvre des règlements EuVECA, EuSEF, MMF, ELTIF et Titrisation STS ;**



en vue de la transposition de la directive (UE) 2021/2261 du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2021 modifiant la directive 2009/65/CE en ce qui concerne l'utilisation de documents d'informations clés par les sociétés de gestion d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), et de la mise en œuvre :

1° du règlement (UE) 2019/1238 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 relatif à un produit paneuropéen d'épargne-retraite individuelle (PEPP) ;

2° du règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers ;

3° du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 ;

4° du règlement (UE) 2021/557 du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2021 modifiant le règlement (UE) 2017/2402 créant un cadre général pour la titrisation ainsi qu'un cadre spécifique pour les titrisations simples, transparentes et standardisées, afin de favoriser la reprise après la crise liée à la Covid-19 ;

5° du règlement (UE) 2021/2259 du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2021 modifiant le règlement (UE) n° 1286/2014 en vue de proroger le régime transitoire appliqué aux sociétés de gestion, aux sociétés d'investissement et aux personnes qui fournissent des conseils au sujet des parts d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) et d'OPCVM non coordonnés ou qui vendent ces parts ..... p. 47

Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler

Discussion générale : M. Laurent Mosar | M. Yves Cruchten | M. François Benoy | M. Roy Reding | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

## 5. 7825 - Projet de loi portant

1° modification de la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation et portant modification de - la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier - la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier - la loi du 27 juillet 2003 sur le trust et les contrats fiduciaires - la loi modifiée du 4 décembre 1967 relative à l'impôt sur le revenu - la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune - la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

2° modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;

3° modification de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises ;

4° modification de la loi du 16 juillet 2019 portant mise en œuvre des règlements EuVECA, EuSEF, MMF, ELTIF et Titrisation STS ;

5° mise en œuvre du règlement (UE) 2020/1503 du Parlement européen et du Conseil du 7 octobre 2020 relatif aux prestataires européens de services de financement participatif pour les entrepre-

neurs, et modifiant le règlement (UE) 2017/1129 et la directive (UE) 2019/1937 ..... p. 50

Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler

Discussion générale : M. Laurent Mosar | M. Dan Biancalana | M. François Benoy | M. Roy Reding | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

## 6. 7861 - Projet de loi portant modification de la loi du 17 avril 2018 relative aux indices de référence ..... p. 53

Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler

Discussion générale : M. Laurent Mosar | M. Dan Biancalana | M. François Benoy | M. Roy Reding | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

## 7. Heure d'actualité du groupe politique CSV sur la perte du pouvoir d'achat des ménages ..... p. 55

Exposé : M. Gilles Roth (interventions de M. Fernand Kartheiser, M. Yves Cruchten et Mme Martine Hansen)

Débat : M. André Bauler (interventions de M. Gilles Roth et Mme Martine Hansen) (dépôt de la motion 1) | Mme Cécile Hemmen | M. François Benoy | M. Roy Reding (dépôt de la motion 2) | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement (dépôt des motions 3 et 4) | M. Gilles Roth

Prises de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | M. Gilles Roth (parole après ministre) | M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie (interventions de M. Sven Clement et Mme Martine Hansen) | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Turmes | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) | M. Sven Clement (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Turmes

Motion 1 : M. Gilles Roth (interventions de Mme Myriam Cecchetti, M. Yves Cruchten et M. Gilles Baum) | M. Dan Kersch | M. Roy Reding (interventions de M. Dan Kersch) | M. Gilles Baum | Mme Myriam Cecchetti (intervention de M. Dan Kersch) | M. Yves Cruchten | M. Sven Clement (interventions de M. Gilles Baum, M. Dan Kersch, M. Yves Cruchten et Mme Cécile Hemmen)

Vote sur la motion 1 (adoptée)

Motion 2 : M. Gilles Roth (interventions de M. Yves Cruchten et Mme Martine Hansen) | M. Gilles Baum | M. Sven Clement | M. Yves Cruchten | M. Roy Reding

Vote sur la motion 2 (rejetée)

Motion 3 : M. Gilles Roth | M. Gilles Baum | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement

Vote sur la motion 3 (rejetée)

Motion 4 : M. Gilles Roth | M. François Benoy | M. Roy Reding | Mme Myriam Cecchetti | M. Yves Cruchten | M. Sven Clement

Vote sur la motion 4 (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Claude Meisch, M. Claude Turmes et Mme Yuriko Backes, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

## 1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

## 2. Dépôt d'une motion par M. Jeff Engelen

Da géif ech direkt d'Wuert ginn un den Här Jeff Engelen fir den Depot vun enger Motioun.

### Exposé

M. Jeff Engelen (ADR), auteur | Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, opgrond vun internationalen Entwécklungen ass de Schwéngsmaat hei zu Lëtzebuerg staark ënner Drock geroden. Fir datt de Lëtzebuerg Schwéngsmaat net abrécht, froe mir eng finanziell Hëllef op nationalem Niveau, fir deem entgéintzewierken.

Ech soen Iech Merci, Här President.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Jeff Engelen (ADR), auteur | Wannechgelift, Här President.

### Motion 1

*D'Chamber vun den Deputéierten stellt fest,*

- datt d'Lëtzebuerg Schwéngsbauerer opgrond vun internationalen Entwécklung finanziell staark ënner Drock stinn;

- datt den EU-Deputéierten an Agrarspriecher vun der EVP, Herbert Dorfmann, vun enger „historesch“ schwéierer Situatioun um Schwénggefleschmarché schwätzt;

- datt sech d'Situatioun fir d'Schwéngsbauere weider verschäerft, well si aktuell Rekordpräisser fir d'Fudder an Düngemittel bezele mussen;

- datt déi franséisch sougenannten „Interprofession fir Schwénggeflesch“ (Inaporc) schonn op de Wee gaangen ass, fir staatlech Ënnerstëtzung unzefroen;

- datt den Här Landwirtschaftsminister an engem Interview mat der Zeitung „De Lëtzebuurger Bauer“ matgedeelt huet, datt d'Europäesch Unioun sech schwéier domat deet, de Schwéngsbauern zousätzlech finanziell Ennerstëtzung zoukommen ze loossen,

fuerdert d'Regierung op,

- déi néideg Dispositiounen ze ënnerhuelen, fir de Lëtzebuurger Schwéngsbauern op nationalem Niveau finanziell ënnert d'Äerm ze gräifen.

(s.) Jeff Engelen.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Engelen.

### 3. 7893 - Projet de loi portant modification :

**1<sup>o</sup> de la loi du 13 mars 2018 portant création d'un Observatoire national de la qualité scolaire ;**

**2<sup>o</sup> de l'article 6 de la loi modifiée du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves ;**

**3<sup>o</sup> de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse**

Den éischte Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 7893 iwwert d'Kreatioun vum Observatoire national de l'enfance, de la jeunesse et de la qualité scolaire. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schon ageschriwwen: den Här Max Angel, d'Madamm Francine Closener, d'Madamm Josée Lorsché, den Här Fred Keup an den Här Sven Clement.

An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Claude Lamberty.

(Brouhaha)

**Une voix** | Max Angel?

**M. Claude Lamberty** (DP) | De Marc Angel, direkt aus Europa.

(Brouhaha et hilarité)

**M. Fernand Etgen**, Président | Den Här Max Hengel, pardon.

**M. Claude Lamberty** (DP) | A!

(Brouhaha)

**M. Fernand Etgen**, Président | Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

### Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

**M. Claude Lamberty** (DP), rapporteur | Jo, ech hunn héieren, et wär haut seng éischt grouss Ried fir esou e grouse Projet. Dofir, kommt mer loossen en net vernennen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam Observatoire de l'enfance et de la jeunesse a mam Observatoire national de la qualité scolaire existéieren den Ament zwee Observatoire ënnert dem Schierm vum Educatiounsministère.

Während den Observatoire de l'enfance et de la jeunesse sämtlech Facteuren analyséiert, déi sech op d'Entwécklung an op d'Wuelbefanne vun de Kanner a Jugendlechen auswierken, konzentréiert sech den Observatoire national de la qualité scolaire, sou wéi den Numm et scho seet, op d'Evaluatioun vum Lëtzebuurger Schoulsystem.

An Zukunft wëllt de Ministère allerdéngs béid Observatoire matenee verschmelzen a soumat eng „structure unique“ fir d'Evaluatioun vun engersäits der

formaler an anerersäits der non-formaler Bildungslandschaft schafen.

Dëse Projet de loi proposéiert dofir, den Observatoire de l'enfance et de la jeunesse an den Observatoire national de la qualité scolaire ze integréieren. Aus dëser Fusioun soll dann eng nei Struktur entstoën, déi da sämtlech Aspekter vun eiser Kanner-, Jugend- a Bildungspolitik ënnert d'Lupp hält.

Ier ech weider Detailler zum Projet ginn, wëll ech als Éischt e kuerzen - an ech versprechen, e kuerzen - Ausfluch an d'Vergaangenheet maachen.

2008 gouf zu Lëtzebuerg d'Jugendgesetz gestëmmt, e wichtegt Gesetz, dat net just d'Integratioun, d'Education an d'Participatioun vun eise jonke Matbierger gestärkt huet, mee och eng éischt Struktur fir d'Evaluatioun vun der Lëtzebuurger Jugendpolitik geschaaft huet: den Observatoire de la jeunesse.

Dësen hat als Aufgab, statistesch Donnéeën iwwert d'Liewenskonditiounen vun de Jonken ze sammelen an d'Regierung bei der Entwécklung vun neie Jugendpoliticken ze ënnerstëtzen.

2016 krut den Observatoire dunn eng weider Zilgrupp derbäi, an zwar d'Kanner vun null bis zwielef Joer. Säitdem funktionéiert d'Struktur ënnert dem Numm Observatoire de l'enfance et de la jeunesse an huet als Aufgab, eng systematesch an eng transversal Analys vun eise non-formale Bildungssystem ze maachen. Hei geet et also haaptsächlech drëms, déi sozio-ekonomesch Facteuren ze analyséieren, déi sech op d'Wuelbefanne vun eise jonke Matbierger auswierken.

Wat de Beräich vun der formaler Bildung betrëfft, also d'Organisatioun an de Funktionement an de Schoulen a vun de Schoulen, hu mir och do säit 2018 eng Struktur, déi reegelméisseg Rapporten a statistesch Donnéeën publizéiert, nämlech den Observatoire national de la qualité scolaire.

Et handelt sech dobäi ëm eng extern, neutral an onofhängeg Struktur, déi d'Entwécklung vun der Schoul a virun allem d'Qualitéit vum Unterrecht evaluéiert. Als eemolege Rapporteur vun dësem Gesetz wëll ech op dëser Plaz nach emol d'Wichtigkeet vun dësem Gremium ënnersträichen, deen eis et erméiglecht huet, den Debat ronderëm d'Schoulentwécklung op eng sachlech a wëssenschaftlech Aart a Weis ze féieren, wäit ewech vum dagespolitesche Geschéien. An ech denken och, datt d'Observatoire mat hirer Aarbecht schon e gudden Deel zu der Qualitätssteigerung an eise Bildungssystem bäigedroen hunn.

Wéi scho virduer erwänt, gëtt et den Ament also zwee Observatoiren, déi den Educatiounsministère mat Rotschléi an Informatiounen ënnerstëtzen. Duerch déi rasant Entwécklung vun eiser Gesellschaft an den ëmmer méi groussen Erwaardungen un eise Bildungssystem ass allerdéngs och den Aarbechtspensum vun den Observatoire staark an d'Luucht gaangen. Hei derbäi kënnt, datt d'Analysen an d'Donnéeën ëmmer méi komplex ginn an et och ëfters zu Iwwerschneidungen tëscht den Aufgabe vun den zwou Structure kënnt.

A genee wéinst dësen Iwwerschneidunge wëllt de Ministère an Zukunft d'Kollaboratioun tëscht den Observatoire vun deenen zwou Institutioone vereinfachen. Dëse Projet de loi proposéiert deemno, fir béid Structure matenee ze fusionéieren an eng Structure unique mam Numm Observatoire national de l'enfance, de la jeunesse et de la qualité scolaire ze schafen.

Déi nei Struktur soll dann zwou Sektioonen enthalen, déi souwuel eegestänneg wéi och gemeinsam Projete kënnen ausschaffen: d'Sektiooun Enfance et jeunesse an d'Sektiooun Qualité scolaire. Béid Sektioone wäerten all Joer op d'mannst een thematesche Rapport mat Recommandatiounen zu engem spezifeschen Thema publizéieren. All fënnf Joer soll ausserdeem en

ausféierleche Rapport iwwer engersäits d'Qualitéit vum Schoulsystem an anerersäits d'Situatioun vun de Jonken ausgeschafft ginn.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Lamberty** (DP) | Ech wëll op dëser Plaz och nach emol ervirhiewen, datt et net drëms geet, den Enseignant permanent iwwert d'Schëller ze kucken oder si ze kontrolléieren, mee datt et drëms geet, en objektive Constat iwwer eise gesamte Bildungssystem ze maachen.

Déi geplangte Fusioun bréngt direkt dräi grouss Virdeeler mat sech.

Éischtens kann d'Potenzial u Synergien tëscht der formaler an der non-formaler Bildung duerch d'Zesummeféiere vun den Observatoire voll a ganz ausgenotzt ginn. Den direkten Exchange iwwer gemeinsam Theemfelder an iwwert d'Transitiounen tëscht der formaler an der non-formaler Bildung erméiglecht also am Endeffekt eng méi effikass Aarbecht.

Zweetens gëtt och d'Effizienz, also de globale Käschtepunkt vun de Missiounen, verbessert, dat, well verschidde Ressourcë kënnen gedeelt ginn.

Drëttens ënnersträiche mir mat dëser Fusioun d'Wichtigkeet vun enger Bildungspolitik, an där d'Kand am Mëttelpunkt steet. Fir d'Wuelbefannen an d'Rechter vun de Jonken ze garantéieren, brauche mir nämlech eng Politik, déi souwuel déi formal wéi déi non-formal Bildungsaspekter berücksichtegt.

Zu gudder Lescht wëll ech nach emol kuerz op déi verschiddenen Aweise vun de Beruffskummeren a vum Staatsrot ze schwätze kommen.

Am grouse Ganze gëtt d'Fusioun an d'Kreatioun vun neien Observatoire vu sämtlechen Acteure guttgeheescht. Och déi gréisser Transparenz bei den Indemnitéite vun den Observatoire gouf direkt e puermol gelueft.

Wat allerdéngs d'Krittäre fir de Rekrutement vun Personal ubelaangt, sou ginn d'Meenungen e bëssen auserneen. Während d'Staatsbeamtekummer kritiséiert, datt och Leit aus dem Privatsecteur kënnen op dës Poste gesat ginn, sou ass et genee dës Punkt, deen d'Chambre des Salariés immens gutt fënn. D'Periodicitéit vun de Rapporten an d'Unzuel vum Personal sinn zwee weider Punkten, déi diskutéiert goufen. D'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers sinn der Meenung, datt et duergaange wär, nëmme fënnf amplaz aacht Observatoire pro Sektiooun virzugesinn. Béid Kummeren hunn ausserdeem derfir plädéiert, datt d'Rapporten all zwee anstatt just all fënnf Joer solle publizéiert ginn.

Vun der Sait vun Staatsrot koume keng gréisser Kriticken, soudatt mir de Projet d'lescht Woch an der Kommissioun konnten unhuelen.

Am Numm vun der DP-Fraktioun ginn ech den Accord fir dëse Projet an ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | An ech soen dem Här Rapporteur Claude Lamberty villmools Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, an dat ass den honorabelen Här Max Hengel.

Här Hengel, Dir hutt d'Wuert.

### Discussion générale

**M. Max Hengel** (CSV) | Merci, Här President. Ech begreissen heibannen de Kolleg Marc Angel, wann et schonn hei zu enger Konfusioun komm ass. Mee dat ass awer ... Jo, mir hunn de selwechte Coiffer.

(Brouhaha et hilarité)

Et ass nach nei. Genau.

(Brouhaha)



Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, fir unze-fänken dem Rapporteur Claude Lamberty e grouse Merci fir säin ausféierleche mëndlechen a schrëftleche Rapport. En ass esou ausféierlech gewiescht, datt ech souguer nach Deeler vu menger Ried kann ewechloossen.

Ech erlabe mer just e puer Remarken am Hibleck op den Historique vum Projet. Den Här Lamberty huet et gesot: Mam Gesetz vum 4. Juli 2008 ass den Observatoire de la jeunesse geschaaft ginn. Dat war deemools och am Sënn vun der Ëmsetzung vun den europäeschen Objektivier an notament och vun de Recommendationen vum Conseil de l'Europe, deen dem Grand-Duché un d'Häerz geluecht hat, eng méi global Approche ze hunn, wat d'Erwaardunge vun der Jugend ugeet.

Ech ginn net méi op d'Faiten vun 2013 an. Mee ech gi kuerz drop an, wat 2018, wéi den Observatoire national de la qualité scolaire an d'Liewe geruff gouf, geschitt ass, wat och d'Positioun vun der CSV deemools war.

Den Observatoire ass geschaaft ginn, fir dem SCRIPT zur Säit ze stoen an en externen a systememesche Bléck op de Fonctionnement vum Schoulsystem an d'Educationspolitik ze hunn. Deemools huet d'CSV dese Projet net matgedroen, well e Gremium vun aacht Observateure geschaaft ginn ass, vun deem op den éischte Bléck net erkennbar war, wéi dann d'Qualitéit vum Schoulsystem kéint verbessert ginn.

En plus ass och deemools nach op der Uni Lëtzebuerg eng Aarbecht gemaach ginn, déi de Missiounen vun den Observateuren entsprach huet. D'CSV war der Meenung, datt et besser wier, dat ze stäerken, wat schonn en place war, wéi en neie Gremium ze schafen, dee vu senger Definitioun hier zwar extern an neutral ass, gläichzäiteg awer och der Autoritéit vum Minister ënnersteet.

Mir hunn also haut am selwechte Ministère mam Observatoire de l'enfance et de la jeunesse a mam Observatoire national de la qualité scolaire zwoe Observatoire, déi Informatiounen iwwert d'Situatioun vun de Kanner a Jugendlechen an och iwwert d'Stärkten a Schwächen vun eisem Schoulsystem sammelen.

Mir begrëssen et haut als CSV-Fraktioun am Sënn vun enger besserer Kollaboratioun an och enger besserer Koordinatioun a Gestiouen vun alle gesammelten Informatiounen an Donnéeën, datt des zwoe Observatoiren zu enger eenzegger Struktur fusionéieren.

Och wann ech dann elo d'Spannung schonn erausgeholl hunn, erlaabt mir awer nach e puer Punkten ze nennen, déi an de verschiddenen Avisen zu deemem Projet ervirgehewe ginn an déi eng Rei vun eise Bedenken als CSV-Fraktioun deelen.

Dës eenzeg nei Struktur geet per se net duer, fir elo eng holistesche Approche am Beräich vun der Evaluatioun vum Schoulsystem ze hunn. Mir müssen also en An drop halen, datt déi Rapporten, déi gemaach ginn, och deemem Usproch gerecht ginn. An de Staatsrot huet jo och drop higewisen, datt e gemeinsame Rapport vun den zwoe Sektione vum Observatoire kéint néideg sinn, fir deem Usproch eebe gerecht ze ginn.

Dann huet d'Chambre de Commerce och vollkommen zu Recht drop higewisen, datt d'Interaktiounen vum Observatoire mat deenen aneren nationalen Acteuren, wéi dem SCRIPT, der Uni an dem Luxembourg Center for Educational Testing, muss gekläert ginn. Souwuel d'Chambre de Commerce wéi och d'Chambre des Métiers - den Här Rapporteur hat dat och gesot - wënsche sech méi kuerz Intervallen tëschent der Publikatioun vun de Rapporten. Effektiv muss ee soen: An

enger Welt, déi ëmmer méi séier dréit, wou all Dag nei Trends an Technologien derbäikommen, déi en Afloss op d'Liewe vun eise Kanner an eise Jugendlechen hunn, si fënnef Joer eng laang Zäitspan.

D'Chambre des Salariés géif sech dann och wënschen, datt d'Rapporte géifen effentlech virgestallt ginn an an der Regierung géifen diskutéiert ginn. Ech denken och, datt jiddereen heibannen Demandeur ass, datt déi Rapporten och hei an enger effentlecher Sëtzung géifen debattéiert ginn.

Mir sinn dann och der Meenung, datt et ganz wichteg ass, datt déi Rapporten mam OKaju zesummen analyséiert ginn an déi noutwendeg Schlëss draus gezu ginn.

Et wier dann och gutt, wann all déi Informatiounen an Donnéeën, déi zesummedroen gi vun deenen zwoe Sektione vum Observatoire a vun allen aneren nationalen Acteuren an deem Beräich, géifen zentraliséiert ginn a wann all déi Concernéiert kéinten, selbstverständlech am Aklang mam Dateschutz am Ëmgang mat esou sensibelen Donnéeën, drop Zougang hunn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, no zwoe Joer Pandemie ass et immens noutwendeg, datt mir all Effort ënnerhuelen, fir e Bléck op d'Wuelbefanne vun eise Kanner, souwuel innerhalb wéi och ausserhalb vun de Schoulen, ze riichten, well d'Kanner an déi Jugendlechen si mat déi, déi am meeschten ënnert deser sanitärer Kris leiden.

Ech ginn heimat den Accord vun der CSV-Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Hengel. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Francine Closener** (LSAP) | Merci, Här President. Wéi gutt ass eis Schoul? Wéi bereet se eis Kanner a Jugendlechen op d'Liewe vir? An do, wou se net gutt ass: Wat muss gemaach ginn, fir datt se besser gëtt? Dat sinn déi zentral Froen, déi eis mussen beschäftegen, wa mer iwwer Educationspolitik schwätzen an decidéieren.

Vu datt jiddereen an der Schoul war, zitt een nawell ganz gär Vergläicher mat senger eegener Schoulkarriär, och wann dat scho Joren oder fir muncher ee souguer Joerzëngten hier ass an d'Welt haut eng ganz aner ass an d'Rezepter vu gëschter iwwerlieft sinn.

Fir d'Schoulpolitik vun der Zukunft ze maachen, eng chancégerecht Schoulpolitik, geet et net duer, fir sech op den eegene Vecu, op Bauchgefëller oder Ideologien ze beruffen. Fir eng Schoulpolitik ze maachen, déi am Sënn ass vun de Kanner vun haut, braucht ee Fakten, Fakten an nach emol Fakten, op déi ee sech baséiere kann a muss.

Duerfir war et richtig, 2018 den Observatoire vun der Schoulqualitéit ze schafen, en Observatoire, deen héich interessant Rapporten erausbréngt mat wichtige Informatiounen an och Recommendationen. A genee sou richtig ass et haut, deen Observatoire mat enger zweeter Sektione ze ergänzen, respektiv mat deem Observatoire vun der Jeunesse an der Enfance ze verschmelzen. Schliesslech si formal an non-formal Bildung jo och am Ministère net fir näischt beienee geluecht ginn. D'Kanner als e Ganzt ze kucken, ass jo dat, wat mer alleguerter fuerderen an och brauchen.

Extern, neutral Evaluatiounen iwwert, duerch an am Enseignementswiese si vu kruzialer Bedeitung, fir de System ze verbesseren, wat, wéi gesot, d'Zil vun all

Educationspolitik muss sinn. Fir kënnen ze evaluéieren, muss awer fir d'éischt eng neutral Observatioun an Analys gemaach ginn.

Duerfir ënnersteet d'LSAP dese Projet de loi natierlech, deen d'Zesummeleer vun deenen zwoe Observatoire virgesäit. Méi effikass a professionell Strukturen sinn ëmmer ze begrëssen. De Rapporteur ass jo am Detail dorobber agaangen. Duerfir och vu menger Säit e grouse Merci.

Just nach e puer Remarken.

D'Onofhängegkeet vum Observatoire ass natierlech eng zentral Konditioun fir seng Kredibilitéit. D'Chambre des Salariés an d'Chambre de Commerce hunn an hirem jeeuweiligen Avis d'Suerg zum Ausdrock bruecht, datt d'Aarbechten effektiv onofhängeg an objektiv mussen kënnen gefouert ginn. Déi Suerg deele mer; mer sinn awer an engems och der Meenung, datt déi Onofhängegkeet net a Fro gestallt ass.

Da fuerdert d'Chambre de Commerce och eng Evaluatioun vum Corps enseignant. Effektiv - dat krute mer an der Kommissioun confirméiert - ass Lëtzebuerg mat dat eenzegt Land a ganz Europa, wou et keng esou eng extern Schoulevaluatioun gëtt! Duerfir sinn ech ganz frou, datt eng Etüd iwwert d'Governance vum Lëtzeburger Schoulsystem fest geplangt ass, respektiv schonn an der Maach ass.

Ech denken, mir brauchen déi séier, net fir eis Acteuren an der Schoul rosen ze maachen oder iergendwéi Rankingen opzestellen - dat ass dat Lescht, wat mer wëllen a brauchen -; et geet just an exklusiv drëm, fir jidderengem, dee mat Kanner a Jugendlechen schafft, ze hëllefen. Esou e Bléck vu baussen, en neutrale Bléck vu baussen, kann nämlech nëmmen hëllefen, wann ee kloer als Zil huet, de System ze verbesseren. An duerfir ass och déi participativ Approche, déi den Observatoire vun der Schoulqualitéit vun Ufank un den Dag geluecht huet, sou néideg, den Dialog sou wichteg fir eeben d'Akzeptanz vun der Aarbecht an och d'Ëmsetzen herno vun de Recommendationen.

An dann, last but not least, eng Bemierkung vum Staatsrot, déi an eisen Ae ganz pertinent ass: dat ass d'Zesummenaarbecht vun deene béide Sektione vum Observatoire. De Conseil d'État hat sech eng méi gross Interconnectioun gewënscht. Effektiv, mengen ech, ass et vun immens grousser Bedeitung, datt zesummeschafft gëtt, datt déi holistesche Vue vum Kand a Jugendlechen sech och an der Aarbecht vum Observatoire erëmpigelt. Et ass ganz richtig a gutt, datt all Sektione eege Rapporten erausbréngt. Dat fannen ech nëmmen normal. Mee fir eis ass et awer och wichteg, datt deen Observatoire zesummeschafft a gemeinsam Etüde mécht, zum Beispill, kéint ech mer virstellen, a puncto Inklusioun oder Zesummenaarbecht mat den Elteren oder - an dat ass, mengen ech, fir eis op jidde Fall mol, fir mech de gréisste Problem an eisem Schoulsystem - iwwert d'Chancenongerechtheet.

Nëmmen wann all d'Aspekter vum Liewen an der Schoul a baussent der Schoul gekuckt ginn, déi formal an déi non-formal Bildung matenee gekuckt ginn, komme mer virun. Net laanscheneen, scho guer net géinteneen, mee just zesummen!

Domat soen ech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der LSAP.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Madamm Closener. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Josée Lorsché** (déi gréng) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dese Projet de

loi ass jo eigentlech déi logesch Konsequenz vum Koalitiounsaccord vun 2013, wou d'Koalitiounspartner decidéiert hunn, d'Kanner- a Jugendpolitik mat der Schoulpolitik an een eenzege Ministère ze bréngen. An Dir wésst och alleguer, dass mir Gréng dat wierklech ënnerstëtzt hunn, well et méi eng transversal a méi eng ganzheetlech Approche erlaabt an deem ganze Secteur an dann natierlech och den Opbau vu Synergien an neien Netzwerker vereinfacht.

Bei dësem Projet de loi geet et natierlech och ëm d'Bündelung vun de Ressourcen, ëm Synergien, an dofir begrëisse mer, dass dës zwee Observatoiren dann och zesummegefouert ginn.

Um Zil ännert sech näischt. Beim neien Observatoire geet et drëms, d'Qualitéit am Kanner-, Jugend- a Schoulsecteur ze analyséieren, fir se op Basis vu relevanten Erkenntnisser an der Entwécklung vun neien Zenarie verbesseren ze kënnen. De Claude Lamberty huet dat hei virdu gutt erkläert, an dofir him och e grouse Merci.

Dës Strategie vun der Qualitéitsentwécklung ass u sech net nei. Si staamt aus dem Privatsecteur, wou se hiren Ursprung huet. Dat war an den 90er-Joren, wou déi meescht privat Betriber a Servicer op de Wee gaange sinn, fir e Qualitéitsmanagement anzeféieren. An de leschten 10 bis 20 Joer huet dës Strategie sech dunn och am ëffentleche Secteur duerchgesat.

Am Fall vum neien Observatoire, dee mer elo schafen, geet et da méi speziell drëms, d'Qualitéit global ze verbesseren an definitiv och op Verwaltungsebene unzuerkennen, datt Léierprozesser net just an der Schoul stattfannen, mee och am ganz breet gefächerte Beräich vun der non-formaler Bildung. Dir wésst, wat domat gemengt ass. Dat sinn net nëmme d'Betreiungsstrukturen, wou vill Kanner ënnerwee sinn, et sinn och d'Kultur- a Sportsveräiner, et sinn d'Scouter, d'Jugendhaiser oder aner Peerguppen, wou Gläichaltreger sech begéinen, wou se Kompetenzen opbauen a wou se hir Perséinlechkeet entwéckelen.

Als Gréng begrëisse mir dës transversal Approche, wéi gesot, voll a ganz. An dofir fënnt dës Projet de loi eis voll Ënnerstëtzung. An et ännert awer näischt un der struktureller Suerg, déi schon am Joer 2018 op dëser Plaz vun enger ganzer Rei Deputéierten ausgedréckt ginn ass. An et war de Claude Adam, deen deemools fir eis déi kleng Fro gestallt huet, e bëssen iwwerspëtzt: Brauche mir esou eppes?

Den Hannergrond, léif Kolleeginnen a Kolleegen, war deen, datt et besonnesch um Niveau vun der Educatioun schon eng ganz Rei ëffentlech Instanze gëtt, déi sech mat der Qualitéit beschäftegen: Ech schwätze vum SCRIPT, dee jo ganz aktiv an innovativ ënnerwee ass an ee vun den Haaptmotore vun der Qualitéitsentwécklung am Schoulsecteur duerstellt, wéi et och op sengem Internetsite heescht. Ech schwätze vum LUCET, dem Luxembourg Centre for Educational Testing vun der Uni Lëtzebuerg, deen d'Épreuves standardiséees koordinéiert.

Donieft, an dat ass de Punkt, ass de LUCET och ganz aktiv am Beräich vun der Fuerschung, wou et ëm déi educativ Besoine vu Kanner mat ënnerschiddleche soziokulturellen a sproochlechen Hannergrënn geet, esou zum Beispill am ganz interessante Projet SIVA, dee kierzlech lancéiert ginn ass an dee mir natierlech och ënnerstëtzen.

Doriwwer eraus gëtt et dann awer nach aner Gremien, beispillsweis d'Agence pour le développement de la qualité scolaire a weider ministeriell Departementer an Divisiounen, déi sech alleguer mat der Intéegratioun, der Innovatioun, de pedagogesche Programmer an notamment der Qualitéit beschäftegen. An da versteet

een natierlech d'Suerg, dass dat en Overkill vu Gremie gëtt, respektiv eng Iwwerbürokratiséierung.

A grad dofir, Dir Dammen an Dir Hären, ass et an eisen Aen extreem wichteg, datt déi verschidde Gremien net niewentenee funktionéieren, mee mateneen, an datt hei och Synergie geschafe ginn, also net just Synergien tëschent deenen zwee Observatoiren, mee Synergien am ganzen Netzwierk.

A gradesou wichteg, Här Minister, ass et fir eis, datt d'Missioune vun deenen engen an deenen anere kloer definéiert a kommuniquéiert ginn. Well nëmme da geléngt et an eisen Aen, d'Acteuren um Terrain proaktiv mat an d'Boot ze kréien, se matschaffen ze loossen an d'Vertrauen an déi vill Institutionen ze stäerken.

Wat dann d'Roll vum neien Observatoire an deem ganzen Netzwierk ugeet, sou muss déi an eisen Aen dora bestoen, d'Fuerschungresultater, d'Expériences um Terrain an d'Donnéen, déi zesummebruecht ginn, praxistauglech ze maachen. Wat heescht dat? Dat heescht, et ass um Observatoire, fir déi gesammelt Donnéeën esou opzebereeden, datt se gewënnbréngend am konkreten Alldag ukommen a genotzt kënnen ginn.

Doriwwer eraus muss en och déi wëssenschaftlech Basis liwweren, déi et erlaabt, de breet gefächerte Secteur vun der Educatioun-, Kanner- a Jugendpolitik vu Grond op ze iwwerdenken an un nei Entwécklungen unzepassen. Ech denken hei notamment un d'Erzéiung zu der Nohaltegkeet an och un d'Erzéiung an der Natur als Klasseraum. Dat setzt viraus, datt den Observatoire kritesch an autonom muss schaffe kënnen. Dat huet och de Max Hengel virdu gesot. An datt e laut Gesetz natierlech ënner der Tutelle vum Minister steet. Dat heescht net, dass en da vum Minister soll bevirmunt ginn. An ech mengen, dat ass och net d'Zil vun dësem Projet de loi.

Net manner wichteg ass dann awer och den Informatiounsaustausch, den Dialog an d'Matbestëmmung, bei deenen d'Kanner an déi Jonk net dierfe vergiess ginn. Dir denkt och un d'UN-Kannerrechtskonvention, wou deen Thema ganz wichteg gëtt. Ëmmer méi! An deem Sënn ass et an eisen Ae positiv, am Exposé des motifs vun dësem Projet de loi ze liesen, datt deen neien Observatoire e positiiv Signal an déi Richtung setzt.

An et geet och net duer, reegelméisseg feststellen - domat widerhuelen ech d'Wieder vum Claude Meisch vun 2018 -, datt vill Kanner a Jonker vu Klengem un den Uschloss verléieren an datt d'Bildungschancen ëmmer méi auserneeginn, well eise System et net fäerdegbréngt, sozial Ongläichheeten auszegläichen. Virun allem, wat Schüler mat ënnerschiddleche Sproochen a mat anere Migratiounshannergrënn ugeet. Mee net nëmme. Et muss och méiglech sinn, den Hiewel konkret ëmzeleeën an do unzesetzen, wou e gebraucht gëtt.

Här President, ech kommen zum Schluss mat enger klenger Konklusioun: An enger Gesellschaft, déi, grad wéi d'Beruffswelt, stänneg evoluéiert, sinn d'Erausforderungen an de leschte Jore jiddwerfalls net méi kleng ginn, mee méi grouss. An et stelle sech och ëmmer nei ...

*(Interruptions)*

...Erausforderungen un déi ganz Politik. Net zulescht och an der Pandemie.

An duerfir si mer iwwerzeegt, datt mat der Kreatioun vum neien Observatoire e Paradigmewissel agelaut gëtt. Et ass eng Revolutioun. Et gi Kompetenz gebëndelt, Ressourcë gebëndelt, fir d'Erausforderung vun der Zukunft besser ze packen an hoffentlech och ze meeschteren.

An deem Sënn ginn ech dann den Accord vun der grénger Fraktioun an entschëllege mech fir d'Iwwerlängt vu menger Ried.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Madamm Lorsché. An als nächste Riedner steet den Här Fred Keup scho prett a kritt och direkt d'Wuert. Här Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, aus zwei macht eins: Aus dem nationalen Observatoire vun de Kanner an de Jugendlechen an dem nationalen Observatoire vun der Schoulqualität gëtt also elo den nationalen Observatoire vun de Kanner, de Jugendlechen an der Schoulqualität.

Mir begrëissen allgemeng emol, wann et manner esou Gremie gëtt. An duerfir fanne mer dat eng gutt Saach, wann déi zwou Saachen zesummegeschloss ginn. Dat ass fir eis ok.

Da gëtt et awer doniewent eng ganz Partie vu Kritiken, déi mer hei wäerte formuléieren. An ech kann Iech och scho verroden, dass mer eis duerfir wäerte bei dësem Projet enthalen.

Dergéint stëmme mécht net vill Sënn, well déi zwee Gremie si jo do an hei geet et net ëm hiert Bestoen, mee hei geet et ëm d'Zesummeféierung.

Eng ganz Partie Froe stelle sech hei bei dësem Projet: Wat genee ass d'Qualitéit scolaire, d'Schoulqualität? Gëtt et net souwisou scho ganz vill Acteuren, déi déi moossen? Brauch een dofir iwwerhaupt nach esou e Gremium?

An déi Fro, déi schonn opgeworf ginn ass: Ass dee Gremium neutral, objektiv oder ass e politesch höreg, respektiv gëtt hei eventuell probéiert, politesch Entscheedungen duerch e Gremium virzebereeden oder ze legitiméieren?

*(Interruption)*

Dee gréisste Problem vun der Schoul, mengen ech, zënter elo enger Rei Joren - an dat gëtt vu ganz villen Acteure gedeelt -, ass, dass den Niveau erfogheet. An dat am Liesen, Schreiwem, Rechnen, der Culture générale, de Sciencen, iwwerall.

*(Interruptions)*

Mir brauchen och do keen Observatoire, fir dat feststellen an ech weess emol net, ob deen dat mécht.

**Une voix** | Den Här Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Well dat wier jo och dann eng staark Kritik an der aktueller Schoulpolitik. Déi Leit, déi Staatsexame verbesseren, d'Patronen, déi jonk Leit astellen, experimentéiert Professeren aus de Lycéeën: Si kënnen Iech dee Constat maachen an och beleen. An dat maache se och.

Dann hu mer säit Joren eng Zersplitterung vun Schoulssystem. Ëmmer méi nei, méi liicht Systemer gi geschaf, wéi zum Beispill déi ëffentlech europäesch Schoul zu Déifferdeng. Schoule gi geschaf, déi net dee selwechten Niveau hunn, an deenen et eis Dräisproochegkeet, déi ëmmer esou gelueft gëtt, och net méi gëtt. A mir si gespaant: Wann dee Verglach emol gemaach gëtt zwëschent dem Niveau vun enger Premièr aus dem klassische Lycée mat engem Ofschloss aus der europäescher Schoul zu Déifferdeng, dann och wannechgelift an deene Sproochen.

Et kéint een nach vill soen iwwer déi ëmmer méi héich Komplexitéit vun den Zensuren, déi kee méi versteet, iwwer d'Bürokratiséierung, iwwer d'Roll an d'Autonomie an d'Autoritéit an d'Kompetenz vun



Léierpersonal, déi ëmmer méi a Fro gestallt ginn. Dëst sinn alles Aspekter, déi den Observatorium ...

*(Signal sonore d'un portable)*

... eigentlech misst feststellen. Ech weess awer net, ob deen dat mécht. An ech weess och net, ob dat gewollt ass.

Kann een och soen, dass den Observatorium do neutral ass, wann ee consideréiert, dass déi Leit jo awer erausgesicht ginn an et jo och virgi gëtt, ëm wéi eng Theemefelder se sech solle këmmere?

Eigentlech ass dat heiten e bëssen erëm en allgemengt Beispill vun der Strategie, déi dës Regierung bravou- réis meeschert: Gremie gi geschaf, déi den Uschäi ginn no baussen, neutral ze sinn an am Endeffekt just dozou déngen, fir d'Regierungspolitik ze legitiméieren.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fred Keup** (ADR) | Ech lauschten do léiwer de Gewerkschaften no. Déi sinn objektiv, kritesch a kompetent ...

*(Interruptions)*

**Une voix** | Très bien!

**M. Fred Keup** (ADR) | ... an huelen d'Politik vum Minister op de Leescht a weisen eis reegelméisseg, preuve à l'appui, wou d'Problemer leien. Dat muss dësen Observatoire emol nach beweisen.

Da stelle sech nach zwou net onweesentlech Froen zur Zesummesetzung vun dësem Gremium. Déi éischt Saach, dat ass och schon eppes, wat kritiséiert ginn ass vun der Staatsbeamtekummer. An déi kritiséieren, dass hei virgesinn ass, dass Leit kënnen Member ginn an deem Gremium, déi net Staatsbeamten oder Staatsugestallte sinn, mee aus dem Privatberäich kommen. Mir schlëssen eis där Kritik un.

An dann - an dat ass erëm eng Kéier ganz interessant - fanne mer hei d'Quoten erëm: « Le nombre d'observateurs du sexe sous-représenté ne peut être inférieur à cinq. » Mee ass et wierklech wichteg, ob eng Persoun vun deem Observatoire männlech oder weiblech ass? Ass dat de Kritär?

*(Brouhaha)*

Mir sinn der Meenung, dass d'Kompetenz soll zielen an net d'Geschlecht.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

**M. Fred Keup** (ADR) | Wa mer en Observatoire hu mat lauter gudde Fraen, tant mieux! Wa mer en Observatoire hu mat lauter gudde Männer, och gutt! Et soll jo ëm d'Kompetenz goen an net ...

*(Brouhaha)*

... ëm de Punkt, ob een als Mann oder Fra ...

*(Brouhaha)*

... gebuer ginn ass.

**M. Sven Clement** (Piraten) | A, Dir akzeptéiert also och Transgender?

*(Coups de cloche de la présidence)*

**M. Fred Keup** (ADR) | A wa mer schon ... Nee, wa mer schon derbäi sinn, da stellt sech nach eng aner Fro, an zwar e Widersproch: Während mer hei nämlech drop pochen, dass mer da quasi d'Hallschent vun de Leit Fraen a Männer hunn - dat kann ee jo och da gutt fannen, wéi Dir dat maacht, ok -, mee firwat gëtt dat dann net an anere Saache gemaach? An da froen ech mech zum Beispill ... Wann een d'Léierpersonal kuckt, do schwätzt jo awer keen dervun. Also, dass mer eis gutt verstinn: Mir si géint Quote beim Léierpersonal! Mee wann Der an Ärer Saach logesch wiert, da géift Der se jo och do aféieren.

Zum Schluss, Här President, wëll ech nach betounen: Mir hei an der Chamber, a mir och als Partei, als ADR, mir sinn och en Observatoire a mir kucken och ganz genee, wat an der Schoul geschitt. An Dausende Proffen, Schoulmeeschteren, Jofferen, déi kennen et, déi hunn d'Erfahrung an déi sinn och en Observatoire an hir Gewerkschaften, déi sinn och en Observatoire an déi wëssen, wat um Terrain geschitt an déi kënnen Iech soen, wat do lass ass. An déi kënnen Iech ..., an déi maachen Iech och eng ganz gutt Analys vun deem, wat geschitt, a vun deem, wat geschitt ass. A soll ech Iech soen, wéi dat ausgesäit? Do kënt d'Schoulpolitik vun de leschten zwielef Joer ganz, ganz, ganz schlecht ewech. A besonnesch all déi vill Reformen, déi gemaach gi sinn.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Keup.

*(Interruptions)*

An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Jo. Merci, Här President. Här President, de 7. Februar 2018 haten déi Lénk géint de Gesetzesprojet vum Observatoire national de la qualité scolaire gestëmmt. Deemools hu mir fonnt, dass de Bildungsminister géif iwwerdeife mat senge sëlleschen Institutiounen, Instanze ronderëm d'Schoul an den Unterrecht. All dës Institutiounen, Instanzen - d'Madamm Lorsché huet der schon eng ganz Rei genannt - befaasse sech mat der Qualité scolaire, ob et elo ass, fir se ze definéieren, ze evaluéieren, ze verbessere oder einfach emol ze errechen.

Här President, all dës Institutiounen niere ganz grouss Erwaardungen, wat d'Bekämpfung vun de schouleschen Ongläichheeten an d'Innovation vum Unterrecht ueget. Dës Erwaardungen deele mir och. An all dësen Institutiounen feelt et net u gutt gebiltem Personal, dat seng Aarbecht korrekt mécht, interessant Piste fir eng qualitativ schoulesch Bildung ausschafft, déi den Erausforderungen, déi sech an Zukunft stellen, gerecht ka ginn. Domat hu mir absolutt kee Problem. Mir gesinn déi Zesummenaarbecht tèschent wëssenschaftlecher Recherche a Politik ëmmer positiv.

Här President, mat der Zäit, also no scho bal zwou Legislaturperioden, an deenen dës sëllesch Institutiounen konnte Resultater virweisen, froe mir eis awer ëmmer méi, ob dann déi Iddien, Etüden, Evaluatiounen a Pisten, déi an dësen Institutiounen an Organer opgeschafft ginn, och an enger konkreter Form a Moyenen ëmgewandelt ginn, déi dem Enseignant direkt kënnen widerhëllefen a beim Schüler ukommen.

Well effektiv: Hunn d'Schüler da schon déi positiv Effekter vun der Aarbecht vum Observatoire de la qualité scolaire direkt erlieft? Dem Bildungsbericht no net. Wéi een Enseignant konnt da wierklech um Terrain eppes mat deem ufänken, wat am Observatoire de la qualité scolaire ausgeschafft gëtt? Wéi eng vun deene Recommandatiounen, déi den Observatoire un de Minister weidergëtt, sinn iwwerhaupt ëmgesat ginn? Wéi eng Recommandatiounen goufen dann a politesch Mesur verschafft a wat hu se bruecht?

*(Brouhaha)*

Här President, éier mer elo higinn an dem Observatoire seng Kompetenzen erweideren, onafhängeg dovunner, dass d'Situatioun vun der Jugend hei am

Land duerch muss a Betruecht geholl a virun allem verbessert ginn, géife mir awer mol ganz gäre gewuer ginn, wat dat Ganz bis elo bruecht huet. E Bilan ze zéie vum Impakt vun der Aarbecht vum Observatoire de la qualité scolaire op d'Qualité scolaire, souzesoen, wier duerch néideg, fir ze wëssen, wéi et Sënn mécht, virunzeschaffen.

Här President, mir als déi Lénk kënnen dëse Projet schlecht matdroen, soulaang mir, faute de preuve du contraire, d'Gefill hunn, dass all weidert Organ, dat de Minister an d'Liewe rifft, fir d'Bildungskompetenzen hei am Land ze stäerken, op Dauer näischt un de multiple Problemer ännert, mat deenen d'Enseignanten, d'Schüler an hir Elteren alldeeglech ze kämpfen hunn.

Mee vu dass déi zwee Observatoire jo scho bestinn an zesumme geschloe ginn, mécht dat jo net vill Sënn, dergéint ze sinn. Dofir enthalte mir eis awer op dëser Plaz.

Merci fir d'Nolauschten.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut hu mer dann héieren, dass d'Gewerkschaften objektiv wieren. An dat aus deem selwechte Mond, deen d'leschte Kéier nach gesot huet, der Press ënnerstallt huet, engem Presseorgan ënnerstallt huet, et wär net objektiv, well et enger Gewerkschaft géif gehéieren.

*(Hilarité)*

Bon, bref, haut hu mer dann héieren, d'Gewerkschaften wäeren objektiv. Forcement mussen dann och d'Presseorganer, déi d'Gewerkschaften als Aktionär hunn, objektiv sinn. Oder et huet ee sech do awer e bësse geiert oder vertuddelt. Ech weess et net. Op alle Fall ...

*(Brouhaha)*

... ass et e Constat, deen een haut huet musse maachen.

*(Interruptions)*

An nee, Här President, ech hu keen Numm gesot. Just fir direkt dorobber anzegoen.

*(Hilarité)*

Eng qualitativ héichwärtig Kanner- a Jugendbetreuung an och eng kontinuierlech Evaluatioun vun der Qualitéit vum Schoulservice si wichteg Bausteng fir eng fondéiert Kanner-, Jugend- an, jo, och Bildungspolitik.

D'Zil ass, déi zwee national Observatoire aus dem Beräich vun der Educatioun an de Kanner an der Jugend elo ze fusionéieren, ...

*(Brouhaha)*

... fir esou de besseren Austausch tëscht den Theemefelder ze garantéieren. Dat fënnt eis Ennerstëtzung. Wéi vill déi Concernéiert duerno awer tatsächlech an der Realitéit zesummeschaffe wäerten, dat bleift nach ofzawaarden.

Esou wéi de Gesetzestext opgebaut ass, kéint de Volet Kanner a Jugend och weiderhin onafhängeg vum Volet vun der Schoul schaffen, wat natierlech bedauerlech wär an net am Interêt vun deem, wat mer hei am Gesetz wëlle maachen.

Dofir hoffe mer, dass deen Austausch - a mir sinn eis u sech sécher, dass dat och geschéie wäert - wäert gesicht ginn, och wann d'Gesetz en net explizitt virschreift.

Sou sti mer dem Projet dann och insgesamt positiv géintwuer, well et sech an eisen Aen em eng Verbesserung par rapport zu der aktueller Situatioun handelt.

Et gëtt awer och nach e puer oppe Froe respektiv Punkten, déi ee muss a Fro stellen. Do ass dann zum Beispill d'Fro vun der tatsächlecher Onofhängegkeet vum Observatoire vu sengem Ministère de tutelle. Den Observatoire dierf selwer entscheiden, wéi eng Methoden en uwende wëll an ass och fräi, seng Beobachtungen a Recommendatiounen ze formuléieren, mee et ass de Ministère, deen d'Prioritéit festleet. D'Muecht, déi domat verbonnen ass, ze bestëmmen, wat analyséiert gëtt oder eeben och grad, wat net analyséiert gëtt, ass net ze ënnerschätzen!

Andeems een de Fokus bewosst op deen ee Punkt lenkt a genesou bewosst op en aneren net, kann een eng Selektioun maachen. Eng Selektioun, déi eventuell derzou bäidroen kéint, Mësstänn bewosst onentdeckt an domat och onkommentéiert ze loosse.

An ech wëll hei absolutt keng Ënnerstellung maachen, datt dat aktuell géif geschéien. Ech wëll just drop opmierksam maachen, datt dat virleidend Gesetz keng Protektioun virun dësem Problem bitt. An dat ass awer bedauerlech, well et hätt een et kënne matabauen.

Och bedauerlech ass, datt et, wéi d'CSL richtig ugemierkt huet, keng verpflichtend Kooperatioun tëscht der Uni Lëtzebuerg an dem Observatoire am Gesetz gëtt. Grad wat d'Evaluatioun vu wëssenschaftleche Standarden ugeet, kéint eng Zesummenaarbecht mat enger Uni dach sécher Virdeeler hunn. Mee bon. Firwat sollt mir besser si wéi verschidde franséisch Unien?

Natierlech hunn d'Observateuren och selwer eng ganz Rei Kompetenzen, wat d'wëssenschaftlech Aarbecht ugeet. Mee wann eis d'Aktualitéit rezent eppes gewisen huet, da jo wuel, datt et heiansdo besser ass, wa méi Leit en An op eng wëssenschaftlech Aarbecht werfen, wéi manner.

Souwuel um Niveau vun der Onofhängegkeet wéi och bei der Iddi vun enger eventueller Zesummenaarbecht mat der Uni Lëtzebuerg sollt een an eisen Aen an Zukunft also nach eng Kéier eng Schëpp bäileeën.

Trotz deen opstoende Punkte wäert de virleierenden Text awer déi aktuell Situatioun verbessere an dofir wäerte mir deem Gesetz net am Wee stoen an et matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmoos, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Educationsmi- nister Claude Meisch. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

#### **Prise de position du Gouvernement**

**M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'alleréischte e grouse Merci un de Rapporteur, de Claude Lamberty, deen eis an den Detail, awer och nach eng Kéier an den Historique vun deenen zwee Observatoiren, déi mer hei beieneeleen, agefouert huet, soudatt ech dorobber eigentlech net méi brauch anzegoen.

Ech wëll och Merci soe fir déi breet Zoustëmmung hei vun der Chamber fir d'Zesummeleee vun deenen zwee Observatoiren. Ech mengen, datt ass eng Zoustëmmung, déi nach eng Kéier méi wäit a méi breet ass ewéi elo just hei prezis, fir d'Observatoiren zesummenzeféieren. Mee et ass eigentlech nach eng Kéier e Commitment, och vun der Chamber, fir déi Approche,

déi mer hunn, déi konzentréiert Approche, déi transversal Approche, déi interdisziplinär Approche, fir Bildungspolitik eebe ganzheetlech ze gesinn a wuel ze wëssen, datt mer e formale Beräich hunn, also déi klassesch Schoul, sou wéi mer se kennen, an en non-formale Beräich, déi och allen zwee hir Approch brauchen an déi mer net d'äerfe verwässere a vermëschen an déi mer auserne mussen halen, mee datt et ronderëm awer eng gesamt Konzeptioun muss ginn, wou mer dann och kucken, datt déi beim Kand als gesamt Approche dann och wierklech ukënn.

Dat ass déi Politik, déi mer probéieren, zanter 2013 ëmzesetzen. An ech si frou, datt mer hei nach eng Kéier méi ewéi e symbolesche Schrëtt kënne maachen an der Fusioun vun deenen zwee Observatoiren, dem Observatoire de la qualité scolaire op där enger Säit an dem Observatoire de l'Enfance et de la Jeunesse op där anerer Säit, zu engem Observatoire, dee wuel nach ëmmer och innerhalb vu sengem Observatoire getrennte Missiounen a getrennte Strukturen huet, well et eeben net zur Verwässerung vun de Konzeptiounen soll kommen, mee op där anerer Säit awer e gesamte Bléck op d'Kand, op d'Strukture an op déi Bildungsoffer muss werfen, déi mer hunn. An dat, denken ech, ass hei nach eng Kéier e ganz, ganz grouse Fortschritt.

Ech denken, déi Kritikpunkten, déi 2018 hei geäussert goufen, si jo zum Deel nach eng Kéier rappelléiert ginn. Ech denken, datt mer haut gesinn, datt mer eng Rei vu Strukture brauchen. Mir hunn eis am Laf vun deene leschte Joren, virun allem an der leschter Legislaturperiod, eng Rei vu Strukture ginn, déi e Bléck vu baussen op de Bildungssystem, de Bildungssecteur werfen. An et ass hei vun der Madamm Cecchetti gefrot ginn, wat den Observatoire de la qualité scolaire bis elo scho konkret bruecht huet.

Ech géif Iech invitéieren, wann Der déi nächst Woch e bësse besser Zäit hätt wéi déi leschte Wochen, de Rapport vum Observatoire de la qualité scolaire iwwer d'Kompetenze vum 21. Joerhonnert ze liesen. Vergläicht dat och nach eng Kéier mat där Politik, déi mer amgaange sinn ze maachen, zum Beispill, wann et em d'Förderung vun der Kreativitéit iwwer en allgemeng zougängleche Museksunterrecht geet, zum Beispill, wann et iwwer Ustrengunge geet, fir d'Digitaliséierung an de Schoule weiderzedreiwen, digital Kompetenzen ze vermëttelen op där enger Säit an awer och dat digitaal Outil ze notzen op där anerer Säit, fir besser kënne ze léieren. Kuckt emol eng Kéier, wéi vill Participatiounsprojete mer hunn, wou Jonker encouragéiert ginn deelzehuelen, sech eng Meenung ze maachen, déi ze soen an och selwer fir sech kënne Decisiounen ze huelen. Kuckt emol nach eng Kéier, wéi mer se doranner ënnerstëtzen, och hir Meenung kënne no baussen ze artikuléieren, och wierklech Kommunikatiounskompetenzen ze entwëckelen.

Alles dat sinn déi Kompetenze vum 21. Joerhonnert, déi och an deem Rapport opgeléicht goufen a wou mer invitéiert goufen, déi ze fërderen. Duerfir, mengen ech, ass et dach awer net ganz sachdienlech, hei einfach ze soen, dat doten, dat kéim net bei de Kanner un. Jo, dee Rapport, en ass nach net ganz al, mee viles vun deem ass mëttlerweil scho bei de Kanner ukomm. An dat weist eis, datt mer och Strukture wéi déi dote brauchen, déi mat enger gewëssener Distanz, déi wuel awer och net ze grouss ass, op eis Bildungsstrukturen, ob déi aus dem formalen oder dem non-formale Beräich sinn, solle kucken.

An hei gesi mer nach eng Kéier, datt et och déi richtig Mëschung tëschent wëssenschaftlechen Acteuren muss sinn, déi och jo mol selwer eng Nominatioun am Observatoire kënne kréien oder mat deenen den

Observatoire och absolutt kann zesummeschaffen. Dat kann d'Uni.lu sinn, dat kënne awer och aner Universitëten an Héichschoule sinn, wa se an engem Domän spezialiséiert sinn. Do solle mer eis net ze schued sinn, iwwert d'Landesgrenzen eraus, emol eng Kéier Ressourcë materunzezéien. Mee awer och a Kombinatioun mat Praktiker vum Terrain, och mat Leit, déi iwwer Joren, heiansdo joerzëngelaang an eise Bildungssystem Verantwortung gedroen hunn.

An déi Kombinatioun, denken ech, kann hei ganz besonnesch gewënnbréngend sinn. Well d'Josée Lorsché huet et gesot: Et mussen herno eigentlech et fäerdeg Konzepter proposéiert ginn, déi déi Bildungsoffer och ganz konkret kënne verbessere.

A mer d'äerfen net stoe bleiwe beim wëssenschaftleche Constat. Mer mussen dat op där anerer Säit och iwwersetzen a Formullen, déi och kënne konkret um Terrain genotzt ginn an an d'Praxis ëngesat ginn.

Da mengen ech, nach eng Kéier, brauche mer déi dote Struktur, den Observatoire, deen dann haut geschafe gëtt. Den Observatoire national de l'Enfance, de la Jeunesse et de la qualité scolaire. Mee ech mengen, mer brauchen och déi aner, déi mer 2018 a virdru geschafen hunn. Ech denken hei nëmmen un de Mediateur, zum Beispill, dee jo d'Hänn voll ze dinn huet, deen hei op dëser Plaz, an dësem Haus grad esou kritiséiert gouf, wou gemengt ginn ass, en hätt eigentlech keng Aufgab méi, well aner Strukturen dat dote schonn alles géife maachen. Ech kann Iech soen, datt d'Erferung eng ganz aner ass. An ech kann Iech soen, datt déi Detailaarbecht, déi Fläissaarbecht, déi do gelescht gëtt, och derzou bäidréit, datt mer op där anerer Säit mat grad esou enger Fläissaarbecht kënne kucken, datt eis Bildungssystemer besser ginn, datt mer op eenzel Lacunne kënne agoen, och eenzel Ongerechtegkeeten ëmmer nees kënne detektéieren, opschaffen a se dann och, wa se systematesch sinn, mat politeschen Interventiounen duerno kënne ofstellen.

Duerfir mengen ech, si mer hei um richtege Wee, fir net nëmme Strukture wéi déi doten ze schafen, mee haut awer och, nach eng Kéier am Sënn vun enger holistescher Vue op d'Kand, enger kandgerechter a konzentréierter Vue vun eiser gesamter Politik, déi zwee Observatoiren zesummenzeleeën, fir domadder nach eng Kéier eng besser Guidance vun de Politicken an den nächste Joren ze kréien.

Villmoos merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmoos dem Här Educationsmi- nister Claude Meisch.

D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Ier mer zum Vott kommen, wollt ech Iech drun erënneren, datt ee sech fir d'éischt op sengem Posten alogge muss, fir kënne matofzestëmmen.

(Brouhaha)

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7893. Den Text steet am Document parlementaire 7893<sup>4</sup>.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7893 et dispense du second vote constitutionnel**

(Brouhaha)

D'Ofstëmme fänkt un. Mir kommen elo zum Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss. An de Projet de loi ass mat 51 Jo-Stëmme bei 5 Abstentiounen uegheoll.

*Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7893 est adopté par 51 voix pour et 6 abstentions.*



*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Laurent Mosar), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz et Michel Wolter ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen.*

*Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

#### 4. 7774 - Projet de loi portant modification de :

1° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;

2° la loi modifiée du 17 avril 2018 relative aux documents d'informations clés relatifs aux produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance ;

3° la loi du 16 juillet 2019 portant mise en œuvre des règlements EuVECA, EuSEF, MMF, ELTIF et Titrisation STS ;

en vue de la transposition de la directive (UE) 2021/2261 du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2021 modifiant la directive 2009/65/CE en ce qui concerne l'utilisation de documents d'informations clés par les sociétés de gestion d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), et de la mise en œuvre :

1° du règlement (UE) 2019/1238 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 relatif à un produit paneuropéen d'épargne-retraite individuelle (PEPP) ;

2° du règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers ;

3° du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 ;

4° du règlement (UE) 2021/557 du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2021 modifiant le règlement (UE) 2017/2402 créant un cadre général pour la titrisation ainsi qu'un cadre spécifique pour les titrisations simples, transparentes et standardisées, afin de favoriser la reprise après la crise liée à la Covid-19 ;

#### 5° du règlement (UE) 2021/2259 du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2021 modifiant le règlement (UE) n° 1286/2014 en vue de proroger le régime transitoire appliqué aux sociétés de gestion, aux sociétés d'investissement et aux personnes qui fournissent des conseils au sujet des parts d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) et d'OPCVM non coordonnés ou qui vendent ces parts

Deen nächste Punkt um Ordre du jour vun de Mëtten ass de Projet de loi 7774, eng Rei Direktiven am Beräich vun den Investmentfongen. D'Riedezeit ass nom Basismodell festgeluecht.

An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler.

(Brouhaha)

Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

#### Rapport de la Commission des Finances et du Budget

**M. André Bauler** (DP), rapporteur | Voilà. Här President, léif alleguer, de Gesetzesprojet 7774, dee mer haut hei virstellen, deen huet zwee grouss Voleten. Et geet éischtens ëm en Zousazpensionsprodukt. Zu Lëtzebuerg gëtt et en neit europäesch Zousazpensionsprodukt, dat ageféiert gëtt. Zweetens geet et ëm eng Rei Ännerungen, déi virgeholl ginn, wat d'Informatiounen ugeet, déi e Client zu verschiddene Produkte kréie muss.

Als Alleréisch wëll ech mech also mam neien europäeschen Zousazpensionsproduit ofginn. Mat deem wëll ech ufänken. Et geet hei ëm eng zousätzlech Form vu Pensiounsproduiten, de sougenannte paneuropäesche perséinleche Pensiounsproduit, oder kuerz genannt: de PEPP.

Fir d'Alleréisch wëll ech dës Neierung an hire respektive Kontext stellen. Mat der Industrialisatioun gouf de Modell vun der Prévoyance vieillse Schrëtt fir Schrëtt institutionaliséiert. Hautdesdaags huet een de Choix tëschent enger ganzer Panoplie u Produiten, och a grad wat d'Pensiounen ugeet. Et ënnerscheet een tëscht dräi Zorte vu Pensiounen, Dir wësst dat: Et ass éischtens déi obligatoresch, also gesetzlech Versécherung, zweetens dann déi zousätzlech betrieblech Pensiounsregimier iwwer de Wee vum Employeur an dann drëtens déi privat Pensiounsproduiten, op eegen Initiativ also.

Et geet an dësem Gesetzesprojet ëm déi lescht Form, also déi privat Pensiounsproduiten. Dat ass also de Fall, wann ee fräiwëlleg entscheet, fir iwwer esou e Produit Suen op d'Säit ze setzen, Suen ze spueren, fir se dann erëm kënnen ausbezuelt ze kréien, wann een ophält mat schaffen.

D'Virdeeler vun engem private Pensiounsproduit sinn, dat een zum Beispill de Choix huet, wat de Risiko vun de Placemeter ugeet, wat de Montant vun de Cotisatioune soll sinn, etc.

Dir wësst och alleguer, dat d'Prévoyance-vieillesse zu Lëtzebuerg steierlech begënschtegt gëtt. De Staat encouragéiert d'Bierger also, aktiv an hir Zukunft ze investéieren, fir sech zousätzlech ofzesécheren, wat et de Leit natierlech erlaabt, hire gewinnste Liewensstil och am Alter an engem gewëssene Sënn oder an engem gewëssene Mooss weiderzeféieren.

Mam neie PEPP-Produit bleiwe mir an der Kontinuitéit, well de PEPP der selwechter Besteierungslogik ënnerläit wéi eis national Zousazpensionsprodukter. D'PEPP-Reglement gesäit effektiv keng steierlech Reegelunge vir. D'Europäesch Kommissioun huet awer d'Memberstaaten invitéiert, fir d'Instrument vum PEPP

d'selwecht wéi bestoend Pensiounsproduiten ze behandelen. Mir sinn dëser Demande natierlech nokomm.

Elo wëll ech awer nach méi an den Detail goen, fir de PEPP ze presentéieren.

Déi nei paneuropäesch Pensiounsproduite gi vu Kreditinstituter, Versécherunge souwéi bestëmmten Investmententreprisen a Gestionnaire vu Fonge verkaf. D'PEPP-Reglement gesäit ënner anerem gewëssen Elementer oder Prezisioune am Interessi vum Client vir.

Dat wieren dann emol déi néideg Informatiounen, déi noutwendeg Informatiounen, déi de Client kréie muss, déi obligatoresch Berodung, déi e Client kritt, d'Optiounen, déi de Client huet fir ze investéieren. All Fournisseur ka verschidden Optiounen ubidden. Dovunner muss et eng Basisoptioun ginn, déi de Client schützt a wou d'Käschten net iwwer 1 % vum järelech gesammelte Kapital dierfe klammen.

Da gesäit d'Reglement Konditioune vir, fir d'Investmentsoptiounen ze wiesselen. Dat kann de Client frëistens no fënnf Joer maachen.

Weider hält d'Reglement d'Bedéngungen zu der Portabilitéit fest. Also: Wat geschitt, wann de Client an en anert Land plënnert?

Zu gudder Lescht gesäit et och vir, wéi d'Suen zum Schluss un de Client ausbezuelt ginn, zum Beispill als Rent oder an eng Kéier.

Léif alleguer, dësen neie paneuropäesche Pensiounsproduit ass eng zousätzlech Etapp, déi d'Unioen vun de Kapitalmäert an den europäesche Bannemaart, de sougenannte Marché unique also, ausbaut. Sou kënnen eis Versécherungsgesellschaften nach méi einfach un auslännesch Cliente verkafen. D'Leit profitéieren dovunner, dat hire Pensiounsregimm portabel ass an en also ka weidergeféiert ginn, och wann een an en anert Land plënnert.

De paneuropäesche Pensiounsproduit ass en Instrument, fir de Leit méi Choix ze ginn. E stäerkt dann och de Konsumenteschutz duerch uniform a streng Reegelen.

Esou vill zum PEPP.

Elo zum zweete Volet vun dësem Gesetzesprojet. Hei geet et jo ëm d'Informatiounen, déi e Client am Kader vum Verkaf vu verschiddene Finanzprodukte kréie muss. Dofir muss mer eng Rei europäesch Reglementer ëmsetzen.

Éischtens: Dat sougenanntent „Disclosure-Reglement“, Reglement 2019/2088. Dat schaaft d'Basis fir harmoniséiert Reegelen, wat d'Transparenz am ganze Finanzsektor ugeet. Dës Reegele schreiwe vir, dat d'Finanzakteuren Informatiounen iwwer hir respektiv Produkter verëffentleche mussen. Gläichzäitig muss se si och uginn, ob a wéi an d'Nohaltegkeet investéiert gëtt.

Zweetens: D'Taxonomie-Reglement, d'Reglement 2020/852, dat fixéiert Ëmweltkrittären. Bis elo ginn hei just déi grouss Linne festgehalen. An dësem Text geet et net ëm d'Atomkraaft. Dir wësst, dat Lëtzebuerg sech dofir asetzt, dat den Nucleaire net an d'Taxonomie opgeholl gëtt. D'Ëmweltkrittären, awer och déi sozial Krittären an, net ze vergiessen, d'Governance-Krittären ginn also nach weiderhin ausgeschafft.

Et sief och gesot, dat d'Commission de surveillance du secteur financier, d'CSSF, respektiv de Commissariat aux Assurances designéiert ginn, fir d'Anhale vun de Reglementer respektéieren ze dinn, also vum PEPP, vum Disclosure a vum Taxonomie-Reglement. Dofir kréie si déi néideg Kontroll an

d'Enquête-Pouvoiren a kënnen dann och Sanktioune souwéi aner Mesuren ausschwätzen.

Dréttens: Wat d'Reglement 2021/557 ugeet, dat geholl gouf, fir d'Relance am Kader vun der Covid-19-Pandemie ze ënnerstëtzen, do musse mir just eng spezifesch Dispositioun zu den administrative Sanktiounen ëmsetzen.

Schlussendlech gëtt mat dësem Gesetzesprojet och eng Direktiv zu den UCITS-Fongen ëmgesat. Hei geet et konkret ëm d'Informatiounen, déi am Kader vum Verkauf vun UCITS-Fonge virgeluecht musse ginn. Den Dispositiv ass esou formuléiert, dass een Informationsblatt pro Produit duergeet, fir eeben en double Emploi an dëser Matière ze vermeiden.

Elo nach ganz kuerz zu den Avisen.

De Staatsrot huet keng gréisser Remarken zum Inhalt vum Gesetzesprojet gemaach. Et gouf also keng formell Oppositioun. Mir hunn e klengen Amendement gemaach, fir enger Remark vum Staatsrot nozekommen.

D'Chambre de Commerce huet hirersäits keng Observatioune gemaach a gëtt hiren Accord zu dësem Gesetzesprojet.

Fir d'Detailer verweisen ech op déi respektiv Avise souwéi op mäi schrëftleche Rapport.

Mir hunn also hei eng Panoplie un Ännerungen, déi virun allem de Konsument schützen, sief et am Kader vun engem Pensionsproduit oder am Kader vun aneren Investissementer.

D'DP-Fraktioun gëtt dann och op dëser Plaz hiren Accord zu dësem wichtege, wann och wéi ëmmer liicht techneschen, Gesetzesprojet. Ech soen der Madamm Finanzministesch Yuriko Backes an hire fläisseg an ëmmer zouverlässege Beamten, souwéi awer och mengem Attaché Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht an dësem Kontext, bei dësem Projet, an natierlech och de Kolleeginnen a Kolleegen aus der Finanzkommissioun.

Voilà. Dat war et, Här President. An da ginn ech mech elo setzen.

**M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools ...**

*(Hilarité)*

... dem Här Rapporteur André Bauler.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

*(Brouhaha)*

### Discussion générale

**M. Laurent Mosar (CSV) | Merci, Här President.** Ech waarden dann, bis den Här Rapporteur sëtzt, ier ech ufänken, well ech wéilt direkt mat engem Merci un de Rapporteur ufänken, deen dat a senger gewinnterer Form gemaach huet, ëmmer mat ganz vill Kompetenz, an et awer an einfachen a klore Wierder duergeluecht huet. Duerfir him e grouse Merci. En ass de Mëtten net fir d'éischt drun an ech mengen, mir hunn nach deen een oder aneren Optrëtt, op dee mer eis da freeën.

Ech ginn och direkt hei, Madamm Finanzministesch, den Accord vu menger Fraktioun.

Ech wéll och elo net weider an den Detail vum Projet agoen, allerdéngs op ee Volet, deen dësen awer och aner Projekte betrëfft, déi mer schonn an de leschte Woche behandelt hunn an déi mer och nach haut de Mëtten an och warscheinlech an deenen nächste Wochen eng Kéier hei wäerte behandelen an déi fir eis Fraktioun extrem wichtege sinn.

Do geet et nämlech ëm déi zousätzlech Kompetenzen, déi eise Regulateur, d'CSSF, an dësem Gesetz wéi par ailleurs och an anere kritt. Dat ass natierlech eppes, wat mir begrëissen. A mir gesinn och, dass eis CSSF exzellent opgestallt ass, fir all déi aktuell Kompetenzen an awer och déi zousätzlech, déi se nach wäert kréien, wierklech gutt kënnen ze erfëllen, och am Interessi vun der Finanzplaz.

Ech wollt awer profitéieren, Madamm Finanzministesch - well et, mengen ech, déi éischte Kéier ass, dass Der de Mëtten hei sidd -, fir och iwwert déi Projeten ze schwätzen, nach eng Kéier op e Punkt zrëckzekommen, deen ech schonn ëmmer Ärem Virgänger, dem Här Gramegna, un d'Häerz geluecht hunn, deen eigentlech och ëmmer domadder d'accord war. Wéi gesot wéll ech dat de Mëtten nach eng Kéier widderhuelen. Dat ass déi Problematik, déi mer hunn um Niveau vun der CSSF, dass mer a sech eng Institutioun hunn, déi selwer fir d'Autorisatiounen zoustänneg ass, och d'Instruktioune vun den Autorisatioune mécht, déi natierlech och d'Surveillance vum Secteur mécht, déi do och Enquête virhëlt, wa Verfeelunge virleien an, an do kënn dann de sprangende Punkt, déi dann och selwer d'Sanktioune virhëlt. Dat ass juristesche e relativ sensible Sujet. Dat ass och scho méi oft vum Staatsrot, dass ass och scho vun aneren Institutioune ëmmer erëm kritiséiert ginn. An do muss ee ganz gutt oppassen, well ech net weess, wann et eng Kéier e Recours géif ginn, dee bei de Mënscherechtsgerichtshaff op Stroossbuerg géif goen, ob mer dat do géife packen. Well hei stelle sech wierklech ganz seriö Froen, och wat d'Séparation des pouvoirs betrëfft.

Duerfir war mir schonn e puermol, och vum Här Gramegna, versprach ginn, dass do géif e Projet op den Instanzewee kommen, fir dass mer eng Kéier wierklech an där Thematik do géife virukommen. Dat heescht elo net, dass ee misst niewent d'CSSF nach eng nei Institutioun setzen, mee ech mengen, et misst een einfach kucken, am Kader vun der CSSF eventuell e separat Departement ze maachen, dass da wierklech fir d'Poursuite an d'Sanktioune vu Verfeelunge géint eis divers Finanzgesetzter zoustänneg wär.

Et wär also de Mëtten hei nach eng Kéier en Appell, Madamm Finanzministesch, dass mer wierklech kucken, do virunzekommen. Ech mengen, et géif och eiser Finanzplaz gutt doen, wa mer do eng strikt Separatioun géife kréien.

Dann en zweeten, ganz kuerze Punkt, op deen ech och nach eng Kéier wéilt agoen: Dat ass, dass mer hei jo och elo erëm der CSSF eng ganz Lëscht vun zousätzleche Sanktioune wäerte ginn. Dat ass och u sech an der Rei. Ech deelen awer do d'Analys vum Staatsrot. An ech hunn och gesinn, den Här Rapporteur huet sech och extensiv mat deem wichtege Punkt do beschäftegt. Et felt am Moment an där ganzer Sanktiounslëscht vun der CSSF ganz einfach u Kohärenz. Déi Kohärenz ass net méi ginn. Dat féiert och zu Problemer.

Et kënn en plus elo derbäi, dass mer hei jo och erëm eng Publikatioun maache vun de Sanktiounen. A mir hate viru Kuerzem op enger anerer Plaz och erëm doriwwer geschwat. Mir hu wuel Recours géint Amendement, déi vun der CSSF getraff ginn. D'Fro ass awer, dass hei zum Beispill elo eng Publikatioun virgesinn ass, ier et iwwerhaupt zu enger Amende kënn.

An do froe mir eis, ob e Recours géint esou eng Publikatioun méiglech ass. Et ass net expressément am Moment am Text virgesinn. Ech mengen awer, dass dat och wichtege wier, dass, wann iergendwéi en Etablissement oder eng Institutioun géif condemnéiert ginn an och esou eng Publikatioun kéim, dass déi sech

eventuell och do misst dergéint wieren. Ech hunn dat, wéi gesot, net am Text fonnt. Mee doriwwer eraus stelle sech och, wéi gesot, Problemer vu Kohärenz.

Ech wär ganz frou, Madamm Ministesch, wann Der och déi dote Punkten eng Kéier géift examinéieren. Ech mengen, dass brauche mer elo de Mëtten net am Detail ze maachen, mee dat si Suergen, déi, wéi gesot, net nëmme vu mir, mee och vum Staatsrot a vu villen aneren Institutioune gedeelt ginn.

Dat gesot, soen ech nach eng Kéier Merci a bréngen hei den Accord vu menger Fraktioun.

**Plusieurs voix | Très bien!**

**M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Mosar.** An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Yves Cruchten.

**M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President.** Ech géif och gären dem Rapporteur, dem President vun eiser Kommissioun, e grouse Merci soe fir säi gudde Rapport. An ech ginn heimat och d'Zoustëmmung vun der LSAP.

**Plusieurs voix | Très bien!**

**M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten.** An da wier et um honorabelen Här François Benoy.

**M. François Benoy (déi gréng) | Här President, Dir Dammen an Hären, Madamm Ministesch,** ech wéll ufänken an dem Rapporteur villmools Merci soe fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport. An ech wéll virun allem iwwer zwee Punkte schwätzen, déi an deem heiten Text dra sinn: engersäits d'Publikatioun vun Informatiounen zur Nohaltegkeet vu Finanzservicer an anersäits de Kader, dee mer setzen, fir ekonomesch Aktivitéiten ze definéieren, déi dann als nohaltege gëllen.

Mir setzen hei, wéi gesot, de Kader, fir méi Transparenz ze schafen a fir nohaltege Investitioune zeförderen. Ech soe ganz kloer: Mir setzen e Kader. Et ass en Ufank, dee fir eis awer net wäit genuch geet a wou een an deenen nächste Jore weider muss dru schaffen.

Zu Lëtzebuerg hu mer am Ganze 6.000 Milliarden Euro, déi a Fonge placéiert sinn. An domadder si mer déi zweetgréisste Fongeplaz vun der Welt. Domadder hu mer gläichzäiteg och eng ganz grouss Verantwortung.

Mat dem Klimaaccord vu Paräis hu mer eis d'Zil ginn, dass mer eis Finanzflëss och an Aklang mat dem 1,5 °C-respektiv dem 2 °C-Zil bréngen. Mir hunn dofir national an europäesch eng ganz Rei Strategien, Aktiounspläng, Labelen an esou weider. Mir sinn awer nach meilwäit vun eisem Zil ewech.

An och rezent eréischt huet e Spezialbericht vun der Europäescher Cour des comptes gesot, dass net genuch gemaach gëtt a puncto Transparenz vum Finanzsecteur an dass et e Risiko gëtt vu Greenwashing.

Lëtzebuerg huet an de leschte Joren eng Rei Fortschreitter gemaach. Mir si mëttlerweil och op der fënnefter Plaz am Global Green Finance Index. Et muss een awer gläichzäiteg soen, dass nach vill ze maachen ass. Zum Beispill huet eng Etüd vu Greenpeace, déi déi honnert gréisste Fongen analyséiert huet, gesot, dass mer aktuell éischter bei engem 4 °C-Zenario sinn.

An och eng rezent Etüd vun der ALFI huet gesot, dass 29 % vun de Fongen zwar Nohaltegkeetskrittären an hirer Strategie hunn, mee just 4 % konkret Ziler, guer net ze schwätze vu Paräis-konform.

Dat ass engersäits natierlech problematesch, wann ee Klimaschutz seriö hëlt. An anersäits stellt sech och d'Fro vun der Resilienz vun onser Finanzplaz, also



onser Economie, déi engem Klima-Finanz-Risiko ausgesetzt ass.

Eng Analys vun der Zentralbank sot, dass d'Klima-Finanz-Risiken 2020 souguer nach méi héich gi si wéi 2016. An eleng am Bankesecteur sinn d'Klima-Finanz-Risiken ëm 32 % geklommen. D'Zentralbank seet hei, dass d'Autoritéite gefuerdert sinn, derfir ze suergen, dass d'Klima-Finanz-Risiko besser erfaasst ginn an och reduzéiert ginn.

An och d'CSSF seet, dass de Finanzsecteur net genuch klima- an ëmweltrelevant Informatiounen offeleet.

Ech kommen dann zu deem ganze Volet vun der Transparenz. Hei setze mer e bessere Kader, fir dass d'Finanzakteuren Informatiounen zur Nohaltegkeet vun hire Produite weiderleeden un d'Clienten, sief et d'Banken, d'Assurancen an esou weider. Dat gëtt dann iwwer Prospekter gemaach respektiv iwwer Rapport-annuellen.

Dat ass ganz sécher e wichtege Schrëtt fir méi Transparenz och fir d'Clienten. Mir mussen awer kucken, dass an Zukunft och allgemeng d'Investisseuren nach vill méi an déi dote Richtung ginn, fir dass mer eeben nohalteg Investissementer och férdere.

An dofir brauche mer och wierklech Instrumenter, fir dass dee gesamten ökologeschen an och sozialen Ofdrock vun der Finanzplaz identifizéiert gëtt an dass mer dann och gezielt an déi Richtung kënnen lenken.

Wéi gesot, déi Instrumenter, déi mer hei schafen, sinn éischter Instrumenter fir d'Clienten a manner, fir wierklech e Screening ze maache vun der Finanzplaz.

An deem Kontext wëll ech och soen, dass et wierklech wichtege wär, dass mer géifen eng Analys vun der Nohaltegkeet vun der Finanzplaz maachen. Et gëtt zum Beispill esou e Moyen, nämlech de PACTA, also de Paris Agreement Capital Transition Assessment. Dee steet och an der Luxembourg Sustainable Finance Strategy dran. Dee gouf wuel och gemaach, hunn ech an engem Artikel an der Press gelies, ass awer zu Lëtzebuerg net verëffentlecht ginn. Mir mengen, dass dat ganz wichtege ass, dass dat géif gemaach ginn. D'Schwäiz, zum Beispill, déi jo och eng Finanzplaz huet, huet dat gemaach.

Ech kommen dann zum Deel vun der Nohaltegkeet. Hei gëtt de Kader gesat, fir ekonomesch Aktivitéiten ze definéieren, déi als nohalteg gëllen. Dat ass eebe wichtege, fir dass mer déi nohalteg Investissementer interessant maachen an och géint Greenwashing virginn.

Dat sinn also Instrumenter, déi mer notze mussen, fir eeben d'Finanzstréim ze lenken, sou, wéi Lëtzebuerg dat och gemaach huet mat der reduzéierter Taxe d'abonnement. An ëmsou méi dramatesch ass et dann, wann ee gesäit, dass d'Europäesch Kommissioun dat Instrument elo selwer wëllt greenwashen, andeems se Atom a Gas als nohalteg wëllt astufen. Esou, muss een einfach soen, verléieren d'Politik an d'Europäesch Unioun u Glafwierdegkeet.

De Problem ass elo natierlech, dass Investissementer an den Atom an an de Gas geféiert ginn, woubäi mer awer massiv Investissementer an den Erneuerbare brauchen. Derbäi kënn nach dee ganze Problem vun der Atomenergie, déi geféierlech ass, lues ass, deier ass a wou mer och déi Problemer mat dem Offall hunn.

Lëtzebuerg an och aner Länner wëlle jo och hei dergéint kloen. Dat hu mer jo och an der Chamber hei an enger Motioun, déi ech deposéiert hunn, gefuerdert. A sollt Atom a Gas wierklech an d'Taxonomie kommen, da muss mer wierklech derfir suergen, dass bei ons just wierklech nohalteg Investissementer domadder ënnerstëtzt ginn a keng Atomenergie an och kee Gas.

Mir wëssen, dass mer de reduzéierte Steuersatz vun der Taxe d'abonnement un d'Taxonomie gekoppelt hunn. An dat muss mer an onsen Aen dann och gegebenefalls upassen. Ech wëll et daitlech soen: Et kann net sinn, dass Lëtzebuerg Atom a Gas mat enger reduzéierter Taxe d'abonnement greenwasht!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. François Benoy** (déi gréng) | Här President, Dir Dammen an Härren, och d'Finanzplaz muss sech de Risiken an den Erausforderunge vun der Klimakris stellen. Lëtzebuerg huet hei eng daitlech an eng grouss Verantwortung. An dofir brauche mer kloer Signaler a kee Greenwashing.

Mat dësem Gesetz ginn Transparenz an Nohaltegkeet gestärkt. An dofir huet dat Gesetz och den Accord vun déi gréng. Mee dat geet net duer. Mir mussen d'Klimarisike besser identifizéieren an ons Instrumenter ausbauen, fir den nohaltege Wandel vun der Finanzplaz ze acceleréieren. Et ass immens wichtege, fir europäesch Initiativen zu Lëtzebuerg ambitiéis ëmzesetzen, First Mover ze sinn a puncto Nohaltegkeet an Transparenz fir de Klimaschutz, awer och fir d'Resilienz vun onser Economie.

Sou stelle mer ons Finanzplaz an d'Economie besser fir d'Zukunft op a mir notzen d'Chancen, déi d'Transitioun hin zu enger klimaneutraler Economie ons bitt. Nëmme, wa mer dat maachen, kënnen mer nämlech och an Zukunft weider op d'Finanzplaz als wichtege Piliere vun onser Economie setzen.

Villmools merci fir d'Nolauschteren!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Benoy. A weider geet et mam honorabelen Här Roy Reding.

**M. Roy Reding** (ADR) | Jo, merci, Här President. Och ech wollt dem honorabelen André Bauler Merci soen, net nëmme fir säi Rapport, mee virun allem och fir déi Gentillesse an dee Sachverstand, mat deem en eis Kommissioun leet. Et ass ëmmer erëm eng Freed, derbäi ze sinn.

*(Interruption)*

Fir de Rescht halen ech mech un de Modèle de base a soen, datt d'ADR hir Zoustëmmung zu dësem Text gëtt. Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Reding. An da wier et un där honorabeler Madamm Myriam Cecchetti.

*(Interruptions)*

Nee. Da kënn als leschten ageschriwwene Riedner den honorabelen Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci als Éischt och un de Reporter, den André Bauler, deen e gewinnt pedagogesche Rapport hei presentéiert huet, woumat u sech schon de Gros zu deem Projet gesot ass, wat den Inhalt ugeet.

Mir schafen also déi legal Basis, fir europäesch Pensiounsproduiten och zu Lëtzebuerg unzebidden. D'Zil vun dese PEPPen - Peppen - ass jo, fir en europäesche Bannemaart fir Renteproduiten ze schafen, wou d'Leit duerch eng europäesch Konkurrenzsituatioun solle kënnen vu bessere Präisser profitéieren.

Mir alleguerete kennen dat: Et ass elo erëm d'Saison vun de Steiererklärungen, jiddweree vun eis hat e Bréif an der Boîte, an ee vun de Produiten, deen ee jo ofsetze kann, sinn déi ominéis Zousazpensiounen. An hei gëtt elo also e weidere Produit erméiglecht, dee

de Leit genau dat erlaabt, also eng Virsuerg ze hunn. An dat gëtt och staatlech subventionéiert.

Virun allem solle mer awer mat deem heite Projet de Leit et erspueren, wa se vun engem Land an dat anert plënneren, onnéidege Pabeierkrom mussen ze maachen, well déi Produiten eeben tatsächlech iwwert d'Grenz kënnen matgeholl ginn. Et kann een, egal wou een an der EU wunnt, herno an déi Produite cotiséieren a se ginn dann och an alle Länner offréiert.

An, ben - dat wëll ech dann awer och net vergiessen -, et kann een et och mat Net-EU-Staate maachen, wann da bis Accorde géife bestoen. Do bleift ofzewaarden, wéi séier dat geet. Dat si jo dann och europäesch Kompetenzen. Do wëll ech elo guer net virgräifen, wéi séier dat geet. Dat kann heiansdo ganz séier goen. Heiansdo kann dat awer och ganz, ganz laang daueren, soudatt verschidde Leit haut ufänke mat investéieren a warscheinlech bis zu hirer Pensioun nach keen Accord mat deem engen oder aneren Net-EU-Land wäert stoen.

Mir Piraten fannen et an deem Kontext gutt, datt Basisproduite geschaaft ginn, wou d'Sue vun de Leit ofgeséichert sinn. Och dat war eis wichtege. An datt d'Leit duerch eng Berodung ganz kloer solle gesot kréien, ob d'PEPP-Produiten eppes fir se sinn oder eeben net. Well och esou e Produit ass net fir jiddweree eppes. Fir ganz vill Leit geet u sech déi ëffentlech staatlech Renterversicherung duer. An och dat ass wichtege ze soen. Dat heite soll wierklech just als Zousaz déngen do, wou et Sënn mécht, an all Mënsch muss och an Dignitéit kënnen am Alter liewen, wann e keng Zousazpensioun ofgeschloss huet.

Also et ass wichtege: Et geet hei ëm en Zousaz. A mir wëllen domadder op kee Fall de staatleche Rentensystem a Fro stellen. Ech hat och net d'Gefill, datt dat an der Kommissioun gemaach gi wier. Et war éischter souguer e ganz staarke Wëllen do fir ze soen: Mir prioriséieren déi ëffentlech Pensiounskeess. An dat heiten ass wierklech en Zousaz fir do, wou et Sënn mécht, virun allem, wann een eebe grenziwwerschreidend aktiv ass.

Et ass also fir eis hei e schéine Plus, mee kee Fräifaartschäin, fir elo op anere Plazen d'Rechter vun de Konsument/innen an Europa verwässeren ze goen.

Här President, ech kann eisen Accord elo schon dozou ginn, net ouni awer vläicht op deem nämmlechte Bemoll wëllen hincweisen, wéi de François Benoy dat elo grad gemaach huet, an dat ass natierlech de Volet vun: A wat investéieren déi Produiten dann? An hei, mengen ech, ass et wichtege, duerch déi Entscheidung, déi d'Europäesch Kommissioun elo geholl huet, wat d'Taxonomie ugeet, datt ee wierklech op Transparenz setzt, datt déi Produiten, déi zu Lëtzebuerg herno kommerzialiséiert ginn, transparent maachen, a wat se hannendrun investéieren. An zwar net nëmme no de Kategoriën vun der Taxonomie, mee vläicht doriwier eraus. Se kënnen jo fräiwëlleg méi wäit goen an hiren Informatiounsdokumenter, fir et esou de Konsumentinnen a Konsumenten ze erméiglechen, eebe grad déi Saache wéi Atomenergie, wéi Gas net an hirem Portefeuille ze hunn. Ech mengen, datt dat sënnvoll wär.

An ech maachen hei e ganz ferm Appell un déi Assurancëfirmen, déi dat dann iergendwann eng Kéier wëlle kommerzialiséieren, un déi Banken, déi dat wëlle kommerzialiséieren: Sidd transparent! Limitéiert Iech net op de Minimum! An erméiglecht et de Konsumentinnen a Konsumenten, wierklech hei e Choix ze treffen en connaissance de cause, ouni eeben herno eppes kaaft ze hunn, wat se u sech guer net kafe wollten.

Ech soen Iech Merci.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Finanzminister Yuriko Backes. Madamm Backes, Dir hutt d'Wuert.

**Prise de position du Gouvernement**

**Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances | Voilà. Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, et freet mech, fir eng éischte Kéier hei a menger neier Fonctioun an der Chamber bei Iech ze sinn, direkt fir dräi Gesetzesprojeten, déi och ganz wichteg si fir eis Finanzplaz. Déi dräi Texter situéiere sech alleguerten effektiv am Kader och vun der Kapitalmaart-Unioun a si fir eis Lëtzebuurger Finanzplaz och ganz wichteg.

Fir d'éischt wëll ech natierlech och dem Rapporteur e ganz grouse Merci soe fir de méndlechen an och den exzellente schrëftleche Rapport. E grouse Merci, Här Bauler! An dann Iech alleguerte merci fir déi breet Zoustëmmung zu dësem Projet de loi.

Wéi de Rapporteur dat och soulevéiert huet, déngt dëse Projet de loi haaptsächlech der Ëmsetzung vun europäeschen Texter. Et geet direkt ëm fënneg Reglementer an enger Direktiv, déi ëmgesat musse ginn, wat dat neit europäescht Produkt fir individuell Zousazpensiounen ueget.

Déi traditionell Zousazpensiounen sinn net ëmmer eng adequat Äntwert op dat sech dach verännerend Ëmfeld um Aarbechtsmaart. D'Leit wiessele vun enger Plaz op déi aner, plënnere vun engem Land an dat aner. Dofir besteet wierklech en enorm Potenzial, fir eng praktesch europäesch Léisung ze fannen, fir eise Bierger ze hëllefen, fir hir Pensioun ze spueren, an där Mobilitéit dann och Rechnung ze droen.

D'Portabilitéit vun deem sougenannte PEPP - Pepp - wäert et erlaben, weider an de selwechte Produit ze investéieren an anzebezuelen, och wann een an en aner Land geplënnert ass. Ech mengen, dat ass ganz wichteg fir eis Bierger.

Mat dësem Projet de loi setze mer dann de Kader fir d'Iwwerwachung vun der Kommerzialisatioun vum PEPP zu Lëtzebuerg, andeems och d'Autorités de surveillance designéiert ginn an déi néideg Pouvoire kréien.

Am Kader vun der Kapitalmaart-Unioun, déi als Zil huet, d'Finanzéierungsméiglechkeete vun den Entrepreneuren ze diversifizéieren an ze stäerken, kënnen d'Pensiounsfongen eng wichteg Roll als Investisseur spillen. Als international Fongplaz huet Lëtzebuerg all d'Viraussetzungen an notamment och déi néideg Kompetenzen, fir och aus dem PEPP eng Successtory ze maachen.

Doriwwer eraus operationaliséiert de Projet de loi verschidden Dispositiounen vu Reglementer am Beräich vun den nohaltegen a grénge Finanzen, der Taxonomie an der Disclosure.

Vu dass et sech hei ëm europäesch Reglementer handelt, déi also direkt an der Lëtzebuurger Gesetzgebung applikabel sinn, huet dëse Projet de loi näischt am Fong mat den Texter ze dinn, déi aktuell an der Diskussioun sinn. Dir hutt se och ernimmt: d'Inclusioun vum Nucleaire a vum Gas an der Taxonomie. Ech mengen, do ass d'Regierungspositioun och ganz kloer.

De Projet de loi, deen haut virläit, setzt wéi och bei anere Reglementer verschidden Dispositiounen ëm, andeems déi zousätzlech zoustänneg Autoritéite fir déi zwee Reglementer designéiert ginn. De Projet preziséiert also just de Kader, an deem d'CSSF an de Commissariat aux assurances hir jeeeweileg Missiounen ausüben.

De leschte Volet vum Gesetzesprojet, deen haut zum Vott steet, betrëfft d'Ëmsetzung vun zwee europäeschen Texter: d'UCITS-Direktiv an och de PRIIPs-Reglement. Ech mengen, hei huet den Här Bauler dat och ganz, ganz gutt erkläert. Dat sinn trotzdeem relativ technesch Ännerungen.

D'Texter goufen eréischt am Dezember publizéiert. Mir wollten dës Texter ganz séier ëmsetzen, well se justement wichteg si fir eis Finanzplaz. Mir wëllen och weider Klassebeschte bleiwen an der Ëmsetzung vun den Direktiven am Finanzdomän. An an deem Sënn wëll ech der Chamber Merci soe fir déi exzellent Zesummenaarbecht op dem Projet de loi am Allgemengen, mee och um Punkt, wat d'Transpositioun vun den Direktiven ueget.

Ech wollt dann awer nach vläicht kuerz, ganz, ganz kuerz agoen op dat, wat den Deputéierten Här Mosar gesot huet. Op där enger Säit, wat d'Sanktiounsgesetz ueget. Ech mengen, do gëtt effektiv un engem Avant-projet geschafft. Dir mentionéiert, dass dat och mat mengem Virgänger diskutéiert ginn ass. Ech kréie gesot, dass dat leider während der Pandemie net richtig weiderkomm ass. Et ass och extrem komplizéiert, Dir hutt et mentionéiert. Et ass juristescht och ganz, ganz komplex. Ech huele mech awer deem Dossier un. An ech hoffen, dass mer eis bei Geleechenheet dann och an der Cofibu domadder kënnen auserneeetzen.

Dir hat eng zweet Fro, Här Mosar, wat de Recours ueget. Do kann ech Iech just soen, dass géint all Decisioun vun der CSSF kann e Recours administratif geholl ginn. Dat ass Droit commun, och wann et net explizit an den Texter steet.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances | Voilà.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances | Ech soen Iech villmools Merci!

**M. Fernand Etgen**, Président | An ech soen der Madamm Finanzministesch Yuriko Backes villmools Merci.

D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7774. Den Text steet am Document parlementaire 7774<sup>6</sup>.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7774 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmme fänkt un. Da komme mer zum Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An de Projet de loi 7774 ass mat 57 Jo-Stëmme géint 2 Nee-Stëmmen uegheoll.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Laurent Mosar), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo) et Michel Wolter ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Cloesener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie*

*Empain (par Mme Djuna Bernard), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen.*

*Ont voté non : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Et ass also esou decidéiert.

**5. 7825 - Projet de loi portant**

**1<sup>o</sup> modification de la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation et portant modification de - la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier - la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier - la loi du 27 juillet 2003 sur le trust et les contrats fiduciaires - la loi modifiée du 4 décembre 1967 relative à l'impôt sur le revenu - la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune - la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;**

**2<sup>o</sup> modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;**

**3<sup>o</sup> modification de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises ;**

**4<sup>o</sup> modification de la loi du 16 juillet 2019 portant mise en œuvre des règlements EuVECA, EuSEF, MMF, ELTIF et Titrisation STS ;**

**5<sup>o</sup> mise en œuvre du règlement (UE) 2020/1503 du Parlement européen et du Conseil du 7 octobre 2020 relatif aux prestataires européens de services de financement participatif pour les entrepreneurs, et modifiant le règlement (UE) 2017/1129 et la directive (UE) 2019/1937**

Mir kommen elo zum Projet de loi 7825 iwwert d'Titrisatioun an de Crowdfunding. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht.

An de Rapporteur vun dësem Projet de loi ass - wéi kënnt et anescht sinn? - den Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

**Une voix** | Très bien!

**Rapport de la Commission des Finances et du Budget**

**M. André Bauler** (DP), rapporteur | Merci, Här President, léif alleguer. Merci emol fir d'éischt, léif Kolleegen, fir déi gentil Wieder. Dat deet ëmmer esou gutt bei deenen dréchenen Texter hei. De Sven Clement sot, ech géif et ëmmer op eng relativ pedagogesch Manéier maachen. Wësst Der, dës Texter sinn heiansdo esou komplizéiert, dass een d'office, weinstens a mengem Fall, mat enger gewëssener Deemut do erugeet an ee sech dann och heiansdo freet, wann een dat hei muss exposéieren - do wëll ech Iech awer elo net ..., do dierft Der mech elo net falsch verstoen -: „Wie sage ich es meinem Kinde?“ An dat heescht, et soll een et an einfache Wieder versichen ze erklären. Deem Exercice wëll ech mech dann och ëmmer gären ënnerzéien, souwäit et méiglech ass.

**Une voix** | Très bien!



**M. André Bauler** (DP), rapporteur | Bei dësem Gesetzesprojet 7825 geet et ëm zwee Voleten: engersäits ëm d'Titrisatioun an anersäits ëm de Crowdfunding.

Et handelt sech also hei ëm zwee, jo, klassesch Elementer aus der Finanzwelt: Eent, dat all Mënsch kennt, de Crowdfunding, engersäits, also d'Sammele vu Fonge fir spezifesch Projeten, an op där anerer Säit d'Titrisatioun. Dat ass eng Praxis, déi warscheinlech ausserhalb vun der Finanzsphär net onbedéngt ganz ville Leit bekannt ass.

Loosst eis als Éischt mat der manner bekannter Praktik, also der Titrisatioun ufänken, déi de klassischen, traditionelle Client net direkt betrëfft.

Wéini schwätzt ee vun Titrisatioun? Eh bien, dat ass, ganz graff gesot, de Fall, wann ee Scholde verkeeft. Et ass also eng Finanzéierungstechnik, mat där Aktiven, déi e Revenu erméiglechen, un ee bestëmmten Organismus verkaaft ginn. Dësen Organismus benotzt dann déi Aktiven, fir Wäertpabeieren ze decken, déi dann op de Finanzmäert kënne verkaaft ginn.

De Virdeel hei ass, dass d'Scholden, déi am Fong just schlecht getosch kënne ginn, mat dëser Method kënne regruppéiert ginn an dann an de Verkauf kënne kommen.

Sou vill zur Definitioun.

Elo ginn ech dann op d'Punkten an, déi de Gesetzesprojet ännere soll.

Et geet drëm, fir e puer spezifesch Ännerunge vum Gesetz vum 22. Mäerz 2004 iwwert d'Titrisatioun virzehuelen. D'Zil ass et, fir Onkloerheeten aus der Welt ze schafen, andeem e puer Punkte prezisiéiert ginn. Dorënner fale gewësse Bezeechnungen, déi nei definéiert ginn, fir all den Acteuren déi gréisstméiglech Rechtssécherheet ze ginn.

Generell muss d'Gesetzgebung un déi aktuell Realitéit vum Marché ugepasst ginn. Zousätzlech komme Garantien fir d'Investisseuren derbäi.

D'Titrisatiounsorganismen kréien, dem Gesetzesprojet no, zukünfteg méi Spillraum, fir hir Aktivitéiten duerchzuführen. D'Organismen kréie fir d'Éischt emol e méi breede Choix, wéi eng juristesche Form vu Gesellschaft si wëllen adoptéieren, Sociétés anonymes oder Sociétés en commandite, zum Beispill. Si hunn och e méi breede Choix, wat d'Finanzementer ugeet, op déi se zrëckgräifen dierfen. Si dierfen och Sécherheeten an aner Garantien un Drëtter ausstellen a si dierfe schlussendlech eng aktiv Gestiou vu verschiddene Wäertpabeiere maachen.

Fir d'Sécherheet vun den Investisseuren ze verstärken, ginn och hei e puer Ännerunge virgeholl. D'Reegelen iwwert d'Opdeelung, de sougenannte Compartimentage, vun engem Titrisatiounsorganismen, déi Reegele gi prezisiéiert. Zousätzlech mussen d'Titrisatiounsfongen dann an Zukunft och an eist Handelsregëster, den RCS, agedroe ginn.

Elo zum zweeten Deel vun dësem Gesetzesprojet.

Hei geet et ëm de Crowdfunding, also déi participativ Finanzementer, Financements participatifs. Dat ass eng Praxis, déi eis all, ech géif emol mengen, e Begrëff ass. Hei geet et also ëm eng Persoun, déi Sue brauch, Investisseuren, déi Suen hunn, an dann e Prestataire, dee via eng Onlineplattform vermittelte.

Et geet also hei an d'Éischer Linn ëm de Finanzement vu klengen a mëttleren Entrepreneuren an och Start-uppen, déi vergläichweis kleng Montante brauchen, fir hir Aktivitéiten ze developpéieren oder ausbauen ze kënnen.

Et gëtt also am Normalfall pro Projet immens vill Investisseuren, déi ëmmer just kleng oder ganz kleng

Montante bereet sinn ze investéieren. Hei geet et net just ëm Investisseuren, mee och ëm Kreditter, déi iwwer esou Plattformen kënne gewäert, octroyéiert oder verdeelt ginn.

Bis elo gëtt et europawäit verschidde rechtlech Regimenter, déi fir de Moment net gutt koordinéiert sinn. Dowéinst soll dat europäesch Reglement 2020/1503 vum 7. Oktober 2020 hei eng gemeinsam Léisung sinn. Esou gëtt erëm d'Uniooun vun de Kapitalmäert gestärkt, an den administrativen an och de juristeschen Opwand fir transnational Opfuerderungen, fir Finanzementer ze tätegen, gëtt reduzéiert.

Dat heite Reglement schafft also harmoniséiert Reegele fir de Fonctionnement, d'Organisatioun, den Agreement an d'Kontroll vun de Crowdfunding-Übiddern an hire Plattformen.

D'Zil ass et, fir grad eeben de klengen a mëttelgrousse Betriber souwéi de Start-uppen en Accès op alternativ Finanzementer ze vereinfachen. Am selwechten Otemzuch gëtt awer och de Schutz vun den Investisseuren duerch harmoniséiert Reegele verbessert.

De Schutz vun den Investisseuren gëtt an dësem Fall nees iwwert d'CSSF garantéiert. D'CSSF gëtt also als kompetent Autoritéit am Text genannt. De Projet prezisiéiert och d'Pouvoir vun der CSSF, wat d'Surveillance, d'Enquêtes an d'Sanktiounen ugeet. An do wiere mer dann erëm beim Här Mosar sengem Thema, déi Fro, déi en eebe virdrun opgeworf hat.

Zum Schluss nach zu den Avisen.

De Staatsrot huet säin Avis de 17. Dezember zejoert publizéiert. Wat d'Derogatioun aus dem Artikel 19 ugeet, do war de Staatsrot der Meenung, dass déi net néideg ass an dowéinst soll déi dann och erausgeholl ginn. De Staatsrot huet sech formell zu den Artikelen 20-18 an 20-19 opposéiert, dat, well europäesch Reglementer direkt applikabel sinn an déi national Gesetzter se net kopéieren dierfen.

D'Finanz- a Budgetskommissioun ass dësen Opfuerderungen natierlech gären nokomm a si huet de Gesetzesprojet an deem Sënn och deementspriedend ofgeännert.

D'Chambre de Commerce begréisst allgemeng de Gesetzesprojet, mee hätt sech méi Flexibilitéit fir d'Titrisatiounsorganismen gewënscht, wat d'Gard vun hire Liquiditéiten a Valeurs mobilières ugeet. D'Handelskummer hätt sech och driwwer gefreet, wa prezisiéiert gi wier, ob d'Titrisatiounsorganismen selwer kéinte Prête verginn.

Fir d'Detailer vun dësen Avisen verweisen ech op déi respektiv Dokumenter. Méi Detailer zum ganze Gesetzesprojet fannt Dir wéi gewinnt am schrëftleche Rapport.

Här President, léif alleguer, et ass nun emol d'Stärkt vun der Lëtzebuerger Finanzplaz, dass eis Gesetzgebung ëmmer nees op den neiste Stand bruecht gëtt, dat mer och dacks First Mover sinn, denke mer un d'UCITS-Fongen an den 80er-Joren, op deene mer eng grouss Industrie opgebaut hunn. Mir ginn den Ufuerderung vun der Zäit gerecht a bauen dofir eise gesetzleche Kader aus. Mat eise Gesetzter probéiere mer, all den Acteuren déi gréisstméiglech Rechtssécherheet ze bidden an hir Investisseuren hei am Grand-Duché beschtméiglech ze schützen.

Dat stëmmt net just, wann et ëm Finanzprodukter geet, déi am Fong just tëschent de Banken an aneren Organismen benotzt ginn, wéi zum Beispill d'Titrisatioun, nee, dëse Prinzip gëllt och fir alternativ Finanzéierungsméiglechkeete fir kleng a mëttel Betriber an och fir Start-uppen, wéi et beim Crowdfunding nun emol de Fall ass.

Et ass dës Approche, déi mat dozou bäidréit, dat déi Lëtzebuerger Finanzplaz - vun där mer jo, wann een op d'Staatsfinanze kuckt, immens staark ofhänken - eeben esou attraktiv ass. Et muss ee bedenken, dat eleng eis Fongen aktuell 5,9 Billionen Euro geréieren. Dat ass méi wéi de Järleche PIB, de Bruttoinlandsprodukt vu Japan, fir Iech dat e bësse méi ze verbildlechen, ze konkretiséieren.

An dach muss mer eis ëmmer virun Aen halen, dat an der wirtschaftlecher Geschicht vun eisem Land dacks viles a Fro gestallt ginn ass, sief et duerch konjunkturell Abréich, duerch strukturell Mutatiounen oder Verännerungen am internationale fiskaleschen Ëmfeld. D'Geschicht kennt eebe keng Droits acquis, keng éiweg geséichert Rechter, an dofir muss mer vigilant bleiwen an eise Bifdeck zu Bréssel an doriwir eraus all Dag verteidegen.

Léif alleguer, dës Gesetzesprojet ass an deem Sënn e weidert Puzzlestéck an eiser Legislatioun, déi, zesumme mat villen aneren Elementer, den Ekosystem vun eiser Finanzplaz an och hir Stärkt ausmécht an och dës Finanzplaz mat hirem Ekosystem sou attraktiv hält a mécht.

D'DP-Fraktioun gëtt op dëser Plaz dann och hiren Accord zu dësem Projet.

Schlussendlech soen ech nach eng Kéier der Madamm Finanzminister an hire Beamten aus dem Ministère villmools Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht a wënschen Iech - ech hat dat virdu vergiess, Madamm Minister - natierlech och bonne Chance an Ärer neier Fonctioun a besonnesch bei der Verteidegung vun eisem Bifdeck zu Bréssel.

Villmools merci fir Är Opmierksamkeit an de gewinnenden Interêt.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools dem Här Rapporteur André Bauler.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar.

**Discussion générale**

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Jo. Merci och direkt un de Rapporteur fir säin erëm eng Kéier exzellente Rapport. Besonnesch gutt huet mer awer seng Konklusioun hei gefall: de Bifdeck, dee mer sollen zu Bréssel verteidegen. Ech mengen, en huet do méi wéi Recht. An e fënn och ëmmer d'CSV, jo, op senger Säit, wann et drëm geet, justement dee Bifdeck do ze verteidegen.

Ech kann dann och, Här President, direkt den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet ginn. De Rapporteur huet gesot, dat do elo notament vill méi Flexibilitéit kennt, wat déi Organismen de titrisation ubelaangt. Déi kënnen elo aner Zorte vu Gesellschaftsformen adoptéieren, wat fir mech e wichtege Schrëtt ass.

Ech kommen awer net derlaanscht, trotzdeem hei eng kleng Kritik unzebréngen. De Rapporteur huet dat och schonn a sengem Rapport zitéiert. Dat ass och eng Kritik, déi d'Chambre de Commerce mécht. Ech mengen eigentlech, dat mer hei hätte kënnen e bësselche méi wäit goen, wat déi Possibilitéit vun Titrisatiounsorganismen ugeet. Notament hätt een do awer kloer kënne soen, dat och esou Organismen kéinten hir eegen Aktivaen halen. Dat ass net gemaach ginn. Ech muss och soen, ech verstinn et net richtig, vu dat jo awer och déi Organismen hei ënnert déi selwecht Contrôle a Surveillance falen wéi d'Banken, nämlech d'CSSF. An ech mengen, et hätt een, wéi gesot, do sécherlech och vläicht déi Organismen nach méi kompetitiv kënne maachen,

notamment - a kommt, mer vergiessen dat net - an enger Welt, wou awer vläicht d'Banke manner wichteg ginn an eenzel Fonctiounen ëmmer méi och vun aneren Organisme wäerten iwwerholl ginn. Duerfir, wéi gesot, do hätt ee sech kënnen virstellen, datt mer e bësse méi wäit gaange wieren.

Gradesou wéi och, datt net kloer aus dem Text ervirgeet, datt dës Organismen och kënnen selwer Prêteen accordéieren. Ech verstinn do och net richtig, firwat datt mer net op dee Wee do gaange sinn. Ech muss och soen, datt et eigentlech net direkt verbueden ass, wann een den Text liest, mee et ass eng gewëssen Incertitude. A firwat dat net weider preziséieren, dat ass eng Fro, déi fir mech also net ganz kloer ass.

An dann e leschte Punkt: Ech mengen, mir müssen och iwwerleeën - an dësem Projet war dat vläicht nach e bëssen ze fréi -, inwiefern datt esou Organismen de titrisation an Zukunft och kënnen aner Zorte vu Wäurungen detenéieren. Ech schwätzen hei vun de Kryptowäurungen. Och dat ass eng Tendenz, laanscht déi mer net kommen. Och do stellt sech d'Fro, ob een net awer misst e bësselche méi schnell goen, wat e Cadre légal vun esou Kryptomonnaien ugeet. Ech weess, datt den Här Gramegna ëmmer gesot huet, e géif do e bësselche waarden op en europäesche Kader. Ech verstinn och de Sënn vun där Demarche, hunn awer d'Gefill, datt aner Länner am Moment amgaange sinn, do e bësselche méi schnell virunzekommen - notamment Frankräich -, wat dann awer erëm riskéiert, eis um Niveau vun der Kompetitivitéit éischter zum Nodeel ze gerechen. Duerfir och do mäi Wonsch, vläicht bei engem nächste Projet ze kucken, ob een déi net do ka matabannen.

Dat gesot, bréngen ech awer hei den Accord vun der menger Fraktioun, a mir wäerten dëse Projet matstëmmen. Merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, Här Mosar. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Dan Biancalana.

**M. Dan Biancalana (LSAP)** | Merci, Här President. Ech soen dem Rapporteur, dem Här Bauler, Merci fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport a ginn heimat och den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci, Här Biancalana. An da geet d'Wuert weider un den honorabelen Här François Benoy.

**M. François Benoy (déi gréng)** | Merci, Här President. Och vu menger Säit villmools merci dem Rapporteur fir dee ganz gudden mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Ech wëll e puer Wuert iwwert de Crowdfunding verléieren, wat jo wierklech eng gutt Saach ass, dass mer deem hei elo e besseren an e méi kloer Kader ginn.

Crowdfunding gétt et eigentlech jo scho ganz laang, och wann en an de leschte Joren - soen ech elo mol - duerch den Internet vläicht méi bekannt ginn ass. Dat berüümtste Beispill vu Crowdfunding respektiv vläicht och dat eelsten, ass jo dat vun der Fräiheitsstatue zu New York, déi jo iwwer e Crowdfunding finanzéiert ginn ass, wou 160.000 Spender sech zesummedoen hunn, fir dat dunn ze realiséieren. An, wéi gesot, am Zäitalter vum Internet ass et awer e Phenomeen, deen ëmmer méi grouss gétt. An ech mengen, wat et vrun allem interessant mécht, ass, dass et innovativ Geschäftsidde méiglech mécht oder vläicht och Geschäftsidde méiglech mécht, déi soss vläicht net onbedéngt iwwert de classesche Wee - soen ech elo mol - hir Finanzéierung fonnt hätten. An doduerjer mécht et souzoe ganz nei Méiglechkeeten op. Et gétt also och de Bierger mat innovativen Iddie wierklech

d'Méiglechkeet, fir déi ëmzesetzen, an dofir ass et och wichteg, dass mer hei e richtige Kader dofir schafen, fir dass niert deene méi classeschen Aart a Weisen, fir Finanzéierungen ze fannen, och nei Geschäftsidde iwwert de Crowdfunding eebe kënnen realiséiert ginn.

An ech mengen grad - an dat huet sech och déi lescht Jore gewisen -, dass iwwert den Internet an déi sozial Medien dat doten hei an den nächste Joren nach méi u Wichtigkeet wäert kréien an och nach méi Leit drop wäerten zrëckgräifen.

An de leschte Jore gouf et jo och eng Rei national Initiativen, fir de Crowdfunding ze reguléieren, zum Beispill a Frankräich. Bon, dat huet awer dunn derzou gefouert, dass een ënnerschiddlech Reegelen an der Europäescher Unioun hat, wat dat awer net onbedéngt esou ënnerstëtzt huet, wéi een europawäit harmoniséierte legale Kader dat mécht, dee jo ganz am Sënn vun dem Marché unique ass. An dat ass jo och dat, wat mer haut hei maachen.

En harmoniséierte legale Kader wäert, mengen ech, och d'Käschten allgemeng vun de Crowdfunding-Plattformen kënnen drécken, wat déi Investitiounsméiglechkeeten doduerjer méi attraktiv mécht. Och grenzüwwerschreidend Investissementer ginn doduerch vereinfacht a gefërdert. An och d'Sécherheet fir Investisseure ka verbessert ginn.

Dat mécht doduerjer de Crowdfunding zu engem staarken, nach méi staarken Moyen fir d'Zukunft, wouduerch mer zu Lëtzebuerg Startuppen an och an Europa Startuppe kënnen geziilt ënnerstëtzen. An ech mengen, déi Projekte si grad esou ënnerstëtzenswäert, well ee mierkt, dass grad am Beräich vun der Innovatioun, der Klimatransitioun, awer och der Digitaliséierung hei ganz flott Projekte finanzéiert ginn, déi soss vläicht um classesche Wee méi Schwieregkeeten hätten.

An an deem Sënn ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun fir deen heite Projet.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, Här Benoy. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Roy Reding.

**M. Roy Reding (ADR)** | Merci, Här President. Alt nees eng Kéier merci dem Rapporteur. Ech huele virwech, datt mer als ADR dat Gesetz hei matstëmmen.

Ech deelen, wat aner Kollege virdru gesot hunn: Dat Besch un Ärem Rapport déi Kéier war d'Konklusioun. An den Här Mosar huet gemengt, d'CSV géif hanner Iech stoen an hannert der Ministesch stoen, wann et drëm geet, eise Steak ze verteidegen. Ech géif soen, traditionell hunn hei am Haus ëmmer all d'Parteien Hand an Hand geschafft - ausser vläicht um ganz lénke Bord -, wann et drëm gaangen ass, eis Finanzplaz opzebauen, ze stäerken an ze verteidegen.

An dee Steak, dee soll een net ënnerschätzen. Mir wëssen, dass ganz donkel Wolleken opgezu sinn um OECD-Himmel, wou ënner dem Virwand vun enger Harmoniséierung vu Steierreegelen, vu BEPSen a wéi se dann allegueren heeschen, probéiert gétt, Lëtzebuerg un d'Lieder ze goen. Mir hunn hei am Land 40.000 SOPARFien an dovunner liewe ganz vill Leit: Déi Leit, déi se grënnen, déi Leit, déi se domiciliéieren, déi Leit, déi se verwalten, d'Kontabelen, d'Experts comptables, d'Bureaux comptables, d'Réviseur-d'entreprises an esou weider an esou weider. A wann dat ugegraff gétt, dat kéint en enorme Schued gi fir Lëtzebuerg, fir eis Steiereinname a souger fir eis Fongepiaz, déi domadder och direkt betraff wier. An duerfir kann ech am Numm vun der ADR nëmme soen: Madamm Backes, Dir hutt eis Ënnerstëtzung. Kämpft

ëm eise Steak. A bonne chance, net nëmme zu Bréssel, mee virun allem och mat der OECD!

Merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, Här Reding. An da wier et un där honorabelen Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk)** | Merci, Här President. Fir d'éischt merci dem Rapporteur fir säi Rapport an och wëllkomm der neier Finanzministesch hei an der Chamber.

Mir mengen, wann een iwwert d'Titrisatioun schwätzt, da soll ee sech awer och d'Kris vun de Subprimes am Joer 2008 an Erënnung ruffen. Et war genee dës Finanztechnik, iwwert déi mer haut schwätzen, déi deemools d'Finanzkris ausgeléist huet, eng Finanzkris, déi letztendlech Milliounen vu Familljen op der Welt an d'Aarmut gedriwwen huet.

Mir stelle fest, dass d'Titrisatioun ënner dem Drock vun der Finanzwelt lues a lues erëm méi salonfäeg gemaach gouf, nodeems se jorelaang a Verruff gerode war. An och, wann ëmmer gesot gétt, et hätt een d'Lektioun vun 2008 geléiert an deementsprechend Reegelen agefouert, bleift et fir eis immens problematesch. An eisen Ae verhält et sech mat der Titrisatioun wéi mat der Nuklearenergie: D'Bedriewer vun Atomkraaftwierker en erleien och strenge Sécherheetsreegelen an et ka sinn, datt et ni zu engem Accident kënn. Mee wann et knuppt, da knuppt et richtig!

Mat deem heite Projet de loi kréien d'Finanzinstituter méi Flexibilitéit, fir hir Produiten am Beräich vun der Titrisatioun ze strukturéieren. Et geet net drëms, d'Reguléierung méi streng, mee méi labber ze maachen. Dofir wäerte mir och dergéint stëmmen.

Merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, Madamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

**M. Sven Clement (Piraten)** | Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, nach eng Kéier merci un de Rapporteur fir déi ausféierlech Erklärungen.

Wann ech mer sou d'Reaktiounen unhéieren hu virdru, dann hat ech e bëssen d'Gefill, datt jiddweree sou méi oder manner domadder averstane wier, datt dat e ganz onspektakuläre Finanzprojet sollt sinn, deen e Secteur betrëfft, mat deem vill Leit am Alldag wéineg ze dinn hunn an deen zwar de Bifdeck tangéiert, mee éischter sou d'Bäilag vum Bifdeck ass wéi de Bifdeck selwer.

Mat dësem Gesetzesprojet sollten e puer Ännerunge kommen, punktuell, wat d'Reegele fir Verbréifungsgesellschaften, also déi Firmen, déi Wäertpabeieren opsetzen, betreffen. Zum Beispill sollen dës speziell Firmegesellschaft sech dann elo och mussen am Registre de commerce androen.

Esou wäit, esou gutt. Mee nee, leider net. Dës schäinbar onspektakuläre Gesetzesprojet ass nämlech alles anescht wéi dat. D'Stëmme vun dësem Projet wäert dozou féieren, datt d'Immobilienpekulation zu Lëtzebuerg weider ugeheizt gétt. Do freet ee sech, firwat? Ma well dës Finanzgesellschaft mat dësem Gesetzesprojet - an do ass de Staatsrot och enger Meenung mat mer - an Zukunft direkt kënnen Immobilie kafen oder och indirekt duerch Duechterfirmen an de Besëtz vu Wunnenge kommen. Dës Gesellschaft si reng op Finanzprodukte spezialiséiert. Si wäerte keng Wunnengen hei am Land bauen. Si kafe just a verkafen dann erëm zu engem méi héije Präis.



U sech e Skandal! Esou muss een et einfach soen. Jorelaang gëtt dem Bierger an der Biergerin dobausse gesot, et wier ee sech der Logementsproblematik bewosst, et wéilt ee géint d'Spekulation virgoen, an dann esou eppes. Dat kënnen mir Piraten net akzeptéieren! Ech kann net novollzéien, wéi esou eppes ka sinn.

Et gouf dunn an de Rapport eng Nott opgehol, datt dës Firms keng Activités commerciales mat dëse Wunnengen dierfen hunn. Bon, dat ass ... mir wëssen ... mir kennen déi Diskussioun iwwert d'Activités commerciales méi wéi genuch. An dat ass awer esou e Gummibegrëff. A virun allem, wann ee weess, wéi vill d'Firmestrukturen et gëtt, an datt een allkéiers fir een Objet quasi erëm eng Zweckgesellschaft ka maachen, da fänkt et awer un, iergendwou kokass ze ginn.

An da steet et just am Rapport, et steet net am Gesetz! Op där enger Säit verspricht eis de Premier a senger Ried zum État de la Nation eng Spekulationssteuer an eng Reform vun der Grundsteuer. Zweek Projeten, zu deene mer nach ëmmer keng Detailer kennen. Mir als Chamber wëllen dann d'Recht op Wunraum souguer als Staatszil an d'Verfassung schreiwen, an dann dat heiten. Eng Firma, déi Wäertpabeieren op de Marché bréngt, an all déi Firmen, un deenen dës éischt Firma Parte besetzt, sollen Haiser a Wunnenge besetzen dierfen, solle mat dëse Wunnengen dierfe Profit maachen.

Dat Ganzt hei weist einfach, wéi onéierlech d'Logementskris ugaange gëtt. Op där enger Säit verspreche mer Besserung, fir op där anerer Säit dann esou Projete wéi dat heiten ze stëmmen.

Här President, ech kann Iech ganz kloer soen, datt mir Piraten dëse Projet net matstëmme wäerten. Net, well mer net de Bifdeck wëlle verteidegen. Jiddweree vun de Lëtzebuergerinnen a Lëtzebuerger hätt gären e Stéck vun deem Bifdeck. Mee ganz einfach, well d'Logementskris ze akut ass, fir elo nach d'Immobilienpekulation weider unzeheizen.

Eis Positioun ass also kloer. Mee un der Regierungspositioun hunn ech, spéitstens no dësem Gesetzesprojet, nawell awer meng Zweifel. Well wa mer hei am Rhythmus vun der Sprangpreßessioun beim Thema Logement Gesetzer ausschaffen, dann ass d'Logementskris nach eppes, wat eis Enkelkanner wäert beschäftegen. Dëst Gesetz ass ee grouse Schrëtt no hannen a keen no vir a fënnt dofir net eis Ënnerstützung.

Ech soen Iech Merci.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Finanzministeresch Yuriko Backes. Madamm Backes, Dir hutt d'Wuert.

### Prise de position du Gouvernement

**Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, nach eng Kéier dem Rapporteur Här Bauler e grouse Merci fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Et ass e puermol iwwert de Bifdeck geschwat ginn. Ech wäert e selbstverständlech verteidegen, maacht Iech do iwwerhaupt keng Suergen. Et wäert do op alle Fall net u menger Determinatioun feelen!

**Une voix** | Très bien!

**Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances | Ech soen Iech dann och Merci fir d'Zoustëmmung, déi breet Zoustëmmung zu dësem Projet de loi. Et ass

wichtig, dass mir eng Finanzplaz hunn, déi konkurrenzfähig a villfältig ass an dat och bleift. Dëse Gesetzesprojet dréit ouni Zweifel dozou bäi, andeems d'Aktivitéiten, déi op der Finanzplaz schon haut bestinn, consolidéiert ginn an en Ëmfeld geschaaft gëtt, fir dass och nei Aktivitéiten zu Lëtzebuerg kënnen gemaach ginn.

Lëtzebuerg huet sech scho virun enger Rei vu Joren e gesetzleche Kader ginn fir den Developpement vum Titrisationungeschäft. Dëse legale Kader huet sech an der Praxis bewäert: Lëtzebuerg ass ënnert den Top-3-Länner an Europa an dësem Beräich.

Fir dass dat esou bleift, riichte mir mat dësem Gesetzesprojet de Bléck dann och weider no vir. D'Titrisation ass eng Finanztechnik, déi der reeller Economie zeguttkënnt, nei Liquiditéit fir Banken an Entreprisë schaaft an nei Investissementsmëglichkeete kreéiert.

Dat huet och d'Europäesch Kommissioun rezent ënnerstrach, andeems se sech fir e méi breede Gebrauch vun der Titrisation am Kader vun der ekonomescher Relance no der Pandemie ausgesprach huet.

Här President, dëse Gesetzesprojet klarifizéiert d'Gesetz iwwert d'Titrisation op eenzele Punkten a passt et eebe un déi aktuell Exigencé vum Marché un. Dobäi gëtt awer och eng Kéier de Schutz vun den Investisseure gestärkt. D'Modernisation vum Gesetz vun 2004 soll den Entitéiten, déi wëllen ënner lëtzebuergeschem Recht eng Titrisation realiséieren, nei Mëglichkeete ginn, fir dës ënner kloer Konditiounen auszuféieren.

Dofir wëll ech vläicht dann och direkt op d'Remark vum Deputéierte Mosar agoen. Et gouf mat alle Concernéierte geschwat. Mir hunn hei probéiert, den Equiliber ze fannen a mir sinn och ganz bewosst hei de Mëttelwee gaangen. Mir hunn de Mëttelwee gesicht, fir souwuel den Demandé vun den Acteuren um Terrain nozekomme wéi awer och, fir d'Protektioun vun den Investisseuren an d'Kontroll vun de Risikoe weider sécherzestellen. Mir sinn zouversichtlech, dass heimat déi richteg Jalone gesat ginn, fir dass d'Finanzplaz och an dësem Segment kompetitiv bleift.

Ech kéim dann och kuerz op den zweete Volet vum Gesetzesprojet, deen als Objet huet, d'europäesch Reglement iwwert de Crowdfunding ze operationaliséieren. Lëtzebuerg begréisst den europäeschen Text fir en harmoniséierte Kader an der EU, fir eebe enger nei Zort vu Finanzprestatairen ze reglementéieren, déi Crowdfunding-Service fir Entrepreneuren ubidden.

De Gesetzesprojet iwwerdréit dem nationale Finanzregulateur, also der CSSF dofir nei Attributiounen an och Pouvoiren, dat fir d'Surveillance vu Crowdfunding-Prestatairen ze assuréieren.

Et ass wichtig, dass Europa sech och an deem Domän en eenheetlech Reegelwierk ginn huet, wat de Betreiber nei Finanzmëglichkeete gëtt, Rechtssécherheet schaaft an den Investisseur schützt.

Här President, hei schléisst sech dann de Krees mam éischte Volet vum Gesetzestext. Mir moderniséieren eis Gesetzgebung, mir diversifizéieren eis Finanzplaz - ech mengen, dat ass ganz wichtig - a mir stäerken d'Kapitalmarchéen, wat och eiser Economie zegutt kënnt.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, der Madamm Finanzministeresch Yuriko Backes. D'Diskussion ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7825. Den Text steet am Document parlementaire 7825<sup>3</sup>.

### Vote sur l'ensemble du projet de loi 7825 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da komme mer zum Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An de Projet de loi ass mat 54 Jo-Stëmme bei 4 Nee-Stëmmen ugehol.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Laurent Mosar), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova (par Mme Djuna Bernard), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.*

*Ont voté non : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

### 6. 7861 - Projet de loi portant modification de la loi du 17 avril 2018 relative aux indices de référence

Als nächste Punkt um Ordre du jour kënt de Projet de loi 7861 iwwert d'Referenzindizen.

D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an d'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi. A wie kéint dat anescht sinn? A mol net e Professer kéint et besser maachen ...

(Hilarité)

... wéi den honorabelen Här André Bauler.

**Plusieurs voix** | Oo!

### Rapport de la Commission des Finances et du Budget

**M. André Bauler** (DP), rapporteur | Här President, léif alleguer, no där do Remark soen ech elo léiwer näischt.

(Hilarité)

Wann ee Kontrakter a gewëssene Beräicher ofschléisst, da muss ee sech a verschiddene Fäll drop eenegen, fir sech un externe Referenzen ze orientéieren. E ganz einfach Beispill ass de variablen Zënssaz bei engem Immobilliekredit. Fir ze garantéieren, datt een de Marché suivéiert an net d'Bank just intern den Taux, den Zënssaz fixéiert, kann ee sech an deem Fall drop eenegen, fir en onofhängegen Indice de référence, e Referenzindex ze benotzen. Dësen Indice de référence gëtt da benotzt, fir d'Mensualitéiten ze berechnen.

Dat doten ass elo ee Beispill. Ech gi gären nach aner Beispiller. Et gëtt natierlech eng etlech Fäll, an deenen d'Benotze vun esou engem Referenzindex, op englesch „Benchmark“ genannt, kann ubruecht sinn. Indices de référence ginn net just am Kader vu Finanzkontrakter an -instrumenter benotzt, mee och - fir dann e Beispill ze nennen -, fir d'Performance vun de Fongen ze berechnen, ze moossen.

Dat bedeit schlussendlech, datt Milliounen Kontrakter op esou Indicé baséieren. An do stellt sech d'Fro: Wat geschitt, wann esou en Indice de référence op eemol net méi weider fonctionéiere kann? Wien entscheet dann, no wat ee sech orientéiere muss? An dës Fro ass net just hypotheesch, nee, si ass eigentlech ganz aktuell.

Här President, de Gesetzesprojet 7861, deen d'Gesetz vum 17. Abrëll 2018 zu den Indices de référence ofännert, huet Léisungen op dës Fro. De Projet ass den 22. Juli dat lescht Joer deposéiert ginn an e setzt dräi europäesch Reglementer ëm. Domat gëtt d'Reglement 2016/1011 iwwert d'Indices de référence ugepasst.

Als Alleréisch well ech awer nach konkret op de Fall agoen, deen déi hypotheesch Fro, vun där ech elo virdu geschwat hunn, an eng reell Problematik ëmgewandelt huet. Et ass effektiv esou, datt de LIBOR, Ofkierzung fir London Interbank Offered Rate, den Ufuerderunge vu sou engem Referenzindex net méi gerecht ginn ass. Dat dote war eng diplomatesch Formulatioun, fir eeben net direkt ze soen, datt de LIBOR eigentlech e Skandal provozéiert hat.

Fir de LIBOR ze berechnen, goufen nämlech reegelméisseg bis zu 18 Banke gefrot, zu wéi engem Taux si géife Sue léinen, fir dann esou e Mëttelwäert an de fënnf geleeftegste Wärdungen ze bestëmmen. Hei läit awer och schonn de Problem, also op gutt Lëtzebuerger gesot: Hei läit d'Kromm an der Heck, well sou konnten d'Banke relativ einfach de LIBOR manipuléieren. Dat ass dann och leider geschitt!

Den Deutschlandfunk - ech hunn dat emol eng Kéier an der internationaler Press nogelies - huet an deem Kontext gemellt, ech zitieren: „Über Jahre hatten Mitarbeiter mehrerer Grossbanken wichtige Referenzzinsen für das Geldgeschäft der Banken untereinander manipuliert und damit eigene Geschäfte befördert.“ Eng ganz grouss däitsch Bank huet missen an deem Kontext iwwer 2,5 Milliarden Dollar Strof bezuelen, well Mataarbechter solle gehollef hunn, fir de LIBOR ze manipuléieren.

Dowéinst brauche mer also um europäeschen Niveau Reegelen, déi et erlaben, en Indice de référence ze ersetzen, och wann déi eenzel Kontrakter dat net virgesinn. Mir sinn also drop beduecht, fir déi juristesche Onsécherheeten ze minimiséieren an esou déi finanziell Stabilitéit ze garantéieren, wann et drëm geet, de Gebrauch vun engem Indice de référence ze stoppen.

D'Zil ass et also, e Kader ze setzen, fir en Indice de référence, deen a Verruff geroden ass oder eventuell duerch aner Grënn gestoppt gëtt, duerch e besseren, zuverlässigen Indice ersetzen ze kënnen, en Indice, deen anescht berechent gëtt a wou d'Administrateure sech un d'Reegelen halen.

Dowéinst ass d'Kontroll vun dese Reegelen immens wichteg. Am Kader vun engem weideren europäesche Reglement gëtt déi europäesch Autoritéit vun de Finanzmäärt mat der direkter Iwwerwaachung vun de wichtegen Indicen an hiren Administrateure beoptraagt. Zousätzlech wäert dës Autoritéit och déi auslänneschen Indicen unerkennen, wa se de Kritären entsprechen. Dës Ännerungen triede retroaktiv op den 1. Januar vun deem Joer a Kraaft. Iwwerdeems ginn d'Sanktiounen, wéi se am Artikel 4 vum Gesetz

zu den Indices de référence stinn, duerch dese Projet erweidert. Weider Detailler fannt Der wéi gewinnt am schrëftleche Rapport.

Zu den Avisen. De Staatsrot huet a sengem Avis vum 17. Dezember zejoert keng formell Oppositoun ausgeschwat. En huet sech drop beschränkt, e puer kleng Remarken ze maachen.

Och d'Chambre de Commerce huet an hirem Avis vum 24. September zejoert keng Commentairé formuléiert a stëmmt also dem Gesetzesprojet zou.

Fir d'Detailler verweisen ech op déi zwee Avisen.

Och, léif alleguer, wa keng gréisser Ännerungen hu missen en cours de route gemaach ginn, soen ech der Madamm Finanzministesch an hirem Ekippi Merci fir d'Erklärungen, déi si eis an der Cofibu ginn hunn. An ech soen och mengem Attaché, dee mer bei der Redaktioun vun deem Rapport gehollef huet, hei mol eng Kéier Merci.

Dir Dammen an Dir Hären, et soll ee Gesetzter net no hirem Gréisst, no der Längt vum Text bewäerten. Och wann dat hei e klengt Gesetz ass, ass et en immens wichtegt Gesetz, dat hoffentlech eng breet Zoustëmmung fënn. Op jidde Fall gëtt d'DP-Fraktioun elo schonn den Accord zu deem Text.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, dem Här Rapporteur André Bauler.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Jo.

**M. Fernand Etgen**, Président | Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

#### *Discussion générale*

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Merci och nach eng Kéier dem Rapporteur: jamais deux sans trois.

Et ass schued, datt mer de Mëtten net nach e véierte Projet hunn, soss hätt den Här Rapporteur de Grand Chelem gemaach, wéi een dat am Tennis nennt. Mee dat kënn da vläicht eng Kéier bei enger nächster Geleeënheet, Här Rapporteur.

Ech kann och soen, datt mer direkt eis Zoustëmmung zu deem Projet wäerte ginn. De Rapporteur huet beschriwwen, ëm wat et geet. Duerfir brauch ech net méi dorop anzegoen.

Ech wollt awer vun deem Gesetz profitéieren, fir nach eng Kéier eng generell Remark ze maachen, well an deem Gesetz jo vill rieds geet vun de Kompetenze vun där sougenannter AEMF, Autorité européenne des marchés financiers, déi jo duerch desen Text, wéi gesot, eng ganz Rei vun zousätzleche Kompetenze wäert kréien. A virdrun ass geschwat ginn, Madamm Ministesch, vu Büfdeck verkafen oder verteidegen, an ee vun deene gréisste Riske fir eis Finanzplaz ass, datt mer riskéieren, ëmmer méi Kompetenze vun eisen nationale Regulateuren un europäescher ofzeginn.

Mir hunn déi europäesch Zentralbank, mir hunn elo hei d'AEMF, mir hunn d'EMA, d'EBA an et mierkt een, wann een déi Texter allkéiers liest, datt et awer esou lues a lues zu engem Transfert vu Kompetenze vum nationale Regulateur un den europäesche geet. Dat gesäit ee ganz besonnesch och an der Fongenindustrie, bei der EMA. An do ass ëmmer en Hannergedanken derbäi: nämlech den Hannergedanken, datt sech den Zentrum, ganz besonnesch wat d'Fongegeschäft ubelaangt, Richtung Paräis géif entwéckelen, well Paräis sech och wëllt zu engem grouse Fongestandard eropschaffen.

An do muss een also ganz, ganz wachsam sinn! Et geet also net nëmmen ëmmer drëm, fir elo ze kucken, wat an den eenzelen Texter esou direkt fir Lëtzebuerg erauskënn oder net, mee hei ass esou eng schlächend Gefor. An ech mengen och, Madamm Ministesch, Äre Virgänger an och Är ganz Administratioun ass sech och där doter Gefor bewosst. Mir mussen also alleguerten déi Texter ëmmer ganz genau kucken an et ass wichteg, datt déi weesentlech Kompetenzen awer ëmmer bei deenen nationale Regulateure bliwen an net alles bei déi europäesch Zentralinstanz geet.

Dat gesot, nach eng Kéier, bréngen ech hei den Accord vu menger Fraktioun. Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Mosar. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här Dan Biancalana.

**M. Dan Biancalana** (LSAP) | Merci, Här President. Ech wëllt och hei dem Rapporteur Merci soe fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport. Ech mengen, en ass op eng ganz Rei Elementer a sengem Rapport agaangen. An am Fong suerge jo déi nei Modifikatiounen, déi mer haut hei stëmmen, fir eng Maximiséierung vun der finanzieller Stabilitéit. A mir wësse jo och, dass dës Evolutioun, déi mer hei stëmmen, sech mat deenen Elementer effektiv an de Kontext aschreift vum sougenannte LIBOR-Skandal. An et muss ee virun Aen hunn, dass dat am Fong e weltwirtschaftleche Schued mat sech gedroen huet vu 15 Milliarden. Iwwer 9 Milliarde Strofe si bezuelt ginn an och eng Rei Prisongsstrofe goufe geschwat. An ech mengen, dës Gesetz dréit also zu enger transparenter an och stabiller Finanzpolitik bäi, an dee Moment ginn ech dann och hei den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Biancalana. An da geet d'Wuert weider un den honorabelen Här François Benoy.

**M. François Benoy** (déi gréng) | Jo. Villmools merci, Här President. Ech wëll och dem Rapporteur villmools Merci soen. An ech ginn heimat den Accord vun der grénger Fraktioun.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Benoy. An da geet d'Wuert weider un den honorabelen Här Roy Reding.

**M. Roy Reding** (ADR) | Merci, Här President. Och vun eiser Sait aus merci un de Rapporteur. Ech mengen, de Bierger dobaussen, deen Äre Rapport gelauschert huet, weess ganz genau, ëm wat et geet, an dat bei engem techneschen Text. Felicitatioun! Chapeau! Gutt gemaach! An d'ADR wäert deen Text da selbstverständlech matstëmmen.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Reding. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President.

Merci dann och nach eng Kéier un de Rapporteur, deen dann haut en Hatrick gelant huet, nämlech dräi vun dräi getraff.

Mir Piraten sinn averstane mat der AEMF. Mir fannen dat wichteg an néideg an dofir gi mir eisen Accord. Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert. D'Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

#### *Prise de position du Gouvernement*

**Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances | Dat maachen ech vläicht wéi déi aner a schwätzen och



vun hei. Merci nach eng Kéier dem Rapportier fir seng exzellent Aarbecht och op dësem Projet an där ganzer Chamber fir d'Ënnerstëtzung.

Ech mengen och, dat heiten ass eppes ganz Wichtiges, wou mer eis eens sinn, dass et wichteg ass fir eis Finanzplaz. An dofir soen ech Iech Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht a fir d'Zoustëmmung, le moment venu, dann hei.

Och wat d'Surveillance ugeet - ech mengen, dat sinn Diskussiounen, déi mer en permanence féieren, Här Mosar, Dir hutt et soulevéiert -, si mer eis eens. Mir sinn eis däers ganz bewusst. Verschidde Saachen, fanne mer, kënne mer besser mat eisen nationalen Autoritéite maachen an der Surveillance. Et muss net alles besser vu Paräis aus oder soss anzwousch gemaach ginn. Mir sinn eis där Problematik ganz bewusst a mir kucken dat och ëmmer ganz am Detail. An ech kann Iech och vergewësseren, dass dat mat mir net wäert vill anescht sinn.

Voilà! Ech mengen, et huet kee Wäert, dass ech elo nach weider an d'Detailler ginn. Den Här Bauler huet alles wierklech perfekt erkläert. Ech soen Iech Merci fir déi exzellent Zesummenaarbecht mat der Cofibu, par le passé an, ech mengen, och an Zukunft. A vun dëser Plaz géif ech dann och wëlle menge Kollaborateuren am Finanzministère, déi eng exzellent Aarbecht maachen op all deene Projeten, e grouse Merci soen.

Merci Iech.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, ...

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen, Président** | ... der Madamm Finanzministesch Yuriko Backes. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7861. Den Text steet am Document parlementaire 7861<sup>3</sup>.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7861 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmme fänkt un. Da komme mer elo zum Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An de Projet de loi ass mat 57 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Laurent Mosar), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes et Claude Wiseler (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Djuna Bernard), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen.*

*Se sont abstenus : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Et ass also esou decidéiert.

**7. Heure d'actualité du groupe politique CSV sur la perte du pouvoir d'achat des ménages**

D'Chamber féiert haut de Mëtteg eng Aktualitéitsstonn iwwert de Verloscht vum Pouvoir d'achat, déi d'CSV-Fraktioun ugefrot huet. D'Wuert huet elo den honorablen Här Gilles Roth als Vertrieeder vun der CSV-Fraktioun. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här André Bauler, d'Madamm Cécile Hemmen, den Här François Benoy, den Här Fred Keup, d'Madamm Myriam Cecchetti an den Här Sven Clement.

Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

**Exposé**

**M. Gilles Roth (CSV)** | Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären ... Och Madamm Minister, wëllkomm an der Chamber! Et ass Ären éischten Optrëtt haut de Mëtteg.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Energiepräisser explodéieren an d'Regierung kuckt no. „Mir loosse keen am Ree stoen“, gëtt de Premier net midd ze soen. Abee, dës Regierung léisst d'Leit äiskal an der Keelt sëtzen!

**Plusieurs voix** | Très bien!

*(Brouhaha)*

**M. Gilles Roth (CSV)** | Jo, jo.

**Une voix** | O!

**M. Gilles Roth (CSV)** | Dozou, ...

*(Brouhaha)*

... jo, jo, dozou zwee Beispiller.

Een Tank fir den Auto, Diesel, den 31.12.2020, also Silvester 2020: 50 Liter, 50 Euro. Haut, dee selwechten Tank Diesel: 50 Liter, 75 Euro. E Plus vu 50 %!

Heizungsmazout. 59.000 Stéit hei am Land heize mat Heizungsmazout, 4.000 Liter en Tank. Den 31.12.2020: 1.824 Euro. Haut, mat den neie Präisser vu gëschter: 3.704 Euro. Dat ass e Plus vun 1.900 Euro, vu méi wéi 100 %!

Dir Dammen an Dir Hären, d'Präisdeierecht - dat wëll ech domadder soen - geet bis wäit an d'Mëttelschicht vun de Leit eran, an d'Regierung stécht de Kapp an de Sand. A Frankräich, an der Belsch, iwwerall an Europa agéiere se, an déi hu Millioune Leit ze geréieren, an net e Vollek vu 650.000 Awunner!

An déi Präisdeierecht, Dir Dammen an Dir Hären, concernéiert net nëmmen d'Bierger am Land. Ech mengen dass de Gros vun eis heibannen den Hëllefsschrei vun de Betriber, a besonnesch vun dem Horeca-Secteur d'lescht Woch duerch d'Wuert vun hirem Generalsekretär, dem Här Koepp, um 08.10 Auer op RTL awer héieren hunn. D'Betriber, besonnesch den Horeca, hunn eng Pandemie ze geréieren zënter zwee Joer: op, zou, op, zou. Si wësse selwer net méi, wat ass.

Déi hu Käschten. Déi hu manner Clienten. Si hu manner Émsaz. A si hu virun allem vill méi héich Energiepräisser. An ech mengen, dass den Här Koepp seng Wieder ofgewien huet, wéi e gesot huet vun der Regierung: „Dat do ass Inaktivismus an dat ass scho bal eng Frechheet.“

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat do, dat packen d'Leit net méi laang. An dat kann och net esou

virugoen. Eent vun den Haaptargumenter, firwat et esou ass, dat ass, dass d'Leit net nëmmen d'Energiekäschten ze droen hunn, mee dass se nach zousätzlech héich Liewensmëttelkäschten hunn, wa se an de Supermarché ginn oder soss enzwousch. Wat hunn d'Leit nach zousätzlech? Si hunn och Assurancëprimmen: 15 %.

D'lescht Joer, wéi mer dat mat den Iwwerschwemmungen an enger Aktualitéitsstonn thematiséiert hunn, nach doiwwer am Cercel, ass gesot ginn: „Et ass alles ënner Kontroll. Et ass kengem eppes geschitt. Mir ware gutt. Et war alles tiptopp.“ Wat ass geschitt? Jo, d'Assurancen hu bezuelt, 300 Millioune a méi. Mee d'Leit kréien elo d'Quittung: 15 % méi Assurancëprimmen. Wësst Der, wat dat heescht bei engem Haus? Doheem bei enger Famill? Wat dat fir e Plus ass?

An da komme jo net nëmmen d'Assurancëprimmen. Da kënn nach dat ounihin deiert Wunnliewen, dat d'Leit hunn. Déi héchste Präisser. Gëschter hu se enger Zeitung an der Belsch Präisser fir Apparterementer bis ronderëm Bréissel uginn: 300.000, 400.000 Euro. Vergläicht dat emol mat hei; do ass et ëm d'Millioune.

Mee wéi sollen d'Leit dat do mam Loyer a mat hiner Schold nach stemmen? An den Haaptproblem, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee gëtt jo guer net ugeschwat - mir hunn en thematiséiert iwwer Méint, iwwer Wochen, iwwer Joren -, dat ass déi Netberengung vun der Inflation um Niveau vun der Steiertabell. Dat heescht dat.

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Roth (CSV)** | Well domat gëtt de Leit künstlech d'Kafkraaft entzunn.

An ech ginn Iech e kloert Beispill. Ech war selwer erféiert, wéi ech dat iwwert de Weekend gekuckt an nogerechent hunn. Mir hunn 298.000 Stéit a Steierzueler hei, déi zu Lëtzebuerg usässe sinn. Wësst Der, dass vun deenen 298.000 - Dir kënn et noliesen am Avis vum CES - der iwwer 150.000 e marginale Spëtze-steiersaz vun iwwer 40 %, Solidaritéitssteuer abegraff, bezuelen? Iwwer 150.000 Stéit! Wësst Der, wat dat heescht? Dat heescht, dass eng alengerzéiend Persoun, déi en Nettoakkomes vun 3.100 Euro de Mount huet - do ass se zu Lëtzebuerg nach net mat Zoossiss ugestréckt -, bei enger nächster Indexbranche, wa se da kënn, 100 Euro bäikritt, well se dës op de Bruttoloun vu ronn 4.000 Euro gerechent kritt. Vun deenen 100 Euro ginn der 40 an d'Steieren.

An da kënn nach d'sozial Laascht, wa se Loun- a Gehaltsempfänger ass. Déi muss se och nach bezuelen. Den Independant bezilt dat Duebelt. Da bezilt se do nach eng Kéier 12, 13 Euro op déi 100 Euro derbäi. Dat heescht, déi Persoun, alengerzéiend, 3.100 Euro, mat alle Chargen, plus Wunngeld, wat nach op se zoukënn, déi huet vun deenen 100 Euro, déi se bäikritt, manner wéi d'Hallschent. An ech hunn Iech virdrun de Präis gesot, wat de Surplus ass eleng bei enger Tankfëllung: Eleng bei enger Tankfëllung e Plus vu 25 Euro um Niveau vum Spritt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Steiertabell muss adaptéiert ginn. Ech weess net. Do kommen Eenzelner a soen: „Dat do ass d'Politik vun der CSV, mat der Strenz.“

*(Interruption)*

Jo, mee et ass schonn eng Kontradiktioun a sech selwer, fir dat ze soen. Well mir hunn eng Steiertabell! Dat ass jo net e lineairen Taux, mee dat ass eng progressiv Steiertabell. Dat heescht: Wat Der méi Akommes hutt, wat Der méi Steiere bezuelt. A fir dann ze soen, dat wier eng Politik vun der Strenz, mee dat ass eng Kontradiktioun!

An da soen ech Iech awer ganz éierlech: Ech hu léiwer, dass dann d'CSV ënnerstallt kritt, mir géife mat der Strenz de Leit hir Kafkraaft zrëckginn, wéi dass Rout-Blo-Gréng mat dem Industriestaubsauger de Leit d'Suen aus der Täsch hält, fir dann zéng Méint virun de Wale blo-rout-gréng gefierft ideologesch Gadgeten auszedeele.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Gilles Roth** (CSV) | Dat ass net d'Politik, ...

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Gilles Roth** (CSV) | ... Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi mir als CSV wëllen.

*(Interruption par M. Fernand Kartheiser)*

Dat ass d'Politik, déi och e groussen Deel ...

**M. Fernand Etgen**, Président | Här Roth, erlaabt ...

**M. Gilles Roth** (CSV) | ... vun de Leit ...

**M. Fernand Etgen**, Président | ... Der, datt den Här Kartheiser ...

**M. Gilles Roth** (CSV) | ... net wëll.

**M. Fernand Etgen**, Président | ... Iech eng Fro stellt?

**M. Gilles Roth** (CSV) | Paus. Mee Dir stoppt!

*(Hilarité)*

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | O, ech si ganz kuerz, Här Roth!

*(Interruption)*

U sech, Här Roth, freeën ech mech wierklech iwwert dat, wat Der sot. Mee ech hunn eng Erënnung - do kënt Dir mer warscheinlech hëllefen -, datt mir hei viru Kuerzem als ADR eng Motioun haten, an där mer gesot hunn: „Mir mussen d'Steiertabell erëm automatesch un den Index upassen.“ An d'CSV huet do dergéint gestëmmt. An Dir hutt mer gesot: „Nee, et ass CSV-Politik, mir hunn dat do ageféiert.“ Mee wat hätt Der dann elo gär? Wëllt Der dann elo op dee Wee goen, datt mer d'Steiertabell upassen, wéi Der et hei priedegt? Oder bleift Der bei Ärer Politik, déi u sech déi selwecht ass wéi déi, déi Der elo Gambia virwerft: datt Der nämlech elo an e puer Méint dann op Decisioun vun der Regierung kënt Kaddoe verdeelen?

Ech verstinn déi dote Positioun net. Erkläert se, wannechgelift.

**M. Gilles Roth** (CSV) | Mee dat ass ganz einfach, Här Kartheiser: Dir beweegt Iech - also dat verdäitlech Iech - ëmmer méi op den extreeme Bord vun der Parteilandschaft zu Lëtzebuerg. Mir sinn ...

*(Interruption par M. Fernand Kartheiser)*

... d'Partei vun der Mëtt. A wann Der mer nogelauschtert hutt, dann hunn ech net gesot: „eng automatesch Indexupassung“. Ech hu geschwat vun enger Indexberengung. An dat ass déi Politik ... Jo, jo, jo, dat ass e subtilen Ënnerscheid.

An dat hunn ech deemools och am Kader vun där Motioun vun Iech, Här Kartheiser, gesot. Ech hunn u sukzessiv Regierungen erënnert - dat war mat LSAP-Bedelegung, dat war mat DP-Bedelegung -, dass an der Zäit net automatesch eng Indexupassung komm ass, mee dass no enger Zäitchen, enger Period vun dräi bis fënnf Joer, gekuckt ginn ass: Wat misst dann d'Indexberengung sinn? An dann ass dat an d'Steiertabell agefuert ginn. Dat ass de subtilen Ënnerscheid zwëschen deem, wat Dir gefuerdert hutt, an deem, wat d'Positioun war vu sukzessive Regierungen a wat ech Iech och deemools geäntwert hunn.

Sou. Da fuere mer elo virun.

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Roth** (CSV) | Et gëtt jo gefrot: Majo, wat sinn dann Är Proposen, Här Roth? Wat ass dann d'Propos vun der CSV?

Ma mir hunn dëser Chamber an och dem Lëtzebuerger Land an dëser schwieriger Situatioun véier konkret Proposen ze maachen. Ech gi kuerz drop an.

Vu déi héich Energiepräisser fir d'Hëtzes si mir der Meenung, dass dat eng drastesch Mesure ass, mee dass ee soll zäitlech limitéiert e Plafonnement vun de Präisser maache fir d'Hëtzes - dat ass de Gas an dat ass och de Mineralueleg, dat heescht den Heizungs-mazout -; beim Heizungs-mazout, stelle mer eis vir, zum Beispill 0,95 Euro. Dat si 95 Cents. Dat ass llicht iwwert deem, wat mer de Moment hunn.

Elo sot Der: „Firwat maacht Der dat?“ Mee fir dass d'Leit Previsibilitéit kréien. „Wéi maacht Der dat?“ Ma mir stellen eis vir, dass dat änlech wéi am Frankräich fonctionéiert, wou se dat agefuert hunn an hirem Budget vun 2022 duerch en Amendement, deen an der Assemblée Nationale gestëmmt gouf, nämlech, dass wann de Präis vun 0,95 Euro pro Liter erreecht gëtt, déi Taxen op den Heizungs-mazout, déi de Staat erhieft, successiv parallel erofgesat ginn. Domat huet een e gewëssene Puffer.

An ech soen Iech och, firwat mer fir esou eng drastesch Mesure stinn: Aus deem ganz einfache Grond, well op dem Heizungs-mazout jo net nëmme Akzisen, net ganz vill, gefrot ginn. Et gëtt net nëmme eng CO<sub>2</sub>-Steier nach zousätzlech gefrot, nee - an dat ass de Clou! -, et ginn nach zousätzlech zu all deem 14 % TVA vum Staat gefrot. Dat heescht am Kloertext dat, wat ech Iech virdu gesot hunn, dass een haut, wann een en Heizungsstank mat 4.000 Liter Mazout vollmécht, een dann net nëmme 3.704 Euro bezilt. Dat ass méi wéi zwou Bauererenten, an d'Leit um Land wëssen, wat dat ass. Dat heescht, bei deenen zwee Leit, déi hiert ganz Liewe geschafft hunn an zwou Bauererenten hunn, geet de Verdéngscht, d'Akommes vun deem Stot vun engem Mount, just an d'Hëtzes. Dat muss ee sech emol virstellen, fir dee Rapport ze hunn!

Mee ech soen Iech ganz éierlech: Weeder ech selwer nach d'CSV fannen et normal, dass an deenen Zäiten, bei esou héije Rostoffpräisser, de Staat nach 14 % TVA dropklappt. Dat heescht bei deenen 3.704 Euro, do sinn Akzisen abegraff, do ass d'CO<sub>2</sub>-Steier abegraff, an et sinn nach net ...

*(Hilarité)*

... abegraff: 454 Euro - ech widerhuelen et nach eng Kéier: 454 Euro - TVA. Zënter gëschter Owend. Dat muss ee sech emol virstellen! Et kann dach net sinn, dass eigentlech, wann d'Leit esou belaascht sinn, dann de Staat u steigende Mazoutspräisser nach zousätzlech drop verdéngt. Dat ass d'Ursaach, firwat mer zu deem Plafonnement do stinn.

Zweete Punkt: Dat ass eng Upassung, schrëttweis, un d'Inflatioun vun der sougenannter Kilometerpauschal. Wat ass d'Kilometerpauschal? Ech wëll Iech dat einfach erklären: Dat ass déi steierlech Begënschtung, déi ee kritt, fir den Displacementspräis auszegläiche vu sengem Wunnuert - dat heescht vun do, wou ee wunnt - op seng Aarbechtsplaz. 1990 ass dat agefuert ginn. Et ass e Montant, deen, an Euro ausgedréckt, zënter 1990 op 99 Euro pro Kilometer pro Joer fixéiert ass.

Während deene leschten 22 Joer ass dee Montant ni ugepasst ginn. Wann een dee just un d'Inflatioun géif upassen, wësst Der, wat déi 99 Euro pro Joer pro Kilometer da wieren? Dat wieren 174 Euro pro Kilometer pro Joer. Et ass esou, dass déi éischt véier Kilometer, dat heescht fir déi Leit, déi no ronderëm

d'Stad wunnen, net a Betruecht gezu ginn. Dat heescht och, dass een iwwer 30 km Distanz näischt méi vu Steuerbegënschtung kritt. Dat heescht, de maximale Montant si 26 km, déi kënnen a Betruecht gezu ginn.

Dat heescht, dass een, deen zu Wolz wunnt, de Moment 2.500 an eppes Euro vun der Steier pro Joer kann ofsetzen. Wann d'Inflatiounsberengung op deem Montant geschitt wier, da kéint deen net 2.500, mee 4.500 Euro pro Joer ofsetzen. Also e gudden Ënnerscheid weider.

Mir sinn eis awer och bewosst, dass dat do e grouse finanziellen Dechet fiscal bedeit. An duerfir hu mer déi Propos gemaach fir ze soen: Mir wëllen dat schrëttweis upassen. An eng éischt Phas wier, vun 99 op 125 Euro pro Kilometer pro Joer an d'Luucht ze goen. Wann een dat géif op seng Lounsteuerkaart - een, dee géint Loun a Gehalt schafft - aschreiwien, da géif dat heeschen, dass déi Persoun 100 Euro de Mount weider netto hätt, wat eng beträchtlech Zuel wier.

Drëtte Punkt: Kilometergeld, dat ass déi Entschiedung, déi ee kritt vu sengem Patron, wann ee sech professionell fir de Patron deplacéiert. Da geet déi vun 0,3 op 0,4 an d'Luucht. Déi ass ënnert der kopernikanescher Finanzrevoloutioun 2015 vum Här Gramagna ...

*(Hilarité)*

... erofgesat ginn. Ech mengen, dat war déi falsch Decisioun. Dat hu mer deemools och gesot.

An de véierte Punkt, de leschte Punkt, ass deen: Mir hätte gären eng Upassung vun de Referenzwäerter, fir an de Genoss vun engem Deierechtszouschlag ze kommen, dat heescht, enger sougenannter Allocation de vie chère. Mir hätte gär, dass déi ëm 20 % an d'Luucht geet. Wat heescht 20 %? De Moment kënt eng elengsteeënd Persoun an de Genoss vun engem Deierechtszouschlag, wa se de soziale Mindestloun fir Netqualifizierter verdéngt. Mir sinn der Meenung, dass een an dësen Zäiten, fir d'Joer 2022, als Referenzwäert fir déi eenzel Persoun, sollt de Mindestloun fir Qualifizierter huelen, an dee läit ëm 20 % méi héich wéi dee fir Onqualifizierter.

Well dat eng Staffellung ass an der Tabell vun der Allocation de vie chère, déi an d'Luucht geet, jee nodeem, wéi vill Leit een an engem Stot wunnen huet, géif dat fir eng Famill mat zwee Kanner, dat heescht véier Leit an engem Haushalt, bedeiten, dass déi bei engem Akommes vu ronn 4.400 Euro netto pro Mount och nach géif eng Entschiedung kréie vun 2.891 Euro pro Joer.

Elo sot Der: „Ass dat vill?“ Ech hunn Iech virdu gesot, wat déi Famill weider bezilt: 1.900 Euro, fir de Mazoutstank vollzemaachen. Ech mengen, dass dee Montant justifiéiert wier.

Dat sinn déi véier Proposen, déi mir wollte maachen.

Duerfir ofschléissend, Här President: D'Ofsicherung vun der Kafkraaft ass kee Kaddo, mee déi verdammte Flicht vun der Politik! Mat der Kafkraaft zerbrécht net just d'Mëttelschicht, mee och de ganze Lëtzebuerger Modell. Politik fënt an der Wierklechkeet statt, am Alldag vun de Leit: Op der Pompel, wann d'Strouman d'Gasrechnung kënt, wann de Mazout geliwwert gëtt, an der Keess vun Cactus, am Schongbuttek fir d'Kanner, an der Apdik, wann een den Houscht huet. An net an der ideologescher Parallellwelt vu Blo-Rout-Gréng.

Mir brauchen elo e kloer Kurswiessel vun dëser Regierung. E kloer Kurswiessel méi a Richtung Kafkraaft. Duerfir: Et geet elo duer mam Nokucken! Et



geet duer mam „Verschiebebahnhof“ vun der Verantwortung. D'Politik ass ...

**M. Fernand Etgen**, Président | Här Roth, erlaabt Der, ...

**M. Gilles Roth** (CSV) | ... elo ...

**M. Fernand Etgen**, Président | ... datt den Här Cruchten Iech eng Fro stellt?

**M. Gilles Roth** (CSV) | Wann ech fäerdeg sinn, jo. D'Politik ass elo gefuerdert. Et heescht net just, de Mëttelstandsbockel op de Plakater ofzebauen, wa Wale sinn. Et heescht, elo ze handelen.

Als CSV ...

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Roth** (CSV) | ... wëlle mir duerfir d'Schëllere vun eiser Mëttelschicht am Alldag entlaschten a si erëm fit maache fir muer. An als CSV wëlle mir och konstruktiv eng Hand matupaken. An eis Offer steet.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmoos, Här Roth. An da ginn ech dem Här Cruchten d'Wuert.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Jo. Merci, Här President. A merci och, Här Roth, dass Der mer erlaabt, Iech hei e puer Froen ze stellen. Et si mer der elo an Ärer Ried eng ganz Partie agefall, déi ech Iech géif stellen.

Mee ech probéieren elo mol einfach ...

**M. Gilles Roth** (CSV) | Dir sidd dach ageschriwwen. Mir sinn net an engem Interrogatoire! Dir sidd dach ageschriwwen, ...

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Jo, ech hunn ...

**M. Gilles Roth** (CSV) | ... fir herno ze schwätzen.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Loosst mech emol meng Froe stellen. An ech wëll Iech guer net schlecht. Ech hätt just gär, dass Der mer et nach eng Kéier géift erklären, ...

**M. Gilles Roth** (CSV) | Jo.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | ... well Dir hutt hei véier Propose gemaach, déi alleguerten iergendwéi, wann ech Iech nolauschteren, och aliichtend sinn.

Dir proposéiert e Plafonnement vun den Energiepräisser op engem héijen Niveau, dee mer awer am Moment ...

**M. Gilles Roth** (CSV) | Jo.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | ... hunn. Dir proposéiert eng Upassung vun der Kilometerpauschal, also dat, wat mir d'„frais de déplacement“ nennen. A wa mer dat also änneren, wär dat jo da fréistens fir d'Joer 2023.

**M. Gilles Roth** (CSV) | Neen. Wann Der dat elo ännert, dann ...

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | A wann Der ...

**M. Gilles Roth** (CSV) | Wann ...

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | ... d'Kilometergeld ...

**M. Gilles Roth** (CSV) | ... Der dat elo ännert, zielt dat fir d'Steierjoer. Ech äntweren Iech ...

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | ... a wann Der, a wann Der d'Kilometergeld ...

**M. Gilles Roth** (CSV) | Jo.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | ... maacht vun 0,3 op 0,4, dann ass jo och net grad jiddwereen am Land, deen dovunner profitéiert. Et sinn eng Partie Employéen, déi dat vun hirem Patron zegutt hunn, ...

**M. Gilles Roth** (CSV) | Jo.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | notamment déi, déi fir de Staat schaffen, mee awer aner Leit net. An Dir frot eng Upassung vun de Referenzwäerter bei der Allocation de vie chère. Do ass et jo ... Wann ech Iech richtig verstinn, frot Dir, dass de Cercle de bénéficiaires vun där Primm ...

**M. Gilles Roth** (CSV) | Jo.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | ... méi grouss gemaach gëtt. Awer un der Primm selwer wëllt Der näischt änneren. Dat heescht also, dass déi Leit, déi mat niddregem Akommes hei zu Lëtzebuerg sinn, vun Äre véier Proposen iwwerhaapt näischt hunn! Et ass net eng vun deene Proposen, vun där si wäerte beneficiéieren!

*(Interruptions)*

Et sief dann, dass ...

*(Interruptions)*

Jo, also ech ...

*(Interruptions)*

Neen, ...

*(Interruptions)*

Dir ...

*(Interruptions)*

Ech ginn Iech Recht! Ech ginn Iech Recht. A mir kommen herno vläicht nach an der Diskussioun dorobber zréck, dass mer eng Kéier mussen iwwert déi Instrumenter schwätzen, déi mer hunn. Do ass jo d'Allocation de vie chère eent vun deenen eenzegen. Do muss mer och eng Kéier driwwer schwätzen, ob dat duergeet an ob mer do net nei Instrumenter brauchen. Mee dat doten, déi véier Proposen, déi Dir maacht, déi sinn alleguerte geduecht fir Leit, fir eng ... dovun profitéiert eng Mëttelschicht an och e Groussverdänger.

*(Interruptions)*

Awer déi mat niddregem Gehalt profitéieren ...

**M. Gilles Roth** (CSV) | Sou.

*(Interruptions)*

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | ... vun deene véier Proposen iwwerhaapt net.

*(Interruptions)*

Ma dach!

**M. Gilles Roth** (CSV) | Also, ...

**Une voix** | Jo.

*(Coups de cloche de la présidence)*

**M. Gilles Roth** (CSV) | ... zwou Saachen. Fänke mer bei där éischer Propos un: Wa mer mat enger Deckelung vun den ..., wat jo en exzeptionell Instrument ass, wat awer menger Usiicht no - an dat hu mer nogekuckt - zu Lëtzebuerg rechtlech geet. Ënner anerem gesäit d'Gesetz iwwert d'Konkurrenzrecht d'Méiglecheit vir, an Extreemsituatiounen de Präis vu verschiddene Gidder - an ech mengen, hei sinn och d'Energiegidder dran - deckelen ze kënnen. Ech mengen, dass dovunner jiddweree profitéiert, de Mindestlounbezéier wéi och aner Leit, déi mat enger Mazoutsheizung fueren.

Zweite Punkt: Dat ass dee vum Kilometergeld. Jo, selbstverständlech beneficiéieren dovunner déi Leit, déi am öffentliche Déngscht schaffen. Mee et beneficiéieren och déi Leit dervun, déi privat schaffen. Well wat ass den Ënnerscheid? Wann Der haut e Patron hutt, deen Iech méi gëtt ewéi déi 0,3 - zum

Beispill 0,5 -, da gëtt den Ënnerscheid zwëschent 0,3 an 0,5 als Avantage en nature consideréiert. An dann ass e versteierbar.

Zu dem drëtte Punkt vun der Kilometerpauschal: Do profitéiert jiddwereen dervun. An ech mengen, dass déi Persoun, déi 3.100 Euro netto hei am Land huet als Alengerzéier, net onbedéngt zu den Happy Few vun der Akommeskala hei am Land zielt.

An dee leschte Punkt ass dee mat der Allocation de vie chère. Jo, mir wëllen en Elargissement vun de Beneficiairen, dat heescht vun deene Leit, déi kënnen an de Genoss kommen. Ech weess och: Mir hunn - dat ass den Ënnerscheid zwëschent enger Regierungspartei an enger Oppositionspartei - eng Regierungspartei, déi mëttlerweil en Apparat vun Dausende Beamten huet. Déi kënnen ... An zielt emol eng Kéier déi op der Steierverwaltung, plus Enregistrement, plus Douane zesummen. Zielt emol eng Kéier déi Leit, déi an dem Familljeministère plus op der Kanner-geldkeess schaffen. Mir hunn déi Donnéeën net.

*(Interruption)*

Wann Dir awer gären hätt - an dozou sti mir -, dass parallel zu den Erweiderunge vun dem Cercle des bénéficiaires och de Montant an d'Luucht gesat sollt ginn ..., ma mir wiere jo blöd, wa mer dat net géifen akzeptéieren!

Mee mir hätte just gären - da ginn ech Iech dat zréck, Här Cruchten! -, dass Dir als Fraktiounspresident vun enger vun de Majoritéitsparteien net mir hei Froe stellt, mee stellt déi der Regierung stellt a maacht kloer Propositionen!

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Roth** (CSV) | Wat mir gären hätten?

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Roth** (CSV) | Selbstverständlech, ...

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Déi wäerten nach kommen, Här Roth.

**M. Gilles Roth** (CSV) | ... selbstverständlech ...

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Déi wäerten nach kommen!

**M. Gilles Roth** (CSV) | Ech weess, dass Der schlecht dru sidd, well Der näischt gemaach hutt bis elo.

*(Brouhaha)*

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Iwwerhaapt net. Dir sidd ...

**Une voix** | O!

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Iwwerhaapt net schlecht drun! Well Dir sidd schlecht drun! Dir maacht hei Proposen net fir all Mënsch; Dir maacht hei Propose fir déi, déi scho gutt verdéngen. Mee ...

*(Brouhaha)*

... ech ginn Iech Recht, dass den ...

**M. Gilles Roth** (CSV) | Neen.

*(Brouhaha)*

Neen, neen.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Dach, ech ginn Iech Recht, dass de Problem e breeden ass ...

*(Interruption par Mme Martine Hansen)*

... an dass mer och mussen méi breet goe wéi dat, wat mer bis elo ...

*(Coups de cloche par la présidence)*

... gemaach hunn. Mee dat wat Dir maacht, mécht kee Sënn.

**M. Gilles Roth** (CSV) | Also. Also wat mir maachen, mécht kee Sënn? An d'Leit hunn dat matkritt. Ech hunn Iech just gesot, dass mat deene Präisser, mat deenen héijen Energiepräisser, déi mer elo hunn, ech net weess, wéi déi Leit mat niddregem Akommes d'Enner zesummekréien.

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Roth** (CSV) | Mee gleëft mer es: Net nëmmen déi Leit, déi fir de Mindestloun schaffen - ob dat de qualifizierten oder den onqualifizierten ass -, mee virun allem och déi breet Mëttelschicht am Land ass mat deene Präisser hei konfrontéiert. A fir déi Leit wëlle mir als CSV och eppes maachen. An et ass dat, firwat eis Propose sinn.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmoos, Här Roth.

An als éischte Riedner ...

(Brouhaha)

... ass den honorabelen Här André Bauler agedroen.

**M. Gilles Roth** (CSV) | An iwwregens, den OGB-L ass mat eise Proposen och d'accord!

**Mme Martine Hansen** (CSV) | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Här Roth, Dir hutt d'Wuert net méi.

**Plusieurs voix** | O!

(Interruptions)

Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

**Débat**

**M. André Bauler** (DP) | Merci, Här President, ...

(Brouhaha)

... dat ass ganz gentil!

Léif alleguer, d'Inflatioun, déi mer am Moment erliewen, muss een evidenterweis an hire spezifische Kontext setzen. Mir erënneren eis: Enn Februar 2020 - et sinn elo just zwee Joer hier - huet eis eng sanitär Kris batter getraff. D'Aktiemaert sinn am Februar - nee, pardon: Fréijoer, géif ech éischter soen - agebrach. Net direkt am Februar. Verschidde Wuere goufen op eemol net méi kaf. D'Leit hu sech awer an der Panik op gewësse Produkter gestierzt, denke mer u verschidde Liewensmëttel wéi Miel, Räs an Nuddelen an - esou banal dat och kléngt - besonnesch un den Toilettepabeier. Duerch de Lockdown sinn d'Pétrolspräisser agebrach. Ech ka mech nach gutt drun erënneren, datt de Mazoutspräis wäit ënnert dem Duerchschnitt vun de leschte Joren op ënner 40 Cent gefall ass!

D'Reprise vun 2021 war zolidd - besser wéi erwaart -, an d'Präisser hunn nees ugezunn. Et dierf een also d'Energiepräisser vun haut - déi natierlech ganz héich sinn - net mat 2020 vergläichen, mee et muss ee se mat 2019 vergläichen.

D'Inflatioun, déi eis de Moment beschäftegt, ass e Cocktail, géif ech gäre soen, vu méi Ursachen: d'Energiehaussé bei Pétrol a bei Gas; Liwwerenkpäss de tous genres; d'Mobilisatioun vun der onfräiwëlleger Epargne während der Kris; an och déi relativ labber Geldpolitik vun der EZB, déi an der akuter Phas vun der Kris derfir gesuergt huet, datt d'Wirtschaft net zesummegebrach ass. An och déi aktuell geopolitisches Spannungen droe sonner Zweifel dozou bäi.

D'Inflatioun trëfft besonnesch déi Mënsche mat dem niddregsten Akommes. Ech denken, do si mer eis eens. Fir och a grad hinnen ze hëllefen, si verschidde sozial Moosnamen geholl gin. an dat net zanter gëschter an

haut, mee schonn iwwert déi lescht Joren. D'Regierung stécht also net de Kapp an de Sand.

Ech ziele se op:

- Erhéijung vun Mindestloun, dem Kannergeld, der Zoulag oder Hëllef géint d'Deierecht, der AVC - wéi elo just gesot ginn ass - an dem REVIS.

- Steierlech Entlaaschtungen am Kader vun der Steierreform 2017, déi grad kleng a mëttel Akommesen entlaascht huet;

- awer och Steierkreditter, fir d'CO<sub>2</sub>-Steier sozial ofzedieren an d'elengerzéind Elteren ze entlaaschten. Och, wann d'CO<sub>2</sub>-Steier etappeweis erhéicht gëtt, huet de Steierkredit vun Ufank un all Erhéijungen ofgediert.

- De Finanzement vun der Kuerzzeitarbecht, vum Chômage partiel: Hei muss ee bedenken, datt mir zu Lëtzebuerg de Salariéen um Mindestloun de Salaire integral - also zu 100 %, an net just zu 80 % oder manner - weider bezuelt hunn.

- Subside fir elektresch Autoen, Vëloen, Luedestatiounen an energieetesche Sanéierungsnaamen;

- d'Logementshëllef.

- D'Regierung huet den öffentliche Transport gratis gemaach. An et gëtt gratis Schoulbicher am Lycée;

- a geschwënn och gratis Mëttegiessen an der Kantine - eng Erspurnis vun 846 Euro pro Joer -, gratis Kannerbetreuung a schlussendlech de gratis Museksunterricht a gratis Nohëllef.

All dës Moosnamen hunn e wichtege Impakt op d'Kafkraaft, zemoos vun de Stéit, déi eeben no um Mindestloun sinn oder de Mindestloun kréien. All dës Mesuren entlaaschten op eng spierbar Manéier! A ganz kloer: am véierstellige Beräich pro Joer.

Här President, léif alleguer, wann een déi strukturell sozial Ofsécherungen - virun allem den Index - souwéi déi sëllege Mesuren a Betruecht zitt, déi an de leschte Jore ganz responsabel vun dëser Regierung geholl goufen, da muss ee ganz einfach gesinn, datt de männerbemëttelte Leit vill ënnert d'Äerm gegräff ginn ass a gëtt. Dofir ass et net korrekt ze maachen, wéi wann d'Regierung d'Hänn an de Schouss géif leeën. Ganz am Géigendeel.

Jo, déi momentan Präisdeierecht ass e Problem! Mee eis Mesuren erlaben et, deem konkreet entgéintzewierken. A mir maachen dat méi konkreet a méi pragmatesch wéi aner Länner. D'Lëtzebuurger Politik kann dës sozial Mesuren elo net nach emol annonciéieren. D'Regierung huet schon 2020 an 2021 anticipéiert an de Sozialstaat resolutt gestärkt. Mir hu funktionéierend Systemer en place fir Familljen, besonnesch mat klengem a mëttlerem Akommes, geziilt ze hëllefen.

De Fakt, datt déi nächst Indextranche nach dëst Joer kënn, dat brauch elo keng extra politesch Annonce, well mir eeben e System hunn, deech automatesch upasst. Dat ass, wann een duerch Europa kuckt, bei Wäitem keng Selbstverständlechkeet.

Ech wëll besonnesch ënnersträichen, datt mer zu deene ganz wéinege Memberstaate gehéieren, déi esou en Index hunn. Mir maachen dat, fir automatesch dem Kafkraaftverloscht vun de Leit entgéintzewierken. A wann een eis Politik elo mam Ausland vergläicht, zum Beispill mam fransésische Chèque énergie, da muss ee fairerweis soen, datt dat eemoleg Hëllef sinn. Déi aner Länner gi laang net esou wäit wéi mir.

Am Wuerekuerf vun Index ginn och - dat hate mer deslescht eréischt eng Kéier am Kader vun enger Motioun diskutéiert - d'Energiepräisser erfaasst. Wichteg ass, hei ze erënneren, datt déi lescht

Indextranche vum November ëm zirka 50 % duerch eeben d'Entwécklung vun den Energiepräisser bedéngt war. Déi nächst Indextranche wäert och héchstwahrscheinlech zu engem groussen Deel dorobber zréckzeféiere sinn.

D'Energiepräisser goufen also schonn an engem gewëssene Mooss opgefaangen. An awer wëlle mer eis net ausrouen, mee weiderhi besonnesch d'Situatioun vun de Persounen a Famillje mat klengem Akommes am A behalen an, wann néideg, weider ënnerstëtzen.

An der Kontinuitéit mat den Hëllefmoosnamen, déi bis dato vun de Koalitionsparteien decidéiert goufen, deposéieren ech am Numm vun de Fraktiounen vun der DP, der LSAP an deene Gréngen eng Motioun. Dës Motioun zielt nach eng Kéier d'Mesuren op, déi bis elo geholl goufen. D'Regierung gëtt dozou opgefuerdert, d'Entwécklung vun den Energiepräisser souwéi d'Risiko Woch fir Woch ze verfollegen, den Index bäizebehalen, fir d'Kafkraaft weiderhin ze stäerken, an eng sozial cibléiert an eemoleg Hëllef auszebezuolen. Dat, fir d'Energiekäschten ze decken.

Wannechgelift.

**Motion 1**

*La Chambre des Députés,*

- *considérant qu'au Luxembourg, selon le Statec, le taux d'inflation en décembre 2021 se fixe à 4,1 % sur un an ;*

- *considérant que l'actuelle hausse des prix de consommation est multifactorielle, et est notamment induite par des perturbations des chaînes d'approvisionnement et la reprise économique mondiale suite à la réduction des mesures sanitaires prises dans le contexte de la pandémie ;*

- *considérant la flambée actuelle des prix de l'énergie, qui est principalement due à l'augmentation de la demande mondiale d'énergie, de gaz en particulier, elle-même liée à la reprise économique mondiale ;*

- *considérant l'impact des tensions géopolitiques sur l'évolution des prix de l'énergie ;*

- *considérant que cette hausse des prix de l'énergie affecte le pouvoir d'achat des ménages ;*

- *considérant le mécanisme de l'indexation automatique des traitements, salaires, pensions, rentes et autres indemnités, ayant pour but de compenser la perte du pouvoir d'achat des ménages en raison de l'inflation ;*

- *considérant que ce mécanisme de l'indexation des traitements, salaires, pensions, rentes et autres indemnités a été déclenché au 1<sup>er</sup> octobre 2021 ;*

- *rappelant la motion du 11 novembre 2021 adoptée lors de l'heure d'actualité au sujet de la précarité énergétique ;*

- *saluant les efforts déployés par le Gouvernement pour augmenter le pouvoir d'achat, en particulier des ménages les plus vulnérables, dont notamment :*

• *la mise en œuvre de la réforme fiscale 2017 qui a renforcé le pouvoir d'achat des ménages les plus modestes et des classes moyennes,*

• *l'introduction du nouveau dispositif du revenu d'inclusion sociale (REVIS) qui agit contre la pauvreté des enfants et des familles monoparentales, tout en favorisant une approche d'inclusion sociale,*

• *l'augmentation du salaire social minimum avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2019,*

• *l'augmentation du REVIS et du RGPH au 1<sup>er</sup> janvier 2019,*

• *l'augmentation du salaire social minimum, du REVIS et du RGPH de 2,8 % au 1<sup>er</sup> janvier 2021,*

• *la ré-indexation des allocations familiales de l'ordre de 2,5 % au 1<sup>er</sup> octobre 2021,*

• *le doublement des montants maxima de l'allocation de vie chère pour l'année 2020,*



- l'augmentation durable des montants maxima de l'allocation de vie chère de 10 % par rapport à l'allocation de vie chère accordée pour 2019,
- l'augmentation durable des montants maxima de l'allocation de vie chère d'au moins 200 € au titre de l'année 2022,
- le relèvement du montant maximal des crédits d'impôt pour salariés, pensionnés et indépendants de 96 € par an afin de compenser l'introduction de la taxe CO<sub>2</sub> par rapport au budget des ménages les plus modestes,
- l'augmentation des montants prévus par les régimes de subsides en faveur de la rénovation énergétique, des énergies renouvelables et de l'électromobilité,
- l'augmentation de la subvention de loyer à partir du 1<sup>er</sup> avril 2020,
- l'introduction de la gratuité des transports publics à partir du 1<sup>er</sup> mars 2020,
- l'introduction de la gratuité des manuels scolaires pour les élèves de l'enseignement secondaire,
- l'introduction de la gratuité de l'accueil dans le cadre de la mise en œuvre du programme de l'éducation plurilingue au niveau de la petite enfance ;

- saluant les annonces récentes, telles que la gratuité des services d'éducation et d'accueil pendant les semaines d'école, la gratuité des repas à la cantine pour les enfants de familles à revenus faibles ou encore la gratuité de l'enseignement musical, qui traduisent la volonté du Gouvernement de continuer à renforcer les chances d'avenir des enfants, tout en soulageant financièrement les familles ;

- saluant que le Gouvernement poursuit une politique très dynamique de développement des énergies renouvelables, réduisant ainsi progressivement la dépendance des énergies fossiles,

invite le Gouvernement

- à continuer à suivre de près l'évolution des prix de l'énergie ainsi que les risques y liés ;

- à maintenir, tel que prévu par le programme gouvernemental, le système actuel d'indexation automatique des traitements, salaires, pensions, rentes et autres indemnités, contribuant ainsi à garantir une revalorisation du pouvoir d'achat des ménages ;

- à mettre en place une aide exceptionnelle et unique socialement ciblée afin de faire face à l'augmentation des prix de l'énergie.

(s.) André Bauler, Gilles Baum, Dan Biancalana, Yves Cruchten, Josée Lorsché.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Hâr Bauler.

**M. André Bauler** (DP) | Léif alleguer, d'DP huet nach ëmmer, an och dës Koalitioun, de Leit, besonnesch deene mat klengem a mëttlerem Akommes, geziilt gehollef. A mir wäerten dat och an Zukunft maachen.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Hâr Bauler. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Cécile Hemmen** (LSAP) | Merci, Hâr President. Léif Kollegeinnen, Léif Kollegeen, Madamm Minister, Hâr Minister, d'Kafkraaft vun de Stéit ass e fundamental wichtege Sujet fir eis Partei. An dofir begrësse mer dës Heure d'actualité a soen dem Gilles Roth e grouse Merci dofir.

D'Kafkraaft ass natierlech eng ekonomesch Gréisst, well se eis Opschloss doriwwer gëtt, wéi vill Suen d'Stéit kënnen an d'Ekonomie zréckflësse loossen. Virun allem ass d'Kafkraaft awer och e wichtege

sozialen Indicateur, well d'Erhale vun der Kafkraaft eng Noutwendegkeet ass, wann een de soziale Fridden an déi sozial Kohäsion am Land nohaltege garantéiere wëllt.

D'Inflatioun ass déi gréisste Gefor fir d'Kafkraaft vun de Stéit. No laange Joren, wou a Wirtschaftskreesser reegelméisseg iwwer de Risiko vun Deflatioun diskutéiert ginn ass, schéngt et, wéi wann d'Inflatioun erëm zu engem Thema gi wier. Enn Dezember louch d'Inflatioun hei am Land, op ee Joer gekuckt, bei 4,1 %. Dëst ass wäit méi héich ewéi d'Richtlinn vun der Europäescher Zentralbank, déi d'Präisstabilitéit bei enger Inflatioun ëm 2 % assuréiert gesäit.

D'Inflatioun ass kee vaagt ekonomesch Konzept! Et ass eppes, wat d'Leit, wat mir alleguerte ganz kloer spieren. Alles gëtt méi deier, bei gläichem Gehalt. Oder awer anescht ausgedréckt: Fir dat selwecht Akommes kann ee sech manner leeschten.

Wann een den Inflatiounstaux vun deene leschte Méint méi genee kuckt, da stellt ee fest, dass ongeféier d'Hallschent vun der Inflatioun hiren Ursprung an den Energiepräisser huet. Rechent een d'Energie aus dem Inflatiounstaux vum Dezember 2021 vu 4,1 % eraus, da bleiwen nach 2,3 % Präisdeierecht iwwreg. An insgesamt hunn d'Energiepräisser tëschent Dezember 2020 an 2021 ëm 47 % zougeholl!

Mir sinn eis alleguerte bewosst, dass Lëtzebuerg keen direkten Afloss huet op déi international Energiepräisser an op déi Facteuren, déi d'Energiepräisser bestëmmen. D'CO<sub>2</sub>-Steier huet zu Lëtzebuerg nëmmen 0,3 Prozentpunkten zur Inflatioun bäigedroen. An dofir kann, erwisenermoossen, net Lëtzebuerg responsabel gemaach gi fir déi staark Hausse vun den Energiepräisser bei eis.

Ech wëilt an dësem Kontext awer gären drun erënnere, dass mir mat der Aféierung vun der CO<sub>2</sub>-Steier zäitgläich de Steierkredit ëm bis zu 96 % gehéicht hunn. Dës Mesuren hu méi wéi 50 Milliounen Euro zréck bei d'Biergerinnen a bei d'Bierger bruecht.

De Statec ass a senger Analys vum November 2020 zur Konklusioun komm, dass en moyenne ronn 40 % vun de Residenten zu Lëtzebuerg d'Méikäschte vun der CO<sub>2</sub>-Steier integral kompenséiert kréien duerch d'Erhéijung vum Steierkredit.

Dir Dammen an Dir Hären, dass déi sozial Gerechtegkeet der LSAP wichtege ass, dat brauch ech hei wuel net méi ze betounen. Mir als LSAP, mir hate Recht, wéi mer virun engem Joer de Mindestloun ëm 100 Euro erhéicht hunn. Dës Regierung, mat eiser roudler Handschrëft, huet d'Allocation de vie chère ëm 200 Euro gehéicht, nodeems am Joer 2021 eng Augmentatioun vun 10 % decidéiert ginn ass.

Mee déi aussergewéinlech Situatioun bei den Energiepräisser verlaangt nach méi Efforten a mir sinn och bereet, méi Efforten ze maachen. D'Hausse vun den Energiepräisser ass eppes, wat net nëmmen deene Vulnerabelsten aus der Gesellschaft Suerge bereet. Ëmmer méi Leit aus der ënneschter Mittelschicht sti virun engem seriösen Defi. Ech mengen, do si mer eis alleguer eens.

Et muss zu Lëtzebuerg méiglech sinn, anstänneg an an Dignitéit mat sengem Revenu kënnen ze liewen. A wann eeben aussergewéinlech Situatiounen dat schwéier maachen, dann ass et um Staat ze handeln. Dofir musse mir elo reagéieren an zwar séier, sozialgerecht an administrativ esou einfach ewéi méiglech.

Ech hu virdru gesot, dass d'Leit mat hirem Revenu an Dignitéit musse kënnen liewen. An zur Dignitéit gehéiert och, datt d'Leit net zu sougenannte „Bittsteller“ vis-à-vis vum Staat ginn, fir sozial Leeschtungen ze kréien.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Cécile Hemmen** (LSAP) | Dofir proposéiere mir konkret zwou Mesuren, där hir Kombinatioun et erméiglecht, dass mer séier an awer och sozial gerecht de Bierger hei am Land hëllef.

Mir proposéieren d'Aféierung vun engem eemolege Chèque énergie. Iwwert de Montant kann een natierlech nach diskutéieren an och iwwert d'Aart a Weis, wéi en ausbezuelt gëtt. Mee mir proposéieren op d'mannst 100 Euro. Dëse Montant géif alle Familljen, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen, zeguttkommen. An dëst mécht eng ronn 250.000 Menagen aus.

Esou e Chèque énergie hätt notamment och den Avantage, dass e méi cibléiert hëllef ka wéi eng temporär Baisse um Niveau vun den Akzise respektiv vun der TVA, ...

(Interruption)

... déi an absoluten Zuelen de méi breede Schëlleren am meeschte géif bréngen.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Cécile Hemmen** (LSAP) | Gläichzäiteg proposéiere mer awer och, d'Allocation de vie chère nach eng Kéier no uewen unzepassen, fir déi vulnerabel Leit virun der Präisexplosioun um Energiemarché ze schützen.

Dir Dammen an Dir Hären, der LSAP ass et wichtege, dass mer dësen hoffentlech temporäre Problem séier a ganz onkomplizéiert léisen. Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Madamm Hemmen. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Hâr François Benoy. Hâr Benoy, Dir hutt d'Wuert.

**M. François Benoy** (déi gréng) | Merci, Hâr President. Dir Dammen an Dir Hären, jo, mir hu Präishaussen, déi mer zanter Joren net méi kann hunn. Firwat ass dat? Et gouf schon e puermol thematiséiert: international Produktiouns- a Liwwerketteproblemer, dat alles wéinst der Pandemie, awer och d'ekonomesch Reprise, déi mer hunn; et kënn nach derbäi dee ganze Russland-Ukrain-Konflikt an esou weider.

Héich Präisser an der Energie, jo, awer net just do. De Statec, dee sot kloer, dass ongeféier d'Hallschent vun der Inflatioun duerch d'Energie kënn. Et gëtt awer och Präishaussen an anere Beräicher: de Servicer, an der Industrie an och de Liewensméttel.

Wien ass dovu beträff? Jo, jiddwereen, awer virun allem natierlech déi Leit mat engem niddregen Akommes. Si hunn am allermannst Spillraum am Portomni an dofir gëllt et, déi Leit natierlech elo ze ënnerstëtzen: Familljen, Monoparentaux, Studenten, Berufsfänger. An zu Lëtzebuerg hu mer vill Leit, déi vum Aarmutsrisiko beträff sinn, an déi sinn natierlech elo hei speziell dovu beträff. Dofir brauche mer Moosnamen, fir deem entgéintzewierken.

Ech wëll awer och dozou soen, dass d'Majoritéit schon - an et gouf och schon de Mëtte gesot - reagiert huet: Mir hunn d'Hausse vun der Allocation de vie chère ëm 200 Euro, mir hunn d'Indexéierung vum Kannergeld, mir hunn ökologesch a sozial gerecht Primmen, fir dass d'Bierger un der Energie-transition kënnen deelhuefen, an esou weider.

An ech wëll och preziséieren: Gutt, dass mer zu Lëtzebuerg den Index hunn, well duerch d'Indextranche vum leschte Joer gouf schon en Deel vun dem Kafkraaftverloscht ausgeglaach. Déi Tranche gouf jo och réckwierkend nach eng Kéier op d'Kannergeld applizéiert. An och, wann de Statec eigentlech dervun ausgaang ass, dass déi nächst Tranche eréischt méi

spéit kënn, kann ee wéinst der aktueller Inflation awer dervun ausgehen, dass dat schon éischter wäert spillen, an da gëtt och d'Kafkraaft weider stabiliséiert.

Mee et besteet natierlech de Risiko, dass déi Inflation undauert an dofir ass et wichtig, dass mer weider reagéiere bei deene Leit, déi et brauchen.

An den Här Roth huet jo hei elo selwer gesot, dass d'CSV proposéiert, mat der Strenz iwwert d'Land ze goen. Ech wëll dozou soen, dass nach ee Problem vun deene Proposen deen ass, dass se och net am Aklang si mat de Klimaziler, déi mer awer brauchen a wou mir der Meinung sinn - d'Majoritéit op alle Fall -, dass mer do ambitiéis musse sinn. Engersäits, wat déi progressiv Upassung vun der Kilometerpauschal ugeet, anerersäits awer och d'Erhéijung vun dem Kilometergeld, menge mir, dass dat nei klimaschiedlech Incentivé sinn an dass dat net kohärent ass par rapport zu onser Klimapoliti. An au contraire musse mer eeben déi Leit entlaaschten, déi et wierklech brauchen.

Dann, wat déi Propos ugeet, fir eng befrist Deckelung ze maache vun de Präisser. Do froen ech mech dann awer: Wéi ass dat émsetzbar? A mir wësse jo och, dass sou Präiskontrollen awer émschridde sinn. Et gëtt natierlech verschidden Ekonomisten, déi soen, dat wär eng gutt Mesure, fir d'Inflation kuerzfristeg ze bremsen. Ben, anerer soen awer, dass et keng gutt Mesure wär. An eigentlech wësse mer och aus där ganzer Pétroskris, dass sech déi Kris trotz Präiskontrollen, déi deemools agefouert gi sinn, awer weider verschäerft huet.

Mir brauchen also elo keng haseleg oder eng opgereegt Politik, déi vläicht um Pabeier gutt kléng an awer net an der Realitéit ass, déi awer net konform ass zu onser ambiteiser Klimapolitik, mee mir brauche Mesuren, déi cibléiert bei deene Leit ukommen, déi et och wierklech brauchen an déi och am Aklang si mat onse Klimaziler.

A mir kënnen ons do zum Beispill virstellen, dass een d'Allocation de vie chère weider ausweit, respektiv d'Krittäre méi breet opmécht, awer och eng Iddi wéi de Chèque énergie, deen elo vu menger Virriednerin och ugeschwat ginn ass, oder en Energiegeld. An Däitschland nenne se dat en „Heizkostenzuschuss“. Dat ass eng eemoleg Primm, déi ausbezuelet gëtt u Wunnengeldempfänger oder Studéierender, wou d'Bundesregierung probéiert, geziilt déi Leit, déi wéineg verdéngen, domadder ze entlaaschten.

Mee wat mer och elo nach eng Kéier mierken, ass, dass mer natierlech engersäits elo direkt Mesurë brauchen, dass mer eis anerersäits och méi strukturell musse Gedanken maachen, wéi mer onse Sozial- an onse Steiersystem zu Lëtzebuerg méi gerecht opstellen. Well en ass ongerecht an an där heiter Kris gouf dat nach eng Kéier verstärkt.

Dat wäerte mer natierlech an där ganzer Steuerdebat thematiséieren. Just e puer Elementer, déi ech vläicht elo scho wëll ervirhiewen: De Steierkredit, wéi de Wirtschafts- a Sozialrot dat och seet, muss een, menge mer, méi héich maachen, virun allem fir d'Monoparentaux. Gläichzäiteg muss een awer och de Crédit d'impôt salaire social minimum upassen, wat eebe grad geziilt d'Kafkraaft vun de Leit mam Mindestloun géif stäerken. Wa mer dat mam Crédit d'impôt maachen, geet dat nämlech och net zulaaschte vun den Entreprises, déi mer och natierlech mussen hei am Bléck halen.

Elo also séier reagéieren; Mesuren, déi do ukommen, wou se gebraucht ginn an och konform sinn zu onse Klimaziler. Dat huet déi heite Majoritéit an de leschte Méint scho gemaach an dat musse mer och an den nächste Woche weider ugoen.

Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Benoy. An da wier et um honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

**M. Roy Reding** (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, erlaabt mer gläich zum Ufank, dem honorabele Gilles Roth e grouse Merci ze soen fir seng Initiativ.

Wa mer richtig gezielt hunn, ass d'ëscht schon déi drëtt Aktualitéitsstonn zum Thema Präisdeierecht bannent engem Joer. Dat ass och justifiéiert, well d'Inflation tatsächlech e grouse Problem ass an ufänt, e Riseproblem ze ginn.

An engem Communiqué vum Statec vum 5. Januar heescht et, datt d'gesamt Präisdeierecht d'lescht Joer zu Lëtzebuerg bei 4,1 % louch. Am August ware mer nach vun 2,2 % ausgaangen.

D'Previsiounen fir 2022 an Europa leien am Abléck bei enger Inflation vun iwwer 5 %. Dat ass wierklech substanzuell.

Inflation léisst sech graff op véier Urspréng zrëckféieren, déi souwuel eenzel opriede wéi och am Zesummespill.

Dat Eent si global Evenementer, déi baussent dem Aflossberäich vun eiser Politik sinn.

Dat Zweet ass en Iwwergewicht vun de Suen, déi am Émlaf sinn, vis-à-vis vun der realwirtschaftlecher Produktivitéit duerch eng entsprechend Decisioun vun der Zentralbank.

Dat Drëtt ass en Iwwerhang vun der Demande vis-à-vis vun der Offer an engem oder a méi Beräicher.

An dat Véiert - an dat ass hei, wat d'Energiepräisser ugeet, e ganz grouse Punkt -: eng falsch Steuer- an Zollpolitik vun enger Regierung.

Fir op d'ës éiweg finanziell Onwägbarkeeten ze reagéieren, gouf hei an d'ësem héijen Haus den 31. Mee 1921 e fantastesch Instrument geschaf: den Index - weltwäit nach ëmmer bal eemoleg! Den Index ass iwwert de Wuerekerf e Moossinstrument, fir d'Inflation festzeleeën. Et ass awer och en Instrument, fir d'Präisdeierecht auszegläichen an d'Kafkraaft ze erhalen. An et ass eent vun deenen Instrumenter, op deenen de soziale Fridden hei am Land, dee mer sou laang genéissen, berout.

De Wuerekerf soll awer d'Konsumgewunnechte vun de Leit objektiv a komplett erméispigelen an net zu engem ideologeschen Instrument émfunktionéiert ginn, mat deem probéiert gëtt, d'Leit ze erzéien. Et soll also all Produit do erakommen, dee consumméiert gëtt, egal ob deen een oder deen aneren dee gutt, gesond, richtig oder falsch féint.

„D'Hänn ewech vum Index“ war ee vun den Hauptslogane bei deene grouse Manifestatiounen uganks den 80er-Joren. An ech kann dat haut nëmme widderhuelen, am Numm vun der ADR: Hänn ewech vum Index an Hänn ewech vun enger wéi och ëmmer gearteter Manipulatioun vum Wuerekerf!

Selbstverständlech bleift d'ADR och bei hirer Fuerderung, d'Steiertabell automatesch un d'Inflation unzupassen. D'Salairé gi jo och automatesch un d'Inflation ugepasst duerch d'Spill vum Index.

Och d'Covidsituatioun huet en Impakt op d'Inflation. Esou sinn d'Liwwerketten duerjernergeroden. Scho virun engem Joer sinn d'Baumaterialien ëmmer méi knapp ginn a virun allem ëmmer méi deier. Dat selwecht erliewe mer elo bei den Chippe fir an d'Autoen, déi vill méi deier a ganz rar ginn.

De landwirtschaftlechen Dünger, do ass et genau d'selwecht. D'Leit brauchen awer alldeelech Gidder, mee se stinn eeben net an dem néidege Mooss zur

Verfügung, an deementspreechend explodéieren d'Präisser.

Mir als ADR plädéieren och ganz kloer fir en Enn vu sämtleche Covidmesuren, fir datt d'Betribsofleef sech an den nächste Méint endlech nees normaliséiere kënnen. An och dat ass e Schrëtt géint d'Präisdeierecht.

Mir sinn och dergéint, eis Betriber dauernd méi ze belaauchten duerch eesäiteg national Initiative wéi d'Liwwerkettesgesetz, duerch vill ze héich Energiepräisser - och si leiden drënner -, duerch eng ze séier Dekarboniséierung, duerch exzessiv Ëmweltoplagen. All d'ës Moosname mécht ee mat der Industrie a mat all eisen Entreprises, an net géint si!

Eng realistesch, vernénfteg a betribsfreundlech Wirtschaftspolitik ass an Zäite vun Inflation genau dat richtig, fir de Phenomeen net nach ze verschlëmmere.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

**M. Roy Reding** (ADR) | Déi kënschtlech Verdeierung vum Diesel, och vum betriblechen Diesel, duerch de Staat ass eng vun deene ville Laaschte fir den Transporteur, mee natierlech och fir de Konsument, well deen direkt - déi Präisser gi jo nees agespeist an d'Verkafspräisser - dorënner leit.

Et muss Schluss si mat deene permanente Steuererhéijungen: Erhéijung vun der allgemenger TVA, Erhéijung vun der spezifescher TVA am Logement an am Horesca, Unhiewung vun der Bensinnssteuer, Aféierung vun der Zäregassteuer an esou weider. Dat alles si Moosnamen, mat deenen d'Regierungsparteien de Lëtzeburger Bierger säit Joren ëmmer méi vun hire schwéier verdéngte Suen aus der Täsche zéien an déi eis an d'ës Kris op de Kapp falen.

De Logement gëtt och duerch d'ës Regierung andauernd méi deier gemaach. Mir erënnere eis un d'Erhéijung vun der TVA op 17 % op Mietwunnechten, u permanent nei Oplagen, déi d'Baue méi deier maachen, un d'Diskussionne ronderëm eng Erhéijung vun der Grundsteuer an esou weider an esou weider. Mir als ADR si géint all Steuererhéijung!

De Phenomeen vun der Energiearmut mécht och eis besonnesch vill Suergen. De Kolleg Gilles Roth huet hei androcksvoll net nëmme gesot, mee och chiffriert, wat dat fir den normale Bierger bedeit. Ëmmer méi Leit fäerte fir ze hëtzen a sëtzen tatsächlech kal doheim, well de Brennes ze deier gëtt, fir datt se sech et kéinte leeschten. An et deet mer leed, mee dat ass eng direkt Konsequenz vu Liwwerengspass, mee och vun där grénger Politik. Et ass eeben net méiglech, gläichzäiteg aus der Kuel an aus der Atomenergie erauszeklammeln. Da bleift nëmme nach de Gas, well déi sougenannten alternativ Energie produzéieren nun eemol vill ze vill e kleng Prozentsaz vun eisem totalen Energiebedarf. Dat ass eng Tatsaach, e Fakt: Gréng gëtt deier! An dat bleift esou, soulaang déi Partei Regierungsverantwortung dréit.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Roy Reding** (ADR) | Zum Beispill gouf eng Zäregassteuer agefouert an déi gëtt och nach permanent ugehuewen. Fir eis als ADR gehéiert déi Steuer op den Tipp vun de schlechten Iddien. A mir fannen et komesch ...

*(Interruption)*

Mir fannen et komesch, datt d'Kollegee vun der CSV déi Steuer ënnerstëtzen a sech dann hei iwwert d'Präisdeierecht opreegen. Dat eent ass en Element och vun deem aneren. D'CSV-Virschléi kënnen mer alleguerte matdroen. Allegueren, ...

**Plusieurs voix** | Très bien!



**M. Roy Reding** (ADR) | ... bis op déi vun der Deckelung vun den Energiepräisser. Mee awer éischer aus enger prinzipieller Iwwerleung. Mir géifen éischer d'TVA erofsetze vu 14 % op 3 % op de Brennes. Dat wier zum Beispill dann net nëmmen eng Deckelung, dat wier souguer d'Erofsetze vun de Präisser, a mir sinn einfach prinzipiell géint staatlech veruerdnet Präisser. Mir denke jo net, datt den S an der CSV elo fir „Sozialistes“ steet. An der Economie ass de Präis nun eemol e Signal, dat de Grad vu Verfügbarkeet vun enger Wuer an all hire Komponenten uweist. Wann de Präis klëmmt, heescht dat, datt eng Kromm an der Heck ass. E Präis ze deckelen, bedeit näischt anescht, wéi wann Der géift e Féiwermometer bei 38 °C deckelen a mengen, da wär de Patient net méi krank. D'Margë vun de Betriber ginn duerch déi staatlech forcéiert Präisdeierrecht net erop. Genau déi Leit solle mer net nach mat dirigistesche Moosname bestrofen.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

**M. Roy Reding** (ADR) | Mir als ADR bekennen eis zur sozialer Maartwirtschaft an net zu sozialistesche Methoden. Mir wëllen eng vernënfteg, wirtschaftsfreundlech a sozialverantwortlech Wirtschaftspolitik. A mir verlaange véier kloer Konsequenzen aus dëser Debatt, an da sinn ech färdig: Eng ersatzlos Ofschaffung vun der desastréiser CO<sub>2</sub>-Steier - direkt -, en Erofsetze vun der TVA vu 14 % op 3 % op de Brennes, eng Unerkennung vun den Energieproduiten als Grondbedierfnes an eng entspreichend Steierreform; eng automatesch Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun; eng objektiv a wäertneutral Zesummesetzung vun Wuerekerf, déi och de Logement an och d'Energiepräisser adequat muss berécksiichtegen; an dann eng besonnesch Sensibilitéit och fir d'Problemer vun de Baueren, fir hinne bei de Präisser fir d'Düngemëtzel ze hëllefen, wat d'Liewensmëtzeldeierrecht dann och géif bremsen.

Ech deposéieren dann nach eng Motioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

### Motion

*D'Chamber vun den Deputéierten*

*stellt fest, datt*

*- d'Energiepräisser zu Lëtzebuerg 2021 ni gekannte Rekordstänn erreicht an zu engem allgemenge Kafkraftverloscht an der Gesellschaft gefouert hunn;*

*- déi Leit, déi wéineg verdéngen, a Famille mat Kanner vun dëser Entwécklung naturgeméiss besonnesch belaauscht ginn;*

*- Energie zu de mënschleche Grondbedierfneser zielt;*

*- déi zousätzlech Präisexplosioun bei den Düngemëtzel sech entspreichend op d'Liewensmëtzelpräisser auswierke wäert;*

*- déi allgemeng Steierpolitik vun der aktueller Regierung dës Problematik massiv verschäerft huet,*

*ass sech bewusst, datt*

*- d'TVA, déi och op sämtlech aner Steieren an Accisen applizéiert gëtt, eng Hiewelfunktioun bei der Entlaaschtung vun de Stéit zeguttkomme kann,*

*fuert d'Regierung op,*

*- de Baueren, déi duerch déi massiv Deierrecht vun den Düngemëtzel ënnert staarkem finanziellen Drock stinn, zousätzlech finanziell Hëllefen zoukommen ze loosser;*

*- d'Héicht vun der Deierungsoulag nach eng Kéier no uewen unzepassen an d'Präisentwicklung besonnesch och bei den Energiekäschten an der neier Zomm entspreichend ze berécksiichtegen;*

*- e Gesetzesprojet op de Wee ze bréngen, fir déi automatesch Upassung vun Steierbarème un d'Inflatioun vun 1. März 2022 un nees dauerhaft a Kraaft ze setzen;*

*- den éischte Sockel vun Barème sou opzestellen, datt de Mindestloun fir d'Gesamtheit vun de Bierger steierfräi bleift;*

*- d'Züregassteier op Mazout fir ze hëtzen an op Brennstoff fir Gefierer op den Datum vun 1. März 2022 ersatzlos auslafen ze loosser;*

*- vun 1. März 2022 un de superreduzierten TVAs-Saz vun 3 Prozent op sämtlech Energieproduiten an op Mietwunnengen ze applizéieren.*

(s.) Roy Reding.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Reding. An da wier et un där honorabeler Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Merci, Här President. Här President, an den Ae vun déi Lénk huet de Verloscht vun der Kafkraft vun de Stéit zwou Ursachen: déi klammend Präisser vu Wuere a Servicer an awer och d'Revenuen, déi dëser Entwécklung net standhale kënnen.

An der aktueller Situatioun si mir an éischer Linn mol mat klammende Präisser bei der Energie a bei wichtige Liewensmëtzel a Servicer konfrontéiert. Bei Saachen also, op déi kee verzichte kann, a genee dat mécht d'Lag esou dramatesch.

Ganz wéineg Stéit, egal wéi gutt oder schlecht et hinne finanziell geet, kënnen sech dës Deierrecht entzéien. Mëttlerweil kënnen souguer déi Stéit, bei deenen de Budget um Enn vun Mount vläicht eng Zäitche Pi mol Daumen opgaangen ass, et elo och net méi finanziell packen.

D'Konsequenz ass, dass d'Stéit verzichte mussen an zwar op gesond Essen, neit Schoulgezei fir d'Kanner, e Familljenausfluch vläicht sonndes emol an, wat vill méi schlëmm ass, op een oder zwee Grad Celsius méi an der Wunneng, fir esou Energie anzespieren.

Här President, d'Situatioun ass schlëmm. Richtig schlëmm! An eisen Ae muss de Stéit direkt gehollef ginn a besonnesch natierlech deene Stéit, déi am stäerkste vun der Deierrecht betraff sinn. Am November hu mir bei der Debatt iwwert d'Energiepräisser scho Propose gemaach, ënner anerem, wat eng adequat Upassung vun der Allocation de vie chère ugeet, déi jo hannen a vir net duergeet, fir mat de Präishaussë matzehalen. Dës Allokatioun misst iwwregens och iwwert déi nächst Méint weiderhi fir d'Joer 2022 kënnen gefrot ginn. D'Madamm Hemmen huet do jo mol eng Overtür gemaach, da si mer jo awer mol gespaant.

Mir hunn och am Oktober schon eng Präisdeckelung bei der Energie gefuert. D'Deckelung vu Präisser ass fir eis net einfach e Begrëff, deen een am Kader vun taktische Spillereien auspeekt, ouni dës politesch begrënnen ze kënnen. Well wat bedeit eng Deckelung? Wann ee Präisser deckelt, da leet een e Maximalpräis fest a bestëmmt net deen op deem héijen Niveau vun haut. Domadder dréit een der Tatsaach Rechnung, datt et Bedierfneser gëtt, déi esou fundamental sinn, dass jiddere se muss kënnen erfëllen, onofhängeg vu Maartpräis a Kafkraft.

Dozou gehéieren d'Energie, d'Grondliewensmëtzel, eng Wunneng, d'Méiglechkeet, sech fortzeweegen, Accès zu Bildung a Gesondheetsversuergung, Sozialliewen an och d'Kultur.

Déi allermannste vun dëse Bedierfneser kënnen am sougenannte fräien Zesummespill vun de Maarkräfte

befriddegt ginn. Dat weist sech aktuell zu Lëtzebuerg bei den Energiepräisser, awer och scho säit ville Jore bei de Wunnengspräisser. Grondbedierfneser, déi iwwert de Marché sollten erfëllt ginn, kréien ëmmer méi de Statut vun Luxus, zumindest emol, wann een d'Präisetikette kuckt, déi dorobber stinn.

Déi schlëmmste vun all de Präisexplosiounen sinn déi vun de Wunnengen. D'Liberaliséierungen an d'Privatiséierung vun essenziellen Déngschtleeschungen, wéi déi vun der Energie an awer och vun der Post, weisen haut däitlech hir negativ Auswierkungen. Präisdeckelung sinn eng Optioun. Mee et kann een och méi wäit goen a bestëmmt fundamental Servicer komplett vun der Marchélogik befreien, andeem ee se der ëffentlecher Hand uvertraut. Bei der Energie géif dëst zwar den Akafspräis vun Gas oder vun Stroum net reduzéieren, mee d'Festleer vu Präisser fir de Client géifen enger demokratescher Kontroll ënnerleien a kéinten esou zum Beispill sozial gestaffelt ginn. Bei engem privatiséierter Service ass dat net méi méiglech. D'Sanéierung vu Wunnengen, fir Energie ze spueren an d'Stéit nohalte ze entlaaschten, misst an eisen Aen an enger Klimakris och en ëffentleche Service sinn. Dat ass och net de Fall, och wann de Staat probéiert, hei mat Primmen anzewierken. Mee à la base steet all Stot aleng virun engem groussen Investissementschoix, oft mat ganz klengen Mëtzel. Bei de Wunnengen allgemeng ass e vill ze groussen Deel vun de Stéit onzoumuttbare Präisser a virun allem Loyerer ausgesat. Dem Staat feelt et hannen a vir un den néidege Wunnengen, fir aboardabel Wunnkonditiounen fir eng grouss Zuel Stéit ze bidden. Et kéint ee weiderer opzielen.

Wat ech domadder wëll soen: d'Kafkraft vun de Stéit dierf bei der Befriddegung vun de Grondbedierfneser guer kee Krittär sinn. An do geet och en eemolegen Energiescheck vun 100 Euro hannen a vir net duer.

De Verloscht vun der Kafkraft ass fir eis also op zwou Fronten unzegen: Éischtens muss dëse Verloscht duerch Mesuren an der Loun- a Sozialpolitik kompenséiert ginn. Ech hunn d'Allocation de vie chère, fir de Stéit séier ze hëllefen, scho genannt. D'Kannergeld ass fir vill Stéit och eng wichteg Stütz. Ech erënneren drun, Här President, datt mir eng Gesetzespropos eraginn hunn, déi fir eng Famill mat zwee klengen Kanner e Plus vu 660 Euro d'Joer bedeite géif. Eng Opwärtung vun REVIS an d'Méiglechkeet fir Jonker téschent 18 a 25 Joer, de REVIS kënnen ze kréien, ass dréngend erfuenderlech, genausou wéi eng Opwärtung vun Mindestloun.

Domadder aleng ass et nach laang net gedoen. Duerfir muss zweetens op d'Präisser agewierkt a fundamental Servicer der Profitlogik entzu ginn. D'Energiepräisser kuerzfristeg deckelen a mëttelfristeg, wéi beim Waasser, op de Wee vun der Staffellung goen, well een domat eng Grondversuergung mat engem Virgoe géint Verbëtzen, verbanne kann. Eng Deckelung vu Präisser vu Loyerer a vu Wunnengen muss och an d'A gefaasst ginn. Mir hu puncto Loyer 2018 och eng Gesetzespropos eraginn. De Bau vu Logementer oder den Assainissement énergétique si Beräicher, an deenen d'Emprisë vun Marché mussen zrëckgedréckt ginn an de Staat an d'Gemenge méi an d'Verantwortung trieden. Et geet net duer, all Joer schlaue Rapporten mat immens wichtegem Zuelematerial wéi déi vun Statec iwwert den Travail an d'Cohésion sociale oder de Bildungsbericht an Opdrag ze ginn, mee d'Politik muss och eppes Schlaues domadder ufänken a kucken, datt sech eppes bei deenen deet, déi et am meeschte brauchen.

Merci, fir d'Nolauschteren.

**Une voix** | Ganz gutt, Madamm Cecchetti.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här ...

(Brouhaha)

... Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen als Éischt emol deem Här Roth Merci fir d'Ufro vun deser Aktualitéitsstoun, wëll awer gläichzäitig soen, datt ech mer awer iergendwéi e bësse méi Klarifikatiounen an der Invitatioun gewënscht hätt wéi nëmmen iwwert, jo, ...

(Interruption)

Jo, et ass em alles gaangen. Mir kéinten elo iwwer Logement schwätzen, mir kéinten iwwert d'Energiepräisser schwätzen, ech mengen, datt d'Kafkraaft esou e vast Thema ass, datt een et och net an eng Heure d'actualité ka paken, wat jo och e bëssen en Zeechen ass, datt mer elo scho fir d'drëtte Kéier, wéi e Virriedner et scho gesot huet, iwwert d'Kafkraaft hei zu Lëtzebuerg mussen schwätzen.

Ech mengen, ech kommen op een Thema, op een Element vun der Kafkraaftproblematik, an dat ass natierlech d'Énergie.

**Une voix** | Jo.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

**M. Sven Clement** (Piraten) | Virun allem fir déi akommesschwächste Stéit ass et am Moment schwéier, iwwert d'Ronnen ze kommen. Um Enn vum Portmonni ass nach vill Mount iwwreg. Dat ass e Constat, dee méi a méi Famillje maachen. An dann hoffe mer nach, datt d'Zësen net elo och nach iergendwann an d'Luucht ginn, well dann ass net nëmmen um Enn vum Portmonni nach vill Mount iwwreg, mee da fänkt et och nach un, ganz batter ze ginn, fir de Prêt um Immobilier zréckzebezuelen, deen haut heefeg schonn ganz, ganz enk berechent ass.

Mir Piraten, dat weess een, sti fir e generell an universell Grondakommes. Dëst kéint, wann et indexéiert wär, natierlech och an esou Situatiounen wéi där heiter offiederer. Dat géif existenziell Ängschten huelen. An ech mengen, datt een esou Ängschten huet, ass verständlech, wann de Gaspräis em 110 % innerhalb vu véier Méint an d'Luucht gaangen ass.

Well mir Piraten awer déi eenzeg Partei sinn, déi e Grondakommes am Programm stoen huet a mer awer och kuerzfristeg Mesurë brauchen, wëll ech elo an deenen nächste Minutten op déi agoen.

(Brouhaha)

Duerch dës Verduebelung vun de Gaspräisser denke mir Piraten, datt et virun allem hei ass, wou de Staat muss usetzen, fir d'Stéit ze entlaaschten.

Dofir deposéieren ech dann hei och eng Motioun, wou mer de Staat opfuerderen, de Plus un TVA, deen e säit September duerch klammend Gaspräisser ageholl huet, de Konsumenten erëm a Form vun enger Aide zréckzebezuelen.

Här President.

**Motion 3**

D'Chamber vun den Deputéierten stellt fest:

- *Aner EU-Staaten hu Moosnamen ergraff, fir spezifesch géint d'Präisentwécklung beim Stroum, Gas a Pétrol virzegoen. Esou huet Frankräich eng Tarifbrems fir Gas a Stroum ugekënnegt an Italien wëll de Leit duerch Steiersenkungen hëllefen.*

- *De Präis vum Naturgas ass vum 1. Juli 2021 bis den 31. Februar 2022 em ronn 110% geklommen.*

- *D'TVA ass domat em 3,76 Cent pro Metercube fir de Konsument geklommen.*

- *De Staat hat domat 2021 e Plus un TVA-Einnamen a wäert, wann d'Präisser sech net erëm berouegen, dese Plus och 2022 hunn.*

*Aus dese Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,*

- *dem Staat desen Iwwerschoss un Einnamen un TVA, dee säit dem 1. Juli 2021 entstanen ass, a Form vun enger Aide un d'Gaskonsumenten zréckzebezuelen.*

(s.) Sven Clement.

Mir hunn et eng Kéier duerchgerechent: De Staat verdéngt pro Stot am Moment 100 Euro d'Joer méi, just duerch d'steigend Gaspräisser, op der TVA. Ech schwätzen net vun deenen aneren Taxen, déi sinn nämlech net proportionell. Déi sinn an absoluten Terme beim Gas. Mee aleng beim Gas sinn et 100 Euro pro Stot, fir ee Joer.

Wa mer dat natierlech elo och nach op de Brennes an op de Pétrol duerchdeklinéieren, dann huet de Staat iwwerproportional vun dese Präishaussé profitéiert, well grad beim Brennes sinn et net nëmmen absolut Taxen, mee do sinn et proportional Taxen, déi grevéieren, respektiv d'Droit-d'accisen. An ech mengen, och do, dat hu mer elo net agebaut, kéint de Staat entgéintkommen. An ech mengen, datt esou och d'Klimabonuse kéinte finanzéiert ginn.

Här President, d'Regierung huet d'Allocation de vie chère an de REVIS mam leschte Budgetgesetz gehéicht. A wéi schonn am Dezember gesot, fanne mir Piraten, datt een d'Aiden u sech automatesch misst pro Mount kréien a Form vun engem Steierkredit, respektiv a Form vun enger direkter Ausbezielung. Well et ass jo schéin, eemol am Joer eng Primm ze kréien, mee d'Leit kënnen sech awer besser organiséieren, wann dat Akommes monatlech disponibel wier.

D'Kollegee vun der LSAP kënnen sech scheinbar net an der Regierung duerchsetzen, well vill ze wéineg Leit kommen nach ëmmer fir des Suen a Fro. Dat gouf haut och ugeschwat. Ech mengen de Seuil fir d'Allocation de vie chère ass am Moment ze niddreg. Do mussen mer net ronderëm de Bräi schwätzen. Do kënnen mer einfach soen: En ass ze niddreg, kommt, mir maachen eppes dogéint, kommt, mir héije genau deen. Well wann ee mam Mindestloun, mam qualifizéierte Mindestloun zu Lëtzebuerg net méi dovou profitéiere kann ... Et ka mer elo kee behaupten, datt et deene Leit richtig gutt geet!

Am Kader vun de steigenden Energiepräisser, an och dat hu mer haut erëm héieren, ass dann natierlech och op d'CO<sub>2</sub>-Steier geklappt ginn, eng CO<sub>2</sub>-Steier, déi eis prinzipiell net onsympathesch ass, well se u sech och e Staatszil begleet. Mee mir géifen awer léiwier vun enger negativer CO<sub>2</sub>-Steier, engem Klimabonus ausgoen. Esou géife mer nämlech wierklech encouragéieren, motivéieren, fir alleguerten zesumme géint de Klimawandel ze kämpfen, well een den Netverbrauch géif belounen, anstatt datt een de Verbrauch géif direkt besteieren.

Nach eng Kéier ganz kuerz als Rappel - ech hunn et an der Budgetried méi wéi laang a breet duergeluecht -: Mir Pirate proposéiere fir den Ufank e Seuil vun aacht Tonnen - dat ass manner wéi dat, wat den Duerchschnittslëtzebuerg am Moment emettéiert -, deen ee ka verbrauchen. A jiddereen, deen ënnert desen aacht Tonne bleift, dee kritt eppes eraus. A jiddwereen deen driwwer geet, deen, ben, dee bezilt. Just, fir eng Kéier ze soen: Domadder ass en Transatlantivol natierlech dat, wat de Budget quasi direkt opbraucht. Wann een awer mat der Famill mam Auto op d'belsch Plage fiert, dann ass dat méi ökologesch, wéi aleng iwwert den Atlantik ze fléien.

Ech deposéieren an deem Sënn dann och nach eng Motioun, fir datt eng Etüd soll gemaach ginn, fir d'Méiglechkeet vun enger Aféierung vun engem Klimabonus ze analyséieren.

Här President.

**Motion 4**

D'Chamber vun den Deputéierten stellt fest:

- *De Stateg huet a senger Evaluatioun vun der CO<sub>2</sub>-Steier festgestallt, dass och mat der geplangter Erhéijung vun der CO<sub>2</sub>-Steier bis 2023, d'Emissiounen zu Lëtzebuerg am Joer 2023 nach 17 % iwwert der Trajectoire vun 55 % CO<sub>2</sub>-Emissiounen leie wäerten: „Si l'objectif des émissions de GES pour 2021 pourra probablement être respecté, l'écart avec la trajectoire de réduction qui mène à -55 % en 2030 (courbe grise) augmenterait au cours du temps, jusqu'à 17 % en 2023.“*

- *De Stateg hält kloer fest: „Il est généralement admis que la taxe CO<sub>2</sub> est une condition nécessaire, mais pas suffisante pour réduire les émissions“, esou dass och aner Méiglechkeete mussen a Betruecht gezu ginn.*

- *D'Subventionspolitik eleng geet net duer, fir déi aktuell ressourcenintensiv Technologien a kuerzer Zäit duerch méi effizient Technologien ze ersetzen. Ee Beispill dofir ass d'Elektromobilitéit, wou de gesamte Fuerpark misst elektresch ginn.*

- *Et feelt eng Subventionspolitik vum Verzicht, déi d'Leit incitéiert a belount. E Klimabonus, a Form vun enger negativer CO<sub>2</sub>-Steier, kann e steierlecht Instrument sinn, wat et erlaabt, de Verzicht ze belounen.*

*Aus dese Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,*

- *eng Etüd an Optrag ze ginn, fir déi méiglech Konsequenze vun engem Klimabonus a Form vun enger negativer CO<sub>2</sub>-Steier zu Lëtzebuerg ze analyséieren.*

(s.) Sven Clement.

(Brouhaha)

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi héich Präisser sinn an éischer Linn also e kuerzfristeg Problem. Mir brauchen dofir virun allem kuerzfristeg Hëllef fir déi Stéit, déi et wierklech brauchen. De Staat soll net nach vun dese Präishaussé profitéieren, mee de Plus un Einnamen direkt, an net eréischt mam nächste Budget, zréck un d'Leit ginn.

Mir brauchen och eng Allocation de vie chère, déi méi Leit zegutt kéint an déi d'Leit méi einfach a méi oft mussen ausbezuelt kréien. Mir brauchen awer och laangfristeg Alternativen. Dofir hoffen ech, datt eng Majoritéit heibanne bereet ass, analyséieren ze loosser, ob e Klimabonus esou eng Alternativ wär.

A schlussendlech mussen mer elo well géigesteieren, well wann elo och nach d'Zëse klamme sollten, wat jo awer ugedeit gëtt, da kënn eng weider Émverdeelung vun ënnen no uewen. An dat kéint eng richteg Katastroph ginn. Do geet et net méi duer, sech fir d'Vergaangeneheet op d'Schëller ze klappen, mee do muss een d'Jalone fir d'Zukunft setzen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci och. Et war e Riedner, dee gesot huet, e wär méi kuerz gewiescht wéi all déi aner, mee mir waren hei méi large, well et e ganz wichtege Thema ass.

**M. Gilles Roth** (CSV) | Ech wollt, Här President, wann Der erlaabt, wollt ech och dem Här Etgen Merci soen, well ech hat véier Minutten iwwerzunn. An dat war fir zéng Minutte scho vill. Ech soe Merci, mee ech mengen, dass et awer bei jiddwerengem wichtege war,



hei déi Riedezäit ze hunn, déi een och brauch, fir dass all Fraktioun hir Meenung zu dësem Sujet ka soen.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci. Ech wäert dat u mäi Kolleg President weiderginn. Dat eenzegt, wat ech bedauern, dat ass, dass ech hei uewe setzen an dass ech da mäi Bäitrag net dozou ka leeschten.

**Plusieurs voix** | O!

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci gesot.

An dann huet direkt d'Regierung d'Wuert.

Fir d'éischt d'Madamm Finanzministesch. D'Madamm Yuriko Backes huet d'Wuert.

### **Prises de position du Gouvernement**

**Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances | Voilà. Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, d'Fro vun der Kafkraaft ...

*(Brouhaha)*

... ass definitiv e Sujet, deen der Regierung a mir selwer ganz um Häerz läit an dee mir ganz uewen op eiser Agenda hunn. Et ass e Sujet, deen den Alldag vun de Leit direkt betrëfft. Ech verstinn d'Suerge vun de Leit, grad vun deene sozial méi Schwaachen, wa si op d'Präisentwicklung op der Pompel, vun den Heizkäschten oder och am Supermarché kucken. D'Präisser vu ville Produite sinn iwwert déi lescht Zäit méi staark geklommen, wéi een dat soss gewinnt ass. Dat ass ganz einfach e Fakt.

Ass dat hei e rengt Lëtzebuurger Phenomeen? Neen, natierlech net. D'Inflatioun oder d'Präisdeierecht ass zu Lëtzebuerg zwar héich, awer an der Moyenne vun der EU. Eurostat geet fir Dezember 2021 vun enger Inflatioun vu knapp iwwer 5 % an der Eurozon aus. Fir Lëtzebuerg louch se deen Ament, laut dem harmoniséierten europäesche Präisindex, bei 5,4 %, also liicht driwwer. Laut dem nationale Präisindex louch den Inflatiounstaux zu Lëtzebuerg bei 4,1 % am Dezember 2021.

Wat sinn d'Grënn? Et hu scho verschidde vun den Orateuren, Deputéierte virdrun och doriwwer geschwat, mee Lëtzebuerg ass eng kleng an oppen Ekonomie an domadder direkt betraff vun allem, wat ronderëm eis geschitt. Ech denken do virun allem un d'Tensioun ronderëm Russland an d'Ukrain, déi d'Energiepräisser an d'Luucht dreiwen, genee wéi d'Auswierkung vun der Pandemie an den domat verbonnenen Drock op d'Liwwerketten, awer haaptsächlech och un de Fait, dass fir d'éischte Kéier säit ganz laanger Zäit déi ganz Welt zum selwechten Zäitpunkt aus enger Kris erauskënnt an iwwerall op der Welt gläichzäiteg d'Nofro nees unzitt.

Wéi laang geet dat dann nach esou weider? Ech mengen, et huet keen eng Glaskugel. Vill Observateuren hate bis elo gemengt, dass mer et hei mat engem temporäre Phenomeen ze dinn hätten. Et stëmmt sécherlech och, dass d'Energiepräisser immens héich sinn, mee d'Pétrolspräisser hunn awer iwwert d'Jore schonn ëmmer fluctuéiert a geopolitesch Tensiounen gouf et an der Geschicht ëmmer nees.

Ob d'Präisdeierecht an der zweeter Hallschent vum Joer awer erëm erfogoe wäert, ass de Moment net kloer. D'Zentralbanke ronderëm d'Welt hunn d'Situatioun op jidde Fall erkannt a Mesuren ugekënnegt, fir d'Inflatioun an de Grëff ze kréien.

Ech weess awer, dass dat doten elo keen Trouscht ass, wann ee sech elo all Dag mat sengem Auto deplacéiere muss, d'Haus oder d'Appartement mat Gas oder Mazout heize muss. Et ass awer eng wichteg Informatioun, well d'Mesuren, déi een huele géif, fir

op eng aktuell temporär Situatioun ze reagéieren natierlech anerer sinn, wéi déi, mat deenen een op e permanenten oder op e strukturelle Wandel reagéiere géif.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, fir d'Regierung war an ass et nach ëmmer eng Prioritéit, fir d'Kafkraaft vun de Leit ze erhalen an eropzesetzen. Ech wëll Iech dat dann hei och un enger ganzer Rei vu Beispiller illustréieren.

Iwwer verschidde ass scho geschwat ginn, mee da soen ech et eeben nach eng Kéier. An der Kris war eent vun deene wichtigste Objektiv, d'Wirtschaft weider um Lafen ze halen, domadder d'Leit an der Aarbecht ze halen, eebe grad, fir hir Kafkraaft ze schützen. All d'Indicateure weisen, dass dat ons gelongen ass. Lëtzebuerg krut souwuel vun der Europäescher Kommissioun wéi vum FMI wéi och vun de Ratingsagencé fir déi effizient Krisegestioun gratuléiert. Mir sinn erëm um Chômage niveau vu virun der Krisenzäit. Och d'Faillite woren an de Joren 2020 an 2021 net méi héich wéi an de Jore virun der Kris. De Chômage partiel wou eng vun deene wichtigste Mesuren, fir d'Leit an der Aarbecht ze halen. Grad déi Leit, déi de Mindestloun hunn, kruten hei besonnesch ënnert d'Äerm gegräff, well de Staat 100 % vum Salaire iwwerholl huet amplaz 80 %.

Wat d'Kafkraaft ugeet: Laut de leschte verfügbare Donnéeë vum Statec, an déi datéiere vum Hierscht, ass de Revenu disponible moyen, also d'inflationsberengte Kafkraaft, säit Jore kontinuierlech eropgaangen. Dat ass keen Zoufall, mee d'Resultat vun enger equilibréierter Politik mat enger ganzer Rëtsch vu Mechanismen a Mesuren. Ech denken ...

*(Interruption)*

... do, ech denken do an alleréischter Linn un den Index, ma och un d'Fiskaliteit an un all déi gezielte Saachleeschtungen.

E puer Wieder awer zum Index.

Lëtzebuerg ass mat der Belsch, wéi mer wëssen, eent vun deene leschte Länner - dat ass mentionéiert ginn -, déi nach en Index hunn.

**Une voix** | Dee beschten!

**Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances | Dee beschten, absolut!

*(Hilarité)*

Ech muss soen, grad an Zäite wéi deenen heite gesäit een erëm, wéi wäertvoll et awer ass, den Index ze hunn. Den Index, dat ass och gesot ginn, ass e Piliere vun eisem Sozialstaat, well eng automatesch Adaptatioun vun de Léin a Pensiounen un d'Inflatioun erméiglecht gëtt. Dank dem Index ass zum Beispill an eppes iwwer dräi Joer, zwëschen 2018 an 2021, de Mindestloun dräimol ugepasst ginn an zesumme mat der struktureller Erhéijung vun 2,8 % op den 1. Januar 2021 vun 2.048 Euro op 2.256 Euro eropgaangen; dat ass plus 10 %. De qualifizéierte Mindestloun ass iwwert déi selwecht Period vun 2.458 Euro op 2.708 Euro geklommen; dat ass och plus 10 %. De Grand-Duché huet domadder den héchste Mindestloun an der Europäescher Unioun.

Déi lescht Indexbranche, déi datéiert vum Oktober 2021. Déi gëtt vergiess, hunn ech e bëssen d'Impressioun. Déi datéiert vum Oktober 2021 ...

*(Interruption)*

... an ass d'ailleurs méi fréi wéi geduecht fälleg ginn, ma just grad, well d'Energiepräisser och esou séier geklomme sinn.

Dat beweist also, dass eise System fonctiounéiert.

A wann d'Entwécklung esou unhält, wäert déi nächst Indexbranche dann och erëm méi séier komme wéi geduecht an, wéi et am Moment ausgesäit, vläicht nach am Fréijoer.

Well mir den Index hunn, muss d'Diskussioun deemno bei eis awer och eng aner si wéi déi am Ausland. A Frankräich kruten déi Stéit, déi manner wéi 2.000 Euro de Mount verdéngen, eng eemoleg Aide vun 100 Euro - dat ass mentionéiert ginn - am Dezember ausbezuelt, ...

*(Coups de cloche de la présidence)*

... fir d'Inflatioun ze kompenséieren. Mee zu Lëtzebuerg kréien d'Stéit schonn aleng duerch den Index iwwer 50 Euro méi, an dat net eemol, mee dat all Mount.

Nieft dem Index gëtt et dann awer nach eng ganz Rei Schrauwen, un deenen iwwert déi lescht Jore gedréit ginn ass, fir d'Kafkraaft ze stäerken. Ech wëll hei nach eemol un d'Steierreform vun 2017 erënneren. Bei der Privatleit huet se gezielte deenen Erliichterunge bruecht, déi se am meeschte gebraucht hunn.

Awer och de Mëttelstandsbockel konnt spierbar ofgeflaacht ginn. De Conseil économique et social huet dat a sengem rezenten Avis och nach emol confirméiert a konkret illustréiert. An ech zitëiere seng Konklusioun: „Les adaptations au niveau du tarif de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et des crédits d'impôts prévues dans le cadre de la réforme fiscale 2017 ont pu diminuer la charge fiscale effective à payer par la majorité des contribuables personnes physiques.“

Ech wëll awer och nach emol un déi Steiermesuren erënneren, déi mat de Budgete vun de Joren 2019 an 2021 geholl gi sinn.

Am Joer 2019 ass de Mindestloun netto ëm 100 Euro eropgesat ginn, ënner anerem, andeems e spezifesche Steierkredit fir de Mindestloun agefouert ginn ass. 2021 goufen 22 Steiermesurë fir méi Gerechtegkeet an Nohaltegkeet ëmgesat. En ligne mat de Prioritéite vun der Regierung, mee och vun den europäeschen Oplagen, fir eis Klimaziler ze errechen, huet d'Regierung eng CO<sub>2</sub>-Steier agefouert. Mat der Aféierung vun dëser Steier gouf gläichzäiteg de Steierkredit fir Leit mat niddregem Revenu vu 600 Euro op 696 Euro gehéicht.

An dësem Kontext wëll ech awer dann och de Statec zitëieren: „Les ménages des deux quintiles inférieurs bénéficieraient ainsi d'un crédit d'impôt de près de 140 EUR/an, ce qui engendrerait une compensation quasi intégrale du surcoût pour les ménages moyens de ces deux quintiles.“

D'Steierpolitik kann a soll awer net alles léisen. Op den 1. Januar 2021 ass nieft dem Mindestloun de Revenu d'inclusion sociale, de REVIS, ëm 2,8 % eropgesat ginn. D'Allocation de vie chère, den AVC, déi fréier Heizkäschtenzoulag, déi deene Familjen zeguttkënn, déi et am meeschte brauchen, gouf fir 2022 ëm op d'mannst 200 Euro eropgesat. Dat si méi wéi 10 % par rapport zum Joer virdrun. Fir d'Joer 2021 wor se schonn ëm 10 % nohalte gehuewe ginn, a fir d'Joer 2020 wor se carrement verduebelt ginn.

Och huet d'Reindexéierung vum Kannergeld, déi zënter Oktober 2021 gräift, gezielte d'Kafkraaft vun de Familjen erhéicht.

Wann een dës Mesuren zesumme kuckt, also d'Erhéijung vum AVC, d'Indexéierung vum REVIS an d'Reindexatioun vum Kannergeld, da kritt zum Beispill en Elengerziende mat engem Kand, deen en onqualifizéierte Mindestloun verdéngt, järelech eppes méi wéi 1.400 Euro pro Joer bāi säit dem Ufank vun dëser Legislaturperiod.

E Stot, deen aus zwee Erwuessene besteet, déi en onqualifizéierte Mindestloun kréien an zwee Kanner hunn, kritt bal 2.300 Euro pro Joer bäi am Verglach zum Joer 2018.

Och am Beräich vun der Educatioun gëtt de Stéit ënnert d'Äerm gegräff. Esou bréngt d'Mesure, fir ville Kanner e gratis Mëttegiessen ze offrëieren, engem Menage pro Kand eng 1.000 Euro am Joer, an dat vun der nächster Rentrée un.

D'Kannerbetreierung fir all d'Schoulkanner während der obligatorescher Schoulperiod bedeit fir eng Famill pro Kand ronn 350 Euro pro Joer méi an der Täsch.

Zousätzlech huet d'Regierung gratis Schoulbicher agefouert.

*(Brouhaha)*

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Kolleginnen, Kollegen, wannechgelift, e bësse méi lues! A wann Der eppes ze besprieche hutt, maacht dat virun der Dier! Et ass net ganz héiflech vis-à-vis vun der Ministesch. Et si jo ganz vill Froe gestallt ginn, Suggestiounen komm, da wannechgelift och nolauschteren, wat als Äntwerte kënn! Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances | Merci, Här President. Dann, voilà, och am Domän vun der Educatioun - ech fannen dat ass e ganz wichteg Thema -: D'Kannerbetreierung fir all d'Schoulkanner während der obligatorescher Schoulperiod bedeit fir eng Famill pro Kand ronn 350 Euro pro Joer méi an der Täsch.

Zousätzlech huet d'Regierung gratis Schoulbicher agefouert - dat wor bei der Rentrée 2018 op 2019 -, wat pro Joer ëm 300 Euro pro Kand ausmécht. D'Afëierung vun den 20 Stonne gratis Betreierung an der Crèche mécht fir eng Famill mat engem Kand pro Joer méi wéi 5.500 Euro aus.

Wat elo méi genau den Transport ugeet, wësse mer, dass säit bal zwee Joer, säit dem 1. März 2020, den öffentlechen Transport komplett gratis ass an eisem Land. De Statec huet ausgerechent, dass dat fir e Menage mat Kanner eng Erspurnis vu ronn 500 Euro d'Joer ausmécht.

Mir sinn eis eens, dass den öffentlechen Transport net an all Situatioun an zu all Zäit zum Dag déi beschte Solutioun duerstellt. Dofir wäert et och an Zukunft net ouni individuell Mobilitéit goen. Ma grad déi aktuell Situatioun weist, wou d'Risiko leien: bei der Ofhängegkeet vum Pétrol. Dofir ass et richtig, d'Leit weider ze encouragéieren, op méi ëmweltfrëndlech Transportmëttelen ëmzeklappen. Mir wëllen och net mat neie Mesuren den Tanktourismus erëm encouragéieren, well méi niddreg Präisser par rapport zum Ausland Lëtzebuerg erëm méi attraktiv maache wäert, wat op där anerer Säit awer méi schlecht fir eis CO<sub>2</sub>-Bilanz ass.

Bis zu 8.000 Euro finanziell Ënnerstützung kann een deemno beim Kaf vun engem elektreschen Auto kréien a bis zu 600 Euro beim Kaf vun engem elektresche Vëlo. Och kritt ee bis zu 1.650 Euro Ënnerstützung fir d'Installatioun vun elektresche Bornen, mam Resultat, dass een dohem Stroum tanke kann, amplaz deiere Bensinn oder Diesel op der Tankstell.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech all dës Mesurë kucken, dann ass et einfach falsch ze behaupten, dass dës Regierung näischt fir d'Kafkraaft gemaach hätt!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances | D'Regierung huet d'Kafkraaft kontinuéierlech gestärkt. En fait hu mer permanent anticipéiert.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances | Mir hu permanent anticipéiert.

D'Regierung wäert d'Entwécklung dofir och weider ganz genee am A behalen an do, wou néideg, agräifen, wann et sënnvoll ass a wann d'Finanzsituatioun vum Staat doduerch net nohalteg ënner Drock geréit, esou wäit mer dat och an der Vergaangenheet gemaach hunn.

D'Motioun vun de Majoritéitsparteien, déi deposéiert ginn ass, spigelt ganz gutt erëm, wat mir gemaach hunn, wat gemaach ginn ass a wat mer maachen. D'Regierung wäert an deem Sënn och eng konkret Propositioun ausschaffen.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci och der Madamm Finanzministesch.

Eigentlech ass elo d'Riedezäit vun der Regierung ofgelaf. Mee ech géif dat awer d'selwecht behandle wéi bei deene verschiddenen Intervenanten. Ech mengen, den Här Roth, dee scho Merci gesot hat fir d'Indulgence, ass och d'accord, sou wéi all déi aner Kollegen, ...

*(Interruption)*

... dass mer dem Energieminister nach e puer Minutte ginn.

**M. Gilles Roth** (CSV) | Här President!

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Jo.

**M. Gilles Roth** (CSV) | Mir hu selbstverständlech do kee Problem dermat. A mir héiere jo och gären d'Äntwert, déi den Energieminister eis, grad wéi d'Madamm Finanzministesch, gëtt.

An ech wëll mech och formell entschëllege vun eiser Säit, well et ware mir, déi eis concertéiert hunn. Dat sollt wierklech net als Zeeche vun Onhéiflechkeet vis-à-vis vun der Finanzministesch verstane ginn. Mir hunn eis just Froe gestallt iwwert den Inhalt vun der Motioun, déi vun de Majoritéitsparteien deposéiert gouf.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Jo, dat ass och ganz legitim, dass ee sech concertéiert, mee besser concertéiere kann ee sech nach, andeem een ... Voilà, Dir hutt alles verstanen. Merci!

Dann huet den Här Energieminister d'Wuert.

**M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie | Villmools merci. Ech mengen, d'Madamm Finanzminister huet et kloer duergeluecht: Dës Regierung handelt, huet scho gehandelt a wäert och nach handelen. An d'Motioun vun de Majoritéitspartei weist dat jo och ganz kloer.

Ech brauch eigentlech just zwee, dräi Wuert ze soen zu enger Rei energiespezifische Saachen.

Dat éischt ass d'Versuerungssécherheet. Ech mengen, Dir wësst, dass mer an enger schwieriger Situatioun si mat Russland. Mee ech kann Iech assuréieren, dass mer am Moment ganz enk um europäeschen Niveau zesammeschaffen, fir d'Versuerungssécherheet besonnesch beim Gas an Europa sécherzestellen.

An dann ass et och esou, dass mer scho gehandelt hunn! An den Här Gloden huet elo grad eng Zwëscheremark gemaach, de Stroum wier dach esou deier. Dat stëmmt net! Mir hunn nämlech um 1. Januar den

Deel, deen d'Bierger bezuele fir d'erneierbar Energien, ofgesenkt, an duerfir konnte mer déi Präishaussen, déi um Marché waren, gréisstendeels opfänken. Dat heescht, beim Stroum hu mer schonn eng Mesure ergraff, déi ab dem 1. Januar also en place ass, fir de Bierger och bei der Kafkraaft beim Stroum entgéintzekommen.

An dat anert maache mer jo elo. Dat heescht, mir setzen an der Regierung zesummen a mir wäerten Iech an den nächste Wochen eng konkret Propos maachen. An dat ...

Also ech muss Iech soen, wat ech bal e bëssen absurd hei fonnt hunn, Här Roth: Dir schwätzt hei als Finanzexpert an Dir vergiesst ze erwänen, dass mer eng Indexbranche haten am Oktober, déi jo awer déi Mesure par excellence ass, wou mer eigentlech d'Kafkraaft vun de Lëtzebuurger sécherstellen.

**Une voix** | Très bien!

*(Interruptions)*

**M. Sven Clement** (Piraten) | Dat ass fir de Passé, Här Minister!

**M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie | Dat Lescht: D'fossil Energiepräisser si Präisser, déi kënnen extrem volatil sinn. A mir wëssen, dass mer och klimapolitesch mussen eraus. An, vläicht kritt Der jo heiansdo Biller, ech hat d'Foto gesi vun der Pressekonferenz vun der CSV - den Här Galles, dee war bal aus dem Bild erausgefall, well ech weess net, ob déi Moosnamen, déi Der do ..., déi Moosname sinn net klimafrëndlech! A si sinn net sozial selektiv!

Mir als Regierung, ...

*(Interruption par Mme Martine Hansen)*

*(Interruptions diverses et protestations)*

... mir als Regierung, mir huele Moosnamen, déi si klimafrëndlech ...

*(Brouhaha général)*

**Plusieurs voix** | Oo!

**M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie | ... an déi si sozial gerecht.

*(Interruptions)*

Gutt. Eppes Leschtes nach zur Klimabonusetüd, déi vum Här Clement gefrot ginn ass: Ech mengen, mir hunn eng CO<sub>2</sub>-Steier, déi ass sozial gerecht. Déi bréngt Suen an d'Keess, fir de Leit konkret Alternativen ze ginn, vu Masutt a Gas eriwwer op ëmweltfrëndlech Heizungen, vu fossillen Autoen eriwwer op elektresch gedriwwen Autoen, déi klimafrëndlech sinn an esou weider an esou weider. An duerfir gesi mir och als Regierung net de Sënn, firwat mer sollen do eng Etüd maachen iwwer eppes, wat eiser Meenung no elo schonn en place ass a wat ganz gutt funktionéiert.

Ech soen Iech Merci.

**Une voix** | Kann ech eng Fro stellen? Dat war net déck!

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Jo, da bleift den Energieminister nach ee Moment hei. Den Här Kartheiser war vir. Wann den Här Energieminister d'accord ass?

**M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie | Gären.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Villmools merci, Här President. An och e grouse Merci un den Här Energieminister. Ech hat zwou Froen, wéi ech Iech nogelauschtert hunn, Här Turmes.

Déi éischt ass: Dir schwätzt dovun, datt Der d'Wierkung vun de Stroumpäisser konnt reduzéieren, opfänken.



Elo wollt ech Iech froen, och nämlech fir eis Betriber: Wësst Dir zoufällg, wat eng Kilowattstonn a Frankräich kascht an eng Kilowattstonn fir eis Entreprises hei? Soss kann ech Iech et soen. Mee Dir kënnt et bestëmmt selwer besser ukënnegen.

**M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie | Sot Dir emol! Sot Dir emol!

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Dat war déi éischt Fro ...

*(Brouhaha général)*

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Ech hätt gär, ech hätt gär, ...

**M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie | Sot Dir emol!

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Här Kartheiser, dat war déi éischt Fro. Déi zweet Fro?

*(Brouhaha général)*

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Nee. Et ass nämlech esou, datt ech gär hätt, datt den Här Energieminister unhand vun där Differenz erkläert, wéi d'Kompetitivitéit vun eisen Entreprisë sech soll weiderentwéckelen.

Déi zweet Fro, dat ass d'Volatilitéit. Dir hutt gesot: „Et ass näischt méi volatil wéi d'Präisser vun der fossiller Energie.“ Wéi ass et da mat der Volatilitéit bei de Präisser vun den alternativen Energien?

Wa Sonn do ass oder Wand do ass, wa Spëtzenzäiten do sinn, wann ee muss ufänken, zu Negativpräisser Energie ze verkafen, mengt Der dann net, datt déi Volatilitéit bei de Präisser vun den alternativen Energien nach wäit méi héich ass wéi déi vun deene verschiddene fossillen Energien? An datt déi och beaflosst gi vun dem Desinvestissement, well Der zum Beispill de Gas, den Investissement a Gas net méi attraktiv maacht? Dat sinn déi Froen, déi ech Iech wollt stellen, Här Minister.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci. Ech géif och direkt dem Sven Clement d'Geleeënheet ginn, fir ze reagéieren. Da kann den Här Minister en bloc äntwerten. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Iwwert d'Stroumpräisser doheem wëll ech elo net schwätzen. Déi sinn tatsächlech méi niddreg zum Beispill wéi an Däitschland.

Wann ech awer elo iwwert d'Elektromobilitéit, déi de Minister jo och férdere wëllt, schwätzen, da war ech awer den 1. Januar - an ech si jo och Usager dovunner - béis erstaunt, wéi ech dunn d'Präisshausse gesinn hunn, déi op de Chargy-Bornen applizéiert gouf: Do war et d'lescht Joer nach esou, datt déi Kilowattstonn 26 Cent kascht huet a säit dem 1. Januar kascht déi nämmelech Kilowattstonn 34,5 Cent. Do muss ee sech dann awer schon d'Fro stellen ... Dat si bal 25 % Augmentatioun vum Präis um Elektroauto. Dat ass eppes, wat dës Regierung jo awer férdere wëllt. Da soll kee mer soen, d'Elektromobilitéit géif méi abordabel gemaach ginn, wa mer 25 % Präisshausse hunn op der eenzeger net fossiller Méiglechkeet, fir sech fortzebeweegen!

Also do wëllt ech dann awer gären eng Erklärung, wéi mer grad dat deene Leit erklären, déi vläicht an der Vergaangenheet Geld investéiert hunn, fir sech esou en Auto ze kafen, an déi elo gesot krute vum quasi Monopolist, muss ee jo soen: „Majo Pech, domm gaang; et ass elo 25 % méi deier.“ Dat ass quasi déi nämmelech Präisshausse wéi op aneren ...

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Ech mengen, mir hunn Iech verstanen, Här Clement. Et ass elo um Energieminister.

**M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie | Gutt. Also, ech mengen, bei de Betriber ass et esou ... Mir hunn zesummen d'lescht Woch, de Franz Fayot an ech, e Bréif geschriwwen un d'Kommissioun. Ech mengen, mir sinn an enger exzeptioneller Situatioun a mir brauchen duerfir och fir d'Betriber eng Rei exzeptionell Mesuren.

Mir hunn et fäerdegbruecht, dass mer e ganz gudden Aideregimm kritt hu fir d'Ëmstellung an der Industrie vun CO<sub>2</sub> eriwwer op klimafreundlech Saachen. Deen ass de 15. Dezember vun der Madamm Vestager presentéiert ginn. Deen ass och, dank eisem Afloss, elo wierklech extreem gënschteg gi fir d'Industrie. A mir sinn elo mat hinnen am Gespräch, fir ze kucken, ob mer och e gezilte Instrument hunn, wéi mer der Lëtzebuurger Industrie entgéintkommen.

An d'erneierbar Energië sinn d'Zukunft. A maacht Iech do emol keng Suergen: Dat geet elo ganz rapid! An do hutt Der och e gutt Zesummespill zwësche Solarenergie, Wandenergie um Land, Wandenergie um Mier, Waasserkraaftwierker, duerno dee grénge Waasserstoff. Mir hunn e Stroumnetz, wat iwwer ganz Europa integréiert ass. Ech sinn do ganz optimistesesch, dass mer do schnell a gutt virukommen.

Ech mengen - zum Här Clement -, ech kommen elo eng Kéier an d'Kommissioun, da kann ech Iech den Detail dovunner ginn. Et ass esou: Den Chargy-System, déi Bornen, déi opgeriicht gi sinn, déi ware ganz héich subventionéiert. An dat war erlaabt ginn 2012, 2013. An et ass eng Ännerung komm um europäeschen Niveau. Dat heescht, mir dierfen déi net méi iwwert de Stroumclient selwer finanzéieren, wat mer bis elo gemaach hunn. Mir mussen dat elo aneschters organiséieren an duerfir hu mer missen déi licht Präisshausse maachen. Mee nach eng Kéier ...

*(Interruptions)*

Ma nee. An ...

*(Interruption par M. Sven Clement)*

Nee, et ass jo esou: De Gros vun de Leit, déi en Elektroauto hunn, tanken doheem. An dat anert, wat Der gären eng Kéier kënnt kucken, an ech kann Iech awer och d'Donnéie schécken: Wann Der d'Präisser kuckt um Chargy zu Lëtzebuerg, wann Der d'Präisser kuckt um Superchargy zu Lëtzebuerg, an da vergläicht Der se mat Däitschland, vergläicht Der se mat der Belsch, vergläicht Der se mat Frankräich, da gesitt Der, dass mer iwwerall méi gënschteg sinn!

An dat ass natierlech och eppes, wat mer politesch esou eigentlech organiséiert hunn, fir et hei zu Lëtzebuerg eeben de Leit esou einfach wéi méiglech ze maachen, fir vun der fossiller Ofhängegkeet ewechzekommen. An duerfir hu mer och esou vill Leit, déi elo op Elektresch ëmklammen.

Ech soen Iech villmools Merci.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci. Domat wäre mer mat der Diskussioun um Enn.

**Motions**

Mir géifen zu der Diskussioun an der Ofstëmmung vun de Motioune kommen.

**Motion 1**

D'Motioun Nummer 1, déi vun de Majoritéitspartei abruucht ginn ass: Wëllen do d'Auteurs nach eppes dozou soen?

Dat schéngt mer kloer emol fir de Moment ze sinn.

*(Interruption par Mme Myriam Cecchetti)*

Da géif ech dem Här Roth d'Wuert ginn.

**Une voix** | A!

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Jo, Dir kritt alleguer d'Wuert! Ëmmer mat der Rou!

*(Brouhaha)*

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Jo, ech hunn dat awer net esou gesinn. Merci.

**M. Gilles Roth** (CSV) | Här President, erlaabt mer am Numm vun der CSV-Fraktioun dann zu der Motioun Stellung ze huelen, déi vun de Majoritéitspartei virgeluecht gouf, an och op e puer Remarken zrëckzecommen, déi am Laf vun dëser Debatt gemaach gi sinn.

Ech hu festgestallt, dass mir als CSV véier ganz konkreet Propose gemaach hunn. Déi sinn zum Deel hei ofgewigelt ginn, mee mat kenge konkreeten Argumenter. Dat war esou pauschal Kritik. An ech hu gesinn, dass keng konkreet ...

**Une voix** | Dat ass net wouer.

**M. Gilles Roth** (CSV) | ... Géigemoossname ...

**Une voix** | Dat stëmmt guer net!

**M. Gilles Roth** (CSV) | ... komm sinn.

*(Brouhaha général)*

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Da lauschtert Dir net no, Här Roth! Nee, also ...

**M. Gilles Roth** (CSV) | Jo, jo!

*(Interruptions)*

Da gëtt, ...

**Une voix** | Et war jo elo e gudden Debat.

**M. Gilles Roth** (CSV) | ... da gëtt geschwat, ...

**Une voix** | Et war e gudden Debat. Och vun Iech, bis elo!

**M. Gilles Roth** (CSV) | ... da gëtt gesot: Déi Propose vun der CSV, déi wieren „net sozial cibléiert“. Also, wann ech d'Propos, wann dat déi ass vun der LSAP, gesinn, dass 250.000 Stéit am Land sollten 100 Euro kréien ... Wësst Der, wéi vill Stéit dem Statec am Land no sinn? 269.000. Dat heescht, wa 95 % vun de Stéit sollten 100 Euro kréien, wann dat sozial cibléiert ass ... Also 100 Euro, dat geet duer fir een Tank!

**Une voix** | Jo.

**M. Gilles Roth** (CSV) | Fir de Mindestlounbezéier wéi fir de Millionär. A wann dat sozial cibléiert ass, dann hunn ech en anert Verständnis dovunner.

**Plusieurs voix** | Très bien!

*(Brouhaha)*

**M. Gilles Roth** (CSV) | An dann ass dat net déi sozial Cibléiertheet, déi fréier d'Lëtzebuurger Sozialistesche Aarbechterpartei hei virbruecht huet.

Zweete Punkt ...

**Une voix** | Frot Iech eng Couche!

**M. Gilles Roth** (CSV) | Zweete Punkt: den Index. Do soen d'Madamm Ministesch hei an den Här Turmes: „Ma wësst Dir net, dass den Index am Oktober erfall ass?“ Ma den Index, dat ass e Gesetz! Dat ass net ...

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Roth** (CSV) | ... d'Gutmütegkeet vun dëser Regierung! Wann den Index erfällt, dem Gesetz no, da muss e bezuelt ginn! Dat ass esou!

*(Interruption)*

A mir bedauern, mir bedauern, Madamm Minister an Här Turmes - an dat ass dat, wat net sozial gerecht ass, an dat kritiséiere jo d'Chambre des Salariés,

d'Chambre des Fonctionnaires -, dass Dir eng CO<sub>2</sub>-Steier agefouert hutt an dass déi net an den Index mat drakomm ass! Dat ass de Punkt!

Den drëtte Punkt: klimaneutral. Also wann d'Klimaneutralitéit dora sollt bestoen, dass d'Fra oder de Mann, Elengerzéier mat 3.100 Euro netto, dass déi keng Kilometerpauschal solle kréien, an déi Sue solle geholl ginn, wéi dat bis elo de Fall ass, fir de Mann oder d'Fra, déi mat dem Porsche Taycan ronderëmfiert an duerfir 8.000 Euro Primm vum Staat soll kréien, also dann huet dat weeder eppes mat Klimaneutralitéit nach mat sozialer Selektivitéit ze dinn!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Gilles Roth** (CSV) | Dat ass eng Politik, wéi se richtig steet an, wéi ech am Ufank gesot hunn, déi ideologesch gefierft ass fir deen een an deen aneren, fir deem Rouden, deem Bloen, deem Gréngen eppes ze ginn zéng Méint virun de Wale. Dat ass op jidde Fall net déi Positioun, déi mir als CSV verrieden.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Gilles Roth** (CSV) | A wann ech dann déi Motioun hei kucken, dat ass eigentlech, musse mer soen, déi selwecht Motioun praktesch op ee Punkt près wéi déi, déi Der den 21. Oktober, mengen ech, 2021 ... Ech gesinn d'Madamm Cecchetti, ...

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Den 11.11.2021.

**M. Gilles Roth** (CSV) | ... den 11.11.2021, ...

**Plusieurs voix** | Aa!

**Une voix** | Da rektifizéiert dat lo mol!

**M. Gilles Roth** (CSV) | ... den 11.11.2021 hei an der Chamber virgeluecht hutt. D'CSV huet deemools dergéint gestëmmt. Mir stëmmen och dës Kéier dergéint, well dat ass eng Selbstbeweihräucherung vun deem, wat bis elo geschitt.

*(Interruption)*

A wann ech déi Moosnamen do gesinn, da muss ech Iech soen: Also, wann Dir sozial Selektivitéit doranner fann, dass all Mënsch gratis Schoulbicher kritt; wann Dir sozial Selektivitéit dora gesitt, dass d'Gratuitéit vun den Iessen an de Kantinnen an de Schoulen agefouert ginn ass ... An dat wiere Familles à revenus faibles! Wann ech dat ëmrechnen, wat eng Famille à revenu faible ass: Dat ass eng Famille, déi huet e Bruttoloun vun 9.024 Euro de Mount!

Duerfir soen ech nach eng Kéier: Selbstverständlech, mir si bereet an all Concours d'idées, dass mer diskutéieren iwwer Moosnamen. An ech soen Iech zum Schluss: Mir hätten eigentlech hei erwaart, wann eng Regierung hei kënt a seet: „Mir handelen“ ... Wat hutt Dir hei virgeluecht? Mir hätten eigentlech erwaart, Madamm Minister, Här Minister, dass Der haut am Concours d'idées, deen Der jo ëmmer vun der Oppositioun frot, dass Der hei mat dem Staatsminister zesummen eng Rei vu Moosnamen, alternativ Moosname virgeluecht hätt, déi Der argumentéiert hätt. Dann hätte mer kënnen doriwwer diskutéieren.

An an deem Kontext, soen ech Iech ganz kloer, hätt mer léiweger gehat, dass mer e Staatsminister gehat hätten, deen e Plagiat vun dem Här Macron senge Moosname gemaach hätt, dass en als éischt Moosnam emol agefouert hätt, wat d'Fransouse gemaach hunn, nämlech eng Deckelung ...

*(Exclamations)*

**Plusieurs voix** | O!

**M. Gilles Roth** (CSV) | ... vun de Präisser.

*(Brouhaha)*

Dat gesot, wäert d'CSV géint dës Moosname stëmmen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Gilles Baum** (DP) | Elo si mer awer frou. Mir hunn eppes bäigeléiert.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Den Här Kersch, dee gefrot hat, kritt och elo d'Wuert.

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Här President, ...

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Här Kersch!

**M. Dan Kersch** (LSAP) | ... eigentlech wollt ech net an dësen Debat agräifen, mee no deem, wat den Här Roth ganz am Ufank a senger éischter Interventioun gesot huet, mee virun allem, wat en an der zweeter Interventioun gesot huet, mengen ech, kommen ech net derlaanscht.

Ech wéilt einfach emol eng Kéier rappeléieren, Här Roth - an do gitt Der mer jo warscheinlech Recht -, dass dat heite jo net déi éischt Hausse ass, extreem Hausse ass, déi mer an den Energiepräisser hei zu Lëtzebuerg fannen! Et ass emol eng Kéier eng Zäit ginn - ech hunn dat och genau nogekuckt an de Statistike vum Statec: genau den 12. Oktober 2010 -, do ware mer bei engem Präis fir de Liter Mazout, vun deem mer schwätzen, vun 132,6 Cent. Haut, den 1. Februar 2022, si mer bei engem Präis vun 147,5 Cent.

Et ass also net déi 50 %eg Erhéijung, vun där Der virdu geschwat hutt, mee dat ass genau eng Erhéijung ënnerhalb vun zéng Joer vun 11,2 %. An deemools - dat war jo eng Zäit, wou Är Partei nach an der Regierung war - ass et och eng Propos ginn, wéi mer sollten op déi steigend Präisser am Energieberäich reagéieren. An dat war d'Propositioun vun der CSV, fir d'Energie aus dem Index erauszehuelen. Dat ass dat, wat Dir deemools virgeschloen hutt! An haut kommt Der heihinner a stellt Iech duer, wéi wann Dir déi wäert, déi wéilten elo hei dem Land nëmme gutt Dote maachen, andeem se elo missten drop reagéieren.

Dir hutt hei vun alle Regierungsparteien, wierklech vun alle Regierungsparteien, e kloert Bekenntnis kritt, dass mer eppes géifen an deem Beräich do maachen. Dir hutt an Ärer leschter Interventioun total ënnerschloen, dass d'LSAP zwou konkret Propositiounen gemaach huet!

*(Protestations)*

Dir hutt vun enger geschwat, do si mer eis eens, dat ass eng Mesure, déi all Mënsch géif hëllef. An dat anert ass eng ganz cibléiert Mesure, déi mer proposéieren, déi genau deenen am meeschten hëllef, déi et am meeschte brauchen!

Also, wannechgelift, bleibt e bësse bei der intellektueller Éierlechkeet an erënnert Iech virun allem un dat, wat Der emol fréier gesot hutt!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci. Weider Wuertmeldungen? Den Här Reding.

**M. Roy Reding** (ADR) | Jo, merci, Här President. Ech wäert mech ganz kuerz faassen. D'ADR wäert déi Motioun do ofleenen, fir d'éischt emol wéinst de Consideranten: „Flambée actuelle des prix de l'énergie“ ass och duerch d'„Tensions géopolitiques“, mee et ass och duerch Tensions par la politique verte. Wéi ech virdu scho gesot hunn: Mir kënnen net gläichzäiteg aus Kuel an Atom aussteige wëllen an eis da wonneren, dass d'Gaspräisser an d'Luucht ginn!

Da wollt ech och eppes soen zum Thema „handelen“: Et ginn dann dräi Konkursiounen hei gezunn, mee dat ass alles anescht wéi handelen! Déi éischt Propositioun, déi gemaach gëtt, ass „à suivre de près l'évolution des prix“. Dat ass net handelen, dat ass

observéieren. Et ass och gutt, dass ee soll observéieren. Et ass jo och näischt dergéint ze soen. Mee dat ass net handelen!

Da steet do: „à maintenir l'indexation automatique des traitements“. Dat wär och nach méi schéin, wa mer déi och nach géifen ofschaffen! Dat wär eng Katastroph fir eist Land!

Dat ass och net handelen! Dat ass ...

**Une voix** | Net mat eis!

**M. Roy Reding** (ADR) | Mat eis och net!

An da schlussendlech „une aide exceptionnelle [...] afin de faire face aux prix de l'énergie“. Do hunn ech Iech gesot: A menger Interventioun, do gëtt et eng ganz einfach Mesure, déi kënt Der muer wielen, Der braucht net nees eng komplizéiert Aide a Gott weess wat: Setzt d'TVA vu 14 % op 3 % erof a schaaft Är CO<sub>2</sub>-Steier of! Dann hu mer eppes gemaach géint d'Deierecht ...

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Wie profitéiert am meeschten dovunner?

**M. Roy Reding** (ADR) | ... vum Brennes.

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Déi, déi am meeschte brauchen. Dat heescht, déi mat den décke Portmonnien.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci. Dann huet gefrot den Här Gilles Baum. Dir kommt och direkt drun.

**M. Gilles Baum** (DP) | Merci.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Den Här Baum huet d'Wuert.

**M. Gilles Baum** (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Just e puer Wuert awer och zu eiser Motioun. An ech mengen, et war awer wichteg, an et ass bei deem engen oder anere Spriecher ugeklongen, wat fir Mesuren an de leschte Joren awer geholl gi sinn. Dat gëtt awer ganz oft am politeschen Debat vergiess. An ech mengen, mir sinn awer am Rôle, fir d'Leit d'obausen drun ze erënneren, wat alles gemaach ginn ass. An ech wëll se net hei nach eng Kéier opzielen, mee ech wëll se duerchgoen.

A mir bekennen eis hei och am drëtten Tiert zu enger cibléierter ..., zu engem One Shot, zu enger cibléierter Ënnerstützung fir d'Leit, fir effektiv an dëser Situatioun de Leit ënnert d'Äerm ze gräifen. An déi soll och socialement ciblé sinn. Ech mengen, do kënnen mer eis dann e Modell ausdenken. Mee dat, wat wichteg ass, dat ass, dass déi dräi Parteien, déi dës Säit sëtzen, déi déi Motioun ausgeschaft hunn, hei honnert Prozent hannendru stinn. An ech kann, mengen ech, dovunner ausgoen, dass se och op dëser Säit wäert gestëmmt ginn.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci och dem Här Baum. Dann huet d'Wuert d'Madamm Cecchetti.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Merci, Här President. Als Alleréischt emol wollt ech op de Rappelant hei agoen. Et ass ganz flott, dass Der dat erëm emol eng Kéier an d'Motioun geschriwwen hutt, dass Dir selwer Iech rappeléiert, dass Der eng Motioun eragin hutt den 11.11.2021. An ech hunn do elo awer e bësse missen nokucken, wat drasteet, well ech wusst dat net méi auswenneg vun do un. An dunn hunn ech dann esou Saache gelies wéi „à analyser“, „à évaluer“, „à analyser“, „à évaluer“, an ech hu mer d'Fro gestallt: Ass dat dann alles gemaach ginn?!

**Une voix** | Très bien!



**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Well ech hunn nach näischt dovunner héieren! Ech hunn nach näischt dovunner gesinn! Ech sinn awer och Member vun dëser héijer Kummer hei. An ech wär interesséiert, déi Analysen, déi (Euvréierungen an déi Evaluéierungen do ze héieren an d'Chifferen ze hunn!

Da ginn ech awer op déi dräi Tireten an, wou de Gouvernement invitéiert gëtt: „à continuer à suivre de près l'évolution des prix“. Dat stoung iwwregens och schonn an där Motioun vum 11.11.2021. Mee ech hoffe jo awer, datt eis Regierung dat mécht! Datt eis Regierung d'Inflation am Bléck huet! An datt net d'héicht Haus hei muss eng Motioun stëmmen, fir datt dat geschitt, well da wier ech awer e bëssen erféiert!

Dann dat Zweet: „à maintenir l'indexation automatique“. War do ieren elo rieds, datt een déi vläicht sollt ofschaffen?

*(Interruption)*

Ech hoffe jo net! Ech hoffe jo net.

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Dat wier awer mat dra gewiescht. Dann hätt Der gemierkt, dass et Leit gëtt, déi dat wëllen.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Ech hoffe jo wierklech net, well dat wier awer wierklech allerhand!

An dann „à mettre en place une aide exceptionnelle et unique socialement ciblée“. Une aide exceptionnelle - et ass elo rieds gaange vun 100 Euro, dat steet elo net hei. Wéi vill soll dat sinn? Wou ass de Plaffong? Bis wéini kréien d'Leit dat? Déi Leit, déi wierklech en besoin sinn - sorry, eemol am Joer 100 Euro, dat geet wierklech net duer. Dat ass eng Drëps op de waarme Steen. Mee just wéinst deem doten Turet kéinte mir déi Motioun hei matsëmmen. Awer just dowéinst!

Mee dat geet bäi Wäitem net duer. Mir hunn x Proposen eraginn. Mir hu Proposition-de-loien eraginn. A mir wiere wierklech frou, wa méi en déiwen Debat doriwuer géif gefouert ginn a wann och wierklech am Fong eppes géif geännert ginn, fir deene Leit éierlech ze hëlfefen.

Merci fir d'Nolauschtenen.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci och. Dann huet d'Wuert den Här Cruchten.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Merci, Här President. Ech soen eigentlech och gären nach eng Kéier der Chamber Merci fir déi Debatt hei, déi wierklech e Concours d'idées war. An eigentlech ass dat Format, wat mer hei erausgesicht hunn, wéi den Här Clement sot, net dat richteg. Mir hätten eis hei eigentlech sollen en anert Format eraussiche wéi eng Heure d'actualité. Dat hei huet scho bal de Charakter vun enger Consultationsdebatt, well ech hunn eng ganz Partie Iddien hei héieren.

Ech wëll och der Regierung Merci soen, datt si nach eng Kéier alles rappéléiert huet, wat an deene leschte Joren awer geschitt ass. An et ass och gutt, dass se dat gemaach huet, well dës Majoritéit scho villes gelescht huet, fir déi sozial Gerechtegkeet ze steigere an ze erhalen. An all déi Saachen, déi hei opgezielt gi sinn, dat si keng Gadgeten. Dat si fir d'Leit keng Gadgeten, dat sinn Hëlfefen, direkt Hëlfefen en nature oder Déngschtleeschungen, ...

**Une voix** | Très bien!

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | ... déi d'Leit an ...

**Une voix** | Très bien!

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | ... d'Familljen, a vill Familljen, hei zu Lëtzebuerg gären an Usproch huelen an och brauchen. An dofir war et gutt, déi mol eng Kéier alleguerten ze rappéléieren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Déi eenzel Iddien, déi hei ausgetosch gi sinn, mengen ech, huet d'Regierung haut héieren. Si weess, wat mer gären hätten. Ech mengen, mir sinn eis och op ganz ville Punkten eigentlech eens, dass séier muss gehandelt ginn. An dat ass jo de Problem. An do kommen ech vläicht op en Optrag och un eis als Chamber, eis emol Gedanken ze maachen, well alleguerten déi Iddien, déi mer hei hunn, hunn alleguerten iergendwou e klengen Hoken. Mir kréie se net ëmmer ganz esou sozial gerecht, wéi mer et gären hätten, wa mer et gäre séier hätten. An dat huet domadder ze dinn, dass mer just dat eenzegt Instrument hu vun der Allocation de vie chère.

Do gëtt et Iddien, fir déi ze reforméieren. Ech si gäre bereet, doriwuer an der Chamber ze schwätzen, mee vläicht muss mer eis och emol als Chamber Gedanke maachen, fir e weidert Instrument ze schaffen. Well déi heiten Diskussioun, an där mer soen: „Hei, mir däerfen net nëmmen déi ganz Schwaach an der Gesellschaft ënnerstëtzen. Déi muss mer natierlech ënnerstëtzen a vill ënnerstëtzen, mee et gëtt doriwuer eraus och nach en aneren Deel vun eiser Gesellschaft, deen och an d'Laberente kënnt“, déi wäerte mer nach méi dacks féieren. An déi wäert ëmmer erëmkommen!

Dofir ass dat vläicht och en Optrag un eis als Chamber, eis emol Gedanken ze maachen, fir un deem Instrument, dat mer hunn, ze schaffen, mee vläicht eis och Gedanken ze maachen, ob mer net en neit Instrument kéinten aféieren.

An ech wëll als Fraktiounspresident vun der LSAP soen: Jo, mir stinn zu där Motioun, déi hei vun de Majoritéitsparteien eragereecht ginn ass. Ech stinn zu all Wuert, dat hei drasteet. A ganz besonnesch och zu deem leschte Saz, nämlech: „mettre en place une aide exceptionnelle“. Mir stinn dozou! Mir hätte gären - d'Regierung huet eis och haut héieren -, dass och elo konsequent eppes geschitt.

An do huet den Här Clement Recht gehat a senger Motioun, dass mer ... De Staat därer net herno dostoan als de Profiteur vun där Kris. De Staat kritt jo duerch ...

**Plusieurs voix** | A!

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | ... d'Energiepräisser eng ganz Partie Recetten. An ech géif et nëmme richtig fannen, wa mer déi géif huelen, fir déi dann och erëm an de Stéit ze verdeelen, besonnesch bei deenen, déi dat am néidegsten hunn.

Merci.

**Mme Francine Cloesener** (LSAP) | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci. Ech gesinn ...

*(M. Sven Clement fait signe à M. Mars Di Bartolomeo.)*

A! Ech brauch mech net bei Iech ze entschëllegen, well Dir suertg schonn derfir, dass Der net iwwersi gitt.

**M. Sven Clement** (Piraten) | O, Här President, ech ...

*(Hilarité)*

... schaffen drun, manner visibel ze ginn, mee dat geléngt mer net esou séier, wéi Der dat gären hätt!

*(Brouhaha)*

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, also wann dës Säit vun der Chamber déi heite Motioun deposéiert hätt, dann hätte mer dräimol wéi aus engem Mond ee Wuert héieren: ...

**Une voix** | Superfétatoire!

*(Brouhaha)*

**M. Sven Clement** (Piraten) | ... superfétatoire! Et ass ... Wéi geruff kënnt d'Wuert! Ech mengen, mir hunn et alleguerten zum Hals eraushänken.

**M. Gilles Baum** (DP) | Ech mengen net, dass Der se an där doter Form deposéiert hätt.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Firwat ... Nee, mir hätte se och net an där doter Form deposéiert, well, ...

*(Brouhaha)*

... ganz éierlech, mir sinn elo an enger Situatioun, an där d'Kafkraaft vu verschiddene Stéit haut net méi garantéiert ass. Do ass et relativ egal, ob mer virun zwee Joer oder virun dräi Joer - hei si Saache vun 2019 dran, ne! - eppes gemaach hunn, fir d'Kafkraaft deemools ze hiewen. Jo, ech sinn absolutt frou, datt mer deemools eppes gemaach hunn, fir d'Kafkraaft ze erhalen an ze erhéijen. Mee de Punkt ass: Wann Der et net gemaach hätt, wär et elo nach méi dramatesch!

*(Brouhaha)*

Mee et ass awer nach ëmmer schlecht elo! Et kann een awer net soen: „Just, well mer deemools eppes gemaach hunn, vergiesse mer, wat haut ass!“

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Dat maache mer jo net.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ëm Gottes wëllen!

An dann, ...

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Genau dat!

**M. Sven Clement** (Piraten) | ... an da kommen déi dräi Invitten. D'Kolleeginnen an d'Kolleegen hunn et scho gesot. Déi dräi Invitten. Also als Éischt emol: „à continuer à suivre“ ... Also ganz éierlech: Wann d'Regierung dat net mécht, dann huet se besser, se hëlt den Hutt, se geet bei de Grand-Duc niewendrun - pardon, nee, deen ass a China, da muss Der e bësse waarden, bis en erëm do ass -, an da presentéiert Der Är Demission. Well ganz éierlech: Wann Der d'Energiepräisser net méi suivéiert, dann hutt Der wierklech Är Mindestaufgab net méi gemaach!

Dann: „à maintenir l'indexation“. Also mir hunn deemools d'Motioun matgestëmmt hei an der Chamber, an där ënner anerem drastoung, datt Der den Index wéilt bäibehalen. Ech wär batter enttäuscht vun Iech, wann Der dat elo net géift maachen. Dofir: superfétatoire. Dir hutt dat méi wéi eng Kéier versprach.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Soulaang d'LSAP an der Regierung ass, wäert dat och an all déi Motiounen dra kommen.

*(Interruptions diverses et hilarité)*

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo, mee gutt.

**M. Dan Kersch** (LSAP) | An net nëmmen an der Motioun stoen!

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ça va mieux en le disant. Mee finalement muss ee feststellen: Et ass gesot, mee et huet och keen de Contraire behaapt.

An dann déi „aide exceptionnelle“ - an den Här Cruchten huet awer eppes vergiess ze soen, wat hannendru steet - „et unique socialement ciblée“. Ech hu virun der Madamm Hemmen gutt noge-lauschtert.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Sven Clement** (Piraten) | D'Madamm Hemmen huet eppes gesot, an dat war: Déi Aide, déi si proposéieren, soll un all Stot ausbezuelte ginn.

**Une voix** | Genau esou.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Se nickt. Ech hu se also richtig verstanen. Wou ass do - pardon, ech verstinn

et net! - de „socialement ciblée“? Ech mengen, dës Regierung hei, ...

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Déi zwou Propose kucken!

**M. Sven Clement** (Piraten) | ... déi dräi Parteien, ... Den Här Cruchten ...

*(Interruption par M. Yves Cruchten)*

... sot, e géif komplett zu deem ...

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Dir hutt nëmmen hallef, ...

**M. Sven Clement** (Piraten) | ... Saz stoen.

**M. Dan Kersch** (LSAP) | ... Dir hutt nëmmen hallef nogelauschtert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ech hu festgestallt ... Seng Fraktiounspriecherin huet virdu gesot: „fir all Stot“, an den Här Cruchten steet zu „unique socialement ciblée“. Do muss ech awer soen: Wann et esou e Klinsch an der Koalitioun gëtt, ma da bleiwen ech bei menger, ...

*(Exclamations)*

... bei menger Propos: ...

*(Brouhaha)*

... Gitt an d'Haus niewendrun. Dir wësst, wat Der ze maachen hutt!

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Wéi ëmmer: Hallefwoerchten ...

*(Interruptions)*

... gi keng gutt Ried.

**Mme Cécile Hemmen** (LSAP) | Dat do ass awer wierklech ...

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Hallef nolauschteren an Hallefwoerchten, dat gëtt keng gutt Ried.

*(Interruptions)*

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Mir kommen erëm zu der Serenitéit zréck. Huet d'Regierung nach eppes zu der Motioun ze soen?

*(Brouhaha)*

Ech mengen, d'Madamm Ministesch hat ...

*(Brouhaha)*

Wannechgelift! Wannechgelift!

*(Brouhaha)*

D'Madamm Ministesch hat dozou Stellung geholl.

Da géife mer zur Ofstëmmung iwwert déi éischt Motioun iwwergoen.

*(Interruptions)*

### **Vote sur la motion 1**

Wien dermat d'accord ass, stëmmt mat Jo. A wien dermat d'accord ass, stëmmt mat Nee. An ech lancéieren de Vott. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

33 Deputéiert hu sech derfir ausgesprach a 26 dergéint. Also ass d'Motioun adoptéiert.

*Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen (par M. André Bauler), Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Cloesener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova (par Mme Djuna Bernard), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Josée Lorsché), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

*Ont voté non : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar) et Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen.*

Merci.

### **Motion 2**

A mer géifen dann zu der zweeter Motioun iwwergoen, ...

*(Interruptions)*

... déi vun der ADR abruecht ginn ass.

Wie wëllt dozou nach Stellung bezéien? Den Här Roth. Ech hunn Iech am Bléck. Mee wann den Här Roth fäerdeg ass, mellst Iech nach eng Kéier, well soss riskéieren ech, een ze vergiessen.

Den Här Roth huet d'Wuert. An duerno den Här Baum. Mee elo mol den Här Roth fir unzefänken. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

**M. Gilles Roth** (CSV) | Merci, Här President. Ech ginn op d'Punkten an, déi am Dispositif, dat heescht am Invite hannendru stinn.

Also de Baueren, déi duerch déi massiv Deierecht vun Düngemittel ënner staarkem finanziellen Drock stinn, zousätzlech finanziell Hëllef zoukommen ze loossen, do gëtt mer aus beruffenem Monde gesot, dat misst ee maachen, well soss d'Liewensmittleprodukter - well jo dee Präis dropgeschloe gëtt -, automatesch och deementspriedend an d'Luucht ginn, wat de Moment och schonns de Fall ass.

Do ass de Verweis un d'Agrarkommissioun. An ech mengen, do wier et utile, wann den neien Agrarminister awer direkt no der Fuesvakanz eng Kéier zu där heiter Problematik géif Stellung huelen, well déi betrëfft net nëmmen d'Baueren, mee déi betrëfft u sech all d'Konsumenten. Also dat ass e wichtege Punkt.

Deen zweete Punkt ass deen, d'Héicht vum Deierungszouschlag nach eng Kéier no uewen unzepassen, d'Präisentwécklung, besonnesch och bei den Energien, ze berücksichtegen. Ben, do hu mer kee Problem. Mir sinn derfir, dass eng Auswäitung vun de Beneficiairé kënt. Mee ech hu virdu och op dem Här Cruchten seng Ried hi gesot: Wann e soll an d'Luucht gesat ginn - 2020 war e jo eng Kéier veruebelt ginn, hein -, wann de Montant u sech vun der Allocation de vie chère, dat heescht de Montant, deen eemol pro Joer allouéiert gëtt, an d'Luucht sollt goen, wäert d'CSV sech deem sécherlech net entgéintstellen.

*(Interruption par M. Yves Cruchten)*

Gelifit?

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Mir haten dat just net gefuerdert.

**M. Gilles Roth** (CSV) | Nee. Mir hu gesot ...

**Mme Martine Hansen** (CSV) | Mir haten awer gesot ...

**M. Gilles Roth** (CSV) | Neen ...

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Et ass gutt.

**M. Gilles Roth** (CSV) | Jo. E Gesetzesprojet op de Wee ze bréngen, fir eng automatesch Upassung vum Steuerbarème un den Index - ech mengen, dat hat ech schonn a menger éischter Interventioun gesot -: Mir sinn der Meenung, dass een eng Indexberengung sollt maachen, wéi dat fréier ëmmer geschitt ass. An net eng automatesch Indexuppassung.

Dann: den éischte Sockel vum Barème esou opstellen, dass de Mindestloun fir d'Gesamtheit vun de Bierger steierfräi bleift. Jo, dat ass eng interessant Propos, iwwert déi ee muss nodenken. Wësst Der, wat de Problem de Moment ass? Dass effektiv duerch d'Erhéijung vun dem Mindestloun an duerch déi Steuertranche, déi doranner ufält - dat ass déi éischt Steuertranche vun 8 % -, d'Leit, déi fir den onqualifizéierte Mindestloun schaffen, netto manner hunn ewéi den Aarmutsrisiko fir déi betraffe Persoun. Dat heescht, de Mindestloun mécht, dass een en brut iwwert der Grenz vun der Aarmut läit, mee dass een duerch de Fait, dass fir d'éischt emol d'Sozialofgabe spillen an dann nach d'Steieren derbäikommen, riskéiert, ënnert d'Aarmutsgrenz ze falen.

An dat geschitt doduerch, dass den Agangsmontant, ab deem een iwwerhaupt Steiere bezilt - deen de Moment, mengen ech, bei 11.265 Euro läit -, zënter enger geschloener Dose Joren, wann net méi, ni méi no uewen ugepasst ginn ass. Also dat ass eng wichtege Problematik, well et ass schwéier, de Leit dobaussen ze erklären: „Du schafft zwar fir de soziale Mindestloun, mee wa mer der alles ofgerechent hunn, dann hues de manner wéi dat, wat s de misst hunn, fir iwwert der Aarmutsgrenz ze leien.“ Dat ass eng Problematik, déi misst ee menger Usicht no eng Kéier an der Finanzkommissioun diskutéieren - och chiffres à l'appui - an et misst ee se mat der Steierverwaltung diskutéieren. Ech mengen - ech kucken hei den André Bauler -, et wier e gudden Usaz, fir dat och als separate Sujet an deem Grupp iwwert de Rapport iwwert d'Fiskalitéit unzediskutéieren.

Da komme mer zu dem nächste Punkt: Dat ass deen, d'Zärgassteieren op de Mazout fir ze hätzen an och Brennstoffer fir Gefrierer op den Datum vum 1. Mäerz 2022 ersatzlos auslafen ze loossen. Dat klängt sympathesch, well natierlech duerch d'CO<sub>2</sub>-Steier eng Rei vun Akzise bäikommen. Dat ass awer net d'Politik vun der CSV. Ech hunn dat beim Budget gesot. Mir stinn zur CO<sub>2</sub>-Steier, mee mir hätten ëmmer preferéiert, dat heescht virgezunn, wann déi CO<sub>2</sub>-Steier an den Index mat drakomm wier. Duerfir si mer mat deem Punkt net d'accord.

A vum 1. Mäerz un de superreduzierten TVA-Saz vun 3 % op sämtlech Energieprodukten an op d'Mietwunnengen ze applizéieren ... Op de Mietwunnengen hu mer kee Problem, well dat war jo fréier ëmmer de Fall. Wou mer awer eigentlech kee Problem hätten, mee wat, mengen ech, legal net geet, dat ass de Punkt - an dat misst d'Ministesch oder den Här Energieminister confirméieren -: Mir hunn effektiv op dem Heizungs-mazout 14 % TVA; ech mengen, dass dat mat der europäescher TVAs-Gesetzgebung net geet, fir op 3 % erfzogen. Ech mengen, dass dat net geet.

**Mme Martine Hansen** (CSV) | Mir hunn nach e bësse Sputt.

**M. Gilles Roth** (CSV) | Ech mengen, et hätt ee Sputt mat all deenen Tabloen, fir op 12 % erfzogen, well déi 14 % bei eis, dat ass jo schonn e reduzierten Taux par rapport zu dem normalen Taux vu 17 %. Dat



heescht, mir beweegen eis do op engem Taux parking, wann ech dat nach vum fréiere Berufsliewen am Kapp hunn. Ech mengen, dass dat legal net geet, fir op 3 % erofzegen.

Dat wier natierlech e Punkt, wann ee seet „Ech wëll“, oder wann ee sech politesch eens wëll maachen: „Mir maachen eng Präisdeckelung“, da wier dat natierlech dee gréisste Sputt, deen een hätt. Mee ech mengen, dass dat legal vis-à-vis vun der europäescher Legislatioun net geet.

Ech mengen, ech wollt hei nuancéiert op déi eenzel Punkten agoen. An aus deem Grond, well et der awer eng Rei sinn, déi mer net kënne matdroen, kënne mer dës Motioun net matstëmmen. Mir enthalten eis, well mer déi eng matdroen a bei deenen aneren eeben, wéi ech elo explizéiert hunn, dergéint sinn.

Merci.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci, dem Här Roth. Dann huet den Här Baum, den Här Gilles Baum d'Wuert.

**M. Gilles Baum** (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Ech ginn och eng Kéier Punkt fir Punkt doduerch. Deen éischte Punkt, wat d'Bauere betrëfft, do ass eng Propos komm vum Här Roth. Ech mengen, där kéinte mer eis uschlëssen. Ech gesinn do, dass d'Presidentin vun der Kommissioun och dermat averstane wär.

Da géif ech awer natierlech och eis Wënzer gären do an déi Diskussioun mat eranhuelen an net nëmmen d'Baueren.

Dann d'Héicht vun der Deierungszoulag. Doriwwer ass de Mëtten e puermol hei geschwat ginn. Ech mengen, dass do och op dëser Säit d'Dier op ass. Op alle Fall, fir nach eng Kéier eeben driwwer ze schwätzen an och op deem dote Punkt eppes ze maachen.

Da kommen ech zu deenen zwee nächste Punkten: d'Upassung vum Steierbarème an och den éischte Sockel. Ech mengen, dat sinn elo Iddien, déi ee muss am Kader vun deem Steierdebat hei developpéieren an awer och chiffriéieren. Ech mengen, et ass extrem wichtig, dass een och chiffriéiert. Et kann een net, mengen ech, an engem Staat och nëmme verdeelen oder soen: „Mir huele manner eran“, an op där anerer Säit erwaarden, dass de Staat awer fir ëmmer méi Aufgaben opkënn. Wéi gesot och ze kucken, de Mindestloun steierfräi ze maachen. Ech mengen, et wär och net verkéiert, wann een dat och emol eng Kéier kéint chiffres à l'appui beschwätzen.

D'CO<sub>2</sub>-Steier ofschaffen: Dat wäert natierlech net de Fall sinn. An dann och de superreduzierten Tarif, deen elo proposéiert gëtt souwuel op den Energiepräisser wéi och op de Wunnengen, do géif ech awer och ganz gäre wëssen ... Dat klängt elo léif, jo, mee och do wier en Dechet fiscal eleng am Logement, deen ech net ka chiffriéieren. An ech mengen, wann ee mat esou Saachen awer an eng Debatt erakënnt, ass et awer ëmmer gutt, wann een Zifferen, chiffres à l'appui huet, fir dass ee weess, vu wat ee schwätzt, fir dass ee weess, wéi vill dem Staat och iwwer esou eng Mesure géif feelen. An dofir wäert ech menger Fraktioun proposéieren, déi Motioun hei net matzedroen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci dem Här Baum. Dann hunn ech d'Wuertmeldung vum Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Ech maachen et ganz kuerz. Deen éischte Punkt, do muss een definitiv driwwer schwätzen. Ech mengen, den Impakt ass jo scho kloer duergeluecht ginn.

Iwwer den zweete Punkt hu mer vill geschwat. Et kéint een et matdroen.

Dann d'Punkten iwwer d'Steieren. Dat ass copy/paste aus eisem Walprogramm. Mir hu kee Problem mat esou Plagiater. Mir kéinten dat matdroen.

Da kommen awer déi lescht zwee Punkten, an do dinn ech mech dann awer ganz schwéier. Mir hu schon e puermol gesot, dass mir der Meinung sinn, dass ee Staatsziler och steierlech begleede muss, d'Zäregassteier deemtspriechend iwwerens jo och keng proportionell Steier ass an deemtspriechend och net hei präisdreiwend wierkt, au contraire zu anere Steieren an Taxen an Akzisen, déi mer hei deelweis hunn, bei deenen d'Proportionalitéit gekuckt gëtt.

Hei si mer wierklech bei enger konstanter Steierdette. Dat gesi mer net als dee gréisste Problem. Par konter, beim TVA's-Saz vun 3 % op d'Mietwunnengen ... Also ech kéint nach domat liewen, wann op den Energieproduiten, wann een dat richtig staffele géif op déi richtig Clientèle, sozial verträglech, kéint ech mer dat iwwerleeën. Dat kann een awer net an enger Motioun maachen, dat ass, mengen ech, eng gréisser Operatioun.

Wou ech awer definitiv da kee Versteesdemech méi hunn, dat ass, wann d'ADR sech heihinner stellt a mat där Motioun hei wëllt soen: „Mir sinn d'Partei vun de klenge Leit“ an hei Clientèle-Politik fir Immobilienspekulante mécht, déi hei just wëlle méi bëlleg bauen, fir nach méi Profitt kënnen op hire Mietwunnengen ze maachen. Mir wäerten dergéint stëmmen!

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci. Ech hunn nach eng Wuertmeldung vum Här Cruchten.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Jo.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | An dann den Här Reding.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Jo. Merci. Och merci menge Virriedner, déi scho vill dissequéiert hunn aus dëser Motioun. Da kann ech mech e bësse méi kuerz faassen.

Selbstverständlech si mir net mat där Motioun hei d'accord, och wann eenzel Aspekter dra sinn, iwwer déi ee gäre kéint diskutéieren. Mee dat heiten ass eigentlech eng Motioun fir déi ... Hei geet rieds vum superreduzierten TVA-Saz, mee et ass eigentlech eng Motioun fir déi Superräich. Well déi, déi hei am meeschten dovun profitéieren, sinn déi Superräich. Wa mer d'TVA erofsetzen, da wësse mer, dass déi, déi ganz vill Energie verbrauchen - dat sinn nun emol meeschtens Leit, déi räch sinn, déi hir grous Haiser mussen hëtzen, mat décken Autoe fueren an hei an do -, dann am meeschten dovunner profitéieren.

Dann: Selbstverständlech si mir net d'accord, d'Zäregassteier erëm ofzeschaffen. Mir hu laang derfir gekämpft, fir déi anzeféieren a fir se sozial gerecht anzeféieren. An dann nach eng Kéier déi automatesch Upassung un de Steierbarème: Och dat klängt op den éischte Bléck sympathesch, mee och dovunner profitéieren erëm déi mat den décke Gehälter am meeschten! An dofir kënne mir déi heite Motioun net matdroen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci. Dann huet den Här Reding d'Wuert.

**M. Roy Reding** (ADR),- Jo. Ech hale mech ganz, ganz kuerz, Här President. Ech freeë mech driwwer, datt d'Kollege Roth a Baum esou eng positiv an nuancéiert Bewäertung hunn. Och wann déi Motioun hei ofgeleent gëtt, fannen ech et awer ganz flott, datt mer véier Punkte praktesch hunn, wou mer eis eens sinn.

Ech muss mech géint den Här Clement vehement wieren, wann e seet, d'Reduziéierung vun der TVA op Wunraum wier eppes, wat de Spekulate géif zeguttkommen. D'Wourecht ass exakt ëmgedréit. Mir hate jo ëmmer en 3 %ege Steiersaz op de Bau vun ...

*(Interruption par M. Sven Clement)*

... Mietwunnechte bis viru ganz, ganz kuerzem. An dann ass déi eropgesat gi vun 13 % op 17 %. A wat war d'Konsequenz? Ma natierlech sinn d'Loyeren eropgaangen! Wien huet also dorënner gelidden? Ärem Spekulant, wéi Dir en nennt, deen investéiert an Immobilien, ma deem war dat egal. Well dat war fir hien neutral. Mee et ass de Locataire, deen drënner leit. Dat ass d'Realitéit an déi verkennt Der ganz einfach!

A genau dat selwecht huet jo dunn och de Kollege Cruchten e bësselchen opgeworf. Et ass einfach falsch am Rasonement. Denkt dat eng Kéier richtig duerch. Da gesitt Der, ...

*(Interruption)*

... datt dat net wouer ass.

Ech soen Iech villmools Merci fir déi léif a positiv Wieder, déi mer duerch d'Bänk fir eis Motioun kritt hunn, och wa se ofgeleent gëtt.

Merci.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci. Weider Wuertmeldungen? Dat ass net de Fall.

Da géif ech zur Ofstëmmung iwwer d'Motioun 2 iwwergoen.

**Vote sur la motion 2**

An och do gëllt dat selwecht wéi virun: Wien derfir ass, stëmmt mat Jo, an dergéint mat Nee.

*(Brouhaha)*

De Vott ass lancéiert.

**Une voix** | Abstention, gell!

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Selbstverständlech. Merci, fir d'Ergänzung!

Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. A, et ass schon ... Dir sidd méi schnell wéi ech. De Vott ass ofgeschlossen.

An d'Resultat ass: 35-mol Nee, 4-mol Jo an 21 Abstentiounen. Domat ass d'Motioun ofgeleent.

*Ont voté oui* : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

*Ont voté non* : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Djuna Bernard), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

*Se sont abstenus* : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par Mme Diane Adehm),

*M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Marie Halsdorf), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter (par M. Paul Galles).*

### Motion 3

A mir géifen dann zu der leschter Motioun iwwer-  
goen.

**Une voix** | Et sinn der nach zwou.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Nee, nee. Déi aner, déi kënnt, ...

**Plusieurs voix** | Et sinn der nach zwou.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Zwou? A jo, ok.

D'Motioun Nummer 3 vun de Piraten. Dozou Wuertmeldungen? Jo. Den Här Roth an dann den Här Baum.

**M. Gilles Roth** (CSV) | Merci, Här President. Ech kann dat relativ kuerz maachen, vu dass et jo ee Punkt ass, dat heescht, de Staat opzefuerderen, dësen Iwwerschoss vun Einnamen un der TVA, déi zënter dem 1. Juli 2021 entstane sinn, a Form vun enger Aide un d'Gaskonsumenten zrëckzebezuelen. Mir hunn domadder kee Problem, mee mir sinn der Meenung, dass wann een dat mécht mat de Gasproduzenten, ob een dann net awer och de Leit seet, déi mat Mazout heizen ... Well ech hat dat virdu gesot: Vun 265.000 Stéit am Land gëtt et der 144.000, déi mat Gas oder Mazout hëtzen, an dovunner 59.000, wéi ech virdu gesot hunn, mat Mazout.

De Problem ass deen, dass Dir natierlech do zu de Leit kënnt soen: „Ma da rüst op de Gas ëm.“ Souguer a Ballungszentre geet dat net. A wa kee Gas an der Strooss läit, da schléisst Dir Är Mazoutsheizung net un de Gas un.

An den zweete Punkt ass deen: Wann Dir sot: „Ma da setzt eng“ - wéi heescht dat? - „Wärmekraaftpompel dran“, dat muss een och, éischters emol, bezuele kënnen, well dat kascht. An zweetens geet dat deem Kenntnisstand no, deen ech hunn, och net bei allen, besonnesch eeleren Haiser.

An, contrairement, ech mengen, um Gas hu mer 8 % TVA. Ech mengen, dass et beim Mazout 14 % TVA sinn. Ech hu virdrun dat Beispill gi vu 4.000 l Mazout. Dat si 454 Euro TVA, wat ech eigentlech ... Dat ass horrend! Da mengen ech, misst ee soen, dass een och zumindest en Deel vun der TVA, déi op dem Heizeueleg ufält, de Leit an iergendenger Form misst zrëckginn.

Also, fir eis ass d'Motioun sympathesch. Mee an eise Verständnis beinhalt dat dann net nëmmen de Gas, mee och de Mazout.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci. Dann huet de Gilles Baum sech zu Wuert gemellt. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

**M. Gilles Baum** (DP) | Merci, Här President. Och ech kann et ...

*(M. Gilles Baum a des difficultés à enlever son masque chirurgical.)*

Et ass net ëmmer esou einfach, ...

*(Hilarité)*

... et ass net ëmmer esou einfach mat deene Masken.

Ech kann et och hei ganz kuerz maachen. Mir hunn eng Motioun gestëmmt virdrun, d'Motioun, déi vun der Majoritéit proposéiert ginn ass. Ech sinn der Meenung, dass déi méi sozial ass. Déi geet och méi wäit, mengen ech, well se méi Leit ëmfaasst wéi effektiv dat, wat hei an der Motioun steet.

Mir wëssen, datt et och Diskussiounen gëtt, dass de Gas net wierklech dat ass, wat elo am ekologeschsten ass. An dofir géif ech proposéieren, dass mer déi Motioun hei net sollte stëmmen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci. Dann hunn ech d'Wuertmeldung vun der Madamm Cecchetti.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Jo. Villmools merci, well da kann den Här Clement vläicht och do direkt drop äntweren.

Also si ass eis och ganz sympathesch, mee mir hunn eis gefrot, wem déi Aiden do dann zeguttkommen, wéi déi gestaffelt sinn. Soll jiddweree se kréien? Soll awer dann éischer e soziale Volet dra sinn? Dat ass eis net kloer genuch an där Motioun. Mee vläicht kréie mer elo eng Äntwert. Soss géife mir eis nämlech enthalen.

Merci.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci. Dann hunn ech d'Wuertmeldung vum Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Bon, ech kann et kuerzmaachen. Firwat hu mer de Gas geholl an net de Mazout? Dat erkläert sech doduerjer, datt de Mazout an där nämmlécher Zäit ëm net grad 30 % geklommen ass, de Gas awer ëm 110 %. Deementspreechend hu mer dat erausgesicht, wat haaptsächlech am séiersten an am explosivste geklommen ass.

Natierlech kéint ech mech och domat ufrënnen, eng änlech Mesure beim Mazout ze maachen. Et muss een awer nach derbäi berücksichtegen, datt de Gas an deene leschte Jore preconiséiert gouf, wann et ëm d'Astufung vun den Haiser gaangen ass, wat hir Energieklassen ugaangen ass, an datt do Gasheizung preconiséiert goufen, do, wou se méiglech waren, vis-à-vis vu Mazoutsheizungen, dat heescht, datt u sech de Staat d'Leit incitéiert huet, Gasheizungen op verschiddene Plazen ze installéieren an elo déi Leit u sech bei d'Lisa gelooss ginn duerch déi héich Gaspräisser. An 110 % a sechs Méint, dat ass eng Explosioun. Do kann een et net anescht duerstellen. Dat ass méi wéi d'Verdueblung!

An da muss ech einfach soen, fir op der Madamm Cecchetti hir Fro ze äntweren: Mir sinn der Meenung, datt et hei net ëm eng reng sozial Moosnam geet. Et geet hei ëm eng Drëps op de waarme Steen. An deementspreechend si mer hei och der Meenung, datt Heizen net eppes ass, bei deem ee grouss sozial Ënnerscheeder sollt maachen, an deementspreechend de Staat do einfach déi TVA-Recetten, déi Plus-value, déi e gemaach huet, de Leit sollt rembourséieren.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci dem Här Clement. Keng weider Wuertmeldungen? Ech gesi keng. D'Regierung huet dozou Stellung geholl. Da géif ech och déi heite Motioun zur Ofstëmmung bréngen.

### Vote sur la motion 3

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. Voilà! An de Vott ass eriwuer.

36 Nee-Stëmmen 22 Jo-Stëmmen 2 Abstentionen. Domat ass d'Motioun verworf.

*Résultat définitif après redressement : la motion 3 est rejetée par 35 voix pour, 23 voix contre et 2 abstentions.*

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen,*

*MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Diane Adehm), Claude Wiseler (par M. Laurent Mosar) et Michel Wolter (par M. Paul Galles) ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen.*

*Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Djuna Bernard), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.*

*Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

### Motion 4

An da komme mer zu där leschter Motioun fir haut, der Motioun Nummer 4, déi och vun de Piraten abuecht ginn ass.

Dozou Wuertmeldungen? Ech fueren esou, wéi mer et elo gewinnt waren: ofwiesselend Opposition/Majoritéit.

Da kritt den Här Roth als Éischten d'Wuert.

**M. Gilles Roth** (CSV) | Merci. Also mir hunn ni e Problem, wann eng Etüd an Opdrag gi gëtt. Quitte dass mer net richtig verstinn, wat derhannert ass, an do awer vläicht e bësse Bedenken hunn. Dat hei ass eng negativ Steier. Et geet ëm eng negativ Steier, et geet drëm, e Klimabonus als negativ Steier auszebezuelen.

Eng negativ Steier ass fir d'éischt agefouert gi beim Kannerbonus 2010, mengen ech. Et war dem Här Juncker säi Kannerbonus. Do krut all Mënsch de Kannerbonus, dee Kanner hat. An dat war onofhängeg vu senger finanzieller Situatioun. Firwat? Well fréier just d'Leit den Abatement kruten an déi, déi am meeschte vun dem Kannerabatement profitéiert hunn, waren déi, déi am meeschte verdéngt hunn, well se dann am meeschte konnte steierlech dervu profitéieren.

Wéi gesot, mir sinn net iwwerzeegt vun dem Instrument, mee mir hunn awer kee Problem, fir emol eng Etüd driwwer ze maachen. Vlächtt iwwerzeegt eis dann déi Etüd. An duerfir stëmme mer des Motioun awer mat. Mee sans préjudice vun enger fundamentaler Positioun vun der CSV zu deem Punkt.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci. Dann hunn ech d'Wuertmeldung vum Här Benoy.

**M. François Benoy** (déi gréng) | Merci, Här President. Et gëtt jo eigentlech eng Etüd zur CO<sub>2</sub>-Steier zu Lëtzebuerg. Déi huet de Statec gemaach, deen eebe gesot huet, dass et en Instrument ass, wat gräift. Et ass en Instrument, wat eis hëlleft, eis CO<sub>2</sub>-Emissiounen ze reduzéieren. Et ass awer och en Instrument, wat net genuch gräift, fir eis Trajectoire ze respektéieren. Also geet et aleng net duer respektiv et muss een do nobesseren.

Gläichzäitig ass awer och aus där Etüd erauskomm, dass déi Instrumenter, déi d'Majoritéit zousätzlech



agefouert huet, spréich eng Hausse vun dem Steuerkredit, respektiv wéi mer et elo mat deem leschte Budget eréischt gemaach hunn, eng weider Hausse vun der Allocation de vie chère, dat awer kompenséieren. Speziell och bei de klengen Revenue, nämlech dem Quintil 1 an dem Quintil 2, wou een eigentlech da ka soen, dass mer et engersäits offederen an anerersäits och zum Deel schonn e Klimabonus do dermat maachen.

Ceci dit hu mer esou eng Etüd. An ech gi jo och souwisou dovun aus, dass de Statec, wéi bei anere Saachen och, weider un der Evaluatioun vun deem Instrument schafft. Dat ass emol dat eent.

Fir de Rescht gëtt et nach ganz vill aner Etüden, och zu deem ganzen Dossier. A wat ech mengen, wat souwisou och pertinent ass, an ech hoffen och, dass mer dat an deem Steuerdebat hei wäerte kréien, dat ass, dass meng Fraktioun dat ganz dätlech gemaach huet, mee dass och aner Fraktiounen iergendwann eng Kéier elo d'Kaarten op den Dësch leeën a soen, wéi si sech virstellen, dass dat Instrument vun der CO<sub>2</sub>-Steier sech weiderentwéckele soll. Grad a speziell och op dem Punkt vun der Ëmverdeelung, an dass et eng sozial gerecht ass. An dat ass eppes, wat eigentlech, mengen ech, nach aussteet. An ech freeë mech op alle Fall op déi Debatt, well et ass e wichteg Instrument, wat mer musse weiderentwéckelen.

An deem Sënn mengen ech, dass mer déi heite Motioun net brauchen.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci. Dann den Här Clement. An duerno d'Madamm Cecchetti ...

*(Interruption)*

A jo, dann entschëllegt, ...

*(Interruption par M. Sven Clement)*

... ech huelen dann den Här Reding vir.

**M. Roy Reding** (ADR) | Jo, ech mengen, et ass logesch, dass den Auteur vläicht als Leschten d'Wuert hält, da kann en all Mënsch äntweren.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Selbstverständlech.

**M. Roy Reding** (ADR) | Mir hunn als ADR dee gréisste Problem mat deem leschte Considerant: „eng Subventionspolitik vum Verzicht“. Aleng dat Konzept heescht fir eis en Ugrëff op d'perséinlech Fräiheet. An eng Erzéiungspolitik. D'Leit wëllen ze erzéien, sief et mat Bestrafung oder mat Belounung, ass géint dat fräit perséinlech Liewen. Well et muss ee jo eent bedenken: Wann een dat Konzept ...

*(Interruption par M. Sven Clement)*

Här Clement, Dir kënnt duerno schwätzen, soulaang wéi Der wëllt. Loosst mech, wannechgelift, elo meng Ausféierunge maachen. Wannechgelift, Här Professor.

Wann een esou Saache wéi dat doten aféiert, dann heescht dat jo och ëmmer ze kontrolléieren: Wien ass wéini wouhinner geflunn? Firwat ass en dohinner geflunn? War et eng néideg Rees oder war et eng reng Luxusrees? An esou weider.

Wéi stellt Der Iech vir, dass Der dat dote wëllt kontrolléieren? Et ass en extreemen Agrëff an d'Privatsphär, genau wéi all déi Konzepter vu „social credit“, déi ganz grujeleg sinn. An ech fannen, Är Partei mécht hirem Numm all Éier: „Piraten“ kënnt jo vu „peiratés“, „der Angreifer“, aus dem Griicheschen. An dat sidd Der: Dir sidd en Ugrëff op d'Fräiheet vum Mënsch!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Une autre voix** | Bravo!

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Jo, wann ech mech vum Schock erholl hunn, da kritt ...

*(Hilarité)*

... d'Madamm Cecchetti d'Wuert.

*(Hilarité)*

**Une voix** | Berouegt Iech.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Kuckt mäi Rack, deen ass schéin. Dann erhuel Der Iech vum Schock. Deen ass wéi d'Fréijoer, wéi d'Sonn. Et si Blummen drop. En ass gréng.

*(Hilarité)*

En ass rout.

*(Hilarité)*

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Jo, Dir hat virdru vum 11.11. geschwat.

*(Brouhaha)*

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Ne?

*(Hilarité)*

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Fuert duer, Madamm Cecchetti.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Merci. Also, eng Etüd vun der Auswierkung vun enger negativer CO<sub>2</sub>-Steier schéngt an eisen Ae ganz sympathesch, well et muss ee jo och wëssen: Wann een de Verzicht belount, da muss een och oppassen, dass een net awer Leit strooft, déi vläicht net verzichte kënnen. Fir mech ze erklären: Wann een iergendwou wunnt, wäit ewech vun engem gutt funktionéierenden öffentliche Transport, well et do méi bëlleg ass, well ee sech dat an de Stied net leeschte kann, an een op en Auto ugewisen ass, dierft een dann net nach eng Kéier bestrooft ginn dofir, dass een do net verzichte kann. Duerfir denken ech, dass esou eng Etüd ganz interessant a ganz wichteg ass. A mir kënnen eis heimadder solidaresch weisen an dat matstëmmen.

Merci.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci. Ier ech dem Auteur d'Wuert ginn, iwwerloosen ech d'Wuert nach eng Kéier dem Här Cruchten. Den Här Cruchten huet d'Wuert

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Jo, merci. Ganz, ganz kuerz. Ech mengen, mir hu verstanen: Dir hutt, d'Piraten hu jo do déi Iddi vun dem Klimabonus. Bon, mir si jo op en anere Wee gaangen, ne? An zu deem sti mer och. An dofir kënne mer déi Motioun hei natierlech net guttheeschen.

Mee ech wëll awer just emol eng Kéier eppes hei kloerstellen: Déi negativ CO<sub>2</sub>-Steier, déi hu mer, dat ass de Crédit d'impôt! Dat ass eng negativ CO<sub>2</sub>-Steier.

Merci.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci. Dann huet den Här Clement d'Wuert.

*(Interruption par M. Sven Clement)*

Dir sidd dach den Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo, jo, jo.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Ok.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ech hat Iech akusteschesch net verstanen, Här President.

*(Hilarité)*

Also, ech mengen, e grouse Merci als Éischt un den Här Cruchten, deen, mengen ech, ganz éierlech d'Gefill hei erëmginn huet, firwat dat heiten net gestëmmt gëtt. D'Regierung huet hir Pist decidéiert a wäert vun där och kee Jota méi ofwäichen, well eeben de Koalitionsaccord deen ass, deen en ass.

An ech mengen ech hu virdru och ...

*(Interruption)*

... déi verschidde Saache schonn ugeschwat.

An déi Éierlechkeet, dat kann ech appreciéieren. Ech sinn net där nämmelechter Meinung wéi Dir, wat de Steuerkredit ubelaangt, well deen a mengen Aen net déi nämmelechter Mechanismen huet. Mee dat ass awer eng Detailfro. Ech wëll einfach déi Éierlechkeet saluéieren.

Un déi gréng: Also, Här Benoy, de Statec, a mir hunn en dräimol hei dran zitéiert ... Wann Der Iech d'Méi gemaach hätt, et wierklech ze liesen, hätt Der gesinn: De Statec, op deen Dir Iech berufft, dee seet, et wär jo alles esou schéin a gutt a gréng an deser Welt ... Et deet mer leed. De Statec seet, dass déi Mesuren, déi Der geholl hutt, déi d'Regierung geholl huet, déi d'Majoritéitspartei gestëmmt hunn, nach ëmmer net 55 % Reduktioun bis 2023 wäerten errechen.

Also, Dir kënnt Iech net op där enger Säit op de Statec beruffen, fir ze soen „Et ass alles gutt“, mee wann de Statec Iech seet, et wär net gutt, dann ass et op eemol: „Nee, mir brauche keng weider Etüden, mir hunn all d'Etüden.“ Ma de Statec huet Iech gesot: „Et geet net duer. Mir brauchen nei Mesuren.“ Mir proposéieren eng nei Mesure. Bref, se gefält Iech net. Domat kann ech liewen.

An dann, also, deen aneren Eck dohannen, dee mengt, jiddweree vun eis misst d'Recht hunn, eise gemeinsame Liewensraum ze zerstéieren, deen huet de Schoss net héieren. Oder vläicht huet en ze oft d'Ouer niewent eng Flënt gehalen, ech weess et net, an dofir héiert en de Schoss net méi. Eise Planéit ass um Stierwen. Mir hu gëschter eng ...

*(Interruption)*

... Debatt gehat iwwert d'Ëmweltmedezinn. Mir sinn net méi an enger Situatioun, wou mer eis kënnen erlaben, laang driwwer ze diskutéieren, ob de Planéit um Stierwe läit oder net, ob et e mënschegemaachte Klimawandel gëtt oder net. Dat ass Fakt. Dat ass wëssenschaftlech Evidenz. Wien dorunner zweifelt, deen huet d'Grondlage vun engem Debat scho laang verluer, an deementspreechend wëll ech do guer net weider drop agoen.

Dat heiten: Ech sinn e richtege Pirat, well ech en Ugrëff maachen op Är Privileegien! An dorop sinn ech houfreg!

**Plusieurs voix** | O!

*(Brouhaha général)*

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Bon, ech mengen, et gëtt Zäit, dass ech, ...

*(Brouhaha général)*

... dass ech d'Diskussioun iwwert d'Motioun ofschléissen an zum Vott iwwerginn.

*(Brouhaha)*

**Vote sur la motion 4**

De Vott ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. An dann d'Procuratiounen. An de Vott ass ...

*(Brouhaha général)*

*(Plusieurs députés se lèvent pour quitter la salle.)*

Kolleeginnen, Kolleegen, wannechgelift, nach zéng Sekonne Gedold, ier d'Oprobrosstëmmung kënnt!

*(Interruption)*

De Vott ass ofgeschloss.

35-mol Nee, 25-mol Jo. Keng Abstentioun. Domat ass d'Motioun ofgeleent.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon*

Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Cloesener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie

Empain (par Mme Djuna Bernard), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Domat ass d'Sëtzung eriwwer. A Rendez-vous muer de Mëtten um 14.00 Auer.

Merci.

(La séance publique est levée à 18.28 heures.)

## 34<sup>e</sup> séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Marc Spautz, Vice-Président

### Sommaire

- 1. Ouverture de la séance publique ..... p. 72**  
M. Fernand Etgen, Président
- 2. Dépôt d'une proposition de loi par M. Sven Clement ..... p. 72**  
Exposé : M. Sven Clement
- 3. 7935 - Projet de loi portant modification de :**
  - 1° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises ;**
  - 2° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une nouvelle aide de relance ..... p. 73**

Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme : Mme Simone Beissel

Discussion générale : M. Marc Spautz (dépôt de la motion 1) | Mme Tess Burton | Mme Chantal Gary | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Motion 1 : Mme Simone Beissel | M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Gilles Baum) | M. Dan Kersch | M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Dan Kersch et M. Dan Biancalana) | M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes (intervention de M. Sven Clement) | M. Yves Cruchten | M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Sven Clement)

Vote sur la motion 1 (adoptée)
- 4. 7473 - Projet de loi relative au patrimoine culturel et modifiant :**
  - 1° la loi modifiée du 4 mars 1982 a) portant création d'un Fonds culturel national ; b) modifiant et complétant les dispositions fiscales tendant à promouvoir le mécénat et la philanthropie ;**
  - 2° la loi modifiée du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État ;**
  - 3° la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;**
  - 4° la loi du 17 août 2018 relative à l'archivage ..... p. 78**

Rapport de la Commission de la Culture : Mme Djuna Bernard

Discussion générale : Mme Octavie Modert | M. André Bauler | Mme Lydia Mutsch | M. François Benoy (dépôt de la motion 1) | M. Fred Keup (dépôt de la motion 2) | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture (intervention de Mme Djuna Bernard)

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Vote sur la motion 1 (adoptée)

Motion 2 : M. Dan Biancalana | M. Sven Clement | M. Fred Keup | Mme Octavie Modert

Vote sur la motion 2 (rejetée)

- 5. 7853 - Projet de loi portant approbation de l'Accord, fait à Bruxelles, le 17 décembre 2020, amendant l'Accord relatif à la fourniture et à l'exploitation d'installations et des services de la circulation aérienne par Eurocontrol au Centre de contrôle régional de Maastricht, signé le 25 novembre 1986 ..... p. 94**  
Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Chantal Gary

Discussion générale : M. Serge Wilmes | M. Max Hahn | Mme Cécile Hemmen | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
  - 6. Question élargie n° 128 de M. Jean-Paul Schaaf au sujet des décharges pour déchets inertes ..... p. 95**  
M. Jean-Paul Schaaf | Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable (interventions de M. Jean-Paul Schaaf) | M. Jean-Paul Schaaf | Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable
- Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; Mme Carole Dieschbourg, Mme Sam Tanson et M. Lex Delles, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

### 1. Ouverture de la séance publique

**M. Fernand Etgen**, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

**M. Lex Delles**, Ministre des Classes moyennes | Nee, Här President.

### 2. Dépôt d'une proposition de loi par M. Sven Clement

**M. Fernand Etgen**, Président | Da ginn ech d'Wuert direkt un den honorabelen Här Sven Clement fir den Depot vun enger Proposition de loi. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

**Exposé**

**M. Sven Clement** (Piraten), auteur | Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, mir haten an

deene leschte Wochen a Méint e puermol Kontakter an hunn och Question-parlementairen zum Thema vun der Sécurité sociale gestallt, wou et em Rechnunge geet, déi vergiess ginn anzereechn. Rechnungen, déi net onbedéngt vergiess ginn, well d'Leit nach bei alle Sënner sinn, mee ganz heefeg, wou Tuteuren, soubal se dann d'Tutelle krute vum Geriicht an Uerdnung an d'Classeur vu Leit bréngen, déi enner Tutelle gesat goufen, op eemol feststellen, datt et do nach eng ganz Rëtsch Rechnunge gëtt vun Dokteschbesich, déi net onbedéngt agereecht goufen. Do geet et ganz gären dann och emol em e puer Dausend Euro.



Do gëtt et leider eng Klausel, an dat ass haut de Paragraf 3 vum Artikel 84 vum Code de la sécurité sociale. Dee seet, datt d'Rechnunge maximal zwee Joer al d'äerfe sinn, deen Dag, wou se agereecht sinn, soss si se net méi remboursabel vun der CNS. Mir hunn e bëssen erausfonnt, datt dat e minimale Phenomeen ass. U sech sinn et zwou bis dräi Rechnungen de Mount, déi esou bei der CNS opschloen. Et ass also kee Volumephenomeen, mee déi Leit, déi dovunner betraff sinn, betrëfft et awer dann deelweis ganz sensibel.

Heefg kënnen déi Leit och näischt derfir. Dofir, léif Kolleeginnen a Kolleegen, deposéieren ech eng Proposition de loi, déi als eenzege But huet, dee Paragraf 3 vum Artikel 84 vum Code de la sécurité sociale ofzeschaffen, soudatt et keen Delai méi fir d'Areche vun Dokteschrechnunge bei der CNS soll ginn.

Ech soen Iech Merci.

*7966 - Proposition de loi abrogeant l'article 84 du code de la sécurité sociale*

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Clement.

### 3. 7935 - Projet de loi portant modification de :

**1<sup>o</sup> la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises ;**

**2<sup>o</sup> la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une nouvelle aide de relance**

Mir fänken d'Sitzung vun haut u mam Projet de loi 7935 iwwert d'temporär Bähëllefen u verschidde Betriber. D'Wuert kritt d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Simone Beissel. Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

#### **Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme**

**Mme Simone Beissel** (DP), rapportrice | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, et ass jo net fir d'éischt an et wäert héchstwahrscheinlech och net fir d'allerlescht sinn, wou ech haut virun Iech stinn, fir Iech Verlängerung vun Hëllef fir ons Betriber virzestellen, an der Hoffnung, dass mer déi och haut kënnen stëmmen.

Et muss ee wëssen: Wéi dësse Projet de loi deposéiert ginn ass, du war d'Omikron-Variant nach an de Startlächer a mir woussten alleguerten net, wat fir eng Repercussione se dann op eise Gesondheetssystem géif kréien. Also war Virsicht gebueden.

Dofir huet d'Regierung Enn Dezember - Dir ernannt Iech, mir waren dauernd am Asaz - preventiv Restriktionen decidéiert, déi mir jo hei och dann agreéiert hunn. Mee leider sinn duerch déi Restriktionen erëm eng Kéier haaptsächlech déi Betriber, déi et scho virdrun extreem schwierig haten, am schlëmmste getraff ginn.

Mee parallell zu de Restriktionen huet d'Regierung awer direkt erëm eng Kéier Moossname geholl, fir d'Hëllef ze verlängeren an och fir an d'Luucht ze schrauwen.

Haut wësse mer, d'Coronawell huet finalement esou ageschloen oder koom esou gerullt, wéi et annonciéiert ginn ass. Dat heescht, si war manner virulent, wéi gefaart, mee si war vill méi ustiechend. Mir hate mat Momenter 2.000 bis 3.000 Neiinfektione pro Dag. Dat war enorm.

Eis Spideeler waren zwar net iwwerrannt, an haaptsächlech d'Intensivbetter, mee trotzdem huet d'Ekonomie drënner gelidden, well eeben duerch d'Omikron-Variant e ganze Koup Leit an der Quarantän waren oder an der Isolatioun, well entweeder en Aarbechtskolleeg oder dann e Member vun hirer Famill positiv getest war a si hu missen doheemleiwien.

D'Konsequenz ass, wann een déi Chifferen elo kuckt, déi ech hei geliwwert kritt hunn, dass an de leschte Woche praktesch bis 30.000 Leit gefeelt hunn op hire jeeweilegen Aarbechtsplazen, esou vill Leit wéi nach ni, duerch déi Omikron-Variant. D'Leit waren elo net ganz staark krank, déi meescht, mee si waren awer krank a si hu sech un d'Reegele gehalten a sinn doheemliwwien.

Natierlech huet dat als direkt Repercussione, dass dann alleguerten déi Leit feelen, sougutt an eise Geschäfte wéi an de Restauranten, wéi an de Caféen, an dat sougutt hannert der Théik wéi virun der Théik, well och e ganze Koup Clienten net komm sinn.

Da koom derbäi, an dat huet jo d'Saach och méi schwierig gemaach, dass mer d'Ausgangsspar vum 23.00 Auer hate fir de ganze Secteur vun der Horeca mat deem Resultat, dass e ganze Koup Restaurante keen zweete Service konnten ubidden, d'Caféen e Koup vu Clienté verluer hunn an eis Diskoen emol iwwerhaupt net opgemaach hunn. Well Dir wësst, dass déi jonk Leit - contrairement zu eis, vläicht ware mer e bësse méi brav - sech ganz oft eréischt no Mëtternuecht beweege Richtung Diskothék.

Mee wann ech elo richtig verstanen hunn, an den Här Di Bartolomeo huet dat och iwwert de Radio gesot, dass mat e bësse Chance dësse Weekend déi Spär opgehewe gëtt an dass dann alleguerten d'Leit aus dem Horeca-Secteur erëm kënnen vill besser ootmen an erëm maachen, dass hire Betrib besser leeft.

Déi Méint Januar a Februar waren also a si fir eis Betriber absolutt schwéier. Dofir ass et wichteg, dass all eis betraffe Betriber maximal Hëllef kréien. Dofir wëlle mir haut och dësse Projet de loi stëmmen, well d'Verlängerung vun dësen Hëllef sinn absolutt noutwendeg.

Här President, entre-temps huet de Minister och schonn annonciéiert, dass d'Hëllef bis de Juni wäerte verlängert ginn. Dee Projet de loi ass scho praktesch um Radar vum Ministère an amgang, ausgeschafft ze ginn.

Ëm wat geet et dann elo genau bei dësem Projet de loi? Mir wëllen zwee besteeënd Gesetzer, zwou bestoend Aidé verlängeren an adaptéieren. Dir kennt se allen zwou: Et geet, éischtens, ëm d'Aide de relance an, zweetens, ëm d'Aide coûts non couverts.

Et ass schonn e puermol hei op der Tribün gesot ginn, an dat war u sech de Motto vum dem Ministère - a mir hunn eis drugehaangen - vun alleguerten deenen Aiden, déi mer bis elo beschloss hunn: allkéiers, wann duerch d'Pandemie d'Situatioun sech géif änneren, dass dee Moment d'Aidé géifen ugepasst ginn. Dat maache mir och erëm eng Kéier elo.

Fir d'Méint Dezember 2021 bis Februar 2022 ginn d'Hëllef erëm eropgeschrauft par rapport zu de Montante vu virdrun.

Konkreet heescht dat, dass éischtens: fir d'Coûts non couverts d'Charges d'exploitation, déi consideréiert gi fir d'Aiden, erëm eng Kéier op 100 % eropgesat ginn, wou se virdrun nëmmen zu 75 % festgeluecht waren.

Fir d'Aide de relance schrauwe mer vun 1.000 Euro, well dat gegëllt huet virun dësem Projet de loi, erëm eng Kéier op 1.250 Euro fir all Independant oder

Salarié, dee schafft, an doniewent erëm eng Kéier op 250 Euro fir all Mënsch, deen am Chômage ass.

Wat hu mer nach geännert? Niewent den übleche vulnerabele Secteuren, déi Der jo kennt, gëtt ab Januar och eng nei Kategorie hei eligibel. Dat sinn d'Garagisten, dat heescht d'Verkeefervun neien Autoen. Dir hutt alleguerte matkritt, dass d'Liwverkette esou laang gi sinn, dass praktesch eng Rupture vun de Chaînes de livraison ass. Dofir hu ganz vill Garagisten extreem Schwierigkeeten, hiren Aktivitéiten nozegoen. Si hunn och Liquiditéitsschwierigkeeten. Dofir ass et wichteg, dass se gehollef kréien.

Doniewent eng zweet Ännerung: D'Delaïen, fir eng Demande eranzerechen, ginn elo op een eenzege Stéchedatum, de 15. Mee 2022, festesat. Do kommen och Aiden derbäi, déi schonn Enn 2021 fällig waren. Mir hunn elo een eenzege Datum: de 15. Mee 2022.

Virdrunner, wéi gesot, fir d'Aidé fir de Juli bis den Dezember war u sech jo de Stéchedatum den 1. Dezember, mat der Iddi, dass bis den 31. Dezember huet missen ausbezuelt ginn, wat jo och da geklappt huet.

Wat den europäesche Kader elo ugeet, deen huet entre-temps evoluéiert. Dat erlaabt eis alleguerten, dass mer dee Stéchedatum op de 15. Mee festsetzen, an der Hoffnung, dass verschidde Leit, déi net dru geduecht hunn oder déi vläicht kee Besoin haten, och elo nach nodréiglech fir de Rescht 2021 kënnen eng Demande erarechen.

Zum Schluss wëllt ech awer nach soen - well mir musse jo awer och no de Finanze kucken -, dass gerechent gëtt, dass déi zwou Aiden zesummen à peu près 6 Milliounen Euro wäerten ausmaachen.

D'Fro koom scho virdu bei deene Projeten op an elo gëtt se natierlech erëm eng Kéier gestallt: Jo, firwat verlängert Der dann net direkt déi Aidé bis Juni 2022?

De Minister war ganz transparent. E koom bei eis an d'Classes-moyennes-Kommissioun. En huet eis gefrot: „Wéi gesitt Dir dat? Wëllt Der zwee Projet-de-loie maachen, een, deen elo séier geet an da reche mer en aneren no fir d'Méint Mäerz bis Juni, oder hätt Der léiwer, mir géifen alles an engem Jet maachen, dat heescht direkt bis Juni?“ Wat awer mat sech bruecht hätt, dass dësse Projet, dee mer elo haut hei debattéieren a stëmme wäerten, hätt missen amendéiert ginn, en plus hätt missen en zousätzlechen Avis vum Staatsrot ofgewart ginn an en plus ass de Go vu Bréssel fir déi Period vu Mäerz bis Juni nach net do.

Dofir hu mer gesot - zwee Grënn -: Nee!

D'Kommissioun huet gesot an hirer absolutter Majoritéit: „Mir hätte gär zwee Projeten.“ Et gëtt eng besser Lisibilitéit, och fir déi Leit, déi direkt concernéiert sinn, dass ee weess, ëm wat et geet.

De Go vu Bréssel wäert entre-temps kommen. Da si mer och zu deem zweete Projet ofgeséichert.

Mir hunn also decidéiert, keen amendéierte Projet a keng Zäit ze verléieren a wochelaang eis Betriber waarden ze loossen, bis eeben déi Konditionen erfüllt wäeren, fir de Projet direkt bis op de Juni virulafen ze loossen. Also hu mer eise Betriber laang Wochen erspuert, wou se hätte misse waarden, bis se un zousätzlech Liquiditéit géife kommen.

Mir ginn eis awer drun an, wéi gesot, de Minister sëtzt och schonn an de Startlächer, dass dee Projet fir d'Verlängerung fir Juni esou schnell wéi méiglech preparéiert gëtt an dass mer deen dann a gegebener Zäit kënnen hei also preparéieren an och hei an d'Plenièr kommen. Dir musst awer wëssen, dass fréistens am Abrëll déi Aidé kënnen ausbezuelt ginn, wann deen

Delaire vu Mäerz bis Juni kënn. Dofir ass et vill méi wichteg, dass mer elo direkt agéieren, well effektiv bei deem zweete Projet kann ee justifiéieren, dass et keng absolutt Urgence eeben ass.

Mat deem System hunn och eis Betriber eng besser Previsibilitéit. Si wëssen, dass se nach eng Méiglechkeet hunn, gehollef ze kréien. Si wëssen, wéi se sech finanziell kënnen organiséieren, fir dat alles duerchzekeréien.

Här President, dat waren d'Haaptgrënn, firwat dass mer an der Kommissioun decidéiert hunn, fir déi zwee Projeten ze maachen. Ech ginn Iech elo nach ganz kuerz déi Haaptpunkte vun den Avisen, déi mer alleguerten erakritt hunn. Wéi ëmmer krute mer ... Mir krute souguer dräi Aweise vun der Chambre de Commerce eran. Mir kruten en Avis vun der Chambre des Métiers eran, vun der Chambre des Salariés an natierlech och vum Staatsrot. Fir d'Detailer verweisen ech op mäi schrëftleche Bericht an awer och op d'Aweise selwer.

Duerch d'Bank kann ee soen, dass sämtlech berodend Organer d'Verlängerung vun dësen Hëllefeng begréisst hunn. Déi eng hunn natierlech gefrot: „Firwat net bis de Juni?“ An och mat den Delaie vun den Demanden, mat den amendéierte Projeten, déi de Lex Delles eraginn huet, ier mer dat an d'Kommissioun kritt hunn, sinn déi Punkten natierlech schonn alleguerte gekläert. Dat heescht, do waren d'Chamberen dann och dermat d'accord.

D'Chambre des Métiers freet: „Wéi ass et da mat de Verkeefer fir nei Camionen? Firwat falen déi eventuell net drënner?“ D'Chambre des Salariés bedauert, wéi ëmmer, dass keng sozial Krittären un déi Aidë gekoppelt sinn, well si huet ëmmer gesot, wann déi Aiden ausbezuelte ginn, da misst ëmmer de Krittär vum Maintien dans l'emploi Tromp sinn. Si huet natierlech och erëm eng Kéier gesot, wat se schonn an all hiren Aweise virdru gesot huet: dass se Schwieregkeeten huet, dass Aiden ausbezuelte ginn, wann d'Leit bis 25 % vun hirem Effektiv kënnen entloossen.

Dat fir e puer Iddien, wat an den Aweise gesot ass.

De Staatsrot, wéi gesot, vu dass et ëm d'Verlängerung geet, huet glécklecherweis keng Opposition formelle gemaach. Et ass natierlech och eng bonne Note fir de Ministère, dass en den Text gutt formuléiert huet. Si hunn haaptsächlech legistesche Propositione gemaach an e puer Recommandatiounen, mee si haten näischt um Fond ze reprochéieren. Dofir ware mer frou mat där positiver Erkenntnis.

Sout! Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ier ech elo zum Schluss kommen, wéi ëmmer, wollt ech dem Minister Lex Delles a senger ganzer Ekipp fir d'éischt emol Merci soen, dann awer Iech alleguerten, de Membere vun der Classes-moyennes-Kommissioun. Mir hu schnell a konstruktiv geschafft, dank Ärem positive Geescht. Dann alleguerten natierlech de berodenden Organer en häerzleche Merci. An zum Schluss eisen zwee gentilen Sekretären, dem jonken neie Sekretär Dan Schmit an dem Gigo Lamesch vun der DP-Fraktioun, déi och extreem effikass a schnell geschafft hunn, fir dass mer dat praktesch a Rekordzäit fäerdeg konnte maachen an haut kënnen an d'Pleniëre goen. Dofir Iech merci.

An natierlech bréngen ech mat Freed den Accord vun der DP-Fraktioun. Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Ech soen der Madamm Rapportrice villmools Merci fir dee prezise Rapport a ginn d'Wuert direkt un deen éischten

ageschriwwene Riedner. Dat ass den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

### Discussion générale

**M. Marc Spautz** (CSV) | Merci, Här President. Virewech e grouse Merci un d'Madamm Beissel fir deen explizitte Rapport, dee mer ... Wéi se richteg ënnerstrach huet: Et ass jo net déi éischte Kéier an emol sécher net déi leschte Kéier, well et ass schonn nach ee Projet ugekënnegt, deen hannendrukënt, fir de Betriber kënnen ze hëllef.

Wichtig ass et bei der Aide de relance an och bei der Aide coûts non couverts ze ënnersträchen, dass et verschiddene vun eise Betriber net gutt geet an dass et dofir och gutt ass, dass mer déi Decisiounen huelen, fir deenen iwwert déi do zwou Aiden ze hëllef, genaousou wéi et mam Chômage partiel ass, fir domadder och weiderhi kënnen déi Hëllefeng ze ginn, déi d'Betriber respektiv och d'Leit, déi an de Betriber schaffen, dofir brauchen.

E Phenomeen, dee jo nei ass, dat ass dee mat de Liwwerketteschwieregkeeten. Dofir ass jo och dës Kéier déi éischte Kéier d'Autosbranche derbäi. Wat och wichtig ass, dass een och deene Betriber hëllef, an dass och déi gesinn, dass se och do d'Méiglechkeet hunn, fir dorop zrëckzegräifen.

An, ech mengen, et muss een och ënnersträchen: Wann een nach eng Kéier weiderfiert an d'Kris géif sech nach op aner Secteuren ausdeenen, wou nach méi Problemer géifen entstoen, da wieren och nach Méiglechkeeten do, op deem selwechte Kader, wou elo den Automobilsecteur bäikomm ass, och nach aner Secteuren ze definéieren, wann ee gesäit, dass do Schwieregkeete sinn.

An dat ass ee vun de Punkten, mengen ech, dee ganz wichtig ass: déi Diskussioun, ob et ee Projet war bis de Juni oder zwee Projeten - ee Januar/Februar an duerno ee bis de Juni. Do ass et drëm gaangen, dass d'Betriber schnellstméiglech Liquiditéiten hunn. Doduerch, dass elo Januar/Februar ass bis den 28. Februar, dass dann d'Betriber och éischer d'Méiglechkeet hunn, op déi Sue kënnen zrëckzegräifen. Wa mer gewaart hätte bis de Juni, dann hätte dat ee bis zwee Méint méi laang kënnen daueren.

Mee ech mengen, dass et awer och wichtig ass, dass d'Betriber wëssen, dass et weidergeet, dass d'Betriber och wëssen, wann och elo e Gesetz gestëmmt gëtt, wat nëmme eng Durée huet bis den 28. Februar oder duerno bis den 30. Juni, a par hasard wier d'Pandemie nach ëmmer net bis dee Moment fäerdeg - well mir hoffe jo allkéiers, an dat wäert och muer, wa mer iwwert d'Gesetz vun der Pandemie méi schwätzen, vun dem Covid-19, dass et fäerdeg ass, dass mer net erëm eng Kéier mussen ufänke mat enger neier Verlängerung -, dass et awer och wichtig ass, dass d'Betriber Planungssécherheet hunn an dass se wëssen, dass wann nach weider Problemer géifen entstoen, dass dann och nach Hëllefeng nokommen; och wann et elo schwiereng ass ze soen, wéi déi Hëllefeng géifen ausgesinn.

Mee dat war eng Diskussioun, déi mer an der Kommissioun haten. Ech hat och do proposéiert, eng Motioun ze maachen, déi och vun de Majoritéitsparteien an den Oppositionsparteien, alleguerten deenen, déi och de Rapport vun Projet vun haut ugeholl hunn, matgedroe gëtt, fir do ze soen, dass et och wichtig ass, wann d'Repercussione wéinst Covid-19 weiderginn, dass een dann och nach aner Moyene misst hunn oder déi selwecht - dat hântk ëmmer dervun of, wéi dann d'Situatioun ass -, fir deene Betriber och weider ze hëllef, dass déi Onsécherheet, déi bei verschiddene Leit herrscht - „Wat geschitt?“, „Geet et virun?“, „Geet et net virun?“ -, dass do eng Planungssécherheet bei de Leit do ass.

An dofir, Här President, géif ech Iech déi Motioun ginn. Wannechgelift.

### Motion 1

*La Chambre des Députés,*

- *reconnaissant qu'un grand nombre d'entreprises luxembourgeoises continue à souffrir des répercussions financières de la pandémie de Covid-19 et des mesures de santé connexes ;*

- *rappelant les nombreuses aides financières mises en œuvre par le Gouvernement pour aider les entreprises à se libérer des effets néfastes des restrictions sanitaires ;*

- *craignant que la pandémie ne se poursuive après le premier semestre de 2022 ;*

- *après consultation régulière des diverses chambres professionnelles, des syndicats et des associations sectorielles sur l'état des entreprises luxembourgeoises pendant la pandémie,*

*invite le Gouvernement*

- *à suivre avec vigilance l'évolution de la pandémie de Covid-19 et ses répercussions sur les entreprises luxembourgeoises afin de pouvoir aider ces dernières à surmonter de futurs obstacles causés par la pandémie ;*

- *à maintenir, voire à intensifier, le dialogue entre les chambres professionnelles, les associations sectorielles et le Ministère compétent.*

(s.) *Marc Spautz, Myriam Cecchetti, Sven Clement, Simone Beissel, Tess Burton, Joséé Lorsché.*

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Spautz.

**M. Marc Spautz** (CSV) | An dann, mengen ech, wat och wichtig ass, dass wann elo déi Ännerung kënn mat den Heure-d'ouverturen, wat jo, wann alles riicht räisst, deemno wéi de Vott muer de Mëtten an der Chamber ausgeet - ech wëll deem elo net virgräifen -, dass jo dann och aner Heure-d'ouverturë kommen an dass da jo och d'Émsätz, op déi sech dat bezitt an op déi dat berechent gëtt, anerer wäerte sinn. Wann de Betrib erëm besser leeft, da gëtt den Émsatz jo och erëm méi grouss. A wann dat sech ëmmer baséiert op den Ënnerscheid vun deene Méint, iert de Covid do war an elo, da misst dat och aner Auswirkungen hunn.

D'Madamm Beissel hat virdrun de Präis genannt. Da wäert och de Präis vun deem Projet allkéiers changéieren doduerch, dass et och méiglech ass, dass méi Recettë kënnen an deene Betriber getätegt ginn.

An e leschte Punkt, wat een awer och ëmmer méi héiert - dat kënne mir zwar net heibanne léisen -, dat ass, dass se ëmmer méi Schwieregkeeten hunn, Personal ze fannen, dass vill Leit decidéiert hunn, opgrond vun där Entwécklung, déi war an deene Secteuren, op aner Aarbechtsplazen ze wiesselen an dass elo de Restauratiounsberäich, awer net nëmme deen, mee och d'Handwierk, feststellt, dass se ëmmer méi Schwieregkeeten hunn, fir déi Leit ze fannen, déi se brauchen, fir dass de Betrib ka weiderlafen an dass och déi Aktivitéite kënne gemaach ginn, déi an deene Betriber noutwendeg sinn.

Dat gesot, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, gëtt d'CSV-Fraktioun d'Zoustëmmung zu dësem Projet de loi. Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Spautz. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Tess Burton. Madamm Burton, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Tess Burton** (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, muer stëmme mer



heibannen erëm en neit Covidgesetz. Haut stëmme mer dat eeleft Gesetz vun den Aidë fir d'Betriber. Ech mengen, mir sinn eis alleguer heibannen eens: Mir hätte léiwer déi doten zwee Gesetzer net méi hei um Ordre du jour!

Et hätt och keen domadder gerechent virun zwee Joer, dass mir no deem éischte Lockdown an no 550 Milliounen Euro Aiden, déi mer schon ausbezuelt hunn, nees hei stinn, wéi elo scho gewosst och net fir d'lescht, an eng weider Verlängerung vun den Hëllef fir kleng a mëttelstänneg Betriber stëmme géifen. Mee mir mussen dës Aidë stëmmen, well déi sanitär Situatioun mat alle Restriktiounen, déi weider néideg sinn, dat vun eis fuerdert. A mir wëllen och dës Aidë stëmmen, well mer eis Wirtschaft an eis Betriber aus dem Mëttelstand weider ënnerstëtze wëllen, dass si dës schwierig Zäit an der Pandemie iwwerstinne.

Et ass gutt a richtig, dass d'Regierung vun Ufank un d'Betriber net am Stach gelooss huet an och d'Salariéen net am Ree stoe gelooss huet. Dat géllt och elo nach a wuert och iwwert déi nächst Méint mam Phasing Out vun den Aiden nach de Fall sinn.

Här President, fir d'LSAP stoung vun Ufank u an dëser Pandemie d'Leit am Mëttelpunkt, sief et, wat d'Mesuren am Santésberäich ugeet, awer och an eiser Wirtschaft. Aarbechtsplaz retten a Chômage verhënnere, war vun Ufank un eist groust Zil.

Et muss a soll ee virsiichteg sinn, mee wann ech eisem neien Aarbechtsminister, dem Georges Engel, nolauschten, hu mir dëst Zil wäitgeendst bis elo erreicht. Enn Dezember louch de Chômage bei 5,2 % - also um Niveau vu virun der Kris. Heizou huet de Chômage partiel wuel dee gréissten Deel bäigedroen, ma och d'Aide de relance huet Aarbechtsplazen assuréiert, andeem se dem Patron pro Salaré e gewëssene Montant zegutt komme gelooss huet.

Haut stëmme mir, dass dëst och fir d'Méint Januar a Februar de Fall soll sinn. Dat ass och gutt an dat géllt och fir d'Aide vun de Coûts non couverts.

Här President, mir hunn an dësem Gesetz de Champ d'application erweidert. Mir hunn d'Garagisten, déi Autoe verkafen, eligibel gemaach. Dat ass och gutt esou a war och néideg. Mee et ass wichteg, och aner Secteuren am A ze behalen, wéi se mat den Erausfuederunge vun der Pandemie ëmginn. Am Bausecteur ass et de Moment méi schwéier ginn, d'Material erbäizekréien. Hei spille virun allem d'Präisser eng Roll. Et gétt nach ëmmer Holz ze kafen, mee net méi genuch. An dofir adaptéiert sech dee Präis.

Mir hate gësch eng grouss Diskussioun heibannen iwwert d'Präisdeierecht, wéi mer déi ofgefierdert kréien. Eng Ursach hei sinn eeben och d'Betriber, déi och hir Präisser mussen upassen. Do muss mer d'Situatioun am A behalen, dass mir och hinnen hëllef, dat verdeiert Material erbäizekréien a bezuelen ze kënnen, dass net herno aleng de Konsument fir déi verdeiert Präisser muss riichtstoen.

Et gi sécher nach aner Entreprene, déi bei dësen Aiden duerch d'Raster falen. Ech denken do zum Beispill u jonk Entreprene, déi sech rezent gegrennt hunn. Dofir ass et wichteg, dass mer och déi Betriber am A behalen a kucken, wou mer nach Upassungen herno mussen maachen, dass mer keng Betriber verléieren.

D'Zil vun der LSAP ass et nämlech, dass an dëser Pandemie kee seng Existenz verléiert, weeder säi Betrib muss opginn nach seng Aarbechtsplaz verléiert. Dofir brauche mer och dëst Gesetz hei, wat mer haut hei stëmmen. Dofir ginn ech och den Accord vun der sozialistescher Fraktioun zu dësem Gesetz a soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschten.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Madamm Burton. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Chantal Gary, Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Chantal Gary** (déi gréng) | Fir d'éischt merci un d'Rapportrice Simone Beissel fir e gudder mëndlechen a schrëftleche Rapport. Mir begrëssen natierlech, dass dës Aiden elo nach eemol konnten ëm zwee Méint verlängert ginn. Quitte dass vill Betriber entre-temps erëm zrëck an eng gewëssen Normalitéit fonnt hunn, ass et awer ëmmer nach esou, dass eng jett Betriber ëmmer nach schwéier Aboussen hunn, virun allem well verschidde Mesuren, déi en place sinn, verhënnere, dass munch Betriber hirer Aarbecht richtig nogoe kënnen. Ech denken hei zum Beispill un d'Nuetsliewen.

Natierlech, an däers si mir eis och bewosst, mussen mir lues a lues och drun denken, dës Aiden erëm erfrozeieren, ab deem Moment, wou och déi jeeweilig Mesuren opgehuewe sinn. Bis dohin ass et awer wichteg, dass mir eise Betriber, déi elo esou laang duerchgehalen hunn, och nach op der leschter Ligne droite déi néideg Ennerstëtzung zoukomme loosse.

Wat elo bei dësem Projet de loi nei un Aiden derbäikënn, dat ass de Secteur vun den Neiween, dee wéinst de Liwwerketteschwierigkeeten zum Deel staark impaktéiert ginn ass. D'Aidë ginn also op der leschter Zilgerad nach eemol ausgeweit, awer dëst ass daitlech limitéiert op déi zwee Méint vum Januar a Februar.

Fir eligibel ze sinn, muss déi jeeweilig Entreprise eng Perte vun op d'mannst 40 % par rapport zum selwechten Zäitraum vun 2019 gemaach hunn, wat jo schon enger ganz zolitter Perte entsprécht.

Bei engem Tëschebilan vum Autosfestival, dee rezent gemaach ginn ass, kounn allerdéngs eraus, dass d'Verkafszuele ganz gutt wieren. D'Clientë wiere weider gutt a Kaf laun a se hätte Verständnis fir déi laang Liwwerzäiten. Op Basis vun deene positiven Aussoen, kann ee jo nëmme hoffen, dass déi meescht Betriber sech aus eegener Kraaft aus dëser temporär méi schwieriger Situatioun manövréiert kréien an datt dës temporär Aiden dann och effektiv just temporär bleiwe mussen.

Wéi gesot, ënnerstëtze mir Gréng dëse Projet de loi an domadder ginn ech och den Accord vun der grénger Fraktioun. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschten.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Madamm Gary. Da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Villmools merci, Här President. Ech wëllt dann och ufänken an der Madamm Beissel villmools Merci soe fir dee Rapport, dee se eis gemaach huet.

D'ADR begréisst selbstverständlech déi Hëllef, iwwert déi mer haut ofstëmmen. An d'Madamm Beissel huet ganz gutt erkläert, dass dat vill mat der Coronakris ze dinn huet. Awer dat ass nëmme en Deel vun der Situatioun! Et ass nëmme en Deel vun der Wourecht, mat där mer haut ze dinn hunn. Well d'Regierung selwer huet den Entreprene et ganz, ganz schwéier gemaach an deene leschte Méint.

Ech wëll hei just drun erënneren, wéi et dem Horeca-Secteur gaangen ass, mat all deem Hin an Hier, mat Restriktiounen, déi net nozevollzéie waren. Elo hu mer d'Spärstonnen, déi Gott sei Dank ewech-falen. Et ass jo esou, dass d'Betriber sech iwwert déi

ganz Zäit beklot hunn iwwert déi Netprevisibilitéit an déi exzessiv Moosnamen, déi net sënnvoll Moosnamen; heiansdo war iwwerhaupt net nozevollzéien, wat do gemaach ginn ass. Den Horeca-Secteur ass een dervun. Een aneren ass den Transportsecteur, dee ganz staark viséiert ass, mat Schwierigkeeten, déi net coronabedéngt sinn, mee déi d'Regierung ze verantworten huet an hirer Politik!

*(Interruption)*

Dofir, loosse mer emol ganz sécher soen: Mir begrësse selbstverständlech all déi Hëllef. A jo, se sinn zum Deel bedéngt duerch eng sanitär Situatioun, déi vill Schwierigkeete verursaacht huet, mee awer och duerch eng Regierungspolitik, déi einfach net op der Héicht war.

**Une voix** | O vreck!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | En zweete Punkt, deen ech wëllt maachen, dat ass, dass mer jo och elo nach gesinn, dass d'Regierung sech engagéiert op e Wee, fir et de Betriber, déi scho Schwierigkeeten hunn, nach méi schwéier ze maachen.

Verschiedener vu menge Virriedner hu geschwat vun de Liwwerketten. Jo, do gouf et grouss Problemer, mee vun där selwechter Regierung, déi déi Problemer jo anscheinend agesäit, wa se mat Corona ze dinn hunn, héiere mer, dass se wëllt national virgoen an e Liwwerkettesgesetz maachen - national, wann net op europäeschem Plang -, wat de Betriber erëm zousätzlech Laaschten, administrativer a bürokratescher, operleet. Dat ass einfach dee falsche Wee!

Wat dat Gesetz hei ugeet, begrësse mir déi Hëllef selbstverständlech. Awer mir hu schon an der Kommissioun gesot: Et geet eis einfach net wäit genuch! An deene verschidde Avisen - d'Madamm Beissel hat se ernimmt, vun der Chambre des Salaré, der Chambre de Commerce an esou virun - ass dach den Tenor vun all deenen Avisen, dass et net wäit genuch geet, net breet genuch, net laang genuch, net genuch Entreprisé berücksichtegt ginn. Et ass dach dat u sech d'Haaptkritik!

**Une voix** | Richtig!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | An et ass och déi Kritik, där mir eis als ADR uschlëssen. Mir wëllen, dass méi Entreprene ..., dass méi generéis gehandelt gétt wéi dat, wat d'Regierung hei proposéiert. Dowéinst enthalte mir eis haut - net well mer mam But vum Gesetz net d'accord wäeren, mee well mer den Opruff un d'Regierung maachen, méi ze maache fir d'Entreprisé wéi dat, wat am Abléck geplangt ass.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Kartheiser. An d'Wuert geet weider un déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Merci, Här President. Här President, esou wéi beim eigentleche Covidgesetz gi mir och bei dësem Gesetz - d'Aidë fir d'Entreprene - reegelméisseg hei am Parlament mat Modifikatiounen a Verlängerunge konfrontéiert.

Mir hunn eis vun Ufank u bei dësen Aiden enthalen, net well mer se net gutt fannen, mee well eis déi sozial Kritik an de Gesetzer feelen. Fir eis ass an éischer Linn de Maintien dans l'emploi wichteg, a mir hu Schwierigkeeten domadder, wann eng Entreprise ka gläichzäiteg staatlech Aidë kréien a parallel dozou awer Leit entloosse kann. Dat huet sech jo och elo net an dësem geännert. An dofir wäerte mir eis och bei dësem Projet de loi enthalen.

Wat dës Kéier nach dobäi kënn, ass, datt elo och d'Autoshändler kënnen dës Aiden ufroen, déi jo bis elo fir d'Betribier am Horeca oder am kulturelle Beräich reservéiert waren. Begrënt gëtt dat domadder, datt et an deem Secteur wéinst dem Covid grousst Liwwerproblemer gëtt.

Ech mengen, mat deem Rasonement hätt een nach ganz vill aner Secteure missen hei mat abezéien, déi et warscheinlech finanziell och vill méi néideg hätten. Liwwerproblemer gëtt et aktuell a ganz ville Secteuren. Zum Beispill leiden och ganz vill Handwierksbetribier drënner. Fir eis weist dat hei virun allem, wéi aflossräich d'Autolobby hei am Land nach ëmmer ass.

Ech wëll awer och nach eng Kéier méi allgemeng eppes iwwert déi Aidë soen. Och wann dat vläicht net déi express Volentéit vun der Regierung war, sou muss een awer dach festhalen, datt dës Aidë bei deene kleng Betribier ganz oft net esou ukommen, wéi se sollten. Et gëtt ee jo reegelméisseg an deem Sënn vu Leit kontaktéiert, Leit, déi mat de Modalitéiten net eens ginn, Leit, déi duerch de Raster falen oder déi d'Perte einfach net opgefaange kréien.

Dat hänkt engersäits mat der dach relativ komplexer an oft changéierender Gesetzesbasis zesummen, mat de Berechnungsmethoden, mat dem Mangel un Informatioun an och mam zäitversaten Ausbezuelen vun den Aiden, déi deelweis grousst Problemer an der Tresorerie bréngen.

Wat gefeelt huet, war och eng méi grousst Differenzatioun tëschent deene ganz klengen Independanten an deene méi grouss Betribier a Chaïnen. Ech mengen, et ass wichteg, dat och emol eng Kéier hei ze soen, well dobause bei de Leit ass den Androck entstanden, all déi Betribier am Horeca wiere jo grousstzueg vum Staat entschiedegt ginn. Dat stëmmt esou net! Well zemoos déi ganz kleng Cafés- a Restaurantsbesëtzer hunn deelweis uerdentlech Plomme gelooss an dëser Pandemie an hu souguer missen zoumaachen.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | An deem Sënn muss ee sech och froen, ob een net dës Aiden hätt missen op d'mannst bis de Summer weiderlaffe loosse, esou wéi d'EU dat jo och erlaabt. Et ass jo net dovunner auszegoen, datt ab dem 1. März erëm alles normal leeft an deem Secteur.

Merci fir d'Nolauschtenen.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Merci och un d'Rapportrice fir een exzellente Rapport, wou u sech och déi Fro erklärt gëtt, firwat mer et getrennt hunn zwëschent deene retroaktiven Aiden an deenen, déi da bis Summer géife weidergoen, wou jo e Projet de loi ënnerwee ass. An ech mengen, et geet eise Betribier zum Deel nach ëmmer net gutt an duerfir sinn déi Aiden indispensable.

Ech hat e puermol an der Vergaangenheet de Minister interpelléiert a gesot: „Kommt, mir loosse se méi laang lafen, kommt mir loosse se méi laang lafen.“ Ech krut ëmmer d'Antwort: „Et geet net.“ Ech verstinn, datt dat och net gaangen ass. Deement-sprechend muss mer eebe méi oft déi Aidë stëmmen, ëmmer dann, wann et erëm geet, an duerfir gi mir och haut eise Feu vert derfir.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Mëttelstandsminister Lex Delles.

### **Prise de position du Gouvernement**

**M. Lex Delles**, Ministre des Classes moyennes | Merci villmools, Här President. Loosst mech fir unzefänken der Madamm Rapportrice villmools Merci soe fir de schrëftlechen an och mëndleche Rapport.

Jo, et war net den éischten. D'Madamm Burton huet gesot, et wier fir d'eelefte Kéier. An ech mengen, dass grad dat och d'Stärkt war vun den Aiden hei. Ech kommen nach eng Kéier drop zrëck, wat virdu vun der Madamm Cecchetti gesot ginn ass, well nämlech do d'Fro opkomm ass, firwat esou oft déi Aiden ugepasst gi sinn. Majo, well et grad d'Stärkt ass vun den Aiden, wéi se hei sinn, dass mer ëmmer erëm konnten upassen, Secteure mat eranhuelen, déi am Ufank net dra waren, Secteuren erëm eraushuelen, déi d'Aiden einfach net méi brauchen, well se net méi ugefrot gi sinn.

Hei gesi mer also, dass et eng Verlängerung ass fir zwee Méint. D'Konditiounen vun dem Fonds de relance, vun der Aide relance a vun der Aide coûts non couverts sinn déi nämmelecht. Och hei, contrairement zu deem, wat elo grad gesot ginn ass vun deene Lénken ... Dir hutt gesot, et géif ëmmer erëm d'gesetzlech Base changéiert ginn. Neen, et ass ëmmer erëm dat nämmelecht, säitdeem de Fonds de relance en place gesat ginn ass virun iwwer engem Joer, ass just d'Verlängerung vun den Aidë gemaach ginn, Secteuren erageholl ginn an erausgeholl ginn, mee d'Modalitéite waren ëmmer déi nämmelecht. D'Formulairë selwer waren ëmmer déi nämmelecht. Dat heescht, do ginn et keng Changementer.

Mam Ausbezuelen, dass ee muss esou laang drop waarden, och dat ass net wouer. Op den Dag vun haut si 550 Milliounen Euro iwwert d'Aide coûts non couverts an iwwert de Fonds de relance ausbezuelet ginn. Mir sinn am Moment beim Ausbezuelen bei enger Duree vun enger Woch, bannent enger Woch sinn d'Suen ausbezuelet ginn, dat natierlech ënnert der Konditioun, dass den Dossier, deen eragereecht ginn ass, komplett ass.

Ech sinn och ganz frou, dat kënnen haut ze soen, well et mat Momenter, wann et Deeg waren, wou 300, 400 Demanden am Dag erakomm sinn, do huet dat natierlech dann dräi, véier Woche gedauert. An ech hunn et nach all Kéier hei gesot, um Ministère hunn d'Beamten alleguerten eng enorm Aarbecht geleescht, fir dat doten och kënnen esou schnell kënnen ze realiséieren, fir och kënnen ganz séier d'Liquiditéiten an d'Betribier ze kréien.

An ech wëll just nach eng Kéier preziséieren: Dat hei ass en Deel vun den Aiden, dat sinn d'Aide coûts non couverts, de Fonds de relance. Fir d'Liquiditéiten goufen et och nach zu verschidde Momenter aner Aiden, fir kënnen Liquiditéiten an d'Betribier ze bréngen.

Ech mengen, wat bei dësem Projet de loi och ganz wichteg ass, ass, dass den Accord vu Bréssel schon do ass. Dat heescht, déi kënnen direkt ausbezuelet ginn. An ech sinn och ganz frou, dass an der Kommissioun - an ech wëll och hei der ganzer Kommissioun eng Kéier Merci soen duerfir - d'Decisioun geholl ginn ass, fir deen Text hei eenzel stëmmen ze kënnen, an dann, soubal wéi deen Text hei gestëmmt ass, mat engem neie Projet ze komme fir d'Verlängerung bis Juni. Well och dat, wat grad kritiséiert ginn ass, muss een awer a Fro stellen, well nämlech virun zwou Woche schon annonciéiert ginn ass, dass d'Aidë wäerte bis Juni verlängert ginn. Dat heescht, dat ass alles schon annonciéiert.

An ech mengen, dass dat e ganz wichtige Punkt ass, Madamm Cecchetti, wéi Der ugeschwat hutt, fir dass et kloer ass, dass d'Betribier Previsibilitéit hunn, Previsibilitéit bis Juni. Dir hutt et kritiséiert, mee et ass

jo schon annonciéiert ginn, dass mer d'Méiglechkeet hu vun Europa, fir kënnen bis Juni Aiden ausbezuelen. D'Annonce ass gemaach ginn, wéi et och soll weidergoe fir d'Betribier.

Dir hutt gesot, dass keng Differenz gemaach gëtt tëschent klengen a grouss Betribier. Bon, dat gesinn ech natierlech ganz anescht, well mir hunn eng Staffellung am Aidësystem. Sot mer elo, wann et net wouer ass. Also ech erënnere mech, dass et nach allkéiers dra stoung, dass mer eng Staffellung hu vun den Aiden. D'Aide coûts non couverts, déi net gebonnen ass u grousst oder kleng, déi ass gebonnen un d'Depensen, déi eng Entreprise réllement huet. Wann eng kleng Entreprise héich Depensen huet, da gëtt se méi héich subventionéiert. Wa se méi kleng ass, wa se manner Depensen huet, gëtt se méi déif subventionéiert. Mee hei geet et jo drëm, eebe grad Hëllef kënnen ausbezuelen, fir dass och déi kleng Betribier déi Hëllef kréien. Do ass et limitéiert op 30.000 Euro de Mount, wann Der vun engem Einmannbetrib schwätzt zum Beispill. Ma deen huet d'Méiglechkeet, wann d'Depensen héich sinn, 30.000 Euro de Mount iwwert déi Aiden hei ze kréien, natierlech limitéiert dee ganze Montant am europäesche Kader op 1,8 Milliounen pro Betrib. Mee ech mengen, dass do déi mannste ganz kleng Betribier op déi Limiten dropkommen.

Ech fannen et awer ëmmer e bësse speziell, wann een - an do ginn ech Iech Recht - sech déi Fro stellt vun Almosen. Et héiert een ëmmer erëm: „Jo, d'Betribier kréien hei Almosen ausbezuelet.“ Dat gesinn ech guer net esou! Et ass hei en Investissement an d'Betribier. Et ass en Investissement an d'Zukunftsfäegkeet vun der Lëtzeburger Wirtschaft, dass déi Aiden hei ausbezuelet ginn, fir dass och wann déi Kris hei eriwuer ass, mer nach kompetitiv Betribier hunn, déi kënnen fonctionéieren an déi net duerch déi Kris hei futti gaange sinn.

An do gesäit ee jo och mat den Zuelen ... Ech weess net, ob do Verschiddener vläicht anerer gesinn hunn. Ech hunn déi gesi vun de Failliten, déi erfogaange sinn an de Krisejoren. Mir hunn also manner Failliten an de Krisejoren, wéi mer nach 2019 hatten. An ech si mer sécher, dass do souwuel de Chômage partiel wéi awer och déi Aiden hei e ganz wichtige Bäitrag dozou geleescht hunn, dass mer eebe grad kënnen eise Betribier hëlfe, iwwert déi schwéier Zäit erauskommen.

Dann natierlech déi Fro vum Delai, eng ganz wichteg, an d'Madamm Rapportrice huet se gesot. Ech wëll se awer just nach eng Kéier ënnersträichen: Den Delai, wou ee kann d'Demanden erareeche, ass verlängert ginn op de 15. Mee. Dat heescht, alleguerten d'Aiden, déi tëschent Juli a Februar da kënnen ugefrot ginn, hunn en Delai bis de 15. Mee, wou se kënnen erageereecht ginn. D'Demandé fir de Januar an de Februar wäerten ab muer och online sinn a wäerten dann och esou séier wéi méiglech kënnen traitéiert ginn. Ech mengen, dass dann nach jiddweree ka réckwierkend, wann en elo ganz grousst Liquiditéitsproblemer hätt an awer trotzdem vergiess huet, Juli, August, September, Oktober seng Demanden eranzereechen, déi da mat deem Projet de loi hei kann nach bis de 15. Mee erareeche. Ech mengen, dass dann och laang genuch Zäit war, fir kënnen déi Demanden ze maachen an och fir kënnen schnellstméiglechst hei déi Aidë kënnen ausbezuelet ze kréien.

Ech mengen, dass mer dat eebe grad mat dem europäesche Kader maache kënnen, wann deen neie Projet eragereecht ginn ass.

Ech wëll nach ganz kuerz just op d'Motioun agoen, déi eragereecht ginn ass. Natierlech ass et ganz wichteg, dass mer a permanentem Echange si mat



deene verschiddene Chamberen oder mat de Federatiounen, fir eis och kënnen e geneet Bild ze maachen um Terrain.

Ech deelen natierlech net d'Meenung, dass eng Federatioun vläicht méi e staarke Lobbying mécht wéi eng aner. Ech fannen éischter hei, dass et esou ass, dass wa mer vu Retarde schwätzen, vun Ausliwwerunge vun iwwer engem Joer an dass een do d'Zuele ganz kloer gesäit, dass et der Vente ... An ech schwätzen hei just vun der Vente vun Autoen, déi hei mat an den Aidë sinn. Mir müssen déi Differenz maachen tëschent Flécken, also alles wat Mechanik ass ... Do sinn d'Méiglechkeeten do, mee bei aneren net.

En tout cas wëll ech villmools Merci soe fir déi breet Zoustëmmung zu dësem Projet de loi.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools dem Här Mëtzelstandsminister Lex Delles. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Ier mer elo zum Vott kommen, wollt ech drun erënneren, datt ee sech fir d'éischt muss op sengem Posten aloggen, fir kënnen mat ofzestëmme.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7935. Den Text steet am Document parlementaire 7935<sup>9</sup>.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7935 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmme fänkt un. Da komme mer elo zum Vote par procuracion. De Vott ass ofgeschloss.

An de Projet de loi ass mat 54 Jo-Stëmme bei 6 Abstentiuonen uegheoll.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Paul Galles) ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par M. Marc Hansen), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen.*

*Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

**Motion 1**

Da komme mer nach zum Vott vun der Motioun. Wëllt nach een d'Wuert zur Motioun ergräifen? D'Madamm Simone Beissel.

**Mme Simone Beissel** (DP) | Merci, Här President. Fir d'éischt merci dem Här Spautz, deen d'Initiativ geholl huet fir dës Motioun. Et sinn u sech zwee Punkten dran. Dat heescht, invite dass d'Regierung virufiert, ganz genau de Secteur ze surveilléiere mat all deem, wat do nach komme kann, fir andauernd kënnen anzegräifen. Ech mengen, de Minister huet et gesot, dass en dat och ëmmer mécht.

An dat Zweet, dat ass - an ech mengen, ech widderhuelen Iech dat, Dir héiert dat jo och dobaussen -, dass de Minister Lex Delles bekannt dofir ass, dass e vun Ufank un, wou en an deem Amt ass, reegelméisseg am Dialog ass mam Secteur a mat all de Chamberen, a säit der Pandemie net nëmme reegelméisseg, mee praktesch andauernd a ganz intensiv. Well allegueren déi Texter, déi ausgeschafft gi sinn, déi droe wierklech - wéi soll ech soen - eng gemeinsam Handschrëft vum Secteur an dem Minister Delles selwer.

An entschëllegt, ech kann et jo awer elo net loossen: De Verrieder vun der ADR huet Saache gesot, déi eis zu dëser Säit vun de Bänken net verständlech sinn. Hie seet, et wär net nëmme d'Pandemie an d'Regierung géif näischt maachen. Ausser ech hu Lächer am Kapp: Mir sinn elo um eeleften Text vun den Aiden an de reguläre Verrieder vun der ADR ass nëmme heiansdo an der Kommissioun an deen, deen haut geschwat huet, dee war an de leschte Joren net eng eenzeg Minutt an der Kommissioun, kann also net wëssen, wat alles diskutéiert ginn ass vun all de Problematiken, ...

**Une voix** | Très bien!

**Mme Simone Beissel** (DP) | ... den Aiden, der Philosophie vun deem ganze Secteur. Et deet mer leed, ech muss dat lassginn, well et ass eng intellektuell Injure, wann ech Saachen héieren, dass d'Regierung ...

**Une voix** | Très bien!

**Mme Simone Beissel** (DP) | ... all Mënsch géif am Ree stoe loossen. Also wannechgelift!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Madamm Beissel. An da kritt den Här Fernand Kartheiser d'Wuert.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Här President, ech hat eigentlech net wëlles, elo ze schwätzen, well mer eis alleguer iwwert déi Motioun hei eens sinn. Mee wann ech d'Madamm Beissel héieren, wëll ech awer e puer Wuert soen.

D'Madamm Beissel wëllt éischters hei den Androck verwëschen, datt mer jo net alleguer Member an all Commission parlementaire sinn. Ech sinn zum Beispill net Member an der Kommissioun vun de Classes moyennes.

(Brouhaha)

**M. Gilles Baum** (DP) | Äre Verrieder ass ni do. Dee sëtzt a Südafrika!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Ech sinn also normalerweis och net do, mee ech sinn an deene Kommissiounen, wou ech Member sinn, wat awer net heescht, datt ech selbstverständlech net d'Regierungspolitik an all deenen Domäne genee verfolgegen. An dat, wat mir soen als ADR, dat ass just eng Tatsaach!

Kuckt dach nëmme, wéi Der mam Transportsecteur ëmgitt! Kuckt, wéi Der doduerch, datt Der zum Beispill de betriblichen Diesel ëmmer méi héich besteiert, zur Inflatoun bäidrot! Kuckt, wat Der mat den Energiepräisser maacht, wou eis Entreprises ...

**M. Gilles Baum** (DP) | Kommt op d'Theema!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | ... Problemer hunn, well d'Energiepräisser a Frankräich, wat just den Noper ass, wat just d'Konkurrenz ass, véier- bis fënnefmol méi bëlleg si wéi hei!

(Brouhaha)

Kuckt Iech dach un, wat Der mat den Entreprisé maacht! Kuckt Iech un - an ech hunn dat Beispill vun dem Horeca genannt -, wat Dir gemaach hutt an deene leschte Méint mat deem Hin an Hier!

(Brouhaha)

Hutt der dem Här Koep net nogelauschtert? Ech brauch net an der Classes-moyennes-Kommissioun ze sinn. Et geet duer, fir dem Här Koep nozelauschteren an all deem, wat dee gesot huet, fir Iech ze soen, datt Der net kapabel waart, ...

(Interruptions)

**M. Gilles Baum** (DP) | Ech bréngen Iech seng Interviewen, wou en den Här Delles lueft!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | ... eng Politik ze maachen, déi dem Secteur vum Horeca entgéintkomm wär. Dir hutt a méi wéi an engem Secteur während dëser Kris einfach eng Navigation à vue gemaach, en Hin an Hier, wat enger Regierung onwierdeg ass, wou Der net gewisen hutt, datt Der op der Säit vun den Entreprisé stitt, mee an engem Aktionismus, wou Der probéiert hutt, eppes ze maachen, wat absolutt net der Situatioun ugemooos war.

An dofir soe mir Iech als ADR: Déi Hëllef ginn eis net wäit genuch! An et ass net esou, wéi d'Madamm Beissel hei seet, datt mir e falschen Androck géife vermëttelen, well mir widderhuelen dat hei, wat d'Entreprisé soen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fred Keup** (ADR) | Très bien!

**M. Gilles Baum** (DP) | Ech géif mengen, Büro 6!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Kartheiser. Dann huet den Här Dan Kersch d'Wuert gefrot.

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Här President, ech wollt just eng ganz kleng Fro stellen un den Här Kartheiser. Nennt mer wannechgelift ee Land, wou d'Aiden un d'Betribler méi héich ware wéi hei zu Lëtzebuerg!

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Ech soen Iech eppes, Här Kersch. Dir hutt mech jo gefrot. Nennt mir ee Minister, deen esou géint d'Independante gefacht huet wéi Dir an deen dofir aus der Regierung erausgaangen ass.

(Brouhaha général)

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Äntwert op d'Fro!

**M. Fernand Etgen**, Président | Här Kartheiser, wannechgelift.

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Äntwert op d'Fro!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Ënner all deene Leit, déi hei an enger Verantwortung ... an de Réck gefall sinn. Dir sidd ...

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Äntwert op d'Fro! Äntwert op d'Fro!

**M. Fernand Etgen**, Président | Här Kartheiser, ech géif Iech bieden, deen exzessiven Toun ...

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Äntwert op d'Fro! Äntwert op d'Fro!

**Une voix** | Dir hutt net op d'Fro geäntwert.

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Et ass keng Äntwert komm. Dat ass bezeichnend fir déi Politik, déi Der maacht.

Hallefwoerchten an d'Welt setzen an op konkreet Froen net äntweren!

*(Brouhaha)*

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | D'Äntwert ass, datt Dir haut hei ...

**M. Dan Biancalana** (LSAP) | Dann nennt e Land!

**M. Fernand Etgen**, Président | Här Kartheiser, ech bieden Iech, an der Zukunft all Är Interventiounen an engem ugemoossenen Toun ze maachen, wéi dat sech an dësem Haus gehéiert. Ech soen Iech Merci. An da ginn ech d'Wuert un den Här Mëttelstandsminister Lex Delles.

**M. Lex Delles**, Ministre des Classes moyennes | Just fir déi Diskussioun do direkt wëllen am Keim ze erstécken: All déi Aiden, déi gemaach gi sinn, sief et fir d'Independanten iwwert de Ministère des Classes moyennes oder all déi aner Aidë wéi zum Beispill d'Aide coûtés non couverts, iwwert déi mer haut schwätzen, d'nämmlecht awer och de Fonds de relance, wou och do d'Independantë mat en Consideratioun geholl ginn, si mam Här Minister Dan Kersch zu deem Moment ofgeschwat ginn a sinn och do echangéiert ginn, fir déi esou kënnen en place ze setzen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Lex Delles**, Ministre des Classes moyennes | Just fir dat eng Kéier kënnen ze soen.

Op där anerer Säit, mengen ech, wier et ganz einfach: Déi Diskussioun hei misst guer net sinn, wa mer kéinten den Här Reding froen, dee feste Member ass fir Är Sensibilitéit an der Kommissioun, dee leider awer all déi Proposen, déi jo esou dramatesch elo grad hei vun Iech erkläert gi sinn, leider an der Kommissioun ni ugeschwat huet. Da sinn ech jo sécherlech frou, wa mer an der nächster Kommissioun da kënnen mam Här Reding als Verrieder vun der ADR doriwuer schwätzen, wann et Iech esou ënnert den Neel brennt.

**Plusieurs voix** | Très bien!

*(Brouhaha)*

**M. Sven Clement** (Piraten) | Do kann ee wéinstens per Visio derbäisinn!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci dem Mëttelstandsminister. An dann huet nach den Här Yves Cruchten d'Wuert gefrot.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Jo, entschëllegt, dass ech elo net hei zu deem Cabaretstéck hei ka bäidroen, mee ech wollt eigentlech just dem Kolleeg Marc Spautz villmools Merci soe fir seng Motioun, well och wa se e bësse banal schéngt, se ass extreem wichteg. Well effektiv, mir dāerfen net mengen, dass mam Enn vun de Moosnamen ëmmer alles direkt an der Rei ass, mee dass mer effektiv mussen de Fokus halen op Problemer, déi och nom Enn vun de Moosnamen nach kéinten entsto.

An ech sinn immens frou, dass de Minister vum Mëttelstand, den Här Delles gesot huet, dass en dat selbstverständlech géif maachen zesumme mat der ganzer Regierung an da gegebenenfalls och nach eng Kéier an d'Kommissioun géif komme respektiv an d'Chamber, fir iwwer eventuell aner Hëllef oder aner Projeten ze diskutéieren, wéi mer dann deenen Entreprises, déi kéinte leiden, ënnert d'Äerm gräifen.

Ech soen duerfir dem Marc Spautz nach eng Kéier villmools Merci. Déi Motioun hei ass ganz wichteg an déi kritt selbstverständlech d'Ënnerstëtzung vun der LSAP.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Cruchten. An dann nach eng Kéier - ganz lues wannechglift - den Här Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Här President, ech wollt eigentlech just Iech soen: Natierlech ginn ech Iech komplett Recht an där Remark, déi Der gemaach hutt. Ech wollt Iech just soen: Et ass schwéier, fir sech verständlech ze maachen, wann 59 oder 56 Kollegeen hei jaitzen, wann ech schwätzen.

*(Hilarité)*

**M. Sven Clement** (Piraten) | Genau 59!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Wann déi 56 Kollege géifen héiflech nolauscheren, bräicht ech meng Stëmm net ze erhiewen.

Dat gesot, wëll ech selbstverständlech och soen, datt d'ADR déi Motioun vum Här Spautz absolutt ënnerstëtzt. Ech soen Iech Merci.

**M. Sven Clement** (Piraten) | 58, well den Här Reding ass net do!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Kartheiser.

Da kënnen mer elo zum Vott vun der Motioun kommen. Kënnen mer dës Motioun à main levée ofstëmme?

*(Assentiment)*

#### **Vote sur la motion 1**

Wie mat der Motioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun eestëmmeg ugeholl.

### **4. 7473 - Projet de loi relative au patrimoine culturel et modifiant :**

**1<sup>o</sup> la loi modifiée du 4 mars 1982 a) portant création d'un Fonds culturel national ; b) modifiant et complétant les dispositions fiscales tendant à promouvoir le mécénat et la philanthropie ;**

**2<sup>o</sup> la loi modifiée du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État ;**

**3<sup>o</sup> la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;**

**4<sup>o</sup> la loi du 17 août 2018 relative à l'archivage**

Mir kommen elo zum Projet de loi 7473 iwwert de kulturelle Patrimoine. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schon ageschriwwen: d'Madamm Octavie Modert, den Här André Bauler, d'Madamm Lydia Mutsch, den Här François Benoy, den Här Fred Keup, d'Madamm Nathalie Oberweis, den Här Sven Clement. An d'Rapportrice, déi honorabel Madamm Djuna Bernard, huet elo d'Wuert fir hire Rapport. Madamm Bernard, wannechglift.

#### **Rapport de la Commission de la Culture**

**Mme Djuna Bernard** (déi gréng), rapportrice | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi ech 2019 hunn dierfen d'Presidence vun der Kulturkommissioun untrieden, hunn ech mech als studéiert Historikerin scho ganz besonnesch op een Dossier gefreet an dat war dëst neit Patrimoinengesetz.

Vis-à-vis vun eise kulturellen Ierwe fillen ech mech dankbar an humble, fir Iech dëst Gesetz kënnen virstellen, mäin éischte Gesetzesrapport zu esou engem Sujet ze halen an dass mer haut dëse Meilestee kënnen zesumme stëmmen.

Eist kulturell Ierwe reflektéiert d'Geschicht vun eise Land, vun dësem Territoire, vun de Mënschen, déi hei gelieft hunn an nach liewen. Et ass e siichtbaart Zeeche vun eiser gemeinsamer Vergaangenheet an

domadder en Deel vun eiser Identitéit. Dowéinst schwätze mer haut an hei eeben net just vun alen Haiser oder Schiebelen am Buedem. Nee, et geet bei dësem Gesetz ëm net méi an net manner wéi ëm e wichtige Facteur vun eise Zesummeliewen, vun eiser sozialer Kohäsioun.

An dësem Bewosstsinn reegelt d'Gesetz, wat ech Iech haut dierf virstellen, den Ëmgang mat eise materielle wéi immaterielle Kulturierwen. Et reegelt den Ëmgang domat am Sënn vun der Nohaltegkeet, fir dass déi kommend Generatiounen och nach vun der historescher Architektur, den archeologesche Schätz am Buedem oder vun de Gebräich vun deemools profitéiere kënnen.

D'Reform vum Patrimoinengesetz geschitt ënner dräi groussen Ziler:

Éischtens gëtt hei eng méi modern a ganzheetlech Konzeptioun vun eise Patrimoine definéiert an applizéiert. D'Gesetz huet esou den Usproch, fir an dësem Beräich kloer an transparent Prozedure fir déi verschidden Acteuren a Verantwortlech ze definéieren.

Zweetens sollen an dësem Text sämtlech Dispositiounen zum kulturelle Patrimoine regruppéiert ginn. Ech kommen zu engem spéidere Moment op déi véier verschidde Beräicher zréck, ëm déi et hei geet.

An drëtzens geet et an dësem Gesetz drëms, dass mer déi international Konventiounen an d'Traitée ronderëm den Denkmalschutz gesetzlech ëmsetzen, déi Lëtzebuerg och an der Vergaangenheet scho ratifizéiert huet.

Här President, dass dëst Gesetz néideg ass, kann een och unhand vun e puer Zuele festmaachen: 47 %, dat ass d'Steigerung vun der Zuel vun national geschützte Gebaier an de leschten zéng Joer. 21, dat ass den Zouwuess u Personal vum Service des sites et monuments säit 2008. An zu gudder Lescht 39, dat ass d'Zuel vun de Joren, déi dat aalt Gesetz elo a Kraaft ass.

Et gesäit een also, dass sech an de leschte Jore vill gedoen huet beim Patrimoine, mee dass de gesetzleche Kader der Entwécklung hannendrugelaf ass, beziéungswies sech eigentlech net beweegt huet.

Och wa mer iwwert d'Grenze vun eise Land eraus kucken, gesi mer, dass eis däitsch Nopere bei hirem Kulturgutschutzgesetz vun 2016 an d'franséisch Nopere mat hire substanzialen Ännerungen am Code du patrimoine 2016 an 2021 scho maassgeblech Schrëtt an hiren Approche zur Protektioun vum Patrimoine geholl hunn.

D'Konventioun vu Faro war e wichtige Startpunkt fir d'Aarbechten an dësem Gesetz. Si setzt souzesoen de moderne Standard vum Denkmalschutz op internationalem Plang. Zum engen gëtt an dëser Konventioun den Ënnerscheid vun de véier Volete vum kulturellen Ierwe gemaach. Zum anere gëtt den öffentliche Interesse um Schutz vum Patrimoine aus verschiddene Richtungen ofgeleet, notamment aus enger historescher, enger kënschtlerescher, eng wëssenschaftlecher an enger politescher Dimensioun.

D'Essenz vun dëser Konzeptioun vum Patrimoine léisst sech mat de Wieder vum Françoise Benhamou gutt erëmgin: « Le patrimoine relève [...] du passé, il en raconte l'histoire et nous mène au présent dont il nourrit la créativité. » Am Géigesaz zu fréier ënnersträicht eng modern Virstellung vum Kulturierwen och den Aspekt vun der Valoriséierung, dat heescht d'Fro, wéi de Patrimoine net nëmme kann erhale ginn, mee wéi e kann notz- an erfuerbar gemaach gi fir eng méiglechst grouss Zuel vu Leit - haut an an der Zukunft.

Dat steet am Géigesaz zu fréieren Approchen, déi méi op eng reng Konservéierung beziéungswies Protektioun vu Sitten a Monumenter fokusséiert waren.



Och wann et vill Neierunge gëtt, ännert dëst Gesetz eng grundsätzlech Aufgabeverdeelung net. D'Roll vum Staat ass et och weiderhin, fir de kulturelle Patrimoine, dee vu nationalem öffentlichelem Interêt ass, ze conservéieren an ze schützen. D'Gemege behalen hir Kompetenzen a Verantwortlechkeete fir Gebaier, déi op lokalem Plang schützenswäert sinn.

Wann de Kär vun engem Gesetz ëm d'Geschicht geet, da wëll ech hei awer och kuerz op d'Geschicht vun dësem Gesetz agoen. Den Denkmalschutz ass sécher en Thema, wat d'Gemiddler beschäftegt, an dat net eréischt an de leschte Joren. Iwwert déi lescht Joerzénge gekuckt, sinn de wirtschaftlechen an demografesche Wuesstem sécher déi driewend Facteuren, firwat de Schutz vum Patrimoine zu Lëtzebuerg ënner Drock geréit. Nieft Verloschter gouf et awer och zum Deel ganz flott archeologesch Entdeckungen, déi de Räichtum vun eiser Geschicht dokumentéieren.

A leider ass et awer och d'Realitéit, dass dës Fouillé Schwierigkeeten op organisationellem wéi finanziellelem Plang vun esou munch Projete mat sech bruecht hunn. Scho viru ronn 20 Joer gouf et duerfir e Reformprojet. An dëse Projet de loi 4715 hat et bis wäit an déi parlamentaresch Prozedur gepackt, mee sollt awer schlussendlech ni adoptéiert ginn.

Ënnert der Madamm Modert als Kulturministeresch gouf dunn 2012 eng wegweisend Etüd vum François Deseilles zum Denkmalschutz zu Lëtzebuerg an Opdrag ginn, déi wichteg Erkenntnisser fir d'Aarbecht vun haut mat sech bruecht huet.

2015 huet mäi geschätzte Kolleeg André Bauler eng Interpellatioun zum Thema an dësem héijen Haus ugefrot, déi e breede politesche Konsens erginn huet, dass op dësem Sujet dréngend misst nei legiferéiert ginn. Mee och an der Zivilgesellschaft, wou sech Biergerinitiativen zesummefannen, fir op d'Erstéierung vun ale Gebaier opmierksam ze maachen, an notamment mat Succès eng Petitioun lancéiert hunn, déi mir den 21. Oktober 2020 diskutéiert hunn.

Kolleeginnen a Kolleegen, vun der Geschicht vum Gesetzesprojet vun haut kommen ech dann elo op säin Inhalt. Dat neit Patrimoinengesetz beschäftegt sech, wéi gesot, mat véier Volete vum kulturellen Ierwen, op déi ech elo kuerz wäert agoen.

Deen éischte wär de Volet vum Patrimoine archéologique. Hei ass eng vun deene wichtigsten Ännerungen de Prinzip vun der Archéologie préventive. Si ass an der Valletta-Konventioun verankert, déi Lëtzebuerg 2016 approvéiert huet.

De Paradigmewissel, deen hei an der Archeologie vollzu gëtt, ass dee vun enger reaktiver zu enger proaktiver Philosophie. Amplaz dass d'Archeologen eréischt nodréiglech bei zufälligen Entdeckungen an an der Urgence musse mat hirer Aarbecht ufänken, gëtt op eng systematesch archeologesch Evaluatioun vun den Terraine gesat, déi scho während der Planungsphas vun engem Projet ka stattfannen. Esou ginn déi deier an onprevisibel Baustoppe verhënnert, wéi mer se haut kennen. Esou ergëtt sech méi Previsibilitéit a Sécherheet fir all déi Concernéiert. Fir dëse Changelement ze erméiglechen, ginn opgrond vun eise histoireschen a wëssenschaftleche Wëssen sougenannt „Zones d'observation archéologique“ définéiert, innerhalb vun deenen d'Bauprojete fir d'éischt archeologesch evaluéiert ginn a wou dann - wann et néideg ass - Buedemsondierungen oder Sondéierungsgruwungen duerchgefouert solle ginn.

Allerdéngs war et dem Legislatuer hei wichteg, Garde-fouen anzubauen, fir d'Prozedure méiglechst iwwerschaubar a kleng ze halen. Esou ass de Bau vu Gebaier an Infrastrukturen, déi net méi déif wéi 50

Zentimeter sinn, vun der archeologescher Evaluatioun ausgeholl.

An da gëtt et och fix Delaie fir preventiv Archeologie. Dës belafe sech am Prinzip op sechs Méint, kënnen awer am Accord mam Proprietär op zwielef Méint verlängert ginn, wann d'Entdeckungen dat rechtfertegen.

Fir dësen Deel zur Archeologie ofzeschléissen, wollt ech awer nach zwee Punkten uféieren. Deen éischte betrëfft de Centre national de recherche archéologique, dee mat dësem Gesetz zum Institut national de recherches archéologiques gëtt an deem seng Attributiounen méi breet opgestallt ginn, fir sengen neie Responsabilitéite gerecht ze ginn.

An déi zweet Remark betrëfft den Inventaire vum archeologesche Patrimoine. Dësen Inventaire ass natierlech virgesi wéi och bei deenen aneren Deeler vum Patrimoine. En ass awer am Géigesaz zum Patrimoine architectural net ouni Weideres fir e breede Public accessibel, dëst ganz einfach, well soss eventuell Schatzsucher sech kéinten ermontert fillen, fir selwer de Spuet an de Grapp ze huelen an illegal Fouillen duerchzuführen.

Net méi spéit wéi haut hat eis Kulturkommissioun d'Méiglechkeet, fir d'Vestigen zu Schieren ze besichen.

Ech wëll op dëser Plaz profitéieren, fir der Ekip vum CNRA e grouse Merci ze soe fir déi flott Visitt an hir engagéiert Aarbecht am Alldag.

**Une voix | Très bien!**

**Mme Djuna Bernard** (déi gréng), rapportrice | Léif Kolleeginnen a Kolleegen, vun der Archeologie kommen ech eriwuer bei den zweete groussen Deel vum Gesetz. An dat ass de Patrimoine architectural, also dat, wat mir an der Vergaangenheet klassescherweis als den Denkmalschutz bezeechent hunn.

En enorm wichtegt Dokument an dësem Beräich ass d'Granada-Konventioun vun 1985, déi mat dësem Gesetz endlech och zu Lëtzebuerg ëmgesat ka ginn. Och hei fënnt sech de Paradigmewissel, deen dëst Gesetz mat sech bréngt.

An der aktueller Prozedur war et nämlech esou, dass national relevant Gebaier an Denkmäler opgrond vun einzelnen Demandé klasséiert goufen. Oft war dat de Fall, wann e Gebai zum Beispill de Besëtzer gewieselt huet oder wann den Zoustand sech schonn dramatesch verschlechtert huet. Esou konnten och an der jéngster Vergaangenheet Gebaier net gerett ginn, well d'Fro vum Klassement sech einfach ze spéit gestallt huet.

Mat dem neie System wiessele mir och hei op e proaktive Schutz eriwuer. Op Basis vu kloren an eenheetlechen Definitiounen a Krittäre gëtt nämlech zukünfteg e wëssenschaftlechen Inventaire fir all Gemeng erstallt. Op där Basis gëtt da Gemeng fir Gemeng e Règlement grand-ducal ugeholl, deen déi Gebaier schützt. Domat verschwënn dann och de Besoin fir den Inventaire supplémentaire als Virstuf zum vollwäertige Klassement. Zousätzlech heizou féiert d'Gesetz d'Notioun vun de „Secteurs protégés d'intérêt national“ an, e Parallelismus zum Naturschutzgesetz, deen zum Zil huet, fir en Ensemble vu Gebaier ze schützen, fir esou e Gesamtbild ze erhalen. Als Ganz gekuckt, bréngt déi nei Prozedur och erëm vill Previsibilitéit, kloer Prozeduren an Transparenz mat sech a steet domat am Kontrast zur aktueller Virgeeënswis.

Natierlech wäert dee Wiessel eng gewëssen Zäit an Usproch huelen. An dofir kommen ech gläich nach eng kéier drop zrëck. Mee ëmgekéiert gekuckt ass dat en Effort, dee sech enorm lount, fir an der Zukunft

eng kéier virun de Won ze kommen, anstatt em permanent hannendrunzelafen.

Fir eise gebaute Patrimoine an der Tëschenzäit ze beschützen a weider Verloschter ze verhënnern, gesäit dat neit Gesetz nämlech dann de Mechanismus vum „Filet de sécurité“ vir. Dëse gesäit vir, dass ab dem Akraaftriede vum Gesetz all Proprietär vun engem kommunal geschützte Gebai de Minister spéitstens bei der Demande vun der Baugeneemegung muss informéieren, falls en d'Gebai ofrappen oder ëmbaue wëllt. Esou kann d'Gebai dee Moment - falls néideg - nach an d'Klassementsprozedur kommen.

Mir haten an der Kulturkommissioun d'Méiglechkeet, d'Ekip vum Service de l'inventaire ze besichen an eis hir Aarbecht erklären ze loossen. Mat vill Fingerspëtzegefill, Rigueur an Disziplin schaffe si an deene kommende ronn zéng Joer, fir dass dësen neie System ka Realitéit ginn.

Bei der Inventariséierung vun de Gebaier a Sitten ass et vun enormer Wichtigkeet, fir sämtlech concernéiert Acteuren, déi verschidde Ministèren, d'Gemengen, d'Bierger an eviderterweis d'Proprietäre vun de Gebaier matanzebeziehen an ze héieren. Mat anere Wieder: D'Transparenz ass ganz wichteg an engem Beräich vun engem kollektive Gutt an awer och vu wichtige individuelle Grondrechter wéi deem op Eigentum.

Dofir gëtt bei all Gemeng, wou den Inventaire gemaach gëtt, och eng Enquête publique gemaach, fir dass d'Biergerinnen an d'Bierger hir Aweise kënnen mat aflësse loossen. An deem Kontext ass och d'Sensibiliséierung an d'Informatioun iwwert dat neit Patrimoinengesetz eng ganz wichteg Aarbecht an Aufgab, déi och zesumme vun de staatlechen Institutionen an de Gemenge kann a soll wouergeholl ginn. De Service des sites et monuments leet schonn haut immens vill Wäert op dësen Deel vun der Aarbecht, wouvu mir eis als Kommissioun konnte bei eiser Visitt iwwerzeegen.

Zum Patrimoine architectural bleift fir de Rescht just nach ze soen, dass och den zoustännege Service des sites et monuments nationaux den Numm an d'Missiounen geännert respektiv erweidert krit. En heescht an Zukunft dann „Institut national du patrimoine architectural“.

Ech kommen elo zum drëtten Deel vum Gesetz, dem Patrimoine mobilier. Bei dësem Beräich geet et beispillsweis ëm Objete wéi Biller, Mënzen, Statuen oder histoiresch Miwwelen, déi vun nationalem Interêt sinn. Bis haut huet et an dësem Beräich, dee virun allem fir de Konschthandel an d'Muséeë wichteg ass, un enger kohärenter Legislatioun gefeelt. Dat war ëmsou méi problematesch, well den internationalen Handel mat esou Objeten a Konschtwierker an de leschte Joren a Joerzénge immens zougeholl huet, wat logescherweis och ëmmer méi Kulturgidder aus illegale Quellen an de Marché mat eragezunn huet. Och an dësem Beräich setze mir hei europäesch an internationalen Texter ëm.

Mat déi gréissten Ännerung ass d'Aféierung vun engem Certificat de transfert fir verschidde Kategorien u kulturellen Objeten, deen eng legal Zirkulatioun dovunner soll erméiglechen. Da gëtt och den Import vun Objete verbueden, déi illegal exportéiert goufen, entweeder aus engem EU-Memberland oder aus engem Land, wat d'Unesco-Konventioun oder d'Konventioun vun Den Haag ënnerschriwwen huet. Zu gudder Lescht ginn dann am Beräich vun mobilem Patrimoine nach d'Garantie d'État an d'Garantie de restitution gereegelt, déi ënner anerem fir eis Muséeë wichteg sinn.

De véierte Beräich a leschte Beräich vum Gesetz concernéiert dann eise Patrimoine immatériel, deen an

der Unesco-Konvention verankert ass. En ëmfaasst Praktiken, Traditionen, Wëssen an Knowhow vu Communautéiten, Gruppen oder Einzelen, déi vun nationalem Interêt sinn. Fir Iech Beispiller ze nennen: d'Eemaischen, d'Schueberfouer oder d'Sprangpressesioun. Hei gëtt mat dësem Gesetz en Inventaire vun dësem schützenswäerten Ierwen etabléiert.

Här President, ech hu probéiert, Iech dësen dach groussen a komplexe Projet a senge graffe Linne virzestellen. Ech kommen elo nach zu de verschiddenen Avisen, déi mer erakruten. Well et der vill waren, kann ech leider just kuerz drop agoen a verweise fir den Detail op mäi schrëftleche Rapport. Herno kommen ech dann zu den Aarbechten an der Kulturkommissioun.

De Staatsrot huet a sengem éischten Avis vum 9. Juni 2020 d'Iddi vun enger Moderniséierung vun de besteende Reegelen an eng Vereinfachung vun de Prozedure begréisst. En huet och d'Ëmsetzung vun den internationale Konventionen ënnerstëtzt an novollzunn. Gläichzäiteg goufen et awer och eng ganz Rëtsch vun Oppositions formelles, déi sech ronderëm verschidden Theeme regroupéiert hunn. Dëst waren d'Onkloerheet vun de penale Sanktiounen am urspringlechen Text, d'Diskussioun ronderëm de Prinzip vun der Égalité de traitement an der Egalitéit virun den effentleche Chargen, dann awer och nach d'Virkaftsrecht vum Staat an d'Recoursméiglechkeete géint déi am Gesetz festgeschriwwene Prozeduren.

An hirem nächste Avis am Mee 2021 war déi héich Kierperschaft an der Lag, de Gros vun den Oppositionen opzehiewen, huet awer zwou neier opgeworf op Basis vun den Amendementer, déi mer hinnen eragereecht hunn.

A sengem zweeten Avis complémentaire war de Staatsrot dunn an der Lag, fir sämtlech Oppositions formelles opzehiewen.

Wéinst de juristeschen Aspekter vun dësem Theema krute mir och Avisa vun den Autorités judiciaires. Och hei waren d'Haapttheemen d'Recoursméiglechkeeten, d'Kloerheet an d'Transparenz vun de Prozeduren, d'Virkaftsrecht vum Staat an d'Indemniséierung vun de Proprietären.

Da kommen ech elo bei d'Beruffskummeren: D'Chambre des Métiers weist sech besuert iwwert den Impakt vun der Archéologie préventive op de sensibelen Immobiliemarché, wënscht sech méi selektiv Krittäre fir de Patrimoine architectural an dréckt sech kritesch zu dem Droit de préemption vum Staat aus.

D'Chambre de Commerce lueft d'Ziler vum Text an ënnersträicht d'Wichtigkeet vum Kulturierwen als Attraktionsfacteur fir eist Land, zum Beispill beim Tourismus. Se suergt sech awer ëm zousätzlech administrativ Hürden a kritiséiert, dass d'Hallschent vun de Käschte fir d'Preventivarchéologie vun de Proprietären ze droen ass.

D'Chambre des Notaires reflektéiert an hirem Avis vill iwwert dat staatlecht Virkaftsrecht, wënscht sech méi prozedural Kloerheet an dréckt hir Besueg aus, dass dëst Gesetz d'Rechter vun de Proprietären aschränke kéint.

Dann zu de Gemengen: De Syvicol huet en éischten Avis am Februar 2020 eraginn an e komplementären Avis am Abrëll 2021. De Gemengesyndikat gesäit net nëmme de Besoin fir en neit Gesetz, e fënnit souguer, dass et héich Zäit gouf. E mécht sech allerdéngs Suergen ëm verschidden Deeler vum Projet de loi, notament beim Patrimoine archéologique, wou e fënnit, dass d'Zones d'observation archéologique kéinten zu engem hemmende Facteur

am Bau ginn. E wënscht sech dofir eng méi pragmatesch Approche ronderëm d'Archéologie préventive.

Dann ënnersträicht de Syvicol och, dass falls eppes vun nationalem Interêt fonnt gëtt, d'Fraisen och komplett vum Staat sollen iwwerholl ginn. Am Beräich vum Patrimoine architectural fënnit de Syvicol, dass d'Kreatioun vun de Secteurs protégés d'interêt national vum Staat kéint genotzt ginn, fir de Gemengen eng Mesure de protection opzeerleeën. De Syvicol ënnersträicht dofir, dass e bei der Kreatioun vun dese Secteure misst consultéiert ginn. E begréisst awer och no den éischten Amendementer vun der Kommissioun, dass d'Gemengen elo och an der Lëscht vun deene sinn, déi de Klassement beziéungswies den Deklassement vu Kulturjiddere kënnen ufroen.

De Syvicol wënscht sech dann och, dass d'Interëten an d'Obligatiounen vun de Gemengen bei der Ëmsetzung vun dësem Gesetz net vergiess ginn a fuerdert e Gemeengevertrieder an der zukünfteger Kommissioun fir den Denkmalschutz. Zu gudder Lescht hätt de Syvicol och gär déi nei Reglementer mam Projet de loi gesinn.

Da kommen ech bei d'Avisa vun den Experten am Beräich vum Patrimoine. Den Ordre vun den Architekten an den Ingenieure begréisst dësen ambitiësen Text, notament wéinst der Previsibilitéit vun de Prozeduren. E weist awer drop hin, dass de Service de l'inventaire déi néideg Moyene brauch, fir seng Aarbecht gutt kënnen ze maachen a plädéiert dofir, dass de Secteur Guiden an Informatiounen zur Verfügung gestallt kritt, fir déi nei Prozedure richteg ausféieren ze kënnen.

D'Denkmalschutzkommissioun COSIMO begréisst de Paradigmewiessel vun dësem Gesetz an ass iwwerzeugt, dass d'Archéologie préventive d'Prozedure beim Baue ka beschleunegen. Si leet e grouse Wäert op eng staark Sensibiliséierungskampagne ronderëm déi nei Prozeduren a fënnit, dass den Denkmalschutz an der Verfassung misst verankert ginn.

De Mouvement patrimonial lueft d'Simplifikatioun vun de Prozedure sou wéi d'Kohärenz an d'Previsibilitéit, déi dëst Gesetz mat sech bréngt, wënscht sech awer nach méi e staarken Iwwergangregimm.

D'ICOM, d'Vereenegung vun de Muséeen, begréisst dëst Gesetz, wënscht sech e Fonds pour le patrimoine culturel mobilier et immatériel a suggeréiert méi Personal a budgetär Mëttelen, fir d'Missioun vun de Mesurë ronderëm de Patrimoine mobilier besser begleeden an assuréieren ze kënnen.

D'Associatioun vun de Muséeen an dem Tourisme ferroviaire begréisst d'Gesetz, mee fënnit, dass dat mobilitt Kulturierwen am Beräich vun der Eisebunn an dem industrielle Patrimoine méi explizit hätt kënnen ernimmt ginn.

Ech wëll op dëser Plaz deene villen Organisatiounen, Interessevertriedungen a Kummere Merci soe fir hir Avisen an hir Remarken zu dësem Text an ech verweisen, wéi gesot, fir de weideren Detail op mäi schrëftleche Rapport.

Ier ech zum Schluss kommen, wëll ech Iech d'Aarbechten an der Kulturkommissioun net virenthalen. Den 30. August 2019 huet d'Kulturministesch Sam Tanson de Projet de loi deposéiert. Den 3. Oktober 2019 krut d'Kulturkommissioun den Text presentéiert an huet mech als Rapportrice designéiert.

Nom éischten Avis vum Staatsrot vum 9. Juni 2020 hu mir am Hierscht an e sëllege Sëtzungen innerhalb vun der Kommissioun geschaff an dunn am Dezember 2020 eng Serie Amendementer ugeholl. Den Avis complémentaire vum Staatsrot koum am Mee 2021, an am Juli huet d'Kommissioun eng weider Serie vun Amendements parlementaires ugeholl.

Den 13. Januar vun dësem Joer hu mer den zweeten Avis complémentaire vum Staatsrot sowéi d'Reglementer analyséiert. De 27. Januar vun dësem Joer huet d'Kommissioun dunn de Rapport vun dësem Gesetz ugeholl.

Erlaabt mer op dëser Plaz, de Membere vun der Kommissioun e grouse Merci ze soe fir hir konstruktiv an engagéiert Mataarbecht, besonnesch d'historesch Erfahrung mam Theema an déi dozougehöreg Sensibilitéite vu verschiddene Memberen hu maassgeeblech derzou bäigedroen, dass dëst Gesetz haut ënnert dëser Form ka gestëmmt ginn.

Erlaabt mer awer och, der Kulturministesch Sam Tanson an hire verschiddene Beamten am Kulturministère e grouse Merci ze soe fir hir Fachkenntnisser an hir pedagogesch Approche, fir mat eis déi ganz komplex Prozeduren ze diskutéieren, awer virun allem fir hiren dagdeeglechen Asaz fir dës wichtige Cause.

Dem Carole Closer e ganz grouse Merci fir de Support an d'Aarbecht, grad du wéi mer e relativ sportlechen Tempo virgeluecht hunn, an och mengem engagéierte Mataarbechter an Historikerkolleg Ben Zenner fir seng tatkräfige Ënnerstëtzung an dësem Rapport.

Här President, Madamm Ministesch, léif alleguer, ech hoffen, ech konnt Iech mat dësem Rapport en nützlechen Iwwerbléck ginn iwwert dat neit Gesetz zum Schutz vun eisem nationale Kulturierwen, en Ierwen, wat d'Identitéit vun eisem Land ausmécht a wat déi verschidde Kulturen a Communautéite reflektéiert, déi eisen Territoire an de leschte Joerhonnerte bewunnt a gestalt hunn. Dës Spuere vun eiser Geschicht géllt et och weider, wëssenschaftlech opzeschaffen, touristesch ze erschleissen, kulturell wäertzeschätzen a politesch ze schützen.

Merci fir d'Nolauschteren a fir Ären Engagement an dëser Debat.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Djuna Bernard.

An als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Octavie Modert agedroen. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

### Discussion générale

**Mme Octavie Modert** (CSV) | Merci, Här President. Mir wëlle wëssen, wie mir sinn. Mir sollte wëssen, wie mir waren. Eis gebaute Vergaangenheet weist eis dat esou einfach an esou gräifbar an hëlleft eis, eis selwer ze verstoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eis architektonesch Baukultur mat hirem Interieur, eis archeologesch Schätz, eis immateriell Traditionen an eist Wëssen hëlfen eis, eis Vergaangenheet ze kennen an domadder eise Wee an d'Zukunft a seng Gestaltung ze erkennen. Et ass sécher eng Bréck zwëschen Vergaangenheet an Zukunft an och e gemeinsaamt Band vu Mateneen, vun enger inklusiver Identitéit, déi net ausschléisst, mee verbënnit.

Historesch Bausubstanz huet Séil. Et si keng séilelos Këschten, déi all d'selwecht sinn. Si fërdert d'Zesummeliewen an de sozialen Zesammenhalt. Dat ass besonnesch nom Covidbroch ganz wichtig an der Gesellschaft.

Nohaltegkeet: Et ass bal e Schlagwuert ginn a gëtt scho bal iwwerstrapazéiert gebraucht, mee beim Kulturierwen, dem Denkmalschutz, der Denkmalfleeg, der historescher Bausubstanz, do ass de Begrëff ubreecht.



Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV ass fir den Denkmalschutz an d'Denkmalfleeg. Si ass derfir, datt d'Gesetz vun 1983 novelléiert gëtt a sprécht sech duerfir fir dëst Gesetz iwwert de kulturelle Patrimoine, iwwert d'Kulturierwen aus, och wann et net iwwerall perfekt ass. Mee et bréngt awer néideg Neierungen an nei Uluechten am Denkmalschutz a fir all Kulturierwen, déi hautdesdaags si mussen.

Ech hat 2015 hei op der Chambertribün bei der Interpellatioun vum André Bauler, deen d'Rapporteurin och schonn ernimmt huet, eng Rei Leitinnen an Neorientierungen opgezielt fir en neit Gesetz iwwer e kulturelle Patrimoine: sou zum Beispill verschidden Eebene bei de Schutzmoosnamen, niewent deem nationalen, wéi bis elo och, e kommunale Schutz oder e lokalen; d'Previsibilitéit duerch en Ex-ante-Schutz an duerch preventiv Archeologie; Objektivitéit mat Krittären - et si se gi virdrun, et gi se och elo, mee se waren net am Gesetz festgeschriwwen; Inventarisierung; en individuelle Schutz an e Secteurschutz; e Gesetz iwwer en archeologesche Patrimoine a fir den CNRA, deen 2011 gegrënnt ginn ass; e Label als Auszeichnung fir klasséierte Patrimoine, well et ass eng Auszeichnung, an och nach aner Saachen.

Déi Linne sinn am neie Gesetz erëmzefannen, och dat ass e Grond fir d'CSV, fir hir Zoustëmmung dozou ze ginn. Jo, fir dat neit Gesetz ass vill Aarbecht geleescht ginn, elo an och während Jore virdrun, ugefaangen - et ass zum Deel opgezielt ginn - virun 20 Joer, wéi punktuell Ännerungen an der Chamber deposéiert gi sinn. Mee ech war duerno der Meenung, et sollt ee méi wäitgoend Ännerunge maachen a mir hunn an der Chamberskommission amendéiert, zesummen analyséiert an diskutéiert. Mee mat villen Upassungen an engem besteeënden Text gëtt deen och net méi lieserlech an dunn hunn ech fonnt, e ganz neien Text wär besser. Ausserdeem bräichte mir eng ganz nei Uluecht an nei Konzepter. An esou ass dann och ënner anerem d'Étude de droit comparé vum François Deseilles, deen d'Djuna Bernard ernimmt huet, beoptraagt ginn an 2013 erauskomm.

Haut hu mir en neie Projet de loi, deen d'Kulturministerin Sam Tanson 2019 deposéiert huet. An all deenen, déi gehollef hunn, datt dat neit Gesetz zustane komm ass, wëll ech e Kompliment an e grouse Merci ausdrécken. Et si vill Hänn iwwer vill Joren, an d'Konzeptioun an d'Redaktioun, déi ware glat net evident. Duerfir, Madamm Minister, huet Äre Mataarbechter/innen an deene vu viregte Ministeren e grouse Luef mat. Ech weess, datt esou e laangt an och grousst Gesetz keng einfach Saach ass an net am Handëmdrëie geschriwwen an ausgeduecht ass. Merci all deene Bedeelegten, ob Mataarbechter oder Ministesch an hir Virgänger, Deputéiert an all de ville consultativen Organer, déi sech grad hei bei dësem Gesetz eng onheemlech Méi gemaach hunn, mat detailléierten a konstruktive Virschléi. Merci Iech!

Et sinn och vun 2007 un en ettlech Viraussetzung geschaaft ginn, ouni déi dëst neit Gesetz net fonctionéiere kéint. Nodeem ech Uerdnung an de Fonds pour les monuments historiques bruecht hat, si vun 2008 un déi sougenannte Begeueung vu Sites et monuments zesumme mat de Gemengenautoritéite gemaach ginn, well mat där Bewäertung konnt dunn zu engem Ex-ante-Schutz iwwergaange ginn an zu méi Previsibilitéit.

Mam deemoolegen Inneminister, dem Jean-Marie Halsdorf, hat ech ausgemaach, beim Opstelle vun den neie PAGen an de Gemengen den Denkmalschutz mat anzebeiden. Dat ass geschitt an et ass an d'Gemengen-Amenagementsgesetz ageschriwwen ginn, wat 2015 ënner sengem Nofollger gestëmmt ginn ass, deen och hei sëtzt.

Och d'Inventoriséieren ass et am Ufanksstadium ginn - Ufankstadium wuel, mee ginn -, esou wéi vereenzelt preventiv Ausgruueungen. Dat sinn nei Premissen, déi elo natierlech an dësem neie Gesetz e legale Kader kritt hunn, well deen hate se virdrun net.

Jo, et war schonn e wäite Wee an et hunn e puer Generatiounen Ministere mat dru geschaaft. Dir, Madamm Tanson, hutt dunn de Gesetzesprojet virun zwee an engem-hallewe Joer kënnen deposéieren an hei an d'Chamber bréngen. A mir hunn an ettleche Kommissiounssitzungen, wéi d'Djuna Bernard scho gesot huet, vill Diskussiounen geféiert, Erklärungen kritt an Ännerunge gemaach. An elo kéint de Gesetzesprojet haut zu sengem Ofschloss.

Ech wëll Iech, Djuna Bernard, als Presidentin vun der Kulturkommissioun an als Rapporteurin vum Gesetz, och e grouse Merci ausdrécke fir d'Féierung vun de Kommissiounssitzungen, mee och fir Äre Rapport vun haut. Dir hutt d'Dispositionen vum Gesetz an Ärem mëndleche Rapport gutt an detailléiert haut duergestallt. An dat ass net einfach an där kerzer Zäit, well et ass, wéi mer scho gesot hunn, e laangt Gesetz mat villen Neierungen, déi een net allegueren am Detail hei kann opzielen. Si wäeren et derwäert, mee et kann een et net maachen. Si sti schrëftlech do. Dat ass sécher eng Aarbecht, déi eng Kéier muss gemaach ginn.

Mee Dir hutt eis natierlech och bei eppes anerem elo gehollef. Dir hutt eis dervun dispenséiert, datt mir et nach eng Kéier hei sollen opzielen. Och duerfir villmools merci, mir brauchen net méi dorobber anzegoen.

Och, Dir Dammen an Dir Hären, ginn ech net weider méi op déi grouse Virdeeler fir Liewensqualitéit, Kulturtourismus, handwierklech Aktivitéiten, wirtschaftlechen Impakt an esou weider an, déi natierlech e Patrimoinengesetz, mee virun allem och de Schutz vum Patrimoine mat sech bréngt an de Patrimoine, dee mer domadder weise kënnen.

Mee ech wëll awer soen, datt de Patrimoine lieue muss, och fir virun ze liewen. A fir dra ka gelieft ginn, muss e sech och weiderentwéckele kënnen oder reafektéiert ginn. Och dat war virdu schonn ëmmer de Fall. Valoriséieren ass also awer net nei. Do muss ech der Rapportrice e bësse widderstrecken. Ech konnt dat och an der Kommissioun scho soen. Natierlech steet et elo expressis verbis am Gesetz, mee d'1983er-Gesetz huet et net verbueden. Elo steet et ausdrécklech dran, an dat ass natierlech ganz gutt esou. Well et muss ee jo och bedenken, datt de gebaute Patrimoine net nowiisst. Fort ass fort a fir ëmmer verluer. E regeneréiert sech net an e wiisst net no, esou wéi dat an der Natur de Fall ass. An duerfir ass et wichteg, datt mer him Schutz ginn, datt mer eis ëm e këmmere an datt mer e mat deene richtegen Ae kucken, wéi en et verdéngt huet.

Dëst Gesetz ass doranner eng Neierung, et ass och e grousst Fortkommen, e Weiderkommen, an ech mengen, et hëlt vill Komponenten op, déi och am Ausland de Fall sinn. Et geet op Konventiounen an, déi heimadder, wa se et net virdu scho waren, elo nach eng Kéier zousätzlech ratifizéiert ginn. An dat sinn e puer vu senge grouse Virdeeler, déi dëst Gesetz huet.

Et huet awer och e puer Schwierigkeiten, an ech erlabe mer, op déi anzegoen, well d'Virdeeler och op der Hand leien an och schonn ernimmt gi sinn. E puer Schwierigkeiten, déi och an den Avisen erausgestrach gi waren, well mir hunn dës Kéier vill Avisé kritt; Avisé, wou sech déi Organer an déi Menschen extrem vill Aarbecht gemaach hunn. Dat muss ee wierklech soen. Och nach aner Avisé wéi déi, déi üblecherweis am gesetzgebereche Prozess erauskommen, esou zum Beispill hei d'Autorités judiciaires, d'Chambre des

Notaires, d'Experten am Patrimoine, wéi d'Djuna Bernard se genannt huet, och de Syvicol. Ech mengen, et ass och net vu Muttwëll, datt och grad aus de juristeschen a judiciairen Ecker Saache geschriwwen gi sinn, well hei heescht et sécherlech op juristesche Ecueils opzepassen, dat ass net onweesentlech.

Och de Syvicol huet mat zwee extrem foulléierte Gutachte vill Virschléi gemaach an Alternative ginn. An hei muss ech eng Kritik ubréngen, well deenen Avisen hätt kënnen oder misse méi Rechnung gedroe ginn. Och de Syvicol steet zum kulturelle Patrimoine a sengem Schutz an hien huet Virschléi gemaach, déi dëse Schutz um prozedurale Plang an der Dauer, an den Delaien méi praktikabel gemaach hätten.

Mir si wuel an der Kommissioun duerch d'Avise gaangen, awer ech bedauern, datt d'Madamm Minister deklaréiert huet, näischt méi kënnen ze änneren. Et wär ze hoffen, datt dat herno net dem Denkmalschutz op de Kapp fält, well de prozeduralen Opwand an d'Delaien, dat gëtt schonn eng grouss Erausforderung fir dat neit Gesetz.

D'Gemengeverrieder hunn zum Beispill bei der preventiver Archeologie méi eng pragmatesch Approche virgeschloen mat enger Redefinitioun vun den Niveaux de potentialité archéologique an enger Vereinfachung vun der Evoluierungsprozedur an der ministerieller Geneemegung.

Ech sinn der Meenung, dat wär eng grouss Vereinfachung gewiescht, och fir Äre Zerwisser, an hätt awer dem Zweck vum Schutz näischt ewechgeholl. Och missten d'Gemengen nach méi an d'Prozeduren agebonne respektiv hiren Avis ageholl ginn a si an de berodenden Organer e Member kréien, well schliisslech ginn déi lokal Acteure fir en effiziente Patrimoineschutz gebraucht. Leider sinn d'Alternativen net iwwerall an op ville Plazen net berücksichtig ginn, obsonn et mer nach am Ouer kléngt, wéi virun ongeféier dräi Méint op der Gebuertsdaysfeier vun alle Parteien insistéiert ginn ass, datt d'Gutachte vun de Gemengeverrieder misste berücksichtig ginn an d'Gutachte selwer wollt d'Madamm Polfer souguer an d'Verfassung aschreiwene.

Ech mengen, et sinn och nach e puer Froen, déi ee muss opwerfen: Wéi geet et mat de Geneemegungen, wann d'Sondéierungsfläche vun den Ausgruueungen an der Gréngzon leien? Muss een dann déi zwou Zorte Geneemegungen, déi archeologesch an déi vun der Gréngzon kréien? Dat mécht déi preventiv Archeologie net méi séier. Et sinn och, dat muss een allerdéngs soen, manner déi preventiv Gruewunge selwer, déi ophalen. Déi ginn am Normalfall relativ züeg iwwert d'Bün. Mee d'Zäit, ier mat Gruewen ugefaange gëtt, no der Demande fir d'Evaluierung, ass éischer eng Zäit, déi riskéiert, sech laang hinzéien ze kënnen. Et kéint och do derbäi, datt et net vill agreéiert archeologesch Operateure gëtt, eng knapp hallef Dosen, jiddefalls bis elo, an dat obsonn d'ZOA (ndlr: Zone d'observation archéologique) sech iwwer quasi dat ganz Land zitt. Am Endeffekt si jo da grosso modo 2 % vun der Fläch definitiv betraff.

Et muss een also bei der Ëmsetzung vun neie Gesetz oppassen, datt ee keen administratiivt Monster schafft. Well dee grouse Match, fir d'Ofrappen ze stoppen, dee soll net verluer ginn, andeems sech an den Detailler an an de Prozedur verfaange gëtt.

Ech froe mech och - dat sinn e puer Saachen, déi ech nach wëll eraushiewen an uschwätzen -, ob beim gebaute Patrimoine d'Klasséierungsprozedur net manner Garantie wéi bis elo gëtt, well d'Verfarungsart a -weis eng aner ass. Dat kann ee gesinn am Laf vun der Zäit. Ech wëll awer eng Kéier drop opmierksam maachen.

D'Subside missten och fir d'Mise en valeur an d'Renovéierung vun alen Haiser gefrot kënnen ginn. Ech mengen, hei muss ee wierklech oppassen, datt et net ze engem Réckschritt géintwärt der aktueller Situatioun, well et hëlleft jo net, wann dann d'Haiser verfaale gelooss ginn, well ee sech d'Renovéierung net leeschte kann.

Wie këmmert sech iwwerhaupt ëm verloossen Haiser? Dir kënnt Iech erënneren, Dir Dammen an Dir Hären, un d'Unhéierung vun de Petitionären, d'Rapporterin huet och dorobber schonn opmierksam gemaach. An déi hate sech vill Méi gemaach. An Dir kënnt Iech un hire Virschlag erënneren, fir e Fong do derfir ze schafen. Dat ass eng Iddi, déi awer verworf gi war vun der Madamm Minister.

Mir hu mat dësem Gesetz oder no dësem Gesetz sécherlech nach aner Elementer, déi mussen ugaange ginn. Et ass gutt, datt en neit Gesetz iwwert dat kulturellt Ierwe kënnt, mee et sinn nach vill Schantercher do an et gétt Froen, Erausforderungen a Spannungsfelder, déi mam neie Gesetz net geléist ginn, well se net an dat neit Gesetz erageschriwwen sinn, vläicht och zum Deel net doranner passe géifen, mee trotzdem muss duerno gekuckt ginn.

Virop déi vun der Energieeffizienz: Dat ass haut d'Virgab, woubäi d'Isoléierfassaden net nëmmen net schéi sinn, mee dat historescht Gebai dacks komplett banaliséieren. Vill ze dacks seet och d'Energieberodung: „Mee Dir kritt aus engem alen Haus kee Passivhaus, besser Dir rappt et of.“ Dobäi isoléiert déi al Bausubstanz aneschters wéi déi nei Materialien. Et gétt ausserdeem besser Fassonge fir ze isoléieren, wéi e puer Zentimeter Kunststoff op d'Fassad ze knuppen an ze pechen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Octavie Modert** (CSV) | Mee d'Klimazil vun der Regierung bei de Wunn- a Bürosgebaier ass minus 64 % bis 2030. Äre Kollege, Madamm Minister, den Energieminister Turmes, begeescht sech bei senger grousser Campagne fir energieetesche Renovéierungen, fir Neibauten. Madamm Minister, do musst Der aktiv ginn a Virgabe maachen, wéi d'Isoléieren an engem alen Haus, also net nëmmen e klasséiert oder geschützt Gebai, mee al Haiser insgesamt, kann, nee souguer soll gemaach ginn, well et gétt jo Techniken an déi mussen d'Energieberoder mat an hir Berodung ophuelen. Do muss ee vläicht net just e Leitfuedem, mee vläicht Virschreft maachen.

Dir musst verhënneren, datt historesch a wäertvoll Bausubstanz der Klimakampagne zum Affer fällt, well soss ass dëst neit Gesetz ëmsoss. Déi al Haiser isoléiere souwisou wum selwen aneschters. Dës „gro Energie“ dréit wum selwen aneschters CO<sub>2</sub>-Ausstouss bäi, well en Hausneibau brauch vill méi CO<sub>2</sub> schonn duerch d'Materialhierstellung an den Transport.

Besteeënd Bausubstanz net ewechrappen, ass Deel vun der Kreeslafwirtschaft a verhënnert Bauschutt. Äre Kollege vun der neier däitscher Regierung wëllen duerfir e Materialpass oder e Ressourcépass aféieren. An ech géif et interessant fannen, wann d'Regierung e Verglach, eng Moossung, géif opstellen zwëschen der Energieeffizienz vun alen Haiser géintwärt Passivhaiser. Ech mengen, dat géif vill weiderhëllefen, well den Drock jo och wéinst dem Wunnengsmangel grouss ass. An do riskéieren ëmmer méi al Haiser, och wa se nach ganz gutt an der Rei sinn, ënner e Bagger ze geroden, och well d'Densifizéierung besonnesch am Duerfkär méiglech ass.

Wéi sot den Yves Cruchten heibannen: „Och de Kulturminister ass Logementsminister.“ Den Zentrum vun der Stad, vun der Uertschaft, de Kär soll awer keng Schlofstad sinn, mee eng Plaz vu liewegem Austausch,

vun Zesummesinn an Zesummeliewen an esou vu sozialer Kohäsion a vu Mixitéit.

Den haitegen Individualismus opposéiert sech deem nawell ganz gär. A wéi ech scho gesot hunn: De Broch, deen de Covid an d'Gesellschaft bruecht huet, d'äerf awer domadder net nach verstärkt ginn.

Dem Drock vum Wunnengsmaat muss aneschters begéint ginn. De Bedarf u méi Wunnengen ass jo do. An ech erënneren hei un de Virschlag vun der CSV, fir vereenzelt a ganz virsiichteg de Bauperimeter ze erweideren. Dat géif den Drock vun der historescher Bausubstanz ewechhuelen!

E grouse Problem stellt sech och beim Hëtzen: 54.000 Stéit hëtzen hei am Land mat Mazoutsheizung. Mee wéi soll déi an engem ale Gebai dann ëmgerüst ginn - ausser wann d'Gebai komplett ëmgebaut oder entkäréiert gétt? An och dat kann et jo net sinn.

Madamm Minister, Dir musst Äre Kollegein, der Ëmweltministerin Carole Dieschbourg soen, datt et net ze maachen ass, fir an alen Haiser Mazoutsheizungen einfach ze ersetzen! Och déi Virgab féiert derzou, datt en Haus vill méi séier ofgerappt gétt an dat soll, wéi gesot, d'Zil jo net sinn! Et geet hei och ëm d'Kohärenz vun der Regierungspolitik. D'Regierung muss hir CO<sub>2</sub>-Politik, hir Klimapolitik mat dem Denkmalschutz, der Denkmalfleg, mat dem Kulturierwen vereinbar maachen, well et soss eng reell Bedroung fir eis historesch Bausubstanz ass an d'Gefor, datt där nach vill méi verschwénnt.

Do kommen och der Innenministesch, der Madamm Bofferding hir Pläng fir eng progressiv an dissuasiv Grondsteier net zupaass. Déi riskéieren, den alen Haiser un de Pelz ze goen. Hire Mataarbechter huet erkläert, do wou en Haus stéing, awer Plaz fir Residenzen wär, misst d'Grondsteier wéi eng Residence an net wéi en Haus gerechent ginn. Hie sot: „Dann huet den Terrain net de Wäert vum Eefamilljenhaus, mee éischer de Wäert vun deem, wat ka mam Terrain gemaach ginn.“ Mee dat gesäit dann awer net gutt aus fir déi al Haiser a Gebaier. Och hei geet et ëm d'Kohärenz, Madamm Minister. Suergt derfir, datt déi historesch Gemaier an hir Besëtzer net bestrooft ginn, well se en aalt Haus an der Rei halen!

**Une voix** | Très bien!

**Mme Octavie Modert** (CSV) | Bedenke mir dobäi, datt hautdesdaags souwisou, a ganz besonnesch bei deene Jonken, „al“ guer net méi „in“ ass an héichmodern Gebaier d'Nues vir hunn, egal ob bei Wunnhaiser oder méi representativer a souguer monumentaler Architektur. Déi Technikhaiser, Passivhaiser an esou weider hu sécher och dozou bäigedroen: Sou muss opgepasst ginn, datt Ëmweltschutz net herno zum Nodeel vum Denkmalschutz an der Denkmalfleg geet.

An duerfir kënnt der Sensibiliséierung eng eminent wichteg Roll zou. D'Selbstverständnis vun der Gesellschaft ännert sech jo ëmmer nees. Ech hätt mir och kënnen esou e Conseil supérieur virstellen, fir grouss, och kontradiktoriesch Debatten ze féieren iwwer eis Kulturierwe mat der Associatioun vun Zivilgesellschaft, Befürworter an Opponenten, Métiers de l'art, de Besëtzer, an domadder och zur Opklärung bäizedroen. Et wär eisem Kulturierwen an dem Versteedsdemech sécher nëmmen zeguttkomm.

D'Gesellschaft muss de Stellwäert, d'Schéinheet an d'Virdeeler vun aler Bausubstanz nees entdecken. Dat neit Gesetz bitt de Kader, och fir esou Campagnen ze starten, datt een dorobber nees opmierksam gétt. Ech hat dat och schonn an der Kommissioun ugereegt. Dir hutt eis deslescht gesot, Madamm Minister, datt Dir véier grouss regional Versammlunge maacht, wann d'Gesetz a Kraaft getrueden ass.

Dat ass gutt an et soll duerno net opgehele gi mat Informéieren a Sensibiliséieren, och net just nëmmen iwwer gutt Broschüren. Et muss multidimensional informéiert a sensibiliséiert ginn, sech un d'Promoteuren, un d'Bauhären, un d'Handwierk, d'Architekten an d'Ingenieuren, un d'Besëtzer, un d'Gemengen an esou weider gewant ginn. Maacht dat och op méi Sprooche wéi zwou oder dräi!

Well denkt drun - ech hat deemools an der Kommissiounsaarbecht intervenéiert, fir d'Kultur mat hire Facetten dran opzehuelen -, datt an der zukünftiger Verfassung de Schutz vum kulturellen Ierwen als Staatszil agesat gétt. « L'État promeut la protection du patrimoine culturel. »

**Une voix** | Très bien!

**Mme Octavie Modert** (CSV) | An dat muss also zu enger neier Selbstverständlechkeet ginn: Vlächcht sollt e Modell vun enger typescher, awer moderner Architektur fir en Haus an Opdrag oder an e Concours gi ginn; eng „Maison type“ fir méi Afallsräichtum wéi iwwerall wäiss Këschten, déi duerno souwisou bausse gréng ginn, oder aner méi gräisslech Bautypen. Well mir brauchen och bei där neier Bausubstanz eng gutt architektonesch Qualitéit. Do géllt et och, Architekter souwéi Promoteuren an anerer mat an d'Boot ze kréien.

Dat sinn e puer vun den exogeene Spannungsfelder. D'Gesetz selwer bitt awer och net iwwerall Léisungen un oder huet net all d'Froe mat behandelt. Sou kënnt niewent der Sensibiliséierung och der Transmissioun vu Wëssen a Kënnen eng grouss Bedeutung zou. Vill vun deem Wësse läit an den Hänn a Käpp vu Mënschen, déi a Veräiner a Vereenegungen op fräiwëlleger Basis schaffen. Dëst ass besonnesch am mobille Patrimoine, deem dee rullt, an och am Industriepatrimoine de Fall.

Wéi geet et weider mat den Associatiounen, déi sech ëm des kulturell Ierwe gekëmmert hunn, zum Beispill de Patrimoine ferroviaire? Si hu vill Stonnen Aarbecht an technesch Wëssen ugesammelt. An deen Asaz an deen Knowhow, dat heescht déi materiell Aarbecht an dat immateriell Wëssen, gi mat der Zäit verluer. A wat maache mer da mat de Maschinnen, wann d'Mënsche vum industriellen Handwierk net méi duerno kucken: d'Aarbecht bei den Héichwien, d'Aarbecht an de Minnen, dat wat de Süde vun eisem Land gepräagt huet an eist Land räich gemaach huet, d'Maschinnen, déi do an den Asaz komm sinn, al Lokomotiven, déi haut rullen? Well dat sinn net just statesch Ausstellungsstécker, dat si Saachen, déi och nach liewen, an ausserdeem huet de Staat och vill Suen dragestach.

D'Gesetz seet awer näischt iwwert d'Ënnerstëtzung vum Benevolat, ob dat beim immaterielle Kulturierwen oder dem Patrimoine mobilier oder an enger allgemenger Sektioon ageschriwwen gi wär. Et muss ee sech awer ëm d'Transmissioun vun dësem Wësse këmmere.

Kruzial wäert och sinn, wéi vill nationale Schutz mat dësem Gesetz realiséiert gétt, well soss ass awer viles ëmsoss. Do kann een d'Gesetz och ënnerschiddlech liesen, oder fir e Beispill ze ginn, och wann et eent ass vum aktuelle Gesetz: Den emblemateschen Tuerm vun der Dikrecher Brauerei gétt, obwuel en ënner nationalem Schutz steet, ewechgerappt, well déi opwenne Sanéierung vum Tuerm a vum Buedem en Erhalt vun de Gebaier praktesch onméiglech maache géifen. Mee zielt dat dann herno fir jiddwereen? A wéi ass dat vereinbar mam Objektiv vun dësem Gesetz, dat mer haut stëmmen?

Ech mengen, déi national Schutzsecteuren an déijéineg op kommunalem Plang mussen och aneneegräifen an



net laanschteneegoen. Do muss een och gutt Synergie kënnen maache mat deenen ënnerschiddleche Reegelen, déi fir deen een a fir deen aneren zielen: Se därefer sech net widderstrieden an och net ze vill Lücke loosse.

Och därefer d'Gemengen net eleng gelooss gi mam kommunalen Denkmalschutz an all Verantwortung op si ofgewälzt ginn, well d'Gemengen hu schliesslech net all déi selwecht Moyenen. Et heescht jo och ëmmer, et soll een déi lokal Acteure mat an d'Boot huelen. Also därefer ee se och hei net eleng loosse.

Weesentlech ass och, wat mat der Substanz geschitt, déi wichteg Ausgruueungen un den Dag bruecht hunn: Valoriséierung, och hei Mise en valeur, ob dat zu Schieren ass, wou d'Aarbechten nach amgaange sinn an de Moien eng Visitt war, oder zu Duelem, wou et wichteg wär, fir nächst Etappen unzegoe fir en Archeopark - an ech betounen: an Etappe viruogoen, dat war ëmmer esou geduecht an net, datt alles matenee misst gemaach misst ginn; et wär elo wichteg emol d'Etapp unzegoen, fir en Empfangs- a Besucherzentrum anzerichten, d'Lokalitéit si jo do - oder d'Ausgruueungen hannert der Marquise zu Iechternach.

De Staat kann déi Gemengen net einfach eleng do stoeloesse. Si hu keen historeschen Knowhow. Dat gehéiert jo och net zu hiren éischte Missiounen. An et sinn dacks struktur- a finanzschwaach Gemengen. Esou engem Patrimoine kënn souwisou eng national Aufgab zou, en nationale Statut - ob dat an Eegeregie oder zesumme mat de Gemengen herno behandelt gëtt an duerno gekuckt gëtt, dat ass egal. Mee et kann een d'Gemengen net einfach eleng loosse.

Mam neie Gesetz wäerten och méi Objete geschützt ginn an och eng Erwaardungshaltung do sinn, soudatt och genuch Sue fir Subside mussen do sinn. Et kéint een awer och iwwer eng zousätzlech steierlech Begënschtigung vun engem Deel vun den Eegekäschte nodenke während e puer Joer.

Ech erënnere och un déi ehemoleg Iddi vun der LSAP iwwer eng Loyersbäihëllef no der Restauratioun.

Wéi vill, wéi héich an effektiv subventionéiert gëtt an Zukunft, bleift ze gesinn. Mee dat wäert e wichtige Punkt gi fir d'Akzeptanz vun de Schutzmoosnamen. Mir mussen awer an der Denkmalfleeg an dem Erhale weiderkommen. Dozou braucht et och Incentiven a Mëttele. An d'Linn vun kulturelle Patrimoine därefer net dem Aarm-a-Räich-Gruef an der Gesellschaft nolafen.

Schliesslech an endlech kënn, Madamm Minister, op Är Mataarbechter ganz vill Aarbecht zou. Et braucht genuch Manpower souwéi Kraaft vu Fra a Mann. Et sinn iwwert déi lescht Jore bei Iech a bei Äre Virgänger méi Leit agestallt gi fir Är Servicer an ech mengen, dat ass wichteg. Dat wäert och an Zukunft nach gebraucht ginn, besonnesch am Archeologieinstitut, am Inventaireservice oder am INPA, dem haitege Service des sites et monuments, fir d'Begleedung vun de Projeten. Besonnesch d'Opstellung vun den Inventaren ass ganz vill Aarbecht, wäert laang daueren, mee konditionéiert awer d'Ëmsetzung vun neie Gesetz.

Wann ech dann d'Äntwert vun CNRA vum leschte Mount op eng Fro vum André Bauler liesen - dee wollt schonn éischter d'Detailer vun de Schiereger Ausgruueungen an hir eventuell Valoriséierung kennen -, do schreift Der him, et géif eng Iwwergangsphas um Niveau vun Personal am CNRA ginn, soudatt een déi Froen net am Delai beäntwere kéint. Ech mengen, wann dat schonn net méiglech ass, wéi soll dann dëst Gesetz herno a Musek ëmgesat ginn? Geet dat duer mat méi Mataarbechter a méi Mëttele? Vlächcht hätte se d'Prozeduren awer

net esou schwéierfällig solle maachen a besser op dem Syvicol seng Virschléi agoen.

D'Verstoe vu sämtleche Prozeduren aus dem neie Gesetz ass a bleift dann och eng Erausfuorderung. Mir haten an der Kommissioun op meng Nofro hin e Scheema mat den diverse prozeduralen Niveauen an ënnerschiddleche Reegele versprach kritt, hunn en awer ni kritt. Mee, Madamm Minister, dann hutt Dir vlächcht esou en Tableau, fir herno mat op déi ëffentlech Versammlungen ze huelen. Ech mengen, do wär e ganz wichteg.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat deene puer Saachen - et kéint ee sécherlech nach méi soen - wollt ech just drop opmierksam maachen, datt sech nach weiderhi Froe stelle wäerten, no deenen ee kucke muss, datt och vlächcht am Text vum Gesetz Saache sinn, bei deene sech herno erausstelle wäert, datt ee se vlächcht sollt aneschtens maachen. An och duerfir hat ech virgeschloen, fir eng Evaluéierung vun dësem Gesetz spéitstens an dräi Joer ze maachen.

D'Kollegee vun der Majoritéit respektiv mir alleguer heibannen hunn elo zesummen eng Motioun ënnerschriwwen, déi deem Rechnung dréit, wou ënner anerem d'Evaluéierung gefrot a gemaach gëtt. An, Madamm Minister, ech weess, datt Dir och net do derzou opposéiert sidd, och bei anere Geleeënheeten net. A wann esou vill Neiegeketen agefuert gi mat engem Gesetz, ass et ëmmer gutt, dat zur Zäit eng Kéier ze iwwerdenken, ze bedenken: Wat ass opgaangen, wat ass net opgaangen dovunner? Also d'CSV huet dës Motioun dann och kënnen mat ënnerschreiwene. Si wäert se natierlech och matdroen.

Madamm Minister, iergendwou stoung eng Kéier: „Hauseigentümer haben oft Angst vor dem Denkmalschutz.“ Déi Angscht muss hinne geholl ginn, net nëmme mat engem Prozedurescheema, fir se ze verstoen, a mat méi Subsidien, déi genuch Ureiz bidden. Mee dat läit an der Berodung an an der Novollzéibarkeet. Et gëtt Vermëttlung gebraucht, fir Akzeptanz ze kréien. Et gëtt Effentlechkeetsaarbecht a Bildungsaarbecht gebraucht an et gëtt ganz besonnesch Zesummenaarbecht gebraucht. Dat sinn déi final grouss Erausfuorderung fir dat neit Gesetz iwwert de Kulturierwen, iwwert de kulturelle Patrimoine.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mam neie Gesetz ass net alles geschitt. Et ass vill geschitt, mee et geet aleng net duer, fir de kulturelle Patrimoine ze retten. Et gëtt nach vill aner Erausfuorderungen a Spannungsfelder, fir den Denkmalschutz effektiv ze maachen an de Patrimoine ze pereniséieren!

Är Aarbecht, Madamm Minister, fänkt elo eréischt un. Mir wënschen Iech eng gutt Hand do derbäi. Villmools merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Madamm Modert. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här André Bauler.

**Plusieurs voix** | A!

**M. Fernand Etgen**, Président | Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

**M. André Bauler** (DP) | Voilà, merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, Dikrech ass net nëmme eng Distriktsschoul a Geriichtsstad, et ass och eng Béierstad.

**Plusieurs voix** | O!

**M. André Bauler** (DP) | A wat wier Dikrech ouni dat molerescht Al Dikrech an dat alljärelecht Volleksfest ronderëm déi al Laurentiuskierch aus dem fënnefte Joerhonnert. Grad dëst Monument sollt awer, op

Decisioun vum Gemengerot, ofgerappt ginn. 1879 an 1897 gouf et zwee Versich, fir et dem Ärdbuedem gläichzemaachen. Dank dem Asaz vun deemolege Staatsarchitekt Charles Arendt an engagéierte Bierger konnt dëst Bauwierk, dat op d'Réimerzäit zrëckgeet, der Nowelt a fir Al Dikrech erhale bleiwen.

Dir gesitt, Denkmalschutz war also scho virun iwwer 100 Joer en Thema hei zu Lëtzebuerg an Urssaach fir Spannungen a Gestreits. De Victor Hugo huet et schonn 1832 a sengem memorablen Text „Guerre aux démolisseurs“ op de Punkt bruecht: « Il y a deux choses dans un édifice : son usage et sa beauté. Son usage appartient au propriétaire, sa beauté à tout le monde, à vous, à moi, à nous tous. Donc, le détruire c'est dépasser son droit. »

Fir datt mer op dësem Gebitt méi prezis an novollzéibar Reegelen hunn, stëmme mer haut en neit a modernt Denkmalschutzgesetz, e Gesetz, dat am Verglach zu sengem Virgänger däitlech méi Rechtssécherheet, Kohärenz an Transparenz soll hunn. Den Denkmalschutz ass keng Selbstverständlechkeet an en ass scho guer kee Luxus. En ass eng Noutwendegkeet, en ass eng Necessitéit, well sech eis Gesellschaft séier verännert. D'demografesch Entwécklung zitt en enorme Baudrock mat sech - meng Virriednerinnen hunn dat och gesot. Et kënn zu urbanistesche Verännerungen an eise Stied an eise Dierfer erliwene eng änlech Entwécklung. Vill eeler Baute falen dëser dynamescher Bauaktivitéit zum Affer. Eis Uertschafte verléieren deels hire gewinnte Charme, hir Egenaart dacks duerch eng Architektur, déi e Broch zu där traditioneller, organesch gewuessener Baukultur duerstelt.

Mat dësem neien Denkmalschutzgesetz geet et drëm ze erhalen, mat erhaltenswäert ass, ze schützen, wat schützenswäert ass. Dat geet vum einfachen Aarbechterhaus am Minett iwwert d'Doléinerhaus am Éislek, wann et där iwwerhaupt nach do sollt ginn - et gëtt der nach e puer, mengen ech -, an d'Bauerhaus am Mierscher Kanton am Maria-Theresia-Stil während der éisträichescher Herrschaft iwwert d'Patrizierhaus um Lampertsberg bis hin zum houfregé Wënzerhaus op der Musel.

A propos Wënzerhaus: Et ass keen Önotourismus denkbar ouni de Charme vun eise Wënzerdierfer. Si gehéiere sou gutt zur Lëtzebuurger Egenaart wéi déi lescht Héichtierm am Minett, déi al Festungswierker an der Stad oder den historesche Site vun der Përmesknupp bei Kauneref zum Naturpark Uewersauer.

Mir kënnen sou vill vu Kulturtourismus schwätze wéi mer wëllen, ouni eng wäertvoll Baukultur a geschützte Bauwierker ass dat e fromme Wunsch. Ouni déi Viraussetzung wier dat alles ondenkbar.

Léif alleguer, mir sinn alles, mee kee räicht Land, wann et ëm historesch Baukultur geet. Eise Patrimoine ass net mat deem vu Frankräich oder Italien ze vergläichen. Mee mir sinn awer duerfir ëmsou méi e Land mat enger grousser Diversitéit un Objeten, un Traditionen a souguer an archeologesche Schätz. Dës géllt et ze schützen, fir datt mer kënnen bleiwen, wat mer sinn, fir datt mer eise kulturelle Charakter esouwäit wéi méiglech behalen.

Ier ech gläich op e puer Kärpunkte vum Projet aginn, wollt ech awer fir d'éischt gären der Rapportrice, der Kollegein Djuna Bernard, Merci soe fir hire gudd schrëfflechen a mëndleche Rapport, den éischten, wéi si selwer sot, an hirer bluttjonker Karriär. An ech wollt mech och bedanke fir hir Ausdauer a Frëndlechkeet an deene sëllege Kommissiounssitzungen. Jo, ech sot elo just bluttjonker Karriär. Dat wëllt awer net heeschen, datt d'Madamm Bernard nach gréng hannert den Ouere wier.

*(Hilarité)*

Nee, si huet eis mat vill Rigueur a Gedold duerch déi komplizéiert Aarbechte gefouert, Aarbechten, déi d'Madamm Kulturminister Sam Tanson zesumme mat hire Beamte glécklech ofschléisse konnt. Hir géllt souwuel meng héich Unerkennung wéi och dem Kollege Guy Arendt, deen am Ufank vun dësem Prozess all Acteuren zesummebruecht a schaffe gedoen huet, fir datt mer endlech e modernt Gesetz kréien. Merci hinnen alleguer.

**Une voix** | Très bien!

**M. André Bauler (DP)** | Jo, Lëtzebuerg verfüügt elo iwwer zwee wichteg Gesetzter: dat vum Archivar vum 2018, wou ech hunn dierfte Rapporteur sinn, an dat neit Denkmalschutzgesetz, zwee legislativ Meilesteng an der Lëtzebuurger Kulturgeschichte. A mir kënnen soen, fir mam Johann Wolfgang von Goethe ze schwätzen, nodeems hie 1792 d'Kanonade vu Valmy erlieft hat: „und ihr könnt sagen, ihr seid dabei gewesen“. Duerno ass hien an d'Stad an op Gréiwemaacher gereest. Dat si genee 230 Joer hier.

Madamm Bernard, erlaabt mer nach eng Kéier, Iech nom Goethe ze zitieren: « la volonté », schreift d'Madamm Bernard, « de protection ne témoigne pas d'une nostalgie antiquaire ou d'une volonté de rester figé dans un passé idéalisé. » Dat steet an Ärem Rapport an dat ass ganz treffend formuléiert.

Jo, et geet drëm, fir dem Patrimoine eng Bréck an eis Zäit an an d'Zukunft ze bauen. En ass net als reng Antiquitéit ze betruechten oder et soll een en net als dat idylliséieren oder verkläre wéi an engem Billerbuch. Et geet drëm, en ze erhalen an e mat neiem Liewen ze erfüllen, net nëmme fir dat Kulturell, mee och fir Wunnraum ze schafen. Pertinent Beispiller fënnt een zu Colmar-Bierg oder zu Èlwen am Kader vum abordable Logement.

Léif alleguer, deen heite Gesetzestext ass e legale Kader fir den Ensembl, jo, ech géif gäre soen, d'Globalitéit vun de Froe ronderëm eise Patrimoine, fir si ze klären an ze reegelen. An engem eenzegem Text sinn all Dispositiounen, déi eise kulturelle Patrimoine betreffen, gebündelt, och d'Dispositiounen aus den internationalen Texter, déi mer virun e puer Joer ënnert dem Guy Arendt ratifizéiert hunn.

Ee Punkt, deen ech hei am Numm vun der Demokratescher Partei wëll uschwätzen, ass deen, datt den nationale Fuerschungszenter fir Archeologie méi Mëttel a méi Personal kritt. An e kritt och en neien Numm: Aus engem Centre national de recherche archéologique gétt elo en Institut.

A propos archeologesch Fouillen: Zesumme mam treie Kolleg Max Hahn hat ech am September d'lescht Joer eng parlamentaresch Ufro gestallt zum Thema vun de Retarden, déi bei ettleche Logementsprojeten duerch déi archeologesch Aarbechte vum CNRA géifen entstoen. D'Ministesche hat eis am Oktober matgedeelt, datt zanter 2017 eng ronn 3.000 Demandé gestallt gi wieren, déi och all bis op e puer ganz rezenter evakuéiert gi wieren.

Wann eng Demande erakënn, gétt gekuckt, ob Sondagen oder Fouillë solle gemaach ginn oder op eng Levée de contrainte archéologique decidéiert gétt. Dës Levée gétt da geholl, wann d'Chance eppes Archeologesches ze fannen, ganz geréng ass.

Déi Decisioun vum CNRA dauert an der Reegel net méi wéi dräi Wochen. Wann déi Decisioun méi laang wéi 30 Deeg dauert, ass am Gesetz virgesinn, datt de Projet automatesch vun enger Levée de contrainte archéologique profitéiert. D'Dauer vum Sondage géif duerno - esou d'Kulturministesche - tëschent fënnef an zéng Deeg daueren. Den Datum vun de Sondagë leet

natierlech den Operateur no sengen Disponibilitéit fest. Méi laang dauere géif et also eréischt, wann och tatsächlech eppes Wäertvolles fonnt gétt wéi zum Beispill zu Iechternach hannert der fréierer Marquise an engem Terrain vague, oder awer eeben, wann den Operateur ausgelaacht ass an zäitno keng Disponibilitéiten huet.

Et ass esou, datt d'Archeologie eng Aarbecht ass, déi extreem grëndlech gemaach muss ginn - mir hunn dat de Moien zu Schieren gesinn, och merci do fir d'Invitatioun, et war äusserst interessant -, eng Aarbecht, déi dofir och ganz vill Zäit kascht.

Wann een op engem Chantier bei de Sondagen eppes fënnt, wat duerch archeologesch Ausgruewunge muss iwwerpréift ginn, da kann et heiansdo laang daueren, bis déi Ausgruewungen ofgeschloss sinn. En exceptionnelt Beispill liwwert wéi gesot d'Rémervilla vu Schieren, wou sech erausgestallt huet, datt si nach méi grouss ass wéi erwaart. Hei goufen äusserst rar Fresken entdeckt, déi zu Soissons analyséiert ginn. De Guy Arendt an ech waren zesumme mat Kolleeginnen a Kolleegen aus der Kulturkommissioun an och mam Grand-Duc 2017 op Soissons d'Aarbechte kucken. Well ee bei esou Chantieren op spezialiséiert Personal ugewisen ass, dat net ëmmer einfach ze fannen ass, kënn et vir, datt ee Chantier sech an d'Längt zitt. Dat ass awer bei deene bal 3.000 Fouillen éischer d'Ausnam wéi d'Reegel.

Léif alleguer, fir d'Demokratesch Partei soll een nëmme Gebaier schützen, déi op Base vun objektive Krittären e manifeste Méiwäert fir eis Gesellschaft hunn. Et geet net drëms ze schützen, wat al ass, mee vill méi ze schützen, wat och wierklech schützenswäert ass. Den architektonesche Schutz muss novollzëibar sinn an en däerf a soll op kee Fall eng Brems sinn, fir nei an innovativ Bauprojeten ze be-, jo, ze verhënnere.

D'Architektur an dat architektonescht Ierwen zu Lëtzebuerg hu vill Gesichter. Et geet jo net just ëm Buergen, Schlässer, Kierchen, Kapellen, Synagogen. Zu eisem Patrimoine gehéieren och Wunnhaiser a Bauerenhäff aus ganz verschiddenen Zäiten, Zeie vun eiser industrieller a reliéiser Geschicht, Brécken, al Dréchemauern oder historesch Gäert. A vergiesse mer net eis Kulturlandschaften, deenen hire Charakter net duerch zweifelhaft oder onpassend Konstruktiounen entfällt däerf ginn. Hei géllt et, nach vill Iwwerzeegungsarbecht ze leeschten.

Och déi kleng Elementer däerfen net vergiess ginn: kleng Haus- a Pressiounskapellen, Weekräizer an aner Monumenter. Vun all dësen Objete géllt et, en Inventar ze maachen. Et geet drëm ze dokumentéieren, wat nach do ass a wat erhaltenswäert ass, wat de Cachet vun eisen Uertschaften ausmécht. Och historesch Uergele gehéieren zu eisem Patrimoine wéi déi vun Èlwen, vu Veianen, aus dem Stadgronn oder d'Stahlhuth-Jann-Uergel vun Diddeleng, déi och grad a mat Hëllef vun dem sozialistesche gefouerte Schäfferot restauréiert gouf. Schued, datt déi Diddelenger elo net hei sinn!

Léif alleguer, zu de wichtegen Aufgabe vum Service de l'inventaire gehéiert et, d'Baugeschicht vu Lëtzebuerg wëssenschaftlech ze erfuerschen an ze dokumentéieren. Dowéinst ass et wichteg, datt dese Service mat Lokalhistoriker zesummeschafft. Hiert Wesse gétt doduerch fir déi nächst Generatiounen erhalen. D'Aarbecht vum Inventaire muss wëssenschaftlech ëmfaassend a wéi scho bis elo an Zesummenaarbecht mat de Leit an de Gemengeverantwortleche geschéien. Duerfir ass et richtig, datt de Service de l'inventaire vum Institut national du patrimoine architectural personell opgestockt an ausgebaut gétt.

Dat neit Gesetz kann hëllef ze retten, wat nach ze retten ass. Fir d'Zerstéierung u wäertvollem Patrimoine ze verhënnere, ass och déi éierlech a konstruktiv Zesummenaarbecht vun de Gemenge mat dem neie Service de l'inventaire noutwendeg.

Et ass am Interêt vun all Gemeng, datt de wëssenschaftlechen Inventar op hirem Territoire esou séier wéi méiglech duerchgezu gétt, an dat aus zwee Grënn: éischtens, fir eng Rechtssécherheet fir hir Bierger ze errechen; zweetens, fir hire gebaute Patrimoine, deen eng national Valeur opweist, kënnen ze schützen an en dann en valeur ze setzen.

Mir hunn hei fir d'éischt en Organ, de Service de l'inventaire, deen an all Stied, an all Dierfer an an all Weiler vum Land fir eng Visite des lieux wäert laanscht kommen. Dat ass eppes Neies, well normalerweis mussen d'Leit bei d'Kultur goen, an e Musée oder an eng Rockhal. Hei kënn de Kulturministère bei d'Leit a bei hir Kultur a kann esou weisen: Kultur ass iwwerall a besonnesch a Form vun der Baukultur. Doduerch ginn d'Mënschen an hire Beitrag zur Baugeschicht vun eisem Land escht geholl. Et sinn nämlech d'Leit, déi d'Haiser an d'Objete bewunnen, fleggen a virginn un déi nächst Generatiounen.

De wëssenschaftlechen Inventaire weist eis alleguer, datt dat eng wäertvoll Aufgab ass. Kultur ass net just am Musée. Kultur ass als Baukultur an all Gemeng, a ville Gebaier an an de Stroosse vun den Uertschaften present. Ni war d'Kultur esou no bei de Leit zu Lëtzebuerg, wéi duerch dësen Inventaire. Nach ni gouf all eenzelt Element, all kulturellen Deel esou wäertgeschätzt!

Meng Fraktioun ënnerstëtzt dann och d'Madamm Kulturminister an der Demarche, fir de Service vum Inventaire weider ze stäerken an eng digital Kaart mat alle geschützte Gebaier opzestellen.

Léif alleguer, deen heite Gesetzesprojet thematiséiert awer net nëmme eis Gebaier, Infrastrukturen an archeologesch Schätz. E schléisst och eis Konschtwierker, eis Miwwele souwéi eis Traditiounen a Gebräicher an den Knowhow, wéi d'Madamm Bernard esou schéi sot, an. Si sinn en Deel vun eiser Kulturgeschichte.

An deem Kontext géif ech gär d'Beispill vun klengsten Duerf an eisem Land beschreiwen. Zu Randschelt am Réidener Kanton sinn nämlech sämtlech Zorte vu Patrimoine culturel vertrueden. Agebett an eng pittoresk, moleresch Landschaft fanne mer hei d'Kierch mat hirem Tuerm aus dem zénge Joerhonnert an hir Fresken, esou wéi den Haff vum Musée Thillenvogtei als geschützte Verrieder vum Patrimoine bâti. D'Haus vum Musée ass komplett ageriicht wéi en typescht Lëtzebuurger Bauerenhaus ëm 1900 mat senge Miwwelen, also dem Patrimoine mobilier. Zu gudder Lescht ginn am Musée Thillenvogtei eng sellegen Aktivitéit fir Kanner an aner Gruppen ugebueden, déi eis Gebräicher wéi Klibberen oder de Kleeschen souwéi och den Alldag an engem Bauerenhaus vu fréier vermëttelen. D'Kanner kréie gewisen, wéi Brout gebak, Grompere geraf a wéi Äppel zu Viz gepresst ginn a goufen. Dëst ass e Stéck vun eisem immaterielle Patrimoine.

Iwwregens: D'Traditioun vum Kleeschen ass um Inventar vum immaterielle Patrimoine opgeléicht. D'Klibberen ass de Moment an der Prozedur. Zum immaterielle Kulturierwen hunn ech och eng Interpellatioun ugefrot. Hei wëll ech virun allem wëssen, wéi eng Auswierkungen d'Pandemie op eis Traditiounen a Gebräicher hat an och nach wäert hunn. Vereenzelter sinn um Verschwannen oder riskéieren, um Verschwannen ze sinn oder verléieren hir Dynamik. Mir wäerten also nach spéider dorobber zrëckkommen.



Léif alleguer, mir schafen haut dee legale Kader, deen et erlaabt, de kulturelle Patrimoine vum Land un déi nächst Generatioune kënnen weiderzeginn, eng gesetzlech Rumm, déi fir e Méi un Transparenz an u Rechtssécherheet steet, e modernen, also zäitgeméisse Kader, deen eng Äntwert op d'Eraufuerderunge vun eiser Gesellschaft gëtt, deen dem Staat endlech déi rechtlech Mëttel an d'Hand gëtt, fir ze retten an ze erhalen, wat gerett an erhal muss ginn.

D'Praxis, d'Entscheidungen an d'Erfahrungen an der Zukunft wäerte weisen, wat deen Text hei wierklech wäert ass. Duerfir ass et esou wichtig, datt et Mënschen an Organisatioune gëtt, déi nieft dem Staat vigilant bleiwen an en An op eise kulturelle Patrimoine a säin Zoustand halen. Well et gëllt nach vill Iwwerzeigungs- an Oplärungsarbecht ze leeschten, fir datt et wierklech zu enger neier Kultur vum Denkmalschutz kënn, dat an engem Land, wou an der Vergaangenheet - an d'Madamm Modert hat dat och virunner ugeschwat - dacks de Bagger méi Prioritéit krut wéi de Respekt virun eise kulturellen Ierwen.

Hei heescht et also, eng Kultur vum Mateneen ze promovéieren, well all Kéier, wann en Denkmal oder e schützenswäerte Patrimoine verschwonnen ass, dann ass och e Stéck vun eiser Kultur, jo vun eis selwer, gestuerwen.

**Une voix** | Très bien!

**M. André Bauler (DP)** | Dat heite Gesetz, wann et endlech kënn, ass also immens wichtig, well et derzou bäidréit, datt eise Patrimoine wäertgeschätzt gëtt als Element vun eiser Kultur am Allgemengen an als wesentleche Bestanddeel vum Kulturtourismus am Speziellen. Virun allem awer gëtt kloer, datt eng Gesellschaft ouni Schutz vun hirem Patrimoine eng Gesellschaft ouni Memoire an ouni Sél wier. Do wou wäertvolle Patrimoine zum Spillball vu renger materiellen a finanziellen Interesse gëtt, wou säi Schutz, jo säi Bestoen a Fro gestallt gëtt, do riskéiert eng Gesellschaft, just nach dem Mammon ze dengen. Si rappt hir eege Wuerzelen eraus, si verléiert hir kulturell Identitéit!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. André Bauler (DP)** | Dëst Gesetz soll dat elo hëllef ze verhënneren. An deem Sënn ginn ech dann och selbstverständlech den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen, Président** | An ech soen dem Här André Bauler villmools Merci a ginn d'Wuert weider un deen nächsten ageschriwwene Riedner, an dat ass déi honorabel Madamm Lydia Mutsch. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Lydia Mutsch (LSAP)** | Fir eis, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, huet dëse Projet de loi iwwert de Patrimoine culturel vum eise Land eng historesch Dimensioon. Schonn an der leschter Legislaturperiod hat d'Chamber souwuel d'Granada-Konventioun iwwert den Denkmalschutz wéi och d'Konventioun vu La Valette iwwert de Patrimoine archéologique uegholl.

*(M. Marc Spautz prend la présidence.)*

Et ass duerfir héich Zäit ginn, fir d'Reform vum eise Patrimoine op d'Schinnen ze bréngen.

Wéi dës Regierung ugetrueden ass, hu mir eis als LSAP mat engagéiert, dass schnellstméiglech een neit Gesetz op den Instanzeweé kéim a mir hunn eis aktiv un den Aarbechten an der zoustänneger Kommissioun

bedeelegt. An dofir freeë mir eis mat der Kulturministesch a mat der Rapportrice Djuna Bernard, där ech fir hiren exzellente Rapport wëll Merci soen, dass mer haut iwwert dëst Gesetz ofstëmme kënnen an dass sech eng ganz breet Akzeptanz fir de Vott herno ofzeechent.

Eist aktuell Gesetz vun 1983 huet säin Déngscht gemaach, mee et ass awer héich Zäit ginn, fir en neie legale Kader ze schafen. Et gëtt am Zesammenhang mat dësem Gesetz vu Paradigmewiessel geschwat - eng aner Prise de de conscience, eng aner Approche, eng aner Demarche - an ech deelen déi Aschätzung.

Mir hunn d'Chance, dass mir an eise Land e formidablem architektoneschen, archeologeschen a kulturelle Räichtum hunn an dofir ass d'Protektioun an d'Valorisation vum deem Räichtum och esou wichtig. Ouni eng global Approche an ouni eng breet Mobilisation vu ganz villen Acteuren kann dat natierlech net geléngen. Dofir begrëisse mir, dass net nëmme bei de Viraarbechten zu dësem Gesetz, mee och bei der zukünftiger Ëmsetzung all d'Acteure mat an d'Boot geholl ginn: Associatiounen, Gemengen, interesséiert Bierger. An deem Zesammenhang ass déi geplangten, grouss ugeluechte Sensibilisierung ronderëm eise Patrimoine e ganz wichteg Element.

Gläichermooch wichteg ass eng pluridisziplinär Approche. D'Schützen an d'Opwäerte vum eise Patrimoine huet Repercussiounen op déi nohalteg Entwécklung vum eise Land, op de Schutz vum eise Ëmwelt, op eis Wirtschafts- a Sozialentwécklung, op den Tourismus, op d'Revitalisierung vum eisen Uertschaften oder och op d'Dynamisierung vum soziale Liewen an eise Quartieren. A genee esou verknäpft sinn och déi verschidde Mesuren an Dispositiounen, vum den Ziler iwwert d'Prozeduren bis hin zu den urbanisteschen Enjeuen, Aiden a finanzielle Moyenen.

Här President, dëse Projet de loi huet de groussen Avantage, dass en e legale Kader fir eise gesamte Patrimoine culturel schafft. E reegelt souwuel d'Protektioun vum architektonesche wéi och vum archeologeschen, immateriellen a mobille Patrimoine. Meng Partei steet zur Wäertschätzung an zur Protektioun vum Patrimoine culturel an all senger Formen, vu schützenswäerte Kulturgidder aus der Héichkultur iwwert d'Vollekkultur bis hin zur Alldaagskultur an Industriekultur.

Eise Patrimoine ass Ausdruck vum eiser Geschicht, vum eiser Identitéit, déi aus enger grousser Diversitéit eraus ee Ganzt ginn ass. An deem Sënn ass eise Patrimoine culturel och e wichtige Pilier vum eise sozialen Zesammenhalt.

D'Konventioun vum Conseil de l'Europe iwwert d'Valeur vum Patrimoine culturel fir eng Gesellschaft, méi bekannt als Konventioun vu Faro, huet an hirem Artikel 2 ënnerstrach, dass de Patrimoine culturel all Ressourcen, déi d'Mënscheit aus hirem Vergaangenheet geierft huet, zesummefaasst, siefen et Monumenter, Kultursitten, Landschaften, e bestëmmte Savoir-faire - meng Virriedner hunn der schonn e puer genannt -, Kollektiounen aus privaten oder öffentleche Muséeën, Bibliothéiken an Archiven. A fir et hei ganz daitlech ze soen: Och déi Generatiounen no eis hunn e Recht, op dee Patrimoine a senger Gesamtheit kënnen zrëckzegraifen, an dofir muss e protegéiert ginn!

Duerch déi villfältig matenee verknäpften Hiewelen, déi ugesat ginn, fir eise Patrimoine ze schützen an ze erhalen, ass et net verwonnerlech, dass bei engem Gesetz vum där heiter Envergure e ganz groussen Diskussionsbedarf besteet. Ëmmerhi riskéiert den Intérêt général mat den Intérêt-particulieren ze kollidieren, oder anescht ausgedréckt: Deenen enge

kann d'Gesetz guer net wäit genuch goen, fir eise Patrimoine maximal ze protegieren, an deenen anere geet et vill ze wäit bis hin zu gefaarten Aschränkunge vum de perséinleche Rechter.

Als LSAP läit eis um Häerz, dass all déi Suergen a Bedenken esocht geholl ginn, falsch Meenunge widderluecht kënnen ginn, iwwerdrifwe Fuenderungen hannerfrot a berechtigt Zweifele berücksichtegt kënnen ginn. Ee Beispill: A sengem éischten Avis huet de Syvicol ënnerstrach, dass vill Gemengen dat neit Gesetz als eng potenziell Brems fir hir kommunal Entwécklung wouerhuelen, well et e grouss Surplus un administrative Chargen a Käschte mat sech géif bréngen.

Besonnench kritesch huet sech de Syvicol am Fall vum enger Zone d'observation archéologique gewisen. Hei war d'Angscht, dass grouss Deeler vum nationalen Territoire systematesch enger Evaluatioun zur Potentialité archéologique ënnerzu kéinte ginn, soubal Konstruktions- oder Demolitionsarbechte vum enger bestëmmter Envergure stattfannen.

De betreffenden Artikel 4 ass iwwerschaaft ginn an eiser Kommissioun an déi kritiséiert Notioun vu „potentialité archéologique“ ass aus dem Artikel 4 erausgeholl ginn. Gläichzäitig ass eng Ausnam bei urgenten Infrastrukturaarbechten an der Zone d'observation archéologique bäigesat ginn. De Begrëff vum der „sous-zone“ ass op Wonsch vum Syvicol en cours de route méi prezis definéiert ginn an doriwuer eraus sinn och Assainissementsarbechte vum de besteende Stroossen an der Sous-zone vum enger Evaluatioun ausgeklammert.

Wat de Volet vum der Protektioun vum architektonesche Patrimoine ubelaangt, ass am Laf vum den Aarbechten an der Kommissioun prezisieréiert ginn, dass d'Gemenge vum neien Institut national du patrimoine architectural informéiert ginn, ier d'Aarbechten um Territoire vum der Gemeng par rapport zum Erstelle vum Inventaire ufänken. Dëst ass wierklech eng ganz wichtig Präzisioun, déi Vertraue schafft an d'Geléngen vum där riseger Eraufuerderung, déi den Inventaire duerstellt, iwwerhaupt eréischt méiglech mécht.

Här President, och d'Petitioun Nummer 1638, déi am Joer 2020 ron 5.300 Ënnerschräfte kritt huet, huet beluecht, dass ganz vill Biergerinnen a Bierger sech fir de Patrimoine culturel net nëmme interesséieren, mee och engagéieren. D'Petitiouneren haten ënner anerem de Wonsch geäussert, d'Charge de la preuve ze inversieren an domat a priori all Gebai, dat virun 1955 gebaut ginn ass, als schützenswäert ze considerieren. An den Ae vum der Kommissioun ass déi Fuerderung ze wäit gaangen. Och misst de Staat de Proprietär vum engem klasséierte Gebai méi incisiv u seng Obligatiounen erënneren, fir ze verhënneren, dass d'Gebaier bewusst delabrériere gelooss ginn an herno just nach d'Demolitioun iwwregbleift.

An eisen Aen ass dat eng ganz verständlech a berechtigt Fuerderung. De Pôle Nord ass e gutt Beispill. Am Joer 1911 no Pläng vum Architekt Jean-Pierre Koenig gebaut, ass de Pôle Nord 1988 klasséiert ginn, nodeems d'Initiativ „Stoppt de Bagger!“ d'Demande gemaach hat. De Proprietär, eng amerikanesch Bank, huet awer mat Succès Appell gemaach géint déi Decisioun, soudass dat Gebai op den Inventaire supplémentaire komm ass an no méi wéi 15 Joer, an deenen d'Gebai sech selwer iwwerlooss war, hat sech den Zoustand esou degradéiert, dass näscht anescht méi iwwreg bliwwen ass, wéi et ofzerappen.

Mat dësem Gesetz wëlle mir esou Situatiounen an der Zukunft ausschléissen.

Léif Kollegeinnen a Kollegen, déi ëffentlech Debatt an der Chamber am Kontext vun der Petitioun huet kloer gewisen, dass d'Protektioun vum Patrimoine ganz ville Leit ganz staark um Häerz läit. Ganz vill Bierger hu sech mat där heiter Fro beschäftegt. Och d'Politiker si Bierger an och der Politik läit eise Patrimoine culturel um Häerz.

Nach ass et esou, dass awer net alles, wat ee sech zum Schutz vun eisem Patrimoine wënsche kann, och praktikabel ass. Mat dësem Gesetz gouf a mengen Aen de richtige Wee geschloen an e kloer juristesche Kader fir d'Zukunft geschaaft. Iwwert dëst Gesetz si ganz vill Neierunge virgesinn, déi mir als LSAP ausdrécklech begrëissen. Si erlaben eis, d'Protektioun vun eisem Patrimoine méi zäitgerecht a méi effikass unzuegoen.

Ausserdeem kënnen mir mat Hëllef vun dësem Gesetz Standarden vun den internationale Konventiounen, déi ech scho genannt hunn, zu deene mir eis iwwregens och als Lëtzebuerger engagéiert hunn, endlech an eis national Gesetzgebung integréieren. Mir waren do wierklech als Land net en avance. Elo gëtt beispillsweis mam Artikel 5 vum Projet de loi de Prinzip vun der Archéologie préventive aus der Konventioun vu La Valette an eis national Legislatioun verankert.

D'Archéologie préventive ass e ganz wichteg Prinzip, well engersäits archeologesch Iwwerreschter besser viru gréisseren Aarbechten an natierleche Risike protegéiert ginn an anerersäits en ongeplangte Baustopp vu Bauprojekte bei zoufälligen Decouverté verhënnert ka ginn, wat jo ganz an eisem Interessi ass.

Dofir: Mat dësem Gesetzesprojekt schafe mer och d'Notioun vun der „Zone d'observation archéologique“. All Terrain, dee sech an dëser Zone befënnt, wou Konstruktions- oder Demolitionsaarbechten ugeduecht sinn, gëtt grondsätzlech enger Evaluatioun ënnerzunn, fir sécherzestellen, dass déi geplangten Aarbechte keng Inzidenz op de Patrimoine archéologique kënnen hunn.

Als LSAP fanne mir et fundamental richtig a wichteg, dass dës Prinzipien net op enger ideologescher Grondlag berouen, mee op novollzëibare Krittären, Transparenz a Pragmatismus. Esou gëtt et zum Beispill eng Dispens bei geplangten Aarbechten am Kader vun engem PAP „quartier existant“ mat enger Fläch vu manner wéi 100 Quadratmeter an enger Déift wéi manner wéi 0,25 Meter. Parallell dozou gëtt an der Sous-zone eng Dispens geschaaft am Fall vun engem PAP „quartier existant“ mat enger Emprise vu manner wéi 0,3 Hektar respektiv engem PAP „nouveau quartier“ mat enger Emprise vu manner wéi engem Hektar.

An d'Opérations d'archéologie préventive duerfe sech am Reegelfall och just op maximal sechs Méint erstrecken. Dat si Beispiller, déi wierklech weisen, wéi wichteg et ass, dass een dee richtegen Equilibre fënnt tëscht der Protektioun vum Patrimoine op där enger Säit an der gewënschter an noutwendeger Realiséierung vu Bauaarbechten op där anerer Säit. Béd Ziler duerfe sech net ausschléissen, well béd Ziler si wichteg an noutwendeg Parametere vun engem gesonden Urbanismus.

Och den architektonesche Patrimoine muss protegéiert ginn. Do si mer eis natierlech heibannen alleguerten eens. D'Konventioun vu Granada, déi Lëtzebuerg schon 2016 ratifizéiert huet, obligéiert d'Staaten iwwer hiren Artikel 10, d'Protektioun vum architektonesche Patrimoine als eent vun de undamentalen Ziler vum Aménagement du territoire festzehalen.

Hei wëll ech nach emol ënnersträichen, dass eisen architektonesche Patrimoine nëmmen dann effektiv protegéiert an erhale ka ginn, wann déi 103 Acteuren

hir respektiv Verantwortung iwwerhuelen. Also souwuel de Kulturministère wéi och déi 102 Schaffena Gemengeréit.

An der parlamentarescher Kommissioun gouf och nach eng Kéier prezisiéiert, dass nieft mindestens engem vun de 14 méigleche Krittären, dee vun der Authentizitéit op alle Fall muss erfëllt sinn, wann en Immeubel a Fro kënn, fir als Patrimoine culturel national klasséiert ze ginn.

Et kann een et net oft genuch soen: Kloer, objektiv an novollzëibar Krittäre bei de Klassementer sinn d'Grundvoraussetzung, fir dass dat neit Gesetz déi néideg Akzeptanz um Terrain kritt a méiglechst effikass an der Praxis kann ëmgesat ginn.

Kollegeinnen a Kollegen, e Kärstéck vun dësem Gesetzesprojekt ass d'Schafe vun den Inventaire fir den architektoneschen, archeologeschen an immaterielle Patrimoine. Dëst bedeit e groussen Opwand fir déi zoustänneg Instituter a Servicer, déi iwwregens hei eng formidabel Aarbecht leeschten. A virun allem wäerten déi Inventaire net vun haut op muer Realitéit ginn. Et ass eng Aarbecht, déi ganz vill Zäit an Usproch hëlt, wäertvoll Zäit, well déi Viraarbecht soll et jo erméiglechen, eng uerdentlech a professionell Bestandsopnam vum gesamte kulturelle Patrimoine zu Lëtzebuerg ze maachen. Gemeng fir Gemeng an dëst op der wëssenschaftlecher Grondlag vum Inventaire. An dat ass gutt esou!

D'Prozedur vun der nationaler Protektioun vun Immeublë gëtt an deem Sënn vereinfacht, dass et an Zukunft eng eenzeg Prozedur gëtt, an zwar déi vum Klassement. E weidere gréissere Schratt fir eng méi grouss Sécurité juridique besteet doranner, dass d'Prozedur vun der nationaler Protektioun vun Immeublën net méi op Basis vun engem Arrêté ministériel geschitt, mee iwwert de Wee vun engem Règlement grand-ducal, wat an eisen Aen ze begrëissen ass.

Här President, als LSAP ass et eis en zentraalt Uleies, fir de Fond vun Patrimoine architectural mat den néidege budgetäre Mittelen ze ekipéieren, fir dass d'Protektioun an d'Erhale vun eisem Patrimoine och effektiv realiséiert gëtt.

Aktuell hu mir am Land 1.877 - ech hoffen, Madamm Minister, dass dat nach déi aktuell Zuel ass - Immeublën an Objeten, déi protegéiert sinn. Ongeféier d'Hallschent dovunner gouf an de leschten zéng Joer protegéiert, obschonn déi gesetzlech Basis fir eng Protektioun schon zënter 1927 besteet. Déi lescht Joren ass also e ganz groussen Effort gelescht ginn an op deem Elan wäert dat neit Gesetz och opbauen.

Dës Zuele weisen gläichzäiteg, dass sech och bei eis d'Prise de conscience fir d'Wichtigkeet vun eisem Patrimoine culturel weiderentwéckelt huet. Trotzdeem menge mir als LSAP, dass weider an zousätzlech Efforte mussen gemaach ginn, fir de Grand public fir eng onhalteg a responsabel Valoriséierung vun eisem Patrimoine ze sensibiliséieren.

An dofir mussen mer och sécherstellen, dass de Service des sites et monuments respektiv den neien Institut national du patrimoine architectural dat néidegt Personal kritt, fir den Uspréich, déi un e gestallt ginn, kënnen gerecht ze ginn. Dës Punkt ass an eisen Ae besonnesch wichteg, well d'Stäerkt vum Personal och eng Grundvoraussetzung dofir ass, dass d'Durée d'achèvement net ze laang gëtt, wat wierklech keng Niewesaach ass.

Den Inventaire supplémentaire wäert ganz ewechfalen am Interêt vun enger besserer Sécurité juridique. Mee och hei gëllt et, all Detailer ze bedenken, well déi Immeublën, déi op Basis vum aktuelle Gesetz, vun

1983 also, um Inventaire supplémentaire drop waren, wäerte weiderhin ageschriwwen gi bis zu deem Moment, wou deen neie Règlement grand-ducal zum Klassement als nationale Patrimoine a Kraaft getrueden ass. Op dës Aart a Weis evitéiere mir, et ass jo och esou gewollt, dass Immeublë während enger gewësser Zäit hir Protektioun ganz géife verléieren. Dat selwecht gëllt parallell fir sämtlech Immeublën, déi op Basis vum Gesetz vun 1983 als Monument national klasséiert goufen.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Lydia Mutsch** (LSAP) | Och d'Allocatioun vun de staatleche Subventiounen un d'Gemengen, un d'Gemengesyndikater, d'Associatiounen oder u Privatpersounen, fir d'Behalen oder d'Restauratiounen vun engem Immeubel mussen an aller Transparenz geschéien an dierfen och net onnéideg komplizéiert sinn. Méi generell gëllt et, kloer verständlech an acceleréiert Prozeduren ze schafen. An och dobäi hëlleft dëst Gesetz massiv.

Dir gesitt, Här President, meng Partei steet hannert deem neie Patrimoinengesetz. An dofir wäert et Iech och net wonneren, dass ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Gesetz matbréngen, awer, a ganz zum Schluss, sou wéi sech dat gehéiert bei esou engem noblen Debat wéi deem vun haut, awer och well ech wouss, dass den honorabelen Här Bauler mäi Virriedner wier, wéilt ech gär meng Interventioun mat engem Zitat ofschléissen.

Den Albert Schweitzer, Dokter, Kulturphilosoph, Friddensnobelpreisträger, huet Folgendes, a mengen Ae ganz Richteges gesot: „Kultur fällt uns nicht wie eine reife Frucht in den Schoß. Der Baum muss gewissenhaft gepflegt werden, wenn er Frucht tragen soll.“

An deem Sënn, merci fir d'Opmierksamkeet.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Marc Spautz**, Président de séance | Merci der honorabelen Madamm Mutsch. Den nächsten agedroene Riedner ass den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

**M. François Benoy** (déi gréng) | Här President, Dir Dammen an Hären Deputéiertkollegen, Madamm Ministesch an och Här Minister, deen do sëtzt, no joerzéngtelaangen Diskussiounen si mir Gréng haut frou an houfreg, dass Lëtzebuerg endlech e staarkt a modernt Patrimoinengesetz kritt, well et ass batter néideg. Doranner ware sech nieft den Acteuren aus der Zivillgesellschaft an den Experten och quasi alleguerten déi Leit, déi Avise geschriwwen hunn zu deem neie Gesetz, eens.

Lëtzebuerg huet nach ëmmer e Réckstand beim Denkmalschutz am Verglach mam Ausland. Mir setzen och endlech déi internationalen Texter ëm, déi Lëtzebuerg ratifizéiert huet. Wann a Frankräich 3 % vun de Gebaier Monuments historiques sinn an an Däitschland tëscht 3 a 5 %, dann hu mir zu Lëtzebuerg just 0,8 % national Protektioun.

Den Denkmalschutz gëtt elo nei opgestallt an un déi haiteg Zäit ugepasst. An nodeems schon tëscht de Joren 2000 an 2009 un engem neie Patrimoinengesetz geschaff gouf, ouni dass et awer zu engem Resultat komm ass, si mir immens frou, dass d'Kulturministesch e knapp Joer no hirer Vereedegung déi politesch Initiativ an de Courage gewisen huet, fir 2019 en neie Versuch ze woen an en neie Projet ze deposéieren.

Zwee an en halleft Joer méi spéit stëmme mir dëst neit Patrimoinengesetz. An dofir soe mir onser engagéierter Kulturministesch villmools Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!



**M. François Benoy** (déi gréng) | Merci och der Rapportrice, déi ons erkläert huet, wat fir e Paradigmewiessel mer haut hei alauden a wéi eng Mëttel mer eis elo ginn, fir beim Denkmalschutz endlech net méi hannendrun ze lafen. An e Merci och fir alleguerten déi vill Leit, déi um Terrain schaffen a sech engagéieren. Et ass net ëmmer einfach, Denkmalschützer ze sinn. Dat heescht ze kämpfen, sech ze engagéieren an der vill op den Deckel ze kréien. Ech erliewen dat ëmmer erëm och a Gemengerotssitzungen, wou een erlieft, dass nach laang net jiddereen verstanen huet, wéi wichteg den Denkmalschutz ass.

Wa mir hei endlech e wichtige Schrëtt virukommen, dann ass dat och, well sech dobausse Leit fir den Erhalt vum Kulturierwe staark maachen. An dofir soen ech hinnen am Numm vu menger Fraktioun och villmoos Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. François Benoy** (déi gréng) | Här President, Dir Dammen an Hären, haut ass e gudden Dag fir de Patrimoine, well mir endlech e Gesetz kréien, dat den Numm vun engem Patrimoinengesetz och verdéngt. Natierlech muss e Gesetz wéi dat heiten awer och juristesches d'Strooss halen a praktesch ëmsetzbar sinn. An deem Sënn hält den Text d'Balance tëscht dem Erhale vun eiser Vergaangenheet an der zukünftiger Entwécklung vun eisem Land an eisen Infrastrukturen.

De wirtschaftlechen an demografesche Wuesstum vun de leschte Joren a Joerzénge stellt och de Schutz vum Patrimoine virun Erausforderungen, well méi Gebaier an Terraine kaf a verkaf ginn a well méi gebaut gëtt. An hei läit de Paradigmewiessel. Dat Wuert ass bei deem Gesetz net ze héich gegräff. Vun engem nodréigleche Schutz, deen oft ënnert dem Zäitdrock vun enger Zoufallsdecouverte oder engem Verkauf huet misse stattfannen, gi mir eriwuer op e proaktive System mat kloer Prozeduren an Delaien. Konkreet weist sech dat zum Beispill um Prinzip vun der Preventivarcheologie an och bei den neie systematesche wëssenschaftlechen Inventairë vun dem Patrimoine architectural.

Nieft neie Prozeduren a Bestëmmunge bréngt dat neit Gesetz och eng ganz Rei wichteg Vereinfachungen. Sou gëtt zum Beispill beim bebauen a beim mobile Patrimoine den zweegleiche System vu fréier duerch eng eenheetlech Prozedur ersat. D'Gesetz leet och Wäert op Transparenz, kloer Prozeduren an Delaien, d'Abanne vun de Bierger a Proprietär/innen duerch eng Consultation publique an d'Publikatioun vun de wëssenschaftlechen Inventairë fir de Grand public.

Dës Reform vereent de Schutz vum Privateigentum mat dem Schutz vun dem kollektive Gutt, dat eise Patrimoine duerstellt. An och d'Proprietäre profitéieren vun de fixen Delaien an den transparente Prozeduren.

Am Beräich vum Inventaire gëtt et och eng weider wichteg Neierung vun deem Gesetz. Dat ass de Prinzip vun de Secteurs protégés d'intérêt national. Vum Prinzip hier kenne mir déi Iddi scho vum Gemengenniveau, wou et bei de PAgE kommunal Secteur-protégé gëtt. D'Iddi ass hei, dass en zesammenhängenden Ensemblen vu Gebaier ënner Schutz gestallt gëtt, well nëmme als Ganzt säin historesche Charakter esou kann erhale ginn. E klassescht Beispill hei sinn historesch Duerf- oder Stadkären oder Quartierskären. Wichteg ass et och, hei ze soen, dass och dat Instrument am Gesetz verhältnisméisseg an transparent encadréiert gëtt.

Esou muss esou e Secteur protégé mat Text- a Kaartematerial kloer definéiert ginn. E muss e Plan de gestion a längerfristeg Ziler virweisen. A wann e bis a Kraaft ass, da ginn d'Proprietäre vu Gebaier kloer informéiert, wat dat elo fir si heescht. An natierlech net ze

vergiessen: Och d'Secteurs protégés gi wéi d'Inventairen duerch d'Consultation publique, ier se a Kraaft trieden.

D'Inventariséierung vun alle Gemenge wäert laut de gängige Schätzungen eng zéng Joer daueren. E Laangzäitprojet also, mee dat ass net méi séier ze maachen. Et geet eeben drëm, fir e System op d'Been ze stellen, deen duerno nohalteg ka funktionéieren. Entre-temps gëtt et mam Filet de sécurité awer e Mechanismus, deen dem weidere Verloscht vum Patrimoine soll direkt entgéintwierken. Konkreet heescht dat: Bis den nationale Schutz op Basis vun den neien Inventairen operationell ass, wäerte substanzial Verännerungen oder Ofressaarbechte vu kommunal geschützte Gebaier zousätzlech der Autorisatioun vun dem Kulturministère ënnerleien.

Dee Filet ass esou direkt wierksam a bitt och juristesche Sécherheet. E kann awer nëmme gräifen, wann d'Gemengen och de Schutz vum Patrimoine eescht huelen.

Zu gudder Lescht betrëfft d'Gesetz och nach de mobilen an den immaterielle Patrimoine. An och hei moderniséiere mer bestoend Texter, wou et se gëtt, a féieren doriwuer eraus wichteg Neierungen an. De ganze Beräich vum Patrimoine immatériel zum Beispill ass nach relativ rezent. Hei gëtt et zu Lëtzebuerg eréischt zanter 2017 en éischten Inventaire. Mir begréissen dës Neierung. Si weist, dass d'Notioun vum Patrimoine sech permanent weiterentwéckelt a si ënnersträicht d'Wichtigkeet vun eisen Traditionene virum Hannergrond vun enger ëmmer méi globaliséierter Welt.

Här President, Dir Dammen an Hären, ech kommen nach eng Kéier zrëck bei d'Gemengen. D'Gemengen hu, wéi gesot, eng grouss Responsabilitéit am Kader vun de PAgE. D'Iwwerschaffe vun de PAgE an dem Sechsjoresrhythmus bitt eng Chance, fir den Denkmalschutz konsequent op kommunalem Plang ze garantéieren. Dëst Gesetz betrëfft nämlech nëmme den national schützenswäerte Patrimoine an dat ass logescherweis nëmme e klengen Deel vum gesamte Kulturierwen.

Dës Responsabilitéit vun de Gemengen ass an der Iwwergangszäit vun dem neie Gesetz, wéi scho gesot, besonnesch wichteg, fir dass an der Tëschenzäit keng erhaltenswäert Gebaier verschwannen oder verfallen, ier den neie Schutz gräift.

Wichteg ass awer och laangfristeg d'Kohärenz tëscht de verschiddenen Niveauen. De Paradigmewiessel an d'Weiterentwécklung op nationalem Plang mussen op kommunalem Niveau verstane ginn. An dofir brauche mer Sensibilisatioun, och um Niveau vun de Gemengen, fir den nationale Schutz, awer och fir de kommunale Schutz, dee mir nach wie vor brauchen.

Tëscht de verschiddene Gemenge ginn et nämlech och Ënnerscheeder. Während déi eng den Denkmalschutz ganz seriö huelen, maachen anerer awer hei och manner. Dobäi kënnt, dass den Denkmalschutz op kommunalem Plang an de leschte Joren och bei e puer Gerichtsaffären a Fro gestallt gouf, an dofir brauch et méi Kohärenz um Gemengenniveau.

Et brauch een am Endeffekt eng Conservation intégrée queesch duerch déi verschidden Niveauen, wéi et och d'Konventioun vu Granada fuerdert, déi Lëtzebuerg eréischt 2016 ratifizéiert huet.

Här President, Dir Dammen an Hären, Sensibilisatioun an Informatioun brauch et awer net just bei de Gemengen, mee bei der ganzer Populatioun. D'Gesetz hei stellt wichteg Weichen, mee garantéiert fir sech eleng kee ganzheetlechen an effikasse Schutz. Wéi een am Däitsche seet, brauch een hefir eng

„Denkmalschutzkultur“ an dat op allen Niveauen. An um Wee dohinner hunn déi zoustänneg staatlech Stellen och wichteg Missiounen a brauchen dofir och laangfristeg déi néideg Mëttelen, zum Beispill fir d'Sensibilisatioun, d'Publikatioun vun den Inventairen, Ausstellungen, Zesummenaarbechte mat de Schoulen an esou weider an esou fort.

An insgesamt gëllt fir dëst neit Gesetz: D'Effektivitéit an d'Vites vun den neie Prozeduren ergi sech sécher aus deem Text, dee mir haut hei stëmmen, mee eeben och aus de Moyene fir d'Ëmsetzung dovun. Soss dauert et herno ze laang oder et geet Patrimoine verluer, well d'Delaien auslafen. An nieft dem objektive Verloscht géif et och zu engem Vertrauensverloscht an den Denkmalschutz kommen an dat mussen mer onbedéngt verhënnern.

**Une voix** | Très bien!

**M. François Benoy** (déi gréng) | Här President, Dir Dammen an Hären, bei engem ambitiöse Projéit wéi deem heiten ass et verständlech, dass et och Virhalter goufe respektiv ginn. Fir et ganz kuerz ze maachen: Nee, de Schutz vum Patrimoine ass net onvereinbar mat der Schafung vu Wunnum oder vun Infrastrukturen. Dëst Gesetz seet net, dass hei zu Lëtzebuerg elo näscht méi gebaut oder ofgerappt däerf ginn.

Hei muss een och ervirhiewen, dass d'Gesetz d'Méiglechkeet vu Verännerungen un historesche Gebaier net ausschléisst. Sou kënnen duerchaus zum Beispill Wunnengen an esou Gebaier ugeluecht ginn.

Dofir nach eng Kéier: Denkmalschutz an d'Entwécklung vum Land schléisse sech net aus. Am Géigendeel: Déi transparent a previsibel Prozeduren zilen drop of, fir déi grouss Majoritéit vun de Fäll ze vereinfachen an ze beschleunegen.

Geet dëst Gesetz elo net wäit genuch oder geet et vläicht souguer ze wäit? Tëscht den Avise vum Syvicol, vun de verschiddene Berufskummeren an engagéierten Denkmalschützer ginn d'Meenungen natierlech ausernee. Et gouf jo zum Beispill déi Propos fir e generell Ënner-Schutz-Stelle vun all Gebai, wat virun engem Stéchedatum X gebaut gouf, sief dat 30 oder 50 Joer. Dat huet sech bekanntlech als juristesche net gangbar erausgestallt an och de Staatsrot huet sech jo hei dergéintgestallt.

Mir mengen, dass dëst Gesetz just de gudden Kompromëss fir de Schutz vun deene verschiddene legitimen Interesse vun de Kollektivitéiten an den Einzelnen hei fonnt gouf.

Zu de Kriticken - et géif ze wäit goen - wëll ech och nach eemol soen, dass mir zu Lëtzebuerg den Denkmalschutz an de leschte Joerzénge net seriö genuch geholl hunn. Dat gesäit ee jo och am internationale Verglach ganz gutt. Mir hu Konventiounen och spéit ëmgesat. Mir ware respektiv mir si bei der Zuel vun de geschützte Gebaier an Objeten och ëmmer nach hannendran. An dofir mussen mir ons elo natierlech déi néideg Moyene ginn an dat maache mir och mat kloren a mat transparente Prozeduren.

A wa mir zu Lëtzebuerg net genuch bezuelbar Wunnengen hunn, dann ass dat sécher net d'Schold vun dem Denkmalschutz. Ech rappeléieren och nach eng Kéier, dass mer eng 5.000 Hektar Réserve foncière am Perimeter hu mat Wunnum fir 300.000 Awunner. Wann do an de leschte Joren net genuch geschitt ass, dann ass dat sécher net dem Denkmalschutz seng Schold. Grad esou weineg wéi Logement an Naturschutz sollte mer Logement net géint Denkmalschutz ausspülen. A grad esou weineg sollte mer erneeetesche Renovatioun an Denkmalschutz géinteneen ausspülen. Dat Ganzt geet nëmme zesammen an et geet am Respekt vuneneen, wéi ganz vill gutt Beispiller weisen.

**Une voix** | Très bien!

**M. François Benoy** (déi gréng) | A Lëtzebuerg huet dofir jo och eng ganz ambitiéis Renovatiounsstrategie, wou eent vun den Ziler och justement ass, fir eng gutt Ofstëmmung vun eisen Ziler an der Energiepolitik mat dem Denkmalschutz ze maachen. An ech rode jiddwengem, do eng Kéier e Bléck dran ze werfen, da kann en dat och do am Detail noliesen.

Mir brauchen also eng engagéiert Logementspolitik. Mir brauchen och eng engagéiert Naturschutzpolitik, eng engagéiert Energiepolitik an eeben och eng engagéiert Denkmalschutzpolitik. A genau dat kréie mer duerch dëst Gesetz, wou mir d'Weichen elo wierklech stellen, ons Responsabilitéit huelen, fir en effikasse Schutz vum Patrimoine och effektiv ëmzesetzen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. François Benoy** (déi gréng) | Här President.

### Motion 1

*La Chambre des Députés,*

- *considérant que le rôle de l'État est celui de veiller à la conservation du patrimoine culturel majeur pour notre pays ;*

- *considérant que le patrimoine culturel reflète l'histoire et l'identité partagées des citoyen-ne-s et les valeurs très diverses qui y sont attachées ;*

- *considérant que le patrimoine culturel entretient des liens étroits avec les préoccupations sociales et socio-économiques et que dès lors, il est le terreau d'une politique de cohésion territoriale et sociale ;*

- *considérant que la protection du patrimoine culturel relève du développement durable ;*

- *rappelant que le Grand-Duché de Luxembourg a signé une série de textes internationaux en matière de protection du patrimoine, dont notamment les Conventions de Grenade, de La Valette et de Faro ainsi que celle des Nations Unies relative à la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel ;*

- *reconnaissant la prise de conscience et les mobilisations au niveau de la société civile ces dernières années en faveur de la conservation du patrimoine culturel ;*

- *reconnaissant le succès de la pétition publique n° 1638, débattue en séance publique à la Chambre des Députés le 21 octobre 2020 ;*

- *rappelant que les travaux d'inventorisation nécessaires à la mise en place du nouveau régime de protection s'étendront sur une période estimée à une dizaine d'années ;*

- *saluant le renforcement des effectifs du Service des sites et monuments ces dernières années ;*

- *rappelant que la sensibilisation de tous les acteurs concernés constitue un élément essentiel pour l'efficacité du nouveau régime de protection et que les institutions publiques concernées ont une mission médiatrice essentielle à assumer dans ce contexte,*

*invite le Gouvernement*

- *à réaliser, trois ans après l'entrée en vigueur de la loi, un processus récurrent d'évaluation qualitative de sa mise en application ;*

- *à prendre en compte dans le cadre de cette évaluation l'étendue des travaux d'inventorisation prévus par la loi en projet ainsi que le délai prévu pour leur mise en œuvre ;*

- *à assurer que les ressources budgétaires nécessaires soient mises à disposition des services et instituts étatiques compétents tout au long de la mise en pratique du nouveau régime de protection ;*

- *à assurer l'information et la sensibilisation de tous les acteurs concernés par le nouveau régime de protection, dont notamment les communes et le grand public ;*

- *à prévoir les moyens budgétaires nécessaires pour une large diffusion des inventaires scientifiques du patrimoine architectural réalisés.*

(s.) *François Benoy, André Bauler, Djuna Bernard, Sven Clement, Fred Keup, Octavie Modert, Lydia Mutsch, Nathalie Oberweis.*

**M. Marc Spautz**, Président de séance | Merci.

**M. François Benoy** (déi gréng) | Ech géif dann eng Motioun hei deposéieren, déi zu menger grousser Freed an zu onser aller Freed vun alleguerten de Parteien an der Chamber ënnerschriewe ginn ass. An dofir jiddwengem e grouse Merci, well dat ass haut e staarkt Zeechen, wat mer ginn. Hei stelle mir eng ganz Rei Punkte fest, dorënner d'Wichtigkeet vum Patrimoine fir ons Identitéit an domadder och d'sozial Kohäsioun an d'nohalteg Entwécklung, d'Wichtigkeet vun der staatlecher Verantwortung an dësem Beräich, déi sech aus deenen Iwwerleeungen ergëtt. Mir rappelieren och déi verschidde Konventiounen, déi mer ratifizéiert hunn a mir ënnersträchen d'Wichtigkeet fir d'Sensibilisatioun an dësem Beräich.

An opgrond vun deene Consideratiounen invitéiere mer d'Regierung, fir an dräi Joer mat enger lafender Evaluatioun vum Gesetz unzefänken, fir ze kucken, wou mer da stinn; dann awer och ganz wichtig, fir déi néideg budgetär Moyenen zur Verfügung ze stellen, fir dass dëst Gesetz och effikass a vollstänneg kann ëmgesat ginn, wéi et eis Volentéit ass. Grad d'Missioun vum Inventaire vum gebaute Patrimoine ass gewaltig an dofir brauch och grad déi heiten Ekipp an Zukunft méi Leit.

An dann - wéi ugedeit - fuerdere mer och eng konsequent Informatioun fir de Grand public grad ewéi och fir d'Gemengen, fir dass d'Denkmalschutzkultur bei alle concernéierten Acteure gestärkt gëtt.

Här President, Dir Dammen an Hären, ech kommen dann zum Schluss. Mir kréien haut endlech e Gesetz, dat op der Héicht ass vun deem, wat mir zanter Jore brauchen. Mir maachen dat am Bewosstsäin, dass et hei ëm legitim Interesse geet, souwuel um kollektive Plang wéi och vun dem Einzelnen. A mir ginn eis dofir am Beräich vun de Konzepter, vun de Bestëmmungen a vun de Prozeduren d'Méiglechkeeten, fir eng nei Etapp beim Schutz vum Kulturierwen anzelauden. Dovu wäert onst Land an den nächste Joren a Joerzénge profitieren.

A wa mir onse Patrimoine schützen, da schütze mir en Deel vun eiser kollektiver Identitéit. Dofir maache mir och eppes Guddes fir de sozialen Zesammenhalt an d'Qualitéit vun eisem alldeegleche Liewensraum. Dovunner profitéiere mir alleguerten all Dag. An dofir ginn ech haut mat grousser Freed d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun zu dësem Gesetz an ech soen Iech alleguerte villmools Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Marc Spautz**, Président de séance | Merci dem honorablen Här Benoy. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabele Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci. Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Merci och der Rapportrice, dem Djuna Bernard, fir de gudder Rapport. A merci och all deene Leit, déi matgeschafft hunn hei an och menge Virriedner, déi genau wéi mir eise kulturelle Patrimoine am Häerz droen an d'Saache wëlle verbessern.

Mir sinn awer e bësse manner optimisteschesch wéi déi meeschte vun deenen, déi viru mir geschwat hunn. An dat wäerte mer elo e bëssen duerleeën. De Sites et monuments schreift: « La conservation, la protection et la mise en valeur du patrimoine bâti est l'affaire de tous : propriétaires d'immeubles, associations, citoyens, communes, État. En effet, il y va de l'identité culturelle de tout un pays. » Et geet ëm d'kulturell Identitéit vun eisem Land, ëm eis kulturell Identitéit a wat ofgerappt gëtt, dat ass fort, fir ëmmer.

(*M. Fernand Etgen reprend la présidence.*)

„Rett Lëtzebuerg! Save Luxembourg!“ Esou seet eng Vereenegung, déi antrëtt fir d'Erhale vun eiser wäertvoller historischer Bausubstanz. Si haten eng Petitioun gestart, waren erfollegräich a waren hei an der Chamber an hunn eis wuelduerchduecht a konkreet Virschléi gemaach. Resultat: Hir Enttäuschung war grouss. Si hu gesot: „Hunn d'Lëtzebuurger kee Gefill fir d'Vergaangenheet a fir d'Geschicht?“ Dat war hire Spriecher, de Peter Kleijnenburg. A weider: „Mäicht feelt et de Lëtzebuurger e bëssen u Stolz.“ Dat sinn hir Wiederer.

Ma hien huet e bësse Recht. Kommt mir sinn emol houfreg op eis Kultur, op eis Geschicht, op eis Traditionen, op eis Ritualer, op eis Sprooch an op eis Architektur! Wéi kann et sinn, dass déi selwecht Leit, déi op där enger Säit gär an d'Provence oder an d'Toskana wonnerschéin harmonesch erhalen Dierfer a Stied bewonnere ginn, op där anerer Säit hei am Land zouloossen, dass esou wonnerschéin harmonesch erhalen Dierfer zerstéiert ginn?

**Une voix** | Très bien!

**M. Fred Keup** (ADR) | E puer Beispiller schnell: Aktuell d'Gare vun Ettelbréck, 160 Joer al, gëtt ofgerappt an ersat duerch eng elle Këscht ouni Séil, ouni Identitéit. Aktuell dem Aloyse Kayser säin Heemrechtshaus zu Miersch, dann déi ronck Bréck am Neiduerf zu Esch, vill aneren industrielle Patrimoine, d'Keeseminnen, e Wiertshaus vun 250 Joer zu Äischer, al Bauerenhäff zu Wecker, zu Housen, zu Keespelt, zu Nidderfeelen, zu Conter, zu Hiefenech, zu Bruch, zu Eschweiler, zu Gouschteng, zu Kanech, zu Garnech, zu Wäiswampech, zu Mamer, Gëtzen, Steesel, Luerenzweiler, Éilereng an esou weider an esou fort - jo, fort ass fort!

Bauerenhäff, 200 Joer al, vum Sites et monuments als erhalenswäert ugesinn: ofgerappt. Wonnerschéin 100-järeg Haiser zu Hollerech, um Lampertsbierg, zu Bouneweg, Beggen, am Neiduerf: fort. D'Kärenhal vum Agrocenter zu Miersch: fort. Déi schützenswäert Annex vum Schlass Heeschdref: fort. D'Patton-Bréck: fort. Esou vill gëtt zerstéiert, esou vill Kultur ass fort!

Ass dat d'Bewosstsinn fir d'Lëtzebuurger Kultur? Do wonnert et net, dass d'Leit soen: „Rett Lëtzebuerg!“ An dat hätt een och elo scho kënnen verhënnere, och ouni dat neit Gesetz. Firwat ass dat net gemaach ginn? Firwat gëtt dat net gemaach? A firwat soll elo op eemol villes dorun änneren? Wann de Wëllen net do ass, ännert sech och net vill mam neie Gesetz, well een dat neit Gesetz, quitte dass et eng ganz Partie vu Prezisiounen bréngt a gutt Usätz huet, awer als en zahnlosen Tiger consideréiere kann. De Wëlle feelt. Enfin, de Wëllen ass nach vläicht do, mee da feelt de Courage.

Well dat, wat ee brauch, dat ass eeben dann de Courage. An de Courage heescht eeben, Leit - an dat sinn oft Wieler - hiert Haus ze schützen, och wa si dat ofleenen. Hei am neie Gesetz gi kloer Krittere festgeluecht an et kënnent en Inventaire. Dat ass eng super Saach. All einzelt Gebai hei am Land gëtt no wëssenschaftleche Kritteren ënnersicht. Dat hëlleft als Argument: Wie ka schonn eppes géint d'Wëssenschaft soen?



Et gouf dat allerdéngs schonn deelweis virdrun. De Service des sites et monuments mécht eng enorm fantastesch Aarbecht, an ech wëll hinnen och vun hei aus e ganz grouse Merci soen an e grouse Respekt ausschwätzen. Mee wat geschitt dann domat? Ee Beispill: de PAG vu Péiteng. 1.131 Gebaier wieren ze schützen, esou soten d'Experten, d'Wëssenschaftler vum Sites et monuments. Péiteng: „Boff, 181.“ 181 vun 1.131 hu si geschützt. Hei si mer dann am Konflikt tëscht Politik a Wëssenschaft. Déi eng soe „Schützt vill!“ an déi aner schützen e Minimum.

Et kann een de Buergermeeschter dann och verstoe bei deem, wat hie seet. Hie seet: « S'ils veulent protéger ces bâtiments, ils n'ont qu'à le faire eux-mêmes. Ils peuvent lancer une procédure de classement national. » Dat huet den Här Mellina gesot an engem Interview. An dat ass verständlech zu engem gewëssenen Deel: Hie spillt de Ball weider un de Ministère.

An deem deet sech och schwéier, well och do brauch ee Courage, et trëppelt ee jo Leit op d'Féiss. Beim Sites et monuments fanne mer eng Lëscht vun de Gemengen an dräi Faarwen: gréng, giel, rout. An am Rouden, do sinn dann déi Gemengen, déi « malheureusement, n'ont pas assumé suffisamment leur rôle protecteur du patrimoine bâti local ». Dat sinn der eng ganz Partie, déi dat net gemaach hunn.

Wat geschitt also, wann d'Gemengen, wann déi Gemeengeverantwortelech sech net dem Avis vun den Experten uschlëssen? Dat ass jo d'Fro. Den Inneministère huet deemools de PAG vu Péiteng akzeptéiert. De Kulturministère wollt net selwer schützen. D'Gemeng huet de Minimum vum Minimum gemaach. Wéi gesot, do ass de Problem, et feelt u Courage a jidderee verstoppt sech hannert deem aneren. An och dësem Gesetz feelt et eeben e bëssen u Courage.

Duerfir nee, haut ass net dee groussen Dag fir eist wäertvoll Bauierwen, fir den Denkmalschutz. Et verwonnert dann och, dass grad an enger Zäit, wou ganz vill vun Nohaltegkeet, CO<sub>2</sub>-Emissiounen, Recycling, Circular Economy geschwat gëtt, dës Argumenter dann hei méi eng kleng Roll spillen. Wa mer nämlech déi Gebaier stoe loossen amplaz ofzerappen, da gëtt vun der bestoender Bausubstanz profitéiert, ouni dass duerch en Ofress grouss Quantitéiten u Bauschutt ufalen. Zousätzlech ginn och eng ganz Rei Zäregasemissiounen agespuert, déi bei engem Neibau géifen ufalen, a wäertvoll Ressourcen a Rostoffer gi geschount. Mee amplaz recycléiert, gi leider vill ze vill Haiser op den Tipp gehäit. Eppes Neies bauen, amplaz eppes Ales nach ze notzen, ass eng Verschwendung vu Ressourcen.

Da kënn och gär d'Argument vum Logementsproblem, vun der Wunnengsnout. An ech wëilt och vläicht eng Kéier en anere Bléckwénkel hei e bëssen erabrénge. Kuerz, de Logementsproblem, dee besteet effektiv engersäits doranner, dass eng Partie Leit hei am Land iwwerhaupt keng Wunneng fannen, well se d'Moyenen absolut net hunn. Dat ass e grouse Problem. Wann awer déi meeschte Leit sech opreegen iwwert d'Logementspräisser, dann ass et net, well se keng Wunneng fannen, mee dann ass et, well se net déi Wunneng fannen, déi se gären hätten. A si huelen oft Beispiller a soen dann: „Jo, mee meng Elteren, déi konnte sech awer nach eppes Grousses leeschte mat aacht Ar Terrain an esou weider an esou fort, an ech kann dat haut net méi!“ An ech mengen, dat ass e ganz groussen Deel vum Wunnengsproblem, wéi d'Leit en dobaussen empfangen.

Verbessere mer hei déi Wunnengsproblematik, andeems mer schéin, wäertvoll Haiser ofrappen an duerch bëtons Appartementscuben ersetzen? Ech mengen net.

Mir sinn doniewent och Europameeschter am Bauen an do si mer beim onkontrolléierte Wuesstum. Kee Land baut esou vill Wunnenge wéi mir hei zu Lëtzebuerg aktuell a kee Land wüsst esou schnell wéi Lëtzebuerg mat alle grouse Problemer, déi dat mat sech bréngt: Trafick, Naturzerstéierung, héich Wunnengspräisser an eeben d'Zerstéierung och vun der wäertvoller Bausubstanz an Architektur. Dat ass e grouse Problem fir ganz vill Saachen hei am Land. Dat ass och d'Wuerzel vun dësem Problem hei beim Denkmalschutz.

A kommt mir sinn emol éierlech: Wat ass da méi schéin, dat wat fréier gebaut ginn ass oder dat wat haut gebaut gëtt?

**Une voix | Très bien!**

**M. Fred Keup (ADR) |** Wäiss Këschten, Uniformiséierung, Bëtionsbléck, wäiss an anthrazitt, ouni Séil, ouni Geschicht, déi net laang wäerte stoen, oft gebaut, fir 20, 30 Joer ze halen. Al Bauerenhaiser sinn no 150 Joer nach tipptopp. Et ass e kuerzfristeg Denken. Et gëtt gebaut, gebaut, gebaut, mee wat ass et dann? Deelweis nennen d'Leit et Kanéngerchersstall oder Fixfeierkëschten ouni Léift. An et huet een d'Gefill, dass d'Architekten an d'Promoteure warscheinlech ni do musse laanschtfueren, well et ass net schéin. A wéi kann een esou eppes bauen?

Och d'Diversitéit geet verluer. Déi Saachen, déi mer bauen, sinn aleatoire, kéinten iwwerall an der Welt stoen, do ass näischt méi, wat typesch lëtzebuergesch ass.

Gitt emol kucken - an Dir kennt där Beispiller jo. Ee Beispill hei, dat ass Esch, den Zentrum, d'Uelzechstrooss mat de Stroosse ronderëm, da kuckt Der eng Kéier erop amplaz erf. Déi fantastesch Fassaden, déi een do gesäit, dat ass herrlech, dat ass e Genoss fir d'A. A wann een da kucke geet, wat haut gebaut gëtt, pardon, dat ass kee Genoss fir d'A.

An ech wëll do nach ee Beispill soen, dat ass - wann Der Iech eng Kéier do verlaaft - zu Beeler an der Gemeng Wäiswampech, ech mengen, do ass eppes ganz Schlëmme verbrach ginn. Dat ass du jamais vu! Dat kënn Der googelen.

Wat besser maachen? Wat hätt ee kënnen maachen? Ma dat, wat an der Petitioun gefuerdert gouf: All Haiser, déi virun 1955 gebaut goufen, provisoersch ënner Schutz ze setzen. Wann een da wéilt ofrappen, da misst ee fir d'éischt de Sites et monuments ëm Erlaabnis froen. Et geet also net drëm, all déi Gebaier ze erhalen, mee déi Verwaltung da kucken ze loossen, ob se d'Haiser klasséieren oder d'Ofrappen eeben erlaben. Dëst ass awer ofgeleent ginn an dat fanne mer schued. Dann hätt ee kënnen higoen an deem Datum vun 1955 op der Säit loossen an einfach kënnen soen: Ma all d'Haiser si geschützt, bis de Sites et monuments d'Erlaabnis gëtt, fir et ofzerappen. Dat wier e staarkt Zeeche gewiescht fir de Patrimoine.

Zum Schluss: Dëst Gesetz bréngt leider net den néidege Paradigmewissel. Et sinn eng Partie Verbesserungen dran, jo, mee am Kär wäert sech eleng mat dësem Gesetz net vill veränneren. Et geet net wäit genuch. An d'Madamm Rapportrice huet an engem Artikel e Samschden dat och an hirer Konklusioun uklänge gelooss. Do stoung geschriwwen: „Auch wenn das neue Gesetz die Weichen stellt, kann es den Erhalt unseres Kulturerbes nicht alleine gewährleisten. Hierzu braucht es nämlich auf lange Sicht materielle und politische Unterstützung“ an esou weider an esou fort.

D'Gesetz geet net duer. Dat wësse mer alleguerten. An duerfir soen ech, et ass am Fong en zahnlosen Tiger a verschidden Denkmalschützer, déi nennen et souguer

en Alibigesetz. Et ass e Gesetz vun de verpasste Chancen. An och wann et eng Partie Verbesserung bréngt, wat eis drun hënnert, fir dergéint ze stëmmen, sou wäert dat derzou féieren, dass mer et net wäerte matdroen an dass mer eis wäerten erhalen.

Ech hunn dann nach eng Motioun hei matbruecht, well mer op e Problem opmierksam gi sinn, dee besteet, wat eisen Denkmalschutz a wat eise Patrimoine betrëfft. An zwar gëtt et hei a Lëtzebuerg keng Statistiken, wéi vill Haiser ofgerappt ginn. A mir géifen hei an där Motioun fuerderen, dass d'Regierung, dass d'Administratiounen esou eng Statistik féieren, wou einfach agedroe gëtt, falls iergendwou e Gebai ofgerappt gëtt, an dann och probéieren, eeben dran ze schreiwen - wann dat méiglech ass -, aus wéi enger Zäit dat ass, an dat dann och reegelméisseg esou publizéieren, fir dass mer en Iwwerbléck kréien, wéi vill vun de Gebaier hei am Land ofgerappt ginn an all deene Joren, och grad déi, déi elo kommen an deenen zéng Joer, bis den Inventaire fäerdeg ass.

Ech soen Iech Merci.

**Motion 2**

*D'Chamber vun den Deputéierten stellt fest, datt*

- *d'Erhale vun existéierender Bausubstanz eng wichteg Roll spillt, an dat souwuel am Kontext vum Denkmalschutz wéi och um Wunnengsmaart an am Interessé vun enger nohalteger Entwécklung vun eisem Land;*

- *et aus dëse Grënn wichteg wier, iwwer Statistiken iwwert d'Demolitioun vu Bausubstanz ze verfügen an esou den Afloss dovun op déi verschidde Beräicher kënnen anzuschätzen;*

- *d'Regierung, respektiv d'Administratioun bis elo keng statistesch Donnéeën erhieft zu der Unzuel un ofgerappte Gebaier am Land (cf. parl. Fro N° 2977 vum 12. Oktober 2020);*

- *och keng Donnéeën iwwert den Alter vun den ofgerappte Gebaier virleien,*

*fuerdert d'Regierung op,*

- *statistesch Donnéeën ze erhiewen iwwert d'Unzuel vun ofgerappte Gebaier, wa méiglech pro Gemeng;*

- *souwäit wéi méiglech den Alter vun dëse Gebaier an enger Klassifizéierung duerzeleeën;*

- *dës statistesch Donnéeën reegelméisseg ze verëffentlechen.*

*(s.) Fred Keup.*

**Une voix | Très bien!**

**M. Fernand Etgen, Président |** Merci, Här Keup. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) |** Jo, merci, Här President. Léif Kolléeginnen a Kolléegen, fir d'éischt emol merci der Rapportrice fir all hir Aarbecht iwwer all dës Zäit, an de Rapport natierlech. E Merci och all deenen, déi all déi Joren un dësem Gesetz matgeschafft hunn an deene sëllege Ministèren an um Terrain natierlech och, virun allem am Kulturministère natierlech.

De Patrimoine war laang zu Lëtzebuerg vernoléisseg a war souguer méi oder manner inexistent, wann een d'Gesetzestexter kuckt, déi de Schutz vun erhaltenswäerte Gebaier oder vun archeologesche Fouillé gereegt hunn. An dat war absolut onverantwortlech an engem Land, dat iwwert déi lescht Joerzénge esou séier an esou vill gewuess ass.

Onheemlech vill Patrimoine ass einfach néiergemaach ginn, well et kee staarke gesetzleche Kader gouf, fir de

Patrimoine ze schützen. Dat ass och vläicht ee Grond, firwat och laang zu Lëtzebuerg net iwwert de Sujet diskutéiert gouf. Et gouf einfach keng Denkmalschutzkultur.

Mat deem hei Gesetz, wat elo um Dësch läit, ännert dat sech. Et ass e groussen Text, deen endlech all Dispositiounen am Beräich Denkmalschutz op enger Plaz zesummeffléisse léisst: International Konventiounen, Gesetzer, Reglementer an esou virun an esou weider ginn an engem kohärenten Ensemblé lissibel gemaach. Mir als Lénk begrëssen dat.

Deen éischte Patrimoine, mat deem den Text sech befaasst, ass de Patrimoine archéologique. An do gëtt et direkt eng ganz grouss Neierung, déi sougenannten Archéologie préventive. E gëtt endlech gesetzlech verankert. Et geet hei drëms, dee Patrimoine ze schützen, deen nach am Buedem vergruewe läit. Et kënn nämlech vir, dass Bauaarbechter zu Lëtzebuerg op verstoppte Schätz stoussen, an da gëtt et komplizéiert. Da kënn e Baustopp a vill Onsécherheet. Mat deem hei Gesetz gëtt fir d'éischt gekuckt, ob de Buedem wäertvolle Patrimoine verstoppt oder net. An dat schafft Rechtssécherheet a schützt de Patrimoine.

Da kënn de sougenannte Patrimoine architectural. Do gëtt et elo endlech en Inventaire fir de Patrimoine architectural, deen op wëssenschaftleche Krittäre berout a fir deen et just eng Prozedur gëtt. Och kënnen elo architectural Ensembles geschützt ginn, wat virdrun net de Fall war. Mir begrëssen och d'Kreatioun vun engem Fond fir dese Patrimoine, well dat erlaabt och, Finanzementer iwwer méi e laangen Zäitraum ze plangen.

Den drëtten Volet ass de Patrimoine mobilier. Dat si Biller, Miwwelen an esou weider. Hei gëtt och d'Prozedur fir de Klassement vereinfacht an, ganz wichteg: Et gëtt e richteg System agefouert, deen d'Zirkulatioun vun deem Patrimoine seriö reegelt.

Véiertens gëtt an deem Gesetz e Patrimoine immatériel gesetzlech verankert, well Bräich oder verschidden Handwierker zum Beispill gehéieren och zum Patrimoine.

Dat Gesetz bréngt also eng Rei Verbesserungen, déi maachen, dass de Patrimoine zu Lëtzebuerg endlech effikass gëtt. Dat kënn mir nëmme begrëssen! Mat deem Gesetz kritt den Denkmalschutz de selwechte Stelwäert wéi den Natur- an Ëmweltschutz. Et muss een awer och ze bedenke ginn, dass et héich Zäit gouf, fir dem Patrimoine endlech déi Platz ze ginn, déi him zousteet.

Duerch déi schwaach gesetzlech Basis, déi de Patrimoine zu Lëtzebuerg bis haut hat, ass och scho vill Patrimoine zerstéiert ginn. Et geet awer net drëms, aus Lëtzebuerg e Musée ze maachen an all ale Steen fir helleg ze erklären. Mee dozou soen ech duerno méi.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, firwat ass et och wichteg, de Patrimoine ze schützen? Et geet net just drëms, al Gebaier ze erhalen, well se schéi sinn. Et geet net just drëms, bei Gebaier ze pilgeren oder duerch Muséeën ze spadséieren, well et sech ëm Patrimoine handelt. Et muss een de Leit de Patrimoine méi no bréngen - och dat gouf scho gesot haut -, hinnen erklären, wat e bedeit, wat en iwwert eis seet, firwat mer eis domadder mussen auserneesetzen.

De Patrimoine hëlleft d'Geschicht erzielen, Geschichten ze erzielen an dat aus ville verschiddene Perspektiven eraus. Hie weist eis, dass d'Äntwert ni schwaarz oder wäiss ass. Dofir gehéieren Héichwäert genausou zum Patrimoine wéi e Schlass. Dofir gehéieren d'Péckvillercher genausou dozou wéi e Bild vun engem groussen Moler. Dofir gehéiert eventuell och en aalt Bauerenhaus dozou. De Patrimoine gehéiert

eis all an e schwätzt vun eis all, vun deene grouss Leit a vun deene sougenannte kleng Leit. De Patrimoine ass déi zäitlech Bréck tëscht deem, wat war an tëscht deem, wat ass. De Patrimoine ass also déi Bréck tëscht gëschter an haut.

Mee dofir muss een net alles schützen, eebe just, well ee vun där staatlecher Approche vum Patrimoine, déi dra besteet, ze schützen an ze erhalen, muss ewechkommen. Dat ass nämlech eng Approche, déi keng Interaktioun erméiglecht, well se de Patrimoine op e Podest stellt. Et stellt een eng Distanz tëscht dem Patrimoine an de Leit hier an esou verfeelt een eigentlech den Zweck vun dem Denkmalschutz.

Ech begrëssen dofir, dass dëst Gesetz sech un enger méi progressiver Definitioun vun Patrimoine inspiréiert, nämlech déi aus der Faro-Konventioun. Dës Definitioun leet nämlech de Wäert op d'Ausernesetze mam Patrimoine. D'Faro-Konventioun gesäit de Patrimoine dann och an enger Evolutioun, als en Objet, deen ee muss studéieren an ënnert deem een an enger stänneger Ausernanersetzung muss sinn.

Esou bréngt eis d'Schütze vum Patrimoine och effektiv eppes. Esou kann een de Patrimoine als Kreatiounsquell notzen a wierken, esou wéi et och an der Faro-Konventioun steet. Esou garantéiert een och, dass de Patrimoine en Thema ass fir jiddereen. Allze oft gesi mer nämlech, dass Monumentspatrioten den Denkmalschutz fir sech selwer accaparéieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll dofir och op e Saz aus dem Avis vun der Commission des sites et monuments opmierksam maachen. Hei gëtt nämlech kuerz gesot: « un énorme travail de sensibilisation reste à faire dans le domaine de la reconnaissance de la valeur du patrimoine culturel ». Ech mengen, dass dat wouer ass.

Dëst Gesetz ass e ganz gudden Ufank, fir eng richteg Kultur vum Denkmalschutz zu Lëtzebuerg an d'Wëer ze leeden, mee et braucht ee méi. D'Schoule mussen hir Roll do spillen, d'Associatiounen natierlech och am Beräich vum Denkmalschutz, de Kulturministère souwisou.

Et ass wichteg, dass dës Sensibilisatiounsarbecht gelescht gëtt, fir dass een de Patrimoine méi no un d'Leit bréngt. Dat gesot, gëtt déi Lénk natierlech deem Gesetz seng Zoustëmmung. Villmools merci.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Madamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, u sech och vu mir e grouss Merci un d'Rapportrice fir deen ausféierlechen an edukative Rapport. Ech mengen, dass et ëmmer wichteg ass, dass et grad bei esou komplexen an esou grousses Gesetzesprojeten an d'Déift geet a sech och Zäit hält, dat ze erklären.

Jiddereen vun eis hei stoung wuel schonn eng Kéier virun engem ale Gebai oder op enger Plaz mat Spuere ganz wäit aus der Vergaangenheet an huet sech virgestallt, wéi d'Mënschen deemools genee do, wou ee selwer grad steet, eng Kéier gelieft a geschafft hunn. Dat ka ganz beweegend sinn. An da kënn och séier de Gedanken, ob aner Generatiounen méi wäit an der Zukunft sech iergendwann och eng Kéier un eis erënnere wäerten a probéiere sech virzustellen, wéi et war zu eiser Zäit oder zu där vun eise Grousselteren ze liewen.

Während et un Objeten a Gebaier aus der aktueller Zäit natierlech nach net mangelt, ass dat bei den Objete

vun eise Grousselteren schonns anescht. A vun den Urgrousselteren ginn et oft nach vill manner Spueren. Engersäits ass dat sécher normal, well d'Zäite sech nun emol veränneren, mee wa mer wëllen, dass zukünftige Generatiounen d'Geschicht net just nach iwwer Fotoen erliewe kënnen, dann ass et wichteg, dass mer de Patrimoine och aktiv schützen.

Mir liewen nämlech aktuell an enger Zäit, an där extreem vill gebaut, mee och produzéiert a gläichzäiteg och extreem vill ewechgeheit oder ofgerappt gëtt. Dat ass eng reell Bedroung fir de Patrimoine an duerfir freeë mer eis, dass mam virleienden Text soll eng gesetzlech Basis geschaaft ginn, fir den Denkmalschutz zu Lëtzebuerg ze verbessern.

Gläichzäiteg soll dëst Gesetz et erlaben, an Zukunft méi systematesch archeologesch Analysen an Ausgruewungen ze maachen, fir iwwerhaupt emol ze entdecken, wéi vill Spueren aus der Vergaangenheet zu Lëtzebuerg nach ze fanne sinn. An och dat ass en Zil, dat mer absolutt ënnerstëtzen.

Mir deelen also der Majoritéit hir Astellung, dass e Gesetz iwwert de Patrimoine culturel dréngend néideg ass. Mee d'Fro ass awer, ob d'Gesetz an där Form, déi haut zum Vott steet, och dat hale kann, wat et verspricht. An do hunn ech awer ganz e bësse meng Zweifel. Ech gesinn hei kee grouss Paradigmewissel, deen eng breet Protektioun vum Patrimoine wäert assuréiere kënnen, mee éischer en Text mat enger ganzer Rei dach awer Onkloerheeten, dee riskéiert, ongeplangten Nieweneffekter kënnen ze hunn.

Ee vun dësen Nieweneffekter kéint - ech soe kéint, well et ass ze fréi, fir dat ze wëssen -, eng Hausse vun Immobiliepräisser sinn, an dat ausgerechent an enger Phas, déi mer als Logementskris bezeichne mussen. Mir därefer schlisslech net vergiessen, dass mer hei eng Gesetzespropos virleien hunn, déi awer Käschte fir d'Maîtres d'ouvrage mat sech bréngen kënnen, wann et drëms geet, archeologesch Ausgruewungen ze finanzéieren.

Wien en Terrain bebaue wëllt, deen an enger Zon läit, déi bis elo net bebaut ass, soudatt net ausgeschloss ka ginn, dass archeologesch Piéchen am Buedem ze fanne sinn, wäert gezwonge ginn, en Deel vun de staatlech ordonnéierten Ausgruewungen ze bezuelen. An déi sinn - dat kann ee sech denken - net ëmmer bëleg.

Do kënn gutt a gären e puer Honnerttausend Euro zousätzlech fir de Bauhär ufalen, jee no Gréisst vum Terrain. Et ass net unzehuelen, dass dës Käschten einfach vum Gewënn vum Verkeefer ofgezu ginn. Nee, déi wäerte wuel duerch eng Hausse vum Verkaufspräis awer iergendwou erëm ausgeglaach ginn.

Esou eng Dispositioun also grad während an enger Logementskris an engem Gesetz ass awer e bësse gewot. Sollt d'Gesetz gräifen an zukünftige systematesch Ausgruewungen gemaach ginn, wäert de Präis op Neibaute steigen. Dat ass eng mechanesch a logesch Geschicht. Natierlech kann et awer och sinn, dass d'Zon, déi fir Ausgruewungen definéiert gëtt, duerno esou kleng ass, dass just ganz wéineg Bauprojeten drënner fallen, mee da verfeelt d'Gesetz jo awer och erëm iergendwou säin Zil. Hei si mer der Meinung, dass d'Part, déi de Staat finanziert, definitiv gehéicht kéint ginn, well dës Investisementer net nëmme beim Patrimoine, mee, wéi gesot, och beim Logement géifen hëllefen.

En anere Problem, dee mer an deem Text gesinn, ass deen, dass d'Iwwergangszäit, an där Gebaier aus dem Inventaire klasséiert solle ginn, bei zéng Joer läit. Natierlech ass eis bewosst, dass esou en ëmfaassende Projet net vun haut op muer ëmsetzen ass. Mee mat enger esou laanger Iwwergangszäit si fir all d'Acteuren um Terrain a besonnesch fir Propriétaire



vun Haiser, déi um Inventaire gelëscht sinn, awer nach Onkloerheete verbonnen.

Mir hoffen duerfir, datt den Dialog mat de Proprietären an och der Zivillgesellschaft wäert gesicht ginn, fir net an enger Situatioun ze endegen, wou d'Leit net wëssen, wat virgeet an d'Gefill hunn, datt éiweg näischt geschitt an dann op emol ganz séier alles iwwer hire Kapp géif ewech entscheet ginn. Et ass e Gefill, et ass net dat, wat um Terrain ëmmer geschitt, mee et ass eppes, wat d'Leit heiansdo spieren.

Insgesamt géife mer also duerfir och wënschen, datt d'Zivillgesellschaft nach méi breet géif an den Denkmalschutz agebonne ginn. Grad do hu mer nämlech an der Vergaangenheet gesinn, datt et en Thema ass, datt awer ville Mënschen um Häerz läit, wou sech vill Leit aktiv abréngen, wou Associatiounen gegrennt ginn, wou Leit sech engagieren, fir entweder an hirem Duerf oder och national Denkmalschutz no vir ze dreiwien.

Leider waren déi Echangingen an der Vergaangenheet - an et huet ee jo ëmmer d'Hoffnung fir d'Zukunft, datt et do besser geet - dach grad bei gréisseren Projeten ëmmer e bësse limitéiert. Meeschtens goufen Associatiounen an engagéiert Bierger eréischt da gehéiert, wann d'Baupläng schon all virloochen an de Bagger gerullt ass, deelweis och, well se eréischt dann, wann de roude Punkt do houg, wossten, datt iwwerhaupt eppes géif geschéien. Well dann ass et schliisslech jo och vill méi einfach, de Leit ze soen, datt ee si versteet an hir Fuerderungen och novollzéie kéint, während een déi praktesch Ausried, datt et elo awer leider schonn ze spéit ass, direkt bei Hand huet. D'Gemeng huet d'Autorisatioun ginn, et ass näischt méi ze maachen.

Grad op de Gemengen, wou ee méi no un de Leit ass, kéint een d'Biergerinnen an d'Bierger besser abezéien. Mee fir datt d'Gemengen deem wichtige Rôle, dee si dem Gesetz no am Denkmalschutz hunn, och gerecht kënne ginn, brauche se méi Ënnerstëtzung.

Wann ech am Rapport liesen, datt et néng verschidde Gemengen am Land gëtt, vun deene Sites et monuments seet, datt de Patrimoine bâti bei der Erstellung vum PAG net convenablement protegéiert ginn ass, da mécht dat mir awer Suergen. Feeler beim Denkmalschutz si schliisslech och net esou einfach réckgängig ze maachen. Wann e Gebai bis ofgerappt ass, dann ass et fort. De Staat dierf d'Gemengen do net eleng loossen a muss hinne besser Outilen an Informatiounen an d'Hand ginn.

Oft gi Gebaier, déi klasséiert kéinte ginn, guer net muttwëlleg ofgerappt, mee deelweis och aus Onwëssenheet, well deene Concernéierte guer net bewosst ass, wat se do viru sech stoen haten. Hei brauche mer also méi Sensibiliséierung, an dat souwuel, wat d'Proprietäre vun Haiser ugeet, wéi och wat d'Besëtzer vun alen Objete betrëfft, déi iwwert dëst Gesetz jo och besonnesch geschützt kënne ginn.

Wann en aalt Gebai dann awer ofgerappt muss ginn, well verpasst gouf, et fréi genuch ze klasséieren oder well et net anescht gaangen ass, géife mer eis wënschen, datt een der Fuerderung vum Mouvement patrimonial géif nokommen an den Depot fir al Bauelementer géif an d'Liewe ruffen.

Lëtzebuerg huet en extreeme Bauschuttproblem a gläichzäiteg sinn eng ganz Rei al Bauelementer vill ze schéin, fir se einfach op den Tipp ze werfen. Steng, Dieren, Fënsteren oder aner Materialie kéinte gelagert an an zukünftege Projeten nees verwäert ginn. Circular Economy léisst gréissen. Esou kéint also Material gespuert ginn an d'Verbindung vun neien an ale Materialie kéint interessant nei Bauwierker ervirbréngen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Gesetz ass grouss an ech hat bei Wäitem net Zäit, op all Punkten anzegoen. Ech wäert dat och elo mam Rescht vu menger Riedezäit sécher net hikréien. Ech wäert mech dofir just nach op ee weidere Punkt limitéieren, e Punkt, deen awer extreem wichteg ass an och matbestëmmt, firwat mer de virleienden Text haut net matdroe wäerten an eis enthale wäerten. An zwar geet et hei ëm d'Kontradiktioun tëscht dem Ussproch, e Gesetz geschriwwen ze hunn, wat et de Proprietäre vun denkmalsgeschützten Haiser soll erlaben, gewëssen Ännerungen un hiren Haiser virzehuelen, a gläichzäiteg d'Definitioun vun der Authentizitéit vun engem Gebai zum zentrale Krittär mécht fir seng Protektioun.

Ech liesen hei emol, Zitat: « Pour pouvoir être inventorié comme bien immeuble susceptible de faire l'objet d'un classement comme patrimoine culturel national, un bien immeuble doit être authentique pour avoir connu peu de modifications et avoir gardé des éléments de son époque. » A gläichzäiteg heescht et am Exposé des motifs (veuillez lire: an de Considérations générales am Rapport écrit), Zitat: « Il convient de noter également que les restrictions apportées aux droits des propriétaires par le présent projet de loi sont à leur tour limitées par l'accent mis sur la valorisation, c'est-à-dire par la possibilité d'effectuer des adaptations en vue d'une utilisation des immeubles. »

Fir sech gekuckt sinn dat zwou luewenswäert Iddien, mee wéi d'Valorisatioun duerch Adaptatioun an Authentizitéit duerno zesumme sollen e stabile gesetzleche Kader bilden, ass mer awer net ganz kloer. Wann ech mer also en aalt denkmalsgeschütztend Haus kafen, dann hunn ech jo d'Recht, Ännerungen un dësem Haus virzehuelen, wann ech eng Demande duerfir maachen. A fir eng Rei Aarbechte kann ech souguer nach e Subsid kréien, dësem Gesetz no. A wann ech meng Subsiden dann all kritt hunn, da kéint ech eng Demande de déclassement maachen an da wäert bei der Analys vu mengem Dossier zimmlech séier festgestallt ginn, datt mäin Haus de Krittär vun der Authentizitéit net méi erfëllt. Ech hu jo schliisslech elo massiv Ännerunge konnte maachen an da kéint et nees deklasséiert ginn.

Falls deem esou wär, si mer eis, mengen ech, awer all eens, datt eppes net stëmmt. Hei muss a mengen Aen dréngend nach emol iwwert de Krittär vun der Authentizitéit vun engem Gebai nogeduecht ginn. An ass et iwwerhaupt esou wichteg, datt e Gebai wéineg Modifikatiounen erlieft huet?

Ee vun de Krittären aus dësem Text - an da kommen ech zum Schluss, Här President -, déi Gebaier zousätzlech zu der Authentizitéit kënne schützenswäert maachen, ass ënner anerem jo och de Fait, datt et Biens sinn « ayant connu des transformations au cours du temps et qui témoignent de l'évolution du bâti en affichant des unités stratigraphiques, caractéristiques pour différentes époques ». Wéi dat elo awer soll goen, datt wéineg Transformatiounen a vill Transformatiounen au cours du temps zesummen an engem Gebai ze fanne sinn, bleift a mengen Aen eng vun de groussen Onkloerheeten. Hei bleift vill Sputt fir individuell Aschätzungen, an ech mengen, dat bitt net déi Sécherheet, déi mer vun engem neie Gesetz ze erwaarden haten.

Ech denken duerfir, datt de virleienden Text, sou gutt e vläicht op anere Punkten ass, an de Kapitelen iwwert de Schutz vu Gebaier nach besser kéint sinn. An duerfir wäerte mer eis haut enthalen, well mer och d'Repercussioune op d'Zukunft nach net kënne ofschätzen. Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Kulturministesch Sam Tanson. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

### **Prise de position du Gouvernement**

**Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture** | Jo, Här President. „Die Denkmalpflege ist ein Lehrstück des Lebens, eine Zerreißprobe der Nerven, ein Kampf mit Windmühlen und ein Baum der Erkenntnis. Denkmalpflege wird nicht gelehrt; sie ist ein Bad, in welches man geworfen wird.“ Esou ass et mer op d'mannst déi éischt Méint am Ministère méi wéi eng Kéier gaange mat dësem Dossier.

Ech mengen, verschiddene vu menge Virgänger, déi heibanne sinn, warscheinlech och. An et ass en Zitat vum Bernhard Anderes, engem Schwäizer Konschthistoriker an Denkmalpfleger aus dem 20. Joerhonnert. An ech sinn der Meenung, dass dat Schicksal do vill Leit deelen, déi heiranner schaffen. An et geet eigentlech drëm - an dat ass jo haut och ganz vill ugeklongen -, dass mer den Denkmalschutz natierlech valorisieren, eise Patrimoine valorisieren, dass mer op där anerer Säit och eng gewësse Rechtssécherheet schafen, déi haut souwuel bei den Immeubles wéi och bei der Archeologie déi eng oder aner Kéier awer vläicht e bësse feelt.

Ech kommen elo am Laf vu menger Interventioun nach op déi eenzel Remarken zrëck.

Ech wollt awer direkt uganks eng Kéier soen - well et jo hei awer e bësse geheescht huet, wéi wann net vill géif protegéiert ginn oder wéi wa mer eng Zerstörungswut hätten zu Lëtzebuerg -: Mir haten eng Verduebelung vun den national geschützten Gebaier an de leschten zéng Joer. Dat heescht, mir hunn déi lescht zéng Joer scho ganz vill Efforte gemaach. A wann ech Iech eleng d'Zuele vun dem leschte Joer ginn, do hu mer d'COSIMO, well och do jo ëmmer erëm dovunner rieds geet, wéi vill dass d'COSIMO mécht oder net mécht. D'COSIMO huet eng iwwer 100 Protektionsdossieren d'lescht Joer ofgeschloss. Dat heescht, et sinn eleng d'lescht Joer och iwwer 140 Gebaier geschützt an 150 neier ugefaange ginn.

Also ech sinn op alle Fall frou, dass mer eis elo haut deen heite Kader kënne ginn, ëmsou méi well en op eng laang Preparatiounsaarbecht zrëckgeet. An et ass awer ..., et ass mer esou wichteg, dass ech dat awer och hei nach eng Kéier wëll ënnersträichen. Et ass ugeklongen, mee deen Text hei huet eng Rëtsch Ulaflproblemer gehat. En huet eng grouss Preparatiounsaarbecht gebraucht an ech sinn duerfir ëmsou méi frou, dass mer et doduerjer elo fäerdegbruecht hunn, duerch all déi Viraarbechten, déi gelescht gi sinn, haut mat engem relativ breede Konsens mat e puer Ausnamen deen Text hei kënne stëmmen.

No engem éischte Gesetzesentwurf, dee viru méi wéi 20 Joer hei deposéiert gouf - do gesäit ee, wéi laang mer schonn iwwert dee Sujet hei schwätzen a wéi laang mer eis och scho bewosst sinn, dass mer déi Saach mussen ugoen -, ass dunn den Dossier erëm opgeholl gi mat enger Etüd iwwert den Droit du patrimoine culturel vum François Deseilles, an déi ass 2013 am September ofgeschloss ginn. Dat war ënner der Opsicht vun der Madamm Modert. Do goufen et och éischt Accisé vum Patrimoine am Joer 2014. An et gouf en Aarbechtsgrupp mat all den Acteuren: Kulturministère, wou de Guy Arendt sech drëms bekëmmert huet, wou och eenzel Associatiounen, Gemengen, Ministären, well dat hei betrëfft net just de Kulturministère - och dat ass jo schonn e puermol ugeklongen -, an dee kouw eng sëllege Kéieren zesummen.

Dann hate mer international Konventiounen, déi mer hei gestëmmt hunn, deene mer och an dësem Text

Rechnung droen. Mir haten eng Petitioun, déi debatéiert gouf. An ech profitéiere vläicht vun deene Remarken, déi derzou gemaach goufen, zu där Petitioun, fir déi Leit, déi dee Moment vläicht nach net dobäi waren, déi awer elo haut dozou intervenéiert sinn, drun ze erënneren: Et gouf schonn eng Kéier en Ulaf, fir esou e breede Filet op eis Gebaier ze leeën. Dat war eeben de Projet 4715, an dee wollt all Gebai, wat virum 1. Januar 1914 gebaut gouf, ënner Denkmalschutz stellen, also provisoiresch op den Inventaire stellen.

Do huet de Staatsrot awer mat Opposition-formellen drop reagéiert wéinst Insécurité juridique, wéinst engem ze héijen Aarbechtsopwand, wéinst dem Arbitraire, deen dat och bedeit. Duerfir ass dat net nach eng Kéier zrëckbehale ginn. Mir hunn och nach eng Kéier beim Kadaster nogefrot, ob et méiglech wär, dat ze retracéieren, an ob et méiglech wär ze soen, all Gebai, wat virum Datum 1945/1950 gebaut gi wär ..., ob een dat kéint esou an den Text fixéieren, dass déi d'office géifen ënner Denkmalschutz falen. An och do krute mer gesot, dass dat vusäite vun dem Kadaster net sécher retraçabel wär. Or, mir wëlle Rechtssécherheet - hätte mer domadder net kritt. An op déi kreativ Proposition, fir einfach all Gebai hei am Land ënner Denkmalschutz ze stellen, ginn ech elo, mengen ech, net an, esou vill Zäit hunn ech net.

Eppes, wat extrem wichteg ass, dat ass, dass mer hei ... Mir hunn elo vill vum Patrimoine immobilier geschwat, mee mir ginn hei der Definitiou „Patrimoine culturel“ e breede Sënn. Et ass eng global Definitiou. « Toutes les ressources héritées du passé et ce sous toutes ses formes et tous les aspects à la fois tangibles et intangibles. Ainsi sont notamment inclus : les monuments, les sites, les paysages, les savoir-faire, et les expressions de la créativité humaine, ainsi que les collections conservées et gérées par des organismes publics et privés, des musées, les bibliothèques et les archives. »

De Patrimoine culturel, dat sinn also all déi Elementer, déi eis aus der Vergaangenheet iwwerdroe goufen. An d'ailleurs reflektéiert deen däitschen Term fir „Patrimoine culturel“ dëst ganz gutt mam „Kulturerbe“ an englobéiert also net nëmmen de Patrimoine, den Immobilier, mee eeben och den Archeologique, de Mobilier an den Immateriel. An och hei gëtt de Patrimoine culturel als dynamesch definéiert, also eppes, wat sech konstant weiterentwéckelt, wat sech vergréissert, wat sech erweidert. Dass d'Erhale vu kulturellem Ierwen Deel ass vun der Entwécklung vum Mënsch a vu senger Liewensqualität an e Bäitrag ass zu der nohalteger Entwécklung an der Promotioun vun der kultureller Diversitéit, och dat ass e wichtige Message aus dësem Text.

An dann, dass d'Recht op e kulturell Ierwen en inhärent Recht ass, fir um kulturelle Liewen deelzehuelen, wéi och an der Déclaration universelle des droits de l'homme virgesinn.

Mir fixéieren also hei elo en eenheetleche Kader fir déi verschidde Forme vu kulturellem Ierwen: archeologesch, architekturel, mobilier an immateriell. All fanne se elo hei hir Plaz an engem Text, an dat huet och mat sech bruecht, dass mer aner Texter hu missen abregéieren.

Och dat internationaalt an europäesch Recht - wou mer vläicht e bëssen hannendra waren an den Transpositionen, fir dat och hei virzugesinn - gëtt hei integréiert mat véier internationale Konventionen, zwee europäesche Reglementer an enger Direktiv. D'Reegele fir de Schutz vum kulturellem Ierwe gi moderniséiert a méi kohärent ausgeschafft, an dëst och notament duerch d'Introductioun vun dem

Prinzip vun der Archéologie préventive, wéi et an der La-Valetta-Konventioun virginn ass, mee och zum Beispill duerch eng méi kohärent a rechtssécher Aart a Weis, fir dat gebauten Ierwen ze schützen.

D'Zil vun dësem Projet ass et ganz kloer, fir d'Conservatioun an d'Erhale vum kulturellem Ierwe besser ze garantéieren an un déi nächst Generatioun weiterzeginn. De Schutz vum kulturellem Ierwen an och den einfache Gebrauch dovunner ass Deel vun der Politik vun enger nohalteger Entwécklung, déi dëser Regierung wichteg ass. Och ass et wichteg, eist kulturell Ierwen ze erhalen, well et eis räich a villschichtig Geschicht, Identitéit a Valeure widderspigelt. An dat kulturell Ierwen ass och e wichtige Facteur vum Zesummenhalt an eiser Gesellschaft.

**Mme Djuna Bernard** (déi gréng), rapportrice | Très bien!

**Mme Sam Tanson**, Ministre de la Culture | Patrimoine archéologique: Et ass schonn ugeklongen, wéi déi Archéologie préventive soll gemaach gi mat deene faméisen Zones d'observation archéologiques, d'ZOA. D'ZOA ass eng Zon, wou mer wëssen, dass se archeologesch Sitten enthält oder susceptibel ass, dës ze enthalen. Et sinn also ausgeschloss: klasséiert archeologesch Sitten, Sites archéologiques, déi duerch Fouillé scho komplett zerstéiert sinn, an Terrainen, déi bis zum archeologeschen Niveau amenagéiert sinn, zum Beispill e Parking.

De Projet vun der ZOA gëtt op Basis vum Inventaire du patrimoine archéologique an zesumme mat aneren Administratiounen wéi dem Kadaster oder der Ëmweltverwaltung ausgeschafft, fir dann och - an dat ass ganz wichteg, well et e puermol ugeklongen ass - d'Participatioun mat anzubannen, fir no enger Procédure d'enquête publique an engem RGD (ndlr: Règlement grand-ducal) delimitéiert ze ginn. An och hei kënn eeben eng numeresch Plattform, esou dass jiddweree kann en Accès dorobber hunn.

Et ass also och en dynamescht Instrument, wat weiterentwéckelt gëtt. An da gëtt et an deenen ZOAen, eng Sous-zone, déi sougenannt onbekannt Zon, wou et weeder konkret Donnée gëtt, dass archeologesch Iwwerreschter do sinn, nach konkret Donnéeën, déi ausschléissen, dass eppes do ass. An och hei, an och dat ass immens wichteg, gëtt et Dispensen. Dat heescht, déi Suerg, dass elo alles géif schrecklech komplizéiert ginn - ech kommen och nach op d'Prozedur zrëck -, déi ass net ginn, well Aarbechte mat enger Emprise au sol ënner 0,3 Hektar a manner wéi 0,25 Meter Déift, zum Beispill e Gaardenhaischen, wäeren hei net mat dran. Beim PAP „nouveau quartier“ mat enger Surface ënner engem Hektar och net. An dann urgent Aarbechte vun Assainissementer vu Stroossen, och déi sinn ausgeholl.

Zil ass et, ganz kloer, dass ee kann eng Previsibilitéit kréien, dass ee genau weess wéi laang et dauert, bis en eng Autorisatioun kritt a wat geschitt, wann ee keng kritt. Duerfir hu mer och fix Delaien dragemaach. Bannent 30 Deeg no der Demande d'évaluation, muss dann eng Prescriptioun gemaach ginn. Entweder gëtt gesot, et muss eng Opération de diagnostic archéologique gemaach ginn oder Opération de fouille archéologique. An dës Prescriptioun gëtt duerch spezialiséiert Firmen ausgefouert. Jo, et gëtt där vläicht nach net esou vill de Moment zu Lëtzebuerg, mee och dat ass wéi bei allem, d'Offer an d'Demande, dat kennt Der alleguerten - esou dass mer iwwerzeegt sinn, dass dat sech do wäert do matzéien. Da kann um Enn vun der Evaluatiounsprzedur d'Ministesch, de Minister eng Levée vun der Contrainte archéologique ginn, an et gëtt eeben eng Rëtsch Garde-fouen. Silence vaut accord: Dat heescht, wann de Minister net no 30 Deeg

äntwert, dann ass eeben de Prinzip ginn, dass ee kann ufänke mat schaffen.

D'Demande d'évaluation kann och ausserhalb vun all konkrete Projet gemaach ginn. Och dat hëlleft, dass ee kann der Saach virgräifen an dass een, wann een de Moment wëllt bauen, prett ass, well et wäert sech näischt méi un der archeologescher Situatioun vum Terrain änneren, och net no fënnef Joer.

Weider ass déi maximal Durée pro opération archéologique op sechs Méint fixéiert a just an Ausnahmefäll kann d'un commun accord mam Aménageur eng nei Durée fixéiert ginn, am Fall vun enger exceptioneller Decouverte.

An zu den Tariffer, well hei ugeklongen ass, wéi wann elo all Bauprojet e puer Honnerttausend Euro kéint méi deier ginn. Och dat hate mer ganz laang an der Kommissioun thematiséiert.

Bei engem Sondage, wat 98 % vun den Operatiounen ausmécht, si mer bei engem Tarifff vun ënner 10 Euro de Meterkaree. An et si just déi Fouillen, déi dann déi 2 % ausmaachen, déi natierlech kënnen méi deier ginn. Hei kënnen effektiv méi héich Tariffer fälleg ginn. Dat ass ganz variabel, et hänkt vun der Gréisst vum Terrain of. An do ass et jo och dann esou, dass déi 50 % vum Staat iwwerholl ginn, eppes, wat et d'ailleurs bei Wäitem net an allen europäesche Länner esou gëtt.

Dann, an ech entschëllege mech schonn direkt, well ech wäert e bësse méi laang sinn, Här President, kommen ech bei de Patrimoine architectural. Mee et ass wichteg, nach op verschidde Saachen anzegoen. A ech wollt nach eppes zu dem Effektiv vum neien Institut national de recherches archéologiques soen. Mir wäerten dëst Joer op 50 Mataarbechter bei dem neien INRA kommen. 2018 waren et der 21, dat heescht, den Effektiv huet sech elo an deene leschte puer Joer méi wéi verduebelt, fir deenen neien Aufgabe gerecht ze ginn.

Zu dem Patrimoine architectural: Et ass schonn erkläert ginn, wéi den Inventaire soll gemaach ginn. Mir sinn dat all zesumme kucke gaangen. Dir hutt gesinn, mat wéi enger Begeescherung déi Leit un déi Aarbecht eruginn, genau wéi och bei dem zukünftigen INRA.

Haut schaffen eelef Leit beim Service de l'inventaire, dräi weider Poste goufe geschafen an d'Inventaire vum de Gemeenge Fiels, Fëschbech, Helperknapp, Miersch si fäerdeg, un deene vu Kielen, Lëntgen, Luerenzweiler gëtt den Ament geschafft.

Dann och nach zu der Prozedur vun dem Inventaire. Och hei ass esou bei verschiddeenen Interventiounen ugeklongen, wéi wann dat géif laanscht de Bierger lafen. Informéiert Iech emol an deene Gemengen, wou dat dote passéiert! Am Moment ass jo Kielen zum Beispill, wou ganz aktiv geschafft gëtt. Do gi Videoe gemaach, da gi se bei d'Leit, se ginn eenzel schellen, si schwätze mat de Leit, si huelle sech extrem vill Zäit, fir dann herno deen Inventaire opzestellen.

Wann elo d'Gesetz a Kraaft trëtt, da gëtt deen Inventaire an enger effentlecher Prozedur diskutéiert, wou jiddereen, och d'Gemengen, kënnen hiren Avis derzou eraginn. An dann eréischt gëtt eng definitiv Decisioun geholl. Dat heescht, mir sinn hei wierklech an engem participative Prozess.

Nei derbäi kommen och d'Secteurs protégés d'intérêt national, dat heescht, dass e bësse méi breet ronderëm e wierklech fundamentaalt Element wéi elo e Schloss, eng Buerg, och nach d'Alentour kënnen mat geschützt ginn.

Zwee Ziler probéiere mer, hei wierklech mat deem ganzen Text ze errechen. An ech mengen och, dass



mer dat fäerdegbréngen. Et ass éischtens e méi kohärente Schutz, an deem mer kloer fixéiert Krittären hunn, déi fir all Gemeng d'selwecht sinn a méi eng grouss Rechtssécherheet, well wann den Inventaire an der Gemeng ofgeschloss ass, da weess all Bierger aus där Gemeng, wat mat sengem Gebai ass, wou e mat sengem Gebai drun ass.

Den Inventaire supplémentaire, och dat ass ugeklongen: Jo, dee gëtt duerch dëst Gesetz ofgeschafft. Mee et ass eng Période transitoire virgesinn, an där all déi Gebaier, déi Stand haut um Inventaire sinn, geschützt bleiwen, bis dass den Inventaire, deen neien Inventaire, an där Gemeng gemaach ass. An da kënnen se entweeder definitiv klasséiert ginn oder och eventuell net méi klasséiert sinn, wa se deene Krittären net entsprechen.

Och hei gëtt eng numeresch Plattform gemaach, soudass jiddwieren en Accès dorobber wäert hunn.

Et ass och e Filet de sécurité an där Transitionssphas virgesinn, bis dass all Inventaire implementéiert ass. An allgemeng ass et esou, dass ... an do gëtt et vläicht och e klengen ... Ech muss och vläicht nach eppes prezisiereren, mir hunn am Moment, an dat wäert och bestoe bleiwen, déi zwee Niveauen. Mir hunn dee kommunalen Niveau. All Gemengeresponsablen, all Gemengerot ass an der Responsabilitéit, och eppes zum Denkmalschutz bäizedroen. Dat mécht all Gemeng esou, wéi se et fir richtig hält. Iwwert de PAG huet all Gemeng déi Méiglechkeet, dat ze maachen.

Mir als Kulturministère iwwert de Sites et monuments maache just eng Evaluatioun. Mir ginn de Gemengen déi Informatiounen, wou mir der Meenung sinn, dat heite sinn déi Haiser, déi eise Krittären no, Potenzial hätten, fir geschützt ze ginn. D'Gemeng mécht duerno um kommunalen Niveau mat där Evaluatioun dat, wat si et fir richtig hält. Et muss een derzou soen: Wann d'Gemeng natierlech op de Wee geet, dat net ze schützen, ass herno ëmmer e Risiko, wann Der esou wëllt, wann Der dat als Risiko gesitt, dass de Bierger sech a Sécherheet wäant a mengt, d'Haus géif net geschützt ginn an e kéint et ofrappen, wann dat säi Wunsch ass, an dass herno awer duerch en nationale Klassement, an zemoos och elo mam Inventaire, déi Saachen dann awer national kënnen geschützt ginn.

Dat heescht, et leeft am Moment op zwou Ebenen. Dat huet näischt mat Courage oder Willen ze dinn. Natierlech wäerte mir allegueren déi Saachen, déi ënnert déi Konditiounen falen an déi d'Prozedur duerchlaf hunn a wou sech dat alles dem Gesetz no afüügt, dee Moment dann och schützen. Mee d'Gemeng behält weider do hir Kompetenzen, fir och mat ze schützen.

Et bleift och eng individuell Klassementsprozedur, soulaang wéi mer dann elo net den Inventaire an där Gemeng hunn. Déi ass och vereinfacht a gëtt just nach iwwer Arrêté ministériel gemaach.

Zu den Zuele vum neien Institut national pour le patrimoine architectural: 2008 hu 14 Leit do geschafft, 2020 38 an dëst Joer gi mer op 45 Mataarbechter.

An och nach e Wuert iwwert d'Subventiounen. Hei bleiwe mer „à droit constant“. Dat heescht, dass bei deene Gebaier, déi geschützt sinn, kënnen weider zu op d'mannst 50 % d'Renovatiounsaarbechten, déi am Sënn vum Schutz gemaach ginn, vum Kulturministère iwwer Sites et monuments matfinanzéiert ginn. Hei sinn iwwer 22 Milliounen reservéiert an am Moment ginn iwwer 600 Propriétaire bei esou enger Renovatiounsaarbecht begleet.

Et ass och vill geschwat ginn iwwert de Patrimoine mobilier. Och dat ass wichtig, dass mer eis endlech och do kloer Prozedur ginn, wéi eng Kulturgidder klasséiert kënnen ginn, wéi déi Prozeduren oflafen a

virun allem, ganz wichtig, ënner wéi enge Konditiounen dës Kulturgidder och kënnen verkaaft a oder net verkaaft ginn.

Da féiere mer och Garantien an, d'Garantie d'État, d'Garantie de restitution. Och dat si wichtig Saachen.

Leschte Patrimoine, deen heiriwwer couvriert gëtt: dat immateriell Ierwen, zum Beispill d'Sprangpréssessioun, wou och dann eeben iwwert d'Kommissioun vum Patrimoine culturel en Avis kann ofgi ginn.

Ofschléissend wéilt ech bemierken, dass ech et ganz wichtig fannen, dass mer nieft dese Reegele vum Patrimoine culturel och vun dësem Gesetzesprojet profitéieren, fir an der Sensibilisatioun iwwert de Patrimoine culturel weiderzekerzen.

Verschieden Initiative gëtt et schon haut, wéi zum Beispill d'Journée européenne du patrimoine. Déi stinn dëst Joer d'ailleurs ënnert dem „sustainable heritage“, well ech si wierklech der Meenung, dass déi zwou Saachen extreem enk matenee ginn. Mir schaffen och enk mam Energieministère zesammen, fir ëmmer ze kucken, wat ee vun neie Mëtzel ka fannen, wéi een dat ka matenee verbannen, well et kann natierlech net sinn, dass doduerch, dass een an alen Haiser ass, een déi net och kann energeetesesch sanéieren. Natierlech kann dat iwwer aner Weeër och geschéien. Mee dat eent schléisst dat anert net aus, au contraire.

Ech sinn der Meenung, dass Denkmalschutz extreem nohalteg ass, well mer manner doduerch ofbauen, well mer Saachen halen, well mer eis Ressourcé schouwen, andeems mer dat, wat scho gebaut ass, fir nei Generatiounen nei notzen A mir kënnen dat och ëmbauen. Dat schléisst och den Denkmalschutz net aus. An och Denkmalschutz a Wunnengsbau ginn enk matenee. Da weisen och déi sëllege Projeten, déi zum Beispill de Fonds du logement mat klasséierte Gebaier gemaach huet. Och a Gemengen, wou ech ganz flott Saache gesinn hunn, wou och Gemenge sech Méi gemaach hunn, fir klasséiert Gebaier ëmzefonctionéieren als Wunnengen. Kommt mir halen op, dat eent géint dat anert auszespillen! Dat ass wierklech ..., dat ass net de Sujet. Dat ass definitiv net de Sujet.

Et gëtt och genuch Beispiller fir ze weisen, dass grad klasséiert Gebaier, déi maachen, dass ee se net kann ofrappen, déi maachen, dass een net kann zéng Stäck enzwousch hibauen, dass déi et erlaben, dass déi Gebailechkeeten zu engem abordabele Präis kënnen weiderverkaft ginn, well et eebe gewost ass, dass ee kee Profit kann dorauer zéien, well se esou bestoe bleiwe vum Gabarit hier, wéi se dee Moment sinn. Do gëtt et genuch Beispiller. Ech ka mech erënneren, dass an der Stad Lëtzebuerg, déi Cité zu Hamm, déi mat deene klengen Haisercher, ganz ënner Schutz steet, zu Déifferdeng, wou den deemolege Buergermeeschter decidéiert huet, verschidden Haiser missten och esou bleiwen. Dat huet och en Impakt op de Kafpräis. Duerfir, dat schléisst dat anert net aus.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Sam Tanson**, Ministère de la Culture | An nach e Punkt zu de Subventiounen, well deen och ugeschwat ginn ass. De Patrimoine industriel ass extreem wichtig, wann een d'Vergaangenheet vun eisem Land kuckt, wann ee kuckt, wou mer hierkommen, wann ee kuckt, wou eise Räichtum hierkëent a wann ee kuckt, wou vill vun eise Virfare geschafft hunn.

Et ass net fir näischt, dass ech den CNCI bei hirer Grënnung ënnerstëtzt hunn, dass mer se finanziell ënnerstëtzen, dass se sech elo konnte richtig gutt opstellen, och mat Ënnerstëtzung duerch d'Œuvre, an dass mer amgaange sinn ze kucken, wéi mer dat perinnisiéiere kënnen.

D'Denkmalschützer, déi verschidden Associatiounen, hu sech an enger Federatioun zesummegeallt. Och do: Mir hate schon Echanges, wou mer kucken, wéi mer se nach kënnen besser ënnerstëtzen. An och all déi aner Associatiounen lafen iwwer Conventiounementer oder Subventiounen, jee no hire Besoinen.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Sam Tanson**, Ministère de la Culture | D'Zil vum Gesetzesprojet ass et, dem Patrimoine culturel dee Stelleväert an der Gesellschaft ze ginn, deen e verdéngt, soudatt och nach eis Kanner, eis Enkelkanner an all déi, déi no eis kommen, deen Ierwen nach iwwreg hunn, doduerch hir Geschicht verstinn, d'Geschicht fir unzepaken. An natierlech, wann et ëm de Patrimoine immobilier geet, geet et och drëm, a wéi enger Landschaft mer liewen, a wéi engem Duerf mer liewen, a wéi enger Stad mer liewen, wéi homogeen déi ass a wéi schéin a wéi agreabel et sech do uspiert ze liewen.

Ech wollt awer net ophalen, ier ech nach e puer Merci lassginn. An da sinn ech wierklech fäerdeg. Merci der Rapportrice a Presidentin vun der Kommissioun an natierlech och der Sekretärin an hire parlamentaresche Mataarbechter. En extrae Merci der Madamm Modert an dem Här Arendt, déi hei ganz vill Viraarbecht geleescht hunn an ouni déi den Text natierlech hei och net méiglech gewiescht wier.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Sam Tanson**, Ministère de la Culture | An dann ... Mir hu vill, vill, vill heiru geschafft a mir hate ganz vill Asaz allegueren, awer ganz besonnesch d'Beryl Bruck, d'Anne Hoffmann, de Chris Backes, d'Selma Becirovic, d'Elisabeth Widung an de Jo Kox, ...

**Mme Djuna Bernard** (déi gréng), rapportrice | Très bien!

**Mme Sam Tanson**, Ministère de la Culture | ... de Patrick Sanavia an d'Christina Mayer, de Foni Le Brun an d'Heike Pösche, de Patrick Dondelinger, de Michel Polfer an de Régis Moes. Iech all e ganz grouse Merci! An hei ass en avant-première dat faméist Dokument, ...

*(Mme Sam Tanson montre une documentation.)*

... wou mer jo gesot haten, dass mer et géifen ausschaffen a wat ech dann an deenen ënnerschiddlechen Owender wäert och nach am Detail virstellen. Dir kritt natierlech eng Kopie, soubal et gedréckt ass. Merci fir Är Gedold.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmoos der Madamm Kulturministesch Sam Tanson. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7473. Den Text steet am Document parlementaire 7473<sup>17</sup>.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7473 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmen fänkt un. Da komme mer elo zum Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass bei 54 Jo-Stëmmen a 6 Abstentoune ugeholl.

*Ont voté oui* : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen (par M. Félix Eischen), MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Diane Adehm) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Djuna Bernard), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

### Motions

Da komme mer nach bei d'Motiounen, déi bei dësem Projet déposéiert gi sinn.

#### Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, déi vum Här François Benoy deponéiert ginn ass. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen?

Kënne mer dës Motioun à main levée ofstëmme?

(Assentiment)

#### Vote sur la motion 1

Wie mat dëser Motioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

D'Motioun Nummer 1 ass domadder eestëmmeg uegholl.

#### Motion 2

Da kéime mer zur Motioun Nummer 2, déi vum Här Fred Keup deponéiert ginn ass. Wëllt nach een zu där Motioun d'Wuert ergräifen? Den Här Dan Biancalana.

### Plusieurs voix | O!

**M. Dan Biancalana** (LSAP) | Merci, Här President. Ech hunn hei d'Motioun duerchgelies, déi den Här Keup hei deposéiert huet. Bon, et muss ee jo virun allem soen, dass d'Gemenge jo awer ganz kloer an der Lag sinn, dass am Fong esou e Relevé och absolutt guer keng Plus-value deementspreechend géif matbréngen.

Wann een deem hei géif nogoen, wat d'ADR hei schreift, da géif dat jo am Fong heeschen, datt een de Gemengen d'Kompetenz ewechhëlt, fir engersäits d'Baugeneemegungen ze attribuieren, awer och effektiv déi Geneemegung, fir Gebaier ofzerappen. An ech mengen, dass am Fong esou e Relevé och absolutt guer keng Plus-value deementspreechend géif matbréngen.

Fir dat heiten ze maachen, bräicht een am Fong eng national Autorisatioun, fir deem kënne Rechnung ze droen. Also hält een hei ganz kloer de Gemenge Kompetenzen ewech. Deementspreechend géif ech proposéieren, dës Motioun ofzeleenen.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Biancalana. Dann huet den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo, merci, Här President. Ech hunn zwar elo net ganz gesinn, wou een de Gemengen d'Kompetenzen ewechhëlt, wann ee statistesch Donnéeë wëllt erhiewen. Mee ech ...

Bref, mir leenen déi Motioun aus engem ganz anere Grond of, nämlech well mer net d'Valeur gesi vun deene statisteschen Erhiewungen. Virun allem huet den Alter vun engem Gebai wierklech näischt auszesoen doriwwer, ob et erhalenswäert ass oder net. Mir hu Saachen, déi si ganz nei a sinn immens erhalenswäert. An et si Saachen, déi si ganz al, an déi sinn definitiv net erhalenswäert.

Well just den Alter vun de Steng mécht nach net, datt et Patrimoine ass. Et muss do schonn e bësse méi si wéi nëmmen den Alter. Dofir mengen ech, datt déi heite statistesch Donnéeën och keng Valeur ajoutée wäerte bréngen. Dofir wäerte mir och dergéint stëmme.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Clement. Et ass keng weider Wuertmeldung ...

(Interruption par M. Fred Keup)

Nee, den Här Keup nach als Auteur vun der Motioun.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, merci, Här President. Also, ech meng wierklech, dass vläicht den Här Dan Biancalana d'Motioun elo net esou verstanen huet, wéi se am Fong geduecht war. Et geet hei net drëms, fir iergendengem d'Kompetenz ewechzehuelen. Et ass einfach eppes, wat kengem wéideet.

Mir stellen einfach eng Statistik op, wivill Gebaier ofgerappt ginn hei am Land. Méi ass et jo net. Et ass eppes, wat kengem wéideet. Ech weess och net, wou dat géif an d'Autonomie vun der Gemeng elo agräifen. Et gétt jo och soss Statistike vun all méiglechen Sorten, iwwert d'Schoulen an iwwer ech weess net wat, déi beim Staat zesummegeat ginn.

Déi aner Saach vum Här Clement, do wëll ech awer soen: Also, et war jo grad op eng Fro vun Iech hin, wou ech dat heiten och elo ... déi ass jo och zitéiert an der Motioun, wou Dir jo och dat heite gefrot hat a wou Der Iech eng Kéier selwer opgeregert hat, dass de Staat emol keng Statistiken hätt iwwert déi Gebaier, déi ofgerappt ginn, an dass de Staat emol selwer net wéisst, wivill dass der ofgerappt ginn.

Mam Alter - do kann een nach driwwer schwätzen. Natierlech ass dat net nëmmen deen eenzege Krittär, ob eppes erhalenswäert ass oder net. Do gétt et nach eng ganz Partie aner Krittären. Et geet och net onbedéngt hei drëms, fir direkt doriwwer ze urteelen, mee fir awer eng Vue d'ensemble ze kréien unhand vun dëser Statistik eeben, wat hei am Land ofgerappt gétt. An ech mengen, dat wier awer an engem gréisseren Interessi, wéi dat elo hei gemaach gétt vu Verschiddenen.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Keup. Dann nach d'Madamm Octavie Modert.

**Mme Octavie Modert** (CSV) | Merci, Här President. Dem Här Biancalana seng Argumentatioun konnt ech net ganz novollzéien. Ech fannen awer, datt déi Motioun hei e bëssen ze partiel ass, an dofir géif d'CSV dergéint stëmme.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Modert. Ech mengen, da kënne mer elo zum Vott vun dëser Motioun kommen.

#### Vote sur la motion 2

D'Ofstëmme fänkt un.

(Interruptions)

Da komme mer elo zum Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 4 Jo-Stëmme géint 56 Nee-Stëmme ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen (par M. Laurent Mosar), MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Diane Adehm) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Djuna Bernard), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

## 5. 7853 - Projet de loi portant approbation de l'Accord, fait à Bruxelles, le 17 décembre 2020, amendant l'Accord relatif à la fourniture et à l'exploitation d'installations et des services de la circulation aérienne par Eurocontrol au Centre de contrôle régional de Maastricht, signé le 25 novembre 1986

Mir kommen elo zum Projet de loi 7853, deen en Accord iwwert d'Eurocontrol amendéiert. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif direkt d'Wuert un d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi ginn, déi honorabel Madamm Chantal Gary, Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

### Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

**Mme Chantal Gary** (déi gréng), rapportrice | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, déi Europäesch Organisatioun fir Sécherheet am Loftraum, och Eurocontrol genannt, gouf den 13. Dezember 1960 per international Konventioun gegrennt, mam Haaptzil, d'Fluchverkéiersgestioun ze vereenheetlechen. Eurocontrol gouf deemools vu sechs Staate gegrennt - den dräi Benelux-Länner, Däitschland, Frankräich an dem Vereenegte Kinnekräich - an zielt mëttlerweile 41 Memberstaaten, 2 États associés an 19 Partnerstaaten. Eurocontrol huet haut nieft hirem Siège zu Bréssel nach dräi weider Sitten, dorënner bekanntlech och den Trainingszenter hei zu Lëtzebuerg.

Fir dem Zil vun der Eurocontrol-Konventioun gerecht ze ginn, hunn 1986 véier vun de sechs Grënnungsmemberen, an zwar d'Benelux-Staaten an Däitschland, als



Pionéier een Deel vun hirer Loftraumgestioun vergemeinschaftlecht an d'Alldagsgestioun dovunner un Eurocontrol iwwerdroen, an zwar un de regionale Maastrichter Kontrollzentrum. Dat ass geschitt mat Hëllef vum multilateralen Accord vum 25. November 1986.

Well d'Käschte vun dëser Prestation de service vum Maastrichter Kontrollzentrum net fir all Land d'nämmlechte waren a sinn a virun allem, well jo och nëmme véier vun den aktuell 41 Eurocontrol-Memberen dës Loftraumkontrollprestatiounen, d'Personal an d'Infrastrukturen zu Maastricht notzen, huet ee sech natierlech iwwer d'Käschteverdeelung tëscht de véier Staaten an och tëscht dëse véier Staaten an dem Rescht vun den Eurocontrol-Membere missen eens ginn.

Dat ass engersäits iwwer de Wee vum genannten Accord vum 1986 geschitt an anerersäits iwwer e separaten Accord tëscht de véier Länner. Déi véier Länner si, wéi gesot, Lëtzebuerg, d'Belsch, Holland an Däitschland.

Här President, beim Projet de loi 7853, dee mer elo den Owend virleien hunn, geet et drëms, en neien Accord ze approvieren: de multilateralen Accord vum 17. Dezember 2020, deen de genannten Accord vum 1986 tëscht de véier Länner an der Entitéit Eurocontrol, an deemno allen Eurocontrol-Memberen, op enger Rëtsch Punkten ofännert. Bei dësen Ännerunge geet et engersäits ëm eng Adaptatioun vun der Käschtenopdeelung fir d'Notzung vun de Maastrichter Eurocontrol-Infrastrukturen tëscht de véier Länner an dem Rescht vun den Eurocontrol-Memberen an anerersäits ëm méi en effikass a flexibel Fonctionnement vun dësem Zenter.

Konkreet gëtt mat dësem Traité déi bisheereg Eurocontrol-Hierarchie geännert. D'Alldagsgestioun vum Maastrichter Zentrum soll an Zukunft net méi vum Eurocontrol-Generaldirekter assuréiert ginn, mee vun engem eegene Maastrichter Generaldirekter. Zousätzlech gëtt den aktuelle Koordinatiounsgrupp vun de véier Länner dann och an der nammlecher Autonomielogik duerch eng Decisiounsinstanz vun de véier Länner ersat, alles mam Zweck, wéi gesot, an Zukunft méi autonom, flexibel an effikass kënnen ze funktionéieren.

Nieft dësen Haaptpunkte gouf awer och dervu profitéiert, fir mat dësem Accord och nach eng Rëtsch aner Dispositiounen ze aktualiséieren oder eenzel Punkten ze strächen, déi no mëttlerweil 35 Joer hifälleg waren. D'Detailer dozou konnt Der a mengem schrëftleche Rapport an och am Document de dépôt vun der Regierung noliesen.

D'Virarbechte fir dës Adaptatiounen hu scho viru siwe Joer ugefaangen, wéi innerhalb vun den Eurocontrol-Gremien en Aarbechtsgrupp agesat gouf, fir sech der Fro vun der Käschtenopdeelung an dem Fonctionnement unzehuelen an Ännerungsproposen auszeschaffen.

Wichtig ass och ze erwänen, datt, wann een hei vu Modifikatiounen schwätzt, déi mat dëser Ratifikatioun a Kraaft triede wäerten, dat u sech Simplificatiounen sinn. Juristesches gesinn ass et natierlech esou, datt dës Modifikatiounen eréischt definitiv mat der Ratifikatioun a Kraaft trieden. An der Praxis ass et awer esou, datt se och haut schonns, an zwar zënter ongeféier véier Joer, provisoersch applizéiert ginn, an dat op Basis vun Decisiounen vun den Haaptgremien vun Eurocontrol.

Zil war eigentlech, dës Dispositiounen ab Januar 2020 kënnen definitiv ze applizéieren, mee dësen Delai huet

sech als ze kuerz erweisen, fir d'Ratifikatiounsprozeduren an de véier Länner ofzeschleissen. An och opgrond vu Corona gouf dës provisoersch Applikatioun mëttlerweil bis den 31. Dezember vun dësem Joer verlängert.

All weider technesch Detailer konnt Der, wéi gesot, a mengem schrëftleche Rapport an am deposéierten Dossier vun der Regierung noliesen.

Här President, ech géif mäi Rapport mam Resümee vun den Aarbechten ofschleissen. Dëse Projet de loi gouf den 2. Juli 2021 an der Chamber vum Minister Asselborn deposéiert. Den Avis vum Staatsrot koum de 7. Dezember 2021 an ass de 6. Januar dëst Joer an der Sitzung vun der Kommissioun vun der Mobilitéit an den öffentliche Aarbechten analyséiert ginn. Nieft dem Staatsrot huet och d'Chambre de Commerce en Avis ofginn. Eis Kommissioun huet de Rapport den 3. Februar 2022 eestëmmege ueholl a proposéiert deemno och der d'Plenièere vun der Chamber, dëse Projet de loi unzehuelen.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschten a ginn heimat och den Accord vun der grénger Fraktioun. Merci.

**M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Chantal Gary.**

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Serge Wilmes agedroen.

#### Discussion générale

**M. Serge Wilmes (CSV) | Merci villmools, Här President.** Ech soen der Rapportrice Merci. Si huet dat ganz komplett gemaach, wéi gewinnt ganz gutt. Dowéinst ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun dozou.

**M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wilmes.** Da wier et um honorabelen Här Max Hahn.

**M. Max Hahn (DP) | Ech géif dat selwecht maache wéi mäi Virriedner, de Serge Wilmes, nämlech der Rapportrice Merci soe fir hir zwee ganz gutt Rapporten.** Ech géif dann och den Accord gi vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

**M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Hahn.** Da geet d'Wuert weider un d'Madamm Cécile Hemmen.

**Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Jo, merci, Här President.** Ech schléisse mech natierlech och de Wieder vu menge Virriedner un an ech verbannen domat natierlech och de grouse Merci un d'Madamm Gary. Ech mengen, hei si mer ganz kloer bei enger Plus-value, déi eng Vereinfachung, eng Autonomie, eng Flexibilitéit an eng Effikasitéit beinhalt. An ech mengen, dat alles dréit derzou bäi, dass een nëmme ka mat esou engem Projet d'accord sinn. Merci.

**M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hemmen.** Da wier et um Här Fernand Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser (ADR) | Majo, ech wëll mech och menge Virriedner uschleissen an der Madamm Gary Merci soen an den Accord vun der ADR bréngen.** Villmools merci.

**Une voix | Très bien!**

**M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser.** Dann ass et un der Madamm Myriam Cecchetti.

**Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, ech schléisse mech och un.** A vu datt eng Zweedrittmajoritéit verlaangt ass, stëmme mir léiwer och mat. Merci.

**M. Fernand Etgen, Président | Très bien! Merci villmools, Madamm Cecchetti.** A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

**M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President.** Och mir wäerten eisen Accord ginn. A merci dem Chantal Gary.

**M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.** D'Regierung huet d'Wuert, den Här François Bausch.

#### Prise de position du Gouvernement

**M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President.** Ech kann et och kuerz maachen an der Rapportrice Merci soen an der Chamber fir déi breet Zoustëmmung.

**M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools.** Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwer de Projet de loi 7853. Den Text steet am Document parlementaire 7853<sup>3</sup>.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi 7853 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir kommen elo zum Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmmege mat 60 Jo-Stëmme ueholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Jean-Paul Schaaf), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen (par M. Félix Eischen), MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Max Hengel) ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Cloesener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova (par Mme Djuna Bernard), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par M. Marc Hansen), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

## 6. Question élargie n° 128 de M. Jean-Paul Schaaf au sujet des décharges pour déchets inertes

Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 128 vum Här Jean-Paul Schaaf iwwer d'Deponië fir inert Offäll. Den Auteur vun der Fro huet fënnf Minutten Zäit, fir seng Fro an no der Äntwert vum Minister eventuell eng Zousatzfro ze stellen. An der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Schaaf, Dir hutt d'Wuert.

**M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Merci, Här President.** Merci och der Madamm Minister, datt ech hei kann

dës Fro stellen, also eng Question élargie zum Thema vum Bauschutt, en Thema, wat net immens sexy ass a wou een normalerweis nëmmen driwwer schwätzt, wann et iergendwéi knallt oder wann et iergendwou en public ass. An dat ass geschitt!

Mir hunn alleguerten, mengen ech, esou eng Zort Cri d'alerte do aus dem Secteur héieren, an der Press galies, an notamment duerch déi ganzsäiteg Annonce, wa mer eis drun erënneren - hei ass se, esou huet se ausgesinn -, ...

*(M. Jean-Paul Schaaf montre une page de journal.)*

... déi de Groupement des entrepreneurs an d'Fédération des entreprises de construction et de génie civil an der gréisster Dageszeitung verëffentlecht hunn, fir einfach ze soen: „Voilà, mir hunn e Problem, hëlleft eis. Hëlleft eis wannechgelift!“, fir et emol esou auszedrécken.

Och an der Vergaangenheet ass an x Question-parlementairen - et waren der esou vill, dat ech se net hei kann all resumieren - op dee Sujet higewise ginn. Et mierkt een dorunner, dat et e Sujet ass, deen eis am Fong awer alleguerte betrëfft: de Bausecteur, den Héichbau, den Déifbau, d'ëffentlech Baute ganz besonnesch, mee awer och de Camionstrafick, d'Ëmweltbelaaschtung, d'Käschten um Bau, awer och d'Dauer, déi d'Chantieren doduerjer hunn.

De legislative Kader vun de Bauschuttdeponien hutt Der an der Regierung 2021 ofgeännert. De Plan sectoriel « Déchets inertes » ass ersat ginn duerch de Règlement grand-ducal vum 20. August 2021.

Dofir meng éischt Fro: Sidd Der zefridde mam Règlement grand-ducal vum 2021? En ass nach jonk, mee ech wollt deen dann an e puer Froe méi detailéiert „auserneehuelen“ - awer gutt gemengt „auserneehuelen“ -, wann ech dat emol esou ka soen.

De Règlement grand-ducal deelt eist Land an néng Regiounen an an definéiert, dat all Regioun zu all Moment mindestens eng Deponie misst hunn an datt den „Offall“, wann ech en esou däerf nennen, aus der Regioun dann och an der regionaler Deponie misst deponéiert ginn.

Dat gesi mer, dass et aktuell net méi geschitt. Ech fueren dacks laanscht d'Deponie vu Colmer-Bierg, eng vun deenen, wou de Moment déi gréissten Aktivitéit am Land ass. An et gëtt mer souguer aus dem Secteur gesot, dass jee nodeems, wéi den Trafick ausgesäit, ee vu Beetebuerg méi séier zu Colmer wier wéi op der Gadderscheier. Ob dat esou ass, weess ech net, mee et gëtt alt emol behaapt.

*(Interruption)*

De Rekord, hunn ech héiere vun engem, deen et muss wëssen, well en an enger Gemeng aktiv ass, déi ronderëm Colmer läit, war virun e puer Wochen, wou se 140 Camione gezielt hunn, déi an der Schlaang stoungen, fir an déi Deponie eranzefueren.

Wann dat esou weidergeet, dann halbéiert déi Reschtlaafdauer, déi nach op sechs Joer virgesi war, sech. Dofir meng éischt Fro ... Dann huet déi Regioun Zentrum, déi laut Règlement grand-ducal vu Walfer bis Ierpeldeng-Sauer geet, keng Deponie méi. Dofir wollt ech froen, ob Der do virukommt, ob Der eng nei Deponie fannt fir déi dote Regioun Zentrum a wéi dat de Moment ausgesäit.

Déi zweet Fro, well 80 %, esou seet de Secteur, vun deene Materialien, déi ugeliwert ginn, eigentlech aus dem ëffentleche Bausecteur kommen: Stroossebau, CFL, Tram, och de Findel an anerer, fir gréisserer ze nennen ... Et mierkt een och do, dass eng Null-Offall-Strategie eigentlech och dann net kann direkt an alle

Fäll wierken. Ech mengen, doriwwer brauche mer net hei ze streiden. Mee schonn eleng, fir den Trafick ze reduzieren, ass meng Fro: Kann een et an ëffentlechen Ausschreiwungen zur Konditioun maachen, dat een och muss nobäi bleiwen - et steet am Règlement grand-ducal, mee an der Praxis sinn ech net esou sécher, dat et klappt -, dat also an den Ausschreiwunge géif drastoen, dat een déi noost Deponie och muss ufueren?

Well mer e punktuelle Problem de Moment am Süden hunn, well Suessem zou ass, schéngt dee sech jo kuerzfristeg - esou gëtt mer gesot - ze lösen. Duerfir meng Fro: Wa sech dat léist, fir wéi laang huet een dann e Lichtbléck op deem dote Punkt? Well dat riskéiert jo och net ganz laang ze sinn!

Fakt ass de Moment, an och wann ech de Règlement grand-ducal liesen a mat de Leit aus dem Secteur schwätzen, schéngt et esou ze sinn, wéi wann de Ball bei de privaten Dechargébedreiwer léich, och fir nei Deponien ze sichen an ze erschléissen.

Dat ass keng einfach Aufgab. Et déngt och näischt, e puer kleng Flächen ze hunn. Eng Deponie, déi Sënn mécht ... Kommt, mir huelen de Bridel, dat si 25 Hektar. Dat ass esou quasi e Minimum, deen ee muss hunn. Also, ab 20 Hektar fänkt dat hunn, dat et sech iwwerhaupt rechent mat Zoufaartsweeër, Camionswäschanlagen, et cetera, et cetera, alles, wat ee muss hunn. Dat ass eng komplex Aufgab, fir esou Flächen am Land zesummenzekafen, mat de Baueren ze tauschen, ze negociieren, duerno a Kommodo- an Ëmweltdiskussiounen eranzegoen. Dat ass eng schwiereg Missioun.

Duerfir meng Fro un Iech, Madamm Minister: Wéi begleet Dir dat? Ech weess, an de Secteur lueft dat ausdrécklech, dat Der an Ärem Ministère eng Usprichpersoun nomméiert hutt. Mee wéi hëlleft Der engem Secteur, wann en an enger Regioun näischt méi fënnt, keng Plaz fënnt? Wéi geet dat ganz praktesch?

An dann - ech mierken, dat ech net méi vill Zäit hunn - eng lescht wichteg Fro; ech hätt der nach e puer, mee eng wichteg ass awer déi: Op Ärem Internetsite gesäit een, dat ... Oder nee, am Règlement grand-ducal steet, dat um Internetsite eppes sollt publizéiert ginn, wou ee gesäit, wéi datt am Fong geholl den Tonnage evoluéiert, wat d'Reschtdauere sinn. Ech konnt dee Site net fannen.

Ech hunn beim Stateg bis 2019 an um Geoportail bis 2020 Zuele fonnt, déi och net ëmmer deckungsgläich sinn. Dat muss een einfach soen. Da geet een zrëck kucken an d'Question-parlementairen, déi schonn eemol gestallt gi sinn. De Kolleeg Max Hahn hat eng Kéier gefrot, wat d'Reschtdauer wier. Dat war am Februar 2018. Du gouf gesot, 28 Milliounen Kubikmeter wieren nach do an dat géif fir siwe Joer duergoen.

Am Joer 2020 huet d'Deputéiert Octavie Modert an och e bësse méi spéit nach eng Kéier de Max Hahn eng Fro gestallt, wou nach eng Kéier dorobber geäntwert ginn ass. Du waren et aner Zifferen! Dunn hate mer op eemol 31 Milliounen nach Rescht an eng Lafdauer vu 15 Joer. An duerfir: Wou een do richteg drun ass, dat ass fir eis, déi elo awer, mengen ech, d'Suerg drëm hunn, dat et dem Bausecteur awer gutt geet, schwiereg ze wëssen.

De Groupement des entrepreneurs huet et jo och esou formuléiert, dat se soen, et wieren am Moment just véier Deponien, déi ouni Konditiounen op sinn. D'Carrière ziele se net derbäi, well d'Carrière jo déi sinn, wou een nëmme kann eppes erëm opfëllen, wann eppes erausgeholl ginn ass, déi also net permanent a fir alles do sinn. Si soen, et géifen aacht nei Deponie gebraucht ginn am Land a si wieren

Demandeur, fir einfach eng laangfristeg Planung an deem dote Beräich ze kréien. Dofir meng Fro: Wou si mer drun? A kritt Der et an de Grëff?

Villmools merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, Här Schaaf. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Ëmweltministesch Carole Dieschbourg.

**Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable** | Bon, Här President, Dir Dammen, Dir Hären Deputéiert, als Éischt emol e grouse Merci awer och dem Jean-Paul Schaaf, dass hien dat heiten haut zum Thema mécht, well ech mengen, dass et eppes ass, wat jiddereen a senge jeeweilege Fonctiounen, sief et an der Gemeng, sief et als Deputéierten, awer och d'Leit dobaussen an hire jeeweilege Responsabilitäten eppes ugeet.

Well wa mer iwwert d'Dechargé schwätzen an d'Deblockéiere vu Sitten, dann ass dat nom Ofschafe vum Règlement jo net méi a sech den Ëmweltministère, deen zesumme mat den Acteuren e Plan sectoriel „Dechargésitte“ mécht, mee a sech hunn d'Entrepreneuren haut eeben och d'Méiglechkeet - oder Entrepreneure mat Gemengen oder esou -, Sitten ze sichen a sinn also am „driving seat“.

Dofir, fir op Är éischt Fro ze äntweren: Ech mengen, dat Zesummespill, woufir mer 2018 de Grondstee geluecht hu beim nationalen Offallplang, wéi mer gesot hunn: „Mir ginn, wat den Dossier vun den Dechargen ugeet, wou et zanter 2006 e Plan sectoriel gouf, op en anere Wee“, well déi Sitten net schnell genuch deblockéiert konnte sinn ... An der Realitéit huet een ëmmer ëm déi fënnef bis siwe Joer gebraucht. Dat ass eis net schnell genuch gaangen iwwert dee Moyen. Dofir hu mer dat ofgeschafft, soudass haut e Règlement besteet, deen awer am Groben dat iwwerhëlt, wat och virdrun an de Plan-sectorielle stoung.

An dat ass och eng Äntwert op Är Fro: D'Regionalitéit als kloer e Krittär, d'Ënnerdeelung vum Land an néng Gebidder ass e ganz wichteg Element dovunner, fir dass eeben net wäit muss gefuer ginn. Do gëtt et am Règlement, dat haut besteet, dat zanter dem Summer besteet, eeben och minimal a maximal Quantitéite pro Regioun, eebe grad fir dem Prinzip vun de kuerze Weeër Rechnung ze droen.

Da ginn et awer och kloer Krittären, fir dass mer schnell virukommen. Et gëtt eng Lëscht, wou da ganz kloer gekuckt gëtt ... Et kritt ee Punkten dofir, jee nodeem wéi gutt de Site ass. An do kucke mer natierlech fir d'alleréisch d'Auswierkung op de Mënsch, de Verkéier, deen dat generéiert, „wéi no si mer bei den Haiser?“, an dann natierlech den Naturschutz, de Waasserschutz an dann awer och d'Exploitatioun vum Site. An d'ailleurs - de Mëtteg hutt Der en Denkmalschutzgesetz um Programm -, och de Patrimoine culturel gëtt do berücksichtegt bei der Auswiel vu Sitten. Also, dat heescht, et huet een och e ganz kloer Kader.

Nei ass och, dass elo trimestriell déi Quantitéite gekuckt ginn. Elo kann ech Iech soen, dass mir - an dat ass jo déi Fro, déi Der och gestallt hutt - a sech d'Donnéee vun 2020 verlieren; d'Donnéee vun 2021, do hunn eréischt zwee vun zwielef Acteuren hir nei Donnéeën eraginn, soudass ech Iech do leider nach keng Gesamtziel kann nennen. Mee dat wäert elo trimestriell erfollegen, soudass mer e vill bessere Suivi mat där neier Legislatioun kënnen maachen.

Ech hunn awer, wann dat d'Deputéiert interesséiert, eng Presentatioun, wou déi eenzel Sitte mat hire Reschtquantitéiten dra sinn.

*(Mme Carole Dieschbourg montre une documentation.)*



Ech liesen déi elo, mengen ech, aus Zäitgrënn sécherlech net eenzel vir, wivill Quantitéiten dat sinn. Mee do gesitt Der eeben d'Joergäng 2018, 2019, 2020, wéi sech dat entwéckelt. 2021, wéi gesot, do kréie mer d'Donnéen elo eran an da kënne mer Iech déi och ganz gären iwwermëttelen. Ech wäert menge Leit soen, se sollen der Chamber eeben déi Donnéeën zur Verfügung stellen, fir dass d'Deputéiert och wëssen, wat an hirer Regioun vu Capacitéiten nach fräi ass.

Dann hutt Der eng wichteg Fro gestallt, also dat heescht, déi éischt. Mir gesinn d'Auswirkunge vun deem neie Reglement eréischt, wann dat elo e bësselche lieft, wann dat elo e bëssen an d'Realitéit ëmgesat gëtt, wa mer elo e bëssen um Schaffe sinn.

Dat Zweet ass: Firwat ass dee grouse Problem am Moment? An dat generéiert jo och Trafick! Majo, am Süden hu mer ee Remblai, deen elo... An do hat d'Chamberskommissioun, déi sech ëm Ëmwelt këmmert... An doru kënne sech d'Deputéiert sécherlech nach erënneren: Mir hate viru ronn zwee Joer e puer Presseartikelen iwwer de Crassier Déifferdeng, wou mer jo siwe verschidde Sitten hunn, wou mer deelweis Altlasten hunn an awer och Sitten, déi wäerten herno Dechargé ginn. An dorobber gëtt vill geschafft.

Nëmme fir Iech en Androck ze ginn, wat mer do geschafft hunn... Well dat heiten ass keen neie Sujet. Dat heiten ass e Sujet, dee begleet d'Chamber an d'Gemengen an d'Entrepreneure wierklech zanter Joerzénge. Et ass also guer näischt Neits. Wat hu mer gemaach, wat de Crassier Déifferdeng ugeet?

Majo, zu Recht haten d'Gemengemammen - an eng sëtzt jo och hei am Raum - a -pappen deemools a sech gesot: „Mir géife gären eng Gesamtiwwersiicht iwwer dee Site zu Déifferdeng kréien, well mer och eise Bierger schëlleg sinn, dass mer wierklech d'Nuisancé reduzéieren an dass mer en Ausbléck schafen: Wat geschitt iwwerhaupt mat deem risege Site, wou mer vu siwe verschidde Situatioune schwätzen?“

Den 10. Februar 2020 hu mer dunn e Kommittee ageruff, e Comité de suivi. Do sëtzen d'Gemengen dran, do sëtzen awer och d'Entrepreneuren dran, déi grouss Acteuren. Nieft der Decharge fir Matière inerte gëtt jo och den Offall vun der Siderurgie do gelagert. An dat si Prozeduren, déi eebe lafen. An da sëtzen natierlech och d'Ekonomie an d'Ëmweltadministratiounen do mat um Dësch. Déi hunn och reegelméisseg an deene leschten zwee Joer getaagt, fir eeben dem Problem Här ze ginn a fir och e Vertrauensverhältnis ze schafen. Dat ass mat där EIE (ndlr: Évaluation des incidences sur l'environnement), wou elo zanter der leschter Woch all d'Donnéen erakomm sinn. Do kënne mer an d'Kommodosprozedur goen um Crassier.

An da kënnt dat, wann dann d'Prozedur vum Kommodo fäerdeg ass an deen Dossier duerch d'Prozeduren ass, wou nach eng Kéier eng Consultation du public ass, fir dass och d'Bierger aus der Regioun sech den Dossier nach eng Kéier kënnen ukucken, da wäert et esou sinn, dass deen neie Site fir 5,9 Milliounen Meterkibb, dat heescht fir eng ronn zéng Joer - dat ass geplangt - ka funktionéieren.

Firwat ass déi Verschibung Richtung Colmer-Bierg? Majo am Moment empfänken déi Dechargen, déi do sinn, well se bal voll sinn oder schonn zou sinn, manner Äerdashub, dat heescht mir hunn e strukturelle Problem am Süden. An dat verlagert sech natierlech. An dofir, mengen ech, ass et wichteg, dass ee sech op allen Niveaue - op Gemengenniveau, awer och d'Bierger - an där Kommodosprozedur elo déi Saach schnell zu Häerz hëlt, dass mer dat uerdentlech

weiderféieren, fir dass mer dee punktuelle Problem, dee mer elo do am Süden hunn an deen eeben déi aner Regiounen mat impaktéiert, kënnen ugoen.

Ech wëll awer hei och nach eng Kéier ganz genau soen, dass et awer och wichteg ass - an do hu mer vill mat de Gemengen zesummegeschafft, well mir haten deslescht Enn Oktober eng Reunion, an där mer wierklech dee ganze Site nach eng Kéier op de Leescht geholl hunn -, dass do Verbesserung fir d'Regioun kommen, dass den Ekonomiesministère an den Ëmweltministère amgaange sinn, un enger Gesamtvisioun ze schaffen: Wat geschitt och duerno mat dem Site a wat maache mer mat den historesche Belaaschtungen, déi et do gëtt? An dat ass elo ganz wichteg, dass déi Saachen an déi Thematiken och ugepaakt ginn an dass déi Prozedure wierklech en bonne et due forme duerchgefëiert ginn, well dat si mer eeben och de Bierger schëlleg!

Mir sinn awer och de Betriber schëlleg, dass mer dat elo schnell deblockéieren, fir dee punktuelle Problem, dee mer am Süden am Moment hunn an deen natierlech och Ausléiser war fir déi dote Saach, an de Grëff ze kréien.

Fir de Rescht géif ech ganz gär meng Reschtzäit nach notzen. Ech hoffen, dat huet Iech och e bëssen elo en Androck ginn: Mir schaffe wierklech vill mam Secteur. Mir hunn och, well mer déi Neierunge gemaach hunn, gesot: Elo mat deem neie Reglement ass et jo kee Plan sectoriel méi. Et gëtt déi normal Prozeduren: eng EIE natierlech an dann e Kommodo an eng Waassergeneemegung an eng Naturschutzgeneemegung. An da mussen natierlech och nach d'Gemenge kucken. Dat heescht, et ass eng Vereinfachung, et ass eng Simplificatioun. Mir wëlle méi schnell ginn.

An op där anerer Säit, mengen ech, ass et awer och wichteg, dass d'Betriber en Uspriechpartner hunn. Dofir hu mer gesot, elo gi mer och op de Wee, dass eng Persoun de Lien mécht mat den Administratiounen an och en Uspriechpartner no bausse fir d'Betriber an deem Moment do ass. Dat hu mer de Betriber och dofir matgedelt.

Mir haten och am Januar schonn eeben nach eng Kéier iwwer déi nei Reglementatioun kommunizéiert. Mir haten d'Betriber och schonn eng Kéier am Hierscht gesinn. Déi ass jo eréischt zanter dem Summer a Kraaft. A vun dohier si mer do ënnerwee ze schaffen, fir wierklech deem Problem an enger neier Aart a Weis gerecht ze ginn.

An dann, leschte Punkt: Mir wäerten och mat allen Acteuren, dat ass nach en neie Prozess... 2015/2016 hate mer eng Kéier eng Broschür gemaach, wou mer gesot hunn: „manner baggeren, besser plangen“, esou nom Prinzip „kommt, mir vermeiden Äerdashub“. An dat ass, mengen ech, dee Facteur, bei deem mer och alleguerte kënnen aktiv ginn. An dat ass zukunftsweisend, et ass dat, wat mir wëlle maachen, zesumme mat alle staatlechen Administratiounen. D'ailleurs, d'Zuele kann ech elo net beleen. Ech hat versicht, fir haut eng Kéier all staatlech Instanzen ze kréien (veuillez lire: eng Kéier Informatiounen vun alle staatlechen Instanzen ze kréien). Dofir muss een elo emol am Raum stoe loossen, wat da vun öffentlecher Hand kënnt oder net.

Ze soen ass, dass mer flott öffentlech Projeten hu wéi „Elmen“, wou et net an de Buedem geet, wou mer gemeinsam Parkhauser hunn. An dat soll de Standard vun der Zukunft ginn. An dofir wäerte mer mat den öffentlechen Acteuren, mat de Gemengen an de Gemengevertriider - de Syvicol wäert sécher Deel dovunner sinn -, mat den Architekten, Ingenieuren an Entrepreneuren an Zukunft dat doten Thema nach

eng Kéier ophuelen, Eventer a Workshope maachen, well dat do geet just zesummen, fir eeben d'Kontinuitéit vun den Aarbechten zu Lëtzebuerg ze garantéieren.

Domat soen ech Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmoos der Madamm Ëmweltministesch. Nach eng Zousazfro, obschonns e seng Fro virdrun, seng Riedezäit...

**M. Jean-Paul Schaaf (CSV)** | ... schonn iwwerschrott hat.

**M. Fernand Etgen, Président** | ... schonn iwwer annerhalfe Minutt iwwerschrott hat. Mee Dir dierft awer nach eng kleng Zousazfro stellen.

**M. Jean-Paul Schaaf (CSV)** | Ech kéint der nach e puer stellen. Nee, ech wollt just déi prinzipiell Fro stellen: Wann elo an enger...

(Brouhaha)

**M. Fernand Etgen, Président** | Wannechgelift, ...

**M. Jean-Paul Schaaf (CSV)** | Pardon!

**M. Fernand Etgen, Président** | ... sidd vläicht nach zwou Minutte roueg, dann hu mer et gepackt.

**M. Jean-Paul Schaaf (CSV)** | Ech fläisse mech. Just eng prozedural Fro eigentlech: Wann elo an enger Regioun sech keng Acteuren, weeder Gemengen nach Entrepreneuren, fannen, déi soen: „Mir wëlle fir dës Regioun de Projet vun enger neier Deponie ugoen“, wéi léist Der dat? Also ech beneiden Iech wierklech net ëm Är Aufgab, Madamm Minister. Dat do ass awer, mengen ech, wichteg fir eist Land an dofir ass dat do vläicht eng wichteg Fro. Wéi léist een dat, wann elo keen Acteur do wier? Wat geschitt dann?

**Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable** | Bon, dat ass eng Fro, déi sech, mengen ech, awer net aleng un den Ëmweltministère an nom Ofschafe vun de Plan-sectorielle jo nach vill manner un een eenzelen Acteur stellt.

Et ass eng Fro, wou een a sech e gesetzleche Kader schafft, wou ee seet: Mir huelen eis - an dat ass jo net nëmme just d'Regierung - eng minimal an eng maximal Quantitéit vir, eebe grad, fir laang Weeër ze evitéieren. Dat hale mer esou fest. Mir kucken dat weider. Dofir iwwerhuele mir eng koordinéierend Roll, mee mir sinn awer an där Hisicht net méi am Lead, fir eeben am Kader vu Plan-sectorielle nei Dechargen ze fannen. Well do gouf et jo zanter 1991 a bis 2021 eng Konventioun mat enger eenzeger Firma, net mat allen - haut hu mer méi Acteuren um Terrain -, déi gouf net méi weidergefouert.

Mir versichen elo, an dat ass dat, wat ech elo zum Schluss an deene leschte Sekonne gesot hunn, wierklech dat nach eng Kéier ze ravivéieren, nodeems mer de ganze legislative Kader geännert, ofgeännert hunn. Nodeems mer de ganze legislative Kader vereinfacht hunn, versiche mer elo, eeben duerch eng koordinéierend Roll mat allen Acteuren, wou mer wierklech och d'Gemenge mat wëllen op de Wee huelen, wou mer d'Entrepreneuren, déi awer elo mat an engem „driving seat“ sinn, wou mer d'Acteure wierklech un den Dësch huelen, eng Vermeidungspolitik ze maachen, well dat hëlleft eis jo och, manner Quantitéiten ze hunn. An dat ass eis éischt Zil.

D'ailleurs muss een och soen: Haut ass et schonn esou, wa mer vun inertem Material schwätzen, dass de Groussdeel - de Lëtzeburger Sandsteen oder esou -, dee ka verschafft ginn, och haut scho verschafft gëtt.

Dat ass jo emol déi eng Saach. Dat anert gëtt deponéiert. A mir wäerten dofir kucken, dat dote proaktiv unzegoen: souwuel Reduktioun vun der Quantitéit, awer eeben och am A behalen, wa mer u maximalen a minimale Quantitéiten an der Regioun schaffen. Mee do gëtt et sécher keng ... An do muss ech Iech soen: Wann ech d'Texter liese vun deemools, vun 2006 - ech hunn deen och dobäi -, an awer och vun der Konventioun, déi schonn 1991 gemach gouf, steet

do, dass dat do zanter den 80er-Joren e Problem ass. Da ginn d'90er-Joren erwäant. Dat do ass e Problem, deen iwwer Joerzénge besteet.

Mir versichen et elo - an dat hu mer 2018 am Offallplang ganz kloer gesot - iwwert en neie Wee, bei deem mer d'Responsabilitéite verdeelen, amplaz eng Responsabilitéit ze hunn. Mir verdeele se a mir hoffen natierlech, an dat ass e bësse mäin Appell och un alleguerten déi, déi an der Verantwortung sinn,

dass se alleguerte mat op dee Wee ginn, dass een dat dote gemeinsam ueget.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci der Madamm Ëmweltministesch. Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënn muer, den 11. Februar, um 13.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

*(La séance publique est levée à 18.09 heures.)*

## Questions au Gouvernement

### Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page
Retards du service Adapto	5859	Martine Hansen, Marc Spautz	98
Bilan carbone personnel	5861	Fernand Kartheiser, Fred Keup	98
Pénurie de chauffeurs de bus	5875	Jeff Engelen	99

#### Retards du service Adapto | Question 5859 (03/03/2022) de Mme Martine Hansen | M. Marc Spautz (CSV)

Ëmmer erëm bekloe sech Leit, déi an hirer Mobilitéit ageschränkt an dowéinst op d'Servicer vum Adapto-Transport ugewise sinn, iwwer Verspéidungen, déi zanter der Reform méi dacks virkommen. Et geet rieds vu bis zu eemol pro Woch an tëschent 10 a 45 Minutte Retard fir de Wee op d'Schaff.

Am Kontext vun der Onzefriddenheet vun den Notzer vum Adapto-Transport, déi meeschtens och keng Alternativ hunn, wéilte mir follgend Froen un den Här Mobilitéitsminister stellen:

1. Wat mécht den Här Minister, fir dës Verspéidungen ze verhënnere?
2. Wéi eng Mesurë wëllt den Här Minister am Interessi vun de Leit mat ageschränkter Mobilitéit huelen, fir hinnen ze erméiglechen, hir Aarbechtsplaz als „salaré handicapé“ pénktlech kënnen ze errechen?
3. Firwat gëtt et kee feste Roulement, fir den Transport op d'Aarbechtsplaz fir déi betraffe Leit méi zouverlässig ze maachen?
4. D'Problemer beim Adapto-Service hunn och Konsequenzen op d'Fräizäitaktivitéite vun de betraffene Leit. Vill vun hinnen traue sech net méi, eppes an hirer Fräizäit ze ënnerhuelen, well se fäerten, net méi heemzekommen, well keen honnertprozenteg Verlooss op den Adapto-Service ass. Wëssend, dass d'Participatioun um soziale Liewe fir Leit mat enger Behënnerung extrem wichtig ass, wéilte mir den Här Minister ofschléissend froen, wat hien am Allgemengen ze ënnerhuele gedenkt, fir den Adapto-Service zu enger zouverlässiger Offer fir d'Leit ze maachen.

#### Réponse (08/04/2022) de M. François Bausch, Ministere de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Leider ass d'Situatioun op de Stroossen net ëmmer déi selwecht, a mat Verspéidungen am Moiestraffic ass ëmmer erëm ze rechnen, virun allem, deemno wéi eng Streck ee muss fueren. Bei Verspéidungen, déi duerch Feeler vun Busbetrieb oder vum Chauffeur entstinn an déi och gemellt ginn, ënnerhëlt den zoustänneg Service vun der

Verwaltung fir ëffentlechen Transport déi néideg Messuren, fir dass et net zu Widerhuelunge kënn.

ad 2. Aktuell gi knapp 100 Leit mam Statut vum „salaré handicapé“ op hir Plaz um éischten Aarbechtsmarché gefouert, d'Gestioun dovunner leeft iwwer d'App vum Adapto. Am September 2021 gouf déi nei App lancéiert, gläichzäiteg ass allgemeng d'Benetzung vum Adapto an d'Luucht gaangen, doduerch koum et deelweis zu Enkpäss bei der Disponibilitéit an der Andeelung vun de Bussen; hei gouf awer schnellstméiglech reagéiert, ënner anerem mat Upassung vu Parameter. Stand haut kann ech soen, dass et just nach zu klengen oder méi vereenzelte Verspéidunge kënn, déi laut interner Analys am Duerchschnëtt tëschent 1-5 Minutte leien. Bei gréisserer Verspéidungen huelen déi betraffe Leit gemengerhand Kontakt mat der Verwaltung op, déi dann d'Ursaache sicht, fir beschtméiglech ze remédiéieren. Eng weider Méiglechkeet wär, zesumme mat de Betraffenen ze kucken, fir hir Startzäit moies lichter ze adaptéieren a se éischer ofzehuelen. Selbstverständlech gëtt ëmmer am Interessi vun der Persoun gehandelt, déi transportéiert gëtt.

ad 3. Geplangt ass, fir all „salaré handicapé“ engem fixe Busbetrieb zouzeweisen. D'Attributioun vun engem fixe Busbetrieb géif souwuel dem Notzer wéi och dem Chauffeur eng zousätzlech Sécherheet ginn. Dës Optioun gëtt de Logiciel awer leider nach net hier, sou dass en zousätzlechen Developpement néideg ass. Dëst Developpement ass awer an Opdrag ginn; ech ginn dovunner aus, dass dëst an der zweeter Joresallschent 2022 ëmgesat wäert sinn.

ad 4. Wéi schonn uewen erwäant, huet mäi Service ee Logiciel en place gesat, deen no Ufanksschwierigkeiten an Upassung vu de Parametereen elo ronn leeft an et just nach zu weinigen Tëscheffäll kënn, déi bedéngt duerch de Logiciel opgetruede sinn.

Des Weideren hunn all d'Adapto-Notzer d'Méiglechkeet, op d'App zougéif, déi hinnen an Echtzäit uweist, wou de Bus grad drun ass. Am Fall vun enger Verspéidung weess den Notzer Bescheid a kann direkt handelen, andeems en de Callcenter oder de Chauffeur kontaktéiert. De Chauffeur huet iwwerdeems d'Méiglechkeet, den Notzer iwwert d'App unzeruffen. An noer Zukunft wäert et dem Notzer

dann och méiglech sinn, de Chauffeur ze kontaktéieren, wann dësen net matzäiten op der Plaz ass.

Et ginn am Duerchschnëtt 3.500 ofgeschlossenen Adapto-Faarte pro Woch, et kann een deemno net behaupten, dass d'Notzer sech net traue, op den Adapto zeréckzegräifen.

Zousätzlech wéilt ech och ervirhiewen, datt vill Notzer hir gebuchte Faarten och erëm annulléieren, deelweis ganz kuerzfristeg, oder guer net op der Plaz sinn, wann de Bus kënn wéi bestallt. Wat natierlech och Repercussiounen op d'Organisatioun huet.

Natierlech gëllt et, déi mënschlech Feelerquot op e Minimum ze reduzéieren. Eng Garantie op Perfektheet oder null Verspéidung ass awer schwiereg. Dëst gëllt allerdéngs net nëmme aleng fir meng Servicer, an heiansdo mécht och en Notzer emol e Feeler, wann en zum Beispill eng Faart onbewusst falsch bucht.

#### Bilan carbone personnel | Question 5861 (03/03/2022) de M. Fernand Kartheiser | M. Fred Keup (ADR)

Verschiedene Quellen no huet Lëtzebuerg an de leschte Joren an der Moyenne e Pro-Kapp-CO<sub>2</sub>-Ausstouss vu ronn 13 Tonnen. Jee nodeem, wéi eng Parameter mat aberechent ginn, ass dësen esouguer nach méi héich. Deen d'lescht Joer vun der Europäescher Kommissioun proposéierte Klimaschutzprogramm „Fit for 55“ envisagéiert, datt den Ausstouss vun Zäregase bis 2030 ëm 55 % erfogeo soll par rapport zum Joer 1990. Europa soll iwwerdeems bis 2050 klimaneutral ginn. An der Chamber gouf an deem Kontext och scho vu politeschen Acteure proposéiert, datt een de Pro-Kapp-CO<sub>2</sub>-Ausstouss drastesch reduzéiere muss. Géif een allerdéngs op e Modell zeréckzegräifen, wou de Bierger bezuele muss, wann hien e festgesate Pro-Kapp-CO<sub>2</sub>-Ausstouss iwwersteigt, géif dat mat sech bréngen, datt finanziell gutt gestallte Leit hire Liewensstil méi oder manner onverännert weiderféiere kënnen, während déi méi aarm Leit mat massiven Aschränkungen an hirer Liewensqualität konfrontéiert wäeren.

An deem Kontext hätte mir follgend Froen un d'Regierung:

1. Ass d'Regierung prinzipiell der Meenung, datt et gerechtfäerdigt ass, perséinlech Fräiheeten anzëschränken, fir Klimamoossnamen, ewéi d'Reduzéiere vum Pro-Kapp-CO<sub>2</sub>-Ausstouss, duerchzesetzen?
2. Kann d'Regierung de Pro-Kapp-CO<sub>2</sub>-Ausstouss vun de Lëtzebuurger Residente chiffréieren? Wéi steet d'Regierung zu där Fuerderung, datt de Pro-Kapp-CO<sub>2</sub>-Ausstouss zu Lëtzebuerg misst drastesch reduzéiert ginn a wéi eng Zilvirstellung hätt d'Regierung am Hibleck op de Pro-Kapp-CO<sub>2</sub>-Ausstouss?



**PRIORITAIRE  
BY AIR MAIL**

IBRS/CCRI n°1001256



**RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID**

**LUXEMBOURG**

**CHAMBRE DES DÉPUTÉS**

**ENVOI-RÉPONSE 1001256**

**L - 3208 BETTEMBOURG**

3. Wéi eng Moosname wéilt d'Regierung am Beräich vun där perséinlecher Liewensféierung huelen, fir de Pro-Kapp-CO<sub>2</sub>-Ausstouss zu Lëtzebuerg ze reduzéieren an a wéi engem zäitleche Kader misst mat der Ëmsetzung vun esou Moosname gerechent ginn?

4. Ass sech d'Regierung an deem Kontext der Problematik bewosst, dass esou Moosnamen eventuell dozou féieren, de Gruef - an domat d'Spannungen - tëscht Arem a Räich nach zousätzlech auszewäiten?

5. Wéi eng Kompensatiounsmoosname géif d'Regierung an deem Kontext huelen, fir esou Spannungen ze vermeiden?

**Réponse** (08/04/2022) de **Mme Carole Dieschbourg**,  
Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Fir jiddereen, deen d'Klimaschutzbeméiungen eescht hëlt, ass et kloer, dass eng drastesch Reduktioun vum duerchschnëttleche Pro-Kapp-CO<sub>2</sub>-Ausstouss onëmgänglech ass. Dëst wëllt awer net heeschen, dass d'Regierung wëlles hätt, op ee Modell zeréckzegräifen, wou de Bierger bezuele misst, falls ee festgesate Pro-Kapp-CO<sub>2</sub>-Ausstouss depasséiert gëtt. D'Klimaschutzpolitik vun der Lëtzebuerg Regierung ziilt also net dorop hin, fir perséinlech Fräiheeten anzeschränken. Ganz am Géigendeel, se ass dorop ausgeriicht, fir de Bierger ze ënnerstëtzen, fir méiglechst séier aus de fossillen Energien erauszeklammern.

De Pro-Kapp-CO<sub>2</sub>-Ausstouss fir déi Secteuren, déi vum Klimagesetz vum 15. Dezember 2020 erfaasst sinn, louch 2020 bei 12,1 Tonnen. D'Zäregasemissionsreduktiounszil vu Lëtzebuerg fir d'Joer 2030, dat net eleng op enger Fuerderung vun der Regierung baséiert, mee per Gesetz festgehal gouf, setzt en Erofsetze vum duerchschnëttleche Pro-Kapp-CO<sub>2</sub>-Ausstouss ëm d'Hallschent op ronn sechs Tonne viraus.

D'Moosnamen, fir dëst Zäregasemissionsreduktiounszil ze errechen, sinn am integrierten Energie- a Klimapleng duergeluecht. Dozou gehéieren och eng ganz Rei vu Moosnamen, fir de Bierger bei dëser Transitioun ze begleeden an ze ënnerstëtzen.

D'Regierung ass sech voll a ganz bewosst, dass déi sozial méi schwach opgestallte Stéit eng besonnesch Ënnerstëtzung brauchen, dëst ëmsou méi an den aktuellen Zäite vun héijen Energiepräisser. Dowéinst ginn déi sozial Ënnerstëtzung- a Kompensatiounsmoosnamen, déi scho bestinn, nach emol verstärkt. Esou ass ënner anerem e sozial gestaffelte Bonus par rapport zum Prime-House-Regimm virgessinn.

**Pénurie de chauffeurs de bus | Question 5875**  
(04/03/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Am Artikel „In Luxemburg werden die Busfahrer knapp“, deen den 18. Februar am „Lëtzebuerg Wort“ publizéiert gouf, heescht et, dass mir zu Lëtzebuerg op ëmmer méi e staarke Mangel u Buschauffere duersteieren an dass dës Problematik bei Chauffeuren, déi op d'mannst Basiskenntnisse am Lëtzebuergeschen opweisen, besonnesch staark ausgepräägt ass. Als Ursaache ginn nieft der feelender Attraktivitéit vum Beruff ënner anerem den héije Mindestausbildungsalter vun 21 Joer an déi laang Waardezäite bei der Formatioun zu Suessem genannt. Et ass op där anerer Säit awer och esou, dass Lëtzebuerg an der Mobilitéit op eng ganz grouss Selbstännegkeet vu senge Bierger zeréckgräife kann, well d'Zuel vun Erwuessene mat engem Führerschäin an oft souguer mat engem eegenen Auto immens héich läit.

An deem Zesammenhang géif ech dem Här Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi ass déi Decisioun motivéiert, dass jonk Leit de Busführerschäin zu Lëtzebuerg réischt mat 21 Joer kënnen maachen? Gëtt eng zäitno Gesetzesännerung envisagéiert, fir dass besonnesch jonk Leit, déi d'Schoul entweder scho virum Alter vun 18 Joer verlooss hunn oder se kuerz duerno verloossen, direkt mam Erreeche vun der Groussjäregkeet eng Perspektiv an dësem Beruff kënnen fannen?

2. Gesäit den Här Verkéiersminister eng zäitno Erhéijung vun de Kapazitéite vum CFC zu Suessem vir? Kéint hie sech eng Gesetzesännerung virstellen, déi et neie Chauffere erméiglecht, hire Beruff nees auszeüben, während si op eng Plaz an dëser Formatioun waarden, an esou och éischt Erfarunge kënnen sammelen?

3. Kann den Här Minister matdeelen, wéi wäit hien déi individuell Mobilitéit och an Zukunft wëllt ënnerstëtzen, fir déi uewe genannt mobil Selbstännegkeet vun der Gesellschaft am Fall vun engem Enkpass beim öffentlechen Transport méiglechst effizient notzen ze kënnen?

**Réponse** (08/04/2022) de **M. François Bausch**,  
Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. D'Alterslimiten, déi de Code de la route virgesäit (21 Joer fir d'Kategorie D1 an D1E a 24 Joer fir d'Kategorie D an DE) kommen aus der europäescher Führerschäinsdirektiv a sinn deemno an all Memberstaat déi selwecht. Et kann een awer och scho mat 21 Joer de Busführerschäin (D) maachen, dofir muss een dann awer d'Beruffsausbildung vun 280 Stonne beim Centre de formation pour conducteurs zu Suessem (CFC) maachen. Et kann een och scho mat 23 an enger Formatioun vun 140 Stonnen als Buschauffer (D) schaffen oder mat 21 op enger Linn, déi dann awer net méi laang wéi 50 km däerf sinn (D) oder ouni Limit mat engem Gefier vun der Kategorie D1.

ad 2. Fir déi zweet Fro erlaben ech mir, fir op meng Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nr. 5508 och vum honorabelen Deputéierte Jeff Engelen zu dem selwechte Sujet ze verweisen. Wat d'Fueren zu Berufszwecker op engem Bus uegt, ier een déi néideg Formatioun gemaach huet, esou léisst déi europäesch Direktiv dat net zou.

ad 3. De Moment ass et zwar net einfach, fir zousätzlech Chauffere fir den öffentlechen Transport ze rekrutéieren, mee d'Buslinne kënnen awer all um gewinnten héijen Niveau assuréiert ginn.

# Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

## Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

- per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,  
Code postal an Uertschaft ugitt

- iwwer eisen Internetsite [www.chd.lu](http://www.chd.lu)  
- iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

## Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

### Ech abonéiere mech:

fir déi gedréckte Versioun\*     fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: \_\_\_\_\_

### Ech desabonéiere mech:

vun der gedréckter Versioun\*     vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: \_\_\_\_\_

\*Déi folgend Casen ausfille beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: \_\_\_\_\_ Virnumm: \_\_\_\_\_

Sociétéit/Administratioun: \_\_\_\_\_

Adress: \_\_\_\_\_ Boîte postale: \_\_\_\_\_

Code postal: \_\_\_\_\_ Uertschaft: \_\_\_\_\_ Land: \_\_\_\_\_

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.  
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | [info@chd.lu](mailto:info@chd.lu) | [chd.lu](http://chd.lu) | [f](#) [t](#) [@](#)

PERIODIQUE



Envois non distribuables à retourner à:  
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ  
PS/799